



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



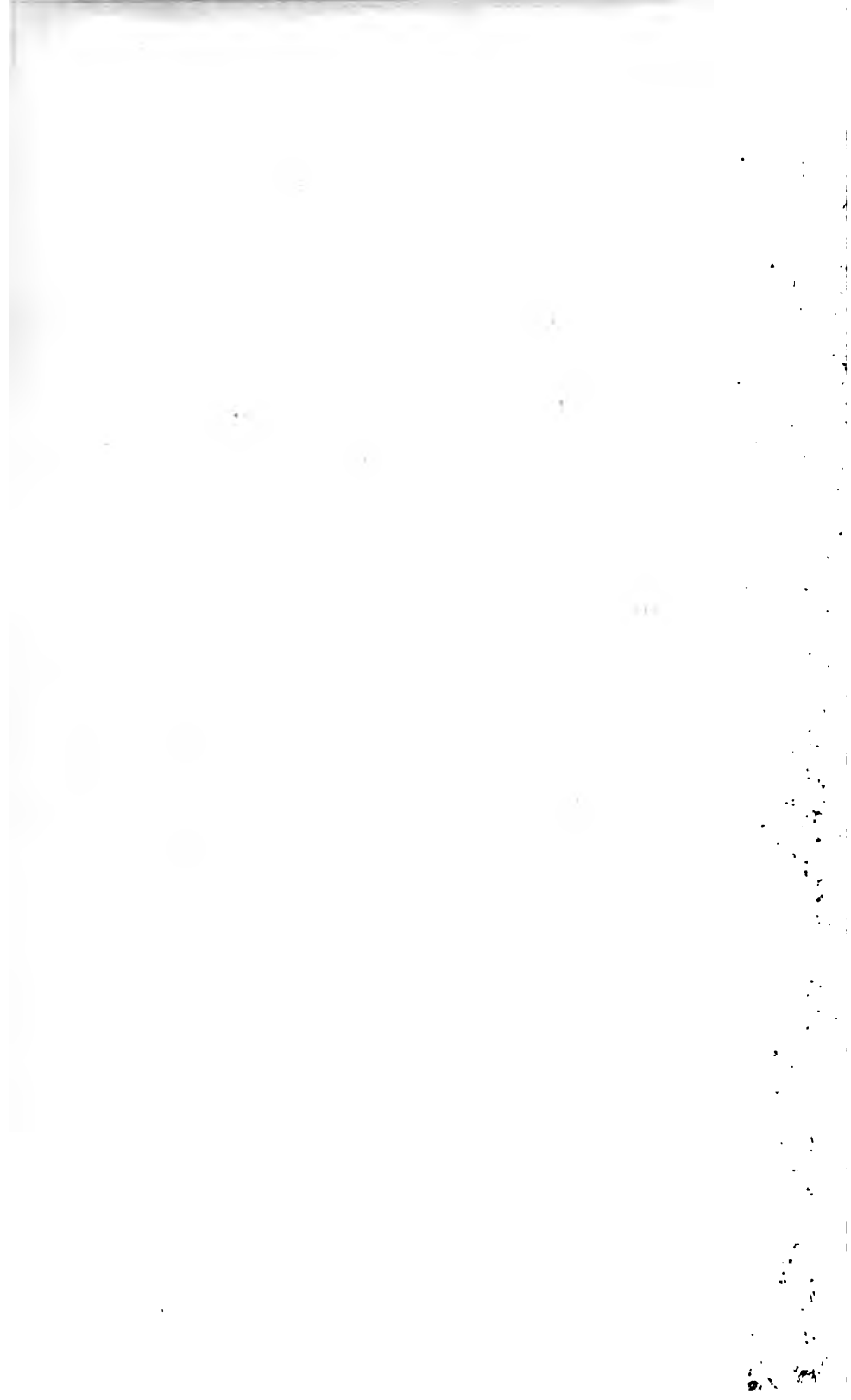


HARVARD LAW LIBRARY.

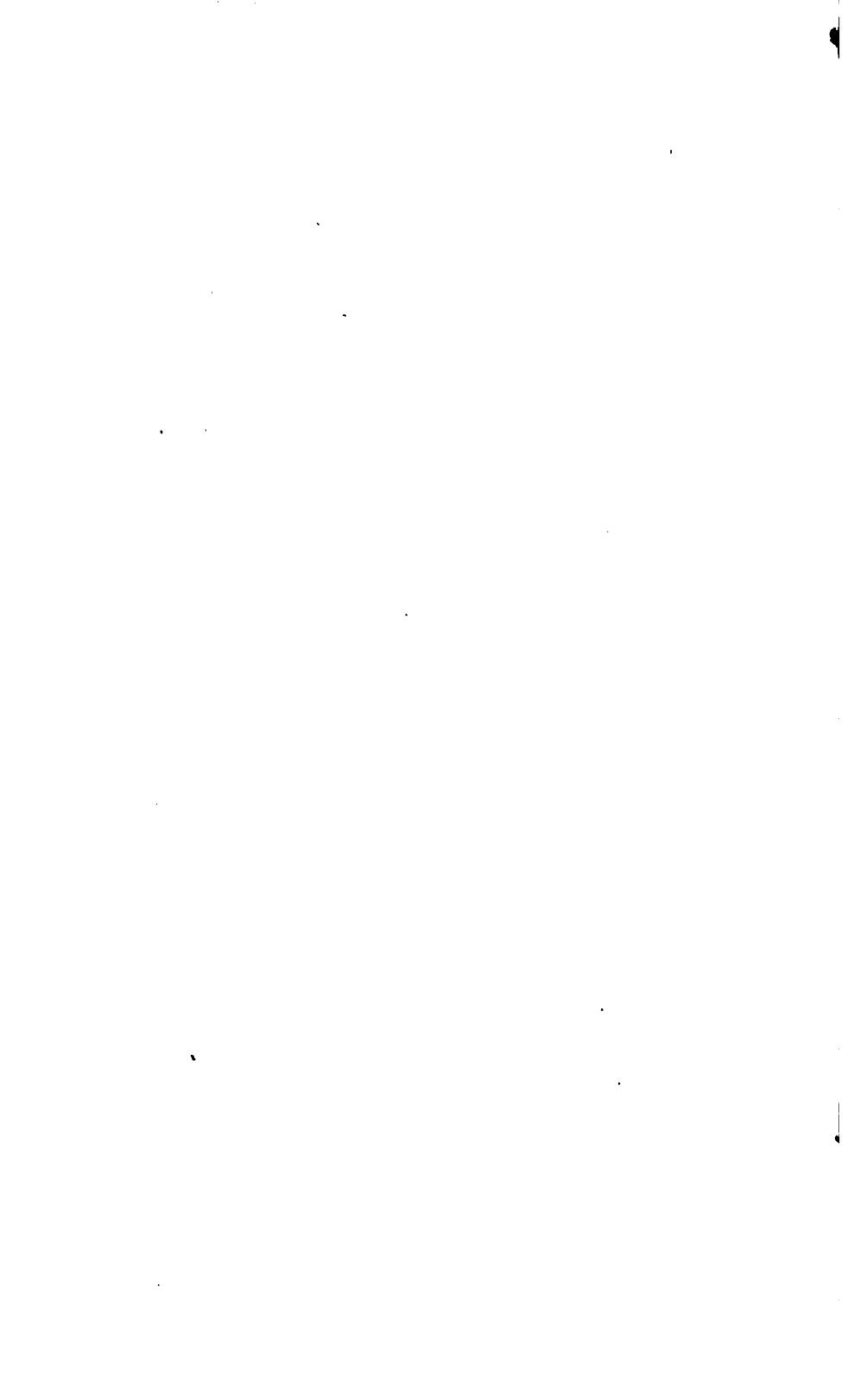
Received

Sept. 10, 1901.





Belgium



PRINCIPES

DE

DROIT CIVIL FRANÇAIS.

Droits de traduction et de reproduction réservés.

Bruxelles. — Typ. BRUYANT-CHRISTOPHE & C^{ie}

PRINCIPES
DE
DROIT CIVIL
FRANÇAIS

PAR

F. LAURENT,

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE GAND.

Ouvrage couronné au concours quinquennal des sciences morales et politiques.

TOME TRENTE-TROISIEME.

(3^e EDITION.)



BRUXELLES.

BRUYLANT-CHRISTOPHE & C^{ie}.
ÉDITEURS.

27^e RUE BLAISE, 33

PARIS.

LIBRAIRIE A. MARESCQ, AINÉ.
A. CHEVALIER-MARESCQ, SUCCESSION.

RUE GOUFFLOT, 30.

1878

X

9/10

Rec. Sep. 10, 1900.

AVANT-PROPOS.

Pour se servir d'un ouvrage qui comprend trente-deux volumes, il faut une table. On ne les lit pas, on y fait des recherches; et ces recherches ne deviennent possibles que moyennant une table alphabétique. Il est inutile d'insister, puisque tout le monde est d'accord sur ce point. Mais je dois expliquer d'après quels principes j'ai composé une table, afin d'en rendre l'usage plus facile.

La table doit-elle mentionner tout ce qui se trouve dans le livre? Est-ce à dire que tous les numéros des trente-deux volumes doivent avoir un article dans la table? A la rigueur, cela devrait être, quelque longue que la table devint. Pour mon livre, une table pareille serait inutile, et grossirait, par conséquent, à pure perte, un ouvrage qui est déjà très-volumineux. En effet, il y a, à la fin de chaque volume, une table des matières très-détaillée, dans l'ordre systématique suivi par l'auteur. Chaque numéro y a sa mention. L'ensemble de ces tables partielles forme une table complète. La table générale

que je publie maintenant peut et doit donc se borner à renvoyer aux tables des trente-deux volumes, dans un ordre alphabétique.

Ces renvois de la table alphabétique aux tables systématiques présentent une grande difficulté. Je viens de dire pourquoi je ne fais pas de renvoi pour chaque numéro. Suffirait-il de renvoyer à l'en-tête des chapitres, paragraphes, ou autres sous-divisions? Non (1). Car celui qui fait une recherche dans une table générale veut y trouver une indication précise des questions examinées dans l'ouvrage qu'il consulte, pour voir si la difficulté qui l'arrête est traitée dans le livre. Il faut donc que les renvois de la table générale aux tables particulières soient assez nombreux pour qu'il trouve de suite le volume et les numéros où la matière est expliquée. Quand la matière est comprise dans un petit nombre de numéros, je me contente de les citer. Quand la matière, plus étendue, est traitée dans un grand nombre de numéros, je multiplie les renvois. De cette façon, on trouvera régulièrement, dans quelques minutes, le volume et le numéro que l'on veut consulter; les numéros cités dans la table générale renvoient aux numéros de la table partielle, et ceux-ci contiennent l'indication de la page.

Le lecteur qui fait une recherche dans la table se trompe parfois en cherchant sous une rubrique ce qui se trouve sous une autre. Voici quelques indications qui faciliteront les recherches. Je me sers toujours des termes de la loi; ce sont donc les *mots légaux* qu'il faut consulter.

(1) Pour s'en convaincre, on n'a qu'à consulter la Table très-bien faite de Zacharie, édition d'Aubry et Rau. Il y a des renvois de 12, 13, 14, 22, 27, 30, 36 et 44 pages. Obliger celui qui fait une recherche à consulter 20 à 40 pages, criblées de notes, c'est lui faire perdre un temps considérable. Or, les Tables ont précisément pour but de faciliter les recherches, en épargnant un temps précieux au lecteur.

Toutefois, quand il y a un mot usité autre que celui du code civil, je l'indique avec un renvoi, ainsi le mot *Bail* renvoie au mot *Louage*. Mais je ne puis pas deviner la terminologie que les praticiens substituent à celle de la loi : je dois donc les renvoyer au texte du code ; les mots qui sont dans le texte sont aussi dans ma table.

Le mode de recherche est très-simple. Chaque titre du code Napoléon a un article dans ma table ; il est rare que la matière y soit épuisée ; il renvoie le plus souvent à d'autres articles. C'est à dessein que j'ai multiplié les mots qui se rapportent à une seule et même matière ; les articles trop longs fatiguent l'attention en rendant la recherche plus difficile, et alors il arrive que l'on ne trouve pas dans la table ce qui réellement y est.

Le volume et les numéros que l'on veut consulter se trouveront assez facilement. C'est dans les tables systématiques placées à la fin de chaque volume, que les recherches sont difficiles. Les mentions des numéros sont trop concises pour indiquer tout ce qui se trouve dans le corps de l'ouvrage. Ainsi le numéro indique la jurisprudence, mais il ne cite pas les arrêts. Ici il faut nécessairement compulser le livre. Cela étend le travail de la recherche ; il était impossible de l'éviter, à moins de faire des tables démesurément longues, ce qui était un autre inconvénient.

J'ajouterai que les recherches ne sont pas un travail mécanique ; elles doivent se faire avec intelligence. Il s'agit de savoir, par exemple, qui est frappé de l'hypothèque légale que la loi accorde au mineur. Le siège de la matière est au mot *Hypothèque légale du mineur* : là on trouvera l'indication des n^{os} 264-271 du tome XXX, où la question est traitée.

Je cite quelquefois les pages quand un numéro contient de longs développements. En citant les pages, je

me sers d'abréviations: *in.* pour *initio*, ou commencement de la page: *a*, *b*, *c*, pour marquer le premier, le deuxième ou le troisième alinéa.

La table générale donne en note la correction des fautes que l'on m'a signalées(1) ou que j'ai trouvées en parcourant mon ouvrage pour écrire un *Traité de droit civil élémentaire*, qui ne tardera pas à paraître. Il y a beaucoup de fautes dans l'indication des articles du code civil; ce sont les moins graves et les plus faciles à corriger. Il y a des erreurs, plus rares, de typographie; elles sont également d'une correction facile. Enfin, il y a, par-ci, par-là des erreurs qui touchent au fond, aux idées. Je corrige les fautes, en note de l'article du code civil, et du numéro de mon livre auxquels elles se rapportent. Le lecteur qui fera une recherche trouvera en même temps la correction. Il restera sans doute bien des fautes non corrigées. J'en fais mes excuses au lecteur, car c'est moi le grand coupable. Mon écriture est mauvaise, et je corrige mal; je ne lis pas la copie telle qu'elle est, mais telle qu'elle doit être, et je pense qu'il en est de même de tous les auteurs. Du reste, je doute qu'il y ait plus de fautes dans mon livre que dans les autres ouvrages de droit. J'ai lu minutieusement les auteurs que je cite, et j'y ai trouvé des fautes sans nombre. *Errare humanum est.*

Il y a aussi des fautes qui sont imputables à l'imprimeur. Je viens de dire que les ouvriers et les correcteurs sont excusables, parce que mon écriture est parfois illisible.

J'ai ajouté, à la fin du volume, une table des articles du code civil, avec renvois au volume et aux numéros où l'article est expliqué. J'y indique aussi les *mots* de la table

(1) Un grand nombre de fautes m'ont été signalées par M. Mertens, candidat notaire à Bruxelles. Je lui en fais mes remerciements

alphabétique où se trouvent les détails de la matière. Celui qui ne sait pas sous quelle rubrique il doit chercher la question sur laquelle il veut consulter mon livre, pourra consulter la table des articles du code Napoléon : il y trouvera les indications nécessaires pour le guider dans ses recherches.

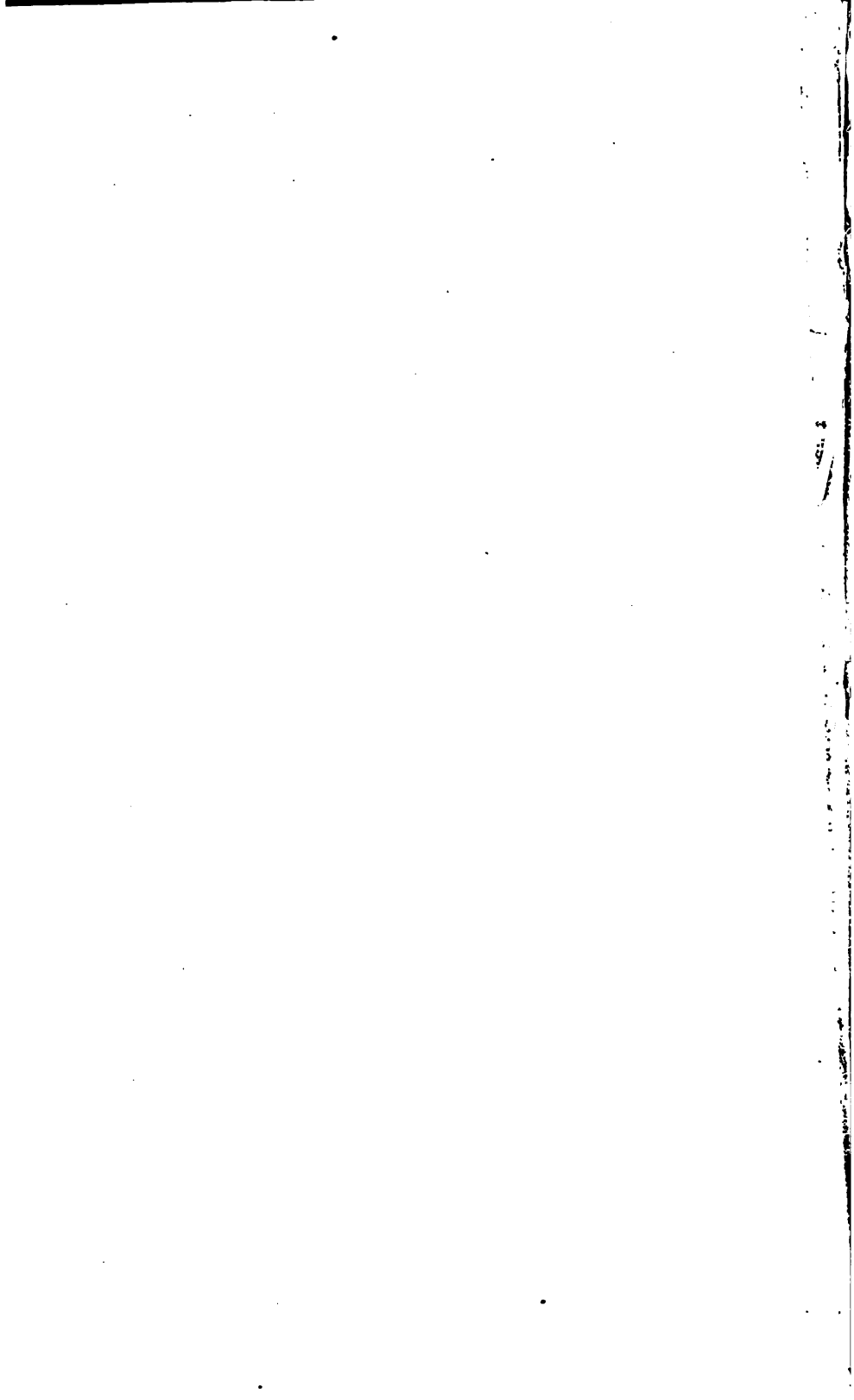


TABLE ALPHABÉTIQUE.

Les chiffres romains indiquent le volume, et les chiffres d'après le numéro du volume. On peut savoir la page où se trouve le numéro en recourant aux tables de matières placées à la fin de chaque volume.

ABANDON.

1. Le *donataire* peut-il faire l'abandon des *biens donnés* pour s'exempter des *charges*? XII, 489-492.
2. L'*emphytéote* peut-il abandonner le fonds pour se décharger de ses obligations? VIII, 399.
3. L'*héritier bénéficiaire* peut faire abandon des biens aux créanciers et légataires, pour s'affranchir de l'obligation d'administrer. IX, 103-117.
4. Le *propriétaire du fonds servant* peut en faire l'abandon pour s'affranchir de la charge des travaux nécessaires pour l'usage de la servitude. VIII, 242-247.
5. Le *propriétaire d'un mur mitoyen* peut faire l'abandon de la *mitoyenneté* pour se dispenser de contribuer aux reconstructions et réparations. VII, 516-558.
6. Le *tiers détenteur* peut délaisser le fonds hypothéqué pour s'exempter de l'expropriation. XXXI, 275.
7. *Transcription*. L'abandon fait en vertu des articles 656 et 699 doit-il être transcrit? XXIX, 94.
8. L'*usufruitier* peut renoncer au droit d'usufruit. VII, 72-78. Cette renonciation doit être transcrite. XXIX, 95.

ABANDONNEMENT (CONTRAT D').

Voir le mot *Cession de biens*, II et III.

ABEILLES.

1. Du *dommage* causé par les *abeilles*. XX, 653.
2. Les abeilles sont *immeubles* par destination agricole. V, 448.
3. Quand les *essaims d'abeilles* peuvent-ils être occupés par le propriétaire du terrain sur lequel ils s'abattent? VIII, 440.

AB IRATO (ACTION).

L'action *ab irato* existe-t-elle encore dans notre droit ? XI, 123.

ABROGATION DES LOIS ANTÉRIEURES AU CODE NAPOLEON.

- I. L'ancien droit a été abrogé par la loi du 30 ventôse an XII. I, Introduction, 25-27.
- II. Les lois portées depuis 1789 ne sont pas abrogées par ladite loi. I, 27.
- III. Telle est la loi du 28 août 1792 sur la propriété des arbres existant le long des chemins publics. VI, 252.
- IV. Et la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat. XIII, 250.

ABROGATION TACITE.

- I. Quand y a-t-il abrogation tacite ? XII, 371.
- II. Une loi générale ne déroge pas, en principe, à une loi spéciale. XII, p. 433 a.
- III. Les dispositions du code civil sur la publicité des donations et des substitutions sont-elles abrogées par la loi hypothécaire belge ? XXIX, 44-47, 41, 150, 169.
- IV. L'article 834 du code de procédure est abrogé par la loi hypothécaire. XXIX, 169.
- V. Les lois spéciales dérogent, en principe, à une loi générale. XIII, p. 288, a.
- VI. La loi générale du 25 ventôse an XI sur les actes notariés est-elle abrogée par les dispositions spéciales du code civil, en ce qui concerne les formes du testament authentique ? XIII, 250, 261, 270.

ABSENCE. ABSENTS (DES).**A. GÉNÉRALITÉS.**

1. Lois spéciales sur les militaires absents. II, 115.
2. Des absents et des non-présents. II, 116-118.
3. Quelles sont les mesures que la loi prescrit à raison de l'absence ? II, 119-121.
4. Il n'y a jamais présomption de mort. Y a-t-il ouverture provisoire de la succession ? II, 122-124.
 - a. L'absence met-elle fin au mandat ? XXVIII, 82.
5. Droits éventuels qui compétent à l'absent. II, 252-259.
 - a. Peut-on représenter un absent ? II, 255.
 - b. Le réservataire absent est-il compté pour fixer le montant de la réserve ? II, 254.
6. Des enfants de l'absent. II, 141-150, 219-221.
7. Effet de l'absence sur le mariage de l'absent. II, 143-144, 245-251.

B. PÉRIODES DE L'ABSENCE. PREMIÈRE PÉRIODE. DE LA PRÉSUMPTION D'ABSENCE.

- I. Quand y a-t-il présomption d'absence ? II, 134-135.
- II. Quelles mesures le tribunal peut-il ordonner ? II, 140-142.
 1. Quel est le tribunal compétent ? II, 136.
 2. Qui peut provoquer ces mesures ? II, 137-139.
- III. Fin de la présomption d'absence. II, 151.

C. DEUXIÈME PÉRIODE.

I. *Déclaration d'absence.*

1. Pourquoi y a-t-il une déclaration d'absence? II, 152-153. Conditions II, 154-156.
2. Qui peut la demander? II, 157-158.
3. Tribunal compétent. II, 159-162.

II. De l'envoi en possession provisoire.

1. Qui peut le demander? II, 162-165.
2. Sur quels biens porte-t-il? II, 166-167.
3. Effets de l'envoi provisoire. *Réfutation* de la doctrine qui considère l'envoi provisoire comme une *ouverture de succession* et les envoyés comme des *héritiers provisoires*. II, 123-132.
4. *Obligations des envoyés*. Mandat. II, 168-169. Cautionnement. II, 170-171. Inventaire. II, 172. Visite des immeubles. II, 173. Frais. II, 174.
5. *Pouvoir d'administration*. II, 175.
 - a. *Baux*. Durée. II, 176 et XXV, 49.
 - b. Vente des meubles. II, 177-180, 182.
 - c. Les envoyés ne peuvent vendre ni hypothéquer les immeubles. II, 181-183; ni transiger, XXVIII, 546.
 - d. Comment les immeubles peuvent-ils être hypothéqués? XXX, 485.
 - e. *Réfutation* de la doctrine qui permet aux envoyés de *céder* les droits que leur donne l'envoi provisoire, de les *léguer*, de faire des *conventions* sur la *succession de l'absent*. II, 184-186.
 - f. Les envoyés peuvent-ils exercer les actions de l'absent? II, 188 (1). La prescription court-elle contre l'absent? II, 189; XXXII, 14, 38 et 39.
 - g. Les créanciers des héritiers présomptifs peuvent-ils exercer leurs *droits*? II, 187.
6. *Droits des envoyés*.
 - a. Droit aux fruits. II, 190-194.
 - b. Les envoyés ne sont pas héritiers. II, 195. Ils règlent entre eux l'administration des biens. II, 196. Ils ne sont aussi qu'administrateurs à l'égard des tiers. II, 197.
 - c. Les créanciers des envoyés ont-ils un droit sur les biens de l'absent? II, 198.

III. *Fin de l'envoi provisoire*. II, 199.

IV. *Droits de l'époux présent*. II, 200-203.

1. Continuation de la communauté. II, 204-214.
2. Dissolution *provisoire* de la communauté. II, 215-218.

D. TROISIÈME PÉRIODE.

I. *Envoi en possession définitif*.

1. Quand il a lieu. II, 222.

(1) T. II, Table, p. 659, n° 488. Au lieu de *Peuvent-ils*, lisez : *Les envoyés peuvent-ils*

10 ABUS DE CONFIANCE. — ACCEPTATION DE LA COMMUNAUTÉ

2. Qui peut le demander? II, 223.

3. Procédure. II, 224.

H. *Effet de l'envoi définitif*. II, 133, 225-234.

E. FIN DE L'ABSENCE.

I. *Retour de l'absent*. II, 232 (4)- 237.

II. Droits des *enfants* de l'absent. II, 238-239.

III. Droits des *collatéraux* de l'absent. II, 240-244.

IV. Droits des *héritiers* de l'absent. II, 242-244.

ABUS DE CONFIANCE.

1. L'abus de confiance peut-il être assimilé au *vol* dans l'article 2379? XXXII, 394.

ABUS DE JOUISSANCE.

Voyez le mot *Usufruit. Extinction*.

ACCEPTATION.

I. L'*acceptation* est requise dans les *faits juridiques* qui impliquent un *concours de volontés*. XVIII, 337.

1. De l'*acceptation* qui suit l'*offre* de s'obliger. XV, 468-481. Voir le mot *Consentement* A.

2. De l'*acceptation* des *donations*. XII, 224, 237-269. Voir le mot *Donation*. A, III, IV.

3. De l'*acceptation* de l'*hypothèque* constituée par le débiteur en l'absence du créancier. XXX, 424-427.

4. De la *remise* de la *dette*. XVIII, 337, 338.

5. Du *remploi* fait pour la *femme* par le *mari*. XXI, 370-379.

6. De la *stipulation* pour un *tiers*. *Acceptation*. XV, 559-567.

II. L'*acceptation* n'est pas requise quand les *faits juridiques* n'impliquent pas un *concours de volontés*. Tels sont :

1. L'*aveu*. XX, 168.

2. La *confirmation*. XVIII, 563.

3. La *renonciation* à un droit réel. XVIII, 337.

a. *Hypothèque*, XXXI, 372. *Inscription hypothécaire*. XXXI, 153.

b. *Servitude*. VIII, 336.

c. *Usufruit*. VII, 72, 73.

4. La *renonciation* à la *prescription*. XXXII, 195-199.

ACCEPTATION DE LA COMMUNAUTÉ.

1. *Droit d'option* de la *femme*. Origine. Caractère. Qui peut l'exercer? Les créanciers? XXII, 361-368. Les *héritiers* de la *femme* ont le même droit. XXII, 421-433.

II. De l'*acceptation*. XXII, 369, 370 (2)- 373.

1. Conditions. La *femme mineure* peut-elle accepter?

2. Quand l'*acceptation* doit-elle ou peut-elle se faire?

(4) T. II, p. 296, ligne 5 du n° 232. Après le mot *immédiatement*, ajoutez (art. 132).

(2) T. XXII, p. 369, ligne 9 : au lieu de 792, lisez 790.

u. Par la veuve? XXII, 374-376.

v. Par la femme divorcée, séparée de corps ou de biens? XXII, 377.

5. De l'acceptation *expresse et tacite*. XXII, 378-381.

4. Du *détournement* des effets de la communauté. XXII, 382-387. Voyez le mot *Détournement*.

5. Quand et par qui l'acceptation peut-elle être *attaquée*? Par les créanciers? XXII, 388-391.

6. *Effet* de l'acceptation. XXII, 392-394.

ACCEPTATION DES DONATIONS.

XII, 224, 237-269. Voir le mot *Donation*, A, III, IV.

ACCEPTATION DES DONS MANUELS.

XII, 290-296, 303.

ACCEPTATION DES LEGS.

I. Les principes qui régissent l'acceptation des successions s'appliquent-ils à l'acceptation des legs? XIII, 350-352.

II. *Effet* de l'acceptation. XIII, 353.

ACCEPTATION DES SUCCESSIONS

A. GÉNÉRALITÉS.

I. Qu'est-ce qu'accepter une succession? IX, 262, 277. Qui doit faire la preuve de l'acceptation? IX, 263.

Le *successible* peut-il être *forcé* à prendre qualité par les *créanciers*? IX, 264. Par les autres *successibles*? IX, 263, 266.

II. De l'*exception dilatoire*. Voir ce mot.

III. *Conditions* de l'acceptation.

1. Conditions générales. IX, 278-283.

2. Des *incapables*. IX, 284, 286 et 287.

3. Le *mari* peut-il accepter une succession échue à sa *femme*? IX, 283 et XXI, 434-441.

B. ACCEPTATION PURE ET SIMPLE.

I. *Acceptation expresse*.

1. Quand y a-t-il acceptation expresse? IX, 289-292 (1).

2. A l'égard de qui l'acceptation expresse a-t-elle *effet*? IX, 293.

3. Applications. Jurisprudence, IX, 294-296.

II. *Acceptation tacite*. Règle d'interprétation, IX, 299.

1. Quand y a-t-il acceptation tacite? Définition de l'article 778. IX, 300-301.

a. Application de la définition. IX, 302-307.

2. Les actes de *conservation* et d'*administration provisoire* n'emportent pas acceptation. IX, 308-314.

a. Applications. Jurisprudence. IX, 312-317, 318 *bis*.

(1) Ce qui est dit, p. 344, *in.*, de la vente par *correspondance* est trop absolu. Voyez le mot *Lettres (correspondance)*.

b. *Quid s'il y a doute? Le successible peut-il faire des réserves ou demander l'autorisation du juge? IX, 318. Voir les mots Jurisdiction gracieuse ou volontaire et Réserve (Protestation).*

c. *Actes d'administration définitive, de jouissance et de disposition. IX, 319.*

a. *Administration définitive et jouissance. IX, 320.*

b. *Actes de disposition. Applications. Cession. Donation. Renonciation. Paiement des dettes. Exercice des droits héréditaires. IX, 321-332.*

c. *Ces principes s'appliquent-ils aux incapables? IX, 333.*

4. *Divertissement des effets de la succession. IX, 334-343 ter. Voir le mot Détournement.*

III. *Effets de l'acceptation. IX, 346-349.*

IV. *Nullité de l'acceptation.*

1. *Quand l'acceptation est-elle inexistante? IX, 350.*

2. *De l'acceptation nulle pour incapacité. IX, 351-353.*

3. *De l'acceptation nulle pour vices de consentement. IX, 354-357.*

4. *Du cas de lésion prévu par l'article 783. IX, 358-363.*

5. *Quel est l'effet de l'annulation à l'égard de l'héritier acceptant, à l'égard des autres héritiers et à l'égard des tiers? IX, 365-368.*

6. *Les créanciers de l'héritier peuvent-ils demander la nullité? IX, 364.*

7. *L'article 1304 est-il applicable à l'acceptation d'une succession? XIX, 25.*

C. ACCEPTATION SOUS BÉNÉFICE D'INVENTAIRE.

Voir le mot *Bénéfice d'inventaire*.

ACCESSION (DROIT D').

A. GÉNÉRALITÉS.

I. *L'accession est-elle une manière d'acquérir la propriété? VI, 182 (1), 183*

II. *L'accessoire suit le principal. VI, 184.*

1. *Peut-on induire de l'article 546 une présomption de propriété? VI, 185.*

2. *Le biez des usines est-il légalement présumé la propriété du maître de l'usine? VI, 186-189. Voir Biez.*

3. *Les francs-bords sont-ils présumés appartenir au propriétaire de l'usine? VI, 190. Voir Francs-bords.*

4. *Des présomptions de propriété que l'on admet pour les francs-bords des fossés. VI, 192; pour le terrain compris dans la distance légale où les arbres doivent être plantés. VI, 193; pour les terrains vains et vagues qui joignent la voie publique. VI, 194; pour le propriétaire de l'étang. VI, 195; VII, 241-244.*

B. DU DROIT D'ACCESSION SUR CE QUI EST PRODUIT PAR LA CHOSE.

Voir le mot *Fruits*.

(1) T. VI, p. 250, ligne 21 : au lieu de *une*, lisez *ma*.

C. DU DROIT D'ACCESSION SUR CE QUI S'UNIT ET S'INCORPORE A LA CHOSE.

- I. Le propriétaire du *sol* est propriétaire du *dessus* et du *dessous*. VI, 245.
 1. De la propriété du *dessous*. VI, 246, 247.
 2. De la propriété du *dessus*. VI, 248, 249.
- II. *Constructions et plantations*. Présomptions. VI, 250.
 1. *Présomptions de propriété* établies par l'article 553. VI, 251, 252.
 2. De la preuve contraire. VI, 253, 254, 256.
 3. Le *propriétaire* peut-il invoquer les présomptions de l'article 553 contre le *fermier*? VI, 255 et XXV, 175-185.
 4. Ces présomptions s'appliquent-elles aux constructions faites par l'*usufruitier*? VI, 483-491.
 5. Les présomptions de l'article 553 sont de stricte interprétation. VI, 257.
 - a. Application du principe à la bande de terrain qu'il est d'usage de laisser entre l'égout du toit et le fonds du voisin. VI, 336.
 - b. Les chemins ruraux sont-ils présumés appartenir aux propriétaires dont ils traversent les héritages? VI, 258.
- III. *Constructions faites avec les matériaux d'autrui*. VI, 259, 260.
 1. L'article 554 n'est pas applicable à l'*immobilisation* agricole et industrielle. VI, 261.
- IV. *Constructions faites par un tiers possesseur avec ses matériaux*.
 1. Droit du possesseur, suivant qu'il est de bonne ou de mauvaise foi VI, 262-264.
 2. Estimation de la plus-value et de l'impense. VI, 265-267.
 3. A *quels travaux* s'applique l'article 553? VI, 268-270.
 4. A *quels possesseurs* s'applique l'article 553?
 - a. Il n'est pas applicable aux cas où il y a un lien d'obligation entre le propriétaire et le possesseur. VI, 271-273.
 - b. Est-il applicable au copropriétaire qui construit sur un fonds commun? VI, 274.
 - c. Est-il applicable aux détenteurs à titre précaire? VI, 275.
 5. Règlement des *indemnités* dues au possesseur. VI, 276-280.

D DROIT D'ACCESSION QUANT AUX EAUX.

Voir les mots *Alluvion*, *Avulsion*, *Iles*, *Inondation*.

E. DROIT D'ACCESSION QUANT AUX ANIMAUX.

Voir le mot *Animaux* (Accession).

F. ACCESSION MOBILIÈRE.

1. Règle de l'article 565. VI, 312.
2. L'*accession mobilière* et le principe de l'article 2279. VI, 313.
3. De l'adjonction. VI, 314 (1), 315.
4. De la spécification. VI, 316-318.
5. Du mélange. VI, 319.
6. Règles générales concernant l'*accession mobilière*. VI, 320.

(1) T. VI, p. 401, ligne 6 du n° 314. Après le mot *mise*, ajoutez : (art. 566).

14 ACCESSION DE POSSESSION. — ACCROISSEMENT (DROIT D')

ACCESSION DE POSSESSION.

Prescription acquisitive. Voir ce mot. A, II.

ACCESSOIRE.

L'accessoire suit le principal.

1. La *cession* d'une *créance* comprend les accessoires. XXIV, 532-533.
2. *Communauté légale.* Les accessoires des propres sont propres. XXI, 301-304.
3. *Legs.* La chose léguée doit être délivrée avec les accessoires nécessaires XIV, 140.
4. *Propriété.* Du principe que l'accessoire suit le principal peut-on induire qu'il y a une *propriété présumée*? VI, 184-193. Voir le mot *Accession*. A, II.
5. *Revendication.* Les meubles peuvent être revendiqués à titre d'accessoires d'un immeuble. XXXII, 563, 564.
6. *Servitudes.* Quand le maître du fonds dominant peut-il réclamer des servitudes à titre de *droit accessoire*? VIII, 256-262.
7. L'*usufruitier* a droit aux accessoires. VI, 372, 373.
8. La *vente* comprend les accessoires. XXIV, 185-183.

ACCROISSEMENT (DROIT D').

A. COMMUNAUTÉ.

1. A qui accroit la part de la femme renonçante? XXII, 420.
2. *Quid* si l'un des héritiers de la femme renonce? XXII, 422, 427.

B. INSTITUTION CONTRACTUELLE.

1. Y a-t-il lieu au droit d'accroissement entre époux? XV, 229.

C. LEGS.

- I. Théorie du code Napoléon. XIV, 299-302.
- II. Quand y a-t-il lieu au droit d'accroissement?
 1. De la *conjonction re et verbis*. XIV, 303, 304.
 2. De la *conjonction verbis tantum* XIV, 303,
 - a. De l'*exception* admise par la jurisprudence. XIV, 304.
 - b. Examen de la jurisprudence. XIV, 307-310.
 - c. Conclusion, XIV, 311.
 3. De la *conjonction re tantum*, XIV, 312 (1).
- III. Conditions sous lesquelles il y a lieu à accroissement.
 1. Y a-t-il accroissement en cas de *révocation* pour cause d'*ingratitude*? XIV, 313.
 2. Si un *légataire* précède, laissant des *enfants*, l'accroissement se fait-il au profit des *colégataires*? XIV, 314.
 3. La *substitution fideicommissaire* empêche l'accroissement, XIV, 315.
 4. De l'accroissement dans les *legs d'usufruit*. XIV, 316, 317.
 5. Les articles 1044 et 1045 s'appliquent-ils aux *légataires universels*? XIV, 318.

(1) T. XIV, p. 338, n° 312, 1^{re} ligne, au lieu de 1043, lisez 1045.

6. L'accroissement se fait-il avec la *charge et volontairement*? XIV, 319.
7. Comment se fait le *partage* en cas de *conjonction*? XIV, 320.
8. Le *droit d'accroissement* est-il *transmissible* aux héritiers. XIV, 321.
9. Du *droit d'accroissement* dans ses rapports avec la *substitution fideicommissaire*. XIV, 505.

D. RÉSERVE.

1. Le réservataire qui *renonce* est-il *compté* pour calculer le *montant* de la *réserve*? XII, 21.
2. Les ascendants autres que père et mère sont *exclus* par les frères et sœurs. Le défunt institue un légataire universel. La *renonciation* des *frères et sœurs* donne-t-elle *ouverture* à la *réserve des ascendants*? XII, 25, 26.

E. RETOUR LÉGAL.

1. Droit d'accroissement entre les *successeurs spéciaux*. IX, 445, 446.
2. Il n'y a pas lieu au droit d'accroissement entre les *successeurs spéciaux* et les *héritiers légitimes*. IX, 205, p. 251, a.

F. SUCCESSIONS.

- I. Il y a lieu au droit d'accroissement entre *héritiers légitimes*. IX, 438-444.
Voir le mot *Renonciation* (*Succession*), III.
1. Le *cessionnaire* de l'héritier profite-t-il du *droit d'accroissement*? XXIV, 575.
- II. Du droit d'accroissement entre *successeurs irréguliers*. IX, 447, 448.

G. USUFRUIT.

De l'accroissement en matière de *legs d'usufruit*. XIV, 316, 317.

ACCUSATION.

1. *Fausse accusation*. Délit civil. XX, 400.
2. *Accusation calomnieuse*. Cause d'indignité. IX, 6.

ACQUÊTS.

1. Quels biens sont *acquêts* sous le régime de la *communauté légale*. Voir le mot *Communauté* (*Actif*, A, III).
2. *Acquêts de succession* dans le *droit coutumier*. VIII, 491.

ACQUÊTS (COMMUNAUTÉ D').

A. GÉNÉRALITÉS.

- I. Définition. But. Origine. Principe d'interprétation. XXIII, 120- (1) 124.
- II. Dans quels termes doit-elle être stipulée? XXIII, 125-127.

B. ACTIF DE LA COMMUNAUTÉ D'ACQUÊTS.

- I. Biens qui *entrent* dans l'actif. XXIII, 128.
1. *Fruits* et revenus. Différences et analogies entre la communauté d'acquêts et la communauté légale. XXIII, 129-131 (2).

(1) T. XXIII, p. 137, ligne 40 : au lieu de XX, lisez XXI.

(2) T. XXIII, p. 144, ligne 7 du n° 131 : au lieu de XX, lisez XXI, et p. 145, ligne 2 du n° 132, au lieu de XX, lisez XXI.

2. *Les produits du travail des époux*. Applications. Jurisprudence. XXIII, 132-135.

3. *Les acquêts*. Applications. XXIII, 136-138.

II. Biens qui n'entrent pas dans l'actif :

1. *Le mobilier présent et futur*. XXIII, 139-141.

a. *Le mobilier exclu* reste la propriété des époux. Conséquences qui en résultent. XXIII, 142-147.

b. Des cas où la communauté devient propriétaire du mobilier exclu. XXIII, 148-150. Conséquences qui en résultent. XXIII, 152.

2. *Les immeubles propres*. Du remploi. XXIII, 152-154 (1).

C. PASSIF DE LA COMMUNAUTÉ D'ACQUÊTS.

I. Quelles sont les dettes exclues ? XXIII, 155-159.

II. Droits des créanciers personnels des époux. XXIII, 160-163.

III. *Récompenses*. XXIII, 164.

D. ADMINISTRATION.

I. Administration de la communauté. XXIII, 164-166.

II. Administration des biens de la femme. XXIII, 167, 168.

E. LIQUIDATION ET PARTAGE.

I. *Les reprises*. Justification du mobilier. Principe. XXIII, 169-171.

II. Comment se fait la preuve du mobilier entre époux ? XXIII, 172.

1. Du mobilier présent. Critique de la doctrine et de la jurisprudence, XXIII, 173-175.

a. Qu'entend-on par état en bonne forme ? XXIII, 176-178.

b. L'article 1502 est-il applicable à la communauté d'acquêts ? XXIII, 179.

c. L'article 1499 est-il applicable quand l'un des époux a une créance contre son conjoint à titre d'héritier ? XXIII, 180.

2. Du mobilier futur. Il faut un inventaire. *Quid* s'il n'y a en a pas ? Droit de la femme. Du mari. Droits des héritiers. XXIII, 181 (2)- 186.

III. Comment se fait la preuve du mobilier à l'égard des créanciers ? XXIII, 187 (3)- 189.

IV. Comment s'exercent les reprises ? XXIII, 190, 191.

V. Du partage. XXIII, 192-194.

F. CLAUSES QUI MODIFIENT LA COMMUNAUTÉ D'ACQUÊTS.

I. De la communauté réduite aux acquêts mobiliers ou immobiliers. XXIII, 195 (4)- 199.

II. Des clauses qui attribuent les acquêts au survivant ou aux enfants. XXIII, 200-201, et XXI, 133.

G. LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS PEUT ÊTRE STIPULÉE SOUS LE RÉGIME DOTAL.
XXIII, 591.

(1) T. XXIII, p. 164, ligne 4 du n° 154 : au lieu de XX, lisez XXI.

(2) T. XXIII, p. 192, ligne 8 : au lieu de XX, lisez XXI.

(3) T. XXIII, p. 196, ligne 40 : au lieu de 1332, lisez 1350.

(4) T. XXIII, p. 204, ligne 40 : au lieu de immobilières, lisez mobilières.

ACQUIESCEMENT.

- I. La *femme mariée*, autorisée à plaider, peut-elle acquiescer? III, 147.
- II. Les *mandataires généraux* peuvent-ils acquiescer? XXVII, 424.
- III. Le *tuteur* peut-il acquiescer à une demande *mobilière* formée contre le mineur? V, 67. A une demande *immobilière*? V, 85.
- IV. Le *père administrateur* peut-il acquiescer, ou lui faut-il l'autorisation de justice? IV, 315.
- V. Les *personnes placées sous conseil* ne peuvent acquiescer qu'avec l'assistance de leur conseil. V, 362.

ACQUISITION (DE LA PROPRIÉTÉ).

Voir le mot *Propriété* (*Acquisition et Transmission* de la propriété).

ACTES.

I. De la forme des actes.

1. Différence entre les *actes* et les *écrits*. XIX, 337, 344, 345, 488, 489.
2. Voir les mots *Actes authentiques*, *Actes sous seing privé*.
3. Quelles sont les formes que l'on doit observer selon le lieu où l'acte est reçu? Du principe *Locus regit actum*, I, 99-103. Voir le mot *Formes instrumentaires*.

Comparez les mots *Actes de l'état civil*, II, 9. *Hypothèque*. XXX, 466-470. *Mariage*. III, 20-38. *Testaments*. XIII, 158-162.

4. De la *mauvaise rédaction des actes*. Source de procès. XXVIII, 120, 121.
 - a. Conseils que les auteurs donnent aux notaires pour la rédaction des testaments. XIII, 332, 339.
 - b. Exemples de rédactions incroyables. XIII, 334, 307.

II. *Acte et titre*.

1. Différence entre l'acte et le titre en matière de *revendication*. VI, 161.
2. Différence entre le *titre nul en la forme* et l'*acte nul en la forme*, en matière de possession et de prescription. VI, 211 et 212; XXXII, 391-394.
3. Différence entre le titre et l'acte en matière de *preuve*. XIX, 97-101.

III. Actes *inexistants* et actes *nuls*. Voir les mots *Actes inexistantes*, *Nullité* et *Action en nullité*.IV. Actes *confirmatifs*. Voir le mot *Confirmation*. VI.V. Actes *récognitifs*. Voir ce mot.**ACTES AUTHENTIQUES.**

A. QUELS ACTES DOIVENT ÊTRE AUTHENTIQUES.

- I. Actes *solennels*. La forme est requise pour l'*existence* des actes solennels, XV, 437. Voir le mot *Actes inexistantes*.
 1. Actes de l'état civil. II, 1-8, 23-25.
 2. *Actes respectueux*. II, 323-340.
 3. Adoption. IV, 212-236.
 4. Contrat de mariage. XXI, 43-63. Voir le mot *Contrat de mariage*, A, VI.
 5. Donations. XII, 217-235. Voir le mot *Donation entre-vifs*, A, I et II.

6. Hypothèques. XXX, 423-452. Voir le mot *Hypothèques conventionnelles*, A, II.
7. Institution contractuelle. XV, 186-187.
8. Mariage. II, 409.
9. Reconnaissance d'enfant naturel. IV, 44.
10. Révocation expresse d'un testament. XIV, 176-179.
11. Successions. Partage judiciaire. X, 307-309 bis.
12. Testament. XIII, 105-112. Voir le mot *Testament (Formes)*, A, II.
- II. Actes qui doivent être authentiques comme *complément d'actes solennels*.
 1. Les *procurations* données pour procéder à un acte solennel, XXVII, 445.
 - a. Contrat de mariage. XXI, 50-56.
 - b. Donations. XII, 236, 242.
 - c. Hypothèques. XXX, 440, 446, 447.
- III. Actes dont la loi prescrit l'authenticité comme *garantie contre la fraude*.
 1. *Sociétés* (art. 834) en matière de rapport. X, 614, 615.
 2. *Subrogation* consentie par le débiteur. XVIII, 43-46.
- IV. Actes qui doivent être authentiques à raison de la *publicité* qu'ils reçoivent dans l'intérêt des tiers.
 1. Actes translatifs ou déclaratifs de droits réels immobiliers et baux soumis à la transcription. XXIX, 124-133. Voir le mot *Transcription*, C, I.
 2. Cession de créances hypothécaires ou privilégiées ou subrogation à ces créances. XXIX, 243.
 3. *Signification* ou *acceptation* de la *cession* de créances. XXIV, 475-528. Voir le mot *Cession de créances*, B, II.

B. CONDITIONS REQUISES POUR L'AUTHENTICITÉ.

- I. Un *officier public*. Compétence générale des notaires. XIX, 102. Voir le mot *Notaire*, A.
 1. Le *dépôt* d'un acte sous seing privé chez un notaire le rend-il authentique? XIX, 114 et IV, 50.
 2. *Quid* de la *reconnaissance* d'un acte sous seing privé devant *notaire* ou en *justice*? XIX, 114.
 - a. Contrat de mariage. XXI, 45.
 - b. Donations. XII, 236.
 - c. Hypothèques. XXX, 431.
 - d. Transcription. XXIX, 127, 129.
 3. *Quid* des actes reçus par un *officier public étranger*? I, 90.
 - a. Actes de l'état civil. II, 9-14.
 - b. Actes d'hypothèque. XXX, 456-460.
 - c. Actes de mainlevée d'une inscription hypothécaire. XXXI, 210.
 - d. Contrat de mariage. XXI, 49.
 4. Compétence *spéciale* des *officiers publics* autres que les notaires. XIX, 103.
 - a. Des actes de l'état civil. II, 1-8.
 - b. Des actes de vente d'objets mobiliers dressés par les *officiers* qui ont le droit de faire ces ventes XIX, 105.

- c. Dépêches ministérielles. XIX, 106.
 - d. Des procès-verbaux de conciliation reçus par le *greffier du juge de paix*. XIX, 104 et XXVIII, 372.
 - 5. *Quid* si l'officier public *n'a pas les qualités* requises pour être nommé aux fonctions qu'il exerce? XIX, 107.
 - 6. *Quid* s'il est *suspendu* ou *destitué*? XIX, 108.
 - II. *Capacité*. Cas dans lequel le *notaire* est *incapable*. XIX, 109.
 - 1. *Quid* si le *notaire* intervient dans l'acte comme *porte-fort*? XIX, 108.
 - 2. Le *notaire* peut-il intervenir dans l'acte d'*hypothèque* comme acceptant ou comme *porte-fort*? XXX, 448.
 - III. *Compétence* à raison du *lieu* et à raison de l'acte. XIX, 111-112.
 - IV. *Formes*. XIX, 113.
 - 1. Dans quelle langue les actes doivent-ils être rédigés? XIX, 113. Voir le mot *Langue*.
 - 2. Conséquence de l'*inobservation des formes*. Voir, *plus bas*, à la lettre C. Comparez les mots *Actes inexistants*, *Actes solennels*.
- C. FORCE PROBANTE DES ACTES AUTHENTIQUES.
- I. Généralités.
 - 1. L'acte authentique *fait foi par lui-même*. XIX, 130.
 - 2. De l'adage que *provision est due au titre*. XIX, 131.
 - 3. De *quoi* et à l'égard de *qui* l'acte authentique fait-il *foi*? XIX, 132-134.
 - II. *Quand* l'acte authentique fait-il *foi jusqu'à inscription de faux*?
 - 1. Des faits accomplis par le *notaire*. Application aux testaments. XIX, 133, 136.
 - 2. *Mention* de ce que l'officier public *voit*. XIX, 139.
 - a. Applications de la règle. XIX, 138, 140, 141. Testaments, XI, 118.
 - b. La règle ne s'applique pas aux déclarations faites par un *sourd-muet illettré*. XIX, 137.
 - 3. *Mention* de ce que l'officier public *entend*.
 - a. Déclarations des parties. XIX, 142-144.
 - b. Applications du principe. XIX, 143, 146.
 - 4. De l'*inscription en faux*. XIX, 147-150.
 - III. *Quand* l'acte authentique fait-il *foi jusqu'à preuve contraire*? XIX, 151.
 - 1. *Quels sont les faits* que l'on peut prouver par la *preuve contraire*?
 - a. Cette preuve est-elle admise *contre et outre le contenu en l'acte*? XIX, 152.
 - b. Applications. XIX, 153-154.
 - c. *Quid* des *vices de consentement*? XIX, 153-158.
 - d. *Quid* de la *simulation*? XIX, 159-162.
 - 2. De la *preuve contraire*. *Quelle preuve* est admissible? *Quid* de l'*aveu* et du *serment*? XIX, 163-166.
 - IV. Des *énonciations*. Voir ce mot.
 - V. Des *contre-lettres*. Voir ce mot.
 - VI. *Force exécutoire* des actes authentiques. XIX, 194, 195.
 - VII. De la *preuve* résultant des *actes de l'état civil*. II, 33-42.

D. DES ACTES NULS COMME AUTHENTIQUES.

- I. Quand l'acte nul comme *authentique* vaut-il comme *écriture privée*? XIX, 116-118.
 1. Qui doit signer? XIX, 119-120.
 2. La *convention* est-elle nulle ou *inexistante* si l'acte n'est pas signé? XIX, 98, 121, 122, 129.
- II. A *quels actes* s'applique l'article 1318? XIX, 123-127.
- III. Quelle est la *force probante* de l'acte quand il est *signé des parties*? XIX, 128.
- IV. Quand les actes nuls comme authentiques font-ils commencement de preuve par écrit? XIX, 528.

ACTES CONFIRMATIFS.

Voir le mot *Confirmation*, VI.

ACTES CONSERVATOIRES.

- I. Quels actes sont *conservatoires*? XVII, 188; XXII, 129.
 1. De l'*interruption de la prescription*. XXII, 130; V, 43.
- II. Qui peut faire les actes conservatoires?
 1. Les *administrateurs des établissements publics*, auxquels une libéralité a été faite, peuvent-ils faire des actes conservatoires *avant d'avoir reçu l'autorisation d'accepter*? XI, 287.
 2. Les *appelés* peuvent faire des actes conservatoires *avant l'ouverture de la substitution*. XIV, 581.
 3. Le *cédant* et le *cessionnaire* peuvent-ils faire des *actes conservatoires* avant la *signification de la cession*? XXIV, 518 et 523.
 4. Les *créanciers*. XVI, 384.
 5. Le *créancier conditionnel*. XVII, 89.
 6. Le *créancier à terme*. XVII, 188, 189.
 7. *Demande en divorce pour cause déterminée*. III, 265-269.
 8. *Donateur*, en cas d'*ingratitude du donataire*. XIII, 43.
 9. Les *enfants*, en cas de *donation entre époux*? XV, 416.
 10. La *femme commune* quand le mari néglige d'*administrer*. XXII, 175.
 11. La *femme séparée de biens* peut-elle faire les actes conservatoires de ses *droits de survie*? XXII, 276.
 12. Les *héritiers contractuels* peuvent-ils faire des actes conservatoires *pendant la vie de l'instituant*? XV, 228.
 13. Les *héritiers légitimes* pendant le *délai* pour faire *inventaire et délibérer*. IX, 27, 61 et 276, et *avant leur acceptation*, sans qu'on en puisse induire l'intention d'*accepter*. IX, 308, 310.
 14. Des *mesures conservatoires* que peuvent requérir les *héritiers légitimes* quand il y a un *légataire universel* institué par testament olographe ou mystique. XI, 32-38.
 15. Quand il y a *conflit* entre un *légataire universel* et un *héritier à réserve*, le *tribunal* peut prononcer le *séquestre*, à titre de *mesure conservatoire*. XIV, 65.
 16. Les *légataires conditionnels*. XIII, 538-540.
 17. Le *nu propriétaire*. VII, 39.

18. *Récompenses*. La femme peut-elle prendre des mesures conservatoires pendant la durée de la communauté? XXII, 301.
19. Les réservataires peuvent-ils faire des actes conservatoires pendant la vie de leur auteur? XII, 143.
20. *Séparation de corps*. Mesures conservatoires. III, 323-325.
- III. Les incapables peuvent faire les actes conservatoires. III, 98; XXIX, 152.
 1. La femme mariée peut faire les actes conservatoires sans autorisation. III, 98.
 - a. Elle peut prendre inscription de son hypothèque légale. XXX, 400.
 2. Le mineur peut faire les actes conservatoires, prendre inscription de son hypothèque légale. XXX, 303.
 3. Le mineur émancipé peut faire les actes conservatoires. V, 214.
- IV. Les administrateurs légaux peuvent et doivent faire les actes conservatoires.
 1. Le tuteur. V, 43.
 2. Le mari administrateur légal. XXII, 128-130.

ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

Voyez le mot *État civil*.

ACTES INEXISTANTS.

- I. Distinction entre les actes nuls et les actes inexistantes. I, 71; II, 269; XV, 431.
 1. Terminologie. XV, 430.
- II. Quelles sont les conditions requises pour l'existence des faits juridiques qui exigent un concours de consentement? XV, 452-457; II, 270.
- III. Conséquences de l'inexistence des actes.
 1. Les actes inexistantes ne produisent aucun effet. XV, 431.
 2. Ils ne donnent pas lieu à une action en nullité; ils sont nuls de plein droit; si la partie, obligée en apparence, agit en justice, quel sera l'objet de l'action? XV, 463; XVIII, 531. La demande devra-t-elle être inscrite? XXIX, 212.
 3. Il n'y a pas lieu à la prescription de dix ans. XIX, 7-13.
 4. Les actes inexistantes ne peuvent être confirmés. XVIII, 564-598. Voir le mot *Confirmation*. II.
 5. *Quid* si le débiteur apparent les a exécutés? XV, 536 et suiv.
 6. Qui peut se prévaloir de l'inexistence d'un acte? II, 443-444; XV, 463, p. 538.
- IV. Cette théorie est-elle celle du code?
 1. C'est la doctrine traditionnelle, sauf des incertitudes de détail, XV, 461 *fine*, p. 526 et n° 458.
 - a. D'Argentré. XXXII, 391 et 392.
 - b. Domat et Pothier. XV, 439 et 460; XXI, 296; XXVII, 276.
 2. Les travaux préparatoires.
 - a. Rapport de Jaubert au Tribunat. XV, 461.
 - b. Le texte du code (art. 1338) modifié sur la proposition du Tribunat, dans le sens de la doctrine des actes inexistantes. XV, 402 et 463.

- c. Le rapport de *Chabot* sur le titre du *Nantissement*. XXVIII, 133, et discours de *Lahary* sur ce titre. XXVIII, 134.
- d. La *doctrine du code* est indécise au titre des *Transactions*. XXVIII, 334, 413, 418, 420, 423.
- e. La loi belge du 18 juin 1850 déclare nul un acte qui est inexistant. V, 400.
- f. *Textes du code* qui confirment la théorie des actes inexistant. XV, 438-463.
- 3. La *doctrine* s'est prononcée pour la théorie des actes inexistant. XV, 453.
- 4. La *jurisprudence française* consacre cette théorie.
 - a. Cour de cassation. XVI, 105; XVIII, 576. IX, 11.
 - b. Cours d'appel. IV, 59; XI, 421; XII, 268; XIII, 459; XVI, 161; XVIII, 573, 574, 576.
- 5. En sens contraire, la *jurisprudence belge*.
 - a. Cour de cassation. XVIII, 577; XIX, 12.
 - b. Cour de Gand. XVIII, p. 590. Voyez cependant Bruxelles et Gand. XVI, 161; XVIII, 573. Comparez la jurisprudence en matière de libéralités faites à des congrégations religieuses, et un jugement du tribunal de Gand, II, p. 568. XI, 182.
- V. Applications de la théorie des actes inexistant :
 - 1. *Acceptation d'une succession et répudiation*. IX, 350 et 461.
 - 2. *Actes de l'état civil*. II, 22-27.
 - 3. *Acte de mariage*. III, 11, 12, 15 et 16.
 - 4. *Acte de reconnaissance d'un enfant naturel*. IV, 49, 58-71.
 - 5. *Actes respectueux*. II, 334-340.
 - 6. *Adoption*. IV, 224-236.
 - 7. *Contrats*. XV, 430-463.
 - a. *Contrat de mariage*. XXI, 44-47, 50-54, 59-61, 65, 68, 142-143.
 - b. *Hypothèque*. XXX, 437-443.
 - c. *Louage de service* (1780). XXV, 497.
 - d. *Mandat illicite*. XXVII, 402. *Mandat* donné dans l'intérêt d'une congrégation religieuse. XXVII, 403.
 - e. *Mariage*. II, 269-280.
 - f. *Rentes viagères*. XXVII, 276 et 280.
 - g. *Sociétés sur cause illicite*. XXVI, 156-169.
 - h. *Transactions*. XXVIII, 324, 353-366, 413, 418, 420.
 - i. *Vente sans objet*. XXIV, 88.
 - j. *Vente d'une succession future*. XVI, 105 et 106; XVIII, 575-577; XIX, 11 et 12.
 - 8. *Délibération des conseils de famille*. IV, 471-476.
 - 9. *Donations et Testaments*.
 - a. *Donations*. XII, 217-229.
 - b. *Institution contractuelle*. XV, 209.
 - c. *Libéralités faites à des incapables quand l'incapacité est d'ordre public*. XI, 421.
 - d. *Partage d'ascendant*. XV, 93-104.

- e. Révocation du legs. XIV, 231-232.
- f. Substitutions fidéicommissaires. XIV, 519 et 520.
- g. Testaments. XIII, 449, 450, 453, 459.
- 10. Jugements. XX, 10-16.
- 11. Obligations.
 - a. Sans cause, sur fausse cause ou sur cause illicite. XV, 530; XVI, 157 et 160.
 - b. Novation. XVIII, 244, 252.
- 12. Partage. X, 463-466.
- 13. Prescription. De l'acte nul en la forme. XXXII, 391, 392.
- 14. Subrogation. XVIII, 34. Successions. Acceptation. IX, 550. Renonciation. IX, 461-467.
- 15. Tutelle. Les actes faits par le tuteur sans l'observation des formes légales sont-ils inexistantes? XVI, 36-39.

ACTES DE NOTORIÉTÉ.

- 1. Absence. Un acte de notoriété suffit-il pour constater l'absence des ascendants appelés à consentir au mariage? II, 313.
- 2. En matière d'actes respectueux, l'acte de notoriété suffit-il pour constater l'absence? II, 325, 326.
- 3. Aliénation mentale. Un acte de notoriété suffit-il pour constater la démence de celui qui est appelé à consentir au mariage? II, 314, p. 425.
- 4. Réversales. Les juges peuvent-ils délivrer un acte constatant que sur un point de droit, on suit en Belgique telle loi ou telle coutume? I, 261.

ACTES RÉCOGNITIFS.

- I. Qu'entend-on par acte récongnitif? XIX, 386, 387.
 - a. De la reconnaissance comme interruption de la prescription. Voir le mot *Prescription*, D (II, 7).
 - b. Du titre nouvel en matière d'hypothèques. XXXI, 339, et de rentes, XXXII, 378-382.
- II. Force probante des actes récongnitifs. XIX, 388.
 - 1. Actes récongnitifs *in forma speciali*. XIX, 389-390.
 - 2. Actes récongnitifs *in forma communi*. XIX, 391-393.
- III. De l'acte récongnitif en matière de servitudes.
 - 1. Sens de l'article 695. VIII, 151.
 - 2. Conditions requises pour la validité de la reconnaissance. VIII, 152
L'article 1337 est-il applicable? VIII, 152 bis (1).
 - 3. L'article 2263 est-il applicable en matière de servitudes? VIII, 153.

ACTES RESPECTUEUX.

- I. Adoption. IV, 204.
- II. Mariage.
 - 1. A qui les actes respectueux doivent-ils être faits? Nombre de ces actes. Délai. II, 323-328.
 - 2. En quoi consiste l'acte respectueux? II, 329-333.

(1) T. VIII, n° 152 bis, 1^{re} ligne : au lieu de *confirmatifs*, lisez *récongnitifs*.

5. Quand l'acte respectueux est-il nul ou *inexistant*? II, 334-339. (Comparez le mot *Actes inexistant*.)
4. Conséquence de la nullité, 2, 340.

ACTES SOLENNELS.

A. Quels actes sont solennels? Comparez le mot *Actes authentiques*. I.

- I. L'*adoption* est un *contrat solennel*. Quelles sont les formes prescrites pour l'*existence* et pour la *validité* de l'adoption? IV, 212-236.
- II. Le *contrat de mariage* est un *contrat solennel*. Voir le mot *Contrat de mariage*, III.
- III. La *donation* est un *contrat solennel*. Voir les mots *Donation*, I et II. *Confirmation*. II, 1 et 7; VI, 2. *Action en nullité*. VII, 3 (a).
- IV. L'*hypothèque* est un *contrat solennel*. Voir le mot *Hypothèques*.
- V. Le *testament* est un *acte solennel*. Voir le mot *Testament*. II, 1-3.
- VI. Le *nantissement* n'est pas un *contrat solennel*

1. Le gage. XXVIII, 446.

2. L'antichrèse. XXVIII, 535 et 536.

VII. Le *prêt à intérêt* n'est pas un *contrat solennel*, quoique le taux de l'intérêt doit être fixé par écrit (art. 1907). XXVI, 527-529.

VIII. La *transaction* n'est pas un *contrat solennel*. En quel sens l'article 2044 dit-il que ce *contrat doit être rédigé par écrit*? XXVIII, 367-379.

B. Caractères des *actes solennels*. La solennité est une condition requise pour l'*existence* de l'acte. XV, 457. L'acte solennel nul en la forme est *inexistant*. Voir le mot *Actes inexistant* et XVIII, 585-598.

ACTES SOUS SEING PRIVÉ (FORMALITÉS).

I. Il n'y a pas de *formalités* générales prescrites pour les actes sous seing privé.

Il suffit, en principe, qu'ils soient *signés*. XIX, 196-198, 205 et 206.

1. Qu'est-ce que la *signature*? une croix suffit-elle? XIX, 199, 200.

2. La signature peut-elle être donnée en blanc? XIX, 201.

II. Des actes reçus à l'*étranger*. I, 100, 101. Comparez I, 80 et le mot *Testaments (Formes)*, VII.

III. Des *actes* qui constatent des *conventions synallagmatiques*.

1. Origine et motif de la formalité du double écrit. XIX, 2 7-20).

2. *Combien d'originaux* faut-il? Jurisprudence. XIX, 210-211.

- a. Chaque original doit-il être signé de toutes les parties? XIX, 212.

- b. *Quid* si les doubles ne concordent pas? XIX, 213.

3. *Mention* du nombre des originaux. XIX, 214-217.

4. L'article 1325 ne s'applique qu'aux *contrats synallagmatiques parfaits* XIX, 218-219.

- a. Il s'applique à la société. XXVI, 173.

- b. A la transaction. XXVIII, 328.

5. L'article 1325 ne s'applique pas aux *contrats unilatéraux*. XIX, 220.

- a. Tels que le cautionnement et l'arrêté de compte, *ibid.*, et XXVIII, 120.

- b. Le concordat et le prêt. XXVI, 456, 485, 512;

- c. La procuration. XXVII, 446;

- d. La rente viagère. XXVII, 265.

6. L'article 1323 devient applicable lorsque, dans un contrat *unilatéral* de sa nature, les parties contractent des engagements *réciroques*, XIX, 221, 222. Exemple, le *mandat*. XXVII, 446.
7. L'article 1325 reste-t-il applicable si, lors de la rédaction de l'acte, *l'une des parties a rempli ses engagements*? XIX, 223.
8. Les contrats synallagmatiques peuvent-ils se prouver par la *correspondance* des parties? XIX, 224. Voir le mot *Lettres (correspondance)*.
9. Si l'acte n'a pas été rédigé dans les formes de l'article 1323, il est *nul*. XIX, 225 et 226.
 - a. Peut-il servir de *commencement de preuve par écrit*? XIX, 227.
 - b. La *nullité* de l'acte entraîne-t-elle la *nullité* de la *convention*? XIX, 227, 228.
 - c. Quand l'irrégularité est-elle *couverte*? XIX, 229 (1)- 237.

IV. Formalité du bon ou de l'approuvé.

1. Origine et but de la formalité du bon. XIX, 238. En quoi consiste-t-elle? XIX, 245, 250-252.
2. Explication de l'article 1326. XIX, 239, 240.
3. Les parties peuvent-elles rédiger une promesse unilatérale dans les formes de l'article 1325? XIX, 241.
4. *Quid* si la promesse unilatérale se trouve dans un contrat synallagmatique? XIX, 242, 245.
 - a. Du cautionnement. XIX, 243, et XXVIII, 126.
5. L'article 1326 est-il applicable quand l'*engagement* est *indéterminé*? XIX, 244.
6. A *quels actes* s'applique l'article 1326?
 - a. *Arrêté de compte*? XIX, 248.
 - b. *Cautionnement*? XVIII, 126; XIX, 244.
 - c. *Dépôt*? XIX, 246, et XXVII, 90.
 - d. *Procuration*? XIX, 239, et XXVII, 447.
 - e. *Quittance*? XIX, 249.
 - f. *Rente*? XIX, 247.
7. Des *exceptions* consacrées par l'article 1326, 2^e alinéa. Motif. XIX, 253.
 - a. Explication du texte, XIX, 254-257. Est-il restrictif? XIX, 258.
 - b. Comment se prouve la profession? XIX, 259. Quelle époque faut-il considérer? XIX, 261.
 - c. Les femmes de ceux qui exercent ces professions sont-elles *comprises* dans l'exception? XIX, 260.
8. Conséquence de l'*irrégularité* de l'acte.
 - a. L'acte est *nul*. XIX, 262 et 264. *Quid* de la *convention*? XIX, 263.
 - b. Quand l'*irrégularité* est-elle *couverte*? XIX, 263 et 266.
 - c. L'acte irrégulier peut-il servir de *commencement de preuve par écrit*? XIX, 529, 530.

V. Règles communes à tous les actes sous seing privé.

1. Si l'acte n'est pas *signé*, il est *nul*. Le *défaut de signature* prouve-t-il qu'il n'y a pas de *convention*? XVIII, 578; XIX, 262.

1) T. XIX, p. 248, ligne 2 du n° 229; au lieu de *peut-il*, lisez *peut-elle*,

2. *Quid si l'acte est signé de quelques-unes des parties?* XIX, 203, 204.
3. *Peut-on confirmer l'acte nul en la forme?* XVIII, 579. Jurisprudence. XVIII, 580-584.

ACTES SOUS SEING PRIVÉ (FORCE PROBANTE DES ACTES SOUS SEING PRIVÉ EN GÉNÉRAL).

- I. Principe. L'acte sous seing privé ne fait foi que lorsqu'il est *reconnu* ou *vérifié*. XIX, 267, 268.
 - a. Situation de celui à qui l'on oppose un acte sous seing privé. XIX, 269.
 - b. Quand y a-t-il lieu à vérification? XIX, 270.
- II. *Quelle foi fait l'acte sous seing privé reconnu ou vérifié?*
 1. *Entre les parties.* XIX, 274-275.
 - a. Rapport et différence de l'acte sous seing privé et de l'acte authentique. XIX, 275, 276.
 2. A l'égard des *tiers*. XIX, 277, 278.
 3. De la *date*.
 - a. L'acte sous seing privé ne fait pas foi de sa date à l'égard des tiers, sauf dans les cas prévus par l'article 1323. XIX, 279-285.
 - b. Y a-t-il d'autres circonstances dans lesquelles l'acte sous seing privé acquiert date certaine? XIX, 286-288.
 - c. Le tiers qui conteste la date certaine de l'acte peut-il invoquer l'article 1328, s'il avait connaissance de l'acte au moment où il a contracté? XIX, 289.
 - d. *Quid du tiers qui reconnaît la sincérité de la date?* XIX, 290.
 - e. A quels actes s'applique l'article 1328? XIX, 291.
- III. *Qui est tiers et qui est ayant cause dans le sens des articles 1328 et 1322?*
 1. *Quelle foi l'acte fait-il de sa date entre les parties?* XIX, 272 et 273.
 2. *Quelle foi l'acte fait-il de sa date à l'égard des héritiers?* XIX, 274, 295. Jurisprudence. XIX, 296-300.
 3. Rapport entre l'article 1328 et l'article 1322. XIX, 292.
 - a. Sens du mot *tiers* dans l'article 1328 et du mot *ayant cause* dans l'article 1322. XIX, 293 et 294.
 4. L'acte fait foi de sa date, jusqu'à preuve contraire, à l'égard des *successeurs universels*. XIX, 295, 296.
 - a. Le principe s'applique-t-il à la constitution de rente? XIX, 297.
 5. Les *héritiers* peuvent-ils être des *tiers*? XIX, 298-300.
 6. *Quid des mandants et mandataires?* XIX, 301 et XXVIII, 52.
 7. Les actes faits par les *corporations supprimées* font foi de leur date à l'égard de l'*Etat*. XIX, 302.
- IV. Des *ayants cause à titre particulier*.
 1. Sont-ils des *tiers*? XIX, 303-308.
 2. Le cessionnaire est-il tiers à l'égard du cédant? XXIV, 537.
 3. Les *créanciers* sont des *tiers* quand le *conflict* s'élève entre eux, quant à leurs *droits*. XIX, 316-321.
 4. *Quid* quand les *créanciers* agissent contre le *débiteur*? XIX, 322-324, 327.
 5. Quand les *créanciers* sont-ils des *ayants cause*? XIX, 325, 326, 328, 329.

6. Les créanciers d'une faillite sont-ils les ayants cause du failli ? XIX, 339 et 331.

7. Des difficultés tranchées par la loi hypothécaire. XIX, 309-314.

8. La femme commune est-elle tiers à l'égard du mari ? XXII, 113-116.

V. Les quittances sont-elles soumises à l'article 1523 ? XIX, 332-336.

ACTES SOUS SEING PRIVÉ (FORCE PROBANTE DE CERTAINES ÉCRITURES PRIVÉES).

Voyez les mots *Actes confirmatifs*, sous le mot *Confirmation*. VI. — *Actes récognitifs*. — *Copies de titres*. — *Mentions libératoires*. — *Registres des marchands*. — *Registres et papiers domestiques*. — *Tailles*.

ACTION CONFESSEOIRE.

I. C'est l'action qui naît des servitudes. VIII, 285.

II. Elle est réelle et immobilière. VIII, 287.

III. Elle appartient à l'usufruitier. VI, 364.

ACTION DAMNI INFECTI.

I. Cette action existe-t-elle encore ? XX, 643.

II. Les voisins ont-ils une action pour forcer le propriétaire à réparer ou à reconstruire le bâtiment qui menace ruine ? XX, 646.

III. Le juge peut-il prononcer des dommages-intérêts pour un dommage futur ? XVI, 399-401 ; XX, 526.

ACTION DE EFFUSIS ET DEJECTIS.

Cette action existe-t-elle encore en droit français ? XX, 613.

ACTION DE IN REM VERSO.

A. DE L'ACTION DE IN REM VERSO PROPREMENT DITE.

I. L'action de in rem verso suppose une gestion à laquelle il manque une condition requise pour qu'il y ait quasi-contrat de gestion d'affaires. XX, 334.

1. Applications du principe et jurisprudence. XX, 333, 335- (1) 339.

2. Application aux communistes. XXVI, 440.

3. Effet de l'action de in rem verso. XX, 340.

4. Comment se fait la preuve ? XIX, 532.

II. Quand il n'y a pas de gestion, il n'y a pas lieu à l'action de in rem verso. XXVIII, 63.

1. Application à la caution qui cautionne le débiteur malgré lui. XVII, 486, 489 ; XX, 338, XXVI, 236.

III. Quand il y a une convention, il ne peut pas y avoir de quasi-contrat, et partant, il n'y a pas lieu à l'action de in rem verso, puisque cette action implique un quasi-contrat incomplet. XVI, 373, 374.

1. Quand le mandataire agit en son nom avec les tiers, ceux-ci n'ont pas l'action de in rem verso contre le mandant. XXVIII, 63.

(1) T. XX, p. 364, ligne 13 (n° 337). Effacez les mots : *Nous croyons que l'on peut*. Et ajoutez : Le code la consacre dans l'article 1864. On peut encore.

28 ACTION EN CONTESTAT. DE LÉGITIMITÉ — ACTION EN NUI LITÉ.

2. Le *remplacé* n'est pas tenu de l'action *de in rem verso*, à raison du contrat de remplacement fait après qu'il était majeur, par ses *père et mère*, en leur nom. XVI, 375.

3. La *société* n'est pas tenue du *bénéficio* qu'elle retire à raison d'un *contrat* fait par un *associé* en son *nom personnel*. XVI, 376; XXVI, 347.

a. Mais si un associé agit dans l'intérêt de la société, il aura l'action *de in rem verso* contre la société, parce qu'il y a entre lui et la société une *gestion d'affaires irrégulière*. XXVI, 346, 347.

b. Comment, dans ce cas, les associés seront-ils tenus? XXVI, 353.

B. CAS DANS LESQUELS LA LOI TIENT COMPTE DE L'UTILITÉ QUI EST RÉSULTÉE POUR UNE PERSONNE D'UN FAIT JURIDIQUE, SANS QU'IL Y AIT UNE GESTION D'AFFAIRES IRRÉGULIÈRE.

I. Incapables.

1. Sont tenus jusqu'à concurrence du *profit* qu'ils retirent d'un *payement* qui leur est fait. XVII, 540, 541.

2. Quand les mineurs agissent en nullité, ils ne doivent restituer ce qu'ils ont reçu que jusqu'à concurrence de ce dont ils ont profité. XIX, 66-71.

II. Récompenses en matière de communauté.

1. La communauté et les époux sont-ils seulement *tenus* en tant qu'ils ont profité? XXII, 456, 478-480.

2. La communauté est-elle tenue des dettes de la femme non autorisée si elle en profite? XXII, 68.

3. Le mari, administrateur de la communauté, qui fait un acte à son avantage personnel, en doit récompense. XXII, 44-48.

ACTION EN CONTESTATION DE LÉGITIMITÉ.

Voir le mot *Paternité*. C, III.

ACTION EN DÉCLARATION DE CRÉANCES.

XXIX, 254-256. Comparez le mot *Cession de créances*. B, III.

ACTION EN DÉSAVEU.

Voir le mot *Paternité*. C, II.

ACTION EN NULLITÉ ET EN RESCISION.

A. GÉNÉRALITÉS.

I. Y a-t-il une différence entre l'action *en nullité* et l'action *en rescision*? XVIII, 526 et 527.

II. Différences entre l'action *en rescision* pour cause de *lésion* et l'action *en nullité*. XVIII, 528-530.

III. Différence entre l'*annulation* et la *résolution*. VI, 106.

B. DES OBLIGATIONS ANNULABLES.

I. Qu'entend-on par acte *nul*? XVIII, 531.

a. Les actes sont-ils nuls de *plein droit*? XVIII, 532.

b. En quel sens les *actes* faits par l'*interdit* sont-ils nuls de droit? V, 304.

c. Effet de l'acte tant qu'il n'est pas annulé. XVIII, 533.

II. *Qui peut demander la nullité?* Distinction entre les nullités *absolues* et les nullités *relatives*. I, 72; XXXII, 396.

1. Application de la distinction au *titre nul* en matière de *prescription*. XXXII, 396.

2. Application de la distinction à l'*incapacité*. XVIII, 533, 535.

3. Le principe de la *nullité relative* s'applique-t-il au compromis? XVIII, 554.

III. Que doit *prouver le demandeur*? XVIII, 532.

1. Dans quels cas les actes contraires à la loi sont-ils nuls? Voir le mot *Nullité*, A.

C. DES ACTES RESCINDABLES POUR CAUSE DE LÉSION.

I. Dans quels cas y a-t-il lieu à rescision pour cause de lésion. XVIII, 535. Voir le mot *Lésion*.

II. Des *mineurs*.

1. Quand les mineurs *non émancipés* peuvent-ils agir en rescision pour cause de lésion? XVI, 54 et 55.

2. Quand les mineurs *émancipés* peuvent-ils agir en rescision pour cause de lésion? XVI, 58 et 59.

3. Le mineur doit prouver la lésion. XVIII, 536. En quoi consiste la preuve. XVIII, 537-540 (1).

4. A qui appartient l'action? XVIII, 541-543.

5. On peut opposer au mineur la confirmation. XVIII, 544. Voir le mot *Confirmation*.

6. Des cas dans lesquels, par exception, les mineurs ne sont pas restituables. XVIII, 545-550.

7. Effet de la rescision. XVIII, 551.

D. PRESCRIPTION DE L'ACTION EN NULLITÉ OU EN RESCISION (1304).

I. *Durée et caractère de la prescription*.

1. La prescription est, en général, de dix ans; quelquefois le délai est moindre. XIX, 1 et 6 (2).

2. La *prescription de dix ans* est une *confirmation*. XIX, 1, 2.

3. Est-ce une véritable prescription? XIX, 3-5.

II. *Conditions*.

1. Une obligation *existante et vicie*. XIX, 7, 8.

a. La prescription de dix ans ne s'applique pas aux contrats inexistant. XIX, 9, 10, 13.

b. *Quid* des pactes successores? XIX, 11, 12.

2. La prescription s'applique aux actes nuls quand la nullité n'est pas d'ordre public. XIX, 14, 15, 17.

(1) T. XVIII, p. 542, au lieu du n° 536, lisez n° 535.

(2) T. XIX, p. 6, ligne 6 : au lieu de *elle*, lisez *l'action*; et ligne 31 : au lieu de *tous*, lisez *toutes*.

- a. Elle s'applique aux vices de consentement et à l'incapacité. XIX, 18-22.
- b. *Quid* des vices de forme? XIX, 16.
- 3. La prescription ne s'applique qu'aux nullités des *conventions*. XIX, 23-26.
 - a. Elle est étrangère aux tiers. Action paulienne. XIX, 27.
- 4. La prescription ne s'applique qu'aux *actions en nullité*. XIX, 28-33.
- III. *Point de départ* de la *prescription*.
 - 1. Elle court du jour du contrat. XIX, 34-36.
 - 2. *Exceptions*.
 - a. La prescription ne commence à courir que lorsque l'action est ouverte. XIX 37-40.
 - b. La prescription de l'action en nullité pour cause d'*incapacité* ne commence à courir que lorsque l'*incapacité* cesse. XIX, 41 et 50. Femme mariée. XIX, 42, 43. Mineurs, XIX, 44, 45. Interdits et allénés. XIX, 46-48. Prodiges et faibles d'esprit. XIX, 49.
 - c. Quand la *prescription* de l'action en nullité pour vices de *consentement* commence-t-elle à courir? XIX, 51. Erreur et dol. XIX, 52-53. Lésion. XIX, 56.
- IV. L'*exception de nullité* est-elle *perpétuelle*? XIX, 57-60.

E. EFFET DE L'ANNULLATION.

- I. L'acte *annulé* est considéré comme n'ayant *jamais existé*. Conséquences. VI, 241, 242 et XIX, 61-65.
 - 1. La loi admet une exception à ce principe en faveur des incapables. XIX, 66-71.
- II. L'*annulation* a effet à l'égard des tiers. En quel sens? XIX, 72-74.
 - 1. *Quid* en cas de lésion? XIX, 75-76.
 - 2. Le mineur relève-t-il le majeur? XIX, 78, 79.
 - 3. Droits du tiers détenteur. XIX, 77.

F. PUBLICITÉ DES ACTIONS EN NULLITÉ ET DES DÉCISIONS RENDUES. XIX, 80.

Voir le mot *Inscription (Publicité)* A.

ACTION EN PARTAGE. X, 245-269.

Voir le mot *Partage (Succession)* A.

ACTION EN PÉTITION D'HÉRÉDITÉ.

Voir le mot *Pétition d'hérédité*.

ACTION EN RÉCLAMATION ET EN CONTESTATION D'ÉTAT.

Voir le mot *Paternité*, C, IV et V.

ACTION EN RÉDUCTION.

- 1. Des *engagements* contractés par un mineur émancipé. V, 222.
- 2. Des *libéralités* qui dépassent le *disponible*. XII, 137-216. Voir le mot *Réserve*, C, III.

ACTION EN REVENDICATION.

Voir le mot *Action revendicatoire*.

ACTION IMMOBILIÈRE.

Voir le mot *Immeuble*, D.

ACTION MIXTE.

- I. Y a-t-il des actions *mixtes*, actions *in rem scriptæ*, ou *personnelles réelles*? VI, 77-80.
- II. L'action *en bornage* est-elle mixte? VII, 428.
- III. L'action *paulienne* est-elle mixte? XVI, 464.
- IV. L'action *en résolution* est-elle tout ensemble *personnelle et réelle*? XVII, 118.
 - a. *Quid* de l'action qui naît de la *condition résolutoire tacite*? XVII, p. 164 et n° 149.
 - b. *Quid* de l'action en nullité? XIX, 74 (1).

ACTION MOBILIÈRE.

Voir le mot *Meuble*, I, 2.

ACTION NÉGATOIRE.

- I. C'est une action qui naît des *servitudes*. VIII, 283. Voir le mot *Action confessoire*.

ACTION PAULIENNE.

But et fondement. XVI, 431. Origine et règle d'interprétation. XVI, 432 et 433.

A. CONDITIONS.

- I. Il faut que l'*acte attaqué* cause un *préjudice* aux créanciers. XVI, 434, 435.
 1. Comment se prouve le *préjudice*? XVI, 436, 437.
 2. *Quid* si le débiteur néglige d'acquiescer à un bien? XVI, 438, 439.
- II. Il faut qu'il y ait *fraude*, en quel sens? XVI, 440-442.
 1. Le *préjudice* suffit-il dans les cas des articles 622, 788 et 1053? XVI, 443.
 2. Faut-il qu'il y ait *fraude* du débiteur quand il s'agit d'une *donation*? XVI, 443-444.
 3. Le *tiers* avec lequel le débiteur traite doit-il être *complice* de la *fraude*? Distinction traditionnelle entre les actes à titre onéreux et les actes à titre gratuit. XVI, 446-449.
 4. *Preuve* de la *fraude* XVI, 450.
- III. *Quels* sont les *créanciers* qui ont l'action paulienne? XVI, 456-462. Peuvent-ils y renoncer? XVI, 463.
 1. Les *créanciers* peuvent-ils attaquer l'*acceptation d'une succession*, faite en fraude de leurs droits? IX, 364 et XVI, 474 et 478.
 2. Droit des *créanciers* d'attaquer la *renonciation à une succession*. IX, 473-480.
 - a. *Quid* de la *renonciation à un legs*? XIII, 539.
 3. Droit des *créanciers* de demander la nullité du *partage* fait en fraude de leurs droits. X, 534, 537, 538 et XVI, 478.

(1) Le nouveau code de procédure belge rejette la fausse théorie des actions *mixtes*.

4. Les créanciers de la *femme commune* peuvent attaquer l'*acceptation* ou la *répudiation* de la *communauté* qu'elle fait en fraude de leurs droits. XVI, 474; XXII, 391 et 418.
5. Droit des *créanciers du mari* d'attaquer la *séparation de biens* prononcée ou exécutée en fraude de leurs droits. XXII, 267-271.
6. La *femme commune* a l'action paulienne quand le mari agit en fraude de ses droits. XVI, 478; XXII, 38 et 39, 40-43.
7. La femme *divorcée*. III, 253.
- IV. Contre qui l'action paulienne peut-elle être formée? Contre les *sous-acquéreurs*? XVI, 464-466.
- V. L'action doit être intentée dans le délai de trente ans. XVI, 467. Sauf l'action des *créanciers* qui attaquent la *séparation de biens*. XXII, 279.
 1. La *demande* doit-elle être *inscrite*? XXIX, 214.
 2. Le *défendeur* peut-il opposer l'*usucapion* de dix à vingt ans ou la maxime de l'article 2279? XVI, 468 et 469.
 3. *Quid des tiers acquéreurs*? XVI, 470, 471.
- VI. Les créanciers peuvent attaquer *tout acte* fait en fraude de leurs droits, sauf ceux qui concernent des *droits exclusivement attachés à la personne de leur débiteur*. XVI, 472, 473.
 1. Quel est le sens de l'exception du deuxième alinéa de l'article 1167? XVI, 474.
 2. Les créanciers peuvent-ils attaquer le *compte de tutelle*? XVI, 477. L'*émancipation*? XVI, 476. Le *mariage*? XVI, 475.
 3. *Quid des actes faits par un débiteur insolvable*? XVI, 480-482.
- B. EFFETS DE L'ACTION PAULIENNE.
 - I. L'action paulienne est une action en *nullité*. XVI, 483-485. Conséquences qui en résultent. XVI, 486.
 - II. L'acte est *annulé* pour le *tout* et dans l'intérêt de *tous les créanciers*. XVI, 487-489.
 - III. Le *tiers* défendeur peut *arrêter* l'action en *désintéressant* les créanciers. XVI, 491.
 - IV. *Effet* du jugement qui *rejette* l'action. XVI, 490.
 - V. *Obligations et droits* du *tiers* condamné à restituer la chose. XVI, 492-493.
 - VI. L'acte annulé est *maintenu* entre le *débiteur* et le *tiers*. Conséquences. XVI, 494-496.
 - VII. Des actes *simulés*. Différence entre ces actes et les actes frauduleux. XVI, 497-499 (1). Voir le mot *Simulation*.

ACTIONS PERSONNELLES ET RÉELLES.

- I. Division des *droits en personnels et réels*. VI, 72. Division des *actions en personnelles et réelles*. VI, 77.
- II. Il y a des actions *personnelles*, en ce sens qu'elles sont *attachées à la personne*. Elles ne peuvent pas, en général, être *intentées* par les *héritiers*, mais elles peuvent être *continuéés* par eux. II, 450; XIII, 26; XVI, 4.
 1. Action en *désaveu*. III, 435 et 437.

(1) T. XVI, p. 576, ligne 4 du n° 499 : au lieu de 223, lisez 212.

2. Action en *nullité* du mariage pour vice de consentement. II, 450.
3. Action en *réclamation d'état*. III, 464-467.
4. Action en *révocation des donations pour ingratitude*. XIII, 26, 27, 30 et 34.

ACTIONS POSSESSOIRES.

- I. L'action possessoire est un *droit* attaché à la *possession*. XXXII, 263 et 272.
 1. A qui *incombe la preuve*? XIX, 93.
- II. Actions *possessoires* qui naissent des *servitudes*. VIII, 286.
 1. A qui *incombe la preuve*, à celui qui est en possession de la servitude ou à celui qui la réclame? VIII, 288.
 2. L'action possessoire *n'est pas admise* en matière de *servitudes discontinues*. VII, 169; VIII, 129 et note 3.
- III. L'emphytéote a les actions possessoires. VIII, 376.
- IV. Les *riverains*
 1. Des *cours d'eau non navigables* ont l'action possessoire. VII, 233, 298 et 307.
 2. Les *riverains des fleuves navigables* qui usent des eaux en vertu d'une *concession* n'ont pas les actions possessoires. VII, 233.
- V. *Successeurs irréguliers*. Ont-ils les actions possessoires *avant l'envoi en possession*? IX, 242.
- VI. *Usufruitier*. Il a les actions possessoires. VI, 363.
- VII. *Qui peut exercer* les actions possessoires?
 1. Les envoyés en possession provisoire. II, 188.
 2. Les tuteurs. V, 43.
 3. Le mari administrateur des biens de la femme. XXII, 147, 148.

ACTION PUBLICIENNE.

- I. Existe-t-elle encore en droit moderne? VI, 156.
- II. Des principes que la jurisprudence et la doctrine ont empruntés à l'action publicienne, contrairement à la rigueur des principes. VI, 169-172.

ACTIONS QUANTI MINORIS ET RÉDHIBITOIRE.

- I. Ces actions appartiennent à l'acheteur quand la chose vendue est infectée d'un vice rédhibitoire. XXIV, 289-298.

ACTION RÉELLE.

- I. Droits réels et actions réelles. VI, 72 et 77.

ACTION REVENDICATOIRE.

- I. Contre qui l'action *doit-elle* ou *peut-elle* être intentée? VI, 157, 158.
- II. La *demande* doit-elle être *inscrite*? XXIX, 215.
- III. Que doit *prouver* le *demandeur*? VI, 159. Le défendeur n'a rien à prouver. VI, 160.
 1. *Quelles* sont les *preuves* que le demandeur peut alléguer?
 - a. Des titres. VI, 161-167.
 - b. De la prescription. VI, 168.

c. Peut-on, en droit moderne, appliquer les principes de l'action publicienne? VI, 169-172

IV. Effets de la revendication.

1. Des *restitutions* que doit faire le défendeur. VI, 173-178.

2. Des *impenses* qu'il peut réclamer. VI, 176-178.

a. *Quid* si le possesseur a fait des paiements au vendeur ou aux créanciers hypothécaires? VI, 179.

3. Le possesseur a-t-il le droit de *réention*? VI, 181. Voir le mot *Réention*.

4. Le propriétaire doit-il respecter les *baux*? VI, 180.

ACTION SUBROGATOIRE.

Voir le mot *Créanciers (droits des)*, art. 1166.

ACTION UNIVERSELLE (JUDICIUM UNIVERSALE).

1. *Prescription*. Le principe que la *prescription* ne s'étend pas d'une chose à l'autre ne s'applique pas aux actions universelles. XXXII, 137, 140.

2. Subrogation.

a. Est-il vrai que, dans les actions universelles, la *subrogation réelle* est de droit? IX, p. 133, 134.

b. Critique de cette *subrogation extralégale* en matière de *retour successoral*. IX, 187.

ACTIONS ET OBLIGATIONS

I. *Actions et intérêts*, dans une *société de commerce*, sont meubles. V, 333-308; XXVI, 181-185.

II. *Mandat d'encaisser* des coupons d'actions industrielles. XXVII, 478.

III. *Porteurs d'actions* supportent les *cas fortuits* qui frappent la compagnie. XVI, 274.

IV. *Primes*. Voir ce mot.

V. *Titres au porteur*. En cas de *perte* ou de *vol*, le créancier a action contre les agents de change et changeurs et contre les compagnies ou l'État. XXXII, 600-607.

VI. *Usufruit* portant sur des *actions*. Versements à faire. VII, 49.

ADAGES OU BROCARDS.

I. Il faut se défier des *vieux adages*. V, p. 447 a. Ils sont *abrogés* avec l'ancien droit. XVII, 472.

Nous citons les plus usuels, en renvoyant aux *mots* où il en est traité.

1. « *Electa una via*, non datur recursus ad alteram. » Voir ce mot.

2. « *Error communis facit jus*. » Voir le mot *Erreur commune*.

3. « *Frustra probatur quod probatum non relevat*. » Voir ce mot.

4. « *Habitis ad nuptias*, habitis ad nuptiarum consequentias. » V, p. 447 a; XXI, 14-17, 37, 41.

5. « *Impossibile nulla obligatio*. » Voir ce mot.

6. « *Inclusio unius est exclusio alterius*. » Toullier qualifie cet adage de *misérable brocard*. XXII, p. 60 et suiv., n° 50. Voir le mot *Argument a contrario*.

7. « *Nemo auditur in judicio turpitudinem suam allegans.* » Voir ce mot.
8. « *Nemo plus juris in alium transferre potest quam ipse habet.* » Voir ce mot.
9. « *Nemo potest esse auctor in rem suam.* » Voir ce mot.
10. « *Personne n'est censé ignorer le droit.* » XV, 507. Voir le mot *Ignorance du droit*.
11. « *Protestatio actui contraria nihil operatur.* » Voir le mot *Protestation* (Réserve).
12. « *Qui peut le plus peut le moins.* » Voir ce mot.
13. « *Qui suo jure utitur nemini facit injuriam.* » Voir ce mot.
14. « *Qui tacet consentire videtur.* » Voir ce mot.
15. « *Res perit domino.* » Voir ce mot.
16. « *Tantum præscriptum quantum possessum.* » Voir ce mot.

ADDITION.

1. *Addition de l'hérédité en droit romain.* Le code civil ne l'admet plus, bien que le mot s'y trouve encore. IX, 209, 210.

ADJECTI SOLUTIONIS CAUSA.

Voir *Payement*, XVII, 521.

ADJUDICATION.

1. *Chose jugée.* Les jugements d'adjudication ont-ils l'autorité de chose jugée? XX, 9.
2. *Condition potestative.* L'adjudication faite sous condition que le vendeur se réserve d'agréer les offres, est-elle sous *condition potestative*? XVII, 63.
3. Les jugements d'adjudication tiennent-ils lieu de *convention* ou de *titres*? XXIX, 87.
4. Les jugements d'adjudication doivent-ils être *transcrits*? XXIX, 62, 87.
5. L'*adjudicataire* de meubles peut-il *compenser* son prix avec ce que lui doit le propriétaire? XVIII, 435.

ADMINISTRATEURS CONVENTIONNELS.

- I. Des actes que peuvent faire les mandataires généraux.
 1. Ils peuvent faire les actes d'*administration* et de *conservation*. XXVII, 419, 420.
 - a. Application. XXVII, 421, 422, 427. Voir le mot *Créances*, V.
- II. Ils ne peuvent *aliéner* ni faire des *actes de disposition*. XXVII, 425, 426.
 1. Application. XVII, 428-431?
 2. *Hypothèque*. XXX, 483.
- III. *Quid* des *actions judiciaires*? XXVII, 423, 424.

ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES ET LÉGAUX.

- I. Quels sont ces administrateurs?
 1. Des *envoyés en possession* provisoire et définitive. Voir le mot *Absence*.
 2. De l'*époux commun en biens* qui opte pour la *continuation de la communauté*, en cas d'absence de son conjoint. Voir le mot *Absence*.
 3. Du *mari administrateur légal*. Voir les mots *Communauté* (*Administration*), *Régime d'exclusion de communauté* et *Régime dotal*.

4. Du *père* administrateur légal. Voir le mot *Puissance paternelle* (*Administration des biens*).

5. Du *tuteur*. Voir les mots *Tutelle et Tuteurs*.

II. Incapacités et prohibitions.

1. Prohibition d'*acheter*. XXIV, 43-50.

2. Prohibition spéciale qui frappe le *tuteur* (art. 450). XXIV, 51-54.

3. Les administrateurs ne peuvent *prescrire* les biens qu'ils doivent administrer. XXXII, 302-307.

III. Pouvoir des administrateurs.

1. Ils ont, en général, les *actions mobilières et possessoires*, mais non les *actions immobilières*. II, 188; V, 66 et 81; XXII, 146-152.

a. Il y a une *exception* pour le *mari* sous le *régime dotal*. XXIII, 472, 474, 475.

2. Ils peuvent faire les *actes d'administration*. Voir le mot *Administrateurs conventionnels*.

a. Peuvent-ils aliéner le mobilier? II, 177-179; XXII, 161-165. Voir le mot *Créances*, VI.

b. Des *baux* qu'ils peuvent faire. II, 176; V, 45-49; XXII, 154-145.

3. Ils ne peuvent pas disposer des biens. II, p. 236, 237.

4. Ils ne peuvent *hypothéquer*. XXX, 484-487.

5. L'article 2002 s'applique-t-il aux administrateurs légaux? XXVIII, 41.

IV. Pouvoir du *père* administrateur légal. Voir *Puissance paternelle* (*Administration des biens*).

ADMINISTRATEURS PROVISOIRES.

1. De l'administrateur provisoire des *aliénés colloqués*. V, 390-396.

2. De l'administrateur provisoire en cas de *demande d'interdiction*. V, 270-274.

3. Administrateur provisoire en cas de *vacance de l'hérédité*. X, 184.

ADMINISTRATEURS SPÉCIAUX.

1. Il ne peut plus y avoir de *fondation de charité* avec *administrateurs spéciaux*. XI, 258-262.

2. La *clause* de l'administration spéciale est *réputée non écrite*. Jurisprudence. Critique. XI, 267, 272, 275.

ADMINISTRATION LÉGALE.

Voir le mot *Administrateurs judiciaires et légaux*.

ADOPTION.

A. ORIGINE ET THÉORIE DE L'ADOPTION. IV, 190-193.

B. CONDITIONS DE L'ADOPTION ENTRE-VIFS.

I. Conditions de l'adoption *ordinaire*. IV, 194-209.

II. Conditions de l'adoption *rémunératoire*. IV, 210, 211.

III. Formes. IV, 212-223.

IV. Conséquences de l'inobservation des conditions et formes.

1. Quand l'adoption est-elle *inexistante*? IV, 224-226. Comparez le mot *Actes inexistantes*.

2. Quand l'adoption est-elle *nulle*? IV, 227-236.

C. DE L'ADOPTION TESTAMENTAIRE.

I. De la *tutelle officieuse*. IV, 237-241. Voir ce mot.

II. De l'adoption testamentaire (1). IV, 242-247.

D. EFFETS DE L'ADOPTION.

I. Effets quant aux *personnes*. II, 359; IV, 248-253.

II. Effets quant aux *biens*. IV, 254.

1. Droits de succession de l'adoptant et de ses descendants. IX, 167-170.

Voir le mot *Retour successoral*.

2. Droits de *succession* des adoptés. IX, 80.

a. *Réserve* des adoptés. XII, 18.

b. Les *descendants* de l'adopté ont-ils un droit de succession? IX, 82 et 83.

c. Empêchent-ils le *retour conventionnel*? XII, 456.

d. Les enfants adoptifs empêchent-ils le *retour légal*? IX, 179.

e. Un enfant adoptif empêche-t-il la révocation de la donation pour survenance d'enfant? XIII, 60.

f. L'adoption opère-t-elle révocation? XIII, 68.

3. Sous le nom d'*enfants*, faut-il comprendre, dans l'article 1757, les *adoptés*? IX, 113.

ADULTÈRE.

I. *Désaveu* pour cause d'adultère. III, 371, 374 et 375.

II. L'adultère est une cause de *divorce* et de *séparation de corps*. III, 179-185 et 314.

III. Le mariage préexistant est un empêchement au mariage. II, 360-362, 472 et 473.

IV. La *réparation* de l'adultère doit-elle être comprise dans l'actif de la communauté? XXI, 236.

AFFICHES.

I. L'autorité communale a-t-elle le droit de réglementer les affiches? Peut-elle autoriser l'affichage sur les murs des temples? VII, p. 533, 534.

AGE.

I. La *capacité juridique* dépend de l'âge. Majeurs et mineurs. IV, 361.

1. La règle de la majorité reçoit des exceptions :

a. en cas de *mariage*. II, 283, 284 ;

b. de *conventions matrimoniales* et, par suite, de *donations par contrat de mariage*. XXI, 20-36 ;

c. de *divorce* par consentement mutuel. III, 277 ;

d. d'*adoption*. IV, 204.

2. A quel âge le *mineur* peut être *émancipé*. V, 197-205.

3. A quel âge le *mineur* peut *tester*. XI, 141-144.

4. Les père et mère *mineurs* peuvent être tuteurs. IV, 514.

(1) T. IV, Tables, p. 670, à la fin, section II, *Intitulé* : au lieu de *tutelle*, il faut lire *adoption*.

II. *Effets de l'âge.*

1. En cas d'absence. II, 222.
2. Contrainte par corps. XXVIII, 434.
3. Tutelle.
 - a. Excuse. IV, 302, 303.
 - b. Incapacité. IV, 314.

AGENTS D'AFFAIRES.

- I. Ils sont mandataires *salarisés* par la nature de leur ministère. XXVII, 390.
- II. *Prescription* de leur action. XXXII, 493.
- III. Le *salairé* qu'ils ont stipulé peut-il être *réduit*? XXVII, 347-386.

AGENTS DE CHANGE ET COURTIERS.

1. Ne sont plus *officiers publics*, et partant ne doivent plus fournir de *cautionnement*. XXIX, 317.
2. Le propriétaire d'un *titre au porteur, volé ou perdu*, a une action contre l'agent de change ou changeur par l'intermédiaire duquel la transmission s'est faite. XXXII, 600-604.

AGENTS DIPLOMATIQUES ET CONSULS.

- I. Leurs fonctions, en matière d'*actes de l'état civil*. II, 10, 11.
- II. Leurs fonctions sont une *excuse* en matière de *tutelle*. IV, 496, 498.
- III. Peuvent-ils recevoir des *testaments* (1)? XIII, 163.
- IV. Peuvent-ils, à l'*étranger*, *tester* d'après les lois du pays qu'ils représentent? XIII, 164.

AGRICULTURE.

1. *Rivières non navigables* (art. 643). VII 283.
2. *Servitude d'enclave*. VIII, 89, 90.
3. *Servitudes* établies dans l'intérêt de l'agriculture. Voir les mots *Appui, Aqueduc, Drainage, Irrigation*.

ALBERGEMENT.

- I. Ce mot désigne, dans les provinces du midi de la France, un *baill emphytéotique*. VII, 186, note.

ALIÉNÉS.

- I. Les aliénés non colloqués ni interdits sont régis par le droit commun. V, 323.

(1) Je transcris une correction qu'un anonyme anversoise a bien voulu m'adresser. Dans le n° 163 je dis que les *consuls belges* peuvent recevoir les *testaments* tant *publics* que *mystiques*, en vertu de l'article 41 de la loi du 31 décembre 1834. Cet article ne leur donne le droit d'exercer les fonctions de notaire que dans les cas prévus par le code civil. Or, le cas des testaments n'a été prévu que relativement aux *marins* et *passagers* en cours de voyage (art. 994 et 998). Et l'article 999 dit que le Français qui veut tester dans la forme authentique doit observer les formes usitées dans le lieu où l'acte est passé; il doit donc recourir aux autorités locales. (Circulaire du ministre des affaires étrangères, du 8 avril 1837, dans le *Moniteur* du 14.) Une loi postérieure, du 29 mai 1838, par extension de l'article 41 précité, permet aux consuls de recevoir tous *actes* du ministère des *notaires*, dans les *pays hors de chrétienté*.

1. Les *actes* par eux faits sont *inexistants*, s'ils prouvent qu'au moment où ils les ont passés, ils étaient privés de l'usage de leur raison. XV, 483; XVI, 20; XIX, 48.
 - a. Application aux conventions matrimoniales. XXI, 38.
2. Des *actes à titre gratuit* faits par les aliénés non interdits ni colloqués. XI, 114-119.
3. Les *héritiers* peuvent-ils attaquer, pour cause de folie, les actes de leur auteur non interdit? V, 324-328.
 - a. L'article 504 est-il applicable aux *donations et testaments*? XI, 110.
4. La *prescription* court contre eux. XXXII, 52.

ALIÉNÉS SÉQUESTRÉS.

- I. De la séquestration des aliénés. Système du *code Napoléon*. V, 380-383. Système de la *loi nouvelle*. V, 384-389.
- II. L'*administration des biens* des aliénés séquestrés est confiée à un *administrateur provisoire*. V, 390-392.
 1. Pouvoir de l'administrateur provisoire. V, 393-396.
 2. Hypothèque légale établie sur les biens de l'administrateur. V, 397 et XXXI, 246.
- III. *Effet* de la séquestration,
 1. Sur les *actes faits par l'aliéné*,
 - a. Après la séquestration. V, 398-403;
 - b. Avant la séquestration. V, 404.
 - c. Les héritiers ont-ils le droit d'attaquer les actes faits par un aliéné séquestré et non interdit? V, 405.
 2. Sur le *mariage* et la *puissance paternelle*. V, 397.

ALIÉNÉS INTERDITS.

Voir les mots *Interdits* (*Hypothèque légale des mineurs et interdits*), *Incapacité*.

ALIGNEMENT.

1. Servitude de voirie. VI, 134; VII, 466.

ALIMENTS.

- I. Le *légataire* des aliments a droit aux fruits. XIV, 60.
- II. Les *sommes et pensions* données ou léguées pour aliments sont *insaisissables*, XXVII, 298, p. 336, a.
 1. Et par suite *non compensables*. XVIII, 448-450.
 2. Les aliments peuvent-ils être stipulés *insaisissables*? XI, 480; XXVII, 501-503.
- III. Les aliments ne sont pas sujets à *rapport*. X, 624.
- IV. Peut-on *transiger* sur des aliments? XXVIII, 366.

ALIMENTS (OBLIGATION ALIMENTAIRE ENTRE PARENTS)

- 1 *Caractères* de l'obligation alimentaire légale. III, 51.
 1. Est-elle *civile* dans les cas déterminés par la loi? III, 46, 47.

- a. Y a-t-il une *obligation naturelle* de fournir les aliments aux parents non déterminées par la loi? XVII, 16.
 2. La dette alimentaire est attachée à la *personne* du débiteur. III, 48.
 - a. Les créances alimentaires peuvent-elles être *cédées*? XXIV, 469.
 3. La dette alimentaire est *variable*. III, 49, et d'*ordre public*. III, 50.
- II. *Qui* doit les aliments?
1. Les *conjoint*s. III, 52, 54-57?
 - a. De la pension alimentaire en cas de *divorce*. III, 53 et 308-311.
 - b. *Quid* en cas de séparation de corps? III, 53 et 348, p. 402.
 2. Les *descendants*, *ascendants* et *alliés*. III, 58, 59.
 - a. Enfants *naturels* non reconnus. Le père a-t-il l'obligation naturelle de leur fournir des aliments? XVII, 17.
 - b. *Quid* si leur filiation est légalement constatée? Obligation réciproque entre parents et enfants. III, 60, 62, 63; IV, 126, 127, 133.
 - c. *Quid* des enfants *incestueux* et *adultérins*? III, 60; IV, 161-163; IX, 141-144.
 - d. Les parents *adultérins* ou *incestueux* ont-ils droit à des aliments? III, 61.
- III. Comment les *débiteurs* sont-ils *tenus*?
1. *Concurremment* ou *successivement*? III, 64, 65.
 2. La dette est-elle *indivisible* et *solidaire*? III, 66-68.
 3. Sous quelle *condition* les aliments sont-ils prestés? III, 69-72.
 4. Sont-ils prestés en *nature* ou sous forme de *pension*? III, 73, 74.
- IV. Quand cesse la dette alimentaire? III, 75-78.
1. Répétition des aliments. III, 79-81. Voir le mot *Pensions alimentaires*.

ALIMENTS. DETTE ALIMENTAIRE ENTRE NON-PARENTS.

- I. *Adoption*.
 1. Obligation alimentaire entre l'adoptant et l'adopté. IV, 231.
 2. Obligation alimentaire du tuteur officieux. IV, 239, 241.
- II. *Donation*. Le donataire doit les aliments au donateur. XIII, 40-43.
- III. *Usufruit légal*. Obligation spéciale des père et mère usufruitiers. IV, 331
 Voir le mot *Pension alimentaire*.

ALIMENTS. PENSION DOTALE.

- I. La pension dotale est une *donation*. XV, 173; XVII, 30.
 1. Est-elle sujette à rapport? X, 624, p. 694.
- II. Quand peut-elle être *diminuée*? XXI, 178.
- III. Doit-elle encore être acquittée après la *dissolution du mariage*? XXI, 179.
 Voir le mot *Aumône dotale*.

ALLIANCE.

- I. Alliance. *Degrés* de l'alliance. II, 349, 350.
 1. Y a-t-il une alliance née du concubinage? II, 351.
 2. Quand l'alliance *cesse-t-elle*? II, 352, 353.
- II. Les *alliés* se doivent des *aliments*. III, 58, 59. Voir *Aliments*, *Obligation alimentaire*.

III. *Hypothèque légale de la femme*. Droit et obligation des alliés de requérir inscription. XXX, 402.

IV. *Interdiction*. Les alliés peuvent-ils provoquer l'interdiction? V, 236, 237.

V. *Mariage*. Empêchements au mariage résultant de l'alliance II, 334-359.

VI. *Tutelle*.

1. Les alliés sont appelés au conseil de famille. IV, 432-436.

2. Le défaut d'alliance est une cause d'excuse. IV, 499.

ALLUVIONS ET RELAIS.

I. Les alluvions et relais appartiennent aux riverains. VI, 281-284.

1. *Quid* des atterrissements? VI, 285-288.

II. Y a-t-il lieu à alluvion pour les lacs et étangs, canaux et rivières canalisées, et pour la mer? VI, 289-291.

III. A quels riverains profite l'alluvion? VI, 292-294.

IV. L'alluvion est régie par le principe de l'*accession*. VI, 295.

1. L'*hypothèque* s'étend-elle aux alluvions?

2. Le *preneur* a-t-il le droit de jouir des alluvions qui se forment pendant le bail? XXV, 171.

3. L'*usufruitier* jouit-il des alluvions qui se forment pendant l'*usufruit*? VI, 373.

AMÉLIORATIONS,

I. Les améliorations sont régies par le principe de l'*accession*.

1. *Hypothèque*. Elle s'étend aux améliorations. XXX, 203-208.

2. *Legs*. Le légataire a droit aux améliorations. *Quid* des acquisitions et des constructions? XIV, 141-146.

II. Des améliorations ou impenses faites par le *possesseur* du fonds. Voir le mot *Impenses*.

III. Des améliorations faites par le *preneur*. XXV, 175-183.

IV. Des améliorations faites par le *tiers détenteur*. XXXI, n° 304-309.

V. *Usufruitier*. Des améliorations et constructions. Droits et obligations de l'*usufruitier* et du propriétaire. XV, 483-491.

AMENDES.

I. Les *amendes* sont une dette *personnelle*.

1. *Communauté légale*. Les amendes encourues par le mari entrent dans le passif, sauf récompense. XXII, 54, 58. *Quid* des amendes encourues par la femme? XXII, 64, 67.

II. La *responsabilité du fait d'autrui* ne s'étend pas aux amendes, sauf quand les amendes sont des réparations civiles. XX, 613.

1. L'*État* est-il responsable des amendes? XX, 617.

III. *Solidarité*. Il y a solidarité légale en matière de délits. XVII, 291.

AMEUBLISSEMENT (CLAUSE D').

I. Définition. Caractère. Interprétation. Division. XXIII, 251-256.

II. Ameublement *déterminé* :

1. De tel immeuble en tout. XXIII, 257 (1) (2) (3) (4) (5) (6) (7) (8)- 263.
2. De tel immeuble jusqu'à concurrence d'une certaine somme. XXIII, 266-276.
3. La clause doit-elle être *transcrite*? XXIX, 75.
- III. Ameublement *indéterminé*. XXIII, 277 (9) (10) (11) (12) (13)- 286.
- IV. Droit de *reprise*. XXIII, 287-290.

ANALOGIE.

- I. Application *analogique* de la loi. I, 350.
 1. Exemple. IV, 405; XXVI, 265.
 2. L'application analogique n'est pas admissible en matière d'exception. XXII, 192.
 - a. Arrêts de la cour de cassation. XXXII, 15, 505.
 - b. Peut-on argumenter par analogie d'une *exception à l'autre*? XXXII, 504, 505.
 - c. En matière de *communauté conventionnelle*, peut-on interpréter l'une des clauses par l'autre, par voie d'analogie? XXIII, 119.
 3. On ne peut pas appliquer, par analogie, les principes de la *filiation légitime* à la *filiation naturelle*. IV, 1, 2.
 4. On ne peut argumenter par analogie en matière de *privileges*. XXIX, 358, 359, 366.

ANATOCISME.

- I. Conditions et restrictions. XVI, 338-349.
- II. Des cas prévus par l'article 1153. XVI, 350-353.

ANIMAUX.

- I. *Accession*. Des pigeons, lapins et poissons. Quand deviennent-ils *immeubles* par accession? VI, 310-311.
- II. *Cheptel*. Quels animaux peuvent faire l'objet du cheptel? XXVI, 84. Voir le mot *Cheptel*.
- III. *Occupation*.
 1. Quand le gibier devient-il propriété du chasseur? VIII, 440-444.
 2. De la pêche. VIII, 445, 446.

- (1) T. XXIII, p. 257, ligne 14 : au lieu de 195, lisez 205.
- (2) T. XXIII, p. 261, ligne 2 : au lieu de 1422, lisez 1422.
- (3) T. XXIII, p. 264, ligne 8 du n° 264 : au lieu de *pas à*, lisez *qu'à*.
- (4) T. XXIII, p. 269, n° 268, ligne 7 : au lieu de 1504, lisez 1507.
- (5) T. XXIII, p. 270, n° 270, ligne 10 : au lieu de 1508, lisez 1507.
- (6) T. XXIII, p. 272, ligne 29 : au lieu de 1507, lisez 1508.
- (7) T. XXIII, p. 272, ligne 32 : au lieu de 1508, lisez 1507.
- (8) T. XXIII, p. 279 (n° 276), ligne 5 : au lieu de *vendues*, lisez *rendue*.
- (9) T. XXIII, p. 284, ligne 23 : *acréance*, effacez l'e renversé.
- (10) T. XXIII, p. 285 : au lieu du n° 286, lisez 282.
- (11) T. XXIII, p. 288, ligne 6 : après le mot *sera*, il faut ajouter : *fait par*.
- (12) T. XXIII, p. 288, ligne 33 : les mots *Quand à nous* doivent être effacés. J'ajoute, pour ma justification, qu'il n'y a pas une trace de ces mots dans le manuscrit.
- (13) T. XXIII, p. 289, ligne 1^{re} de l'article 287 : au lieu de 1409, lisez 1509.

IV. *Responsabilité du dommage causé par les animaux.* XX, 625-630

1. Les animaux domestiques. XX, 631-634.

2. Le gibier. XX, 635, 636.

3. Les lapins. XX, 637, 638.

V. *Usufruit.*

1. Droit de l'usufruitier sur les animaux. VI, 411, 412.

2. Obligation de l'usufruitier quant à l'entretien du troupeau. VI, 536.

3. Extinction de l'usufruit par la perte du troupeau. VII, 69.

ANNULATION.

Voir les mots *Action en nullité*, *Nullité*.

ANTICHRÈSE.

Origine. Différences entre l'antichrèse et le gage. XXVIII, 527, 528.

I. *Conditions.*1. *Qui peut constituer une antichrèse ? Capacité.* XXVIII, 529 (1) (2) 3542. *Forme.* Preuve. Transcription. XXVIII, 533-540.3. *Possession.* XXVIII, 541, 542.II. *Droits et obligations du créancier antichrésiste.*1. *Bornage.* L'antichrésiste a l'action en bornage. VII, 424.2. *Fruits.* Droit de l'antichrésiste. XXVIII, 545-547.

a. Obligation qui en résulte. XXVIII, 548-551.

3. *Obligation de conserver et de restituer.* Les articles 1562 et 1733 s'appliquent à l'antichrèse. XX, 304.4. *Rétention.* Droit de l'antichrésiste. *Indivisibilité* du droit. *Prescription.* XXVIII, 552 (3), 555.5. *Vente.* Droit de vendre. *Clauses prohibées.* XXVIII, 556-560III. *Droit de l'antichrésiste à l'égard des tiers.*

1. L'antichrésiste a-t-il un droit réel? XXVIII, 561-566.

2. Peut-il opposer son droit *aux tiers*? XXVIII, 569-575.3. *Conséquences* qui résultent du principe concernant la nature du droit d'antichrèse. XXVIII, 574-582.IV. *De l'antichrèse déguisée.* XXVIII, 543, 544.

ANTIDATE.

I. *Actes authentiques.* L'acte notarié fait foi de sa date jusqu'à inscription de faux. XIX, 433.II. *Actes sous seing privé.*1. *Les parties et leurs héritiers* peuvent prouver l'antidate par la *preuve contraire*. XIX, 272-274.

a. Comment se fait la preuve? XIX, p. 293 a.

2. Mais l'acte prouve, *jusqu'à inscription de faux*, entre les parties et leurs héritiers, le *fait matériel de la date*. XIX, 272.(1) T. XXVIII, p. 524, ligne 18 du n° 530, au lieu de *U*, lisez *elle*.(2) T. XXVIII, p. 524, ligne 14 du n° 530, après le mot *et*, ajoutez : dans l'opinion commune.

3) T. XXVIII, p. 540, lignes 13 et 19, au lieu de 2086, lisez 2087.

Et p. 544, lignes 2 et 3 du n° 553, au lieu de 2086, lisez 2087.

3. A l'égard des tiers l'acte sous seing privé n'a point de date. XIX, 279-291. Voir *Actes sous seing privé (Force probante)*. A, II, 3, 4.

III. *Rente viagère*. On applique les principes généraux. XXVII, 288.

IV. *Testament*.

1. Le testament *public* et l'acte de suscription du testament *mystique* font foi de leur date jusqu'à inscription de faux. XIII, 382, 430.
2. Quelle est la force probante de la date du testament olographe ? XIII, 229-249.

APOSTATS.

1. Y a-t-il encore des apostats ? I, p. 152 *fn*.

APOTHICAIRES.

1. *Incapacité* de recevoir à titre gratuit. XI, 339, 540.
2. *Prescription* de leur action. XXXII, 499.
3. *Privilege*. XXIX, 361.

APPLICATION (DE LA LOI).

- I. L'application de la loi appartient au juge. Division et indépendance des pouvoirs législatif et judiciaire. I, 250-252.
- II. Conséquences du principe.
 1. Le législateur ne doit pas être juge. I, 253-255.
 2. Le juge ne doit pas être législateur. I, 258-263.
 - a. Que doit faire le juge dans le *silence* de la loi ? I, 256, 257.
 3. Le juge est lié par la loi. I, 30, 31.
 - a. Il ne peut pas la modifier. XXIII, 540.
 - b. Quand il fait la loi, il la fait mal. XXIII, 540, 547.
 - c. Inconvénients qui en résultent pour les justiciables. XXIII, 540.
 Voir les mots *Interprètes*, *Juge (Interprète)*, *Jurisprudence*.
 4. Le juge ne peut statuer pour l'avenir. I, 264-267.
 - a. Le juge peut-il accorder des dommages-intérêts pour l'avenir ? XVI, 299-302 ; XX, 526. Voir le mot *Juge* I.
 - b. Le juge ne peut pas créer des *exceptions*. Voir le mot *Exception*.

APPORT (CLAUDE D').

- I. *Clause d'apport d'objets déterminés*. Voir le mot *Réalisation (clause de)*. C.
- II. *Clause d'apport de l'article 1500*. Voir le mot *Réalisation (clause de)*. D.
- III. *Reprise de l'apport franc et quitte*. Voir le mot *Reprise de l'apport*.

APPRENTISSAGE. APPRENTI.

- I. *Frais d'apprentissage* : ne sont pas *rapportables*. X, 624.
- II. *Responsabilité des artisans* pour le dommage causé par les apprentis. XX, 566, 569.

APPROUVÉ OU BON POUR.

Voir le mot *Actes sous seing privé. Formes*. III.

APPUI (SERVITUDE D').

- I. Objet de la servitude. VII, 393. Conditions. VII, 396-399.

- II. Obligations de celui qui obtient la servitude et droits des riverains. VII, 400-402.

AQUEDUC (SERVITUDE D').

- I. Objet de la servitude. VII, 375. Conditions. VII, 377-382
 II. Établissement de la servitude. VII, 383-387.
 III. Obligations et droits qui en résultent. VII, 388-390.

ARBITRAGE. ARBITRES.

I. Chose jugée.

1. Les sentences arbitrales ont l'autorité de chose jugée. XX, 6.
 2. *Quid* des jugements rendus à l'étranger par des arbitres? XX, 4, 3.

- II. *Société*. Clause par laquelle les associés s'en rapportent à l'un d'eux ou à un tiers pour le règlement des parts. XXVI, 296.

- III. *Vente*. Clause par laquelle les parties laissent le prix à l'estimation d'un tiers. XXIV, 74-78.

- IV. Les arbitres sont-ils des *mandataires*? Peuvent-ils invoquer l'article 2002? XXVIII, 38.

ARBRES.

- I. *Accession*. Plantations faites par un tiers. VI, 262-270.

- II. *Immeubles*. Les arbres sont immeubles par nature. V, 419.

1. *Quid* des pépinières? V, 420.

- III. *Mitoyenneté*. Des arbres mitoyens. VII, 583, 584.

IV. Plantations.

1. Distances à observer pour les plantations à faire sur la ligne séparative des héritages. VIII, 1, 3-8.

- a. De la prétendue *présomption de propriété* résultant de l'article 671. VIII, 2.

2. Sanction. Droit du voisin. VIII, 9, 10.

- a. Quant aux branches et aux racines. VIII, 15-21.

3. Prescription et destination du père de famille. VIII, 11- (1) 14.

- V. *Prescription*. Peut-on prescrire les arbres séparément du sol dans lequel ils sont plantés? XXXII, 349.

- VI. *Récolte des fruits* qui avancent sur le terrain du voisin. VIII, 22-24.

- VII. *Règlements sur la plantation des routes* (servitude légale). VII, 464.

- VIII. *Usufruit*. Droit de l'usufruitier sur les arbres. VI, 428-447.

ARCHITECTES ET ENTREPRENEURS.

- I. *Devis et marchés*. Voir ce mot.

- II. *Ouvriers* employés par l'architecte (art. 1798). Droits des ouvriers. XXVI, 76-82.

- III. *Prix du forfait*. Quand l'architecte peut demander une augmentation du prix (art. 1793). XXVI, 63-75.

- IV. *Privilège* des architectes, XXX, 42-57, 106-115. Voir les mots *Privilèges immobiliers A*, et *Privilèges (Conservation des) C*.

- (4) T. VIII, p. 49, ligne 15. Après les mots : les *servitudes*, ajoutez : *légales*.

V. *Responsabilité*. Divers cas de responsabilité. XXVI, 23-31.

1. Responsabilité de l'article 1792. XXVI, 32.

a. Pourquoi et en quel sens l'architecte répond-il des vices du sol? XXVI, 33-35.

b. A qui s'applique l'article 1792? XX, 644 et 642; XXVI, 36-43.

c. A quels ouvrages s'applique la responsabilité de l'article 1792? XXVI, 44-46.

2. Responsabilité de l'article 2270. Rapport entre l'article 2270 et l'article 1792. XXVI, 47-50 bis.

3. Quand cesse la responsabilité de l'architecte? XXVI, 51-56.

4. De l'action en responsabilité. Prescription. XXVI, 56-61.

5. Responsabilité de l'article 1582. XXVI, 62-64.

ARGUMENT A CONTRARIO (SENSU).

I. « *Qui de uno dicit de altero negat.* » Toullier appelle cette règle d'interprétation un *misérable brocard*. XXII, p. 61, *in*.

II. De l'argument *a contrario* dans les *conventions*. XVI, 313.

III. De l'argument *a contrario* dans les *legs*. XIV, p. 83 a.

IV. De l'argument *a contrario* dans les *lois*. Quand on peut et quand on ne peut pas s'en servir. I, 279.

1. L'argument est bon quand il est en harmonie avec les principes. Exemples : art. 464. V, 66 ; art. 482. V, 220 ; art. 892. X, 518 ; art. 1510. XXIII, 505.

2. L'argument est mauvais quand il est en opposition avec les principes. Exemples : art. 3. I, 118 ; art. 111. II, 108 ; art. 341. IV, 107, p. 162 ; art. 2261. XXXII, 352, p. 372. Loi hypothécaire, art. 103. XXXI, 546, p. 500 et *suiv.*

ARRANGEMENTS DE FAMILLE.

I. Sont-ils soumis aux *formalités des donations* quand ils contiennent des libéralités? XII, 344, 345.

II. Des arrangements de famille prévus par l'article 1406. XXI, 315-322.

ARRÉRAGES.

1. Les arrérages de rentes se *prescrivent* par cinq ans. XXXII, 436, 437

2. La *demande* des arrérages *interrompt* la prescription du *capital*. XXXII, 439.

3. La *prescription* de la *rente* court-elle à partir de l'échéance des arrérages? XXXII, 46-48.

ARRÉRAGES DE RENTES.

I. Les arrérages sont des *intérêts*. XXVII, 4, et partant des *fruits civils*. VI, 394.

II. *Prescription* spéciale des arrérages. XXXII, 436, 437.

III. *Taux* des arrérages.

1. Dans les *rentes constituées*. XXVII, 7, 8.

2. Dans les *rentes viagères*. XXVII, 289-291.

3. En quoi ils doivent consister. XXVII, 262-264.

IV. *Usufruit*. Droits et obligations de l'usufruitier quant aux rentes viagères. VI, 424 ; VII, 22.

ARRÊTÉS ET RÈGLEMENTS.

Les *tribunaux* ont le droit et le devoir de ne pas appliquer les arrêtés et règlements qui seraient contraires à la loi. VII, p. 373 a.

ARRÊTS DE RÈGLEMENT.

Les parlements portaient des arrêts de règlement. I, 238, 239. Voir le mot *Parlements*, I et II.

ARRHES.

I. Qu'entend-on par *arrhes*? XXIV, 26.

II. *Louage*.

1. Effet des arrhes qui accompagnent une *promesse de bail* ou un bail. XXV, 41.

2. Les arrhes empêchent-elles l'application de l'article 1715? XXV, 71.

III. *Vente*. Effet des arrhes dans les promesses de vente et dans les ventes ordinaires. XXIV, 26-28.

ARTISANS.

I. Formalité du *bon*. Les artisans n'y sont pas soumis. XIX, 283.

II. Responsabilité des artisans pour le dommage causé par leurs apprentis. XX, 566, 569.

ASCENDANTES.

I. Droit des ascendantes en matière de *tutelle*.

1. *Conseil de famille*. IV, 439.

2. Peuvent être nommées *tutrices*. IV, 516.

ASCENDANTS.

I. *Avancements d'hoirie* faits par les ascendants à l'époux commun en biens (art. 1406). XXI, 315-322.

II. *Divorce*. Droits des ascendants en matière de divorce par consentement mutuel. III, 278, 283.

III. *Donations*. Acceptation des donations faites aux descendants mineurs. XII, 246-248.

IV. *Mariage*.

1. *Actes respectueux*. Voir ce mot.

2. *Consentement*. Voir le mot *Mariage*. C, III.

3. *Opposition* au mariage. Voir ce mot. I, 4; III, 4.

V. *Partage d'ascendant*. Voir ce mot. A, I et II.

VI. *Puissance paternelle*. Les ascendants ont-ils la puissance paternelle? IV, 267-269.

VII. *Réserve* des ascendants. XII, 24-33. Voir le mot *Réserve*. B, II.

VIII. *Retour* (Droit de *retour* des *ascendants donateurs*. IX, 471-473. Voir le mot *Retour successoral*.

IX. *Tutelle*.

1. *Conseil de famille*. IV, 439, 440.

2. *Tutelle*. IV, 400-405

ASSISTANCE.**I. Différence entre l'assistance et le consentement.** XXI, 24.

1. Assistance des mineurs dans leur *contrat de mariage*. XXI, 93-97.

2. Assistance dans les *contre-lettres* de ceux qui ont été parties au contrat de mariage, XXI, 24-26.

II. Quand la loi exige la présence, celle-ci peut-elle être remplacée par le *député* ? XXI, 97.

1. *Présence* du tuteur au conseil de famille qui délibère sur l'hypothèque légale du mineur. XXX, 288.

ASSOCIATION (CLAUSE D').

En matière d'institution contractuelle. XV, 207.

ASSOCIATIONS.**I. Les sociétés formées en vertu de la liberté d'association ne sont pas des personnes civiles.** XXVI, 186. Voir les mots *Société*. *Sociétés d'agrément*.

1. Conséquence. Elles ne peuvent pas recevoir à titre gratuit. XI, 161.

II. Les sociétés de commerce sont des personnes civiles. XXVI, 210.**III. Quid des sociétés charbonnières ?** XXVI, 421.**ASSOCIATIONS RELIGIEUSES.****I. Abolition des ordres religieux et des associations religieuses par les lois de la révolution.** XI, 162, 163; XXVI, 193.

1. La suppression justifiée par Portalis. I, 314; XI, 190.

2. L'Église ne tient aucun compte de la suppression, elle prétend être au-dessus de la loi. XI, 167; XXVI, 194.

3. La mainmorte reconstituée par la fraude pieuse. XI, 168.

a. La fraude, une inspiration de Dieu. XI, 412.

4. La fraude constatée et autorisée par le saint-siège. XI, 168, p. 222; XXVI, 196.

5. Les couvents reconstitués en violation de la loi. XXVI, 193.

a. Les associations frauduleuses. XI, 169-171; XXVI, 194-196.
Société frauduleuse de trappistes. XXVI, 241.

b. Les donations frauduleuses. XI, 172-174.

c. Les legs frauduleux. XI, 175-179.

d. Les moines et les religieuses mentent en justice. XI, 177, 179.

e. La fraude est inévitable tant qu'il y aura une Église catholique et qu'on lui reconnaitra la liberté d'association. XII, 163, 166; XVI, 63.

II. Associations religieuses. Leur situation légale.

1. Elles ne sont pas des personnes civiles. I, 298; XI, 164-165; XXVI, 186. Voir le mot *Congrégations hospitalières*.

2. Ni même des sociétés civiles. XXVI, 146, 197-199.

3. Elles constituent un *délit civil*. VI, 229; XVI, 73.

4. Et partant elles sont *inexistantes*. XVI, 66-68; XXVI, 163, 164.

5. *Incapables d'acquiescer*, à aucun titre. XI, 161-164; XVI, 66; XXXII, 12.

a. Les libéralités qui leur sont faites sont *inexistantes*. XI, 421.

6. *Incapables de contracter*, comme telles, et d'*ester en justice*. XVI, 67.
Les conventions qu'elles font sont *inexistantes* et ne peuvent être *confirmées*. XVIII, p. 616, b.
7. Elles forment une *communauté de fait*, mais *illicite*. XVI, 68.
8. A ce titre ceux qui les *dirigent* et ceux qui en sont *membres* sont *responsables solidairement*. XVI, 70-73.
9. Le *mandat* donne dans l'intérêt d'une congrégation est *illicite*, partant nul de plein droit. XXVII, 403.

III. Biens possédés de fait par les congrégations.

1. Celui qui a vendu ou donne ses biens à une congrégation reste propriétaire; il peut revendiquer. VI, 158; VI, p. 228, a, et n° 180; XI, 180, 181; XXVI, 207.
2. Les congrégations doivent restituer les fruits, comme possesseurs de mauvaise foi. VI, 229; IX, 543.
3. Droits des héritiers. Dispositions de l'édit de 1749 et du placard de 1753. Droit actuel. XI, 181-183, 189; XXVI, 203.
4. Les héritiers ont-ils un droit sur les biens que leur *auteur* a acquis comme personne interposée? VI, 166; XXVI, 204-206.
5. *Quid* si les héritiers ne réclament pas?
 - a. Droit ancien. XI, 184.
 - b. Droit de l'État. VI, 166; XI, 185; XXVI, 207.
 - c. Devoir du législateur. XXVI, p. 210, *in*.

IV. *Libéralités*. Les charges établies dans l'intérêt d'une congrégation religieuse sont *réputées non écrites*. XI, 279.

V. Les religieux.

1. Sont-ils électeurs à titre de propriétaires apparents? XVI, 69.
2. Peuvent-ils être *mandataires*? XXVIII, 394.
3. Droits et obligations des membres qui quittent la congrégation. XVI, 71; XXVI, 200-202.

ASSURANCE.

1. *Communauté*.

- a. Le droit à l'indemnité, en cas d'incendie d'un conjoint assuré par le mari, tombe-t-il dans la communauté? XXI, 261.
- b. *Quid* de l'indemnité due en cas d'assurance d'un *propre* contre l'incendie? XXI, 285.

2. *Cession*. Peut-on céder le recours que l'on a contre une compagnie d'assurance? XXIV, 464.

3. *Créanciers*. Les créanciers *privilégiés* et hypothécaires peuvent-ils *assurer*? XXXI, 411.

4. *Police d'assurance* nulle à raison d'une *condition potestative*. XVII, 58.

5. *Prescription*. Les polices peuvent-elles limiter la durée ordinaire des actions? XXXII, 184.

6. La *prescription quinquennale* est applicable aux primes d'assurances. XXXII, 457.

7. *Prime d'assurance*. Est-elle comprise parmi les frais privilégiés? XXIX, 351.

8. *Subrogation*.

50 ASSURANCE MUTUELLE. — AUBERGISTES ET HOTELIERS.

a. L'assureur est-il subrogé aux droits de l'assuré contre les tiers responsables de l'incendie? XVIII, 103.

b. Est-il subrogé aux droits des créanciers hypothécaires? XVIII, 104.

9. *Usufruit.*

a. L'usufruitier doit-il assurer? A qui profite l'assurance? VI, 530.

b. *Quid* de l'assurance prise par le nu propriétaire? VII, 47.

ASSURANCE MUTUELLE.

1. Les sociétés d'assurance mutuelle sont-elles des sociétés? XXVI, 147.

2. Les cotisations des associés se prescrivent-elles par cinq ans? XXXII, 470.

ATELIER DE CHARITÉ.

1. Libéralités faites à un atelier de charité. XI, 225.

ATELIERS ET ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INCOMMODES OU INSALUBRES.

I. Législation. VI, 154. Nécessité d'une autorisation. VIII, 25.

II. *Quid* si les constructions, autorisées ou non, causent un dommage aux voisins? VI, 148-152; VIII, 31. Voir les mots *Établissements dangereux et Salubrité*.

ATERMOIEMENT.

I. Différence entre l'atcrmolement et la *cession de biens*. XVIII, 219.

ATTERRISSEMENT.

Voir les mots *Alluvions*. I, 1 et *Iles*.

AUBAINE (DROIT D').

I. Du droit d'aubaine avant la révolution française. VIII, 549.

II. Abolition du droit d'aubaine par l'Assemblée constituante. I, 426, 427; VIII, 550.

III. Le code Napoléon établit le principe de la *réciprocité*. VIII, 550.

1: Le Tribunal a proclamé le vrai principe. I, 428.

IV. Le droit d'aubaine aboli en France et en Belgique. I, 429; VIII, 551 et 552.

1. L'étranger est assimilé à l'indigène. VIII, 553.

2. Mais le principe de l'article 11 subsiste. I, 429. Voir le mot *Étrangers*.

V. *Dispositions exceptionnelles* de la loi du 27 avril 1865. VIII, 554.

1. Quand y a-t-il lieu à un prélèvement au profit de l'indigène? VIII, 555-559.

2. Dans quelles successions le prélèvement s'exerce-t-il? VIII, 560-565.

3. Comment se fait le prélèvement? VIII, 564-566.

4. Compétence. VIII, 567, 568.

AUBERGISTES ET HOTELIERS.

I. *Dépôt*. Le dépôt dans une auberge est assimilé à un dépôt nécessaire en ce qui concerne la preuve. XXVII, 156.

II. *Prescription*. Par quel délai se prescrit la créance des aubergistes et hôteliers? XXXII, 505.

III. *Privilege de l'aubergiste*. XXIX, 505-514.

IV. *Responsabilité*.

1. L'aubergiste répond des effets des voyageurs transportés dans son auberge. XXVII, 136-162. Voir le mot *Dépôt nécessaire*. B.
2. Il répond, à titre de commettant, du dommage causé par ses préposés. XXVII, 141. Voir le mot *Responsabilité*. C.

AUMONE DOTALE.

- I. *Nature et effet de ce contrat*. XV, 432; XVI, 70.
- II. L'aumône dotale est-elle sujette à rapport? X, 599.

AUTORISATION DE JUSTICE.

- I. *Femme mariée*. Voir le mot *Femme mariée (Incapacité de la)*. B.
- II. *Pouvoir du juge*. Quand le juge peut-il autoriser un acte juridique? Voir le mot *Juridiction volontaire*. III.

AUTORISATION MARITALE.

Voir les mots *Femme mariée (Incapacité de la)*.

AUTORISATION DU ROI OU DES DÉPUTATIONS PERMANENTES

1. Est requise pour l'acceptation des libéralités faites aux établissements publics. XI, 281-306.

AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE.

Voir le mot *Chose jugée*.

AUTORITÉ DE LA LOI.

I. *Devoirs des citoyens*.

1. Les citoyens doivent obéissance à la loi. I, 32, 159.
2. La résistance à la loi est un fait illicite. I, 33; XX, 103.
3. Résistance des évêques de Belgique à la loi du 19 décembre 1864 sur les fondations de bourses. I, 83.
4. Violation permanente de la loi par les congrégations religieuses. Voir le mot *Association religieuse*.

II. *Devoirs des juges*.

1. Ils doivent appliquer les lois sans pouvoir en apprécier l'équité. I, 30.
Voir les mots *Équité*. *Interprètes*. *Juge*. *Jurisprudence*.
2. Ils doivent appliquer les lois inconstitutionnelles. I, 31.

III. *Nullité*. Quand les actes contraires à la loi sont-ils nuls? Voir le mot *Nullité*.

AVANCEMENT D'HOIRIE.

- I. *Communauté légale*. Les biens immeubles cédés par un ascendant à l'un des époux, en avancement d'hoirie n'entrent pas en communauté. XXI, 315-332. Voir le mot *Communauté légale (Actif)*.

- II. *Composition de la masse (Réserve)*. Les donations faites en avancement d'hoirie sont comprises dans la masse. XII, 76-83. Voir le mot *Réserve*.
- III. *Imputation (Réserve)*. Les donations en avancement d'hoirie sont-elles imputables sur la réserve ou sur la quotité disponible ? XII, 108-113. Voir le mot *Réserve*.
- IV. *Rapport*. Les libéralités faites en avancement d'hoirie sont sujettes à rapport. X, 546-548. Voir le mot *Rapport*.

AVEU.

A. DIVORCE ET SÉPARATION DE CORPS.

- 1. L'aveu peut-il être invoqué pour prouver les *causes déterminées* de divorce ? III, 206.
- 2. L'aveu peut-il être invoqué pour prouver la réconciliation ? III, 210.

B. FILIATION.

- 1. L'aveu est une fin de non-recevoir contre l'action en désaveu. III, 377, et contre l'action en contestation de légitimité. III, 484.
- 2. Peut-on opposer à l'enfant qui réclame son état l'aveu qu'il aurait fait de sa filiation ? III, 427, p. 538, a.
- 3. La *reconnaissance d'un enfant naturel* peut-elle se faire par un aveu constaté en justice ? IV, 47.

C. SÉPARATION DE BIENS.

La femme ne peut pas invoquer l'aveu du mari. XXII, 244.

D. AVEU. PREUVE.

Quand y a-t-il aveu ? XX, 153-159.

I. Aveu *extra-judiciaire*. XX, 217-221.

II. Aveu *judiciaire*. Quand y a-t-il aveu judiciaire ? XX, 160-163. Comment se prouve l'aveu fait en justice ? XX, 166-168.

1. *Qui* peut faire un aveu judiciaire ? XX, 169-174.

Voir les mots *Avocat*, I; *Avoués*, III.

2. *Sur quoi* l'aveu peut-il porter ? XX, 175-176.

3. De la *preuve* qui résulte de l'aveu. XX, 177-180.

4. *Indivisibilité* de l'aveu. XX, 183, 186 (1) (2).

a. De l'aveu dit *qualifié*. XX, 187-192.

b. De l'aveu dit *complexe*. XX, 193-197.

5. *Divisibilité* de l'aveu. XX, 198.

a. Interrogatoire sur faits et articles. XX, 199, 200.

b. Aveu portant sur des chefs distincts. XX, 201-204.

(1) T. XX, p. 212, ligne 20 : au lieu de *demandeur*, lisez *défendeur* ; et ligne 21 : au lieu de *défendeur*, lisez *demandeur*.

(2) T. XX, p. 212 : les lignes 24 et 25, 23-25 ont été transposées. Il faut lire, après le point de la ligne 23 : Voilà un aveu qualifié. Ces dénominations sont arbitraires et ne servent à rien. Tout aveu qui n'est pas pur et simple est indivisible. Telle est la règle du code.

- c. Quand l'aveu n'est pas la preuve unique du fait. XX, 203.
- d. Des autres cas dans lesquels on admet que l'aveu est *divisible*. XX, 206.

6. Effet de l'*indivisibilité*. XX, 207-212.

7. *Interprétation* de l'aveu. XX, 213-216.

AVEUGLES.

I. Peuvent-ils être *témoins* à un testament authentique? XIII, 366.

II. Peuvent-ils *tester* dans la forme olographe? XIII, 168, p. 172, a.

AVOCATS.

I. *Aveu*. Les *avocats* peuvent-ils faire un *aveu*? XX, 172.

II. *Cession de droits litigieux*. Les *avocats* ne peuvent pas devenir *cessionnaires* de droits litigieux. XXIV, 53-59.

III. *Pacte de quota litis*. XXIV, 60.

IV. *Prescription* de l'action pour le payement des honoraires de l'avocat. XXXII, 493.

V. *Responsabilité*. Sont-ils responsables de leurs avis? XX, 519.

AVOUÉS.

I. *Action solidaire*. Les *avoués* ont-ils une action solidaire contre ceux qui les ont constitués? XXVIII, 36.

II. *Avances*. L'avoué a-t-il droit aux intérêts de ses avances? XXVIII, 16.

III. *Aveu*. L'avoué peut-il faire un *aveu*? XX, 172.

IV. *Cession de droits litigieux*. Les *avoués* ne peuvent devenir *cessionnaires* de droits litigieux. XXIV, 53-59.

V. *Cautionnement*. La loi qui oblige les *avoués* à fournir un cautionnement est tombée en désuétude. XXIX, 517.

VI. *Compensation*. La créance de l'avoué qui a obtenu la distraction des dépens est-elle personnelle à l'avoué, et en conséquence compensable? XVIII, 436.

VII. *Mandat*.

1. Le mandat de l'avoué est salarié. XXVII, 342, 344.

2. A-t-il mandat tacite de recevoir le payement? XVII, 530.

VIII. *Prescription*.

1. Durée de la prescription quant aux pièces qui sont en la possession de l'avoué. XXXII, 481-484.

2. De l'action en payement du salaire et des avances de l'avoué. XXXII, 487-492.

IX. *Responsabilité* de l'avoué comme officier ministériel. XX, 505, 506.

1. Il faut qu'il y ait faute. L'ignorance du droit constitue une *faute*. XX, 483, 484.

2. Le fait doit être dommageable. XX, 391.

X. *Société*. Association illicite formée par des *avoués*. XXVI, 159, 160.

AVULSION.

I. Quand y a-t-il avulsion? Quels sont les droits des parties intéressées? VI, 296-300.

AYANTS CAUSE ET TIERS.

- I. Qu'entend-on par ayants cause? XVI, 42.
- II. *Cession de créances*. Effet de la signification et de l'acceptation. Qui est tiers? qui est ayant cause? XXIV, 502-506.
- III. *Cession de l'hérédité*. Applique-t-on à la cession de l'hérédité les principes qui régissent la cession de créances? XXIV, 514-517.
- IV. *Chose jugée*. Qui est *ayant cause*? XX, 92-125. Voir le mot *Chose jugée*. B, III.
- V. *Commencement de preuve par écrit*. Écrits émanés des ayants cause. XIX, 515-525.
- VI. *Contre-lettres*. Qui est tiers? qui est ayant cause? XIX, 188-193.
- VII. *Contre-lettres en matière de contrat de mariage*. Formalités prescrites dans l'intérêt des tiers. Qui est tiers? XXI, 102-103.
- VIII. *Date certaine*. Qui est ayant cause et qui est tiers dans le sens des articles 1328 et 1329? XIX, 292-331. Voir le mot *Actes sous seing privé* (*Force probante*). A, II, 4 et 5.
- IX. *Effet des promesses et stipulations à l'égard des ayants cause*. Distinction entre les droits réels et les droits de créance. XVI, 13-18, 20.
- X. *Transcription*. Qui est tiers et qui est ayant-cause? XXIX, 103-204.

B**BABEUF.**

- I. *Propriété. Communisme*. Le communisme sous la république. VI, 93. Voir le mot *Communisme*.

BAIGNEURS (PUBLICS).

- I. Ceux qui tiennent un établissement de bains sont-ils soumis à la responsabilité de l'aubergiste comme dépositaires nécessaires? XXVII, 150-151.

BAIL.

- I. *Bail emphytéotique*. Voir le mot *Emphytéose*.
- II. *Bail à rente*. Voir le mot *Rente foncière*.
- III. *Bail de choses*. Voir le mot *Louage*.
- IV. *Bail à cheptel*. Voir le mot *Cheptel*.
- V. *Cautionnement du bail*. Étendue. XXVIII, 176, 177.
- VI. *Publicité*.
 1. Quels baux sont soumis à la *transcription* à raison de leur durée? XXIX, 114-118.
 2. *Quid* si le bail n'est pas transcrit? XXIX, 161, 198-201.
 3. Des baux consentis après la constitution de l'hypothèque. XXX, 236, 237.
 4. Des baux contenant *quittance anticipative*. XXIX, 119-121.
 - a. *Quid* s'ils ne sont pas transcrits? XXIX, 161, 202-204.
 5. Des baux avec *payement anticipatif* consentis après la constitution de l'hypothèque. XXX, 238-242.

BAILLEUR.

I. *Privilege* du bailleur. XXIX, 379-440. Voir le mot *Privilege*. D, I.

BAILLEUR DE FONDS.

I. A le *privilege* du créancier auquel il est *subrogé*. XXX, 4, 47.

1. Comment se *conserve* ce *privilege*? XXX, 75, 76.

II. *Privilege* du bailleur de fonds sur le *cautionnement des fonctionnaires*. XXX, 153.

BANQUE NATIONALE.

I. Les billets de la Banque Nationale peuvent être offerts en paiement. Voir le mot *Offres de paiement*, n° 18.

BÂTIMENTS.

I. *Immeubles*. Quels bâtiments sont immeubles? V, 409. Voir le mot *Immeubles*, B.

II. *Règlements communaux*.

1. Architecture. Les règlements peuvent-ils déterminer le mode de construction et l'architecture? VI, 125.

a. Les règlements peuvent-ils obliger les habitants à badigeonner et à recrépir? VI, 125.

2. Surquelles constructions s'étend le pouvoir réglementaire?

a. Des constructions qui ne touchent pas à la voie publique. Des constructions intérieures. VI, 124.

b. Des constructions qui touchent à la voie publique. VI, 120.

3. *Salubrité*.

a. L'habitation de maisons malsaines peut être interdite. VI, 122.

b. Règlements sur les enclos. VI, 125.

c. *Responsabilité* du propriétaire quand la ruine du bâtiment cause un dommage. XX, 639-646. Voir le mot *Action damni infecti*.

4. *Sûreté*. Les constructions peuvent être réglementées dans l'intérêt de la sûreté publique. VI, 120, 121.

BÉNÉFICE DE CESSION.

Voir le mot *Cession de biens*.

BÉNÉFICES DE DISCUSSION ET DE DIVISION.

Voir le mot *Cautionnement*, D, I.

BÉNÉFICE D'ÉMOLUMENT.

I. A l'égard des *créanciers*.

1. La femme commune a ce bénéfice pour les dettes dont elle n'est pas tenue personnellement. XXIII, 64.

2. Sous quelles conditions? XXIII, 65 (1) -75.

3. Quels sont les effets du bénéfice d'émolument? Différences entre le bénéfice d'émolument et le bénéfice d'inventaire. XXIII, 74-80.

II. A l'égard du *mari*.

La femme a le bénéfice d'émolument pour toutes les dettes auxquelles elle

(1) T. XXIII, p. 88, ligne 4^{re} du n° 71 : au lieu de 1443, lisez 1483.

doit contribuer, même pour ses dettes personnelles. XXIII, 91-95 (1).

III. La femme peut-elle *renoncer* au bénéfice d'émolument? XXIII, 370 et 371.

BÉNÉFICE D'INVENTAIRE.

A. ACCEPTATION SOUS BÉNÉFICE D'INVENTAIRE.

I. Le bénéfice d'inventaire est-il un *droit*? est-il d'*ordre public*? IX, 369-370.

II. *Conditions* requises pour l'acceptation bénéficiaire. IX, 377-386.

III. De la *déchéance* et de la *renonciation*.

1. Quand l'héritier est-il déchu du bénéfice d'inventaire? IX, 387-391.

2. De la renonciation au bénéfice d'inventaire.

a. Des cas prévus par le code de procédure. IX, 392-400.

b. Des autres cas dans lesquels l'héritier bénéficiaire renonce tacitement au bénéfice d'inventaire. IX, 401-403 *ter*.

3. Des *actes* qui n'entraînent pas *déchéance* ni *renonciation*. IX, 404-414.

4. *Effets* de la *déchéance* et de la *renonciation*. IX, 415-417.

P. EFFET DE L'ACCEPTATION BÉNÉFICIAIRE.

I. *Séparation* de *patrimoines*. X, 75.

1. Analogie et différences entre la *séparation* de *patrimoines* qui résulte du bénéfice d'inventaire et celle qui est demandée par les créanciers. X, 76-83.

2. Conséquences. Critique de la jurisprudence. X, 84-89.

3. Conséquences du principe qu'il n'y a pas de confusion de *patrimoines*. X, 95-100.

II. *Droits* et *obligations* de l'héritier bénéficiaire.

1. *Comment* il est *tenu* des *dettes*. X, 90-94.

2. Son *patrimoine* n'est pas confondu avec le *patrimoine* du *défunt*. Conséquences. X, 95-100.

3. Il a le *pouvoir* et l'*obligation* d'*administrer*. X, 101, 102, 117-121.

a. Il peut se décharger de l'administration en *abandonnant* les *biens* aux créanciers. X, 103-110.

b. Cet *abandon* est-il une *renonciation* à la *succession*? X, 111-117.

4. De l'obligation de donner *caution*. X, 125-129.

5. L'héritier *représente-t-il* les *créanciers*? X, 130-134. *Droits* des *créanciers*. X, 135-140.

6. *Étendue* du *pouvoir d'administration* de l'héritier bénéficiaire. X, 141-144.

7. *Liquidation*.

a. Recouvrement des *créances*. X, 145, 146.

b. Vente des *biens meubles* et *immeubles*. X, 147-152.

c. Paiement des *créanciers* et *légataires*. X, 153-173.

d. *Compte*. X, 174-183.

e. *Frais*. Sont-ils privilégiés comme *frais de justice*? XXIX, 343, 344.

(1) T. XXIII, p. 114, dernière ligne : au lieu de 1482, lisez 1483.

BELGES.

Voir le mot *Français*. Le code civil ayant été maintenu en Belgique, d'après l'édition officielle de 1807, je cite le texte français avec les dénominations de *Français, Empire, Empereur, Impérial*, comme doivent faire nos cours et tribunaux.

BIBLIOGRAPHIE.

- I. Sources générales de l'ancien droit. I, 30-32 (de l'*Introduction*).
- II. Sources générales du droit moderne. I, 33-36 (de l'*Introduction*).
- III. Sources particulières des diverses matières. Elles sont indiquées au commencement de chaque titre; il est inutile de les reproduire ici. Voir les *divers titres*.

BIENFAISANCE PUBLIQUE.

Voir les mots *Bureau de bienfaisance, Charité publique, Congrégations hospitalières, Hospices, Pauvres*.

BIENS.

I. *Division*. Les biens se divisent en :

1. *Consumptibles et non consommables*. XXVI, 491.
 - a. *Communauté d'acquêts et communauté légale*. Le mari devient propriétaire des biens consommables propres à la femme. XXIII, 148.
 - b. *Prêt à usage*. Les choses consommables peuvent-elles faire l'objet du prêt à usage? XXVI, 460.
 - c. *Prêt de consommation*. A pour objet des choses consommables. XXVI, 490.
 - d. *Régime dotal*. Le mari devient propriétaire des choses consommables qui font partie des biens dotaux de la femme. XXIII, 488.
 - e. *Usufruit*. Droit de l'usufruitier sur les choses consommables comprises dans l'usufruit. VI, 407-410.
2. *Choses corporelles et incorporelles*.
 - a. *Vente*. Voir le mot *Cession de créances*.
 - b. *Créanciers*. Ils ont les mêmes droits sur les biens corporels et les biens incorporels. XXIX, 271.
 - c. *Revendication*. La règle de l'article 2279 ne s'applique, en général, qu'aux *meubles corporels*. Voir le mot *Possession (En fait de meubles, la possession vaut titre)*.
3. *Choses fongibles et non fongibles*. XVIII, 390.
 - a. Les dettes doivent être de choses fongibles pour être compensables. XVIII, 389. Voir le mot *Compensation*.
 - b. *Fonds de commerce*. L'usufruit d'un *fonds de commerce* est-il un usufruit de *choses fongibles*? VI, 417, 418.
4. *Meubles et immeubles*. Voir ces mots.

II. *Propriété* des choses. Choses *communes* ou sans maître. VI, 1. Choses qui appartiennent à des *particuliers* ou à des *personnes civiles*. VI, 3 et 70.

1. Biens de l'*État*, des *communes*, des *provinces*. Distinction entre le domaine public et le domaine privé. VI, 4.
2. Du *domaine public* de l'*État*.

- a. Mer et rivages, ports, VI, 5-7.
- b. Rivières navigables. VI, 8-11 ; flottables, VI, 12 ; canalisées, canaux. VI, 13, 14. Voir les mots *Canaux*, *Rivières*.
- c. *Quid* des rivières non navigables ni flottables ? VI, 13-27. Voir le mot *Rivières*.
- d. Chemins, routes et rues. VI, 28.
- e. Des voies concédées. VI, 29-33.
- f. Des forteresses. VI, 36.
- g. Des autres choses publiques. Des édifices publics. VI, 37.
- 3. Du *domaine privé* de l'*État*. VI, 62-68.
- 4. Principes qui régissent le domaine privé. VI, 50-53, et le domaine public. VI, 54-57.
 - a. Les biens du domaine public peuvent-ils être grevés de servitudes ? VII, 130-140 ; VIII, 92.
 - b. Peuvent-ils faire l'objet de concessions ? VII, 234-236.
 - c. Les biens du domaine public peuvent rentrer dans le domaine privé. A quelles conditions ? VI, 49, 58-61.
- 5. Biens des *communes* et des *provinces*. VI, 62.
 - a. *Domaine public*. VI, 63-67.
 - b. *Domaine privé*. VI, 68.
- 6. Biens des *établissements publics*. VI, 69.
- 7. Biens des *particuliers*. VI, 70. Voir le mot *Propriété*.

BIENS VACANTS.

- I. Des *choses qui n'ont pas de maître*. A qui appartiennent-elles ? VI, 39 (1) ; VIII, 458-460.
- II. Droit de l'*État* sur les successions délaissées. VI, 40. Voir le mot *Déshérence*.

BIEZ DES USINES.

- I. A qui appartiennent-ils ? VI, 186-189.
- II. Comment le propriétaire de l'usine surveille-t-il l'entretien des biez ? VI, 191.

BIGAMIE.

- I. Le *mariage préexistant* est un *empêchement* à un nouveau mariage. II, 300-362.
- II. La nullité qui en résulte est absolue. II, 472, 473.
- III. Qui peut agir en nullité ? II, 487-496.
- IV. *Quid* si le premier conjoint est absent ? II, 246-251.

BILLETS DE BANQUE.

Voir le mot *Banque Nationale*.

BILLETS A ORDRE ET AU PORTEUR.

Cession.

- 4. L'article 1657 s'applique-t-il aux valeurs au porteur et aux billets de banque ? XXIV, 314.

(4) T VI, p. 60, dernière ligne : au lieu de 538, lisez 539.

2. L'article 1690 s'applique-t-il aux valeurs commerciales, lettres de change et effets au porteur? XXIV, 497.

II. *Dons manuels.*

1. Les billets à ordre et au porteur peuvent-ils être transmis par don manuel? XII, 281, 282. Par endossement? XII, 324-326.

2. *Quid* des autres valeurs commerciales? XII, 280.

III. *Hypothèques.* Peut-on transformer un titre hypothécaire en une valeur négociable? XXIV, 498.

IV. *Intérêts.* Droit du porteur d'une lettre de change qui n'est pas payée à l'échéance. XVI, 313, p. 373, a.

V. *Nantissement.*

1. Les articles 2074 et 2075 ne sont pas applicables au gage commercial. XXIX, 490.

2. L'article 2076 est applicable. XXIX, 476-478, 486.

3. Comment se fait la tradition d'actions nominales? XXIX, 482.

- a. *Quid* des actions charbonnières? XXIX, 483.

VI. *Novation.* L'acceptation de billets négociables en paiement de ce qui est dû opère-t-elle novation? XVIII, 283-293.

VII. *Offres de paiement.* Le débiteur peut-il offrir des billets négociables en paiement de ce qu'il doit? *Quid* des billets de la *Banque Nationale*? XVIII, 167. Voir le mot *Banque Nationale*.

VIII. *Paiement.*

1. Le débiteur ne peut pas forcer le créancier à recevoir en paiement des billets de banque. XVII, 539. Voir le mot *Banque Nationale*.

2. Le paiement fait à celui qui est en possession d'un titre au porteur est valable. XVII, 544.

3. La remise d'un billet à ordre ou d'une lettre de change est-elle un paiement? XVII, 561.

IX. *Privilege.* Celui qui cède une créance a-t-il le privilège du vendeur? XXIX, 474.

X. *Revendication.*

1. Peut-on revendiquer des valeurs commerciales? XXXII, 568, 569.

2. Peut-on revendiquer des billets à ordre ou titres nominatifs? XXXII, 566, 567.

3. Les billets donnés en paiement par celui qui n'en avait pas la propriété peuvent-ils être revendiqués par le propriétaire? XVII, 503.

BLANC-SEING.

I. *Force probante.* La signature peut-elle être donnée en blanc? Quel est l'effet de l'abus du blanc-seing quant aux obligations du signataire à l'égard des tiers? XIX, 201.

II. *Preuve testimoniale.* Le blanc-seing se prouve-t-il par témoins? XIX, 536.

BOIS ET FORÊTS.

I. *Distance des plantations. Ébranchement.* Les articles 671 et 672 s'appliquent-ils aux bois? VIII, 5 et 16.

II. *Servitude légale* établie pour la conservation des bois. VII, 470.

III. *Usage*. Droits d'usage dans les bois et forêts. VII, 107.

IV. *Usufruit*. Droit de l'usufruitier sur les bois. Voir le mot *Usufruit*. B, IV, 2.

BON POUR.

Voir le mot *Actes sous seing privé (Force probante)*, III.

BONNE FOI.

I. Action paulienne.

1. Est-elle admissible contre les actes à titre gratuit, lorsque le débiteur est de bonne foi? XVI, 443, 444.

2. *Quid* si les tiers sont de bonne foi? XVI, 446, 447.

3. L'action paulienne est-elle admissible dans les cas des articles 622, 788 et 1053, sans qu'il y ait fraude? XVI, 445.

II. *Bonne foi légale*, ne doit pas être confondue avec la bonne foi de fait. Arrêts qui les confondent. VI, p. 281, *in.*, et n° 217.

III. *Cession de biens judiciaire*, n'est accordée qu'au débiteur de bonne foi. XVIII, 236.

IV. *Constructions sur le sol d'autrui*. Droits du possesseur de bonne foi. VI, 262-267.

V. *Dommages-intérêts* dont est tenu le débiteur de bonne foi. XVI, 286-294.

VI. *Erreur de droit* vicie le consentement. XV, 505-509. Voir le mot *Erreur de droit*.

VII. *Exécution des conventions*. Les conventions doivent être exécutées de bonne foi. XVI, 181, 182.

VIII. Fruits.

1. Le possesseur de bonne foi gagne les fruits. VI, 202, 203. Voir le mot *Fruits*.

2. Différence entre la bonne foi en matière de *fruits* et la bonne foi en matière de *prescription*. VI, 220, 221..

IX. *Garantie*. Dommages-intérêts dus par le vendeur de bonne foi. XXIV, 249.

X. *Mariage putatif*. Voir ce mot.

XI. Pétition d'hérédité.

1. Droits et obligations de l'héritier apparent quand il est de bonne foi. IX, 520-524. Voir le mot *Pétition d'hérédité*.

2. Les aliénations faites par l'héritier apparent sont-elles valables en cas de bonne foi des tiers? IX, 562-564.

XII. Possession de bonne foi.

1. *Prescription acquisitive de dix ans*. Voir ce mot. B, II.

2. Possession de bonne foi, dans le cas de l'article 2279. XXXII, 559-561.

XIII. *Répétition de l'indû*. Obligations de celui qui a reçu le paiement indû, diffèrent suivant qu'il est de bonne foi ou de mauvaise foi. XX, 370-379.

XIV. *Vente d'objets mobiliers*. Du cas de l'article 1141. XVI, 363-370. Voir le mot *Mauvaise foi*.

XV. *Vices rédhibitoires*. Le vendeur de bonne foi est-il tenu des dommages-intérêts? XXIV, 294-297.

BONNES MOEURS.

I. *Bonnes mœurs et lois intéressant les bonnes mœurs*. I, 54 et 56.

II. *Cause illicite*. Voir le mot *Cause*. A, III et IV. B et C.

III. *Conditions contraires aux bonnes mœurs*.

1. Dans les *contrats à titre onéreux*. Voir le mot *Condition illicite*, I et II.

2. Dans les *donations et testaments*. (Voir le mot *Condition illicite*, III.)

IV. *Contrats*.

1. Conventions contraires aux *bonnes mœurs* et aux lois qui intéressent les bonnes mœurs. I, 54-57.

2. *Contrat de mariage*. Clauses contraires aux bonnes mœurs. XXI, 114-116.

BORDEREAUX.

1. *Bordereaux de collocation* se prescrivent par cinq ans. XXXII, 438.

2. *Bordereaux d'inscription hypothécaire*. Voir le mot *Inscription hypothécaire*. B, VII.

BORNAGE (SERVITUDE LÉGALE).

I. *Action en bornage*.

1. Nature. Imprescriptibilité. Compétence. VII, 437-439.

2. Qui peut l'intenter? VII, 432-436.

a. Le nu propriétaire? VII, 37.

b. L'usufruitier? VI, 367.

II. *But du bornage*. VII, 431-434.

III. *Conditions*. VII, 417-421.

IV. *Effet du bornage*. VII, 433-439.

V. *Possession annuelle*. A-t-elle un effet sur le bornage? VII, 430.

VI. *Revendication*. Les principes de la revendication s'appliquent-ils à l'action en bornage? VI, 167.

BOUCHERIE.

I. *Règlements*. Les conseils communaux peuvent faire des règlements sur la boucherie. Limites de ce pouvoir. VI, 118.

BOURSE (JEUX DE).

I. Des *jeux de Bourse* ou *marchés à terme*.

1. Ces marchés sont licites quand ils sont *sérieux*. XVII, 223-228.

2. S'ils ne sont pas sérieux, ils constituent un *jeu*. Quand le marché est-il sérieux? Quand est-il fictif? XVII, 229-234.

3. *Applications*. Jurisprudence. XVII, 233-241.

II. *Effet juridique des jeux de Bourse*. XVII, 242-250.

III. *Exception de répétition* de l'article 1967. Est-elle applicable aux jeux de Bourse? XVII, 251-255.

BOURSES D'ÉTUDE.

Voir le mot *Fondations de bourses*.

BREVET D'INVENTION.

I. *Condition potestative*. XVII, 62.

II. *Cession d'un brevet* est sans cause quand il n'y a pas d'invention. XVI, 113.

III. Peut-il être donné en *gage*? XXVIII, 463.

IV. Ne peut être l'objet d'un *privilege*. XXIX, 449, p. 414.

BUREAUX DE BIENFAISANCE.

I. Bureau de bienfaisance.

1. Est un *établissement public* ou une personne civile. I, 293, p. 379.

2. Capable de recevoir, à titre gratuit, dans les limites de sa destination XI, 209.

II. *Enseignement*. Les bureaux de bienfaisance interviennent dans les frais de l'enseignement primaire. Peuvent-ils recevoir des libéralités avec cette destination? XI, 211.

III. Pauvres.

1. Les libéralités faites aux pauvres s'adressent au bureau de bienfaisance. XI, 215-217.

2. *Conditions réputées non écrites*. XI, 273.

IV. Prescription.

1. Les courtes prescriptions courent-elles contre le bureau de bienfaisance avant qu'il soit autorisé? XXXII, 539.

2. Le bureau de bienfaisance peut-il renoncer à la prescription? XXXII, 203.

BUTIN.

I. *Occupation*. Y a-t-il un droit dans l'abus de la force? VIII, 438.

II. *Revendication*. Peut-on revendiquer le butin? *Quid* en cas de réquisition irrégulière? XXXII, 596.

C

CABARETIERS.

I. *Prescription* de leur action. XXXII, 506.

II. *Privilege*. Les cabaretiers jouissent-ils du *privilege* de l'aubergiste? XXIX, 506.

III. Sont-ils soumis à la *responsabilité* de l'aubergiste? XXVI, 150, 151.

CADAVRE.

I. Un *cadavre*, c'est-à-dire un *jésuite*, peut-il être *mandataire*? XXVIII, 394.

CADUCITÉ.

I. *Donations en faveur du mariage*, deviennent caduques si le mariage ne s'en suit pas. XV, 167.

II. *Donation de biens présents, entre époux, pendant le mariage*, est-elle caduque par le prédécès du donataire? XV, 339.

III. *Institution contractuelle*. Quand devient-elle caduque, et à qui profite la caducité? XV, 243-246.

IV. *Legs*. Quand les legs sont-ils caducs? XIV, 277-292. A qui profite la caducité? XV, 293-298. Voir le mot *Accroissement (droit d')*.

CAFETIERS.

I. *Prescription* de leurs créances. XXXII, 506.

II. Ont-ils le *privilege* de l'aubergiste? XXIX, 506.

III. Sont-ils soumis à la *responsabilité* de l'aubergiste? XXVII, 180, 451.

CAISSE DES CONSIGNATIONS.

I. Voir le mot *Offres de paiement*.

II. *Imputation légale*. La caisse des consignations est-elle soumise aux règles de l'imputation légale? XVII, 631.

III. *Prescription*. La caisse ne peut *prescrire*. XXXII, 300.

IV. *Quittance*. Peut-elle demander une quittance authentique? XVII, 596.

CAISSE D'ÉPARGNE.

I. *Cession*. Les dépôts aux caisses d'épargne peuvent-ils être cédés? XXIV, 471.

II. *Possession*. Le porteur d'un livret peut-il invoquer le principe de l'article 2279? *Quid* si la caisse paye le porteur? XXXII, 568.

CAMPAGNES.

I. Qu'entend-on par campagnes (art. 974)? XIII, 577. Voir le mot *Villes*.

CANAUX.

A. CANAUX DU DOMAINE PUBLIC. VI, 14.

I. Droits des riverains. VII, 258-267.

II. *Francs-bords*. A qui appartiennent-ils? VI, 190, 191.

B. CANAUX QUI SONT PROPRIÉTÉ PRIVÉE. VI, 186-189.

I. *Conséquences* de la propriété.

1. Les *propriétaires inférieurs* n'ont aucun droit sur ces canaux. VII, 259.

2. Les *riverains* n'y ont aucun droit. VII, 260.

a. Ils peuvent y acquérir des droits par titre et prescription. VII, 262, 264.

3. Peuvent-ils y exercer de prétendus *droits de nature*? VII, 263.

II. Le même cours d'eau peut être en partie *propriété privée* et *eau courante* dans le sens de l'article 644. VII, 261.

C. CANAUX ÉTABLIS AVANT 1789 PAR LES SEIGNEURS HAUTS-JUSTICIERS.

I. Sont assimilés aux eaux courantes de l'article 644. VII, 266, 267.

CAPACITÉ.

I. *Contrats*.

1. De la capacité de contracter. XVI, 19-22.

2. De la capacité requise pour les divers contrats. Voir les articles de la Table consacrés aux contrats.

II. *Incapacité*. De ceux qui sont incapables de contracter.

1. Des *aliénés* colloqués. Voir ce mot.

2. Des *associations* non reconnues. XVI, 63-73.

3. *Conseil judiciaire*. Des personnes placées sous conseil. Voir le mot *Conseil judiciaire*.

4. *Déconfiture* des personnes non commerçantes. Voir le mot *Déconfiture*, II.

5. *Étrangers*. Quels sont les droits dont ils ne jouissent pas? Voir le mot *Étrangers*, II.

6. *Faillite*. Influence de la faillite sur l'incapacité du failli. Voir le mot *Faillite*, VIII.
7. *Femme mariée*. Voir le mot *Femme mariée* (*Incapacité de la*).
8. *Interdits*. Voir le mot *Interdits*.
9. *Interdiction* de certains actes juridiques. I, 404; V, 246.
10. *Mineur*. *Mineur émancipé*. Voir ces mots.
11. *Mort civile*. Abolie, 1, 403.
12. *Personnes civiles*.
 - a. Capables de contracter dans les limites de leur mission légale, incapables hors de ces limites. XVI, 62-64.
 - b. Capacité de recevoir à titre gratuit. Voir le mot *Personnes civiles*.
- III. *Libéralités*. Capacité requise pour disposer ou recevoir à titre gratuit. Voir le mot *Dispositions à titre gratuit*, B.
- IV. *Nullité* des actes faits par les Incapables. Voir les mots *Action en nullité et en rescision*. *Confirmation*. *Lésion*. *Nullités*. *Rescision*.
- V. *Reconnaissance d'un enfant naturel*. Capacité. IV, 35-41.
- VI. *Renonciation*.
 1. A un droit réel ou à un droit de créance. Capacité. Voir le mot *Renonciation*. V.
 2. Renonciation à l'*inscription hypothécaire*. XXXI, 155, 156.
- VII. *Rétroactivité*. Les lois qui régissent la capacité rétroagissent. Voir le mot *Rétroactivité*, B.
- VIII. *Statut personnel*. Les lois qui régissent la capacité forment un statut personnel. Voir le mot *Statut personnel*, A, V.
- IX. *Succession*.
 1. De la capacité requise pour succéder. Voir le mot *Succession*, B, II et III.
 2. De la capacité requise pour accepter. Voir le mot *Acceptation*. IX, 283-287.
 3. De la capacité requise pour demander le partage. Voir le mot *Partage* (*Succession*), A, I.

CAPITALISATION DES INTÉRÊTS.

Voir le mot *Anatocisme*.

CAPTATION ET SUGGESTION.

- I. En matière de *donations* et de *testaments*. XI, 131-135.
- II. La *clause pénale* qui tend à écarter l'action en nullité fondée sur la captation et la suggestion est réputée non écrite. XI, 477.
- III. *Captation religieuse*. Dons manuels faits par des femmes mariées à des ministres du culte. XIX, 507.

CARRIÈRES.

- I. *Fruits*. En quel sens les produits des carrières sont considérés comme fruits dont jouissent l'usufruitier, VI, 448-454, et la communauté. XXI, 231-253.
- II. *Hypothèque*. Les carrières ne peuvent pas être hypothéquées séparément du sol. XXX, 201.

III. *Possesseur*. On lui applique les principes de l'usufruit. VI, 190-197.

IV. *Propriété*. La propriété du dessus comprend les mines et carrières. VI, 246, 247. Voir le mot *Mines*.

CAS FORTUIT.

Voir le mot *Force majeure*.

CASSATION

I. *Chose jugée*. Quand y a-t-il lieu à cassation pour violation de la chose jugée? XX, 138 et 139.

II. *Confirmation tacite*. Donne-t-elle lieu à un recours en cassation? XVIII, 638.

II. *Conventions*.

1. Les jugements qui *interprètent* une convention sont-ils soumis à cassation? XV, p. 18, *in.*; XVI, 501.

2. *Quid* de ceux qui *violent* une convention? XVI, 180.

IV. *Définitions* des articles 535-536. La cour de cassation peut-elle connaître des décisions rendues en cette matière? V, 516.

V. *Faute aquilienne*. La cour de cassation est-elle compétente pour en connaître? XX, 464.

VI. *Hypothèques*. Les juges ont-ils un pouvoir discrétionnaire en matière de spécialité d'hypothèque? XXX, 809.

VII. *Novation*. La cour de cassation peut-elle contrôler les décisions sur la question de savoir s'il y a volonté de nover? XVIII, 263.

VIII. *Pouvoir discrétionnaire*. Quand les tribunaux en jouissent, il n'y a pas lieu à recours en cassation, par exemple, quand il y a interposition de personnes en matière de libéralités. XIII, 331.

1. Quand le juge a-t-il un *pouvoir discrétionnaire*? Voir le mot *Juge*, X.

IX. *Prescription*. Renonciation *tacite*. Y a-t-il lieu à cassation? XXXII, 190.

X. *Preuve*. Les décisions sur le *commencement de preuve par écrit* ne sont pas sujettes à cassation. XIX, 539, 540.

XI. *Recours en cassation*.

1. Est-il suspensif en matière d'opposition au mariage? II, 404.

2. Y a-t-il lieu à recours en cassation contre l'arrêt qui rejette l'adoption? IV, 221.

XII. *Servitude*. La cour de cassation peut-elle contrôler les décisions rendues sur la question de savoir s'il y a diminution de servitude? VIII, 270.

XIII. *Testament*. Les décisions sur l'équipollence sont-elles soumises à cassation? XIII, 331.

XIV. *Transaction*. L'interprétation des transactions est-elle soumise à cassation? XXVIII, 391, 392.

CATONNIENNE (RÈGLE).

I. Est-elle encore admise en droit moderne? XI, 382.

CAUSE.

A. CONVENTIONS.

I. *Définition*.

1. Qu'entend-on par cause? XV, 456; XVI, 107-110.

XXXIII.

66 CAUTION FOURNIE PAR LES ÉTRANGERS. — CAUTION MUCIENNE.

2. Critique de la théorie du code XVI, 111.

3. Quand y a-t-il *cause* ou *défaut de cause*? XVI, 112-119.

4. Une dette *naturelle* peut-elle servir de cause à une dette *civile*, en ce sens que l'obligation est valable sans l'observation des formes prescrites pour les donations? XVI, 116-118 Voir le mot *Donations*.

II. *Fausse cause*. Quand y a-t-il *fausse cause*? XVI, 120-123.

III. *Cause illicite*. XVI, 124-125.

1. *Liberté*.

a. *Liberté de l'industrie*. XVI, 140-142.

b. *Liberté de l'ouvrier*. XVI, 133-139.

2. *Ordre public et bonnes mœurs*. XVI, 149-156.

a. *Louage illicite*. XXV, 65.

b. *Société illicite*. XXVI, 158.

3. *Prohibition de la loi*. XVI, 143-148.

4. *Répression des délits*. XVI, 132-134.

5. *Souveraineté*. XVI, 126.

a. *Notaires. Officiers ministériels. Associations illicites*. XVI, 129-132; XXVI, 159-162.

b. *Vente de la démission d'une fonction publique*. XVI, 127.

c. *Solliciteurs et solliciteuses*. XVI, 128.

IV. *Conséquences* du défaut de cause, de la *fausse cause* et de la *cause illicite*. XVI, 157-164; XXVI, 158. Voir le mot *Société*.

V. *Preuve*.

1. Du défaut de cause. XVI, 165-168.

2. De la *fausse cause*. XVI, 169-173.

3. De la *cause illicite*. XVI, 176.

B. DONATIONS ET TESTAMENTS.

La théorie de la cause s'applique-t-elle aux actes à titre gratuit? XI, 506-511.

C. ENFANTS NATURELS ET ENFANTS ADULTÉRINS ET INCESTUEUX.

I. Les libéralités faites à un enfant naturel par un testament olographe qui le reconnaît sont-elles nulles pour cause illicite? XI, 364.

II. *Quid* des libéralités faites à un enfant adultérin ou incestueux? IV, 159, 160.

CAUTION FOURNIE PAR LES ÉTRANGERS.

1. *Caution judicatum solvi*. I, p. 547, n° 439.

CAUTION JURATOIRE.

1. *Usufruitier*, en cas d'abus de jouissance. VI, 523.

CAUTION MUCIENNE.

1. Existe-t-elle encore en droit français? XIII, 540.

CAUTIONNEMENT.**A. CARACTÈRES.**

C'est un contrat accessoire. XXVIII, 117-121 ; de bienfaisance. XXVIII, 122-125 ; unilatéral. XXVIII, 126 et 127.

B. CONDITIONS REQUISES POUR LA VALIDITÉ DU CAUTIONNEMENT.

I. *Capacité*. Quelles sont les personnes incapables ? XXVIII, 160.

II. Consentement.

1. *Qui doit consentir* ? XXVIII, 150-152.
2. *Le consentement doit être exprès*. XXVIII, 153.
 - a. *De la recommandation*. XXVIII, 154, 155.
 - b. *La garantie du vendeur* est-elle un cautionnement ? XXVIII, 156.
3. *De l'acceptation du créancier*. XXVIII, 157.
4. *Preuve du consentement*. XXVIII, 158, 159.
5. Il y a un cas de *cautionnement présumé*. La femme qui s'oblige solidairement avec son *mari* est réputée caution de celui-ci. XXII, 91-98.
6. Le *mari* est-il réputé caution à l'égard de la *femme* ? XXII, 99.
7. Le *tiers* qui constitue une *hypothèque* pour la dette du débiteur est-il caution ? XXVIII, 303 ; XXX, 461.

III. Une obligation principale. XXVIII, 128-129.

1. Cautionnement d'une *dette future*. XXVIII, 130, 131.
2. D'une *dette indéterminée*. XXVIII, 132.

IV. Une obligation valable.

1. Des obligations *inexistantes* et des obligations *nulles*. XXVIII, 133, 134.
2. Des obligations nulles pour *défaut de consentement*. XXVIII, 138, 139.
3. Des obligations contractées par les *incapables*. XXVIII, 135-137, 140, 144-148.
4. Des obligations *naturelles*. XXVIII, 141-143.
5. Des obligations *éteintes* par la *prestation du serment*. XXVIII, 149.

C. DIVISION. CAUTIONNEMENT CONVENTIONNEL, JUDICIAIRE ET LÉGAL. XXVIII, 180.

I. Quand le cautionnement est-il *conventionnel* ? XXVIII, 184.

II. De la caution *judiciaire*. XXVIII, 182, 183.

III. De la caution *légale*. XXVIII, 181. Sont tenus de fournir caution :

1. Les envoyés en possession provisoire. II, 170-171.
2. Les héritiers bénéficiaires. X, 123-130.
3. Les successeurs irréguliers. IX, 254-256.
4. Les usufruitiers. VI, 505-524.

IV. *Qualités* que doivent avoir les cautions.

1. *Qualités générales*. XVIII, 185-194.
 - a. *Quid* si ces conditions viennent à manquer ? XXVIII, 195-198.
 - b. *Quid* si le débiteur ne trouve pas de caution ? XXVIII, 199.
2. *Qualités des cautions judiciaires et légales*. XXVIII, 200-202.

D. EFFETS DU CAUTIONNEMENT.

I. Les *bénéfices* de la caution.1. Bénéfice de *discussion*.

a. La caution y peut renoncer. Cas où elle ne peut l'opposer XXVIII, 203-209 (1).

b. Conditions requises pour le bénéfice. XXVIII, 210-213 (2)

2. Bénéfice de *division*.

a. Principe. Différence entre les *codéjusseurs* et les *codébiteurs solidaires*. XXVIII, 219-221.

b. Conditions. XXVIII, 222-226 (3).

c. Effet de la division. XXVIII, 237-240.

II. *Droits* de la caution.

1. Action personnelle de la caution contre le débiteur. XXVIII, 231-241.

a. La caution est-elle représentée en justice par le débiteur? XX, 119.

2. Action subrogatoire. XXVIII, 242-251.

3. Action en indemnité de l'article 2032. XXVIII, 252-262.

III. *Effets* du cautionnement entre codéjusseurs. XXVIII, 263-267.IV. *Prescription*.

1. La caution peut opposer la prescription bien que le débiteur y renonce. XXXII, 214.

2. L'interruption de la prescription contre le débiteur vaut contre la caution. XXXII, 151.

3. L'interruption contre la caution vaut-elle contre le débiteur? XXXII, 152.

E. ÉTENDUE DU CAUTIONNEMENT ET INTERPRÉTATION.

I. Rapport entre le cautionnement et la dette principale. XXVIII, 160-166.

II. Le cautionnement est de *stricte interprétation*. XXVIII, 167-169.

1. Application du principe au cautionnement limité. XXVIII, 170-173.

2. Application au cautionnement illimité. XXXIII, 174-179.

F. EXCEPTIONS QUE LA CAUTION PEUT OPPOSER. XXVIII, 294.

I. Exceptions *réelles* et *personnelles*. XXVIII, 295-301.

II. Exception *cedendarum actionum* (art. 2037). XXVIII, 302-321. Voir ce mot.

G. EXTINCTION DU CAUTIONNEMENT.

I. Extinction *directe* du cautionnement. XXVIII, 268-271.

II. Extinction du cautionnement par l'*extinction de l'obligation principale*. XXVIII, 272.

1. Compensation. XVIII, 423-425; XXVIII, 289, 290.

(1) T. XXVIII, p. 213, ligne 9 : au lieu de 2021, lisez 2014.

(2) T. XXVIII, p. 221, n° 211, ligne 1 : au lieu de *oblige*, lisez *obligé*.

(3) T. XXVIII, p. 238, n° 226, lignes 1 et 2, au lieu de *pour le tout à l'action*, il faut lire : *à l'action pour le tout*.

- 2 Confusion. XXVIII, 294. Application à la caution de l'usufruitier. VII, 59.
3. Déchéance du bénéfice du terme. La caution peut-elle être poursuivie quand le débiteur est déchu du bénéfice du terme? XVII, 213.
4. Novation. XVIII, 324, 326, 327; XXVIII, 276-283.
5. Payement. XXVIII, 273-275.
6. *Rapport*. Le cautionnement est-il rapportable? X, 612.
7. Remise. XVIII, 370-374, 377, 378; XXVIII, 284.
a. *Quid* de la remise par concordat? XXVIII, 284-288.

CAUTIONNEMENT DES FONCTIONNAIRES.

1. Les intérêts du cautionnement se prescrivent par cinq ans. XXXII, 447.
2. A quelles créances il est affecté par *privilege*? XXIX, 517-520.

CAUTION SOLIDAIRE.

1. *Bénéfices*. La caution solidaire a-t-elle les bénéfices de la caution ordinaire? XXVIII, 206, 225, 262, 280, 304, 305.
2. *Cofidélisseurs*. La caution solidaire peut-elle invoquer l'article 2033? XXVIII, 282.
3. *Commerçant*. Effet du cautionnement quand la caution s'oblige solidairement avec un commerçant. XXVIII, 165.
4. *Compensation*. La caution solidaire peut-elle l'opposer? XVIII, 427; XXVIII, 290.
5. *Exception*. La caution solidaire est-elle régie par l'article 2036 ou par l'article 1208? XXVIII, 297.
6. *Novation*. XVIII, 324-327.

CAVALIERS.

Domage causé par imprudence. Quasi-délit. XX, 468.

CÉDULE.

Cédule et obligations employés pour signifier un *écrit* en matière de prescription XXXII, 499.

CELUI QUI USE DE SON DROIT NE FAIT DE TORT A PERSONNE.

Voir le mot *Qui suo jure utitur*.

CENSÉ.

1. Que signifie le mot *Censé*? Indique-t-il une *présomption*?
1. *Cession* de droits litigieux. XXIV, 589.
2. *Communauté d'acquêts* (art. 1498). XXIII, 139.
3. *Louage*.
a. Bail d'un appartement. XXV, 432.
b. Bail sans écrit d'un bien rural. XXV, 473.
4. *Renonciation*.
a. A la communauté. XXII, 411.
b. A une succession. IX, 433.
5. *Société*. Durée de la société. XXVI, 365.

CERTIFICATEUR DE CAUTION.

- I. Caution de la caution. XXVIII, 129.
- II. Le certificateur est-il libéré quand la caution est libérée par la confusion ? XVIII, 502.

CESSIION DE BAIL.

XXV, 187-189, 205-213. Voir le mot *Louage de choses*, B, III, 1-3.

CESSIION DE BIENS.

- I. Cession. Caractères. XVIII, 213-217.
 1. Cession et *datiion en payement*. XVIII, 218. Atermolement. XVIII, 219.
 2. *Effet* de la cession. Contrat d'union. Syndic. XVIII, 220-222.
 3. Mandat de vendre et de liquider. XVIII, 223 (1) -228.
- II. Cession *contractuelle* ou *volontaire*.
 1. Conditions. XVIII, 229-231.
 2. Effets. XVIII, 232, 233
- III. Cession *judiciaire*. XVIII, 234-241.
- IV. *Hypothèque*. Celui qui a cédé ses biens peut-il hypothéquer ? XXX, 493.
- V. *Inscriptiion hypothécaire*, doit être renouvelée jusqu'à la vente. XVIII, 227.
- VI. *Transcriptiion*. La cession ne doit pas être transcrite. XXIX, 43, p. 62.

CESSIION DE CRÉANCES.

A. CESSIION.

1. Définition. Droits qui peuvent être cédés. XXIV, 461-474 *bis*.

B. COMMENT SE TRANSMET LA PROPRIÉTÉ DES DROITS ?

I. Entre les parties. XXIV, 472-474.

1. *Signification* de la cession au débiteur, n'interrompt pas la prescription. XXXII, 111.
2. L'*usufruitier* doit-il signifier son titre pour être saisi des créances à l'égard du débiteur ? VI, 415.

II. A l'égard des tiers, d'après le code civil.

1. Des droits soumis à l'article 1690 et des droits qui n'y sont pas soumis. XXIV, 475-480.
2. De la transmission des *créances*. XXIV, 481-506.
 - a. Principe. XXIV, 481-483.

Signification. XXIV, 484-485.

Acceptation. XXIV, 486-491.
 - b. Quand ces formalités doivent-elles être remplies ? XXIV, 492-495.
 - c. A quels actes s'applique l'article 1690 ? XXIV, 496-501. *Applications*. XXIV, 502-506.
3. *Conséquences* de l'inobservation des formalités de l'article 1690
 - a. Quant au débiteur. XXIV, 507-513.
 - b. Quant aux cessionnaires. XXIV, 518-522.
 - c. Quant aux créanciers du cédant. XXIV, 516, 517.

(1) Sur le n° 225, voyez ce que je dis, au titre des *Hypothèques*, t. XXX, n° 495.

4. Droits des parties intéressées *avant la signification ou l'acceptation*.
 - a. Du cessionnaire. XXIV, 518-523.
 - b. Du cédant. XXIV, 523-524.
5. De la *signification* du transport en cas de *saisie-arrest*. XXIV, 525-528.
- III. Loi hypothécaire. *Créances garanties par une hypothèque ou un privilège*.
 1. Les cessions et subrogations de ces créances sont soumises à l'*inscription*. XXIX, 235-238.
 2. Formes de la publicité. XXIX, 239-243.
 3. Conséquences du défaut de publicité. XXIX, 244-253.
 4. De l'*action en déclaration de créances*. XXIX, 254-266. Voir le mot *Inscription*.

C EFFETS DE LA CESSION.

- I. Quel est l'*objet* de la cession? XXIV, 529-531.
- II. Droit du *cédant*. A-t-il le privilège du vendeur? XXIX, 474.
- III. Droit des *cessionnaires*. XXIV, 529-531; XXXI, 8, 115.
 1. Quand la créance est privilégiée. XXX, 117-119.
 2. Le débiteur peut-il opposer au cessionnaire ce que le cédant lui doit? XVIII, 428.
- IV. *Garantie*. XXIV, 538.
 1. *Garantie de droit*.
 - a. Quand elle est due et quels en sont les effets. XXIV, 539-549.
 - b. Quand la garantie n'est pas due. XXIV, 550-553.
 2. *Garantie de fait*.
 - a. Quand il y a lieu à cette garantie. XXIV, 554-561.
 - b. Effet de la garantie de fait. XXIV, 562, 563.
 3. *Prescription* de l'action en garantie. XXIV, 564.
- V. *Novation*. Différence entre la cession et la novation. XVIII, 295-297.
- VI. *Subrogation*. Différence entre la subrogation et la cession. XVIII, 8, 9, 11-18.

CESSION DE DROITS LITIGIEUX.

- I. Quand y a-t-il lieu au *retrait* de la cession de droits litigieux? XXIV, 581-606.
 - II. *Exceptions* au droit de retrait. XXIV, 607-610.
- Voir le mot *Retrait litigieux*.

CESSION DE DROITS SUCCESSIFS.

- I. Équivalent au *partage* dans le sens de l'article 883. X, 424-431. Voir le mot *Cession d'une hérédité*.

CESSION D'UNE HÉRÉDITÉ.

- I. *Définition*. Nature et effets de la vente. XXIV, 563-572.
- II. *Obligations du vendeur*. XXIV, 573-578.
- III. *Obligations de l'acheteur*. XXIV, 579-580.
- IV. *Rescision* pour cause de *lésion* (art. 889). X, 491-494.

CHAPELLE.

- I. Les *objets affectés* au service d'une *chapelle* sont-ils *immeubles par destination*? V, 468. Voir le mot *Églises*.

CHARGE.

- I. *Donations faites avec charge.* XII, 493. Voir les mots *Donation entière*, *Privileges immobiliers*, D, et *Révocation des Donations*, I.

II. *Legs.*

1. Charges et conditions dans les legs. XIII, 546, 547.
2. De la charge consistant dans la *distribution d'un prix*. XIII, 549.
3. La charge donne-t-elle un *droit aux tiers*? XIII, 548.
4. *Révocation des legs* pour inexécution des charges. XIV, 248-254.

III. *Obligations contractuelles.*

1. Charges établies en faveur d'un tiers sous la forme de stipulation pour un tiers. XV, 531-570 Voir le mot *Stipulation pour un tiers*.
2. *Vente*. Le tiers au profit duquel la charge est établie, jouit-il du privilège du vendeur? XXX, 10.

CHARITÉ PUBLIQUE.

- I. *Bureaux de bienfaisance et hospices.* Sont chargés du service de la charité publique. XI, 209, 210.
- II. Les *bureaux de bienfaisance* et les *hospices* reçoivent les libéralités faites pour la charité, selon leur mission spéciale. XI, 213.
1. Les bureaux de bienfaisance reçoivent les legs faits aux *pauvres*. XI, 215-217.
2. *Quid en cas de doute*? XI, 214.
- III. *Charité laïque.* Haine du clergé pour la charité laïque. XI, p. 386, a.
- IV. *Communes* Peuvent-elles intervenir directement dans la charité? *Quid si la libéralité a pour objet la création d'un hospice*? XI, 225-229.
- V. *Conditions réputées non écrites* :
 1. Dans les dons faits aux *pauvres*. XI, 272.
 2. Dans les dons faits aux *hospices*. XI, 274-278.
- VI. Les *fabriques* ne peuvent pas recevoir d'aumônes pour les distribuer aux *pauvres*. XI, 247, 248.
- VII. *Fondations.* Il ne peut plus y en avoir avec des administrateurs spéciaux. XI, 258-262.

CHASSE.

- I. *Droit réel.* Le droit de chasse peut être stipulé à titre de droit réel. VI, 86; VII, 146.
- II. *Fait dommageable.* L'imprudence, en cas de chasse, constitue un fait dommageable. XX, 467.
- III. *Fermier.* A-t-il le droit de chasse? XXV, 172.
- IV. *Occupation (Droit d').* VIII, 439-444.
- V. *Usufruitier.* A droit à la chasse. VI, 381.

CHEMINS.I. *Propriété.*

1. Les chemins font partie du domaine public de l'État, des communes ou des provinces. VI, 28 et 63
2. Droits des riverains. VII, 131, 132

3. *Quid* si un chemin est abandonné? Droits des riverains. VI, 60 et 61; VII, 133-136.

II. *Prescription*. Les chemins publics sont imprescriptibles. XXXII, 242-243.

1. *Communes* peuvent acquérir un chemin de passage à titre de propriété ou à titre de servitude. VIII, 207.

- a. Du passage à titre de *servitude*. Système du code civil. VIII, 208-210. Système de la loi belge du 10 avril 1841. VIII, 211-214.

- b. Du passage à titre de propriété. VIII, 215-218.

III. *Servitude* de passage établie sur les fonds riverains quand les chemins publics sont impraticables. VII, 465.

CHEMINS D'EXPLOITATION.

- I. Forment-ils une *copropriété* ou une *servitude*? VII, 163.

II. *Prescription*. VII, 166. Applications. VII, 167, 168.

III. Action possessoire. VII, 169.

CHEMINS DE FER.

I. *Biens*.

1. La voie ferrée est immeuble par nature. V, 410.

2. Le matériel d'exploitation est immeuble par destination. V, 410.

II. *Exploitation*.

1. Les *compagnies* et le *gouvernement* qui exploitent les voies ferrées sont responsables à titre de *commettants*. XX, 597, 598.

2. Ils sont responsables de leur *imprudence* et de leur *négligence*, d'après le droit commun des articles 1382 et 1383. Exemple. XX, 590.

3. Ils sont responsables comme *voituriers*. Voir le mot *Voituriers* V et VI.

III. Les chemins de fer *concedés* ne peuvent être *saisis*. VI, 34.

III. *Servitudes* créées pour le chemin de fer. VII, 467.

CHEMINS DE HALAGE.

- I. *Servitude légale* de halage et de marche pied. VII, 459-462.

1. Du marche pied en cas d'alluvion. VI, 292.

II. Les tribunaux ni le gouvernement ne peuvent y accorder un *droit de passage* aux voisins. VIII, 77.

CHEMINS RURAUX.

1. Sont-ils présumés appartenir aux propriétaires dont ils traversent les héritages? VI, 258.

CHEMINS VICINAUX.

1. Des *servitudes de passage* acquises par les *communes* sur les propriétés particulières. VII, 467 *bis*.

2. Les communes peuvent-elles acquérir un chemin public par la *prescription*, soit à titre de *servitude*, soit à titre de propriété? Voir *Chemins*. II, 1.

CHEPTEL (BAIL A CHEPTEL).

- I. Définition et classification. XXVI, 83-85.

II. Cheptel simple. XXVI, 86-109.

III. Cheptel à moitié. XXVI, 110-113

IV. Cheptel de fer. XXVI, 114-120.

V. Cheptel donné au colon partiaire. XXVI, 121-123.

VI. Du contrat improprement appelé cheptel. XXVI, 126-130.

CHEVAUX.

1. Sont immeubles par destination agricole. V, 443-447.

2. *Quid* des chevaux employés dans l'industrie. V, 466.

CHIRURGIEN. DOCTEUR EN CHIRURGIE.

I. Incapacité de recevoir. Prescription. Privilège. Voir le mot *Médecin*.

CHOSE.

I. Division. Voir le mot *Biens*. I.

II. Objet des contrats. Voir le mot *Objet (Contrats)*.

CHOSE D'AUTRUI.

I. *Dépôt*. A qui doit être restitué le dépôt de la chose d'autrui? XXVII, 120

II. *Gage*.

1. Le gage de la chose d'autrui est nul. XXIX, 440.

2. Gage des valeurs nominatives. XXIX, 441.

III. *Hypothèque* de la chose d'autrui est nulle. Devient-elle valable si le débiteur acquiert la propriété de l'immeuble? XX.

IV. Legs de la chose d'autrui est nul. XIV, 127-133.

1. Legs fait par le mari ou par la femme d'un objet de la communauté XXII, 34-37.

V. *Paiement*. Effet du paiement quand la chose payée n'appartient pas au débiteur. Droit du créancier, du débiteur et du propriétaire. XVII, 493-504.

VI. *Privilège*.

1. L'aubergiste a-t-il un privilège sur les effets qui n'appartiennent pas au voyageur? XXIX, 508.

2. Le privilège du bailleur porte-t-il sur les meubles qui n'appartiennent pas au preneur? XXIX, 417-426.

VII. *Vente* de la chose d'autrui est nulle. XXIV, 100-125. Voir le mot *Vente*.

CHOSE FUTURE.

1. *Contrats*. Peuvent avoir pour objet des choses futures. XVI, 76. Voir le mot *Pacte successoire*.

2. *Donation* de biens à venir est nulle. XII, 413-429.

a. Sauf par contrat de mariage. Voir le mot *Donation par contrat de mariage*.

3. *Hypothèque*.

a. De biens à venir est nulle. XXX, 514, 515.

b. D'une dette future est valable. XXX, 527-537.

4. *Vente* de choses futures. XXIV, 98 et 99.

CHOSE JUGÉE.

A. AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE. XX, 1, 2.

1. *Jugements* qui produisent la chose jugée.

1. Jugements rendus à l'étranger? XX, 3, 4.

2. Jurisdiction *contentieuse* et *volontaire*. Sentences *arbitrales*. Jugements *d'adjudication*. XX, 5-9.

3. Jugements *inexistants* et *nuls*? XX, 10-16.

4. Jugements *attaquables* par l'appel, l'opposition, les recours extraordinaires? XX, 17-21.

5. Jugements *définitifs*, *préparatoires*, *interlocutoires*, *provisionnels*. XX, 22-28.

M. *Qu'est-ce qui forme chose jugée* dans les jugements? Dispositif, motifs, énonciations, décisions incidentes, implicites. XX, 29-37.

B. CONDITIONS. XX, 38.

I. *Même objet*. Quand-t-il y a même objet? XX, 39-40.

1. Droits d'état personnel. Demande d'interdiction. XX, 41.

2. Droits héréditaires. XX, 54, 55.

3. Droits d'obligation. XX, 45-53.

4. Droits de propriété. XX, 42-44.

5. L'identité doit-elle être absolue? *Le tout et la partie*. XX, 56-62.

II. *Même cause*.

1. Cause. Droit. Moyen. But. XX, 63-66.

2. Application. Jurisprudence. XX, 67-71.

3. *Cause et moyen*. La *cause prochaine* et la *cause éloignée*. XX, 72-80.

4. *Actions diverses* découlant d'une *même cause*. XX, 81-84.

5. *Causes postérieures au jugement*. XX, 85-87.

III. *Mêmes parties*. XX, 88-91.

1. Qui est partie? XX, 92, 93.

2. De ceux qui sont *représentés au procès*.

a. Successeurs universels. XX, 94-96.

b. Successeurs à titre particulier. XX, 97-101.

c. Créanciers chirographaires. XX, 102-104.

d. Créanciers hypothécaires. XX, 105-107.

e. Mandataires. XX, 108-112.

Tuteurs et pupilles. V, 103.

Mari administrateur légal et femme mariée. XXII, 148, 149.

f. Théorie de la *représentation imparfaite*. (Cautions. Débiteurs solidaires. Créanciers solidaires. Indivisibilité. Condition résolutoire. Nu propriétaire et usufruitier.) XX, 118-125.

IV. *Même qualité*. XX, 126-130.

C. EFFET DE LA CHOSE JUGÉE.

1. *Présomption de vérité*. XX, 131-134.

2. *Exception de chose jugée*. XX, 135-141.

3. *Irrévocabilité*. Les effets de la chose jugée sont-ils irrévocables?

a. Dispositions *comminatoires*. XX, 142-147.

b. *Interprétation* des jugements. XX, 148-150.

c. *Rectification*. XX, 151-154.

(1) T. XX, p. 55, n° 39, ligne 31. Au lieu de : *qu'ils*, lisez *qui*.

4. Chose jugée.

a. En matière de *désaveu*. III, 458.b. En matière d'*état*. Théorie du *contradictoire légitime*. III, 487-493.c. En matière d'*état civil*. II, 33.d. En matière d'*hérédité*. IX, 389-394.

CHOSSES PERDUES ET TROUVÉES.

1. *Propriété*. Voir le mot *Epaves*.2. *Revendication*.

a. Action du propriétaire contre celui qui a trouvé la chose. VIII, 466.

b. Action contre le tiers possesseur. XXXII, 577-580. Voir le mot *Titres au porteur*.

CHOSSES VOLÉES.

Voyez les mots *Possession* (*En fait de meubles, la possession vaut titre*). *Vol et Titres au porteur*.

CIMETIÈRES.

I. *Mitoyenneté*. Les murs des cimetières ne peuvent pas être communs. VII, 540.II. *Servitudes* concernant les cimetières. Salubrité publique. VII, 472.

CIRCULAIRES MINISTÉRIELLES.

I. Sont-ce des actes authentiques dans le sens de l'article 1319? XIX, 106.

CITATION EN CONCILIATION.

I. *Interrompt la prescription*. Sous quelle condition. XXXII, 402-405.

CITATION EN JUSTICE.

I. *Interrompt la prescription*. XXXII, 92-101.

CITOYEN.

I. *Testament authentique*. Les témoins doivent-ils être citoyens dans le sens de la constitution de l'an VIII (XIII, 261).II. *Tutelle*. La tutelle est-elle une charge publique que les citoyens ou les Français seuls peuvent remplir? IV, 366.

CIVIL ET CRIMINEL.

I. Dans les actions en réclamation ou en contestation d'état, le civil tient le criminel en état. III, 471-473.

CLANDESTINITÉ.

I. Vice de la possession. XXXII, 286-289.

CLAUSE PÉNALE.

A. DANS LES OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES.

I. *Clause pénale*.

1. Il faut une convention. Le juge peut-il prononcer une peine, sans qu'il y ait une convention? XVII, 424, 425.

2. *Nature de la clause pénale.* XVII, 426-430.

3. *Obligations pénales et obligations conditionnelles, alternatives et facultatives.* XVII, 431-433, 230.

4. *Quand la peine est-elle encourue (1)?* XVII, 434-442.

II. *Droits du créancier.* XVII, 443-450.

1. Le créancier peut-il demander l'exécution de l'obligation et la peine? XVII, 458-461.

2. Le juge peut-il modifier la peine? XVII, 451-457.

III. *Indivisibilité.* Influence de l'indivisibilité sur la clause pénale.

1. A l'égard des héritiers du débiteur. XVII, 462-466.

2. A l'égard des héritiers du créancier. XVII, 467-468.

B. DANS LES LEGS. DE LA DÉFENSE D'ATTAQUER LE TESTAMENT. XI, 474

I. Des cas dans lesquels la défense est nulle. XI, 475-482.

II. Des cas dans lesquels la défense est valable. XI, 483-487

III. *Effet de la clause pénale.* XI, 488-490.

C. CLAUSES PÉNALES DANS LES FONDATIONS.

I. Le testateur peut-il déclarer qu'il subordonne l'existence du legs à la condition illicite qu'il y a ajoutée? XI, 263-268.

CLAUSES (COMMUNAUTÉ CONVENTIONNELLE).

Voyez les mots qui indiquent l'objet de la clause, notamment :

Acquêts (Communauté) Ameublement. Apport. Association. Communauté universelle. Constitut. Emploi. Franc et quitte. Garantie de fait. Partage inégal de la communauté. Préciput. Réalisation. Remploi. Reprise d'apports. Séparation de dettes Voie parée.

CLERC DE NOTAIRE.

I. Qui est clerc? XIII, 276.

II. Le clerc est-il *mandataire* du notaire pour recevoir les *payements*? XVII, 533.

III. Le clerc doit-il rendre *compte* à son patron de ce qu'il a reçu pour lui? XXVII, 497.

IV. Il est tenu des *dommages-intérêts*, en cas d'inexécution du mandat, s'il figure à l'acte comme *mandataire*. XXVII, 463.

V. Le clerc peut-il être *témoin* au testament reçu par son patron? XIII, 276.

CLIENTÈLE.

Le médecin peut-il vendre sa clientèle? XXIV, 96.

CLOTURE.

I. Du droit de se clora. VII, 440-442.

II. *Clôture forcée.* VII, 497-503. Voir le mot *Murs mitoyens*, A, 1.

III. *Vaine pûture et parcours.* Voir ces mots.

(4) T. XVII, table, p. 631, n° 436 : au lieu de *commun*, lisez *romains*.

CODE NAPOLEON.

I. *Abrogation.* Le droit ancien abrogé par le code Napoléon. I, Introduction, 25-27

II. *Codification.*

1. Diversité infinie de l'ancien droit. Nécessité d'une codification, I, Introd., 1-8.

2. Les projets de code présentés pendant la révolution. I, Introd., 9-13.

3. Travaux préparatoires du code Napoléon, I, Introd., 14-16.

4. Code civil des Français et *code Napoléon*. I, Introd., 17-18.

III. *Code Napoléon et la tradition.*

1. Le code reproduit l'ancien droit avec les modifications apportées par les lois révolutionnaires. I, Introd., 19, 20.

2. Transaction entre les coutumes et le droit romain. I, Introd., 21, 22.

3. Le droit coutumier et le droit romain. I, Introd., 23-24.

4. Nécessité de l'étude historique du droit. I, Introd., 28, 30.

Voir les mots *Coutumes* et *Droit romain*.

CODE NAPOLEON. CRITIQUE.I. *Conseil judiciaire.*

1. Obligations contractées par les prodiges et les faibles d'esprit ne peuvent être réduites. La jurisprudence fait la loi. V, 371.

2. Testament. Critique de la faculté de tester accordée aux faibles d'esprit. XI, 112.

II. *Divorce.*

1. Critique du divorce par consentement mutuel. III, 273-276.

2. Critique du divorce admis comme conséquence de la séparation de corps. III, 198-200.

3. Critique de l'article 229 (III, 179 et 84) et de l'article 295 (III, 289).

III. *Donations.*

1. Critique des solennités. XII, 222.

a. La jurisprudence a refait le code. 223.

2. Dons manuels. Critique. XII, 275, 276.

3. Lacune du code dans la matière du concours des deux disponibles. XV, 342.

4. Révocation des donations pour survenance d'enfants. XIII, 53-55.

IV. *Enfants naturels.*1. *Filiation.*

a. Preuves. IV, 3, 6, 14, 15.

Les interprètes ont fait la loi. IV, 26.

b. *Reconnaissance* par acte authentique.

Les interprètes ont fait la loi. IV, 46.

c. Recherche de la maternité. Critique. IV, 109-111, 119.

Les juges ont fait la loi. IV, 117.

d. Recherche de la paternité. Critique de la prohibition. IV, 88, 96.

2. Enfants adultérins et incestueux. Critique. IV, 208 et 209.

3. De l'incapacité de recevoir des enfants naturels, incestueux et adultérins. Critique. XI, 360.

V. *Marriage*. Critique de la condition d'âge faite par le premier consul. II, 281, 282.

VI. *Meubles et immeubles*.

1. Critique au point de vue des statuts. I, 120 ; V, 525.

2. Critique au point de vue de l'adage traditionnel, *Vilis mobilium possessio*. II, 188 ; V, 66 ; 5, 220 ; V, 526-529.

VII. *Mineur*. Critique de la faculté de tester accordée au mineur. XI, 141.

VIII. *Obligations*. Inexistence et nullité. Lacune. XV, nos 450-463.

IX. *Pactes successores*. La jurisprudence corrige la loi. XVI, 83.

X. *Possession*. Critique de l'article 535. VI, 265.

XI. *Preuve*. Critique des articles 1319 et suivants. XIX, 175-177.

XII. *Puissance paternelle*. Lacune. Les interprètes font la loi. IV, 291, 292.

XIII. *Rapport*. Critique. Les interprètes font la loi. X, 546, 547, 556 bis, 573 et suivants.

XIV. *Séparation de corps*. Des effets. Critique. La loi nouvelle portée en France. III, 346, 376.

XV. *Testament*. Critique du formalisme excessif du code civil. XIII, 142, 292.

XVI. *Transmission de l'hypothèque légale de la femme*. A été imaginée par les praticiens pour corriger les vices du code en matière d'hypothèque légale. XXXI, 322-336.

COLONAGE PARTIAIRE.

I. Est-ce un bail ou une société ? XXV, 477.

II. Durée du colonage. XXV, 478.

III. Privilège. Responsabilité. Sous-location. XXV, 479-481.

IV. Les articles 1769 et suivants sont-ils applicables au colon ? XXV, 482.

V. Fin du colonage. Mort du preneur. XXV, 483.

COMÉDIENS.

I. Ont-ils le privilège de l'article 19, n° 4, de la loi hypothécaire ? XXXII, 566.

COMMANDEMENT.

I. *Demeure*.

1. Le commandement constitue le débiteur en demeure. XVI, 234.

2. Fait-il courir les intérêts moratoires ? XVI, 325.

II. *Interruption de la prescription*. Actes équivalents. XXXII, 106-113.

III. *Poursuite hypothécaire* contre le tiers détenteur doit être précédée d'un commandement. XXXI, 251, 252, 256, 257.

COMMENCEMENT DE PREUVE.

I. *Registres des marchands* font un commencement de preuve contre les non-marchands ; ce qui permet au juge de leur déférer le serment supplétoire. XIX, 338-340.

II. *Serment supplétoire* ne peut être déféré que s'il y a un commencement de preuve. XX, 285-290.

COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT.

I. *Filiation*.

1. *Filiation légitime*. Quand elle peut être prouvée par témoins, avec un commencement de preuve par écrit. III, 417.

2. *Filliation naturelle*. La recherche de la maternité n'est admise qu'avec un commencement de preuve par écrit. IV, 108-118.
- II. *Obligations conventionnelles*. Preuve testimoniale. Admise par exception sur un commencement de preuve par écrit. XIX, 486-543 Voir le mot *Preuve testimoniale*. *Exceptions*, A.

COMMERÇANT.

- I. *Approuvé ou bon pour*. Cette formalité n'est pas applicable aux commerçants. XIX, 234.
- II. *Cession de biens*. Commerçants. Abolition de la contrainte par corps. XVIII, 234.
- III. *Femme et fils du commerçant*. Quand sont-ils *commerçants*? quand sont-ils *mandataires*? XXII, 112; XXVII, 387-389; XXVIII, 44.
- IV. *Femme marchande* peut hypothéquer. XXX, 492. Voir le mot *Marchande publique*.
- V. *Livres de commerce*. Foi qui leur est due. XIX, 537-543.
- VI. *Mineur commerçant* peut hypothéquer. XXX, 490 bis.
- VII. *Publicité du contrat de mariage* des commerçants. XXI, 106, 107.

COMMERCE.

- I. Choses qui sont ou ne sont pas dans le commerce. VI, 2.
- II. *Hypothèques*. Les immeubles doivent être dans le commerce pour pouvoir être hypothéqués. XXX, 192.
- III. *Louage*. Les choses qui ne sont pas dans le commerce peuvent-elles être louées? XXV, 64.
- IV. *Obligations*. Les choses doivent être dans le commerce. XVI, 79.
- V. *Vente*. Les choses doivent être dans le commerce. XXIV, 93-96.
- VI. *Prescription*.
 1. Les choses qui ne sont pas dans le commerce ne peuvent être prescrites. XXXII, 221-223.
 2. Les parties peuvent-elles déroger à ce principe par convention ou par testament? XXXII, 224.
- VII. *Servitudes légales*. Peuvent grever des biens qui ne sont pas dans le commerce. Voir le mot *Servitudes*, II, 1.

COMMETTANTS.

- I. *Responsabilité* des commettants. Voir le mot *Responsabilité du fait d'autrui*. 1, 3.

COMMIS.

- I. *Gratification*. Condition *potestative*. XVII, 60.
- II. *Louage de services*. Quand prend-il fin? Droits des parties. XXV, 508-517; XXVIII, 97-99.
- III. *Prescription* de leur action. XXXII, 509.
- IV. *Privilège* des commis. XXIX, 364, 365, 368, 369.

COMMISSIONNAIRE.

- I. Les *marchandises consignées* chez un commissionnaire sont-elles soumises au privilège du *bailleur*? XXIX, 422.
- II. *Privilège* du commissionnaire XXX, 153.

COMMIS VOYAGEURS.

- I. Les conventions qu'ils contractent doivent-elles être approuvées par leurs commettants? XXVIII, 72.

COMMODAT.

- I. *Conditions* requises pour la validité du contrat. XXVI, 453-462.
- II. *Obligations de l'emprunteur.*
 1. Usage de la chose.
 - a. Usage légitime. XXVI, 463-465.
 - b. Usage illégitime. XXVI, 466-470.
 2. Garde de la chose. XXVI, 471-476.
 3. Restitution. XXVI, 477-480.
- III. *Obligations du prêteur.* XXVI, 481-484.

COMMUNAUTÉ (DE FAIT).

- I. *Communauté.*
 1. Qu'est-ce que la communauté? Critique de la doctrine de Pothier. XXVI, 432-434; XIII, 5.
 2. *Communauté et société.* XXVI, 446-450.
- II. *Droits et obligations des communistes* comparés avec les droits et obligations des associés. XXVI, 435-444. Voir le mot *Copropriété*.
- III. *Fin.* Comment la communauté finit. XXVI, 445-447.

COMMUNAUTÉ (RÉGIME DE).

A. NOTIONS GÉNÉRALES.

- I. *Communauté.*
 1. Notion du régime de communauté. XXI, 189-192.
 2. *Origine* de la communauté. XXI, 147 (1).
 3. *Régime dotal* et communauté. Pourquoi ce dernier régime est le droit commun. XXI, 146-152.
 4. *Société et communauté.* Différences. XXI, 193-196 (2).
- II. *Division.* Communauté légale et conventionnelle.
 1. Quel est le régime des étrangers mariés en France et des Français mariés à l'étranger? XXI, 198-205.
- III. *Modalité.* La communauté peut-elle être à *terme* ou sous *condition*? XXI, 206-207.
- IV. *Personne civile.*
 1. La communauté est-elle une personne civile? XXI, 197.
 2. Au point de vue de l'actif social? XXI, 210, 211, 250.
 3. Au point de vue du passif social? XXI, 392-394.
 4. Au point de vue du droit des créanciers? XXIII, 87.
 5. Au point de vue de l'administration des biens communs? XXII, 8, 9.
 6. Au point de vue du partage? XXIII, 18.

(1) T. XXI, p. 173, ligne 15 : au lieu de *Mois*, lisez *Mais*.

(2) T. XXI, p. 223, ligne 24 : au lieu de *l'un*, lisez *l'une*.

V. Quand commence la communauté? XXI, 208, 209.

B. COMMUNAUTÉ LÉGALE.

Voir les mots *Acceptation (Communauté légale)*, *Communauté légale (Actif)*, *Communauté légale (Administration)*, *Communauté légale (Administration des biens de la femme)*, *Communauté légale (Dissolution)*, *Communauté légale (Partage)*, et les mots *Récompenses*, *Renonciation (Communauté légale)*.

C. COMMUNAUTÉ CONVENTIONNELLE.

Voir ce mot.

D. DISPOSITIONS DES ARTICLES 1496 ET 1527.

1. *Dispositions communes à la communauté légale et à la communauté conventionnelle.* XXIII, 403-410 (1).

COMMUNAUTÉ À TITRE UNIVERSEL.

I. *Notions générales.* Définition. Principe d'interprétation. XXIII, 389.

1. La communauté à titre universel est-elle une *libéralité*? XXIII, 390.

2. *Différence entre la communauté légale et la communauté universelle.* XXIII, 391.

II. Composition active et passive des communautés à titre universel.

1. Communauté de *biens présents*. XXIII, 392-394.

2. Communauté de *biens futurs*. XXIII, 393, 396 (2).

3. Communauté de *biens présents et à venir*. XXIII, 397-399 (3)

III. *Droits des époux.* XXIII, 400-402.

COMMUNAUTÉ CONVENTIONNELLE.

I. *Clauses de communauté conventionnelle.* XXIII, 118-117.

II. *Principes d'interprétation.* XXIII, 118, 119.

III. *Disposition commune à la communauté conventionnelle et à la communauté légale* (art. 1527 et 1496). XXIII, 403-410.

Voir les mots suivants : *Acquêts (Communauté d')*, *Ameublissement (Clause d')*, *Communauté à titre universel*, *Partage inégal (Clause de)*, *Préciput conventionnel (Clause de)*, *Réalisation (Clauses de)*, *Reprise de l'apport (Clause de)*, *Séparation de dettes (Clause de)*.

COMMUNAUTÉ. ACCEPTATION.

I. Du droit d'*option* de la femme. XXII, 361-363.

II. Voir le mot *Acceptation (Communauté)*.

III. *Héritiers de la femme (Droits des)*. XXII, 421.

1. Quand la communauté est dissoute par la *mort de la femme*. XXII, 422-428.

2. Quand la communauté est dissoute par la *mort du mari*. XXII, 429-433.

(1) T. XXIII, p. 403-411. Changer le titre courant et mettre : *Articles 1496 et 1527.*

(2) T. XXIII, p. 398, ligne 2 : au lieu de 393, lisez 392.

(3) T. XXIII, p. 401, ligne 40 : au lieu de *légale*, lisez *universelle*.

COMMUNAUTÉ (ACTIF DE LA)

A. BIENS QUI ENTRENT EN COMMUNAUTÉ

I. Conquêts.

1. Immeubles acquis à titre onéreux pendant le mariage. XXI, 237-261.
2. Immeubles acquis *depuis le contrat de mariage et avant la célébration du mariage*. XXI, 262-268.
3. Immeubles acquis à titre gratuit. XXI, 269-272
4. *Preuve*. XXI, 273, 274.

II. Fruits.

1. Communauté et usufruit. Analogies et différences. XXX, 210, 237-250 (1).
2. Bols. XXI, 254-256.
3. Mines et carrières. XXI, 251-253.

III. Mobilier des époux.

1. Rentes. Rentes viagères. Droits réels mobiliers. Travail des époux. XXI, 212-226.
2. Jurisprudence. XXI, 227, 236 (2).

B. BIENS QUI N'ENTRENT PAS DANS LA COMMUNAUTÉ. XXI, 275.

I. Propres immobiliers.

1. Immeubles dont les époux avaient la propriété *avant le mariage*. XXI, 280-304.
2. Immeubles acquis à titre gratuit.
 - a. Successions. XXI, 305-309.
 - b. Donations. XXI, 310-314.
 - c. Arrangements de famille. XXI, 315-322.
3. Indivision.
 - a. Immeubles acquis par suite d'indivision. XXI, 323-332.
 - b. Option de la femme. XXI, 333 (3) -345.
 - c. Retrait d'indivision. XXI, 346-353. Voir le mot *Retrait d'indivision*.

4. Propres.

- a. Echange. XXI, 334-336 (4).
- b. *Remploi*. Voir ce mot.

II. Propres mobiliers.

1. Quels meubles sont propres. XXI, 276-285.
2. Principes qui régissent les propres mobiliers. XXI, 286-288

COMMUNAUTE D'ACQUÊTS.

Voir le mot *Acquêts* (*Communauté d'*).

(1) T. XXX, p. 231, ligne 49 : au lieu de *femme*, lisez *communauté*.

(2) T. XXI, p. 276, avant-dernière et dernière ligne : au lieu de *sans texte et peut-on*, lisez : *et peut-on, sans texte*.

(3) T. XXI, p. 340, à la ligne 23, ajoutez : n° 223.

(4) T. XXI, p. 400, n° 357, ligne 2 : au lieu de, *pour un propre*, lisez : *d'un propre est un propre*.

COMMUNAUTÉ. ADMINISTRATION DES BIENS COMMUNS.**A. DROITS DU MARI.**

I. Pouvoir absolu du mari. XXII, 1-7. Est-il d'ordre public? XXI, 123-128.

1. Actions. Il a toutes les actions. XXII, 49-53.

2. *Dettes.*

a. Toute *dette du mari* est une *dette de communauté* à l'égard des tiers. XXII, 54, 55 (1).

b. *Quid entre époux?* XXII, 56-59.

c. Toute *dette de communauté* est une *dette du mari* à l'égard des tiers. XXII, 118.

d. *Quid entre époux?* 119.

3. *Donations entre-vifs.*

a. Ce que le mari peut donner. XXII, 10-18.

b. Ce que le mari ne peut pas donner. XXII, 19-32.

4. *Legs.* Quels biens le mari peut léguer. XXII, 33-37.

II. *Restriction* que reçoit le *pouvoir absolu* du mari. XXII, 38-48.

1. La femme a l'*action paulienne*. XVI, 479. Voir le mot *Action paulienne*.

B. DROITS DE LA FEMME.

1. A-t-elle des droits? XXII, 60, 62.

II. Droit de la femme en cas d'absence ou d'interdiction du mari? XXII, 61.

III. *Dettes contractées* par la femme.

1. Avec *autorisation du mari*. De la femme marchande. XXII, 69-72.

a. Le mari est tenu. XXII, 69.

b. *Quid* sous les autres régimes? XXII, 73.

c. Des cas où la communauté et le mari ne sont pas tenus. XXII, 74-80 (2).

2. Avec *autorisation de justice*.

a. La communauté n'est pas obligée. XXII, 81, 82.

b. Des cas où la communauté est obligée. XXII, 83-88.

3. De la *contribution* aux *dettes contractées* par la femme. XXII, 89, 90.

IV. *Dettes contractées* par la femme *conjointement* avec son mari. XXII, 91-99.

V. *Dettes contractées* par la femme comme *mandataire* du mari.

1. Différence entre l'*autorisation* maritale et le *mandat* donné à la femme par le mari. XXII, 100-104.

2. Du *mandat tacite* donné à la femme de faire les dépenses du ménage. XXII, 105-111, et XXVII, 386.

3. Du *mandat tacite* de faire le commerce du mari. XXII, 112, et XXVII, 387-389.

VI. *Dettes contractées* par la femme sans autorisation ni mandat. *Quasi-contrats. Délits et quasi-délits.* Action de *in rem verso*. XXII, 63-68.

COMMUNAUTÉ. ADMINISTRATION DES BIENS DE LA FEMME.

I. Le mari est *administrateur légal*. XXII, 122.

(1) T. XXII, p. 64, n° 54, ligne 5 : au lieu de *le*, lisez *les*.

(1) T. XXII, p. 87, n° 76, ligne 3 : au lieu de 1432, lisez 1413, et, ligne 4 : au lieu de 1413, lisez 1432.

1. Cette administration est-elle d'ordre public? Reçoit-elle des exceptions? XXII, 122-124.
 2. La femme peut-elle *étendre* le pouvoir du mari? XXII, 127.
 3. *Différence* entre l'administration de la *communauté* et l'administration des biens de la femme. XXII, 123.
 4. *Responsabilité* du mari. XXII, 126, 166-171.
- II. *Pouvoir* du mari.

1. *Actes d'administration*.
 - a. Actes conservatoires. XXII, 128-130.
 - b. Baux. XXII, 134-143.
 - c. Recouvrement des créances. XXII, 131-133.
2. *Actions*. Quelles actions le mari peut exercer. XXII, 146-152.
3. *Disposition*.
 - a. Des immeubles. XXII, 153-160.
 - b. Des meubles. XXII, 161-163, et XXIII, 148-151.

III. *Pouvoir* de la femme quant à ses biens. XXII, 172-173.

COMMUNAUTÉ. DISSOLUTION.

I. *Causes* de dissolution.

1. *Mort*.
 - a. Obligations de l'époux survivant. XXII, 177-190.
 - b. L'article 1442 peut-il s'appliquer par analogie? XXII, 191-195.
 2. *Divorce et séparation de corps*. XXII, 194-198.
 3. *Séparation de biens*. XXII, 197-198. Voir le mot *Séparation judiciaire*.
- II. Influence de l'*absence* sur la communauté. Voir le mot *Absents*, B, III.
- III. Droit de la femme d'*accepter* ou de *répudier* la communauté. II, 361-368.
- IV. Droit de la femme, soit qu'elle accepte, soit qu'elle renonce. XXII, 434-444.

COMMUNAUTÉ. PARTAGE.

- I. *Liquidation*. Voir le mot *Récompenses*.
- II. *Masse*. Formation de la masse. XXIII, 1-9 (1).
- III. *Partage*. Est régi en général par les principes du partage des successions. XXIII, 11-18.
 1. Comment se fait le *partage simultané* de la *communauté* et des *successions paternelle et maternelle*? XXIII, 10.
- IV. *Partage de l'actif*. XXII, 19.
 1. *Quid* en cas de *détournement*? Voir ce mot.
- V. *Partage du passif*. XXIII, 40.
 1. De l'*obligation* du *payement* des dettes. XXIII, 41-43.
 - a. Du *mari*. Dettes personnelles du mari. XXII, 44-49 (2), et dettes dont il est tenu comme associé. XXIII, 50-54.
 - b. De la *femme*. Dettes personnelles de la femme. XXIII, 55-60 (3), et dettes dont elle est tenue comme *associée*. XXIII, 61-63.
 - c. Du *bénéfice d'époux* de la femme. Voir ce mot.

(1) T. XXIII, p. 8, ligne 2 : au lieu de 1476, lisez 1477.

(2) T. XXIII, p. 53, ligne 4 : au lieu de 1485, lisez 1484.

(3) T. XXIII, p. 74, ligne 8 : au lieu de 1487, lisez 1486, et p. 76, ligne 34, après le mot *que*, ajoutez : *celle que*.

- d. *Quid si la femme paye au delà de la moitié, ou au delà de son émolument ?* XXIII, 81-82.
- e. *Quid si le mari paye au delà de la moitié ?* XXIII, 83.
- f. *Des dettes hypothécaires et indivisibles.* XXIII, 84 (1), 85.
- g. *Les créanciers de la communauté et de la femme ont-ils le droit de demander la séparation de patrimoines ?* XXIII, 87.
- 2. De la *contribution* aux dettes. Les époux contribuent pour moitié. XXIII, 88, 89.
 - a. *Quid s'ils payent plus que leur part contributoire ?* XXIII, 90.
 - b. *Du bénéfice d'émolument de la femme.* XXIII, 94-95 (2).
- 3. Les *copartageants* peuvent modifier le partage du passif. XXIII, 96.
- 4. Les *héritiers* sont obligés et contribuent comme les époux. XXIII, 97.

COMMUNAUTÉ. PASSIF.

A. NOTIONS GÉNÉRALES.

- I. Du principe que la loi suit pour la composition passive de la communauté. XXI, 395-397.
- II. En quel sens les dettes entrent dans le passif. La communauté a-t-elle droit à une *récompense* ? XXI, 398.
- III. Des dettes *personnelles* des époux. XXI, 399.
 - 1. Les époux peuvent-ils compenser leurs dettes avec les créances de la communauté ? XXI, 394.

B. DETTES QUI ENTRENT DANS LE PASSIF DE LA COMMUNAUTÉ.

- I. Dettes *antérieures au mariage*.
 - 1. Qu'entend-on par dettes *mobilières* ? XXI, 400-408.
 - 2. Quelles dettes *mobilières* entrent dans le passif. XXI, 406-408.
 - 3. De l'*obligation* du paiement de ces dettes. XXI, 409-417.
 - 4. De la *contribution*. XXI, 418-423.
- II. Dettes contractées pendant le mariage.
 - 1. *Paiement* des dettes.
 - a. Dettes du mari. XXI, 424-427.
 - b. Dettes de la femme. XXI, 428-434.
 - 2. *Contribution* aux dettes. XXI, 432-433.
- III. Dettes des *successions* et *donations*.
 - 1. *Acceptation*. Qui peut ou qui doit accepter les successions ? XXI, 434-441.
 - 2. *Droits des créanciers* de la succession. XXI, 442-444.
 - 3. *Successions mobilières*.
 - a. *Paiement*. XXI, 445-449.
 - b. *Contribution*. XXI, 450.
 - 4. *Successions immobilières*.
 - a. *Paiement*. XXI, 451-454 (3).

(4) T. XXIII, p. 404, ligne 2 : au lieu de 19, lisez 48.

(2) T. XXIII, p. 444, dernière ligne : au lieu de 1482, lisez 1483.

(3) T. XXI, p. 522, ligne 21 : ajoutez après le point : *Mais notre interprétation se concilie difficilement avec le texte.*

b. Contribution. XXI, 458.

5. Successions *partie mobilières, partie immobilières*.

a. Payement. XXI, 456-459.

b. Contribution. XXI, 460-467.

6. Donations. XXI, 468.

IV. Obligations *usufruituaires*.

1. Intérêts des *dettes*. XXI, 469-471.

2. Réparations. XXI, 472-474.

3. Charges du mariage. XXI, 475-479.

4. *Frais*. XXI, 480.

B. DETTES QUI N'ENTRENT PAS DANS LE PASSIF DE LA COMMUNAUTÉ.

I. Dettes *propres* aux époux. XXI, 481.

1. Dettes *immobilières* antérieures au mariage. XXI, 482-489.

2. Dettes qui entrent en communauté, *sauf récompense*. XXI, 490, 491.

COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES.

I. Communautés qui ne sont pas reconnues. Voir *Associations religieuses*.

II. *Congrégations hospitalières*. Voir ce mot.

COMMUNES.

I. *Administrateurs des communes* ne peuvent prescrire. XXXII, 303

II. *Capacité de recevoir à titre gratuit*.

1. Les communes peuvent recevoir pour la *charité publique*. XI, 223-229.

2. Pour le service du culte. XI, 252-254.

3. Pour l'enseignement primaire. XI, 200. Et pour l'enseignement moyen dépendant des communes. XI, 201.

a. Les communes peuvent-elles établir une université? I, 303; XI, 204.

b. Peuvent-elles recevoir une libéralité pour favoriser l'enseignement supérieur subsidié par la commune? XI, 204. Voir les mots *Etablissements publics* et *Personnes civiles*.

III. *Chemins publics*. Prescription des chemins publics au profit des communes. VIII, 207-218. Voir le mot *Chemins*, II.

IV. *Confirmation*.

1. Les communes peuvent-elles confirmer les actes irréguliers qu'elles ont faits? XVIII, 604.

2. Peuvent-elles confirmer *tacitement*? XVIII, 25.

V. *Domaine*.

1. Communal public. VI, 62-66.

2. Communal privé. VI, 68.

3. Principes qui régissent le domaine communal. VI, 67.

VI. *Hypothèque légale* sur les biens des comptables. XXX, 247, 416, 421, 422.

VII. *Indivision*. Y a-t-il exception au principe de l'article 815 pour les terrains appartenant aux communes? X, 256.

VIII. *Jugements*. Exécution des jugements contre la commune. Exception au droit commun. XXXII, 273.

IX. Personne civile. Les communes sont des personnes civiles; dans quel but et dans quelles limites? I, 294; VI, 62.

X. Prescription.

1. Les communes prescrivent et on prescrit contre elles, d'après le droit commun. XXXII, 14, 15.

2. Sont-elles soumises à la prescription de dix ans de l'article 1304? XIX, 17.

3. Peuvent-elles renoncer à la prescription? XXXII, 203.

XI. Règlements. Pouvoir réglementaire de l'autorité communale en ce qui concerne l'usage de la propriété. VI, 115-131. Voir le mot *Police (communale)*.

XII. Responsabilité des communes.

1. En vertu des articles 1382 et 1383. XX, 439-442.

2. La commune est responsable à titre de *commettant*. XX, 595.

XIII. Servitudes légales d'utilité communale. VII, 457, 466, 467 bis.

XIV. Sources. Droits de la commune aux eaux d'une source. VII, 210-222.

XV. Terres vaines et vagues. Les communes sont propriétaires des terres vaines et vagues qui se trouvent sur leur territoire. VI, 194. Voir le mot *Terres vaines et vagues*.

XVI. Usage (Droits d'usage des communes). Voir ce mot.

XVII. Vaine pâture et Parcours. Voir ces mots.

COMMUNE RENOMMÉE (PREUVE PAR).

I. *Commune renommée et preuve testimoniale.* Différence. XXI, 182.

II. La preuve par commune renommée est-elle de *droit commun*? V, 11.

III. *Epoux survivant* qui ne fait pas inventaire. Est soumis à cette preuve. XXI, 182-184.

IV. *Mari.* Quand il est soumis à la preuve par la commune renommée.

1. Sous le régime de communauté légale (art. 1415). XXI, 465.

2. Sous le régime de la communauté d'acquêts et de la clause de réalisation quand il ne fait pas inventaire. XXIII, 183, 184, 219.

V. *Quid du père administrateur et du tuteur* qui ne font pas inventaire? IV, 307; V, 11.

VI. *Quid de l'usufruitier*? VI, 503.

VII. *Preuve des droits de la femme* garantis par l'hypothèque légale. Peut-elle se faire par la commune renommée? XXX, 414.

COMMUNISME.

I. C'est l'idéal de *Platon*. VI, 87; des *Pères de l'Eglise*. VI, 89; des *ordres monastiques*. VI, 90; des penseurs *chrétiens*, même des *jurisconsultes*, tels que Domat. VIII, p. 539, suiv.; et des *philosophes* élevés dans le *catholicisme*, tels que Montesquieu. VI, 92. Voir le mot *Egalité*.

COMMUNISTES.

I. *Droits et obligations.* Voir le mot *Communauté de fait*.

II. Ne peuvent *prescrire* qu'après intervention de leur titre. XXXII, 290-292.

COMOURANTS (SUCCESSION).

I. Comment se détermine la survie en cas de comourants? VIII, 514-525.

COMPENSATION.

A. DE LA COMPENSATION QUI SE FAIT DE PLEIN DROIT (LÉGALE).

I. *Notions générales.*

1. Définition et motifs. XVIII, 379, 380.
2. Elle a lieu de *plein droit*. XVIII, 381-384.
3. Comment se fait l'imputation? XVIII, 385.
4. Quand doit-elle être opposée? XVIII, 386.

II. *Conditions.* Principe. XVIII, 388.

1. *Dettes fongibles*. XVIII, 389-396.
2. *Dettes liquides*. XVIII, 397.
 - a. L'existence de la dette doit être certaine. XVIII, 398-403.
 - b. Montant de la dette. XVIII, 403.
 - c. Suffit-il que la liquidation de la dette soit facile? XVIII, 404.
 - d. Créances des médecins, avocats, notaires; des frais de justice, XVIII, 405.
 - e. Fruits sujets à restitution en argent. XVIII, 406.
3. *Dettes exigibles*. XVIII, 407.
 - a. Dettes naturelles. XVIII, 408, et XVII, 27.
 - b. Dettes prescrites. XVIII, 409.
 - c. Dettes conditionnelles. XVIII, 410.
 - d. Dettes à terme. XVIII, 411. Délai de grâce XVIII, 412. Déchéance du terme par la faillite. XVIII, 413. Déconfiture. XVIII, 414. Déchéance du terme pour diminution de garanties. XVIII, 415.
 - e. Condition résolutoire. XVIII, 416.
 - f. Créances annulables. XVIII, 417.
 - g. Rentes. XVIII, 417.
4. *Dettes personnelles aux deux parties*. XVIII, 419, 420.
 - a. Adjudicataire de meubles. XVIII, 435.
 - b. Cautlon. XVIII, 423, 424, 427.
 - c. Cessionnaire. XVIII, 428.
 - d. Créancier solidaire. XVII, 268.
 - e. Débiteur solidaire. XVIII, 426.
 - f. Distraction de dépens. XVIII, 436.
 - g. Epoux et communauté. XVIII, 431.
 - h. Mandataire. XVIII, 421.
 - i. Mari administrateur, usufruitier. XVIII, 422.
 - j. Partage déclaratif (art. 883 et 1220). XI, 52
 - k. Saisie. XVIII, 430.
 - l. Société. XVIII, 430, *in*.
 - m. Succession. XVIII, 432-434; XI, 48.
 - n. Tuteur. XVIII, 421.
5. *Dettes compensables*. XVIII, 437-443.
6. *Cas dans lesquels la compensation n'a pas lieu*.
 - a. Dette de restitution. XVIII, 444, 445.
 - b. Dépôt et prêt. XVIII, 446-447.

c. Aliments. XVIII, 448-450.

d. Dettes commerciales. XVIII, 451.

e. Succession bénéficiaire. XVIII, 452.

f. Créances de l'Etat. XVIII, 453-455.

g. Renonciation à la compensation. XVIII, 456.

III. Effets de la compensation. XVIII, 457-460.

1. Les règles sur l'imputation sont-elles applicables à la compensation. XVII, 628.

IV. Renonciation aux effets de la compensation. XVII, 461, 462.

1. Cas de l'article 1299. XVIII, 463-465.

2. Cas de l'article 1305. XVIII, 466, 467.

B. COMPENSATION FACULTATIVE. XVIII, 468, 469.

I. Application.

1. Rentes. XVIII, 470.

2. Pensions alimentaires. XVIII, 471.

3. Dettes non liquides. XVIII, 472.

C. COMPENSATION JUDICIAIRE.

1. Qu'entend-on par *demandes reconventionnelles*? XVIII, 473-477

2. Conditions de la reconvention. XVIII, 478-483.

COMPENSATION (DIVORCE).

I. En quel sens il y a lieu à compensation dans une demande en divorce. III, 213, 214.

COMPROMIS.

I. *Compromis et transaction*. Différence. XVIII, 530.

II. *Femme mariée*. Le juge peut-il l'autoriser à compromettre? III, 457.

III. *Interruption de la prescription* par le compromis. XXXII, 118.

IV. *Mineur*. Le compromis fait par un mineur peut-il être attaqué par la partie capable? XVIII, 534.

V. Le père administrateur légal ne peut compromettre. IV, 316.

VI. Le tuteur ne peut compromettre. V, 100.

COMPTABLES.

Les *comptables* de l'Etat, des provinces, communes et établissements publics sont frappés d'une *hypothèque légaie*. XXX, 416-422.

COMPTE.

I. *Arrêté de compte*. Est-il soumis aux formalités de l'article 1326? XIX, 248.

II. Qui est tenu de rendre compte? *Tout administrateur des biens d'autrui*.

1. L'administrateur provisoire de la personne dont l'interdiction est demandée. V, 274.

2. Le curateur à une succession vacante. X, 306, 307.

3. L'exécuteur testamentaire. XIV, 385-388.

4. L'héritier bénéficiaire. X, 174-185.

5. Le mandataire. XXVII, 495-526. Voir le mot *Mandat*, C, IV.

6. Le père administrateur légal. IV, 317-319.

7. Le tuteur. V, 121-149. Voir le mot *Tutelle*, G.

III. Rectification de compte. Durée de la prescription. XIX, 34

COMPTE COURANT.

I. *Intérêts*. L'article 1153 est-il applicable aux comptes courants? XVI, 334.

II. *Intérêts des intérêts*. L'article 1154 est-il applicable? XVI, 349.

III. *Imputation*. Les règles sur l'imputation légale sont-elles applicables aux comptes courants? XVII, 629.

IV. *Novation*.

1. Y a-t-il novation quand la dette est comprise dans un compte courant? XVIII, 283.

2. Novation par substitution d'un nouveau débiteur. Application aux comptes courants. XVIII, 306.

V. *Prescription*. Les intérêts du solde d'un compte courant ne se prescrivent pas par cinq ans. XII, 472.

CONCEPTION.

I. *Epoque de la conception*.

1. Comment on la détermine. III, 331.

2. Conséquences.

a. Filiation légitime. III, 503, 579, 586.

b. Filiation naturelle. La reconnaissance remonte au jour de la naissance et, partant, à celui de la conception. IV, 84.

c. La légitimation ne remonte pas à la conception. IV, 187.

II. *Présomption*. *Concepius pro nato habetur*. VIII, 536.

1. S'applique :

a. A la capacité de recevoir à titre gratuit. XI, 158-160.

b. Au droit de nationalité. I, 327. 333.

c. A la reconnaissance de l'enfant naturel. IV, 42.

d. Au droit de succéder. VIII, 536.

2. S'applique-t-elle,

a. En cas d'adoption? IV, 198.

b. En cas de la *quotité disponible*, lorsque l'époux laisse des enfants d'un premier lit? XV, 385.

c. En cas de révocation des donations pour survenance d'enfant? XIII, 57.

CONCESSIONS.

I. En matière de *cours d'eau*. Voir le mot *Rivières*. *Pouvoir réglementaire*, B.

II. Concession de *lais et relais*, d'*atterrissements* des fleuves et de *marais*. VI, 52. Voir le mot *Schoores*.

III. *Concessionnaires de travaux publics*.

1. *Responsabilité* en vertu des articles 1382 et 1383. XX, 443.

2. A titre de *commettants*. XX, 596-604.

IV. *Constructions* faites par les concessionnaires. Sont-elles meubles ou immeubles? V, 418.

- V. *Propriété des voies concédées*. A qui appartiennent-elles? Quels sont les droits des concessionnaires? Ont-ils un droit de propriété? VI, 29-35.

CONCILIATION (CITATION EN).

- I. *Aveu judiciaire*. L'aveu fait devant le juge de paix est-il un aveu judiciaire? XX, 162.
- II. *Commencement de preuve par écrit*. Résulte-t-il d'un aveu consigné dans un *procès-verbal de non-conciliation*? XIX, 512.
- III. *Prescription*.
 1. La citation en conciliation interrompt la prescription. XXXII, 102-105.
 2. Faut-il le préliminaire de conciliation pour que la citation en justice interrompe la prescription? XXXII, 95.
- IV. *Reconnaissance d'enfant naturel*. Peut-elle se faire devant le juge de paix siégeant en conciliation? IV, 48.

CONCORDAT.

- I. *Cautionnement d'un failli concordataire*. Effet. XXVIII, 172.
- II. Concordat obtenu par la *femme commerçante* ou par le *mari commerçant* sous le régime de *communauté*. XXII, 71, 72.
- III. *Obligation naturelle*. Le failli concordataire a-t-il l'obligation naturelle de payer la partie des dettes qui lui a été remise? XVII, 21, 22.
- IV. La *remise* faite par concordat éteint-elle le cautionnement? XVI, 285-288.

CONCUBINAGE.

- I. *Cause illicite ou licite*.
 1. Toute convention ayant pour objet le concubinage est sur cause illicite XVI, 153.
 2. La convention entre concubins est valable quand elle a pour objet la réparation d'un fait dommageable. XVI, 154, 155. Voir le mot *Promesse de mariage*.
- II. *Libéralités* entre concubins sont permises. XI, 136.
- III. Le concubinage forme-t-il une *société civile* ou une *communauté de fait* entre concubins? XXVI, 450.

CONCURRENCE.

- I. *Liberté de l'industrie*. Voir ce mot.
- II. *Quasi-délit*.
 1. Quand la concurrence constitue-t-elle un quasi délit? XX, 494
 2. Dénigrement d'une industrie rivale. XX, 500.

CONDAMNATIONS PÉNALES (INCAPACITÉ).

- I. Influence sur la capacité juridique. I, 401-404; V, 246.

CONDITION.

- I. *Dans les contrats*.
 1. Définition. XVII, 35, 36.
 2. Divisions.
 - a. *Condition usuelle, potestative et mixte*. XVII, 51-54. Voir le mot *Condition potestative*.

b. Condition *illicite* et *impossible*. XVII, 39-50. Voir les mots *Condition illicite* et *Condition impossible*.

c. Condition *positive* et *négative*. XVII, 67.

d. Condition *résolutoire* et condition *suspensive*. Voir ces mots.

e. Conditions *tacites*. Y a-t-il des conditions *tacites*? XVII, 37 et 38. Voir ce mot.

3. Comment les conditions doivent-elles être *accomplies*? XVII, 68-77.

4. *Rétroactivité* des conditions. Effet de la *rétroactivité* quant aux actes d'administration, de disposition et de jouissance. XVII, 78-86. Voir les mots *Condition résolutoire* et *Condition suspensive*.

II. Communauté.

1. Peut-elle être stipulée sous condition? XXI, 207.

2. Le bien dont l'époux est propriétaire conditionnel lui reste propre, si la condition s'accomplit pendant la durée de la communauté. XXI, 290.

III. Donations.

1. Peuvent-elles être faites sous condition potestative mixte? XII, 409-412.

2. Les donations peuvent-elles être faites sous condition *suspensive résolutoire*? XII, 430, 431, 433.

3. De la condition de *payer les dettes du donataire*. XII, 434-439.

4. Donation avec *réserve de disposer*. XII, 440-445.

5. Donation avec *réserve d'usufruit*. XII, 446-448.

6. Donation de biens *à venir*. XII, 413-417.

7. Donation *payable au décès du donateur*. XII, 418-422.

8. Donation *sur les biens que le donateur laissera à son décès*. XII, 423-429.

9. Du *retour conventionnel*. Voir ce mot.

IV. Legs.

1. Quand le legs est-il conditionnel? XIII, 533-536.

2. Effet du legs conditionnel. XIII, 537-542.

3. Charge et condition. XIII, 546.

V. *Servitude*. Peut-on stipuler une servitude pour un fonds que l'on se propose d'acquérir? VIII, 171.

CONDITION ILLICITE.

I. Cause *illicite* et *condition illicite*. Différence. XVII, 39.

II. Quand la *condition* est-elle *illicite*? XVII, 43. Jurisprudence. XVII, 44-47.

1. La condition de ne pas faire une chose *illicite* est *immorale*. XVII, 48.

2. Le débiteur ne peut s'obliger pour le cas où il ferait une chose *illicite*. XVII, 49.

III. Donations et testaments.

1. Quelles conditions sont *illicites*? XI, 439, 440. Voir les mots *Bonnes mœurs*, *Liberté*, *Ordre public*.

2. Les conditions *illicites* sont réputées non écrites. Voir le mot *Conditions réputées non écrites*.

3. *Quid* si une condition *illicite* est ajoutée à un acte qui est tout ensemble à *titre onéreux* et à *titre gratuit*? XI, 50.

4. *Quid* si la libéralité est au fond un *contrat commutatif*? XI, 433.

CONDITION IMPOSSIBLE.

- I. Quand la condition est-elle impossible et quel en est l'effet? XVII, 39-42.
- II. De la condition de *ne pas faire une chose impossible*. XVII, 48.
- III. Quel est l'effet des *conditions impossibles* dans les *donations et legs*? XI, 433-458.

CONDITION POTESTATIVE.

1. Condition *potestative* opposée à la condition *cassuelle*. XVII, 52.
2. Condition *purement potestative* de l'article 1174. XVII, 56, 57.
3. La condition *purement potestative* de la part du *débiteur* vicie *toutes les conventions*. Jurisprudence. XVII, 58-64.
4. La condition potestative de l'article 1170 peut être ajoutée aux *contrats à titre onéreux*; tandis qu'elle vicie les *donations*. XII, 409-412.
5. On peut stipuler une *hypothèque* pour une *dette future*, telle que l'*ouverture d'un crédit*. XXX, 527-537.
6. Peut-on stipuler une *servitude* pour un *fonds* que l'on acquerra? VIII, 171.

CONDITIONS RÉPUTÉES NON ÉCRITES.

- I. Motifs et caractère du principe de l'article 900. XI, 427-430.
 1. *Critique* du principe en ce qui concerne les dispositions d'*intérêt privé*. XI, 431.
 - a. Le principe est-il absolu? XI, 432-434.
 2. *Justification* du principe en ce qui concerne les libéralités faites aux *établissements publics*. XI, 263.
 - a. L'*Église* l'a appliqué dans le temps de sa toute-puissance. XI, 264.
 - b. Le disposant peut-il subordonner l'existence de la disposition à l'exécution de la condition? XI, 263-268, 434.
- II. Conditions *contraires aux lois*. XI, 439. Loi de 1791. XI, 440.
 1. *Liberté*. XI, 441-448.
 2. *Ordre public*. XI, 446-452.
 3. *Intérêt public et intérêt privé*.
 - a. *Clauses* concernant les biens. XI, 453-459.
 - b. *Défense d'aliéner*. XI, 460-470.
 - c. *Défense de saisir*. XI, 471-473.
 - d. *Défense d'attaquer le testament*. XI, 474-490. Voir le mot *Testament*, A, I, 4.
- III. Conditions *contraires aux bonnes mœurs*, XI, 491-493.
 1. Conditions concernant le mariage. XI, 494-502.
 2. Condition de se faire ou de ne pas se faire *prêtre ou moine*. XI, 503-505.
- IV. Conditions *impossibles*. XI, 435-438.
 - V. De la *cause* en matière de *testament*. XI, 506-511.

CONDITIONS RÉPUTÉES NON ÉCRITES EN MATIÈRE DE LIBÉRALITÉS FAITES A DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

1. *Bienfaisance*. Administration spéciale. Fondation perpétuelle. XI, 272.

II. *Bureau de bienfaisance*. Peut-il y avoir un autre distributeur des aumônes léguées ? XI, 273.

III. *Hospices*.

1. Clauses concernant l'administration. XI, 278.
2. Clauses concernant l'organisation et l'intervention du clergé. XI, 277.
3. Conditions d'admission. Jurisprudence française. Jurisprudence administrative. XI, 275, 276.
4. Hospices particuliers n'ayant pas d'existence légale ne peuvent recevoir. XI, 274.

IV. *Fabriques*.

1. Conditions au profit de corporations religieuses. XI, 279.
2. Conditions contraires à l'égalité. XI, 280.

V. *Instruction*. Condition que l'instruction sera donnée par les petits frères, avec clause de révocation en cas d'inexécution de la condition XI, 269-271.

CONDITION RÉSOLUTOIRE EXPRESSE.

A. OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES.

Voir les mots *Pacte commissaire* et *Résolution des contrats*.

I. Quand la condition est-elle résolutoire ? XVII, 33

II. Effet de la condition résolutoire *quand elle est en suspens*.

1. Droits du débiteur conditionnel. XVII, 103-108.
2. Droits du créancier conditionnel. XVII, 109.
3. Risques. Qui les supporte ? XVII, 110, 111.

III. Effets de la condition résolutoire, *quand elle définit*. XVII, 112.

IV. Effet de la condition résolutoire, *quand elle se réalise*.

1. Le contrat est résolu avec rétroactivité et de plein droit. XVII, 113 (1) -115.
2. Effet de la résolution entre les *parties*. XVII, 116.
 - a. Des actes de disposition faits par l'acquéreur. XVII, 81, 117.
 - b. *Chose jugée*. Les jugements où figure l'acquéreur sous condition résolutoire font-ils chose jugée à l'égard du propriétaire ? XX, 123.
3. Effet de la *résolution* à l'égard des *tiers*. VI, 103 ; XVII, 118, 119.
4. *Quid* des actes d'*administration* faits par l'acquéreur ? XVII, 83.
5. *Quid* des *fruits* perçus par l'acquéreur ? XVII, 83.
6. *Quid* des *servitudes* acquises par l'acquéreur ? Profitent-elles au propriétaire ? VIII, 170.
7. L'article 1183 s'applique-t-il à toute espèce de contrats ? XVII, 121.

B. RETOUR CONVENTIONNEL (DONATIONS).

Voir ce mot.

(4) T. XVII, p. 122, ligne 2 du n° 418 : au lieu de *résolution*, lisez *révocation*, et ligne 8 : au lieu de *révocation*, lisez *résolution*.

C. VENTE. PACTE DE RACHAT.

Voir le mot *Rachat*.

CONDITION RÉSOLUTOIRE TACITE.

A. CONVENTIONS.

Voir le mot *Pacte commissaire*.

I. Dans quels *contrats* il y a lieu à la condition résolutoire tacite. XVII, 122, 123.

1. *Quid* en matière de *partage*? X, 460.

2. Quelles sont les *conditions requises* pour qu'il y ait lieu à résolution? XVII, 124-128.

3. Faut-il une *mise en demeure*? XVII, 132.

a. En matière de *louage*? XXV, 358.

b. En matière de *vente*. XXIV, 174.

II. La condition résolutoire *tacite* n'opère pas de *plein droit*.

1. Différence entre la condition *résolutoire tacite* et la condition *résolutoire expresse*. XVII, 129, 130. *Quid* dans les cas des articles 1637 et 1913? XVII, 131.

2. Le *juge* peut accorder un *délai* au débiteur. XVII, 133-135.

3. Le *créancier* a deux droits. De *l'option*. Quand le créancier y renonce. XVII, 136-139.

4. Droits des *tiers*. XVII, 140, 141.

5. *Qui* peut se *prévaloir* de la résolution? XVII, 142.

6. Les principes de la *condition résolutoire tacite* s'appliquent-ils à la *résolution volontaire*? XVII, 143.

III. *Effets* de la condition résolutoire tacite. XVII, 144.

1. *Rétroactivité*. XVII, 145, 146.

a. En matière de *vente*. XXIV, 333-337.

2. Effet à l'égard des *tiers*. XVII, 147-149.

a. En matière de *vente*. XXIV, 338-368.

3. *Durée* de l'*action* en résolution, expresse ou tacite. XVII, 150-153.

a. L'article 1304 n'est pas applicable. XIX, 29.

4. *Actes d'administration* et *fruits*. XVII, 153-154.

5. *Dommages-intérêts*. XVII, 155.

IV. *Donations*.

1. Révocation pour inexécution des charges. XII, 487-520.

2. Révocation pour survenance d'enfant. XIII, 53-55.

V. *Louage*.

1. Quand y a-t-il lieu à résolution par l'effet de la condition résolutoire tacite? XXV, 354-360.

2. Pouvoir d'appréciation du *juge*. XXV, 361.

a. Il peut ne pas résoudre le bail d'après les circonstances. XXV, 362.

b. Il a un pouvoir discrétionnaire si la résolution est demandée pour abus de jouissance. XXV, 264-265, ou pour changement de destination. XXV, 268.

VI. *Vente.*

1. Quand y a-t-il lieu à l'action en résolution pour défaut de paiement du prix ? XXIV, 336-338, 341, 342.
2. *Quid* si le prix consiste en une rente viagère ou perpétuelle ? XXIV, 339, 340.
3. *Pacte comissoire*. XXIV, 343-352. Voir ce mot.
4. *Effet* de la résolution.
 - a. Entre les parties. (XXIV, 353-357.)
 - b. A l'égard des tiers, dans les ventes immobilières. XXIV, 358-364, et dans les ventes mobilières. XXIV, 365-368.

B. DE L'ACTION EN RÉOLUTION POUR DÉFAUT DE PAYEMENT DU PRIX.

I. *Cessionnaire.*

1. A-t-il droit à l'action en résolution ? XXIV, 533.
2. *Quid* du subrogé ? XVIII, 111.

II. L'action en résolution tombe-t-elle dans la communauté ? XXI, 295. Voir le mot *Résolution des contrats*.

CONDITION SUSPENSIVE.

- I. Il n'y a qu'une condition, la condition suspensive. La condition résolutoire implique une condition suspensive. XVII, 32-33.
- II. Effet de la condition quand elle est *en suspens* : suspend-elle l'existence de l'obligation ? XVII, 87.
 1. Droits du créancier conditionnel, XVII, 88-90.
 2. Droits du débiteur conditionnel. XVII, 91-93.
 3. Qui supporte les risques ? XVII, 96-99.
- III. Effet de la condition quand elle *défaillit*. XVII, 100.
- IV. Effets de la condition quand elle *se réalise*. XVII, 101, 102.
 1. Elle *rétroagit*. XVII, 79, 80.
 - a. Quant à la translation de la propriété. XVII, 81.
 - b. *Quid* des actes d'administration ? XVII, 83, et des fruits ? XVII, 84.

CONDITION TACITE.

- I. Y a-t-il des conditions tacites ? XIII, 545 ; XVII, 37, 38.
- II. Conditions tacites présumées par les auteurs. I, 339.

CONFIRMATION.

- I. *Confirmation et acte confirmatif. Ratification. Novation*. XVIII, 558-563.
- II. Quelles obligations peuvent être confirmées.
 1. Les obligations *inexistantes* ne peuvent pas être confirmées. Preuve par les travaux préparatoires et le changement de rédaction du code civil. XVIII, 561-568. Ne peuvent être confirmées les obligations
 - a. Sur cause illicite ou défaut de cause. XVIII, 572-574.
 - b. Quand il y a défaut de consentement. XVIII, 570, 571.
 - c. Les dettes naturelles. XVII, 31 ; XVIII, 569.
 - d. Les pactes successores. XVIII, 575-577.
 - e. Quand il y a un vice de forme dans les contrats solennels. Donations. Explication de l'article 1339. XVIII, 585-590.

- f. *Quid* des vices de forme dans les contrats non solennels? XVIII, 578-584.
- g. L'article 1339 s'applique-t-il aux autres contrats solennels? XVIII, 591. L'*adoption*? IV, 226. Le *contrat de mariage*? XXI, 46. L'*hypothèque*. XXX, 447. Le *mariage*? II, 499, 481, 483, 463-466, 468-470. La *reconnaissance d'un enfant naturel*? IV, 59, 71. Le *testament*? XIII, 459-476.
- h. De l'article 1340. XVIII, 592, 593, 596-598. S'applique-t-il aux autres contrats solennels? XVIII, 594.
- i. *Toute nullité* peut-elle être convertie par la confirmation? *Quid* des nullités d'*ordre public*? XVIII, 599-604.
- III. *Conditions* requises pour la validité de la confirmation, considérée comme *acte juridique*. XVIII, 605-611.
- IV. Confirmation *expresse*.
 - 1. Y a-t-il des conditions de *forme*? XVIII, 613.
 - 2. Conditions requises pour la validité de l'*acte confirmatif*. XVIII, 614-619.
- V. Confirmation *tacite*.
 - 1. Quand y a-t-il confirmation tacite? XVIII, 620.
 - 2. Confirmation par l'exécution volontaire de la convention. XVIII, 621-638.
 - 3. Prescription de dix ans. Voir le mot *Action en nullité*, D.
- VI. *Femme mariée*. Confirmation des actes qu'elle fait sans autorisation.
 - 1. Par la femme. III, 163.
 - 2. Par le mari. III, 166-169.
- VII. *Héritiers du donateur*. Peuvent confirmer la donation nulle en la forme. La confirmation est régie par le droit commun. XVIII, 644-646.
- VIII. *Mineur*. Confirmation tacite. Jurisprudence. XVIII, 639-643.
- IX. *Partage d'ascendant*. La confirmation se fait d'après le droit commun. XVIII, 647.
- X. *Preuve* de la confirmation. XVIII, 648-652.
 - 1. *Acte confirmatif*. XVIII, 614-619.
- XI. *Effet* de la confirmation.
 - 1. Entre les *parties*. XVIII, 653-656.
 - 2. A l'égard des *tiers*. XVIII, 657-659.
 - a. Faut-il distinguer entre les nullités absolues et les nullités relatives? XVIII, 660-663.
 - b. Faut-il distinguer entre les *aliénations* et les *hypothèques*? XVIII, 664-668.
 - 3. *Rétroactivité* de la confirmation appliquée à la communauté. XXI, 296-298.

CONFRÉRIES RELIGIEUSES.

- I. Peuvent-elles recevoir des libéralités? XI, 250

CONFUSION (DROITS RÉELS).

- I. Les *droits réels* s'éteignent par confusion quand il devient impossible de les exercer par suite d'hérédité. XXIIV, p. 566; n° 571.

II. Les droits *rennaissent* quand cette impossibilité cesse. XXXI, 314-316. .

III. *Servitudes*.

1. Application de ces principes aux servitudes. VIII, 299-303.

2. Explication de l'article 694. VII, 184-189.

CONFUSION (OBLIGATIONS).

I. *Caractère particulier* de la confusion et conséquences qui en résultent. XVIII, 484-490.

II. *Conditions* requises pour qu'il y ait confusion. XVIII, 491-499.

III. Des cas dans lesquels il y a confusion. XVIII, 500-504.

IV. *Effets* de la confusion. XVIII, 505-507.

V. Les effets de la confusion cessent :

1. En cas d'acceptation bénéficiaire. X, 75.

2. *Quid* en cas de séparation de patrimoines ? X, 1, 3-9 et 76.

3. Les effets cessent en cas de vente de l'hérédité. XVIII, 507 et XXIV, 571.

VI. Le cautionnement s'éteint par la confusion. XVIII, 501-503; XXVIII, 291.

VII. *Indignité*. Les droits que l'indigne avait avant l'ouverture de l'hérédité s'éteignent-ils par confusion et revivent-ils lorsque l'indigne est exclu de la succession ? IX, 26 ; XVIII, 506.

VIII. *Solidarité*. Extinction partielle de la solidarité par la confusion. XVII, 336, 337 ; XVIII, 504.

CONGÉ (LOUAGE).

I. *Louage de choses*.

1. Durée du bail. Le bail fait sans terme fixe cesse par un congé. XXV, 313, 314, 323, 324.

2. *Congé, quid ?* Forme, délai. XXV, 326-330.

3. Du congé donné pour empêcher la facile réconduction. XXV, 339-342.

4. *Quid* si l'une des parties donne congé d'un bail de trois, six ou neuf ans, quand le congé est donné après la première ou la deuxième période ? XXV, 350.

5. Quand le bail n'a pas date certaine, l'acquéreur peut expulser le preneur sans donner congé. XXV, 389.

6. L'acquéreur doit signifier un congé au preneur qu'il expulse en vertu du bail. XXV, 396 bis.

7. Le propriétaire qui vient occuper la maison en vertu d'une clause du bail, doit signifier un congé. XXV, 434.

II. *Louage des ouvriers et domestiques*. Faut-il un congé ? *Quid* si le louage est fait pour une durée indéterminée ? XXV, 507-517.

CONGRÉGATIONS HOSPITALIÈRES.

I. Abolies, puis rétablies sous le consulat, avec une mission de bienfaisance, pour laquelle elles peuvent recevoir à titre gratuit. I, 297 ; XI, 218, 219.

II. Des congrégations que le gouvernement peut reconnaître. XI, 221-224.

III. *Enseignement*. Les congrégations hospitalières peuvent-elles établir des écoles et recevoir des libéralités avec cette destination ? XI, 218-220.

IV. *Incapacité des religieuses hospitalières* de disposer de leurs biens à titre gratuit. XI, 153.

1. *Legs fait à un établissement non reconnu.* Est nul, quand même l'établissement serait reconnu plus tard. XI, 192.
2. *Legs fait à une succursale non reconnue.* Est-il valable comme étant censé fait en faveur de la maison mère? XI, 195. Voir le mot *Personne civile*.

CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES.

Abolies, sauf les congrégations hospitalières. Voir le mot *Associations religieuses*.

CONJOINT SURVIVANT.

I. *Communauté.*

1. Le conjoint survivant doit faire inventaire. Voir le mot *Communauté (Dissolution)*.
- II. Le conjoint survivant est *successeur irrégulier*. Pourquoi le code ne l'a pas placé parmi les successeurs réguliers? IX, 134-137.
- III. *Veuve*. Ses droits. Voir le mot *Veuve*.

CONQUÊTS IMMEUBLES.

- I. Font partie de l'*actif* de la communauté légale. Voir le mot *Communauté (Actif)*, A, III.
- II. L'hypothèque légale de la femme porte-t-elle sur les immeubles conquêts? XXX, 368-372.

CONSEIL (AVIS).

- I. Est-ce un *mandat*? XXVII, 357. Voir le mot *Recommandation*.
- II. Le *conseil* ou la *recommandation* peut-il être un quasi-délit? XX, 478-480; XXVII, 360, 361. Voir les mots *Avocat* et *Notaire*.

CONSEIL DE FAMILLE.

A. ORGANISATION.

I. *Composition du conseil.*

1. Nombre des membres et qualités requises. IV, 428, 429.
2. Juge de paix. IV, 430, 431.
3. Parents et allés. IV, 432-436.
 - a. Exceptions concernant les frères germains et les ascendants et ascendantes. IV, 437-440.
 - b. Exception en cas d'interdiction, V, 263 et 289.
4. Des amis. IV, 441.
5. Causes d'excuse, d'exclusion et de destitution. IV, 537-543.
6. Y a-t-il un conseil de famille pour les *enfants naturels*? IV, 415, 420.
- II. Du conseil de famille dans le cas de *demande d'interdiction*. V, 292
- III. *Formation du conseil.*
 1. *Domicile de la tutelle*. IV, 447-451.
 2. Pouvoir du juge de paix. IV, 444-446.
- IV. *Convocation du conseil*. Assistance obligatoire. Représentation. Ajournement et prorogation. IV, 452-458.

V. Délibération.

1. Où le conseil se réunit-il ? Majorité. Voix prépondérante du Juge de paix. Motifs. Homologation. IV, 459-464.
2. Les délibérations ont-elles l'autorité de chose jugée ? XX, 7.
3. Délibération du conseil en matière d'*hypothèque légale* du mineur. XXX, 286-289.

VI. Recours contre les délibérations.

1. Qui peut les attaquer ? IV, 465-468.
2. Recours au *fond*. IV, 469, 470.
 - a. Y a-t-il recours contre la délibération du conseil sur la demande d'interdiction ? V, 266.
3. Recours pour *vice de forme*.
 - a. Des formes *substantielles* sans lesquelles il n'y a point de conseil de famille. IV, 471-476.
 - b. Des formes non substantielles. IV, 477-486.
4. *Tiers*. Leur droit d'attaquer les délibérations du conseil. IV, 487-489.
5. Sur les délibérations du conseil concernant l'*hypothèque* du mineur, voir XXX, 290-296.

VII. Valeur des actes faits en vertu d'une délibération irrégulière. IV, 490-493.**VIII. Responsabilité des membres du conseil.** V, 181.**B. POUVOIRS DU CONSEIL DE FAMILLE.****I. Émancipation.**

1. Conférée par le conseil de famille. V, 205-207.
2. Le conseil nomme le curateur. V, 210.

II. Filiation. Tuteur ad hoc. Est-ce le conseil de famille qui le nomme ? III, 453.**III. Interdiction.**

1. Nomination du tuteur. IV, 287, 291.
2. Règlement de la dot des enfants de l'interdit. IV, 297-299.

IV. Mariage.

1. Consentement. IV, 343, 344.
2. Opposition au mariage. II, 383.
3. Le conseil peut-il demander la nullité du mariage. II, 459, 461, 463, 491.
4. Tuteur *ad hoc* donné à l'*enfant naturel* pour le *consentement* au mariage. Est-ce le conseil de famille qui le nomme ? II, 420.

V. Puissance paternelle. Y a-t-il un conseil de famille pour l'administration légale du père ? IV, 302.**VI. Tutelle.**

1. Le conseil nomme le subrogé tuteur. IV, 421.
2. Quand nomme-t-il le tuteur ? IV, 406 et 407, et un protuteur ? IV, 409, 410.
3. Le conseil statue :
 - a. Sur les excuses. IV, 511, 512.
 - b. Sur les causes d'incapacité. IV, 518.

103 CONSEIL (FAIBLESSE D'ESPRIT, ETC.). — CONSEIL JUDICIAIRE

- c. Sur la destitution du tuteur. IV, 527, 533.
4. Le conseil dirige-t-il l'éducation du mineur? V, 2.
5. Le conseil *spécialise l'hypothèque légale* du mineur. V, 7; XXX, 282-285.
6. Le conseil peut autoriser le tuteur à conserver les meubles du pupille. V, 15, 17.
7. Le conseil règle :
 - a. Le montant de la dépense du mineur. V, 23, 24.
 - b. Les dépenses d'administration. V, 25.
 - c. La capitalisation des intérêts. V, 28.
 - d. Il peut exiger des états de situation. V, 36, 121.
8. Quand le conseil peut limiter le pouvoir d'administration du tuteur. V, 52, 53.
9. Actes pour lesquels le tuteur a besoin d'une autorisation du conseil de famille. V, 69-96.
 - a. Le conseil peut-il confirmer une vente irrégulière des biens du mineur? XVIII, 626.

CONSEIL (FAIBLESSE D'ESPRIT ET PRODIGALITÉ).

Voir le mot *Conseil judiciaire*.

CONSEIL D'ÉTAT.

- I. De la part qu'avait le conseil d'État dans la préparation des lois, sous la constitution de l'an VIII. (I, Introduction, 15.)
- II. Discussion du projet de code civil au conseil d'État. Conférences avec le Tribunal, après le sénatus-consulte du 16 thermidor an X. *Ibid.*, I, 16 et 17.
- III. Quelle est la valeur des discussions du conseil d'État pour l'interprétation du code Napoléon? I, 275.
- IV. La discussion est sans autorité aucune quand elle est en opposition avec le texte du code. III, 89; IV, 13; XVII, 571.
- V. Remarque de Dupin sur les paroles échangées au conseil d'État. II, p. 384.
- VI. Obscurité des discussions telles qu'elles sont rapportées par Locré. IX, 391; XXI, 248, 376.
 1. La discussion est parfois invoquée par les partisans des deux opinions contraires. XV, 350.
 2. Erreurs commises par les orateurs du conseil. I, 27; IX, 155; XII, 14.
 3. Étrange discussion sur le prêt. XXVI, 485.
 4. Légèreté incroyable de Treilhard et de tout le conseil au sujet des droits de succession du conjoint survivant. IX, 154-157. Comparez la Préface de mon *Cours élémentaire de droit civil*, p. 25.

CONSEIL JUDICIAIRE.

- I. Causes pour lesquelles il y a lieu à la nomination d'un conseil judiciaire. V, 337-341.
 1. La nomination d'un conseil judiciaire est d'ordre public. V, 336.

II. Nomination du conseil.

1. Qui peut demander la nomination d'un conseil ? V, 342-344.
2. Contre qui la demande est-elle formée ? III, 132 ; V, 343, 346.
3. Procédure et nomination. V, 347-350.

III. Fonctions du conseil judiciaire et responsabilité. V, 351-355.

IV. Effets de la renonciation du conseil judiciaire en ce qui concerne les époux. V, 356, 357.

V. Incapacité des personnes pourvues d'un conseil.

1. En quel sens les prodigues et les faibles d'esprit sont incapables, et à partir de quel moment ? V, 358, 359.
 2. Actes qu'ils ne peuvent faire qu'avec l'assistance d'un conseil.
 - a. Aliéner. V, 364.
 - b. Capital mobilier, le recevoir et en faire emploi. V, 368.
 - c. Conventions matrimoniales. V, 363, et XX, 40-42.
 - d. Donations et testaments. XI, 111-113. Donations par contrat de mariage, V, 366.
 - e. Emprunter. V, 367.
 - f. Plaider, acquiescer, se désister, former un recours quelconque. V, 360-362.
 - g. Transiger et compromettre. V, 363.
 3. Actes qu'ils peuvent faire sans assistance de leur conseil.
 - a. Ils sont capables quant à leur personne, notamment ils peuvent se marier. V, 369.
Peuvent-ils reconnaître un enfant naturel ? IV, 37.
Ils peuvent être tuteurs. IV, 513.
 - b. Biens. Ils sont capables d'administrer. V, 370.
D'accepter une donation. XII, 252, et une succession. IX, 287.
De demander le partage. X, 348.
 - c. Et de s'obliger pour les besoins de leur administration. V, 371, 372.
 4. Les prodigues et les simples d'esprit ne sont pas assimilés aux incapables.
 - a. Ils n'ont pas d'hypothèque légale. XXX, 270.
 - b. Le mandat prend-il fin par la nomination d'un conseil ? XXVIII, 91.
 - c. La prescription court contre eux. XXXII, 53.
 - d. La société prend-elle fin par la nomination d'un conseil ? XXVI, 383.
 5. Effet des actes passés par les faibles d'esprit et les prodigues après la nomination du conseil. V, 373 et 374.
 - a. Confirmation de ces actes, XVIII, 603.
 - b. Prescription de l'action en nullité. XIX, 49.
 6. Effet des actes antérieurs au jugement. V, 375, 376.
- VI. Mainlevée du jugement. V, 377-379.**
- VII. Les conseils judiciaires ne sont pas frappés des incapacités prononcées contre les tuteurs.**
1. Ils peuvent acheter les biens des faibles d'esprit et des prodigues. XXIV, 40.
 2. L'incapacité de recevoir n'existe pas à leur égard. Comparez XI, 333.

CONSEIL (TUTELLE).

1. Le père peut donner un conseil à la mère tutrice. IV, 377-383.

CONSENTEMENT.**A. CARACTÈRES CONSTITUTIFS DU CONSENTEMENT.****I. Qu'est-ce que consentir ?**

1. Offre ou sollicitation. XV, 468-471.

2. Acceptation de l'offre. Conditions requises. XV, 472-481. Voir le mot *Télégraphe*.

II. Qui doit consentir ? XV, 466, 467.

B. EXPRESSION DU CONSENTEMENT.**I. Dans les actes et contrats non solennels.**

1. Le consentement peut être exprès ou tacite. XV, 482.

2. Quand la loi exige un consentement *exprès* ou *formel*, elle exclut le consentement *tacite*.

a. *Cautionnement*. Doit être exprès. XXVIII, 153.

b. *Délégation* (novation). Doit être expresse. XVIII, 317.

c. *Rapport* (dispense de). Doit être expresse. X, 573-578.

d. *Réduction*. Cas de l'article 927. XII, 180.

e. *Remploi* au profit de la femme. L'acceptation doit être formelle. XXI, 374.

f. *Subrogation* par le créancier. XVIII, 24.

3. Le silence vaut-il consentement ? XIV, 58 ; XV, 482, 483. Voir le mot *Qui tacet consentire videtur*.

II. Dans les actes et contrats solennels, le consentement doit être exprimé dans la forme légale, comme condition d'existence du fait juridique. XV, 457.

1. Quels actes sont solennels ? Voir le mot *Actes authentiques*, A, 1.

C. VICES DU CONSENTEMENT. CAUSES QUI VICIENT LE CONSENTEMENT. XV, 484, 485.**I. Erreur. XV, 486.**

1. Quand *exclut*-elle le consentement ? XV, 484. Quand *vicie-t*-elle le consentement ? XV, 487. L'erreur doit-elle être reconnue ? XV, 502-504.

2. L'erreur sur la *chose*. Quand est-elle substantielle ? Jurisprudence. XV, 484 (1) -496.

3. Erreur sur la *personne*. XV, 497, 498.

4. Erreur sur le *motif*. Quand elle devient un vice du contrat. XV, 499-501.

5. Erreur de *droit*. Vicie-t-elle le consentement ? XV, 503-509.

6. *Effet* de l'erreur. XV, 510 (2).

II. *Violence*. Conditions requises pour que la violence vicie le consentement. XV, 511-521.

(1) T. XV, p. 562, ligne 22 : au lieu de *qu'ils*, lisez *qu'elles*.

(2) T. XV, p. 585, ligne 3, n° 510 : au lieu de 4142, lisez 4147.

Dol.

1. Quand vicie-t-il le consentement? XV, 522-529.
2. Preuve du dol. XV, 530.
- IV. *Effet des vices.* XV, 510, 511, 523.
- V. Prescription de l'action en nullité. Voir le mot *Action en nullité*, D.
1. Quand commence-t-elle à courir en cas de vices de consentement? XIX, 51-56.

D. VICES DE CONSENTEMENT DANS LES DIVERS FAITS JURIDIQUES.

- I. *Acceptation de succession.* IX, 354-357.
- II. *Adoption.* IV, 228.
- III. *Dispositions à titre gratuit.* XI, 127-136.
- IV. *Legs.* Erreur. XV, 486, 487.
- V. *Mariage.* II, 289.
 1. Erreur, II, 290-298.
 2. Violence. II, 299-303.
- VI. *Partage.*
 1. Violence et dol. X, 468-470.
 2. Erreur. X, 471-474.
- VII. Reconnaissance d'enfant naturel. Erreur, dol, violence. IV, 62-64.
- VIII. Renonciation à une succession. IX, 469, 470.
- IX. *Transaction.*
 1. *Dol et violence.* XXVIII, 404.
 2. Erreur de droit. XXVIII, 405, 406.
 3. Erreur sur l'objet. XXVIII, 407.
 4. Erreur de calcul. XXVIII, 411.

CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES.

A. FONCTIONS DU CONSERVATEUR.

- I. Quelles sont ses fonctions? XXXI, 573-576.
- II. *Copies et certificats.* XXXI, 582-587.
- III. *Inscriptions et transcriptions.* XXXI, 578-584.
 1. Doit-il les faire *immédiatement*? XXIX, 143; XXXI, 38.
 2. *Inscription.* Peut-il prendre lui-même inscription? XXXI, 7.
 - a. Radiation. XXXI, 147, 208-221.
 - b. Renouvellement. XXXI, 105, 106, 114.
 3. *Inscription d'office.* XXX, 97-100.
 4. *Transcription.*
 - a. Le conservateur doit-il transcrire tous les actes dont on lui demande la transcription? XXIX, 151.
 - b. Il peut refuser de transcrire un acte analytique. XXIX, 138.
 - c. Doit-il faire la transcription immédiatement? XXXI, 143.

B. OBLIGATIONS.

- I. *Cautionnement.* XIX, 517.
- II. *Registres* que le conservateur doit tenir. XXXI, 588-591.

C. RESPONSABILITÉ.

- I. *responsabilité civile.* Règle générale. XXXI, 592-596.

1. En matière d'inscriptions. Conditions : 1^o Faute. XXXI, 597, 598.
 - a. État des inscriptions. XXXI, 599-602.
 - b. Radiation des inscriptions. XXXI, 603.
 - c. Quand le conservateur n'est-il pas en faute ? XXXI, 604, 605.
2. 2^o Préjudice. XXXI, 606-612.

II. Responsabilité pénale. XXXI, 613.

CONSERVATION (FRAIS DE).

Privilage des frais de conservation. XXIX, 454-470. Voir le mot *Privilèges sur certains meubles*, D.

CONSIGNATION.

- I. *Caisse des consignations*. Voir ce mot.
- II. *Offres réelles* suivies de *consignation*. Voir le mot *Offres réelles*.
- III. *Succession acceptée bénéficiairement*. Si l'héritier ne fournit pas de caution. X, 129.
- IV. *Succession vacante*. Le curateur doit verser les deniers dans la caisse des consignations. X, 201.
- V. *Purge*. Droit du tiers acquéreur de consigner les deniers ? XXXI, 558-562.

CONSOLIDATION. (USUFRUIT.)

- I. La consolidation est une confusion. Voir le mot *Confusion (Droits réels)*.
- II. En quel sens la consolidation éteint l'usufruit. Effet de l'extinction. VII, 57-59.

CONSTITUT POSSESSOIRE.

- I. Qu'entend-on par constitut possessoire ? XXIV, 166.
- II. Le constitut possessoire suffit-il pour qu'il y ait *possession réelle* dans le sens des articles 1141 et 2279 ? XVI, 367 ; XXIV, 166 ; XXXII, 558.

CONSTRUCTIONS.

A. NATURE DES CONSTRUCTIONS.

- I. Les constructions sont immeubles. V, 408. Voir le mot *Chemin de fer*.
 1. Sous quelle *condition* ? V, 411.
 2. *Quid* si elles n'ont pas été faites par le *propriétaire du sol* ? V, 412.
3. Les constructions sont-elles immeubles à l'égard de *tous les intéressés* ? V, 413.
4. Les constructions faites par un *superficiaire* sont immeubles. Pourquoi ? V, 414.
5. *Quid* des constructions faites par un *locataire* ? V, 415, 417.
 - a. Le locataire peut-il hypothéquer les constructions qu'il élève pendant la durée du *bail* ? XXX, 215, 216.
 - b. La vente faite par un locataire, propriétaire des constructions, est-elle immobilière au point de vue du droit fiscal ? V, 416.
6. Quelle est la nature des constructions faites *sur des terrains du domaine public*, avec ou sans concession ? V, 418.

F. PROPRIÉTÉ.

Constructions faites sur le terrain d'un tiers. Voir le mot *Accession*, C. IV.

I. *Tiers détenteur*. Constructions faites par le tiers détenteur. XXXI, 304, 309.

II. *Tuteur*. Le tuteur peut-il faire des constructions ? V, 62.

C. RÉGLEMENTS SUR LES CONSTRUCTIONS.

Voir le mot *Bâtiments*.

D. SERVITUDE LÉGALE.

I. De la *distance* et des *ouvrages* requis pour certaines constructions.

1. Des mesures prescrites dans l'intérêt général. VIII, 23, 26.

2. Des mesures prescrites dans l'intérêt privé. VIII, 27-31.

3. Application de ces principes aux *foassés* et *réparés*. VIII, 32-34.

CONSULS.

Voir le mot *Agents diplomatiques*.

CONTESTATION D'ÉTAT.

Voir les mots *Action en contestation d'état*, *Paternité* et *Filiation*.

CONTESTATION DE LÉGITIMITÉ.

Voir les mots *Paternité* et *Filiation*, C. III.

CONTESTATION DE LA RECONNAISSANCE D'UN ENFANT NATUREL.

I. Il y a lieu à contester la reconnaissance quand elle n'est pas sincère. IV, 72-83.

CONTRAINTÉ PAR CORPS.

I. *Abolition* de la contrainte par corps. Motifs. XXVIII, 431, 432, 434.

I. *Dispositions exceptionnelles* de la nouvelle loi. XXVIII, 433.

1. Il y a lieu à la contrainte par corps en cas de condamnation pour *délits* et *quasi délits*. XX, 549.

III. *Etrangers*.

1. L'étranger peut-il exercer la contrainte par corps ? I, 449.

2. L'étranger peut-il être contraint par corps ? I, 458.

IV. *Mode d'exécution*. Est-il réglé par la loi nouvelle ou par l'ancienne loi ? I, 229.

CONTRATS.

I. Contrat et obligation. Différence. XV, 425-426.

II. *Contrat* et *conventions*. XV, 427.

1. Toute *convention* engendre-t-elle une obligation ? XV, 430.

2. *Objet* des conventions. Le législateur laisse la plus grande liberté aux parties contractantes. XV, 429.

III. *Division* des contrats.

1. Contrats *bilatéraux* et *unilatéraux*. XV, 431, 434, 433.

2. Sont unilatéraux :
 - a. Le *commodat*. XXVI, 456.
 - b. Le *prêt*. XXVI, 485.
 - c. Le prêt à intérêt. XXVI, 512.
3. Les contrats unilatéraux peuvent-ils devenir bilatéraux en vertu de la volonté des parties contractantes? XV, 433.
 - a. *Cautionnement*. XXVIII, 127.
 - b. *Donation*. XII, 487.
 - c. *Mandat*. XXVII, 340.
 - d. *Application* (art. 1325). XIX, 222.
4. *Condition potestative* dans les *contrats bilatéraux* annule-t-elle tout le contrat? XVII, 64.
5. Les contrats bilatéraux donnent-ils le *droit de rétention* et une exception *non adimpleti contractus*? XXIX, 293, 296. Voir le mot *Rétention*.
6. Contrats *commutatifs* et *aléatoires*. XV, 436-439, et XXVII, 192.
7. Contrats de *bienfaisance* et à *titre onéreux*. XV, 440-442.
8. Contrats *nommés* et *innomés*. XV, 443 et 444.
9. Contrats *réels* et *consensuels*. XV, 445.
10. Contrats *solennels* et *non solennels*. Voir les mots *Actes authentiques*, I, et *Actes solennels*.
 - a. Contrats *non solennels*. Dérogation au code civil par la loi hypothécaire belge. *Bail*. XXV, 67. *Partage*. X, 301. *Vente*. XXIX, 124.
- IV. Conditions requises pour l'existence des contrats et pour leur *validité*. Voir le mot *Actes inexistants*.
- V. *Capacité* des parties contractantes. Voir le mot *Capacité*.
- VI. *Cause*. Défaut de cause. Cause illicite. Preuve de la cause. Voir le mot *Cause*.
- VII. *Consentement*. Voir ce mot et le mot *Actes inexistants*.
- VIII. *Créanciers*. Droits des créanciers. Voir le mot *Créanciers*, art. 1166, et le mot *Action paulienne*.
- IX. *Demeure*. Voir ce mot.
- X. *Domages-intérêts*. Voir ce mot.
- XI. *Effets des contrats*. Voir le mot *Contrat (Tiers)*.
- XII. *Faute*. Voir ce mot et le mot *Délits et quasi-délits*, A, IV.
- XIII. *Interprétation des conventions*. Voir ce mot.
- XIV. *Nullité et inexistance* des contrats. Voir les mots *Actes inexistants*, *Action en nullité*, D, et *Confirmation*.
- XV. *Objet* des conventions. Voir ce mot et le mot *Pacte successoire*.
- XVI. *Promesses et stipulations* pour un tiers. Voir le mot *Promesse et stipulations*, B.
- XVII. *Promesses et stipulations*; effet à l'égard des héritiers et ayants cause. Voir le mot *Promesses et stipulations*, A.
- XVIII. *Propriété*. Translation de la propriété par l'effet des conventions. Voir les mots *Propriété (Acquisition de la)* B; *Cession de créances*, B, et *Transcription*, A. B.

XXI. Rétroactivité. Dans quels cas s'applique le principe de la non-rétroactivité des lois?

1. Conditions de validité des contrats. I, 204-206.
2. Effets des contrats. I, 207-210.
 - a. Ball. I, 221-222.
 - b. Contrat de mariage. I, 211-216.
 - c. Contrats translatifs de propriété. I, 217-220.
 - d. Preuve et exécution. I, 227-230.
 - e. Résolution des contrats. I, 223-226

CONTRAT DE MARIAGE.

A. CONDITIONS REQUISES POUR L'EXISTENCE ET LA VALIDITÉ DU CONTRAT.

I. Capacité des parties contractantes.

1. Capacité de se marier.
 - a. En quel sens les parties doivent-elles être capables de se marier? XXI, 7-8.
 - b. Nullité du mariage. Effet sur les conventions matrimoniales. XXI, 9-11.
 - c. Confirmation du mariage. XXI, 12.
2. Capacité de contracter.
 - a. Sens de la maxime *Habitis ad nuptias, habitis ad nuptiarum consequentias*. XXI, 13-15.
 - b. De la prétendue *indivisibilité* du mariage et du contrat de mariage. XXI, 16-17.
3. Des mineurs.
 - a. Sous quelles conditions peuvent-ils faire un contrat de mariage? XXI, 20-26.
 - b. Quelles conventions le mineur assisté peut-il faire? notamment la femme quant à ses immeubles dotaux? XXI, 27 et 28.
 - c. *Quid* des conventions étrangères au mariage et insérées au contrat? XXI, 29.
 - d. Nullité des conventions consenties par le mineur. XXI, 30, 31. Caractère de la nullité. XXI, 34, 35. Effet de la nullité. XXI, 36. Confirmation. XXI, 32, 33.
4. Des interdits. *Aliénés* non interdits. *Sourds-muets*. XXI, 37-39.
5. Personnes placées sous conseil. XXI, 40-42.
6. *Quid* si les incapables se marient sans contrat? XXI, 48.

II. Clauses prohibées.

1. Clauses contraires à l'ordre public. Les époux n'y peuvent déroger XXI, 117-122. Voir le mot *Ordre public*.
2. Clauses contraires aux droits du mari comme chef. XXI, 123, 124.
 - a. Droits que le mari a comme chef de la communauté. XXI, 125.
 - b. Droits qu'il a comme administrateur des biens de la femme. XXI, 126.
 - c. Clause d'inaliénabilité des biens de la femme. XXI, 127, 128.
3. Pactes successores.
 - a. Quelles sont les clauses prohibées par l'article 1589? XXI, 129-131.

b. *Quid* de la clause qui assure les acquêts aux enfants à naître du mariage? XXI, 132.

4. *Clauses prohibitives* du code. XXI, 134-136.

5. Clause prohibée par l'article 1390. XXI, 137-141.

III. *Frais* du contrat de mariage. XXI, 112 et 113.

IV. *Irrévocabilité* des *conventions matrimoniales*. XXI, 64-66.

1. Le contrat de mariage peut-il être modifié, par un testament? XXI 67.

2. Les changements peuvent-ils être confirmés après la mort des époux? XXI, 68.

3. *Quand y a-t-il changement?* XXI, 69, 70.

a. Bail que la femme fait de ses immeubles à ses père et mère. XXI, 71.

b. Conventions faites avec des tiers. XXI, 73

c. Donations faites par le contrat. XXI, 72.

d. *Quid* des nouvelles libéralités faites aux époux par donation ou testament? XXI, 74, 75.

e. Régime. Ne peut être changé ni en tout ni en partie. XXI, 76, 77.

f. Remises et renonciations aux droits constitués par le contrat XXI, 78-81.

4. *Quand n'y a-t-il pas changement?* Dispositions que les époux peuvent faire. XXI, 82-88.

5. Changements *antérieurs au mariage*. Voir le mot *Contre-lettres*, B.

V. *Publicité*.

1. Par l'acte de célébration du mariage. XXI, 108-111.

2. Des conventions matrimoniales des *commerçants*. XXI, 106, 107.

3. *Transcription*. XXIX, 72-76

VI. *Solennité*.

1. Le contrat de mariage est un contrat *solennel*. XXI, 43-45, 48.

2. Conséquences. XXI, 46, 47. Les articles 1339 et 1340 sont-ils applicables? XXI, 48, 506.

3. *Quid* du contrat qu'un *Belge* passe à l'étranger? XXI, 49.

4. *Présence* des futurs époux. Est requise comme condition de *solennité*. Conséquences qui en résultent. XXI, 50-56.

5. Le contrat doit être reçu *avant le mariage*. XXI, 57, 58.

a. Les conventions matrimoniales faites pendant le mariage sont inexistantes. XXI, 59-61.

b. Preuve. XXI, 62.

c. L'acte fait-il preuve des conventions étrangères au mariage? XXI, 63.

B. CONVENTIONS MATRIMONIALES.

Voir ce mot.

C. Dot.

Voir ce mot.

D. NULLITÉ ET INEXISTENCE DES CONVENTIONS MATRIMONIALES.

1. On applique les principes généraux. XXI, 142, 143.

II. Conséquence de la *nullité* ou de l'*inexistence* du contrat. XXI, 144.

III. Durée de la prescription. XXI, 145.

E. RÉGIMES ÉTABLIS PAR LE CONTRAT DE MARIAGE.

I. *Communauté légale* ou *conventionnelle*. Voir ces mots

II. Régime *dotal*. Voir ce mot.

III. Régime *exclusif de communauté*. Voir ce mot.

IV. *Séparation de biens*. Voir ce mot.

F. RÉTROACTIVITÉ. DANS QUELS CAS ON APPLIQUE LE PRINCIPE DE LA NON-RÉTROACTIVITÉ DE LA LOI.

I. Conditions de validité du contrat de mariage. I, 205, 206

II. Conventions matrimoniales. I, 211.

1. Conquêts, aliénation. I, 214.

2. Nature mobilière ou immobilière des *biens*. I, 213.

3. Propres de la femme. Aliénabilité. I, 215, 216.

4. Droits de survie. I, 212.

G. STATUTS.

I. Le statut qui défend au mari d'aliéner les biens de la femme sans son consentement est *personnel*. I, 114.

II. Le statut qui déclare la dot inaliénable est-il *réel*? Critique du principe. I, 418.

CONVENTIONS MATRIMONIALES.

I. La loi les voit avec faveur. XXI, 6.

II. Dans tout mariage il doit y avoir des conventions matrimoniales. XXI, 2.

III. Rapport entre les conventions matrimoniales et le mariage. XXI, 4.

IV. Régimes que les époux peuvent adopter. XXI, 3-5.

1. Le régime de la communauté peut être exprès ou tacite. XXI, 2.

2. Quel est le régime des Français qui se marient à l'étranger sans contrat et des étrangers qui se marient sans contrat en France? XXI, 198-203.

V. *Tiers*. Les conventions matrimoniales ont *effet* à l'égard des *tiers*. XVI, 381; XXI, 153-155.

CONTRAT PIGNORATIF.

Caractère du contrat pignoratif et *effet*. XXVIII, 543, 544.

CONTRAT. TIERS.

I. Les *conventions* n'ont pas d'*effet* à l'égard des *tiers*. XVI, 371. Mais les *actes* qui les constatent ont *force probante* à leur égard. XVI, 372.

II. Les *conventions* ne donnent pas de droit *contre* les tiers, quand même ils en profiteraient. Jurisprudence. XVI, 373-376.

III. Les *conventions* ne donnent pas de droit *aux tiers*. XVI, 378.

1. *Clauses du partage* qui *dérangent* au principe de la *division des dettes*. XVI, 377.

IV. *Exception* au principe que les conventions ne profitent pas aux tiers et ne leur nuisent pas. XVI, 379, 380.

- V. Effet des *conventions matrimoniales* à l'égard des tiers. XVI, 381, et XXI, 183-185.

CONTRE-LETTRES.

A. OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES.

- I. Effet des contre-lettres. Abrogation de l'article 40 de la loi de frimaire. XIX, 182-184.
- II. Les contre-lettres, valables entre les parties, ne peuvent être opposées aux tiers. XIX, 185-187.
- III. Qu'entend-on par *tiers* en cette matière? XIX, 188-191, et XXX, 8.
 1. Le *mandataire* n'est pas un tiers à l'égard du *mandant*. XXVIII, 53.
 2. Le *retrayant* est un tiers. XXIV, 603.
 3. Les *tiers* qui *connaissent* la *simulation* peuvent-ils invoquer l'article 1521? XIX, 192.
- IV. Les tiers peuvent-ils *profiter* de la contre-lettre? XIX, 193.

B. CONVENTIONS MATRIMONIALES.

1. Les époux peuvent *changer* leurs conventions matrimoniales *avant le mariage*. XXI, 89, 90.
- II. Conditions requises pour la validité des contre-lettres entre les *parties*. XXI, 91-101.
- III. Conditions requises pour la validité des contre-lettres à l'égard des *tiers*. XXI, 102-103.
 1. Qu'entend-on par *tiers*? XXI, 104.

CONTRE-MAITRES.

1. *Prescription* de leur action. XXXII, 508.

CONTRIBUTION ET PAYEMENT DES DETTES.

1. *Communauté (Passif)*.
2. *Succession*. XI, 77-88.

CONTRIBUTIONS.

- I. Créancier *antichrésiste*. Contributions dont il est tenu. XXVIII, 548.
- II. *Louage*. Contributions dont sont tenus le preneur et le bailleur. XXV, 245-247.
- III. *Privilège du trésor public* pour les contributions. XXX, 147-149.
- IV. *Usager*, de quelles charges il est tenu et dans quelle mesure. VII, 120-122
- V. *Usufruitier*. VII, 1, 6-8.

CONVENTIONS.

- I. *Convention et contrat*. XV, 423-426.
- II. Effet des conventions. *Translation de la propriété*. Voir les mots *Propriété (Acquisition de la)*, B; *Cession de créances*, B; et *Transcription*, A, B.
- III. *Tiers*. Effet des conventions à l'égard des tiers. Voir *Contrat (Tiers)*.

COPIES DES TITRES.

- I. Du titre original et des copies. XIX, 369-371.

II. *Force probante des copies.* XIX, 372-381.

III. *Force probante de la mention de l'enregistrement.* XIX, 384, 385.

IV. *Force probante de la transcription.* XIX, 382, 383.

COPROPRIÉTÉ.

I. *Droit et charges* résultant de la copropriété. Voir les mots *Communauté de fait*, *Communauté légale*, *Mitoyenneté*, *Société*.

II. *Bail*. Un copropriétaire par indivis peut-il louer la chose commune pour sa part? Les copropriétaires peuvent-ils louer la chose commune à l'un d'eux? XXV, 44.

III. *Communauté*.

1. Le mari peut-il disposer des choses communes à titre gratuit, entre-vifs ou par testament? XXII, 40-48.

2. Il peut disposer à titre onéreux. XII, 146-163.

3. La femme peut-elle léguer une chose commune? XII, 33.

IV. *Constructions*. L'article 553 est-il applicable? VI, 274 (4).

V. *Hypothèque*. Les copropriétaires peuvent-ils consentir une hypothèque? XXX, 463, 466.

VI. *Légs* d'une chose indivise. XIV, 136-139.

VII. *Prescription*. Peut-on prescrire la copropriété par une *possession commune*? XXXII, 293.

VIII. *Servitude*.

1. Le copropriétaire peut-il établir une *servitude* sur le fonds commun? VIII, 158.

2. Peut-il *acquérir* une servitude? VIII, 163.

IX. *Vente* faite par un copropriétaire de la chose commune. XXIV, 108.

COPROPRIÉTÉ AVEC INDIVISION FORCÉE.

I. Cas prévu par l'article 664. Droits et charges des divers copropriétaires. VII, 487-493.

II. *Exemples* de copropriété avec indivision forcée empruntés à la *jurisprudence*. VII, 480.

III. *Droits et charges* des copropriétaires. VII, 483-486.

IV. Cette copropriété entraîne-t-elle une *indivision forcée*? VII, 482, et X, 233, 236.

V. Est-ce une *servitude* réciproque? VII, 482. Voir le mot *Propriété (Servitude)*.

1. Ce peut être une *servitude* ou une *copropriété*. VII, 163.

2. Conséquence qui en résulte quant à l'acquisition par la *prescription*. VIII, 201.

VI. Le juge peut-il l'établir? VIII, 144, p. 174.

VII. Comment prouve-t-on la copropriété? VII, 481. Voir les mots *Passage (Copropriété)*, *Servitudes établies par le fait de l'homme*, B, III, 5.

COPROPRIÉTÉ DE FAMILLE.

I. La succession coutumière repose sur la copropriété de famille. VIII, 493-497.

II. De là la réserve coutumière. XII, 5, 7.

(4) T. VI, table, p. 706, n° 274 : au lieu de 204, lisez 553.

CORPORATIONS RELIGIEUSES.

- I. *Personnification*. Quels sont les établissements religieux qui forment des personnes civiles. I, 297. Voir les mots *Congrégations hospitalières, Fabriques, Séminaires*.
- II. *Suppression*.
 - 1. La loi peut supprimer les corporations religieuses. I, 312.
 - 2. Suppression des jésuites. I, 313.
 - 3. Suppression de toutes les corporations religieuses. Justifiées par Portalis I, 314.
 - 4. Les biens des corporations supprimées appartiennent à l'Etat. I, 316.
Voir les mots *Associations religieuses, Mainmorte, Congrégations hospitalières*.

CORRECTION (POUVOIR DE).

- I. Des père et mère légitimes. IV, 273.
 - 1. Du père. IV, 276-281.
 - 2. De la mère. IV, 282-284.
 - 3. Procédure. IV, 285-288.
- II. Des père et mère naturels. Principe. IV, 332. Droits des père et mère. IV, 336-338.
- III. Du tuteur. V, 5.
- IV. On ne peut déroger ni renoncer au pouvoir de correction. IV, 293; XXI, 120.
- V. C'est un droit attaché à la personne. XVI, 413.

CORRESPONDANCE. (PREUVE LITTÉRALE).

Voir le mot *Lettres*.

CORRESPONDANCE TÉLÉGRAPHIQUE.

Voir le mot *Télégraphe*.

COTUTEUR.

- I. Quand y a-t-il lieu à la cotutelle? IV, 387.
- II. *Quid si la mère ne convoque pas le conseil de famille?*
 - 1. La mère et le second mari seront-ils tuteurs? IV, 390. Voir le mot *Hypothèque légale du mineur*.
 - 2. Le second mari est-il, dans ce cas, responsable de la gestion antérieure au mariage? IV, 389.
- III. *Hypothèque légale*. Le cotuteur y est soumis. XXX, 264.
- IV. *Incapacité* d'acheter les biens du pupille. Le cotuteur y est soumis. XXIV, 46.
- V. *Incapacité de recevoir à titre gratuit* du pupille. XI, 333.

COUR DE CASSATION.

Voyez le mot *Cassation*.

COURRIERS ET POSTILLONS.

Quasi-délit. Responsabilité. XX, 472.

COURSES DE CHEVAUX.

- 1. Paris faits à l'occasion de courses. L'article 1966 est-il applicable? XXVII, 200.

COUSINS ET COUSINES.

- I. Signification de ces mots dans les legs. XIII, 496-499.

COUTUMES.

Abrogation des coutumes par la loi du 30 ventôse an xii. I, Introduction, 23.

1. Peut-on, dans les contrats de mariage, se référer aux coutumes abrogées? XXI, 137-140.

2. Dans les testaments? XIII, 136-140.

- II. *Coutumes*. Caractère. C'est l'équité qui y domine. I, Introduction, 23.

1. Comparaison du droit coutumier et du droit romain. I, Introduction, 24.

- a. Les coutumes rejettent les subtilités romaines. XIII, 103; XV, 421.

- b. Les coutumes supérieures au droit romain. I, Introduction, 23, 24.

- III. *Coutumes et droit romain*.

1. Les auteurs du code ont fait une transaction entre les coutumes et le droit romain. I, Introduction, n° 21.

2. En matière de succession. De là un droit incohérent. VIII, 505, 508-510.

- IV. *Quel est l'élément qui domine dans le code civil*, l'élément coutumier ou l'élément romain? I, Introduction, 22.

1. Notamment en matière d'hypothèques. Voir *Coutumes de nantissement*.

2. Obligations. XV, 417-421, 428.

3. Puissance paternelle. IV, 235-260.

4. Servitudes légales. Vues et jours. VIII, 36-38.

5. Successions. Voir le mot *Succession*, A et D.

6. Testament. XI, 91-95.

- a. Forme des testaments. XIII, 102, 103.

- b. Réserve. XII, 6-8.

7. Usufruit. VI, 481, 482.

8. Usufruit légal. IV, 324.

- V. *Incertitude* des coutumes. Exemple : la maxime qu'en fait de meubles, la possession vaut titre. XXXII, 541.

COUTUMES DE NANTISSEMENT.

- I. Publicité établie par les coutumes de nantissement. XXIX, 14-20.

- II. Le nantissement et la saisine féodale. XXIX, 21-24.

CRÉANCES.

- I. *Cession de créances*. Voir ce mot.

- II. *Communauté*. Les créances tombent dans l'actif de la communauté. XXI, 212-222.

- III. *Créanciers*. Ont sur les créances les mêmes droits que sur les autres biens du débiteur. XXIX, 271.

- IV. *Don manuel*. Peut-on donner une créance de la main à la main? XII, 279-283.

- V. Droit des *administrateurs*. Ils ont, en général, le droit de recouvrer les créances ;

1. Les envoyés en possession provisoire des biens d'un *absent*. II, 175.
2. La femme séparée de biens. XXII, 295.
3. Les mandataires ayant un pouvoir d'administration. XXVII, 422, 436-438.
4. Le mari administrateur légal. XXII, 131-133.
5. Le mineur émancipé peut toucher ses revenus, recouvrer les créances; il ne peut toucher un capital qu'avec l'assistance de son curateur. V, 216, 224.
6. Les personnes placées sous conseil judiciaire. V, 368.
7. Le tuteur. V, 50 et 56.
8. L'usufruitier. VI, 413, 415, 416.

VI. *Droit de disposition. N'appartient pas aux administrateurs.* Ils ne peuvent, en général, disposer des *créances*.

1. Les envoyés en possession provisoire des biens d'un *absent*. II, 178, 179.
2. La femme séparée de biens peut aliéner ses créances. XXII, 301-304.
3. Le mandataire. Quand peut-il aliéner? XXVII, 407-418.
4. Le mari administrateur légal ne peut aliéner. XXII, 161-165.
5. Ni le mineur émancipé. V, 218.
6. Ni les personnes placées sous conseil judiciaire. V, 364.
7. *Quid* du tuteur? V, 63-65.
8. *Quid* de l'usufruitier? VI, 414.

VII. *Possession.* Peut-on posséder des créances? XXXII, 262

VIII. *Rapport des créances.* X, 118.

IX. *Réserve et quotité disponible.* Estimation des créances. XII, 94.

X. *Revendication.* Quelles sont les créances ou valeurs mobilières qui peuvent être revendiquées? XXXII, 566-569. Voir le mot *Possession* (*En fait de meubles, la possession vaut titre*).

CRÉANCES HÉRÉDITAIRES.

- I. Les *créances* héréditaires se divisent de plein droit. XI, 45, 46.
- II. Application du principe à la compensation. XI, 47; à la cession de créances et à la saisie-arrêt. XI, 48.
- III. *Conciliation* de l'article 883 et de l'article 1220. XI, 49.
 1. Application de l'article 1220. XI, 50.
 2. Application de l'article 883. XI, 51.
 - a. A la cession. XI, 53.
 - b. A la compensation. XI, 52.
 - c. A la saisie-arrêt. XI, 54.

CRÉANCIERS. COMMUNAUTÉ.

I. Droits des créanciers du mari et de la femme. Voir les mots suivantes :

1. *Communauté (Passif)*, A et B.
2. *Communauté conventionnelle.* Voyez les clauses suivantes : *Acquêts* (*Communauté d'*), *Apports* (*Reprise d'*), *Communauté à titre universel*, *Partage intégral*, *Séparation de dettes*.
3. *Régime d'exclusion de communauté*, III.
4. *Régime dotal*, IX.

CRÉANCIERS ET DÉBITEURS.

- I. Droit du créancier contre le débiteur. XV, 423, 424.
- II. Les créances et dettes n'ont d'effet qu'entre les *parties*. On ne peut *stipuler* ni promettre pour un *tiers*. Voir le mot *Promesses et stipulations* pour un *tiers*.
- III. Effet des obligations à l'égard des *héritiers* et *ayants cause*. XVI, 1-18.
 1. *Signification des titres exécutoires*. XI, 73, 76.
 2. Cette signification n'*interrompt pas* la prescription. XXXII, 112.
- IV. Effet de l'obligation. Voir le mot *Obligation de donner et de faire*.
- V. *Inexécution* de l'obligation. Droits du créancier.
 1. *Faute. Demeure. Dommages-intérêts. Clause pénale*. Voir ces mots.
 2. *Saisie*. Droit de *gage* des créanciers sur les *biens* de leur débiteur, meubles et immeubles, corporels et incorporels, présents et futurs. XXIX, 267, 269-272, 274.
 - a. Ce principe s'applique aux *incapables*. XXIX, 268; aux *mineurs émancipés*. V, 219; aux prodigues et faibles d'esprit, V, 372.
 - b. S'applique-t-il aux *personnes civiles*? XXIX, 275.
 - c. Et notamment aux *États étrangers*. XXIX, 276 et 277.
 3. *Conséquences du droit de gage*. Voir les mots *Action paulienne*, *Créanciers (Droit des créanciers)*, B.

CRÉANCIERS CHIROGRAPHAIRES OU PERSONNELS.

- I. Droits des créanciers chirographaires. XXIX, 267-277. Voir le mot *Gage (Droit de gage)*.
 1. *Gage*.
 - a. Ils peuvent faire les *actes conservatoires*. XVI, 384.
 - b. Ils peuvent saisir les biens de leur débiteur. XXIX, 278.
 - c. Ils peuvent exercer les droits et actions de leur débiteur. Voir le mot *Créanciers (Droits des)*, B.
 - d. Ils ont l'*action paulienne*. Voir ce mot.
 - e. Ils n'ont pas le *droit de suite*. XXIX, 273.
 - f. Ni par conséquent le *droit de surenchère* en cas de purge. XXXI, 486.
 - g. Peuvent-ils se prévaloir de l'article 87 de la loi hypothécaire? XXXI, 80.
- II. Droits des créanciers chirographaires, quand ils sont en concours entre eux.
 1. Ils sont payés par *contribution*. XXIX, 278, 280.
 2. Sans préférence à raison de l'ancienneté des créances. XXIX, 279.
- III. Droits des créanciers *chirographaires* en concours avec des *créanciers hypothécaires ou privilégiés*.
 1. Ils peuvent se prévaloir du *défaut d'inscription*. XXX, 551, 552.
 2. Et du *défaut de transcription*. XXIX, 173-181.
 3. Ont-ils le *droit de rétention*? Voir le mot *Rétention*.
- IV. *Tiers*.
 1. *Chose jugée*. Les créanciers chirographaires sont représentés par leur débiteur dans les jugements où celui-ci est partie. XX, 102-104.
 2. *Contre-lettres*. Actes authentiques. Les créanciers chirographaires sont des *tiers*. XIX, 190.

3. *Conventions matrimoniales. Contre-lettres.* Les créanciers chirographaires sont des *tiers*. XXI, 404.
4. *Preuve. Actes sous seing privé.* Quand les créanciers chirographaires sont des *tiers* et quand ils sont des *ayants cause*. XIX, 316-331.
Voir le mot *Actes sous seing privé* (*Force probante*), III et IV.

CRÉANCIERS (DROITS DES).

A. QUELS SONT LES DROITS DES CRÉANCIERS.

- I. *Action paulienne.* Voir ce mot.
- II. Exercice des droits et actions de leur débiteur, XVI, 383.

B. ARTICLE 1166. LA RÈGLE.

- I. Les créanciers peuvent exercer tout droit que leur débiteur peut exercer. XVI, 385.
 1. *Absence.*
 - a. Les créanciers peuvent-ils exercer les droits des héritiers présomptifs en matière d'absence? II, 187.
 - b. Ils peuvent exercer leurs droits sur les biens du débiteur. II, 298.
 2. *Compte.* Compte de tutelle. Les créanciers peuvent-ils demander la reddition d'un compte? XVI, 388.
 3. *Inscription hypothécaire.*
 - a. Ils peuvent prendre inscription. XXXI, 10.
 - b. Les créanciers peuvent-ils demander la radiation? XVI, 389.
 4. *Partage d'une succession.* Les créanciers peuvent-ils le demander? *Quid* si l'héritier est mineur? XVI, 388.
 5. *Vente.* Les créanciers peuvent-ils exercer l'action en *nullité* ou en *rescision* quand le vendeur est mineur? XVI, 387.

II. Conditions de l'action. XVI, 391.

1. Les créanciers peuvent-ils agir quand le débiteur agit? XVI, 392.
2. Les créances doivent-elles être *exigibles*? XVI, 393.
3. Le *titre* doit-il être *exécutoire*? XVI, 395.
4. *Tous les créanciers*, antérieurs ou postérieurs, ont-ils le droit d'agir? XVI, 396.
5. Le tribunal peut-il déclarer l'action non recevable parce qu'elle est *inutile* ou *vexatoire*? XVI, 394.
6. Les créanciers doivent-ils être *subrogés* par *jugement* aux droits de leur débiteur? XVI, 397-399.
7. Le débiteur doit-il être mis *en cause*? XVI, 400.

III. Exceptions que les *tiers* peuvent opposer. XVI, 401, 402.

1. Applications.
 - a. Compensation. XVI, 404.
 - b. Confirmation. XVI, 403, 405.
2. Le *tiers* peut-il *arrêter l'action* en désintéressant le demandeur? XVI, 406.

IV. Effet de l'action.

1. Elle profite à tous les créanciers. XVI, 407, 408.
2. Sauf dans les cas exceptés par la loi. XVI, 409.

C. APPLICATION DE LA RÈGLE. XVI, 410-414. QUELS DROITS LES CRÉANCIERS PEUVENT-ILS EXERCER ?

- I. *Action en nullité ou en rescision.* XVI, 420.
 1. Action en *nullité* ou en *rescision* d'une *acceptation de succession.* XVI, 420.
 2. Action en *nullité* pour *défaut d'autorisation maritale.* XVI, 420, 421, 422.
 3. Action en *nullité* de *mariage.* XVI, 415.
 4. Action en *rescision* du *partage* pour cause de *lésion.* X, 495.
- II. *Demande en séparation de biens.* Ils peuvent exercer les *droits* de la femme en cas de *déconfiture* ou de *faillite* du mari. XXII, 202-207.
- III. *Instances judiciaires.* Les créanciers y peuvent intervenir. XVI, 390.
- IV. *Partage.* X, 254.
- V. *Prescription.* Les créanciers peuvent l'opposer, quelque le *débiteur* ou le *propriétaire* y renonce. XXXII, 209, 210.
- VI. *Rapport* à la succession. X, 586, 587.
- VII. *Réduction* des dispositions excédant le disponible. XII, 139.
- VIII. *Révocation des donations* pour *inexécution des charges.* XII, 498.
- IX. *Surenchère* en cas de *purge.* XXXI, 496.

D. DROITS ATTACHÉS A LA PERSONNE.

- I. *Droits d'état personnel.*
 1. Action en *désaveu* et en *réclamation d'état.* Quand les créanciers peuvent réclamer ou contester l'état. III, 436, 470; XVI, 416.
 2. *Mariage. Nullités relatives.* Les créanciers ne peuvent pas agir. XVI, 415; II, 494 et 443.
 3. *Puissance paternelle.*
 - a. *Administration.* XVI, 417.
 - b. *Usufruit.* IV, 323.
 4. *Recherche de la maternité.* IV, 102.
 5. *Séparation de corps.* XVI, 415.
 6. *Séparation de biens.* XXII, 201.
- II. *Droits patrimoniaux.*
 1. *Droits de pure faculté.* XVI, 424.
 - a. *Acceptation d'une offre.* XVI, 423; XXV, 186, p. 211, a.
 - b. *Acceptation de la communauté, d'un legs, d'une succession.* XVI, 426, 427.
 - c. *Consignation.* Droit du débiteur de la retirer. XVIII, 207.
 - d. *Désistement offert au débiteur.* Les créanciers peuvent-ils l'accepter? XVI, 430.
 - e. *Droits de l'héritier bénéficiaire.* XVI, 429.
 - f. *Droit d'option* de l'article 1408. XVI, 428.
 2. *Droits incessibles et insaisissables.* Ne peuvent être exercés par les créanciers. XVI, 418.
 3. *Droits qui dérivent d'une injure,* tels que la *révocation des donations* pour *ingratitude*, et l'*action en dommages-intérêts* naissant d'un *délit* contre la personne. XVI, 419.

4. *Location des biens du débiteur.*

- a. Le droit de bail peut être exercé par les créanciers. XXV, 186
- b. Les créanciers peuvent-ils demander que la location soit mise aux enchères? XVI, 423.

5. *Retrait successoral.* X, 361.

CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES.

- I. *Chose jugée.* Les créanciers hypothécaires sont-ils représentés par leur débiteur dans les jugements où celui-ci figure? XX, 105-107.
- II. *Compensation.* L'acheteur peut-il compenser son prix avec ce que le vendeur lui doit, lorsque l'immeuble est grevé d'hypothèque? XVIII, 442.
- III. *Confirmation des hypothèques.* Rétroactivité. XVIII, 664-668.
- IV. *Droits des créanciers hypothécaires.*
 1. Ils ont les droits de tous les créanciers, notamment :
 - a. Le droit de l'article 1166. Ils peuvent opposer la prescription à laquelle le débiteur qui a constitué l'hypothèque a renoncé. XXXII, 216.
 - b. L'action paulienne. XVI, 457.
 - c. La séparation de patrimoines. X, 7.
 2. En quoi leurs droits diffèrent des droits des créanciers chirographaires. XXIX, 281.
 3. Droits qu'ils ont en vertu de l'hypothèque.
 1. *Indivisibilité.* XXX, 173-186.
 2. Droits qu'ils ont par suite du *démembrement de la propriété*. En quel sens la propriété est-elle démembrée? XXX, 221-242.
 3. Droits de *préférence et de suite*. XXX, 173.
 4. Droit de *surenchère*. XXXI, 484.
- V. *Faillite.* Les créanciers hypothécaires sont-ils soumis à la loi commerciale en ce qui concerne la nullité des inscriptions hypothécaires? XVII, 200.
- VI. *Terme.* Les créanciers hypothécaires peuvent-ils invoquer l'article 1188? XVII, 199.
- VII. *Tiers.* Les créanciers hypothécaires sont des tiers en ce qui concerne la preuve des actes sous seing privé. XIX, 316.

CRÉANCIERS PRIVILÉGIÉS.

- I. Droits des créanciers privilégiés.
 1. En quoi ils diffèrent des droits des créanciers hypothécaires. XXIX, 282.
 2. Les *privileges immobiliers rétroagissent-ils*? XXX, 78-96

CRÉANCIERS SAISSANTS.

- I. Sont *tiers* dans le sens des articles 1321 et 1328. XIX, 323 et 324.
- II. Peuvent se prévaloir de l'*omission* des *formalités* de l'article 1690. XXIV, 506.
- III. Peuvent-ils se prévaloir de la *non-délivrance d'objets mobiliers vendus*? XXIX, 479. Voir le mot *Saisie (Expropriation)*.

CRÉANCIERS. SOCIÉTÉ ET ASSOCIÉS.

- I. Créanciers de la *société*. Quelle est leur position à l'égard des associés? XXVI, 182, 357-361.

- II. Créanciers des associés. Quelle est leur position à l'égard de la société et des créanciers de la société? XXVI, 182, 334-356.
- III. Sociétés d'*agrément*. Contre qui l'action des *tiers créanciers* doit-elle être intentée? XXVI, 189.
- IV. Sociétés *charbonnières*.
 - 1. Comment les associés sont-ils tenus? XXVI, 429.
 - 2. Les créanciers de la société sont préférés, sur le fonds social, aux créanciers des associés. XXVI, 425.
- V. Sociétés de *commerce*. Les associés sont, en général, tenus solidairement. XXVI, 212.
- VI. Sociétés de *fait* ou *communautés*. Contre qui les créanciers ont-ils action? XXVI, 440.

CRÉANCIERS. SUCCESSION. HÉRITIERS.

A. CRÉANCIERS DE L'UN DES HÉRITIERS.

- I. *Acceptation et renonciation*. Les créanciers peuvent l'attaquer. IX, 364, 473-480.
- II. *Indivision*. Les créanciers ne peuvent poursuivre l'expropriation pendant l'indivision. Loi du 13 août 1854, art. 2 (X, 519).
- III. Droits des créanciers.
 - 1. Quand la *succession* est acceptée *purement et simplement*. IX, 348.
 - 2. Quand elle est acceptée sous *bénéfice d'inventaire*. X, 140.
- IV. *Partage*. Ils peuvent le demander et s'opposer à ce qu'il y soit procédé hors de leur présence. X, 254, 255, 519, 525-535.
 - 1. Peuvent-ils demander le *partage judiciaire*? X, 300.
 - 2. Ils peuvent demander la nullité ou la rescision du partage. X, 495.
- V. *Rapport*. Ils peuvent demander le rapport. X, 586.
- VI. *Séparation des patrimoines*.
 - 1. Ils ne peuvent pas la demander. X, 4.
 - 2. Effet de la séparation entre les créanciers du défunt et les créanciers de l'héritier. X, 62-69.
 - 3. Droits des créanciers personnels de l'héritier sur les biens de la succession. X, 74.

B. CRÉANCIERS DE LA SUCCESSION.

- I. *Acceptation bénéficiaire*.
 - 1. Droits des créanciers. X, 133-139.
 - 2. Sont-ils représentés par l'héritier bénéficiaire? X, 130-134.
 - 3. Séparation de patrimoines résultant de l'acceptation bénéficiaire. Droits des créanciers. X, 80-83.
- II. *Indivision*.
 - 1. Les créanciers peuvent agir contre les successibles et saisir les biens héréditaires. IX, 267, 273.
 - 2. Peuvent-ils provoquer le partage? X, 253, p. 287, a.
- III. *Légataires* et créanciers. Ceux-ci sont préférés aux légataires en cas de bénéfice d'inventaire et de séparation de patrimoines. X, 60, 61, 69, 453, 471.

IV. *Rapport et réduction* Les créanciers héréditaires comme tels ne peuvent pas demander le rapport ni la réduction. X, 587; XII, 140.

V. *Séparation des patrimoines*.

1. Les créanciers peuvent la demander. X, 3. Voir le mot *Séparation des patrimoines*.

2. L'héritier reste tenu à leur égard. X, 73.

VI. *Vacance de l'hérédité*. Droits des créanciers. X, 203-205.

CRÉDIT (OUVERTURE DE).

I. Qu'entend-on par ouverture de crédit? XXX, 528.

II. Peut-on constituer une hypothèque pour la garantie de l'ouverture de crédit? Conditions requises pour la validité de l'hypothèque. XXX, 528-532.

III. Quel est le rang de cette hypothèque? XXX, 534-536.

IV. Comment le créancier prouve-t-il le versement des fonds? XXX, 537.

CRIMINEL (LE) TIENT LE CIVIL EN ÉTAT.

I. Motif du principe et application à l'action en divorce. III, 218-220

CRUE.

I. Ce que l'on entendait dans l'ancien droit par *crue*. Le code ne l'a pas maintenue. IX, 382, p. 448; X, 316.

CULTE.

I. Certains établissements ecclésiastiques jouissent de la personnification civile et sont capables de recevoir pour les services religieux. Les cultes anglican et israélite n'ont pas la personnification civile. XI, 232. Voir les mots *Congrégations hospitalières, Fabriques, Séminaires*.

II. Quand les *communes* peuvent-elles recevoir des libéralités en faveur du culte? XI, 252.

III. Les communes peuvent-elles recevoir des libéralités pour l'établissement d'un *cimetière*? XI, 253.

CUPIDITÉ.

I. A quoi tient cette lèpre de la société? XXIII, p. 26, *in*. Voir le mot *Détournement*.

CURATELLE.

I. Curatelle du *mineur émancipé*.

1. Elle est *dativ*e. V, 210, 211.

2. Y a-t-il une curatelle *légale*? V, 208, 209.

II. Différence entre la curatelle et la tutelle. V, 194. Voir le mot *Curateur*, VI.

CURATEUR.

I. *Bénéfice d'inventaire*. Curateur au bénéfice. Quand il y a lieu d'en nommer un. X, 93 et 96.

II. *Délaissement*. On nomme un curateur à l'immeuble *délaissé* par le tiers détenteur. XXXI, 277.

III. *Faillite*. Curateur ou syndic. L'article 2002 leur est-il applicable? XXVIII, 40.

IV. *Héritier bénéficiaire*. Y a-t-il lieu à la nomination d'un curateur quand l'héritier abandonne les biens aux créanciers? X, 107.

V. *Mère survivante. Curateur au ventre.* IV, 393-395.

VI. *Mineur émancipé.* Voir le mot *Curatelle*.

1. *Actes pour lesquels le mineur doit être assisté d'un curateur.* V, 223-229.

2. *Hypothèque légale.* Les biens du curateur ne sont pas frappés de l'hypothèque légale. XXX, 270.

3. *Libéralités.* Le curateur peut recevoir des libéralités du mineur. XI, 335.

4. *Responsabilité du curateur.* V, 194.

5. *Vente des biens du mineur.* Le curateur peut les acheter. XXIV, 46.

DALLOZ. RÉPERTOIRE.

I. *Appréciation du Répertoire.* I, Introduction, p. 33.

II. Voyez les preuves à l'appui de cette appréciation, dans la *Préface* de mon *Cours élémentaire de droit civil*, p. 114. Comparez II, 404; III, p. 14 et suiv., n° 6; III, p. 530, note 2; XXXI, p. 323, a.

DANSE (SALLE DE).

I. Quoique *autorisées*, elles donnent lieu à une action en *dommages-intérêts* à raison du *bruit* qui trouble les voisins. VI, 147, p. 201, b.

DATE.

I. Quels actes doivent être datés ?

1. Les actes de l'*état civil*. II, 17.

2. Les actes *notariés*. XIX, 113, 116, 135.

3. Les actes sous *seing privé* ne doivent pas être datés. XIX, 196.

4. Les testaments mystiques, XIII, 406.

5. Les testaments *olographes*. XIII, 221-228.

6. Les testaments *par acte public*. XIII, 293.

II. Force probante de la date. Voir les mots *Antidate*, *Date certaine*.

DATE CERTAINE.

I. L'*acte authentique* fait foi de sa date jusqu'à *inscription de faux*. XIX, 135. Voir les mots *Faux incident* et *Inscription de faux*.

II. Quelle foi fait la date dans les *actes sous seing privé* ? Voir le mot *Acte sous seing privé* (*Force probante*), II, 3.

1. *Conseil judiciaire*, V, 376.

2. La femme est-elle un tiers à l'égard de son mari dans le sens de l'article 1328 ? XXII, 113-116.

3. Dettes de la femme commune antérieures au mariage. XXI, 410-412.

4. Dettes de la femme dotale antérieures au mariage. XXIII, 548.

5. *Interdit*. V, 320-322.

6. *Mandataire* est-il un tiers ? XXVIII, 52.

7. *Partage*. X, 542.

8. *Quittances*. XIX, 332-336.

9. *Testament olographe*. A-t-il date certaine ? XIII, 240-249.

III. Quand les *actes sous seing privé* acquièrent-ils *date certaine* à l'égard des tiers ? XIX, 270-288.

DATION EN PAYEMENT.

- I. Équivalent à la *vente* et a les mêmes effets. XXIV, 151-152.
 1. Sauf quelques différences. XXIV, 153.
 2. Il y a aussi un élément de *novation*. XVIII, 323.
- II. *Cautionnement*. *Quid* si le créancier accepte un immeuble ou un effet en paiement et qu'il en soit évincé? XXVIII, 279, 281, 282.
- III. *Garantie*. Il est dû garantie comme en matière de vente. XXIV, 151, p. 154, a.
- IV. Les *prélèvements* que la femme exerce sur la communauté ou contre son mari pour l'exercice de ses reprises, sont-ils une dation en paiement? XXII, 539-542; XXIX, 63.
- V. *Transcription*.
 1. La dation en paiement, quand elle a pour objet un immeuble, doit être transcrite. XXIX, 63.
- VI. Y a-t-il dation en paiement quand la *femme renonçante* reçoit en paiement des immeubles de la communauté. XXIX, 64.

DÉCÈS.

- I. *Actes de l'état civil*.
 1. Déclaration de décès. II, 62.
 2. *Acte de décès*. II, 62
- II. *Présomptions*. Y a-t-il présomption de mort en cas d'*absence*? II, 122.
- III. *Preuve du décès*. A qui elle incombe. II, 252, 254
- IV. *Comment* se fait la preuve? VIII, 512, 513.
- V. *Quid* en cas de *comourants*? VIII, 514-523.

DÉCONFITURE.

- I. Déconfiture, *quid*? Différence entre la *déconfiture* et la *faillite*. XVII, 196, 197. Lacune du code. XVI, p. 482 et suiv.
- II. *Capacité*.
 1. Celui qui est en déconfiture reste capable de contracter. XVI, 61
 2. Les créanciers peuvent-ils attaquer les actes faits par un débiteur insolvable à leur préjudice et à l'avantage d'un autre créancier? XVI, 480-481.
 3. *Quid* des *nouvelles dettes* contractées par un *débiteur insolvable*? XVI, 482.
 4. *Quid* quand les biens ont été *saisis*? XXX, 197, 494.
- III. *Action paulienne*.
 1. Insolvabilité. Preuve. XVI, 438-437.
 2. Quand les actes faits par un débiteur insolvable peuvent-ils être attaqués par les créanciers? XVI, 480-482.
- IV. *Bail*. Influence de la déconfiture sur le bail. Voir le mot *Faillite*, I.
- V. *Cautionnement*. Droit de la caution quand le débiteur tombe en déconfiture. XXVIII, 253.
- VI. *Cession*. Peut-elle être signifiée après la déconfiture? XXIV, 493.
- VII. *Communauté*. Les créanciers peuvent exercer les droits de la femme quand le mari tombe en déconfiture. XXII, 202-207.
- VIII. *Compensation*. La déconfiture n'empêche pas la compensation. XVIII, 414.

IX. *Délai de grâce*. Le débiteur en déconfiture ne peut obtenir un délai de grâce. XVII, 576.

X. *Délégation*. Le créancier a-t-il un recours quand le *délégué* tombe en déconfiture? XVIII, 320.

XI. *Hypothèques*.

1. Le débiteur en déconfiture peut-il constituer une hypothèque? XXX, 494, 495.

2. Le créancier peut-il prendre inscription sur le débiteur en déconfiture? XXXI, 23.

XII. *Mandat*. Le mandat finit par la déconfiture du mandant ou du mandataire. XXVIII, 92-95.

XIII. *Rente constituée*. Le débirentier peut être contraint au rachat quand il tombe en déconfiture? XXVII, 57.

XIV. *Société*. Fini par la déconfiture. XXVI, 386, 388-391.

XV. *Terme*. Le débiteur en déconfiture est déchu du bénéfice du terme. XVII, 195

XVI. *Transaction* faite par le débiteur en déconfiture. XXVIII, 343, 344.

XVII. *Vente. Délivrance*.

1. Si l'acheteur tombe en déconfiture, le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chose. XXIV, 171, 172.

2. Il peut demander la résolution de la vente. XXIV, 336, 361.

3. Ou exiger le prix avec privilège. XXX, 2; XXIX, 471.

DÉFENSE D'ALIÉNER.

1. Est-elle *licite*? Voir le mot *Inaliénabilité*.

2. Constitue-t-elle une *substitution prohibée*? XIV, 462-464.

DÉFENSE DE SOI-MÊME.

1. Quand elle constitue un *fait dommageable*. XX, 411.

DÉFENSE D'ATTAQUER LE TESTAMENT.

1. Dans quels cas elle est *nulle*. XI, 475-482.

2. Dans quels cas elle est *valable*. XI, 483-487.

3. *Fondations. Clause illicite*. Le testateur peut-il déclarer qu'il subordonne l'existence du legs à la condition illicite qu'il y a ajoutée? XI, 265-268

DÉFENSE DE TESTER.

1. Implique-t-elle une substitution? XIV, 463.

DEGRÉS DE PARENTÉ.

Computation. Voir le mot *Parenté*, I.

DÉLAIS.

1. Comment on les compte. XVII, 191, 192.

1. *Absence*.

a. *Déclaration*. Comment calcule-t-on les délais de quatre ans et de dix ans? II, 156.

b. *Envoi définitif*. Comment calcule-t-on le délai de trente ans? II, 222

2. *Actes respectueux*. Délais. II, 328.
3. *Adoption testamentaire*. Délai de cinq ans. IV, 243.
4. *Conception. Légitimité*.
 - a. Du calcul généralement suivi fondé sur l'exclusion du *dies a quo*. III, 390.
 - b. Du calcul par heures. III, 391, 390.
5. *Désaveu*. Durée des délais. III, 444-448. Comment compte-t-on les mois? III, 449.
6. *Divorce*. Délai dans lequel il doit être prononcé.
 - a. En cas de divorce pour cause déterminée. III, 250.
 - b. En cas de divorce par consentement mutuel. III, 286.
7. *Inventaire par la femme commune*. XXII, 401, 408.
8. *Louage*. Congé. Délai. Calcul. XXV, 330. Congé en cas d'*expulsion*. XXV, 396 bis.
9. *Majorité*. Calcul des vingt et un ans. IV, 362.
10. *Opposition contre les délibérations du conseil de famille relatives à l'hypothèque légale du mineur*. XXX, 294.
11. *Prescription*. Comment se comptent les divers délais? XXXII, 350-355.
12. *Renouvellement des inscriptions*. Comment on compte le délai de quinze ans? XXXI, 111, 112.
13. *Rente viagère*, art. 1973. Délai de vingt jours. XXVII, 282.
14. *Succession*. Délai pour faire inventaire et délibérer. Calcul. IX, 268-270.
15. *Suite (Droit de)*. Du délai de trente jours de l'article 99. XXXI, 261.
16. *Vente*. Pacte de rachat. Délai. Calcul. XXIV, 387.

DÉLAI DE GRACE.

- I. La disposition de l'article 1244 est d'ordre public. XVII, 570, 571.
- II. *Conditions et limites* du pouvoir du juge. XVII, 572-575.
- III. Quand l'article 1244 est-il applicable? XVII, 576-581.
- IV. *Effets* du délai de grâce? XVII, 582-584.

DÉLAI POUR FAIRE INVENTAIRE ET DÉLIBÉRER.

- I. *Communauté*.
 1. Femme commune. XXII, 375.
 2. Héritiers de la femme. XXII, 421, 429-431.
- II. *Succession*. Le successible. IX, 268-270.

DÉLAISSEMENT.

- I. *Délaissement*. Droit du tiers détenteur de délaisser. *Formes*. Délai. XXXI, 275-283.
- II. *Conditions*. Qui peut délaisser? XXXI, 284.
 1. Ceux qui sont *débiteurs personnels* ne peuvent pas délaisser. XXXI, 285-293.
 2. Le tiers détenteur doit avoir la *capacité d'aliéner* pour délaisser. XXXI, 294, 295.
- III. *Effets* du délaissement. XXXI, 296-300.

DÉLÉGATION.

- I. *Conditions*. XVIII, 314-316.

II. Délégation *imparfaite*. XVIII, 321.

III. Délégation *parfaite*. XVIII, 317-320.

IV. *Inscription*.

a. La délégation est-elle soumise à l'inscription ? XXIX, 237.

b. Le *délégataire* peut-il prendre inscription avant l'acceptation de la délégation ? XXXI, 10.

DÉLIT ET QUASI-DÉLIT

I. Délit *civil* et délit *criminel*. Différences. XX, 385, 386.

II. Délit *civil* et *quasi-délit*. XX, 384. Voir le mot *Responsabilité du fait d'autrui*.

A. CONDITIONS REQUISES POUR QU'IL Y AIT DÉLIT OU QUASI-DÉLIT.

I. Un fait *dommageable*.

1. Un *fait*. *Quid* d'un fait d'omission ? XX, 388-390.

2. Le fait doit être dommageable. XX, 391-394.

3. Dommage moral. Suffit-il ? XX, 395-400.

II. Un fait *illicite*. *Quid* si le fait est licite ? XX, 401.

1. Quand le fait est-il *illicite* ? XX, 402-407.

2. Y a-t-il délit quand l'auteur d'un fait dommageable a *usé* d'un droit ? XX, 408, 409, 411.

a. *Quid* s'il y a *abus* du droit ? XX, 410. Défense de soi-même. XX, 411.

b. Application au plaideur téméraire. XX, 412, 413. Et aux voies d'exécution. XX, 414.

c. Application du principe à l'exercice du droit de propriété. XX, 415-417.

3. Le principe du *fait illicite* s'applique-t-il à l'*Etat* ? XX, 418-444. Voir le mot *Etat, Personne civile*, X.

4. Aux *Communes*. XX, 439-442 ?

5. Aux *Tribunaux* ? XX, 444.

III. Un fait *imputable*. XX, 445 (1).

1. Les *incapables* s'obligent par leurs délits. XX, 445, 446.

a. La femme mariée. III, 100. La communauté peut-elle être poursuivie ? XXI, 428.

b. Le mineur est obligé par son délit. XVIII, 546. Il ne l'est pas par les délits du tuteur. V, 102.

2. Le fait n'est plus imputable quand il a été commis par *ordre* de l'autorité. *Quid* si l'ordre est *illégal* ? XX, 447 et 448. Voir *Mandat*.

3. La *force majeure* fait cesser l'imputabilité. XX, 450-454.

a. Des *faits de guerre*. XX, 455-461.

IV. *Faute*.

1. Caractère de la *faute aquilienne*. XX, 462, 464, 465.

2. La *faute aquilienne* reçoit-elle application dans les obligations conventionnelles ? XX, 463. Voir le mot *Fait dommageable*, II.

3. Cas dans lesquels il y a *faute aquilienne*.

(1) T. XX, p. 471, n° 445, ligne 1 : il faut lire *les faits dommageables prévus*.

- a. *Impéritie*. Officiers publics. Ignorance du droit. XX, 482-484.
- b. *Imprudence*. XX, 486, 470. Applications. XX, 467-469.
- c. *Négligence*. Chefs d'industrie. XX, 474-477. Concessionnaires de travaux publics. XX, 475. Courriers et postillons. XX, 472. Propriétaires. XX, 471. Recommandations et renseignements. 478-481.
- 4. Quand la *faute* cesse-t-elle d'être un *quasi-délit*?
 - a. Celui qui éprouve un dommage *par sa faute* a-t-il une action contre l'auteur du fait dommageable? XX, 485-487.
 - b. Application du principe aux *ouvriers*. XX, 488.
 - c. Quand y a-t-il faute de la *personne lésée*? XX, 489, 490.
 - d. Conséquence du fait qu'il y a *faute réciproque*. XX, 491, 492.

B. APPLICATIONS DU PRINCIPE DES ARTICLES 1382 ET 1383.

I. Commerce, industrie et propriété. XX, 493.

- 1. Concurrence. Quand constitue-t-elle un délit? XX, 494.
- 2. Dénigrement d'une industrie rivale. XX, 500.
- 3. Imitation d'un établissement existant. XX, 494.
- 4. Usurpation :
 - a. De distinctions. XX, 499.
 - b. D'enseigne. XX, 497.
 - c. De marques de fabrique. XX, 496.
 - d. De nom. XX, 495.

II. Fonctionnaires et officiers ministériels. Principe. XX, 501, 502, 515.

- 1. *Avoués*. Voir ce mot, IX.
- 2. Conservateurs des hypothèques. Voir ce mot, C.
- 3. Greffier. XX, 504.
- 4. Notaires. (*Responsabilité*). Voir ce mot, IV.

III. Professions libérales. Principe. XX, 516.

Voir les mots *Avocats*. *Ministres du culte*. *Médecins*.

C. CONSÉQUENCE DES DÉLITS ET QUASI-DÉLITS.

I. Action en dommages-intérêts.

- 1. A qui l'action appartient-elle? XX, 534, 535.
- 2. Contre qui l'action est-elle intentée? XX, 537-539.
 - a. Les coauteurs sont-ils tenus solidairement? XX, 541-543, et XVII, 318-325.
 - b. Elle peut être formée contre les héritiers. XX, 540.
 - c. Le mineur est-il tenu des *délits* de son tuteur? V, 102.
- 3. *Prescription*. XX, 544, 545.
- 4. *Preuve*. XX, 546-548.
- 5. *Voies d'exécution* des condamnations. Contrainte par corps. XX, 549.

II. Dommages-intérêts.

- 1. Différences entre les dommages-intérêts *conventionnels* et les dommages-intérêts résultant des *délits*. XX, 534, 535. Voir le mot *Fait dommageable*.
- 2. *Etendue* des dommages-intérêts.

- a. Le juge doit tenir compte du dommage moral, XX, 525; de la gravité de la faute, XX, 530; et de la faute de la partie lésée. XX, 531, 532.
- b. Le juge doit-il distinguer le dommage direct et le dommage indirect? XX, 529.
- c. Peut-il accorder une réparation à la famille et à la victime de l'accident? XX, 528.
- d. Peut-il accorder une nouvelle indemnité en cas d'aggravation du mal? XX, 527.
- e. Peut-il accorder une réparation pour un dommage futur? XX, 526.
- f. Règlement des dommages-intérêts. Pouvoir du juge. XX, 533

D. PREUVE DES DÉLITS ET DES QUASI-DÉLITS.

Voir *Preuve testimoniale*.

DÉLIT CRIMINEL.

1. Cause de révocation des donations, XIII, 5, 6, et des legs. XIV, n^{os} 253-265.
2. Voir les mots *Divorce pour cause déterminée* et *Indignité*.

DÉLIVRANCE (DEMANDE EN).

I. Demande en délivrance.

1. Quels sont les légataires *non saisis*? XIV, 39-41.
2. Ils doivent demander la *délivrance*. XIV, 42, 43.
3. Des *légataires* qui *ne doivent pas demander* la délivrance. XIV, 44-47.
4. Le testateur peut-il dispenser les *légataires* de la demande en délivrance? XIV, 148.

II. A qui la délivrance doit-elle être demandée?

1. A celui qui a la *saisine*. XIV, 49.
 - a. *Quid* si les héritiers saisis renoncent? XIV, 52.
 - b. S'il y a des successeurs irréguliers? XIV, 53.
 - c. S'il y a un exécuteur testamentaire? XIV, 54.
2. A celui qui, après le partage, est détenteur de la chose. XIV, 50, 51.
3. L'action en délivrance est-elle *solidaire* ou *indivisible*? XIV, 55.

III. Quand le légataire peut-il demander la délivrance? XIV, 56.

IV. Délivrance volontaire ou judiciaire. XIV, 57-59.

1. Le tribunal doit-il accorder la délivrance? XIV, 60.
2. Qui supporte les *frais* de la délivrance? XIV, 61.

V. Effets de la délivrance.

1. Le *légataire* est *propriétaire avant la délivrance*. A-t-il l'exercice de la propriété? XIV, 62-63.
2. Celui qui est *saisi* a seul les *actions en nullité des legs*. XIV, 64.
3. Et l'*administration*. XIV, 65.
4. Les *légataires* n'ont droit aux *fruits* qu'à partir de la délivrance. XIV, 66-69, 71
 - a. Applique-t-on les principes concernant les fruits? XIV, 74-77.
 - b. Les *légataires* qui sont dans le besoin peuvent-ils demander une *provision de fruits*? XIV, 72.

5. Le *legs en usufruit* est-il soumis aux principes de la délivrance? XIV, 20.
6. Quand les légataires ont-ils droit aux fruits sans délivrance?
 - a. Cas prévus par l'article 1015. XIV, 78-81.
 - b. Y a-t-il d'autres exceptions? XIV, 82-85.

DÉLIVRANCE (OBLIGATION DE). CONTRATS.

- I. *Obligation de donner*. Emporte l'obligation de délivrer la chose. XVI, 194-196.
 1. Bail. XXV, 102-109.
 2. *Donation*. XI, 101, 418.
 3. *Nantissement*.
 - a. La mise en possession est requise pour l'acquisition et la conservation du privilège. XXVIII, 469-487.
 - b. La mise en possession est requise pour l'antichrèse. XXVIII, 543, 544.
 4. Quand le *nu propriétaire* est-il tenu à *délivrer*? VII, 43.
 5. *Vente*. XXIV, 158-207. Voir *Vente, Délivrance*, E, IV, 1.
 - a. De la vente d'objets mobiliers prévue par l'article 1441. XVI, 363, 367.

DÉLIVRANCE (SUCCESSIONS).

- I. *Enfants naturels*. Doivent demander la délivrance, par voie d'action en partage, aux héritiers avec lesquels ils concourent. IX, 260.
- II. *Successeurs spéciaux*, adoptant donateur, ascendant donateur, frères et sœurs légitimes des enfants naturels. Doivent-ils demander la délivrance et à qui? IX, 260, 197 et 198.
- III. *Succession contractuelle*.
 1. Les donataires doivent-ils demander la délivrance? XV, 239, 240.
 2. Donation de biens à venir faite par un époux à son conjoint pendant le mariage XV, 315, 313.

DEMANDES RECONVENTIONNELLES.

- I. *Compensation*. Voir le mot *Reconvention*.
- II. *Divorce*. Demandes reconventionnelles. III, 270-272.
- III. *Prescription*. Interruption. XXXII, 92.

DEMANTE.

Voir la *préface* de mon *Cours élémentaire*, p. 106. Comparez V, p. 249, note 1.

DÉMENCE.

1. La *démence* rend *inexistants* les actes qui exigent le consentement quand il est prouvé que l'aliénation existait au moment où ils ont été passés :
 1. Les *contrats*, XV, 453; notamment le contrat de mariage. XXI, 38.
 2. Les *donations*. XII, 217 et 218.
 3. Les *actes* faits par un aliéné non interdit ni séquestré, ou par un aliéné avant ou après l'*interdiction* ou la séquestration. V, 398, 304, 319.
 4. *Reconnaissance* de l'enfant naturel. IV, 60

II. La démente autorise :

1. L'interdiction. V, 249, 250.

2. L'opposition des collatéraux au mariage. II, 381, 383.

III. Responsabilité. La démente empêche le fait dommageable d'être un délit. XX, 445.

DEMEURE.

A. PRINCIPES GÉNÉRAUX.

I. Quand le débiteur est-il en demeure? XVI, 233-241 (1).

II. Effets de la demeure.

1. Le débiteur doit les dommages-intérêts. XVI, 242

a. Faut-il une mise en demeure pour que le débiteur doive les dommages-intérêts? XVI, 251-254.

2. Le débiteur supporte les risques. XVI, 243.

3. Faut-il une mise en demeure :

a. Pour qu'il y ait lieu à dommages-intérêts? XVI, 251-254.

b. Pour la poursuite de la caution? XXVIII, 203.

c. Pour que le pacte commissaire produise ses effets? XVI, 163.

d. Pour la demande en remboursement du capital d'une rente constituée? XXVII, 20-27.

III. Quand les effets de la demeure cessent-ils? XVI, 244-247.

IV. De la demeure du créancier. XVI, 248, 249.

B. APPLICATION.

I. Offres réelles sans consignation.

1. Empêchent la demeure. XVIII, 197.

2. Purgent-elles la demeure? XVIII, 198.

II. Peine. La demeure fait encourir la peine. XVI, 434-437.

III. Solidarité.

1. La demande de l'un des créanciers solidaires fait courir les intérêts en faveur des autres. XVI, 262.

2. La demande contre l'un des débiteurs solidaires fait courir les intérêts contre les autres. XVI, 310-312.

DEMEURE (PERPÉTUELLE).

1. Quand il y a immobilisation par perpétuelle demeure. V, 420, 469-471.

DÉMISSION DE BIENS.

1. Différence entre la démission de biens de l'ancien droit et le partage d'ascendants. XV, 2.

DEMOLOMBE.

I. Manque de principes. Confond :

1. La preuve avec l'acte juridique. III, 6, p. 14 et III, 592.

2. La faute aquilienne et la faute conventionnelle. II, 112, p. 82.

(1) T. XVI, p. 303, ligne 12, n° 239 : au lieu de qu'il, il faut lire que le débiteur.

- II. Il crée des principes imaginaires. V, 239, 371 (p. 460, a); tels que la *possession d'état* comme preuve de la filiation. IV, 16.
- III. Ou il admet les principes; puis, quand il s'agit de les appliquer, il recule devant le fait. VII, p. 258, a; II, p. 82, *in*.
- IV. Il subordonne régulièrement le *droit* au *fait*; ce qui aboutit à la toute-puissance du juge. II, 176, p. 231, *in*; II, 292, p. 379, suiv., 380, a; III, p. 423, a, p. 433, f; IX, 565.
- V. Plie devant la jurisprudence. II, 58 (p. 82, *in et a*); II, 137 (p. 176, *in*).
- VI. Tout devient une question de fait. A quoi bon alors le droit? II, 319, p. 432, f; II, 320, p. 433, f; II, 330, p. 463, f.
- VII. Les erreurs abondent :
 - Des présomptions *légales* sans *loi*. II, p. 537, a.
 - Des obligations sans *texte*. II, 216, p. 278.
 - Le *délaissement* en matière de *donations*. XII, 491 et 490.
 - Le *payement* fait par un *non-propriétaire*. XVII, 504.
 - Le *pour* et le *contre*. IX, 376.
- VIII. *Phraséologie* en guise de *principes* et de *motifs*. II, 581 a; II, 67, p. 93, f; I, 561, p. 468, f; I, 68, p. 95, f; III, p. 183, *in*.
- IX. *Fait la loi* au lieu de l'interpréter.
 - Puissance paternelle* sur les *enfants naturels*. IV, 337, 358; X, 86-89
 - Comparez la *préface* de mon *Cours élémentaire de droit civil*, p. 98-105.

DÉNIZATION.

- I. Droit anglais. Est-ce une naturalisation? I, 377.

DÉPENS.

I. Hypothèques et privilèges.

- 1. Les *dépens* ne sont pas *privilégiés* en vertu de la loi. XXIX, 324-332.
- 2. Jouissent-ils du *privilège* ou de l'hypothèque attachée à la créance? XXIX, 324; XXXI, 273.
 - a. Notamment le privilège du vendeur? XXX, 14.
- 3. *Hypothèque légale* de la *femme*. Elle a une hypothèque pour la garantie des *dépens* lorsqu'elle a un recours, de ce chef, contre le mari. XXX, 360-363

DÉPENSES.

Voir le mot *Impenses*.

DÉPOT.

- I. Caractère du dépôt. XXVII, 68-74.
 - 1. *Dé, ôt et prêt*. XXVII, 72 et 73. Jurisprudence. XXVII, p. 93.
 - 2. *Dépôt et mandat*. XXVII, 74.
 - 3. *Dépôt et nantissement*. Jurisprudence. XXVII, 75, p. 94.
- II Classification. XXVII, 76.
- III. Du *dépôt proprement dit*.
 - 1. *Caractères*. Gratuité. XXVII, 77. Objet. XXVII, 78-79.
 - 2. Division. XXVII, 80.

DÉPÔT NÉCESSAIRE.**A. PRINCIPES GÉNÉRAUX.**

I. *Conditions* requises pour qu'il y ait dépôt nécessaire. XXVII, 132-134.

II. Quelles sont les *règles* qui régissent le dépôt nécessaire? XXVII, 133.

III. *Preuve testimoniale* admise pour prouver le dépôt nécessaire. XIX, 586.

B. DÉPÔT FAIT DANS UNE AUBERGE OU HÔTELLERIE.

I. En quel sens ce dépôt est *nécessaire*. XIX, 567.

II. *Responsabilité exceptionnelle* de l'aubergiste. XXVII, 136-138.

1. Quel *pouvoir* le *juge* a-t-il en cette matière? XXVII, 139, 140; XIX, 568 (1).

III. *Responsabilité* de l'aubergiste en cas de *vol* ou *dommage des effets apportés* par le *voyageur*.

1. Cas dans lesquels l'aubergiste est responsable. XXVII, 141-143, 146.

a. *Quid* s'il y a une *imprudence* à reprocher au *voyageur*? XXVII, 144.

b. L'aubergiste peut-il *s'affranchir* de la *responsabilité* ou la *diminuer* par des *conventions* faites avec les *voyageurs*? Les avis affichés tiennent-ils lieu de *convention*? XXVII, 145.

2. *Conditions de la responsabilité*.

a. *Qui* est responsable? Logeurs en garni? Logeurs accidentels? Baigneurs? Cafetiers? Restaurateurs? Traiteurs? XXVII, 147-151.

b. *Qui a l'action* en responsabilité? Le *voyageur*. *Quid* de celui qui *n'est pas voyageur*? ou qui *ne loge pas*? XXVII, 152-154.

c. De *quels effets* l'aubergiste répond-il? XXVII, 155.

d. La *responsabilité* est *illimitée*. XXVII, 156-159.

e. *Apport* des effets. *Quid*? XXVII, 160-161.

f. *Jusqu'à quand dure* la responsabilité? XXVII, 162.

V. *Responsabilité* du *voiturier*. XXV, 523-526.

DÉPÔT VOLONTAIRE.**A. CONDITIONS ET PREUVE.**

1. *Conditions*.

1. Dépôt *volontaire* et dépôt *nécessaire*. XXVII, 81.

2. *Capacité*.

a. Effet du dépôt fait par un incapable. XXVII, 83 et 84.

b. Et du dépôt fait par une personne capable à un incapable. XXVII, 85.

3. *Propriété*. Effet du dépôt fait par celui qui *n'est pas propriétaire*. XXVII, 82.

(1) T. XIX, p. 586, n° 568, ligne 4 : au lieu de 1302, lisez 1348.

II. *Preuve du dépôt.* XXVII, 86-88.

1. Aveu et serment. XXVII, 91.
2. Preuve littérale. XXVII, 90.
3. Preuve testimoniale. XXVII, 89.
4. Sens de l'article 1924. XXVII, 92-94.

B. OBLIGATIONS DU DÉPOSITAIRE.

I. *De la garde.*

- a. De quelle faute est-il tenu? XXVII, 93-100.
- b. Peut-il se servir de la chose? XXVII, 101-102.
- c. *Quid* s'il s'en sert sans permission? XXVII, 103.
- d. Peut-il prendre connaissance de la chose déposée? XXVII, 104.

II. *Restitution.*

1. Des choses que le dépositaire doit restituer.
 - a. Que doit-il restituer? si ce sont des choses fongibles? XXVII, 105, 106.
 - b. *Quid* s'il est en demeure? XXVII, 111.
 - c. S'il s'est servi des deniers? XXVII, 112.
 - d. Dans quel état la chose doit-elle être restituée? XXVII, 107.
 - e. Des fruits et intérêts. XXVII, 110.
 - f. *Quid* si le dépositaire est dépouillé par la violence? XXVII, 108.
 - g. Obligation des héritiers du déposant. XXVII, 109.
2. A *qui* la restitution doit-elle être faite?
 - a. Au déposant. XXVII, 113 *Quid* si la chose ne lui appartient pas? XXVII, 120.
 - b. S'il y a un tiers indiqué pour recevoir le dépôt? XXVII, 114.
 - c. *Quid* en cas d'incapacité? XXVII, 115, 116.
 - d. En cas de mort? XXVII, 117-119.
3. Où la restitution doit-elle se faire? XXVII, 123, 124.
4. *Quand* doit-elle se faire? XXVII, 120, 121.
5. Du *dépositaire infidèle*. XXVII, 125.
 - a. Violation du dépôt. Preuve. XIX, 536, 538.
6. *Quand* les obligations du dépositaire cessent-elles? XXVII, 126.
 - a. Compensation. XXVII, 127.
 - b. *Rétention*. XXVII, 127.

C. OBLIGATIONS DU DÉPOSANT. XXVIII, 128-131.

DÉPUTATION PERMANENTE.

1. *Quand* elle est appelée à autoriser l'acceptation de dons et legs faits à des établissements publics. XI, 289.
2. Pouvoir réglementaire en matière de *cours d'eau*. VII, 314.

DÉSARVEU.

Voit le mot *Paternité*.

DÉSHÉRENCE.

- I. *Quand* y a-t-il déshérence? Droit de l'Etat. IX, 158, 159; X, 190-191.
- II. Différence entre la *déshérence* et la *vacance* d'une hérédité. X, 189.

DÉSISTEMENT.

I. *Etat des personnes.*

1. Le désistement de l'action en réclamation d'état est nul à l'égard de l'enfant III, p. 538, *in*.
2. Il peut être opposé aux héritiers. III, 465, 466.
3. Le mari peut-il se désister du jugement qui a admis le désaveu? III, 459.

II. *Incapables.* Peuvent-ils se désister?

1. La femme autorisée à plaider peut-elle se désister? III, 147.
2. Le tuteur peut-il se désister d'une demande qu'il a introduite?
 - a. En matière immobilière? V, 86.
 - b. En matière mobilière? V, 68.

III. Le possesseur doit-il restituer les fruits quand le demandeur se désiste? VI, 224.

IV. *Prescription.* L'interruption est non avenue si le demandeur se désiste XXXII, 98.

DESSÈCHEMENT DES MARAIS.

I. Restriction à la propriété. VI, 134.

II. Travaux de dessèchement. *Privilège.* XXX, 43.

DESTINATION (IMMEUBLES PAR).

Voir le mot *Immeubles*.

DESTINATION DU PÈRE DE FAMILLE (SERVITUDES).

1. *Destination du père de famille* Voir le mot *Servitudes établies par le fait de l'homme*, B, 1.
- II. *Arbres.* Le droit de maintenir les arbres à une distance moindre que la distance légale peut-il s'établir par *destination du père de famille*? VIII, 24.
- III. *Branches.* Peut-on acquérir, par destination du père de famille, le droit d'avancer les branches d'un arbre sur l'héritage d'autrui? VIII, 19.
- IV. *Eaux pluviales.* Les propriétaires inférieurs peuvent-ils acquérir un droit à l'écoulement des eaux par destination du père de famille? VII, 231, 236.
- V. *Eaux de source.* La destination du père de famille peut-elle modifier le droit du propriétaire de la source? VII, 193, 196.
- VI. *Écoulement des eaux* (art. 640). La servitude d'écoulement peut-elle être modifiée par la destination du père de famille? VII, 371.
- VII. *Etang.* Les riverains peuvent-ils acquérir un droit sur les eaux par destination du père de famille? VII, 252.

DÉTOURNEMENT DES EFFETS D'UNE COMMUNAUTÉ OU D'UNE SUCCESSION.

I. *Conditions.*

1. Quand y a-t-il *divertissement* ou *recel*? IX, 335; XXIII, 20.
2. Il faut *intention frauduleuse*. IX, 336; XXIII, 20.
 - a. Conséquence quant à la responsabilité des complices. IX, 337.

DÉTOURNEMENT. — DETTE ALIMENTAIRE.

- b. C'est un délit dont les *incapables* répondent. IX, 338; XXII, 384.
- c. Le fait doit être *personnel* à l'époux ou à l'héritier. XXIII, 21.
- d. Du divertissement *religieux*. XXIII, 22 (1).
5. Faut-il que le divertissement ait lieu *après la dissolution de la communauté*? XXII, 23 (2).
- Ou *après l'ouverture de l'hérédité*? IX, 339.
4. Il y a divertissement, quels que soient les *effets divertis*. XXIII, 22 (3).
5. Et quels que soient les *moyens* employés pour *divertir*. XXIII, 24. 25; IX, 333 et 345*.
6. N'y a-t-il plus divertissement quand le coupable *restitue* la chose divertie? XXIII, 26.
- II. *Conséquences du divertissement quant à l'acceptation.*
1. L'héritier qui divertit est héritier *pur et simple*. IX, 334, 342.
- a. *Quid* si l'héritier est donataire ou légataire? IX, 343.
2. La *femme* est *acceptante* et déchue du bénéfice d'émolument. XII, 382, 383.
- a. *Quid* de la femme divorcée, séparée de corps ou de biens? XXII, 387.
3. *Quid* si le divertissement se fait *après la renonciation*? IX, 339; XXII, 386.
- III. *Conséquence du divertissement quant aux effets divertis.*
1. Le coupable est privé de sa *part* dans les *objets divertis*. IX, 345; XXII, 382; XXIII, 27, 28.
2. L'*époux* reste-t-il tenu de la *moitié* des *dettes*? XXIII, 29.
3. L'*époux* peut-il exercer ses *reprises* sur les biens divertis? XXIII, 30.
4. La peine de l'article 1477 peut-elle s'étendre aux droits que l'époux a comme *donataire* ou *légataire*? XXIII, 31.
- IV. *Action naissant du divertissement.*
1. *Qui* peut agir? IX, 344; XXIII, 33.
- a. Les parties intéressées peuvent-elles renoncer à l'action? XXIII, 33.
- b. Comment s'exerce l'action? IX, 345 bis.
2. *Contre qui* l'action peut-elle être formée? XXIII, 34-36.
3. Dans quel *délai* doit-elle être intentée? IX, 340; XXIII, 37.
4. *Que* doit *prouver* le demandeur? IX, 341; XXIII, 38.
- a. Comment se fait la preuve? XXIII, 39.
5. Les *coupables* sont condamnés *solidairement*. IX, 345 bis, p. 406.

DETTE ALIMENTAIRE.

Voir le mot *Aliments*.

(1) T. XXIII, p. 30, dernière ligne : mettre un *point* après *viciée*? et p. 31, ligne 2 : mettre un *point d'interrogation*.

(2) T. XXIII, p. 29, ligne 1, n° 23 : au lieu de 1476, lisez 1477.

(3) T. XXIII, p. 29, n° 22, ligne 1 : au lieu de 1476, lisez 1477.

DETTES COMMERCIALES ET DETTES CIVILES.

- I. En quoi les dettes *civiles* diffèrent des dettes *commerciales*. XVIII, 273.
 1. L'article 1344 n'est pas applicable aux dettes commerciales. XIX, 484, 485.
- II. *Novation*. Il y a novation quand une dette commerciale est transformée en dette civile. XVIII, 273-275.

DETTES (COMMUNAUTÉ).

Voir les mots *Communauté légale*, *Passif*, *Acquêts (Communauté)*, *Communauté universelle* et *Séparation de dettes (Clause de)*.

DETTES IMMOBILIÈRES ET MOBILIÈRES.

- I. Quelles dettes sont *immobilières*? XXI, 482-487.
 1. N'entrent pas dans le *passif* de la *communauté*. Quels sont les droits du créancier? XXI, 488, 489.
- II. Quelles dettes sont *mobilières*? V, 500; XXI, 400-405.
 1. Les dettes mobilières entrent dans le *passif* de la *communauté*. XXI, 406-408.

DETTES (SUCCESSION).

- I. *Dettes et charges de l'hérédité*. Qui en est tenu?
 1. *Dettes et charges*. *Quid*? XI, 55.
 2. Les *héritiers légitimes* en sont tenus *ultra vires*. XI, 56.
 3. Les *légataires universels saisis*, de même. XI, 61; XIV, 87-89.
 4. Les *successeurs universels non saisis* sont tenus des dettes jusqu'à concurrence de leur émolument.
 - a. L'enfant naturel,
 - b. Les parents naturels,
 - c. Les successeurs irréguliers,
 - d. Les donataires,
 - e. Les légataires à titre universel et à titre particulier. XI, 58-61.
 5. *Quid des successeurs anomaux*? XI, 57.
 6. Des légataires universels et à titre universel de l'*usufruit*. VII, 19-22 (1).
 - a. L'usufruitier est-il tenu personnellement? Les créanciers ont-ils une action directe contre lui? VII, 23, 24, 28 (2).
 - b. L'usufruitier est-il tenu *ultra vires*? VII, 25-27.
 - c. Dans quelle proportion l'usufruitier doit-il payer les intérêts? XI, 29.
 - d. Comment se fait la contribution? XI, 30-33.
 7. Le *donataire de biens présents*, soit en propriété, soit en usufruit, ne contribue pas aux dettes. VII, p. 22; XXII, 399-401. Voir le mot *Donation*, C.
- II. *Paiement*. De l'obligation de payer les dettes et de la *contribution*. XI, 62.
 1. Dans quelle *proportion* les *héritiers* doivent-ils payer les dettes? XI, 63, 64.
 - a. *Quid* en cas de *concours* d'héritiers saisis et de successeurs non saisis? XI, 65, 66.

(1) T. VII, p. 29, ligne 5. Au lieu de : *la propriété*, il faut mettre *l'usufruit*.

(2) T. VII, table, p. 674, n° 28 : au lieu de *indirecte*, lisez *directe*.

- b. Le principe de la division des dettes reçoit exception quand les dettes sont *indivisibles*. XI, 67.
- c. *Quid* si les dettes sont *hypothécaires*? XI, 68-70.
- d. *Rentes*. Du droit d'en demander le remboursement. XI, 72-74.
- e. *Titres exécutoires*. Droit des créanciers. XI, 75, 76.
- 2. Comment les *héritiers et successeurs universels* contribuent-ils aux dettes? XI, 77, 78.
 - a. *Quid* si la part obligatoire dépasse la part contributoire? XI, 79.
 - b. Du successeur qui paye une dette hypothécaire. XI, 80, 81. *Quid* si c'est un héritier bénéficiaire? XI, 82.
 - c. Droit de l'héritier qui est forcé de payer une dette chirographaire au delà de sa part contributoire. XI, 83-85.
 - d. *Quid* si l'héritier paye volontairement une dette chirographaire? XI, 86-88.

DEUIL DE LA VEUVE.

- I. Toute *veuve* a droit au deuil, quel que soit le *régime* sous lequel elle est mariée. XXII, 435; XXIII, 441, 581.
 - a. La femme peut-elle réclamer le deuil pour ses domestiques? XXII, 436.
- II. Les *héritiers* de la femme n'ont pas ce droit. XXII, 434.
- III. *Privilege*. Le deuil n'est pas compris dans les *frais funéraires privilégiés*. XXIX, 338.
 - 1. Est-il garanti par l'*hypothèque légale* de la femme? XXX, 345.
 - 2. Il n'est pas à la charge de la *communauté*. XXI, 479.

DEVIS ET MARCHÉS.

Voir le mot *Louage d'ouvrage*.

DEVOIR D'ÉDUCATION.

- I. A *qui* il incombe? III, 39.
 - 1. Aux père et mère naturels? III, 40; IV, 123, 354.
 - 2. L'enfant a-t-il une action contre son père? III, 41.
 - 3. *Quid* si le père a l'*usufruit légal*? IV, 331.
 - 4. Le père peut-il être *privé* de son pouvoir d'éducation? III, 62.
- II. Des *frais* d'éducation.
 - 1. L'obligation est-elle *solidaire et indivisible*? III, 43.
 - 2. L'enfant doit-il supporter les frais quand il a des *biens*? III, 44.
 - 3. Les *frais d'éducation* tombent dans le *passif* de la communauté. XXI, 475.
 - a. La communauté a-t-elle une récompense quand il s'agit d'enfants d'un premier lit? XXI, 476.
 - b. *Quid* des enfants naturels nés avant ou pendant le mariage? XXI, 477.
- III. *Tutelle*. Le tuteur a le devoir d'éducation. V, 1-4.
 - 1. *Quid* s'il y a un père ou une mère non tuteurs? IV, 263.
- IV. *Tutelle officieuse*. Le tuteur officieux a le devoir d'éducation. IV, 239.

DIGUES (SERVITUDE).

I. *Servitude légale* établie en cas de rupture de digues. VII, 468.

DISCOURS DES ORATEURS DU GOUVERNEMENT ET DU TRIBUNAT.

I. Quelle valeur ces discours ont-ils pour l'interprétation du code civil? I, 275.

II. *Erreurs* commises par les orateurs :

1. *Bail*. XXV, 283, p. 287.

2. *Cautionnement* (art. 2019). XXVIII, p. 202, n° 192.

3. *Hôteliers* (art. 1952). XXVII, 157, p. 180 (observations du Tribunal)

4. *Mariage*. I, p. 244; III, 12.

5. *Prescription*. XXXII, 70.

6. *Présomption de grossesse* (art. 315). III, p. 478.

Comparez la *Préface* de mon *Cours élémentaire de droit civil*, p. 30 (III).

DISCUSSION (DES BIENS).

I. *Caution*. Voir le mot *Cautionnement*, D, I, 1.

II. *Exception de discussion* accordée au tiers détenteur par le code civil. La loi hypothécaire ne l'a pas maintenue. XXXI, 263.

III. Quand la discussion est-elle une condition préalable de l'exercice de certaines actions?

1. *Action paulienne*. XVI, 437.

2. *Réduction de dispositions à titre gratuit* exercée contre des tiers détenteurs. XII, 198.

3. *Retour conventionnel*. Droit de la femme (art. 952). XII, 475.

DISPENSES.

I. *Dispense d'âge* pour se marier. II, 283.

II. *Bans*. *Publication*. Dispense. II, 419.

III. *Mariage*. *Empêchement* résultant de la parenté et de l'alliance. Quand peut-il y avoir dispense? II, 358.

1. Effet de la dispense. Opère-t-elle légitimation des enfants nés d'un commerce incestueux? IV, 175-178.

DISPONIBLE.

Voir les mots *Réserve* et *Quotité disponible entre époux*.

DISPOSITIONS A TITRE GRATUIT.

A. THÉORIE ET HISTOIRE.

I. Le droit de tester est-il de droit naturel? XI, 89, 90.

II. Doctrine coutumière et doctrine romaine. XI, 91-93.

III. La cupidité de l'Eglise et les testaments. XI, 94.

IV. La succession légitime et la succession testamentaire. XI, 95.

V. Les testaments doivent être l'exception. XI, p. 118, *in*.

- VI. Les *tribunaux* accordent une *faveur excessive* aux testaments. XI, p. 177, b, 180, a, f.
- VII. Des divers modes de disposer à titre gratuit. XI, 98-104. Voir les mots *Donation, Donation par contrat de mariage, Donation à cause de mort, Partage d'ascendant, Testament.*

B. DES PERSONNES INCAPABLES DE DISPOSER. XI, 105.

- I. De ceux qui ne sont pas sains d'esprit. XI, 106 (4).
 1. Les *interdits*. XI, 107.
 - a. Les articles 502-504 sont-ils applicables aux donations et testaments? XI, 108-110.
 2. Des *prodigues* et des *faibles d'esprit*. XI, 111-112.
 3. Le jugement qui rejette la demande en interdiction emporte-t-il chose jugée contre la demande en annulation d'un testament? XI, 113.
 4. Des personnes *aliénées* mais non interdites. Preuve de la démence. XI, 114-119. Voir le mot *Aliénés séquestrés*, III, 1, a.
 5. Des personnes assimilées aux aliénés. *Ivresse, passion, suicide*. XI, 120-123.
 6. Des personnes incapables de manifester leur volonté. *Sourds-muets, vieillards*. XI, 124-126.
 7. Des *vices de consentement*. Erreur, violence, dol. XI, 127-130.
 8. *Captation et suggestion*. XI, 131-135.
 9. Le *concubinage* vicie-t-il les libéralités faites aux concubins? XI, 136.
 10. Action en *nullité* fondée sur l'insanité. *Preuve*. XI, 137-139.
 11. Le juge peut-il *réduire les libéralités* en cas de *captation*? XI, 149.
- II. Le *mineur*.
 - a. Incapacité du mineur. XI, 141, 142.
 - b. Quand devient-il capable? XI, 141, 143, et dans quelle limite? XI, 144.
 - c. Les articles 903 et 904 règlent une question de *capacité* et non de *disponibilité*. XI, 145. Conséquence qui en résulte. XI, 146-148.
 - d. Les *biens* dont le mineur *ne peut pas disposer* se partagent d'après le *droit commun*. XI, 149.
 - e. Application du principe au cas où le mineur lègue *son disponible* à un *étranger*. XI, 150, ou à un *ascendant*. XI, 151, 152.
- III. Des *femmes mariées*. XI, 153.
- IV. Des *faillis*. XI, 154.
- V. Des *religieuses hospitalières*. XI, 155.

C. DES PERSONNES INCAPABLES DE RECEVOIR.

- I. Les *enfants non conçus*. XI, 157.
 1. Conditions requises pour que l'enfant conçu puisse recevoir. XI, 158-160.

(4) T. XI, p. 134, ligne 3 : au lieu de *lesquels*, lisez *lequel*.

II Les associations libres. XI, 161-164. Voir le mot *Associations religieuses*.

1. La fraude a reconstitué les corporations religieuses. XI, 166.
2. La fraude légitimée par l'Eglise. XI, 167, 168.
3. Les associations frauduleuses. XI, 169-171.
4. Les donations frauduleuses. XI, 172-174. *Droit des héritiers* d'attaquer la donation. XI, 173.
5. Les legs frauduleux. XI, 175-178.
6. *Droit des héritiers*. Édit de 1749. XI, 181. Sous l'empire du code civil. XI, 180, 182, 183.
7. *Quid* si les héritiers ne réclament pas? Édit de 1749. XI, 184.
a. *Droit de l'État* d'après le code civil. XI, 185.

III. Des personnes civiles. Voir ce mot.

IV. Des personnes incertaines.

1. La libéralité faite à des personnes incertaines est nulle, en principe. XI, 307-310. Jurisprudence. XI, 175-176, p. 236 et 237.
2. Le principe ne s'applique pas aux fondations, par exemple, pour les pauvres. XI, 311-313.
3. Des legs faits pour *bonnes œuvres*. XI, 317-320.
4. Legs faits pour *prières*. XI, 321-324. Pour les *trépassés*. XI, 316.
5. *Quid* si le légataire est *mal désigné*? XI, 323.

V. De la *faculté d'être*. N'existe plus en droit français. XI, 326-328.VI. *Médecins*. Nature de l'incapacité. XI, 346.

1. Qui est frappé d'incapacité? XI, 339-344 (1).
2. Sous quelles conditions? XI, 342-345.
3. Exceptions.
a. Dispositions rémunératoires. XI, 347-349.
b. Dispositions en faveur des parents. XI, 350-352.
c. Du mari médecin, du médecin ami et des empiriques. XI, 353-356.

VII *Mineur et tuteur* (art. 907). XI, 329, 330.

1. A quelles conditions le mineur peut-il tester au profit de celui qui a été son tuteur? XI, 331-334.
2. Limites de l'incapacité. XI, 335-336.
3. Exceptions à l'incapacité. XI, 337, 338.

VIII. *Ministres du culte*. XI, 357-358 bis.IX. *Officiers maritimes*. XI, 359.X. *Enfants naturels*.

1. Des enfants reconnus. XI, 360-364.
2. Des enfants non reconnus. XI, 365-367.
3. Des descendants légitimes de l'enfant naturel. XI, 368.
4. L'enfant naturel peut-il recevoir des parents de ses père et mère? XI, 369.
5. L'article 908 n'est pas applicable quand les père et mère ne laissent pas d'héritiers légitimes. XI, 370.

XI. *Enfants adultérins ou incestueux*. XI, 371, 372.

(1) T. XI, p. 466, n° 341, 3^e ligne : au lieu de 907, lisez 909, et p. 467, n° 342, 1^{re} ligne : au lieu de 907, lisez 909.

D. A QUELLE ÉPOQUE DOIT EXISTER LA CAPACITÉ? XI, 373.

1. Du donateur et du donataire. XI, 374-378.

2. Du testateur? XI, 379-384.

3. Du légataire? XI, 382-384.

4. Application des principes.

a. A l'enfant naturel. XI, 383.

b. Au mineur. XI, 386, 387.

E. SANCTION DES INCAPACITÉS,

I. Nullité. XI, 388, 389.

II. Donations déguisées. XI, 390. Preuve. XI, 391, 392.

III. Libéralités faites sous le nom de personnes interposées.

1. Des personnes présumées interposées. XI, 393, 394.

a. Père et mère. XI, 393, 396.

b. Enfants et descendants. XI, 397, 398.

c. Conjoint. XI, 399-401.

2. Effet de la présomption. XI, 402-403.

3. Quand la présomption cesse-t-elle? XI, 408.

4. De l'interposition de fait. XI, 409.

a. Preuve. XI, 410-412.

b. Faut-il un concert entre le testateur et le fidéicommissaire. XI, 413-415, 418.

c. La libéralité peut-elle être validée comme s'adressant à l'œuvre que le testateur a voulu gratifier? XI, 416.

d. Quid si le véritable légataire est inconnu? XI, 417.

5. Conséquence de la fraude.

a. A quels cas s'applique l'article 911? XI, 419, 420.

b. De l'action en nullité. Effet. XI, 421-428.

Voir les mots *Conditions réputées non écrites,**Donations entre vifs,**Donations faites aux époux et entre époux,**Exécuteurs testamentaires,**Legs, Nullité et caducité des legs,**Partage d'ascendant,**Révocation des testaments,**Substitutions prohibées et Substitutions permises,**Testaments.***DISPOSITIONS COMMINATOIRES.**

I. Qu'entend-on par dispositions comminatoires? En quel sens n'ont-elles pas l'autorité de chose jugée? Critique de la jurisprudence. XX, 142-147.

DISTANCES.I. *Constructions.* Distances à observer pour certaines constructions. VIII, 25-34.II. *Plantations.* Distances à observer pour les plantations qui se font sur la ligne séparative de deux héritages. VIII, 1-21. Voir les mots *Constructions, D* et *Plantations.*

- III. *Vues et jours*. Distances à observer pour l'ouverture de fenêtres ou de jours. VIII, 55, 59, 53, 54, 57.

DISTINCTION DES CHOSES ET DES BIENS.

- I. D'après leur nature. Voir le mot *Biens*, I.
- II. Quant au *droit de propriété*. Voir le mot *Biens*, II.

DISTINCTION DES DROITS.

- I. Voir le mot *Droits réels et personnels*.

DISTINCTION (INTERPRÉTATION DES LOIS).

- I. On ne peut distinguer quand la loi ne distingue pas. I, 278.
- II. On doit distinguer quand la distinction est impliquée dans le principe ou dans les motifs de la loi. I, 278
 1. Exemples. V, 16, 308; XXVI, 31, 32; XXVIII, 320; XXXII, 25.
 Comparez la *Préface* de mon *Cours élémentaire de droit civil*, p. 70. (III.)

DISTRACTION.

- I. Les créanciers qui *saisissent* les meubles de leur débiteur ne peuvent pas opposer l'article 2279 à celui qui agit en distraction du mobilier saisi. XXXII, 554.

DISTRIBUTION PAR CONTRIBUTION.

- I. *Créanciers chirographaires*. Vente des biens du débiteur. Les deniers se distribuent par contribution. XXIX, 278-280.
- II. Distribution des deniers par l'héritier *bénéficiaire*. X, 153-173.
- III. *Frais* de distribution sont *privilégiés*. XXIX, 333-337.

DIVERTISSEMENT.

- I. Par l'époux commun en biens ou par l'un des héritiers d'effets de la communauté ou de la succession. Voir le mot *Détournement*.

DIVIDENDE.

Prescription quinquennale. S'applique aux dividendes. XXXII, 443.

DIVISIBILITÉ.

Voyez le mot *Obligations divisibles et indivisibles*.

DIVISION.

Exception de division. Voir le mot *Cautionnement*, D, I, 2.

DIVORCE.

- I. Considérations générales.
 1. Justification du divorce. III, 171-174.
 2. Le divorce et les croyances religieuses. III, 173, 176.
 3. Des causes de divorce. III, 177.
 4. Règle d'interprétation. III, 178.

A. DIVORCE POUR CAUSE DÉTERMINÉE

- I. Quelles sont les causes déterminées ?
 1. Adultère. III, 179-183.
 2. Excès et sévices. III, 186-189.

3. Injures graves. III, 190-196
 4. Condamnation à une peine infamante. III, 197.
 5. Divorce comme suite de la *séparation de corps*. III, 198-200.
 - II. *Preuve des causes déterminées.*
 1. Aveu. III, 206.
 2. Preuve littérale. Lettres confidentielles. III, 201-204.
 3. Preuve testimoniale et présomptions. III, 205.
 4. Serment. III, 207.
 - III. *Fins de non-recevoir.* III, 208.
 1. Réconciliation. III, 209-212.
 2. Compensation. III, 213, 214. Prescription. III, 215.
 - V. *Procédure.*
 1. *Action en divorce.*
 - a. Qui peut l'intenter? III, 216, 217.
 - b. Compétence. III, 218-220.
 2. Procédure. Régulée par le code civil. III, 221-223.
 3. Mesures préliminaires. Tentative de conciliation. III, 224-228.
 4. Instance judiciaire. Fins de non-recevoir. Second jugement. III, 229-232.
 5. Enquête. Témoins. Formes. III, 233-241.
 6. Jugement. Exécution. Prononciation du divorce. III, 242-251.
 - IV. *Mesures provisoires.* Le mariage subsiste ainsi que le contrat de mariage. III, 252, 253.
 1. Des enfants. Mesures que le tribunal peut prendre. III, 254-256.
 2. Résidence provisoire de la femme. III, 257-259.
 3. Provision alimentaire de la femme. III, 260-263. *Quid du mari?* III, 264.
 4. Mesures conservatoires des droits de la femme. III, 265-269.
 - VI. *Demande reconventionnelle en divorce.* III, 270-272.
- B. DIVORCE PAR CONSENTEMENT MUTUEL.**
- I. Ce que c'est que le consentement mutuel. III, 273.
 1. Critique du code. III, 274-276.
 - II. *Conditions.* III, 277, 278.
 - III. *Mesures préliminaires.* III, 279-281.
 - IV. *Procédure. Recours.* Prononciation du divorce. III, 282-286.
- C. EFFETS DU DIVORCE.**
- I. *Dissolution du mariage et conséquences.* III, 287-289.
 - II. Effet quant aux *époux.*
 1. Divorce pour *cause déterminée.* III, 290, 291; II, 366.
 2. Divorce par *consentement mutuel.* III, 292; II, 366.
 - III. Effet quant aux *enfants.*
 1. Divorce pour *cause déterminée.*
 - a. Droits des parents. III, 293, 294.
 - b. Droits des enfants. III, 295, 296.
 2. Divorce par *consentement mutuel.* III, 297.
 - a. Droit spécial des enfants (art. 305). III, 298-300.

IV. Effets *pécuniaires* du divorce.1. Du divorce pour *cause déterminée*.a. *Pension alimentaire*. III, 308-311.b. *Révocation des libéralités*. III, 301-307.2. Divorce par *consentement mutuel*. III, 312.

D. QUESTIONS DE RÉTROACTIVITÉ, I, 180, 181.

E. QUESTIONS DE STATUT.

I. Le divorce est un statut personnel.

1. Les étrangers peuvent divorcer en France. I, 93.

2. L'étranger divorcé peut se marier en France. I, 93.

3. L'étranger dont le statut personnel repousse le divorce ne peut pas se marier en France. I, 180, 181.

DOL.

I. *Consentement*. *Vice*. XV, 522-530.II. *Adoption*. Le dol est une cause de nullité. IV, 238.III. *Dommages-intérêts* dont le débiteur coupable de dol est tenu. XVI, 206, 297.IV. *Donations et Testaments*. XI, 127-130.V. *Mariage*. Le dol n'est pas une cause de nullité. II, 289.VI. *Nullité*. La nullité du chef de dol réagit contre les tiers. XIX, 75, 76.VII. *Partage*. Le dol le vicie. X, 468.VIII. *Reconnaissance* d'enfant naturel. IV, 64.IX. *Serment* peut être déferé sur un fait dolo. XX, 230, p. 282, a.X. *Succession*.1. *Acceptation*. IX, 354.2. *Renonciation*. IX, 670.

DOMAINE.

I. *Domaine*. *Propriété*. Voir ce mot.II. *Domaine direct et utile*. Cette distinction n'existe plus dans le droit moderne.

VIII, 342-345, 348-351.

III. *Domaine de l'Etat*, des *provinces* et des *communes*. Voir le mot *Biens*, II.IV. *Domaine éminent*. En quel sens l'*État* a un domaine éminent. I, 78.

DOMAT.

I. Domat et Pothier sont les auteurs du code civil. XV, 420, 422. Voir le mot *Pothier*.

II. Sa théorie du droit de succession. VIII, 474.

III. Critique de la théorie romaine. VIII, p. 575, suiv.

DOMESTIQUES.

A. CONTRAT DE LOUAGE.

I. *Domestiques*.

1. Qu'entend-on par domestiques? XXV, 483.

2. Les décrets impériaux sur les domestiques sont-ils encore en vigueur? XXV, 489.

3. Lacune du code civil. XXV, 488.

II. On ne peut engager ses services *qu'à temps* ou pour une *entreprise déterminée*.

1. Explication de l'article 1780. XXV, 491, 495-497.

2. Le principe de l'article 1780 est général; il s'applique à toutes personnes. XXV, 492.

III. *Preuve* du contrat en ce qui concerne la quotité des gages, le payement du salaire et les à-compte.

1. Explication de l'article 1781. XXV, 498, 499, 501-505.

IV. Quand *finit* le contrat de louage des domestiques? XXV, 507.

B. DOMICILE.

I. Domicile légal des domestiques. II, 96, 97.

II. *Legs* fait aux domestiques. Ne se compense pas avec leurs gages. XIV, 164.

III. *Mandat tacite*. Les domestiques ont-ils mandat tacite pour l'achat des provisions de ménage? XXVII, 390.

IV. *Prescription* de leur action. XXXII, 503.

V. *Privilege* des domestiques. XXIX, 364-369.

VI. Responsabilité des maîtres. XX, 570. Voir le mot *Responsabilité du fait d'autrui*.

VII. *Témoins*.

1. Les domestiques peuvent être témoins dans les procès en divorce. III, 234.

2. *Quid* dans les *testaments authentiques*? XIII, 279, et *mystiques*? XIII, 401.

DOMICILE D'ELECTION.

I. Domicile *élu* par les *parties*. Conditions. II, 104-108.

II. Domicile d'élection *ordonné* par la loi. 103.

1. *Inscription* hypothécaire. XXXI, 48-53.

2. *Mariage*. *Opposition*. II, 91.

3. *Purge*.

a. Notification aux créanciers inscrits. XXXI, 459.

b. Mise aux enchères. XXXI, 528.

III. *Effet* du domicile *élu*. I, 109-113.

DOMICILE (MARIAGE).

I. A quel domicile le mariage doit-il être célébré? II, 423.

II. *Domicile matrimonial*.

1. Obligation de la femme. III, 486.

2. *Divorce*. Adultère du mari (art. 230). III, 182.

3. *Femme*. *Autorisation* (art. 219). III, 126.

DOMICILE DE LA TUTELLE.

I. Qu'entend-on par domicile de la tutelle? où est ce domicile? IV, 447-451

DOMICILE REEL.

I. Domicile.

1. *Dénat*. II, 63.

2. Domicile *politique*. II, 72.
3. *Domicile et résidence*. II, 71.
4. *Toute personne a un domicile*. Personne ne peut en avoir deux. II, 66-69.
5. *Personnes civiles*. Domicile. II, 70.
- II. Quel est le *domicile d'origine* de toute personne ? II, 73.
 1. Conséquence qui en résulte. II, 74.
 2. *Quid* si le domicile est inconnu ? II, 75, 76.
- III. Le domicile d'origine peut être changé. II, 77.
 1. Par la *volonté de l'homme*. Conditions requises pour qu'il y ait *changement de domicile*. II, 78-82.
 2. Par l'acquisition d'un *domicile légal*. II, 83.
- IV. Domicile *légal*:
 1. De la femme mariée. II, 84, 85.
 2. De l'interdit. II, 89.
 3. Du mineur. II, 86-88.
 4. Des fonctionnaires. II, 86-95.
 5. Des gens de service. II, 96, 97.
 6. *Quid* s'il y a conflit entre plusieurs domiciles légaux ? II, 99.
 7. Quand cesse le domicile légal ? II, 98.
- V. *Effets* du domicile réel. II, 100-102.
 1. *Absence*.
 - a. Présomption d'absence. II, 134, 136.
 - b. Déclaration d'absence. II, 159.
 2. *Adoption*.
 - a. Art. 353. II, 212, 215.
 - b. Art. 354. II, IV, 217.
 - c. Inscription sur les registres (art. 359). IV, 214, 222.
 3. *Etrangers*. Ont-ils un domicile en France ? II, 68.
 4. *Interdiction*. La demande doit-elle être portée devant le tribunal du domicile ? V, 271.
 5. *Mariage*. Tient-on compte du *domicile* ou de la *résidence* ? II, 412-416.
 6. Prescription de dix à vingt ans. Tient-on compte du *domicile* ou de la *résidence* ? XXXII, 421.
 7. *Succession*. Ouverture. VIII, 524.
 8. *Tutelle officieuse*, art. 363. IV, 238.

DOMMAGE.

- I. *Celui qui éprouve un dommage par sa faute n'est pas censé lésé*.
 1. Quand cet adage est applicable. XX, 483-487. Jurisprudence. XX, 488-490.
 2. *Quid* s'il y a *conflit de fautes* ? XX, 491.
 3. Quand les *fautes réciproques* excluent toute responsabilité ? XX, 492.

DOMMAGES INTÉRÊTS.

- I. *Délits et quasi-délits*. Voir ce mot, C.
- II. *Obligations conventionnelles*. Voir le mot *Dommages-intérêts conventionnels*.
- III. Responsabilité du *fait d'autrui*; — du dommage causé par des *animaux*; — du dommage causé par des *choses*. Voir le mot *Responsabilité du fait d'autrui*.

DOMMAGES-INTÉRÊTS CONVENTIONNELS.**A. CONDITIONS REQUISES POUR QU'IL Y AIT LIEU A DOMMAGES-INTÉRÊTS.****I. *Domage*.** XVI, 279-280.1. *Quid* du préjudice moral? XVI, 281.**II. *Imputabilité*.**1. La *bonne foi* excuse-t-elle le débiteur? XVI, 236.2. L'*impossibilité* d'exécuter ses obligations? XVI, 235.3. Faut-il une *mise en demeure*? XVI, 232.4. Faut-il une *mise en demeure* pour constater toute *inexécution* d'une obligation par le débiteur? XVI, 233, 234. Voir les mots *Demeure*, *Faute*, *Garantie*.**III. L'imputabilité cesse par le *cas fortuit*.**1. Qu'entend-on par *cas fortuit*? XVI, 257-258.2. *Guerre*? Voir ce mot.3. Faut du *prince*? Voir le mot *Prince* (fait du prince).4. Faut d'un *tiers*? XVI, 262.5. L'*incendie* est-il un cas fortuit? XVI, 263.6. *Jurisprudence*. Critique. XVI, 264.**IV. Conditions requises pour que le *cas fortuit* excuse le débiteur.** XVI, 263-269.V. *Effet* du cas fortuit. XVI, 270 (1) -274.VI. Quand le débiteur est tenu de la *force majeure*? XVI, 275-277.VII. *Preuve* du cas fortuit. Qui doit le prouver? XVI, 278.**B. ETENDUE DES DOMMAGES-INTÉRÊTS DANS LES OBLIGATIONS QUI ONT POUR OBJET UNE SOMME D'ARGENT.**Voir le mot *Intérêts moratoires*.**C. ETENDUE DES DOMMAGES-INTÉRÊTS DANS LES OBLIGATIONS QUI N'ONT PAS POUR OBJET UNE SOMME D'ARGENT.****I. *Dommages-intérêts*.**

1. Ce qu'ils comprennent. XVI, 283.

2. Le juge doit les allouer. XVI, 284.

3. En distinguant si le débiteur est de bonne foi ou de mauvaise foi. XVI, 285.

II. De quels dommages-intérêts est tenu le débiteur de *bonne foi*? XVI, 286-2881. Qu'entend-on par dommages-intérêts *prévus*? XVI, 289-295.

2. Le juge peut modérer les dommages-intérêts, quand les deux parties sont en faute. XVI, 294.

III. De quels dommages-intérêts est tenu le débiteur de *mauvaise foi*? XVI, 295 (2) -297.

1) T. XVI, p. 332, la pagination porte 332 : lire 331.

2) T. XVI, p. 351, ligne 4 du n° 295 : au lieu de *te*, lisez *du*.

D. EVALUATION DES DOMMAGES-INTÉRÊTS.

I. Par *jugement*. XVI, 298.

1. Le juge peut-il accorder des dommages-intérêts pour inexécution *future* de l'obligation ? XVI, 299.

2. A raison de tant *par jour de retard* ? XVI, 300.

3. *Quid* si ces dommages-intérêts sont *comminatoires* ? XVI, 301.

4. *Quid* des dommages-intérêts qui ont pour objet de briser la *résistance* du débiteur ? XVI, 302.

II. Par *convention*. XVI, 303, 304.

1. Peut-on convenir que le débiteur ne sera tenu d'*aucuns dommages-intérêts* ? XXV, 531, 545-549.

III. Par la *loi*. XVI, 318.

E. DISPOSITIONS SPÉCIALES.

I. *Contrainte par corps*. Les dommages-intérêts dus pour dol peuvent être sanctionnés par la contrainte par corps. XXVIII, 433.

II. *Hypothèque*. XXX, 526.

III. *Indivisibilité*. XVII, 385, 386.

IV. *Obligation accessoire*. Voir le mot *Clause pénale*.

V. *Privilège du vendeur*. Les dommages-intérêts ne sont pas privilégiés. XXX, 14.

VI. *Promesse de mariage*. *Séduction*. Voir ce mot.

VII. *Solidarité*. Voir ce mot.

DON (MANUEL).

I. *Dons manuels* sont-ils valables sans aucune solennité ? XII, 274-276.

A. CONDITIONS REQUISES POUR LA VALIDITÉ DES DONS MANUELS.

I. *Tradition*. XII, 277, 278.

1. *Quid* des créances, billets au porteur, billets à ordre ? XII, 279-282.

2. *Quid* des manuscrits ? XII, 283.

II. *Concours de volontés*. XII, 284.

1. Du donateur. *Preuve*. A qui incombe-t-elle quand le donataire est en possession ? *Quid* si la preuve de la possession résulte d'un *aveu* ? XII, 285-289.

2. Du donataire. XII, 290.

a. *Quid* si le donateur a remis la chose à un tiers chargé de la délivrer ? XII, 291-292.

b. L'*acceptation* doit se faire du *vivant du donateur*. XII, 293-296.

III. Dons manuels faits à un *établissement public*.

1. Sont soumis à l'*autorisation*. XII, 300-302.

2. L'*autorisation* doit-elle être suivie d'une *acceptation* ? Peut-elle être donnée après la mort du donateur ? XII, 303.

3. Les dons *non autorisés* sont *nuls*. Action en répétition. XII, 304-305.

4. Y a-t-il des *exceptions* à la règle de l'*autorisation* ? XII, 306.

IV. *Capacité*. Il faut capacité de donner et de recevoir. XII, 300.

1. Donation par une femme mariée, non autorisée, à un curé XIX, 507.

V. *État estimatif* n'est pas requis pour les dons manuels. XII, 375

VI. *Irrévocabilité*. Les dons manuels sont irrévocables. XII, 297.

1. *Révocables* s'ils sont faits entre époux. XII, 298.

2. Un *mourant* peut-il faire un don manuel? XII, 299.

VII. *Rapport et réduction*. Les dons manuels y sont soumis. X, 596-597; XII, 304; XV, 396.

DONATAIRE.

A. DROITS DU DONATAIRE. TRANSMISSION DE LA PROPRIÉTÉ.

1. Entre les *parties*. XII, 363-365.

II. A l'égard des *tiers*.

1. *Meubles corporels*. XII, 366.

2. *Meubles incorporels*. XII, 367.

3. *Immeubles*. Transcription. Loi belge. XII, 368-371; XXIX, 44-53.

B. OBLIGATIONS DU DONATEUR.

I. Il n'est pas tenu à la *garantie*. XII, 393.

1. Sauf de la *dot*. XII, 396.

2. Ou quand il l'a promise. XII, 395.

3. *Quid* si la donation est onéreuse ou rémunératoire? XII, 397, 398.

a. Le donataire a l'*action* en garantie du *donateur*. XII, 393.

b. Le donataire *évincé* a un recours contre le débiteur principal.
XII, 394.

II. Le donateur répond :

1. De ses *faits personnels*. XII, 390-392.

2. De sa *faute*. XII, 388, 389.

C. OBLIGATIONS DU DONATAIRE.

I. Il n'est pas tenu des *dettes*, quand même la donation comprendrait *tous les biens présents*. XII, 399-401.

1. *Exception*. Convention *expresse* ou *tacite*. XII, 402.

a. Il faut que les dettes aient date certaine. XII, 403.

b. Droits des créanciers contre le donateur. XII, 403.

c. Le donataire est-il tenu *ultra vires*? XII, 404.

d. *Quid* s'il n'y a pas de convention? XII, 406.

DONATIONS (ENTRE-VIFS).

A. CONDITIONS REQUISES POUR L'EXISTENCE OU POUR LA VALIDITÉ DES DONATIONS.

I. Conditions requises pour l'*existence* des donations. XII, 217-219.

1. *Solennité*. Pourquol la donation est-elle un contrat solennel? XII, 220-223.

a. L'*acceptation expresse* tient-elle à la solennité? XII, 224.

b. *Quid* de la *notification* de l'*acceptation*? XII, 225.

c. *Quid* de l'*état estimatif*? XII, 226.

2. *Conséquences* qui résultent de l'*inexistence* de la donation XII, 227-229.

II. *Authenticité de l'acte.* XII, 230-233.

1. L'autorisation du mari doit-elle être authentique? XII, 234.
2. Le mandat de donner doit être authentique. XII, 236.
3. La donation sous seing privé devient-elle authentique :
 - a. Par le dépôt? XII, 235.
 - b. Par la reconnaissance en justice ou par devant notaire? XII, 235.

III. *Acceptation expresse.* XII, 237, 238.

1. Par le donataire. XII, 239, 240.
2. Par un mandataire. XII, 242.
3. Par un tiers non mandataire? XII, 241.
4. *Incapables.* Donation faite
 - a. A une femme mariée. XII, 243, 244.
 - b. Aux mineurs et interdits. XII, 245. Droit des ascendants. XII, 246-249. *Quid des ascendants de l'interdit?* XII, 251.
 - c. Aux mineurs émancipés. XII, 250.
 - d. Aux personnes placées sous conseil judiciaire. XII, 252.
 - e. Aux personnes civiles (établissements publics). XII, 255.
 - f. Aux sourds-muets. XII, 253, 254.
5. *Effets de l'acceptation régulière.* XII, 256, 257.
6. *Nullité de l'acceptation irrégulière.* XII, 258 et 259 (1).
7. *Recours des incapables en cas de défaut d'acceptation.* XII, 260-263.

IV. *Notification de l'acceptation.*

1. Forme XII, 269.
2. Elle est requise pour l'existence de la donation. XXII, 264-268.

V. *Des exceptions au principe de la solennité des donations.*

1. De l'exception établie par les articles 1121 et 1973. XII, 270, et XV, 500-561.
2. Donations déguisées XII, 272, 304, 503.
3. Dons manuels. XII, 274-276.
4. Remise d'une dette. XII, 272. Voir le mot *Remise*.
5. Exception à la solennité de l'acceptation. XII, 273; XV, 161.

VI. *Des libéralités qui ne sont pas considérées comme des donations.*

1. Arrangements de famille. Critique de la jurisprudence. XII, 344, 345.
2. Dette naturelle. Libéralités faites en acquit d'une dette naturelle. Critique de la doctrine et de la jurisprudence. XII, 355-360; XV, 175; XVI, 116-118; XVII, 30.
3. Donations mutuelles, onéreuses, rémunératoires. Voir ces mots.
4. Gratifications. XII, 362.
5. Renonciations. XII, 346-354. Voir le mot *Renonciation (Libéralité)*.
6. Souscription. XII, 361.

. EFFET DES DONATIONS.

1. *Translation de la propriété.* XII, 363-369. Voir le mot *Donataire (Droits du)*, A.

(1) T XII, p. 323, ligne 2 : au lieu de 235, lisez 236.

II. Donations mobilières. *État estimatif.*

1. But de l'état estimatif. XII, 372.
2. Formes. XII, 383-386.
3. *Quid* s'il n'y en a pas? XII, 373-374.
4. Quand faut-il un état estimatif?
 - a. Don manuel? XII, 375.
 - b. Droits mobiliers? XII, 378. L'article 1690 et l'article 5 de la loi hypothécaire sont-ils applicables? XII, 379.
 - c. Meubles immobilisés? XII, 377.
 - d. Donations par contrat de mariage? XII, 384.
 - e. Donations entre époux? XII, 382.
 - f. Donations déguisées? XII, 376, onéreuses et rémunératoires? XII, 380.

III. Obligations du donateur et du donataire. Voir le mot *Donataire*, B, C.

C. IRRÉVOCABILITÉ DES DONATIONS.

I. *Donner et retenir ne vaut.*

1. Sens de cet adage. XII, 407-410.
2. Application. XII, 411, 412.

II. Donation de biens à venir est nulle. XII, 413.

1. Qu'entend-on par biens présents et par biens à venir? XII, 414-416.
2. *Quid* si la donation comprend des biens présents et à venir? XII, 417.
3. Donation payable au décès du donateur. XII, 418 (1) -422.
4. Donation sur les biens que le testateur laissera à son décès. XII, 423-429; XV, 182.

III. Donations conditionnelles.

1. La donation peut se faire sous les mêmes modalités que tout contrat, sauf l'application du principe que, donner et retenir ne vaut. XII, 430-433.
2. Condition de payer les dettes du donateur. Quand la donation est-elle valable, quand est-elle nulle ou inexistante? XII, 434-439.
3. Donation avec réserve de disposer est nulle. XII, 440, 441.
 - a. La réserve annule toujours la donation, quand même elle serait conditionnelle ou qu'elle se trouverait dans une donation déguisée. XII, 442-443.
4. Donation avec réserve de l'usufruit. XII, 446-448.
5. Donation avec clause de retour. XII, 449-479. Voir le mot *Retour conventionnel*.

IV. Nullité. Donation nulle et donation inexistante. *Prescription*. XII, 480-484.

D. RÉVOCATION DES DONATIONS. XII, 485-520, et XIII, 1-100.

Voir le mot *Révocation des donations*.

E. RÉGIME DE COMMUNAUTÉ LÉGALE.

1. Les dons et legs mobiliers faits aux époux entrent en communauté. XXI, 217.

(1) T. XII, p. 508, ligne 22. Après le mot *valable*, ajoutez : (n° 418).

II. Le mobilier *donné* reste *propre* au donataire si le donateur en fait la *déclaration*. XXI, 276-279.

III. L'*immeuble* donné par contrat de mariage reste *propre* au donataire. XXI, 299, 300.

IV. Des *immeubles* donnés pendant le mariage à l'un des époux ou aux deux époux. XXI, 310-314.

F. RÉTROACTIVITÉ (QUESTIONS DE).

I. Causes de *révocation*. I, 225.

II. Rapport des donations. I, 245.

III. Réduction des donations. I, 244-249.

DONATIONS A CAUSE DE MORT.

I. *Abolies*. En quoi elles diffèrent des donations et testaments, de l'institution contractuelle et de la donation entre époux pendant le mariage. XII, 96-104.

II. La *clause d'association* est nulle. XV, 207 et 208.

DONATIONS CONDITIONNELLES.

Voir le mot *Donations (entre-vifs)*, p. 152, C, III.

DONATION DE BIENS A VENIR.

Voir le mot *Donations (entre-vifs)*, p. 152, C, II.

DONATIONS DÉGUISÉES.

I. Donation déguisée. *Quid* ? 304, 306.

1. Les *avantages* résultant d'un *contrat onéreux* sont valables, 302, 303.

2. Les donations *déguisées* sont *nulles*. Critique de la jurisprudence. 301, 303.

II. Conditions requises pour que la donation déguisée soit valable, dans l'opinion commune.

1. *Capacité*. On applique le droit commun. XII, 315-317.

2. *Cause*. Il faut une cause licite. XII, 318.

3. *Consentement*. Volonté de donner et de recevoir. XII, 311-314

4. *Formes*. Pas de solennité. Quelles formes sont requises. XII, 307-310

5. L'article 1088 est-il applicable aux donations *déguisées* ? XV, 171.

III. *Effet* de la donation déguisée.

1. On applique le droit commun qui régit les donations. XII, 319-323.

2. Elle est *révocable* pour ingratitude et survenance d'enfant. XIII, 18, 77

a. La *prescription trentenaire* est-elle applicable à la donation déguisée ? XIII, 100.

3. Les *immeubles donnés* restent-ils propres à l'époux donataire ? XXI, 314.

IV. *Nullité*. Quand la donation déguisée est-elle nulle ? XII, 324-326.

V. *Preuve* du déguisement. XII, 327-332.

DONATION MUTUELLE

I. Est-ce une *libéralité* sujette aux *formes des donations* ? XII, 342, 343.

II Est-elle *révocable* pour ingratitude et survenance d'enfant ? XIII, 16 et 73.

III. *Quid* si l'une des donations est *révoquée* ? XII, 515.

IV. Des dons mutuels entre époux par contrat de mariage. XII. 307, 308.

154 DONATION ONÉREUSE.—DONATION PAR CONTRAT DE MARIAGE.

V. Les *donations entre époux pendant le mariage* par un seul acte sont nulles. XV, 522-525.

DONATION ONÉREUSE.

- I. Est-ce une libéralité soumise aux *formes des donations*? XII, 330-341.
- II. Donne-t-elle lieu à *garantie*? XXII, 598.
- III. *Privilège du donateur*. XXX, 25-28, 73, 76.
 1. *Privilège et droit de révocation*. XXX, 120-145. Voir le mot *Privilèges immobiliers*, *Privilège et résolution*.
- IV. L'immeuble donné avec charge reste-t-il *propre* à l'époux donataire? XXI, 215.
- V. La donation onéreuse soumise à *rapport*. X, 895.
- VI. *Révocation pour inexécution des charges*. XIII, 494-520. Voir le mot *Révocation des donations*.
- VII. La donation onéreuse est-elle *révocable* pour ingratitude et pour survenance d'enfant? XIII, 17 et 72.

DONATIONS PAR CONTRAT DE MARIAGE AUX ÉPOUX.

A. GÉNÉRALITÉS.

- I. *Règles générales concernant les donations faites par contrat de mariage*. XV, 160-164.
- II. *Règles générales concernant les donations en faveur du mariage*. XV, 165-171.

B. DONATION DE BIENS PRÉSENTS. XV, 172-176.

Voir le mot *Pension dotale* (*Dot*. III, 5).

C. INSTITUTION CONTRACTUELLE.

Voir le mot *Promesse d'égalité*.

I. Généralités.

1. L'institution contractuelle est une donation. XV, 177-179.
2. Quand y a-t-il institution contractuelle? XV, 180-182.
3. *Caractère distinctif*. XV, 183. *Jurisprudence*. XV, 184.
4. *Règle d'interprétation*. XV, 185.

II. Conditions.

1. *Formes*. XV, 186, 187.
 - a. Faut-il un état estimatif? XV, 189.
 - b. L'institution contractuelle doit-elle être *transcrite*? XV, 188.
2. Quels biens l'institution peut comprendre.
 - a. Le donateur peut donner ce que le testateur peut léguer. XV, 190-195.
 - b. L'institution peut-elle comprendre les biens *dotaux* de la femme dotale? XV, 194, 195.
3. Qui peut faire une institution contractuelle? XV, 196-198.
4. Au profit de qui peut-elle être faite? XV, 199-205.
 - a. Peut-elle être faite en faveur d'autres personnes que le *futur époux* et les *enfants*? XV, 206.

b. De la *clause d'association*. XV, 207.

5. Quand l'institution est-elle *nulle* ou *inexistante*? XV, 208, 209.

a. Durée de la *prescription*. XV, 210.

b. Quand commence-t-elle à courir? XV, 211.

III. Effets de l'institution à l'égard de l'instituant. XV, 212.

1. Il peut *disposer à titre onéreux*. XV, 213-215

2. Peut-il *disposer à titre gratuit*? XV, 212-221.

3. Le donateur peut-il *se réserver le droit de disposer à titre gratuit*? XV, 222.

IV. Effets de l'institution à l'égard de l'institué.

1. Le donataire est *héritier*, mais sans avoir aucun droit pendant la vie du donateur, pas même celui de faire des actes conservatoires. XV, 223-228.

2. L'institution s'ouvre à la *mort* du donateur.

a. Droits des *institué*s. XV, 233-240.

b. Y a-t-il lieu au *droit d'accroissement entre époux*? XV, 239.

c. Droit des *enfants*. XV, 250-254.

d. Les *institué*s sont-ils tenus des *dettes* et des *legs*? XV, 241, 242; XI, 61.

V. *Caducité* de l'institution contractuelle.

1. Quand est-elle *caduque*? XV, 243-245.

2. A qui profite la *caducité*? XV, 246.

3. Pour quelles causes l'institution peut-elle être *révoquée*? XV, 247.

D. INSTITUTION CUMULATIVE (DONATION DE BIENS PRÉSENTS ET À VENIR).

I. Cette donation est une *modification* de l'institution contractuelle. En quoi consiste la *modification*? XV, 254-256.

II. Sauf cette *modification*, on applique *toutes les règles* de l'institution contractuelle. XV, 258-264.

III. Quand y a-t-il donation cumulative? XV, 265.

IV. Les parties peuvent *déroger* à la loi en faisant *deux donations*, l'une de *biens présents*, l'autre de *biens à venir*. XV, 257.

V. Règles spéciales à la *donation cumulative*.

1. De l'état des *déites* exigé par la loi. XV, 266-270.

2. *Quid* s'il n'y en a pas? XV, 271.

3. *Quid* si le donataire *renonce* à l'institution? ou l'*accepte* pour le tout? XV, 272-275.

4. Le donataire peut *opter* pour les *biens présents*. Quel est l'effet de l'*option*? XV, 276-280.

5. *Durée des actions* qui appartiennent au donataire. XV, 281.

E. DES EXCEPTIONS À L'IRRÉVOCABILITÉ DES DONATIONS.

I. Le principe, *donner et retenir ne vaut*, ne reçoit pas d'application aux *donations par contrat de mariage*. XV, 282, 283.

II. Quelles sont les *exceptions* que les époux peuvent stipuler? XV, 284-291.

III. Quel est l'effet de ces stipulations? XV, 292-294.

F. DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES DONATIONS PAR CONTRAT DE MARIAGE.

I. *Capacité de donner et de recevoir.* XV, 295, 296.

II. *Réduction des donations.* XV, 297.

DONATIONS PAR CONTRAT DE MARIAGE ENTRE ÉPOUX.

I. Ces donations restent sous l'empire du droit commun. XV, 298-300.

1. Sauf la *quotité disponible entre époux*. Voir ce mot.

II. *Donation de biens présents.*

1. A quelles règles est-elle soumise? XV, 301, 302.

2. De la condition de survie du donataire. XV, 303, 304.

3. Effet de la condition de survie. XV, 305, 306.

4. *Quid des dons mutuels?* XV, 306, 307.

III. *Donations de biens à venir.* C'est une institution contractuelle, sauf l'exception de l'article 1093 (XV, 309-312).

DONATIONS PENDANT LE MARIAGE ENTRE ÉPOUX.

I. *Caractère de ces donations.* XV, 314, 315.

1. Motifs pour lesquels la loi les autorise. XV, 313.

2. Les époux peuvent-ils *renoncer*, par contrat de mariage, au droit de se faire des libéralités? XV, 316.

II. La donation entre époux est régie par les *principes des donations*, sauf la *révocabilité* et une exception concernant la *forme*. XV, 336-340

1. Est-elle révocable pour *ingratitude*? XIII, 21.

2. L'article 1100 est-il applicable à cette donation? XV, 413.

III. *Forme.* XV, 317-321.

1. La donation *conjonctive* est nulle. XV, 322-325.

IV. *Révocabilité.* Conséquences qui en résultent. XV, 326 (1) -329.

1. *Qui* peut révoquer? XV, 334.

a. Le *donateur* peut-il révoquer après la mort du donataire? XV, 330 (2).

2. *Comment* se fait la révocation? XV, 331-333.

3. *Effet* de la révocation. XV, 335. Voir le mot *Quotité disponible entre époux*.

DONATIONS RÉMUNÉRATOIRES.

I. Sont-elles soumises aux *formes* de la donation? XII, 333-338.

II. *Garantie.* Donnent-elles lieu à garantie? XII, 397.

III. *Institution contractuelle.* Le donateur peut faire des dons rémunératoires. XV, 218.

IV. *Médecin* peut recevoir une donation rémunératoire. XI, 347-349.

1. En est-il de même des *incapables*? XI, 405.

V. *Rapport.* Sont-elles soumises au rapport? X, 595.

VI. *Réduction.* XV, 397.

VII. *Révocation.* Sont révocables pour *ingratitude* et *survenance d'enfant*. XIII, 15, 74.

(4) T. XV, p. 362, ligne 4 du n° 326 : au lieu de 1097, lisez 1096.

(2) T. XV, p. 365, n° 330, ligne 4 : au lieu de 1099, lisez 1096

DOT.

- I. *Action*. L'enfant n'a pas d'action pour réclamer une dot. III, 45.
- II. *Constitution de dot*. Est un acte à titre gratuit. XVI, 432; XXI, 159.
 1. Elle est soumise aux formes des donations. XII, 353-360; XV, 173; XVII, 30.
 2. Application du principe à l'action paulienne. XVI, 432, 455.
- III. *Conventions matrimoniales*.
 1. *Biens dotaux sous les divers régimes*. XXI, 156-158.
 2. *Qui est donateur?* XXI, 161.
 - a. Quand les père et mère constituent la dot. XXI, 161-166.
 - b. Quand le père seul dote. XXI, 167.
 - c. Quand la mère seule dote. XXI, 168.
 - d. Quand le survivant dote. XXI, 169.
 - e. *Quid* si les père et mère stipulent que la dot sera supportée pour le tout par le survivant? XXI, 170-173.
 3. *Garantie de la dot*. XXI, 184-188.
 4. *Intérêts de la dot*. XXI, 180 (1) -183.
 5. *Pension dotale*.
 - a. En principe, elle est irrévocable. XXI, 177.
 - b. Quand peut-elle être diminuée? XXI, 178.
 - c. Doit-elle encore être payée après la dissolution du mariage? XXI, 179.
 - d. Elle est rapportable. X, 694, 695.
 6. *Rapport*. A la succession de qui la dot se rapporte-t-elle? XXI, 174-176.
 7. *Prescription des intérêts de la dot*. XXXII, 452.
 - IV. *Dette naturelle*. L'obligation de doter est une dette naturelle. XVII, 18.
 - V. *Hypothèque légale*. La femme a une hypothèque légale pour sa dot. XXX, 334-341.
 - VI. *Interdiction*. La dot des enfants de l'interdit est réglée par le conseil de famille. V, 297-299.
 - VII. *Mineur*. Confirmation d'une vente irrégulière par la constitution en dot de l'immeuble vendu. XVIII, 642.
 - VIII. *Régime dotal*.
 1. Constitution de dot. XXIII, 494-547.
 2. Inaliénabilité. XXIII, 459-471.
 3. Restitution. XXIII, 560-576.
 4. *Créances dotales*. Compensation. XVIII, 450.
 - IX. *Retour conventionnel*. Hypothèque subsidiaire de la femme pour garantie de sa dot. XII, 474, 475.
 - X. *Révocation des donations en faveur du mariage*, par survenance d'enfant. XIII, 75.
 - XI. *Substitution permise*. Hypothèque subsidiaire de la femme sur les biens substitués, quand la substitution s'ouvre. XIV, 574.

DOUANES.

- I. *Privilege de la régie*. XXX, 148.

(4) T. XXI, p. 210, ligne 1 du n° 480 : au lieu de 1540, lisez 1440.

DOUBLE ÉCRIT.

Voir le mot *Actes sous seing privé (Formalités)*, III.

DRAINAGE.

I. *Servitude d'écoulement* établie en faveur du *drainage*. VII, 405-408.

II *Servitude de passage* pour le *drainage*. VII, 409-416 bis.

DROIT.

I. Celui qui use de son droit est-il responsable du *dommage* qu'il cause ?

Voir le mot *Qui suo jure utitur nemini facit injuriam*.

DROIT (LOI).

1. Rapport entre le droit et la loi. I, 3.

2. Le droit est antérieur à la loi. I, 4.

3. La loi est l'expression du droit. I, 8.

DROIT ACQUIS.

Rétroactivité des lois. Quand un droit est-il *acquis* ? I, 192-200.

Voir le mot

DROIT CANONIQUE.

I. *Bonne foi*. Doctrine du droit canonique sur la bonne foi, en matière de prescription, supérieure à celle du droit romain que le code a suivie. VI, 220 et XXXII, 416.

II. *Séparation de corps*. Institution du droit canonique. Ne remédie pas au mal et ne garantit pas le droit des époux. III, 171-174.

DROIT CIVIL INTERNATIONAL.**I. Actes.**

1. De l'adage : *Locus regit actum*. I, 99-104.

a. Actes de l'état civil reçus à l'étranger. II, 9-14.

b. Mariage célébré à l'étranger, III, 20-38.

c. *Testament*.

1. Dans quelle forme le Français peut-il tester à l'étranger ? XIII, 148-159.

2. Les consuls ont-ils le droit de recevoir les testaments des Français ? XIII, 163. Voir le mot *Agents diplomatiques*.

3. Dans quelle forme les étrangers peuvent-ils tester en France ? XIII, 160-162.

4. Les *agents diplomatiques* peuvent-ils tester à l'étranger d'après la loi du pays qu'ils représentent ? XIII, 164.

2. *Actes reçus à l'étranger*. Comment deviennent-ils *exécutoires* en France ? XXX, 456.

3. Les actes sujets à *inscription* ou *transcription* doivent être visés en Belgique. XXIX, 155 ; XXX, 456-460.

4. Les *testaments* doivent être enregistrés en France. XIII, 165.

II. Conventions matrimoniales.

1. Par quelle loi sont régis les *étrangers* qui se marient *sans contrat* en

France, et les *Français* qui se marient sans contrat à l'étranger? XXI, 201-205.

2. Les *époux* peuvent-ils *stipuler* que leur association sera régie par une *loi étrangère*? XXI, 141.

3. *Forme* des conventions matrimoniales. *Actes* reçus à l'étranger. XXI, 49.

III. *Divorce*.

1. L'étranger peut divorcer en France, à moins que son statut personnel n'admette pas le divorce. I, 92-94.

2. L'étranger divorcé peut se marier en France. I, 93.

IV. *Domicile*.

1. Les *étrangers* peuvent avoir un domicile en France. II, 68.

2. Les Français conservent-ils un domicile en France, quand ils s'établissent à l'étranger? II, 67.

V. *État étranger*. Les *créanciers* ont-ils sur les biens d'un État étranger le *droit de gage* de l'article 7 de la loi hypothécaire (code civil, art. 2093) XXIX, 276, 277.

VI. *Étrangers*.

1. Ne jouissent pas des droits civils en France. I, 403-429, 444-451.

2. Comment l'étranger acquiert la jouissance des droits civils en France. I, 452-459.

3. Ils jouissent des droits naturels. I, 450-454.

4. Du droit d'ester en justice. I, 453-443. Voir le mot *Étrangers*, I-V.

VII. *Hypothèques*. On peut hypothéquer à l'étranger des biens situés en Belgique. Pour avoir effet en Belgique, les *actes* doivent être visés par le président du tribunal. XXX, 456-460.

VIII. *Hypothèque légale*. Les femmes et les mineurs *étrangers* ont-ils une hypothèque légale en Belgique? XXX, 252.

IX. *Jugements* rendus à l'étranger. Ont-ils *force de chose jugée* en France? XX, 3, 4.

X. *Nationalité*.

1. Comment les étrangers acquièrent la qualité de Français. Voir le mot *Étrangers*.

2. Comment les Français perdent leur nationalité et comment ils la recouvrent. Voir le mot *Français*, B.

XI. *Personnes civiles* n'existent pas à l'étranger. Voir le mot *Personnes civiles étrangères*.

XII. *Statuts personnels et réels*. Voir le mot *Statuts*.

XIII. *Traités*.

1. Nécessité de traités pour régler le droit civil international, I, p. 126, b; p. 130, in; p. 136 et suiv; 137 et suiv.; 167, f; IV, 169; XXXII, 12.

2. *Traité de réciprocité*. Dans le système du code Napoléon, les *étrangers* n'acquièrent la jouissance des *droits civils* en France que par des *traités de réciprocité*. Ce système a été abrogé en France et en Belgique pour ce qui concerne le droit de recevoir par succession, donation ou testament. I, 429.

DROIT COUTUMIER.

Voir le mot *Coutumes*.

DROIT ÉCRIT.

Voir le mot *Droit romain*.

I. Quels étaient les pays de droit écrit dans l'ancienne France? I, Introduction, n° 3.

II. On y suivait le droit romain modifié par les coutumes. I, Introduction, n° 7.

DROIT FISCAL.

1. *Constructions faites par le locataire*. Sont-elles meubles ou immeubles au point de vue du droit fiscal?

2. *Emphytéose*. Est-ce un bail ou une vente? VIII, 352.

3. Exception à l'article 1153, admise par la jurisprudence pour la régie. XVI, 336.

4. *Immeubles par destination*. Sont compris parmi les immeubles en ce qui concerne les droits de mutation. V, 475.

5. *Subrogation*. Nature de la subrogation au point de vue du droit fiscal. XVIII, 40.

6. *Superficie*. Toute transmission du droit de superficie est soumise au droit proportionnel. VIII, 421.

7. Vente d'immeubles par destination. Est mobilière. V, 430.

DROIT INTERMÉDIAIRE OU RÉVOLUTIONNAIRE.

I. *Innovations des lois révolutionnaires*. I, Introduction, n° 8.

1. *Adoption. Tutelle officieuse*. IV, 190-192, 237.

2. *Successions*.

a. Égalité. Abolition de la féodalité. Abolition des privilèges. Abolition des substitutions. VIII, 501-503, 492-494, 498-500; XIV, 389.

b. Loi de nivôse. VIII, 504-507.

II. *Lois révolutionnaires et droit coutumier*. Les lois de la révolution ont consacré les principes des coutumes:

1. En matière de *publicité*. Voir les mots *Coutumes de nantissement, Inscription et Transcription*.

2. *Puissance paternelle*. IV, 257-259, 322.

3. *Réserve*. XII, 7, 8, 11, et *Testaments*. XIII, 102-104.

4. *Successions*. VIII, 495-497, 505, 508, 509.

III *Loi du 30 ventôse au XII*. N'a pas abrogé les lois de la révolution. I, Introduction, n° 27.

DROIT ROMAIN.

I. *Eloge du droit romain par Portalis*. I, Introduction, 19, et par *Bigot-Préa-meneu*. XV, 417-419.

II. *Élément romain du code civil*. Ce n'est pas le Digeste; Pothier et Domat sont les vrais auteurs du code civil. XV, 420.

4. Pothier et Domat répudient les subtilités romaines. XV, 428, 443;

XXVIII, p. 173 et suiv. Et les auteurs du code en font autant. XXVIII, p. 174, a.

2. L'*équité coutumière* a transformé le droit romain. XXVIII, p. 174, in.
3. C'est le droit romain transformé par l'*équité coutumière* qui est la source du code civil. XV, 419-421.
4. L'*équité coutumière* supérieure au droit logique des Romains. I, Introduction, 23, 24 ; VIII, p. 175 et suiv. ; IX, 214.
5. Le droit romain n'est plus pour nous la *raison écrite*, c'est de l'histoire. XVII, 472. Voir le mot *Tradition* et comparez la *Préface* de mon *Cours élémentaire*.

III. Matières empruntées au droit romain.

1. *Action paulienne*. Est romaine. XVI, 432, 433. Ici les interprètes se sont trompés en s'écartant de la *tradition romaine*. XVI, 483-485.
2. *Action en revendication* avec des modifications. Erreur dans laquelle sont tombés les interprètes en voulant introduire les principes de la *publicienne* dans le droit français. VI, 156, 169-172.
3. *Obligations contractuelles*. La doctrine romaine a été profondément modifiée.
 - a. *Obligations naturelles*. XVII, 1. Solidarité entre créanciers. XVII, 257, 258.
 - b. *Preuves*. Preuve testimoniale. XIX, 394-398.
 - c. *Transport* de la *propriété* entre les parties et les tiers. XVI, 354-362.
4. *Réserve*. A son origine en droit romain, mais elle est profondément modifiée par les coutumes. La cour de cassation s'est trompée en identifiant la *légitime romaine* et la *réserve du code Napoléon*. XII, 6-8, 9-14.

DROITS CESSIBLES ET INCESSIBLES.

- I. Quels droits peuvent être cédés ? XXIV, 462-471 bis.

DROITS CIVILS ET DROITS NATURELS.

- I. Le code civil reproduit la distinction traditionnelle des *droits civils*, dont les Français seuls jouissent, et des *droits naturels*, qui appartiennent à tout homme comme tel I, 318, 405-421.
 1. Cette doctrine est fautive et elle tend à disparaître de nos lois. I, 422-423.
 2. La *vraie théorie* a été proclamée par l'*Assemblée constituante* et par le *Tribunat*. I, 426-428.
 3. Elle a été consacrée implicitement par les lois qui ont aboli le droit d'*aubaine* en France et en Belgique. I, 429.
- II. Qu'entend-on par droits civils et par droits naturels ? I, 430-431. Voir le mot *Étrangers*, II, III.
- III. Distinction des droits civils et des droits politiques. I, 317.
- IV. *Étrangers*.

1. Comment ils acquièrent la jouissance des *droits civils*. Voir le mot *Étrangers*, IV.
2. Et la qualité de Français. Voir le mot *Étrangers*.

V. *Exercice et jouissance des droits civils*. I, 319.

VI. *Perte des droits civils*.

1. Par la perte de la qualité de *Français*. I, 389-391.

2. Par suite de *condamnations judiciaires*. I, 401-404.

3. Comment on *recouvre* la jouissance des droits civils. I, 392-400
Voir le mot *Français*.

DROITS CONDITIONNELS.

I. Les droits conditionnels peuvent être *cédés*; ils se transmettent aux *héritiers*. XVII, 87.

II. Le créancier conditionnel peut faire les actes conservatoires. XVII, 89.

III. *Prescription*.

1. La condition rend la prescription impossible. XXXII, 20-24.

2. Ce principe s'applique-t-il aux actions réelles? XXXII, 23-33.

IV. Les droits conditionnels forment-ils des *droits acquis* au point de vue de la *non-rétroactivité des lois*? I, 198.

DROITS ÉVENTUELS.

I. *Absence*. Des droits éventuels qui compétent à l'absent. II, 253-259.

II. Actes *conservatoires*. Ceux qui n'ont que des droits éventuels ne peuvent pas faire d'actes conservatoires. XV, 227, 228.

III. Institution contractuelle. L'institué n'a qu'un droit *éventuel* sur les biens compris dans l'institution. XV, 227, 228.

IV. *Hypothèque légale de la femme*. Garantit ses droits éventuels. XXX, 344.

V. *Rétroactivité*. Les droits éventuels, tels que les *droits héréditaires*, ne sont pas des *droits acquis*. I, 235-249.

VI. *Substitution*. Droit éventuel des substitués. XIV, 581.

DROITS FACULTATIFS.

I. *Créanciers*. Peuvent-ils exercer les droits facultatifs qui appartiennent à leur débiteur? XVI, 424-430. Voir le mot *Créanciers (Droits des)*, E, II.

II. *Prescription*. Les droits de pure faculté ne sont pas sujets à prescription. XXXII, 227-233. Voir le mot *Facultés*.

III. *Rétroactivité*. Les *droits facultatifs* forment-ils un *droit acquis*? I, 199.

DROITS INTRANSMISSIBLES AUX HÉRITIERS.

I. Les droits *viagers*.

1. Rente *viagère*. XXVII, 304, 305.

2. Les servitudes *personnelles*. Voir les mots *Usufruit, Usage, Habitation*.

II. Les droits stipulés personnels. XVI, 4-6.

III. *Droits personnels par leur nature*. XVI, 7, 8.

DROITS LITIGIEUX.

I. *Prohibition d'acheter des droits litigieux*. XXIV, 53-63.

II. Cession de droits litigieux. Droit de *retrait*. XXIV, 581-610. Voir le mot *Retrait litigieux*.

DROITS PERSONNELS (ATTACHÉS A LA PERSONNE).

- I. Quels sont les *droits attachés à la personne*, dans le sens de l'article 1166? XVI, 415-430. Voir le mot *Créanciers (Droits des)*, E.

DROITS PERSONNELS ET RÉELS.

- I. Quels droits sont *réels*? VI, 81-83.
- II. Les *parties* contractantes peuvent-elles *créer des droits réels*? VI, 84.
 1. Cas dans lesquels la *propriété* est partagée et *démembrée*. VI, 85, 85a, 85b.
 2. Le *droit de chasse* peut-il être *réserve* comme *droit réel*? VI, 86.
 3. L'*obligation*, imposée par une commune qui vend un terrain, de *bâtir* dans un délai déterminé, est-elle un *droit réel*? VIII, 221.
- III *Différences* entre les droits de créance et les droits réels. VI, 72-76.
 1. Les droits *réels* sont-ils d'*ordre public*? VI, p. 110, a.
 2. Les droits réels mobiliers ne donnent pas le droit de *suite*. XXXII, 574.
 - a. *Privileges* sur les meubles. XXIX, 313, 314.
 - b. *Usufruit* sur les meubles. VI, 330.

DROITS SUCCESSIFS.

- I. Vente de droits successifs.
 1. Quand elle constitue un *pacte successoire*. XVI, 91, 92.
 2. Cas dans lesquels il a été décidé que la vente de droits concernant une succession non ouverte n'est pas un *pacte successoire*. VI, 99.
- II. Vente d'une *hérité*. Voir le mot *Cession d'une hérité*.

E

EAUX.

- I. *Eaux pluviales*. Voir ce mot.
- II. *Eaux de source*. Voir le mot *Sources*.
- III. *Eaux thermales*. Voir ce mot.
- IV. *Etangs*. Voir ce mot.
- V. *Pouvoir réglementaire*. Voir le mot *Rivières (Pouvoir réglementaire)*.
- VI. *Prescription*. L'eau courante est imprescriptible. XXXII, 246-249.
- VII. *Rivières* navigables et non navigables.
 1. *Propriété et droits des riverains*. Voir les mots *Biens*, II, et *Rivières (Droits des riverains)*.
- VIII. *Sources*. Voir ce mot.
- IX. *Servitudes* concernant les *eaux*. Voir le mot *Servitudes naturelles*, IV-VI.

EAUX PLUVIALES.

- I. *Propriété* des eaux pluviales.
 1. Des eaux qui tombent sur une *propriété privée*. VII, 223-225.
 2. Des eaux qui tombent sur une *voie publique*. VII, 226-227.
 3. Les articles 644 et 645 s'appliquent-ils aux *eaux pluviales*? VII, 228.

II. *Propriétaires inférieurs (Droits des).*

1. Quand les eaux pluviales tombent sur un *fonds privé*. VII, 229-233.
2. Quand elles tombent sur la *voie publique*. Convention. Destination du père de famille. Prescription. VII, 234-239.
3. Le *propriétaire inférieur* peut-il acquérir la *propriété* des eaux pluviales? S'il acquiert une servitude, quel en sera l'effet? VII, 240.

EAUX THERMALES.

- I. L'article 643 s'applique-t-il aux *sources d'eaux thermales*? VII, 216.
- II. Les *meubles* affectés à un établissement thermal sont-ils immeubles par destination? V, 464.
- III. *Loi française*. Etablit une servitude légale pour la conservation des eaux thermales. VII, 471.

ÉCHANGE.

- I. Analogie et différences entre l'échange et la vente. XXIV, 611-618.
- II. Echange de la *chose d'autrui*. XXIV, 619-621.
- III. *Eviction* de l'échangiste. Droit du copermutant évincé. XXIV, 622-627.
- IV. *Privilège* de l'échangiste. XXX, 19-21, 72, 76.
- V. *Droit de résolution* et *privilège*. XXX, 120-143. Voir le mot *Privilèges immobiliers (Privilège et Résolution)*.
- VI. *Subrogation réelle* résultant de l'échange.
 1. *Communauté légale*. Echange d'un propre. XXI, 354-358.
 2. *Régime dotal*. Echange d'un fonds dotal. XXIII, 835-839.
 3. *Retour légal*. Y a-t-il, dans ce cas, *subrogation légale*? IX, 191, 192.
 4. *Séparation des patrimoines*. Y a-t-il, dans ce cas, *subrogation légale*? X, 24.
- VII. *Transcription*. L'échange est soumis à la transcription. XXIX, 26.

ÉCONOMIE POLITIQUE ET DROIT.

- I. Le *droit* domine l'*économie politique*, c'est-à-dire les *intérêts*. Discussion, à l'Assemblée nationale de France, sur la condition résolutoire au point de vue de l'économie politique et du droit. XXX, 126-127.

ÉCOULEMENT DES EAUX COURANTES.

Servitude *légale* qui grève les *fonds inférieurs*. Voir le mot *Servitudes naturelles*, V.

ÉCOULEMENT DES EAUX D'UN ÉTANG.

1. Le droit de faire écouler les eaux pour la pêche est-il une servitude continue? VIII, 131.

ÉCOULEMENT DES EAUX D'IRRIGATION (SERVITUDE).

1. Conditions requises pour l'existence de cette servitude. VII, 391, 392. Voir le mot *Aqueduc (Servitude d')*.
2. Le *juge* doit-il intervenir pour l'établissement de la servitude? VII, 393.
3. Les *propriétaires inférieurs* ont-ils droit à une *indemnité*? VII, 394.

ÉCOULEMENT DES EAUX MÉNAGÈRES.

Voir le mot *Évier* (*Servitude d'*).

ÉCRITURES PRIVÉES NON SIGNÉES.

Voir les mots *Mentions libératoires*, *Papiers et registres domestiques*.

ÉDIFICES PUBLICS.

I. Font-ils partie du *domaine public* de l'Etat, des provinces et communes? VI, 37.

ÉDITS (DROIT ANCIEN).

I. Les anciens édits rendus en Belgique, en supposant qu'ils ne soient pas abrogés par le code civil, ne sont obligatoires que dans la province où ils ont été publiés. VIII, 460.

ÉDUCATION (DEVOIR).

I. Différence entre le devoir d'éducation et l'obligation *alimentaire*. III, 46.

II. Obligation d'élever l'enfant.

1. A qui elle incombe. *Père et mère*. III, 39-42.

2. *Quid* en cas d'absence du père? II, 146, 147.

3. Au tuteur ou au conseil de famille? V, 1-3.

4. A l'Etat? Voir le mot *Instruction obligatoire*.

Voir le mot *Puissance paternelle*.

ÉDUCATION (FRAIS).

1. Les père et mère en sont-ils tenus *solidairement*? III, 43-44.

2. L'obligation est-elle *indivisible*? III, p. 66, suiv.

3. *Régime de communauté*. Les frais d'éducation tombent dans le passif. XXI, 473-477.

4. *Quid* si le mineur a des biens? III, 44.

a. Si le père est *usufruitier*? IV, 331.

5. Les frais d'éducation ne sont pas sujets à *rapport*. XI, 623.

ÉDUCATION RELIGIEUSE.

I. C'est le père qui la dirige. XXI, 120, ou le tuteur. V, 4; IV, p. 589.

II. Les conventions matrimoniales peuvent-elles déroger à ce principe? XXI, 120; IV, 294.

EFFET NON RÉTROACTIF DE LA LOI.

Voir le mot *Rétroactivité*.

EFFETS DE COMMERCE.

Voir le mot *Billet à ordre*.

EFFETS MOBILIERS.

I. *Définition*. V, 520.

II. *Lega* d'effets mobiliers. *Interprétation*. XIV, 164-170.

III. *Privilège* du vendeur d'effets mobiliers. XXIX, 472-493.

IV. *Résolution* de la vente d'effets mobiliers pour défaut de retraitement. XXIV, 311-317.

V. *Revendication d'effets mobiliers non payés*. XXIX, 494-503. Voir le mot *Privilèges*.

1. *Revendication et résolution*. XXIX, 504.

ÉGALITÉ DE FAIT (PROPRIÉTÉ).

I. *Égalité de fait*.

1. Était l'idéal des républiques anciennes et des philosophes de l'antiquité. VI, 87.

2. L'histoire des républiques grecques est l'histoire de la lutte des pauvres et des riches. La lutte aboutit à la dissolution des cités et à la destruction de la liberté. VI, 88.

II. *Les Pères de l'Eglise* ont le même idéal. La communauté. VI, 89.

III. Tel est aussi l'idéal du *monachisme*. La *propriété*, un *vice*. VI, 90.

IV. Il en est de même du *communisme* démocratique. Babeuf. VI, 93.

V. *Critique du communisme*. VI, 97.

1. La vraie égalité. VI, 96.

2. L'idéal est que tout homme devienne propriétaire. VI, 99.

VI. *Richesse oblige*. Devoirs des riches. VI, 98 et 99, et VIII, p. 563, 564

ÉGALITÉ (PROMESSE D').

I. *Institution contractuelle*. Qu'entend-on par promesse d'égalité? et quel en est l'effet? XV, 248-253.

ÉGLISES.

I. *Commerce*. Les églises et leurs dépendances nécessaires sont hors du commerce. V, p. 572, 573.

1. Par suite elles sont *imprescriptibles*. XXXII, 253-257.

II. *Images et tableaux* placés dans les églises. Sont immeubles. V, 468.

1. Ils sont hors du commerce et *imprescriptibles*. Vente de tableaux de l'église cathédrale de Gand par un chanoine. V, p. 572, suiv. Voir le mot *Chapelles*.

III. *Tour de l'échelle*. Les églises jouissent-elles de ce droit? VIII, 424.

ÉGLISE ET ÉTAT.

I. *Charité laïque*. Haine du clergé pour la *charité laïque*. Plutôt pas de charité que la charité laïque! XI, p. 386, a.

II. *Droit divin* de l'Eglise et la *réalité*.

1. Le *prêt à intérêt* prohibé en vertu du droit divin. L'économie politique l'emporte sur le droit divin. XXVI, 513.

2. Quand l'*intérêt* de l'Eglise est en jeu, elle oublie le *droit divin* et la *perfection évangélique*. Les rentes. XXVII, 3.

III. L'Eglise doit être *subordonnée* à l'Etat. C'est la doctrine soutenue au congrès par Defacqz, et c'est la bonne. III, p. 339, a.

IV. Les *établissements* de l'Eglise n'ont pas d'hypothèque légale. Pourquoi. XXX, 420.

V. *Guerre* entre l'Eglise et l'Etat.

1. Il y a incompatibilité absolue entre les prétentions de l'Eglise et le droit de l'Etat. C'est une lutte à mort. XVI, 63.

2. *Opposition des évêques belges* contre les lois d'instruction et de charité.

- a. Loi sur l'enseignement moyen. I, 146.
 - b. Loi sur les fondations de bourses. I, 33, 159.
 - c. La résistance du clergé est un *délit*. XX, 403.
 - 3. *Violation permanente de la loi par les corporations religieuses*. L'existence même de ces corporations est un *délit*. Voir le mot *Associations religieuses*.
 - VI. *Instruction laïque*. Haine de l'Eglise pour l'instruction laïque. Plutôt pas d'instruction que l'instruction laïque! XI, p. 373, *in*. Voir le mot *Conditions réputées non écrites*.
 - VII. *Juriconsultes*. Défenseurs nés des droits de l'Etat contre les usurpations de l'Eglise. II, p. 484, f.
 - VIII. *Morale*..
 - 1. Les lois civiles *plus morales* que les *prétendues révélations*. II, 360, 364.
 - 2. La législation de l'Eglise sur le mariage sacrifie tout, même la puissance paternelle, au sacrement, c'est-à-dire à sa domination. II, 341. Voir le mot *Morale*.
 - IX. *Puissance paternelle*. Foulée aux pieds par le *fanatisme monacal*. IV, 274.
 - X. *Sécularisation de l'Etat*. Est le fondement de notre ordre civil. II, 7.
 - 1. *Actes de l'état civil*. II,
 - a. Horrible législation de Louis XIV sur l'état civil des protestants. II, 2, 3.
 - b. L'édit de 1787, qui leur rend l'état civil, attaqué avec violence par l'Eglise. II, 4.
 - c. Lois de la révolution. Enlèvent à l'Eglise la rédaction des actes de l'état civil. II, 4-8.
 - 2. *Divorce*. Doit être admis malgré les croyances religieuses qui le repoussent. III, 175, 176.
 - 3. *Mariage sécularisé*.
 - a. Déjà sous l'ancien régime. Marie-Thérèse. II, 264.
 - b. Invectives de Pie VII contre le mariage civil. II, 266.
 - c. Les arrêtés du prince souverain des Pays-Bas et du gouvernement provisoire. II, 267, 268
 - d. La Constitution belge rétablit la sécularisation du mariage et, par suite, la *suprématie* de l'ordre civil sur l'ordre religieux. II, 268. Voir le mot *Mariage religieux*.
 - 4. *Prétrise*.
 - a. Les prêtres peuvent adopter. IV, 202.
 - b. Se marier. II, 369, 370.
 - 5. *Serment* n'est plus un acte religieux. XX, 222-225.
 - XI. *Testaments*.
 - 1. La cupidité de l'Eglise et les testaments. XI, 94.
 - 2. L'Eglise vendait les sépultures en exigeant des *legs pieux*. Les intestats n'étaient pas ensevelis. XII, p. 113, *suiv*.
- ÉGOUT DES TOITS (SERVITUDE).**
- 1. L'égout des toits est-il une servitude? Quand l'article 684 reçoit-il son application? VIII, 67-71. Voir le mot *Tour d'échelle*.

II. *Présomption de propriété.* De la prétendue présomption de propriété que l'on déduit de l'article 681. VIII, 72.

ELECTA UNA VIA, NON DATUR RECURSUS AD ALTERAM.

- I. Applique-t-on l'adage en matière de *divorce* et de *séparation de corps*? III, 315.
- II. Quand le débiteur ne remplit pas ses obligations, le créancier a le droit de demander la *résolution* du contrat ou son *exécution*. Renonce-t-il à l'un de ses droits en exerçant l'autre? XVII, 139, 140.
4. Application au vendeur qui a stipulé le pacte commissaire. XXIV, 350, 351.
- III. Celui qui demande la *résolution en justice*, alors qu'il y a un *pacte commissaire*, renonce-t-il à la *résolution conventionnelle*? XVII, 169.
- IV. Celui qui a *échoué* dans une demande en *résolution conventionnelle* peut-il encore demander la *résolution judiciaire*? XVII, 170.

ÉLECTION DE COMMAND.

- I. L'acceptation du command doit-elle être transcrite? XXIX, 61.

ÉMANCIPATION.

- I. But de l'émancipation. Elle est d'ordre public. V, 192, 193.
- II. *Comment* elle se fait.
 1. Par le *mariage*. Émancipation tacite. V, 193, 196.
 2. Par les *père et mère*. V, 197-204.
 3. Par le *conseil de famille*. V, 205-207.
- III. *Curatelle*. XV, 208-211. Voir ce mot.
- IV. *Effet* de l'émancipation quant à la *personne*. V, 212.
 1. *Domicile* du mineur émancipé. II, 87.
 3. *Responsabilité du père* cesse. XX, 558.
 4. *Usufruit légal* du père cesse. IV, 336.
- V. *Effet* de l'émancipation quant aux *biens* du mineur.
 1. *Actes que le mineur émancipé peut faire seul*. V, 214-222.
 - a. Actes d'administration. V, 214-217.
 - b. Actions judiciaires. V, 220.
 - c. Aliénation des effets mobiliers. V, 218.
 - d. Le mineur peut-il s'obliger? oblige t-il ses biens? V, 219; XXIX, 268.
 - e. Quand peut-il demander la *réduction* de ses *engagements*? V, 222.
 - f. Effet des actes que le mineur a le droit de faire. V, 221.
 2. *Actes pour lesquels le mineur doit être assisté de son curateur*. V, 223; V, 227.
 - a. *Quid* si le curateur refuse d'assister ou si le mineur refuse d'agir? V, 228.
 - b. Effet des actes faits par le mineur sans l'assistance de son curateur. V, 229.
 3. *Actes pour lesquels le mineur émancipé est assimilé au mineur non émancipé*. V, 230-236.

4. Actes interdits au mineur. V, 238-243.

V. Révocation de l'émancipation. V, 238-242.

1. Effet de la révocation. V, 243-245.

VI. L'émancipation peut-elle être attaquée par l'action paulienne? XVI, 476.

EMBELLISSEMENT DES VILLES.

I. L'autorité communale peut-elle prescrire des mesures ayant pour objet unique l'embellissement des villes? VI, 125.

EMPECHEMENTS DE MARIAGE.

I. Qu'entend-on par empêchement et quel en est l'effet? II, 346.

II. Quels sont les empêchements?

1. Parenté et alliance.

a. Notion de la parenté et de l'alliance. II, 347-349.

b. Parenté et affinité naturelles. II, 350, 351.

c. Quand l'alliance cesse-t-elle? II, 352, 353.

d. Empêchements résultant de la parenté et de l'alliance. II, 354-359.

2. Divorce. Empêchements qui en naissent. II, 366, 367.

3. Femme veuve ou divorcée. II, 363-365.

4. Interdiction légale. II, 372.

5. Mariage préexistant. II, 360-362.

6. Mort civile. II, 371.

7. Prêtrise? II, 369, 370.

8. Service militaire. Empêchements qui en résultent. II, 368.

III. Effet des empêchements. II, 373.

EMPHYTÉOSE.

A. HISTOIRE ET NATURE DE L'EMPHYTÉOSE.

I. Histoire.

1. L'emphytéose a été établie sous l'empire romain par suite de la décadence de l'empire. VIII, 341.

2. Au moyen âge le bail emphytéotique se confond avec le bail à cens. De là date la division du domaine en direct et utile. VIII, 342.

3. Cette doctrine est étrangère au droit romain. VIII, 343, 344.

4. Lois de la révolution. L'emphytéose maintenue. VIII, 345. Loi belge. VIII, 340.

II. Nature.

1. L'emphytéose est un *droit réel*. VIII, 348.

2. Critique de la théorie de Merlin et de la jurisprudence. VIII, 348-351.

3. L'emphytéote n'a pas un droit de propriété. VIII, 348.

4. Droit fiscal. VIII, 352.

5. *Emphytéose*. Bail et vente. Comment peut-on distinguer ces divers contrats? VIII, 353-360.

6. *Emphytéose et usufruit*. Différences. VIII, 361.

B. CONDITIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.

I. Qui peut établir une emphytéose? VIII, 362.

II. Qui peut acquérir une emphytéose? VIII, 363.

III. Sur quels biens peut-elle être établie? VIII, 364 (1).

IV. Durée.

1. Peut-elle être perpétuelle? VIII, 367, 368.

2. Dans l'ancien droit, elle devait être perpétuelle. VIII, 346.

V. Peut-elle être constituée à titre gratuit? VIII, 365.

VI. Peut-elle s'acquérir par prescription? VIII, 369.

C. DROITS ET OBLIGATIONS DE L'EMPHYTÉOTE.

I. Droits.

1. L'emphytéote peut disposer du droit d'emphytéose, l'alléner et l'hypothéquer. VIII, 370-374; XXX, 214.

2. Peut-il constituer une servitude sur le fonds? VIII, 375.

3. Il a les actions possessoires et réelles. VIII, 376.

4. Il a le droit de jouissance VIII, 377.

a. Bois et mines. VIII, 380, 378.

b. Peut-il changer la superficie? VIII, 379.

c. Constructions et plantations. VIII, 381.

II. Obligations de l'emphytéote.

1. Canon. Le paiement du canon est de l'essence de l'emphytéose. VIII, 382, 347, 384.

2. L'obligation est indivisible. En quel sens? VIII, 383.

3. L'emphytéote n'est pas tenu d'améliorer l'héritage. VIII, 346.

4. A-t-il droit à une remise en cas de perte des fruits? VIII, 383.

III. Charges de l'emphytéote.

1. Il est tenu de jouir en bon père de famille. VIII, 387. Sans devoir donner caution. VIII, 386.

2. Contributions. VIII, 389. Réparations. VIII, 388.

3. Usurpations. Doit-il les dénoncer au propriétaire? VIII, 390.

D. DROITS ET OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE.

I. Droits.

1. Il conserve la propriété du fonds et le droit d'en disposer. VIII, 391, 392.

2. A-t-il un droit de jouissance? VIII, 393.

3. Ses droits à l'expiration du bail. VIII, 393 bis.

II. Obligations.

1. Garantie. VIII, 394.

2. Est-il tenu des obligations du nu propriétaire? VIII, 395.

E. EXTINCTION DE L'EMPHYTHÉOSE.

I. Abus de jouissance. VIII, 400-402.

II. Commise emphytéotique. VIII, 396-398.

III. Déguerpissement. VIII, 399.

IV. Expiration du temps. VIII, 403, 406.

(1) T. VIII, p. 544, ligne 17 du n° 364 : au lieu de s'éteindre, lisez s'étendre.

V. Perte du fonds. VIII, 403, 404. Expropriation pour utilité publique. VIII, 408.

VI. Prescription. VIII, 403.

EMPIRIQUES.

1. Sont-ils frappés de l'incapacité de recevoir comme les médecins? XI, 341.
2. Peuvent-ils invoquer le bénéfice de l'exception établie en faveur du médecin? XI, 353.

EMPLOI (CLAUSE D').

- I. Clause de réalisation. XXIII, 221-223. Voir le mot *Réalisation*.
- II. Clause de *remploi obligatoire* (*Communauté*). XXI, 383-391.
- III. Clause d'*emploi* ou de *remploi* sous le régime *dotal*. XXIII, 518-520.

EMPRUNT A PRIME.

- I. L'*usufruitier* a-t-il droit à la *prime*? VI, 427.
- II. Le *légataire* y a-t-il droit? XIV, 74, p. 78, suiv.

ENCLAVE (SERVITUDE D').

- I. C'est une servitude de passage établie par la loi.
- II. *Enclave*. Cas dans lesquels il y a *enclave*. VIII, 76-81.
 1. L'*enclave* procédant d'un fait *volontaire* ne donne pas lieu à la *servitude*. VIII, 82.
 2. Tel est le partage. VIII, 83, 84. Et la vente. VIII, 85-88.
- III. *Qui* peut réclamer le *passage*? VIII, 74. Le *fermier*? VIII, 75.
- IV. Quel est l'*objet* du *passage légal*? VIII, 89, 90.
 1. Le propriétaire du fonds dominant peut-il changer son exploitation? VIII, 91.
 2. Sur quel fonds le passage peut-il être réclaté? Mode de l'exercer. VIII, 92-94.
 3. *Effets* de la servitude de passage.
 - a. Droits du propriétaire du fonds enclavé. VIII, 108.
 - b. Droits du propriétaire du fonds servant. VIII, 109.
- V. De l'*indemnité*. VIII, 95-98.
- VI. De la *prescription* en matière d'*enclave*.
 1. La servitude s'acquiert-elle et se perd-elle par la prescription? VIII, 99, 100.
 2. De la prescription quant au mode d'exercice. 101-104.
 3. Effet de la prescription quant à l'*indemnité*. VIII, 105-107 bis.
- VII. Quand la servitude d'*enclave* s'*éteint-elle*? VIII, 110-112.
 1. Le propriétaire qui était enclavé a-t-il droit à la restitution de l'*indemnité*? VIII, 113-114.
 2. *Quid* si l'*enclave* résulte d'un partage ou d'une vente? VIII, 115.

ENCLOS.

- I. *Règlement* sur les *enclos*. Restriction du droit de propriété. VI, 123.

ENFANTS.**I. Signification du mot *enfants*.**

1. Dans les dispositions testamentaires. XIII, 491-493.

2. Dans les clauses de *retour conventionnel*. XII, 453, 456.

ENFANTS LÉGITIMES.

I. *Divorce*. Droits des enfants. Voir le mot *Divorce*.

II. *Domicile* d'origine de l'enfant. II, 86, 73, 74.

III. *Droits* des enfants légitimes.

1. *Aliments*. Voir ce mot.

2. Droit à l'éducation. Voir le mot *Education* (*Devoir d'*).

3. Droit de *succession*. Voir les mots *Réserve* et *Succession*.

IV. *Filiation*. Comment s'établit la filiation des enfants légitimes? III, 339-361.

V. *Nationalité* de l'enfant. Se détermine par celle du père. I, 321.

VI. *Naturalisation*. Effet sur les enfants. I, 352.

VII. *Séparation de corps*. Droit des enfants. III, 330.

VIII. *Survenance d'enfants*. Révoque les donations. XIII, 53-101.

ENFANTS ADULTÉRINS ET INCESTUEUX.**I. Filiation.**

1. Prohibition de la reconnaissance. IV, 136-141.

a. Filiation adultérine. IV, 143-146.

b. Filiation incestueuse. IV, 147-149.

2. Recherche de la filiation adultérine et incestueuse prohibée. IV, 150-156.

3. *Quid* si la filiation est constatée indépendamment de la reconnaissance? III, 437; IV, 153.

4. Quel est l'effet d'une *reconnaissance volontaire*? IV, 156.

a. L'enfant a-t-il droit à des aliments? IV, 161-163.

II. *Incapacité* de recevoir à titre gratuit. XI, 371, 373.

1. *Quid* si des libéralités sont faites à l'enfant? IV, 157-160.

III. *Succession*.

1. Droit des enfants adultérins et incestueux. IX, 141-144.

2. A qui est déferée la succession des enfants adultérins et incestueux? IX, 153.

IV. *Quasi-délit*. La réticence de la qualité d'enfant adultérin au moment où il se marie est un délit. XX, 369.

V. *Légitimation*. Les enfants adultérins et incestueux ne peuvent être légitimés. IV, 174-178.

VI. *Adoption*. Les enfants adultérins et incestueux peuvent-ils être adoptés? IV, 209.

ENFANTS NATURELS.**A. FILIATION.**

1. Y a-t-il analogie entre la filiation naturelle et la filiation légitime? IV, 1-3.

2. *Preuves légales*. IV, 4-8.

I. Reconnaissance volontaire.

1. Reconnaissance des père et mère. IV, 26-34.
2. *Capacité* requise pour reconnaître. IV, 35-41.
3. *Quand* la reconnaissance peut-elle se faire ? IV, 42-43.
4. *Forme* de la reconnaissance.
 - a. *Authenticité*. La reconnaissance est un acte solennel. IV, 44-53.
 - b. *Spécialité*. IV, 54-57.
5. Quand la reconnaissance est *inexistante*. IV, 58-61.
6. Quand la reconnaissance est *nulle*.
 - a. Causes de nullité. IV, 62-66.
 - b. Qui peut demander la nullité ? IV, 67-71.
7. Quand la reconnaissance n'est-elle pas *sincère* ? IV, 72-83.
8. *Effet* de la reconnaissance.
 - a. Elle est *déclarative* de filiation. IV, 84.
 - b. Elle est *irrévocable*. *Quid* si elle est faite par testament ? IV, 85.
 - c. Fait-elle preuve de l'*identité* ? IV, 86, 87.

II. De la reconnaissance forcée. Voir le mot Recherche de la paternité et de la maternité.

III. Des preuves extralégales. IV, 6 (1).

1. Acte de naissance. IV, 7-12.
2. Possession d'état. IV, 13-18.
3. Preuve testimoniale. IV, 19.

IV. Etat de l'enfant naturel.

1. A l'égard de qui a-t-il une filiation ? IV, 20, 21.
2. L'*état de l'enfant naturel* est régi par les principes qui régissent l'état de l'enfant légitime. IV, 22-25.
3. *Droits moraux* de l'enfant naturel. IV, 123-125.
4. *Droits pécuniaires*.
 - a. Aliments. IV, 126, 127.
 - b. Succession. Voir le mot *Enfant naturel (Droit de succession)*.
 - c. Réserve. XII, 40-53.
5. Droits de l'enfant *reconnu pendant le mariage*. IV, 128-135.

B. DISPOSITIONS CONCERNANT LES ENFANTS NATURELS.

- I. *Adoption*. L'enfant naturel peut être adopté. IV, 205-209.
- II. *Délit*. Le fait d'entraver la reconnaissance de l'enfant naturel est un délit. XX, 405.
- III. *Domicile* de l'enfant naturel. II, 88.
- IV. *État civil*. Acte de naissance. Le nom de la mère doit-il être déclaré ? II, 56-61.
- V. *Incapacité de recevoir*. IX, 360-370.
- VI. *Légitimation* des enfants naturels. Voir le mot *Légitimation*.
- VII. *Mariage*. Qui doit consentir au mariage de l'enfant naturel ? III, 341, 342.
- VIII. *Nationalité* de l'enfant naturel. I, 328-331.
- IX. *Puissance paternelle* sur les enfants naturels. IV, 347-360.

(4) T. IV, table p. 661, n° 6, ligne 3, au lieu de 46-22, lisez 12-14.

- X. *Quotité disponible entre époux*. Y a-t-il lieu à cette quotité s'il y a un enfant naturel légitimé? XV, 386.
- XI. *Retour conventionnel*. Comprend-on, sous le nom d'enfants, les enfants naturels? XII, 456.
- XII. *Retour légal*. Les enfants naturels sont-ils compris dans le mot *postérité*? IV, 179.
- XIII. *Survenance d'enfant*. L'enfant naturel empêche-t-il la révocation? XIII, 59.
- XIV. *Tutelle des enfants naturels*. IV, 413-418.

ENFANTS NATURELS (SUCCESSION).

A. PRINCIPES GÉNÉRAUX.

- I. Condition des enfants naturels dans l'ancien droit. Lois de la révolution. IX, 101-104.
 - 1. Code civil. IX, 105. Règle d'interprétation. IX, 106.
- II. Quelle est la *nature* du droit des enfants naturels? IX, 110, 129, 150.
- III. Sous quelle *condition* succèdent-ils? IX, 108.
- IV. A *qui* succèdent-ils? IX, 109.
- V. Règle d'interprétation. IX, 106 et 107.

B. QUOTITÉ DU DROIT.

- I. Le *droit* de l'enfant naturel varie d'après la *qualité* des parents légitimes. IX, 111.
- II. L'enfant naturel en concours avec des *enfants légitimes*. IX, 112-114.
 - 1. *Quid* s'il y a plus d'un enfant naturel? IX, 113, 116.
- III. L'enfant naturel en concours avec des *ascendants* ou des *collatéraux*. IX, 117, 118.
 - 1. *Quid* s'il concourt avec des *descendants de frères et sœurs*? IX, 119-123.
 - 2. *Quid* s'il concourt avec des *ascendants et des collatéraux*? IX, 123, 124.
- IV. Enfant naturel *seul*. IX, 125.
- V. Du droit des *descendants* de l'enfant naturel. IX, 127 (1), 128.
- VI. *Calcul* de la *part héréditaire* de l'enfant naturel. IX, 126.
 - 1. Il peut demander le *rapport*. XI, 37-39.
- VII. *Disponible entre époux*.
 - 1. Quand l'époux donateur ne laisse qu'un enfant naturel. XV, 351.
 - 2. Quand l'époux donateur laisse des enfants d'un premier lit et un enfant naturel. XV, 386.
- VIII. *Réduction des droits* de l'enfant naturel.
 - 1. Le père peut réduire entre-vifs la part de l'enfant naturel. IX, 131.
 - 2. *Conditions*.
 - a. L'enfant doit consentir. IX, 132-134.
 - b. Il faut une déclaration expresse du père. IX, 135.
 - c. L'enfant doit recevoir la moitié de sa portion héréditaire. IX, 136-139.

(1) T. IX, p. 152, lignes 4, 13, 20, et p. 153, ligne 1 : au lieu de 758, lisez 759

d. *Quid* si, lors du décès du père, il n'y a pas de parents légitimes ? IX, 140.

C. DE LA SUCCESSION AUX ENFANTS NATURELS. IX, 145-152.

D. COMMENT LES PARENTS NATURELS ACQUIÈRENT-ILS LA PROPRIÉTÉ ET LA POSSESSION DE L'HÉRÉDITÉ ?

I. Comment acquièrent-ils la propriété ? IX, 209-212, 217, 218.

II. Comment acquièrent-ils la possession ? IX, 237-261.

E. OBLIGATIONS DE L'ENFANT NATUREL.

I. *Paiement des dettes.* L'enfant naturel et les parents naturels sont tenus des dettes jusqu'à concurrence des biens qu'ils recueillent. XI, 58-60.

II. *Rapport.* Il est tenu au rapport. Y a-t-il une différence entre l'imputation et le rapport ? IX, 551 ; XI, 40-44.

ENFANTS (NOMBRE D').

I. *Quotité disponible* en cas de *second mariage*. L'époux ne peut donner à son conjoint qu'une *part d'enfant*. XV, 381.

II. *Réserve.* La quotité disponible et, par suite, la réserve, varient d'après le nombre des enfants. XII, 15, 20.

III. *Tutelle.* Le nombre d'enfants est une excuse. IV, 507

ENGAGEMENTS NON CONTRACTUELS.

I. Quels sont les engagements qui se forment sans convention ? XX, 305-307 (1).

ÉNONCIATIONS.

I. *Actes authentiques. Force probante des énonciations.*

1. Entre les parties. XIX, 167-171.

2. A l'égard des tiers. XIX, 172-177.

3. De la maxime *In antiquis enuntiatio probant*. XIX, 178-181.

4. L'énonciation dans un acte de l'existence d'une *servitude* fait-elle preuve de la servitude si l'énonciation est ancienne ? VIII, 150.

ENREGISTREMENT.

I. *Date certaine.*

1. L'enregistrement donne *date certaine* aux actes sous seing privé. XIX, 280, 282.

2. *Quid* des actes enregistrés à l'étranger ? XIX, 281.

II. *Force probante* de la mention d'enregistrement. XIX, 384, 385.

III. *Gage.*

1. L'acte sous seing privé qui le constitue doit être enregistré. XXVIII, 451, 453.

2. Exception que reçoit ce principe. XXVIII, 456, 457.

IV. *Testaments* faits à l'étranger doivent être enregistrés en France. XIII, 103.

(1) T. XX, p. 336, titre : au lieu de *prouvent*, lisez *forment*.

ENSEIGNEMENT.

- I. *Enfant*. Droit de l'enfant à l'instruction. De la prétendue *liberté* du père de famille. IV, 259, 260.
 - II. *État*. Droit et devoir de l'État d'enseigner. III, 41.
 - III. *Ignorance*. L'ignorance générale constatée par le législateur. XVI, 338; XIX, 253, p. 270 et suiv., et par la jurisprudence : les croix en guise de signature. XIX, 200.
 - IV. *Instruction laïque*. Plutôt pas d'instruction que l'*instruction laïque*, c'est-à-dire la *vraie instruction* : telle est la devise du clergé ultramontain. XI, p. 373, in.
 - V. *Instruction obligatoire*. C'est un droit et un devoir pour l'État. III, 41
 - VI. *Libéralités* faites pour l'*enseignement*.
 1. *Enseignement libre*.
 - a. Est incapable de recevoir. XI, 199.
 - b. Libéralités faites en faveur d'une école libre sont nulles. XI, 203.
 - c. Peut-on donner à une commune pour favoriser l'enseignement supérieur libre subsidié par la commune? XI, 204.
 2. *Enseignement public*.
 - a. Peut seul recevoir des libéralités. XI, 199.
 - b. Pourquoi il y en a si peu. *Devoirs des riches*. XI, v. 279, a.
 - c. Libéralités faites pour l'enseignement *primaire, moyen et supérieur*. XI, 200-202.
 3. *Enseignement religieux*.
 - a. Peut-il y avoir des libéralités en faveur de l'enseignement religieux? XI, 205.
 - b. *Quid* au profit des petits séminaires? XI, 206.
 4. *Fondations*.
 - a. Fondations de *bourses* pour les élèves. XI, 207.
 - b. Conditions réputées non écrites dans les fondations faites pour l'instruction. XI, 269-271.
 - c. Fondations anciennes. Doivent être remises aux communes, aux provinces ou à l'État. XI, 246.
- Voir les mots *Fabriques, Congrégations hospitalières*.

ENTREPRENEURS.

- I. Voir les mots *Devis et Marchés*.
- II. *Privilège*. Ils ont le même privilège que l'architecte. XXX, 43, 45.
- III. *Responsabilité*.
 1. Les *entrepreneurs* sont responsables à titre de *commettants*. XX, 570-571. Voir le mot *Responsabilité*.
 2. Des *entrepreneurs de transport*. Qui est commettant et qui est préposé? XX, 577.
 3. *Entrepreneurs de travaux publics*. Qui est responsable du dommage qu'ils causent? L'État est-il responsable à titre de commettant? XX, 596.

ENVOI EN POSSESSION.

- I. *Absence*. Envoi en possession provisoire, définitif. Voir le mot *Absence*.
- II. *Donataires universels*. Ne doivent pas se faire envoyer en possession par le tribunal; ils doivent demander la délivrance aux héritiers saisis. XV, 239.
- III. *Enfants naturels* en concours avec des parents légitimes. Ne doivent pas se faire envoyer en possession. Ils ont l'action en délivrance, c'est-à-dire le partage. IX, 260.
- IV. *Légataires universels* saisis. Doivent demander l'envoi en possession quand le testament est olographe ou mystique. XIV, 15, 21-31.
- V. *Substitution*. Les substitués ont-ils la saisine? Comment acquièrent-ils la possession? XIV, 500.
- VI. *Successeurs irréguliers*.
 1. N'ont pas la saisine; ils n'acquièrent la possession que par le jugement qui les envoie en possession. IX, 198.
 2. *Successeurs à un enfant naturel*. Doivent demander l'envoi en possession, mais ne sont pas soumis aux obligations des articles 769-772. IX, 261.
- VII. *Successeurs spéciaux*.
 1. Ne doivent pas se faire envoyer en possession. IX, 260.
 2. Comment acquièrent-ils la possession? XIV, 15.

ÉPARGNE.

Voir le mot *Caisse d'épargne*.

ÉPAVES.

- I. *Propriété*.
 1. A qui appartiennent les choses trouvées? VIII, 461-463.
 - a. Quand elles appartiennent à l'État. VI, 41.
 2. Droits et obligations de l'inventeur. VIII, 463-465.
 3. Le propriétaire a action contre l'inventeur pendant trente ans. VIII, 466.
 4. Et contre les tiers possesseurs pendant trois ans. XXXII, 577.
 5. Lois spéciales sur certains objets trouvés. VIII, 467.
 6. Des épaves *fluviales*. VI, 41.
 - II. *Règlement*. Les conseils communaux ont-ils le droit de faire des *règlements* sur les épaves? VI, 118.
- Voir le mot *Choses perdues et trouvées*.

ÉPOUX.

- I. *Contrats entre époux*.
 1. *Mandat*.
 - a. La femme mandataire de son mari doit-elle lui rendre compte de sa gestion? XXVII, 500.
 - b. Le mari, mandataire de sa femme, doit-il lui rendre compte? XXVII, 501.
 2. *Société*. Deux époux peuvent-ils former une société? XXV, 140.

3. *Vente.*

- a. Interdite entre époux. XXIV, 31, 32.
- b. Sauf dans les cas exceptés par la loi. XXIV, 33-39.
- c. Effet de la vente dans ces cas. XXIV, 40-42.

II. *Droits et devoirs des époux.*

- 1. Devoir de cohabitation. III, 86-94.
- 2. Fidélité, assistance, secours. III, 84, 85.
 - a. Les époux peuvent provoquer la *nomination d'un conseil judiciaire*. V, 257, 342, et l'*interdiction*. V, 257.
- 3. Puissance maritale. III, 82, 83. Voir le mot *Femme mariée (Incapacité)*.

III. *Donations entre époux.* Voir ce mot.IV. *Époux présent.* Son droit en cas d'absence de son conjoint. Voir le mot *Absence*.V. *Époux survivant.* Voir le mot *Conjoint survivant*.VI. *Prescription.* Est suspendue entre époux. XXXII, 61-63.VII. *Succession.* Droit de succession du conjoint survivant. Voir le mot *Conjoint survivant*.

ÉQUITÉ.

1. La loi l'emporte sur l'équité. XVI, 303. L'équité relève de la morale; elle est étrangère au droit. XXV, 220.

1. En quel sens le *juge* est un *ministre d'équité*, dans le silence de la loi. I, 256, 257.

2. Le code permet, par exception, au juge de décider en équité.

a. En matière de contrats (art. 1244), XVII, 570, 571; (art. 1267, XVIII, 234.

b. En matière de *louage*. Résolution pour inexécution des conditions XXV, 440.c. En matière de *servitudes*. VIII, 275. Mais il n'y a point de servitude en vertu de l'équité. VIII, 121-123.d. Est-il vrai, comme le dit le code, que l'*accession mobilière* est régie par l'équité? (art. 563). VI, 512.

3. Hors de ces cas, le juge ne peut pas décider en équité.

a. Dans la question du *droit de succession des enfants de l'indigne*, le droit l'emporte sur l'équité. IX, 72.b. La cour de cassation, sur le réquisitoire de *Merlin*, a cassé un arrêt *fondé* sur l'équité et *contraire à la loi*. XVI, 42.c. *Danger* de décider en équité. La décision peut devenir *inique* à force que le juge veut être équitable. XVI, 200, p. 369 et suiv.

4. Critique de l'opinion contraire qui admet que l'équité fait droit. XXVIII, 151.

a. Notamment en matière de rétention. XXIX, 293, 300.

b. Il y a des *arrêts* en ce sens. V, p. 465, *in*; VII, 260, p. 349.

5. Invectives des anciens jurisconsultes contre les juges qui décident en équité. D'Aguesseau, d'Argentré, Bouhier, Favre. I. p. 345; XVI, 42.

a. L'*équité des parlements*. Ils violaient les conventions, XVI, 236, le droit, XXV, 220, et les lois. Scandaleuse décision en matière de filiation. III, 387.

b. « Dieu nous délivre de l'équité des parlements. » XVI, p. 240, *in*.
 Voir les mots *Interpréter* et *Jurisprudence*, et la *Préface* de mon *Cours élémentaire*, p. 54, § V, I.

II. *Pothier* aime à décider en équité. On ne peut plus suivre ses décisions quand elles sont contraires aux principes. XVII, 75 ; XXVIII, 216. Voir le mot *Pothier*.

ERREUR.

Vice du consentement. Voir le mot *Consentement*, C, I.

ERREUR COMMUNE.

- I. De l'adage que l'erreur commune fait droit. XIII, 281.
- II. L'ancien droit l'admettait. Le code ne le consacre point. XIII, 282.
- III. *Jurisprudence*. La cour de cassation de France admet l'adage, en se fondant un avis du conseil d'Etat. XIII, 283. La cour de cassation de Belgique invoque la tradition. XIII, p. 325 et suiv.
- IV. *Capacité putative* du notaire fondée sur l'erreur commune. XIX, 107.
- V. Conditions requises pour qu'il y ait *capacité putative des témoins*. XXIII, 284, 285.
 1. Le principe s'applique aux incapacités résultant de la parenté et de l'alliance. XIII, 286.

ERREUR DE DROIT.

- I. L'erreur de droit vicie le consentement, aussi bien que l'erreur de fait. XV, 503-507.
 1. Mariage putatif. II, 504.
 2. *Obligations conventionnelles*. XV, 503-507.
 3. Partage. X, 471.
 4. Pétition d'hérédité. IX, 523.
 5. Perception des fruits. VI, 223.
 6. Prescription. XXXII, 413.
 7. Répétition de l'indu. XX, 334.
 8. Le réservataire qui perd son droit en renonçant à la succession peut-il attaquer sa renonciation pour erreur de droit? XII, 161.
 9. Transactions. XVIII, 406.
- II. Exception.
 1. *Aveu*. XX, 183.
 2. *Transactions*. XVIII, 405. Voir le mot *Ignorance du droit*.

ESCLAVAGE.

- I. De l'asservissement pour cause pieuse. XXV, p. 343, suiv.

ESROQUERIE.

- I. Peut-on l'assimiler au vol dans l'article 2279? XXXII, 506.

ESPRIT DE LA LOI ET TEXTE.

- I. Peut-on invoquer l'esprit de la loi contre un texte clair et formel? Voir le mot *Texte de la loi*.

ESTIMATION (VENTE).

- I. L'estimation vaut-elle vente? XXIII, 489.
- II. *Cas dans lesquels l'estimation vaut vente.*
 1. Régime dotal. Estimation du mobilier dotal. XXIII, 409.
 2. Société. Choses livrées par l'associé sur estimation. XXVI, 276.
 3. Usufruit. Choses consommables livrées à l'usufruitier sur estimation. VI, 408, 409.
- III. Conséquence. Celui qui livre une chose sur estimation valant *vente* a le *privilège du vendeur*. XXIX, 473.
- IV. *Cas dans lesquels l'estimation ne vaut pas vente.*
 1. Animaux livrés par le propriétaire au fermier sur estimation. V, 444.
 2. Cheptel. XXVI, 83.
 - a. Quel est le but de l'estimation? XXVI, 113.
 3. Fonds de commerce légué avec estimation. VI, 423.
 4. Prêt. Choses livrées sur estimation à l'emprunteur. XXVI, 473.
 5. Régime dotal. Estimation des *immeubles dotaux*. XXIII, 490.

ÉTABLISSEMENT.

- I. *Établissement* assimilé à la *dot* (art. 204). III, 45.
- II. Le mot *établissement* comprend celui de *dot* (art. 1553, 1556). XXIII, 522.
- III. *Rapport*.
 1. Les frais d'établissement sont sujets au *rapport*. X, 599.
 2. L'*aumône dotale* est-elle un établissement? X, 599.

ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMUNES.

- I. *Législation*. Voir le mot *Ateliers*.
- II. Les tribunaux peuvent-ils prononcer la *suppression* de l'établissement qui cause un dommage? XX, 524.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

- I. *Établissements publics* ou d'*utilité publique*. Le code donne ce nom aux personnes dites *civiles*. Voir le mot *Personnes civiles*.
- II. Quels sont les *établissements* qui ont une *hypothèque légale* sur les biens de leurs comptables? XXX, 247, 410-420.
- III. *Incapacité*. Les *établissements* sont-ils *mineurs*? et doit-on leur appliquer les principes de l'article 1125? XVI, 63.
- IV. *Legs* faits aux *établissements*. L'acceptation doit être autorisée. XI, 281-306.
 1. Applique-t-on aux établissements le principe de la délivrance et du droit aux fruits? XIV, 70.
- V. Quelles *libéralités* les établissements publics peuvent-ils recevoir? Voir le mot *Personne civile* et les mots concernant les *divers établissements*.
- VI. *Prescription*. On suit le droit commun. XXXII, 13.

ÉTAGES.

- I. Copropriété d'une maison divisée par étages. VII, 487-493.

ÉTANGS.

I. *Propriété des étangs.*

1. Présomption de propriété. Quand elle est applicable. VII, 241-244.
2. Admet-elle la preuve contraire? VII, 242.
3. *Quid* s'il n'y a pas de *déversoir*? ou si les eaux se sont déplacées? VII, 243-244.
4. Il n'y a pas lieu à *alluvion*. VI, 289.

II. *Responsabilité du propriétaire de l'étang en cas d'inondation.* VII, 233.III. *Riverains.*

1. Les articles 640, 644 et 645 sont-ils applicables aux étangs? VII, 248-251.

2. Les riverains peuvent-ils acquérir un droit sur les eaux? VII, 252.

IV. *Servitude d'écoulement des eaux.* VIII, 131. Voir le mot *Drainage*.

ÉTAT CIVIL.

I. Ancien droit et droit nouveau. *Sécularisation de l'état civil.* II, 1-8.

Voir le mot *Eglise et Etat*, VIII.

II. *Formalités des actes de l'état civil.*1. *Formalités générales.* II, 17 (1)-20.

a. *Quid* si les formalités substantielles n'ont pas été observées? II, 23-25.

b. Formalités non substantielles. N'entraînent pas la nullité. II, 21, 22.

c. Application du principe. II, 26, 27.

2. *Rectification des actes irréguliers.* II, 29-34. Voir le mot *Rectification*, I.

3. Dans quelles formes sont reçus les actes de l'état civil des Français à l'étranger?

a. Par les officiers locaux, d'après la règle : *Locus regit actum*. II, 9.

b. Par les agents diplomatiques. II, 10, 11.

c. Règles spéciales concernant les militaires. II, 12-14.

4. *Registres de l'état civil et publicité.* II, 15, 16.5. *Preuve* résultant des actes de l'état civil. II, 35-42. Voir le mot *Actes authentiques*, C, I-III.

a. *Quid* si les actes sont irréguliers? Actes de naissance. III, 398.

b. En résulte-t-il un commencement de preuve par écrit? III, 419.

6. *Preuve des faits de l'état civil quand il n'y a pas de registres.* II, 43-46, 53.

a. L'article 46 est-il restrictif? II, 47, 48.

b. A quels cas on l'applique. II, 49-52.

7. *Responsabilité des officiers de l'état civil.* XX, 502.III. *Formalités des divers actes de l'état civil.*1. *Actes de naissance.* II, 53-61.2. *Actes de décès.* II, 62, 63.3. *Actes de mariage.* Voir le mot *Mariage (Célébration du)*.

(1) T. II, p. 28, ligne 1, n° 17 : au lieu de 83, lisez 35

ÉTAT (DES PERSONNES).

I. Qu'entend-on par *état* ? I, 46.

II. *Lois* concernant l'*état*.

1. Ces *lois* sont attachées à la personne, et elles la suivent partout. C'est ce qu'on appelle *lois* ou *statuts personnels*. I, 74-76.

2. Les *particuliers* ne peuvent déroger aux *lois* qui concernent l'*état*. I, 46, 47.

3. Les *lois* concernant l'*état* *rétroagissent*. I, 169.

III. *Personnes civiles* n'ont pas d'*état*. I, 306-311.

IV. *Possession d'état*. Preuve de la filiation légitime. III, 406. Voir le mot *Enfants naturels* (Filiation).

V. *Questions d'état*.

1. Nature de l'*état* et conséquences qui en résultent quant aux actions qui concernent l'*état*. III, 426-429. Voir le mot *Questions d'état*.

VI. *Réclamation* et *contestation d'état*.

1. Action en *désaveu*. Voir ce mot.

2. Action en *contestation de légitimité*. Voir ce mot.

3. Action en *réclamation d'état*. Voir ce mot.

4. Action en *contestation d'état*. Voir le mot *Action en réclamation d'état* et en *contestation d'état*.

5. *Chose jugée* en matière d'*état*. Voir le mot *Chose jugée*, C, IV.

VII. *Prescription*. L'*état* des hommes est *imprescriptible*. XXXII, 237, 238.

ÉTAT DES TUTELLES.

Voir le mot *Hypothèque légale des mineurs*.

ÉTAT ESTIMATIF.

I. *Donation entre-vifs*. XII, 372-386.

II. *Donation de biens à venir* par contrat de mariage. XV, 199.

III. *Donation cumulative* de biens présents et à venir. XV, 261.

IV. *Donation entre époux pendant le mariage*. XV, 320.

V. *Partage d'ascendants*. XV, 17.

VI. *Rapport*. X, 593.

ÉTAT (PERSONNE CIVILE).

I. L'*État* est une *personne civile*.

1. En quel sens ? I, 292.

2. *Quid* des *États étrangers* ? XXIX, 276, 277.

II. *Capacité de recevoir à titre gratuit*.

1. Pour l'enseignement public. XI, 200-202.

III. *Compensation*. Peut-elle être opposée à l'*État* ?

1. En matière d'impositions ? XVIII, 463.

2. A la régie de l'enregistrement ? XVIII, 464.

3. Pour les dettes et créances contractuelles ? XVIII, 469, 457.

IV. *Domaine* de l'*État*. Voir les mots *Biens*, II; *Epaves*, I; *Forêts*; *Successeurs irréguliers*, I, 3, et *Déshérence*.

V. *Hypothèque légale de l'Etat.*

1. Sur les biens des comptables. XXX, 416, 491, 492.
2. En matière d'impositions. XXX, 146-148.

VI. *Jugements.*

1. Peuvent-ils être exécutés par voie de saisie contre l'Etat? XXIX, 275.
2. *Quid* contre les Etats étrangers? XXIX, 276, 277.

VII. *Prescription.*

1. L'Etat y est soumis et en jouit d'après le droit commun. XXXII, 13.
2. La distinction de l'article 2263 concernant la *durée de la possession* s'applique-t-elle à l'Etat? XXXII, 419.

VIII. *Privilège de l'Etat en matière d'impositions.* XXX, 146-151.IX. *Responsabilité.* L'Etat est-il responsable en vertu des articles 1382 et 1383?

1. L'Etat est-il responsable comme pouvoir législatif? XX, 418.
2. L'Etat est responsable comme pouvoir exécutif. XX, 419, 420.
 - a. Faut-il distinguer entre l'Etat *pouvoir politique* et l'Etat *personne civile*? XX, 421, 426, 427.
 - b. La loi du 8 juillet 1791 consacre le principe de la responsabilité de l'Etat comme *pouvoir politique*. XX, 423
 - c. *Quid* en matière de *servitudes légales*? XX, 423, 424.
 - d. L'Etat n'est pas responsable comme pouvoir politique quand il agit en vertu de son *pouvoir réglementaire*. XX, 430.
 - e. Il est responsable quand il *lèse un droit*, alors même qu'il agit comme *pouvoir politique*. XX, 431.
 - f. Discussion de la jurisprudence. XX, 428, 429-431 *Dis.*
 - g. Application du principe aux *travaux publics*. Jurisprudence. XX, 432-438.

3. La jurisprudence applique le principe de responsabilité aux *communes* quand elles agissent comme *pouvoir public*. XX, 439-442.

X. *Responsabilité de l'Etat à titre de commettant.*

1. L'article 1384 s'applique à l'Etat. XX, 422, 591-594.
2. Le principe s'applique à la commune et à la province. XX, 595.
3. Application aux *travaux publics*. Quand un canal manque d'eau par le fait des ingénieurs. XX, 603.
4. L'Etat est responsable quand il exploite le chemin de fer. XX, 597-602.
5. Notamment pour cause de retard dans le transport des personnes et des choses. XX, 604.

XI. *Succession.* Droit de succession de l'Etat. IX, 158, 159. Voir le mot *Pétition d'hérédité*.

ÉTAT (SOCIÉTÉ).

- I. Est-il vrai que l'Etat absorbe tous les droits des particuliers? III, 126.
- II. Droit et devoir de l'Etat d'*enseigner*. Voir le mot *Enseignement*.
- III. *Secularisation de l'Etat*. Voir le mot *Eglise et Etat*, VIII.

ÉTRANGERS.

I. *Aperçu historique.*

1. Dans l'ancien droit, l'étranger ne jouissait pas des droits civils. Telle

était notamment la doctrine de Pothier et de Domat. I, 409, 410.

2. Le projet de code civil consacrait la doctrine traditionnelle. I, 411-413.
3. Discussion du projet au Tribunat. Opposition du Tribunat. I, 414-416.
4. Conclusion sur les travaux préparatoires. I, 417.
5. Le texte de l'article 11 reproduit la doctrine traditionnelle. I, 408. Jurisprudence, I, 418.
6. Critique de l'interprétation contraire. I, 406. Et réponse aux objections. I, 419-422.
7. Critique de la *théorie traditionnelle des droits civils*. I, 423. Elle tend à disparaître. I, 424, 425, 429.
8. Les vrais principes ont été consacrés par l'Assemblée constituante et proclamés par le Tribunat. I, 426-428.

II. *Droits civils*.

1. Quels sont les droits civils dont l'étranger ne jouit point? I, 433-444.
2. L'étranger peut-il avoir un domicile en France? II, 68.
3. Du droit d'ester en justice. I, 443-445.
4. Le code de procédure belge met l'étranger sur la même ligne que le Belge. (Voyez un article du *Journal de droit international privé*, dans le numéro de janvier 1878, par l'auteur des *Principes de droit civil*.)

III. *Droits naturels*.

1. Droits de mariage et de propriété. I, 430, 431.
2. Conseil judiciaire. Le juge peut nommer un *conseil* à un *étranger faible d'esprit*, sur la demande du ministère public. V, p. 414, b.
3. *Hypothèque légale*. La loi belge la lui donne. I, 432.
4. *Prescription*. L'étranger prescrit. I, 433; XXXII, 12.
5. Clauses prohibitives des cahiers des charges imposées aux compagnies dans l'intérêt du commerce. L'étranger peut les invoquer. I, 434.
6. Succession. L'étranger est admis à succéder en France et en Belgique. I, 429; VIII, 549-568.

IV. *Comment l'étranger acquiert la jouissance des droits civils*.

1. Par l'acquisition de la qualité de Belge. Voir, *infra*, *Nationalité*.
2. Par l'autorisation d'établir son domicile en France. I, 454-459.
3. Par des traités de réciprocité. I, 452, 453.

V. *Nationalité*.

1. Comment l'étranger né en Belgique acquiert la qualité de Belge. I, 332-339.
2. *Naturalisation*. Principes de la loi belge. I, 323, 350-353.
3. *Réunion d'un territoire*. I, 324, 354, 361-366.
 - a. Réunion de la Belgique à la France et séparation. I, 355.
 - b. Loi fondamentale de 1815. I, 356 et Constitution belge. I, 357.
 - c. Séparation de la Belgique et de la Hollande. I, 358.
4. *Quid* quand des *provinces* et des *communes* sont démembrées? I, 359, 360.

VI. *Patrie*. De ceux qui n'ont pas de patrie et sont étrangers partout. I, 369-373

VII. *Statut personnel* de l'étranger. I, 81-98.

VIII. *Statut réel*. L'étranger est soumis aux lois de police et aux lois réelles. I, 77, 78, et aux lois qui règlent les formes instrumentaires. I, 80.

EVÊQUES DE BELGIQUE.

- I. Leur opposition contre les lois. Voyez le mot *Eglise et État* (V, 2).

ÉVICTION ET TROUBLE.

- I. *Succession*. X, 439, 440. Voir le mot *Garantie (Succession)*.
- II. *Vente*. XXIV, 216, 224. Voir le mot *Garantie (Vente)*.

ÉVIER (SERVITUDE).

- I. En quel consiste la *servitude d'évier*. Est-elle *continue* ou *discontinue*? VIII, 133.

EXCEPTIONS (ACTIONS).

- I. Les *exceptions*, à la différence des actions, sont-elles *perpétuelles*? XIX, 57-60.
 1. En matière de *tutelle*? V, 188.
- II. *Exceptions personnelles*.
 1. *Cautionnement*. Quelles sont les exceptions que la caution peut opposer au créancier? XXVIII, 294-301.
 2. *Solidarité*. Quelles exceptions le débiteur poursuivi par le créancier peut-il lui opposer? XVII, 290-303.

EXCEPTION DE CESSIION D'ACTIONS (CEDENDARUM ACTIONUM).

- I. Du droit que l'article 2037 accorde à la caution. XXVIII, 302.
 1. Appartient-il à la caution *solidaire*? XXVIII, 304, 305.
 2. La caution seule peut s'en prévaloir. XXVIII, 303.
 3. Le *tiers détenteur* n'a pas ce droit. XXXI, 267.
 4. La caution est-elle déchargée *pour le tout*? XXVIII, 306.
 5. *Quid* si les *garanties* que le créancier a fait périr auraient été inefficaces? XXVIII, 307.
- II. Quand peut-on dire que le *créancier fait périr les garanties*? XXVIII, 308-312, 315.
 1. Applications du principe. XXVIII, 318-321.
 2. Application à la règle. XXVIII, 317.
- III. La caution est-elle déchargée quand elle-même est en *faute*? XXVIII, 313, 314.
- IV. Quel est l'*effet* de l'exception? XXVIII, 316.

EXCEPTION DE CHOSE JUGÉE.

Voir le mot *Chose jugée*.

EXCEPTION DE DISCUSSION.

Voir le mot *Discussion*.

EXCEPTION DE DIVISION.

- I. Appartient aux *cofidéjusseurs*. XXVIII, 219-230.
- II. N'appartient pas aux *codébiteurs solidaires*. XVII, 293, 296.

EXCEPTION DE GARANTIE.

- I. Est toujours *indivisible*. XXIV, 210.
- II. A qui peut-elle être opposée? A tous ceux qui doivent garantir le possesseur contre l'éviction. XXIV, 215.
- III. *Femme commune*. Est tenue de la garantie quand le mari vend un immeuble à elle propre. Est-elle tenue pour le tout ou pour moitié? XXII, 153-157.
- IV. *Régime dotal*. L'acheteur du fonds dotal ne peut pas opposer au mari vendeur l'exception de garantie. XXXIII, 507.

EXCEPTION DILATOIRE.

A. HÉRITIER.

- I. Droit des créanciers contre l'héritier. IX, 264.
- II. L'héritier a une *exception dilatoire* pendant trois mois et quarante jours. IX, 267-270.
 1. L'exception dilatoire est-elle d'*ordre public*? IX, 271.
- III. Droit des *créanciers* pendant les délais. IX, 275.
- IV. Droit de l'*héritier* pendant les délais. IX, 276.
- V. Qui supporte les *frais* faits par les créanciers? IX, 272-274.
- VI. Les *parents* appelés à succéder à défaut du successible qui reste dans l'inaction peuvent-ils le contraindre à prendre qualité? IX, 266.

EXCEPTION (INTERPRÉTATION DES LOIS).

- I. *Exceptions*. N'existent qu'en vertu de la loi.
 1. Le juge ne peut pas créer d'exception. IV, 469, 470.
 2. Des prétendues exceptions fondées sur le *bon sens*, d'après Troplong, en matière d'indivisibilité de l'aveu. XX, 498 et suiv.
- II. *Interprétation* des exceptions.
 1. Les *exceptions* ne peuvent être étendues. I, 277, pas même par *analogie*. II, p. 522, a; XXII, 192.
 2. C'est la jurisprudence de la cour de cassation. XXXII, 15 et 595.
 3. Les exceptions peuvent être étendues quand elles constituent elles-mêmes une *règle générale*. VII, 499, p. 575; XXIII, 329, 330, 332.
 4. Le juge a toujours le droit d'*interpréter* les *exceptions* en ce sens qu'il doit examiner si la règle est applicable à un cas donné. III, 404, p. 439, *in*.

EXCÈS.

Voir le mot *Séances*.

- I. En matière de *divorce*. III, 186.
- II. *Ingratitudo* (Révocation des donations pour cause d'). XIII, 5.

EXCLUSION ET DESTITUTION (CAUSES D').

- I. En matière de *tutelle*. IV, 519-536.
- II. En ce qui concerne le *conseil de famille* et le *subrogé tuteur*. IV, 541-545.

EXCLUSION DE COMMUNAUTÉ.

Voir le mot *Régime d'exclusion de communauté*.

EXCUSES.

- I. Causes d'excuse de la tutelle. IV, 494-512.
- II. Causes d'excuse relatives au conseil de famille et au subrogé tuteur. IV, 537.

EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES.

- I Exécution testamentaire.
 1. Origine. XIV, 322.
 2. Est-ce un mandat? XIV, 323.
- II. Conditions.
 1. Capacité. XIV, 323.
 - a. Quid des incapables? Mineurs. XIV, 326.
 - b. Femmes mariées. XIV, 327.
 - c. La femme qui accepte sans autorisation du mari oblige-t-elle la communauté? XXII, 79.
 - d. Y a-t-il des incapacités à raison de la forme testamentaire ou de l'incapacité de recevoir? XIV, 328, 329.
 2. Forme. Faut-il un testament? XIV, 324.
 3. L'exécuteur peut-il refuser? XIV, 330.
 4. Peut-il se faire remplacer? XIV, 331.
- III. Pouvoirs de l'exécuteur.
 1. Le testateur ne peut donner à l'exécuteur que les pouvoirs que la loi permet de lui conférer. XIV, 332-334.
 2. Le testateur peut donner la saisine du mobilier à l'exécuteur. XIV, 335-337, 339, 340.
 - a. Quid de la saisine des immeubles? XIV, 338.
 - b. Durée de la saisine du mobilier. XIV, 341, 343-346.
 - c. Le testateur peut-il permettre aux exécuteurs de se perpétuer? XIV, 342.
 - d. Effets de la saisine. Droits de l'exécuteur. XIV, 347-351.
- IV. Mesures conservatoires.
 1. Scellés. XIV, 352-355.
 2. Inventaire. XIV, 356-358.
- Mesures d'exécution. XIV, 359.
 1. Actions judiciaires. XIV, 360-362.
 2. Vente du mobilier. XIV, 363.
 - a. L'exécuteur peut-il provoquer la vente des immeubles? XIV, 364.
 3. Le testateur ne peut donner à l'exécuteur le droit de vendre les immeubles. XIV, 365, 366.
 - a. La clause doit être réputée non écrite. XI, 457.
 4. Le testateur ne peut pas charger l'exécuteur de vendre tous ses biens et d'en distribuer le prix entre les légataires. XIV, 367, 368.
 5. Il ne peut pas donner à l'exécuteur l'administration des immeubles. XI, 458.
- VI. Paiement des legs. Contre qui les légataires doivent-ils agir? XIV, 369-371.
 1. L'exécuteur peut-il ou doit-il payer les dettes? XIV, 372.
 - a. Droit des créanciers. XIV, 373.

b. Le testateur peut-il charger l'exécuteur du *payement des dettes*? XIV, 374.

VII. *Responsabilité* de l'exécuteur. XIV, 375-380.

VIII. *Fin* de l'exécution testamentaire.

1. Quand finit-elle? XIV, 381-384.

2. *Compte* de l'exécuteur. XIV, 385-388

EXÉCUTION DES ACTES ET JUGEMENTS.

I. *Actes authentiques*. Ont *force exécutoire*. XIX, 194, 195.

1. *Quid* contre les *héritiers*? XI, 73, 76.

2. Les *procès-verbaux* dressés au *bureau de conciliation* ont-ils *force exécutoire*? XIX, 104 et 194.

3. Les *jugements* ont *force exécutoire*. XXX, 190.

4. *Rétroactivité*. Mode d'exécution des actes et jugements. I, 227-229.

EXÉCUTION DES DROITS DU DÉBITEUR.

I. *Droits des créanciers* (art. 1166). Voir ce mot.

EXPERTISE.

I. Est en général *facultative* pour le juge. XXIV, 437.

1. *Partage*. *Lésion*. X, 503.

2. Le juge est *expert*. XXIV, 437.

3. Il n'est pas lié par l'*avis des experts*. XXIV, 439.

II. Est *obligatoire*.

1. Pour que l'*architecte* acquière un *privilege*. XXX, 49-53.

2. Dans le cas de *partage judiciaire*. X, 316-318.

3. *Vente*. Quand elle est attaquée pour cause de *lésion*. XXIV, 437.

EXPERTS.

I. *Nomination*.

1. En cas de travaux faits par l'*architecte*. XXX, 49-53.

2. En cas de *rescision* pour cause de *lésion*. XXIV, 436-439.

II. Sont-ils *mandataires*? Peut-on leur appliquer l'article 2002? XXVIII, 39.

EXPROPRIATION FORCÉE.

Joir le mot *Saisie*.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

I. Cas dans lesquels un *propriétaire* peut être *exproprié* pour cause d'*utilité publique*. VI, 133.

1. Y a-t-il lieu d'exproprier les *riverains* des cours d'eau *non navigables*? VI, 26.

II. L'*État* peut-il être *exproprié*?

1. Non, quand il s'agit des biens du *domaine public*. VI, 57.

2. Oui, quand il s'agit des biens du *domaine privé*. Les *compagnies* doivent les *exproprier* quand elles veulent les employer à des travaux publics. VI, 53.

III. *Effet de l'expropriation.*

1. Les terrains expropriés sont placés *hors du commerce*. VI, 53.
2. Des *baux* consentis par le propriétaire exproprié. XXV, 383.
3. Les *droits réels* qui les grevaient *s'éteignent*, sauf indemnité.
 - a. *Emphytéose*. Règlement de l'indemnité de l'emphytéote. VIII, 408.
 - b. *Servitudes*. VIII, 339.
 - c. *Usufruit*. Droit de l'usufruitier. VI, 380.
5. *Mitoyenneté des murs*. Influence de l'expropriation sur la mitoyenneté, VII, 568.
4. *Transcription*.
 - a. Le jugement d'expropriation ne doit pas être transcrit. XXIX, 90.
 - b. *Quid* des ventes à l'amiable? XXIX, 91.

III. *Servitudes légales d'utilité publique.*

1. Ne sont pas une expropriation et ne donnent pas lieu, en principe, à une indemnité. VII, 473-475.
2. Conséquence qui en résulte en ce qui concerne le montant de l'indemnité en cas d'expropriation du terrain grevé d'une servitude légale. VII, 476.
3. Quand il y a lieu, *par exception*, à indemnité. VII, 476.

EXTINCTION DES OBLIGATIONS.

I. *Causes légales d'extinction*. XVII, 469, 475.

1. *Action en nullité*. Voir ce mot.
2. *Compensation*. Voir ce mot.
3. *Confusion*. Voir ce mot.
4. *Novation*. Voir ce mot.
5. *Payement*. Voir ce mot et le mot *Payement indû*.
6. *Remise* de la dette. Voir ce mot.
7. *Perte de la chose due*. Voir ce mot.

II. Les obligations s'éteignent-elles :

1. Par le *changement de circonstances* ou par l'? VII, 471-474.
2. Par la *mort* des parties contractantes? XXVII, 471.

F

FABRIQUES (D'ÉGLISE).

I. *Attributions*. XI, 230.

1. Elles sont soumises au pouvoir réglementaire de l'Etat. XI, 231.
2. Des autres établissements ecclésiastiques qui jouissent de la personnalité. XI, 232.

II. *Culte*.

1. Les legs faits pour célébration de *messes*, sans institution de la fabrique, doivent être recueillis et exécutés par la fabrique. XI, 233-236.
2. *Quid* des legs faits pour services religieux à célébrer dans la chapelle d'un hospice? XI, 237.

3. *Quid* si le service religieux doit se faire dans une chapelle non reconnue? XI, 238.

4. La fabrique peut-elle recevoir des libéralités au profit des ministres du culte? XI, 239, 240.

III. Enseignement.

1. Les fabriques ont-elles qualité pour recevoir des libéralités dont l'objet est de favoriser l'enseignement du catéchisme? XI, 241, 242.

2. Enseignement laïque.

a. Les fabriques ne peuvent recevoir de libéralités ayant cette destination. XI, 243-248.

b. Les anciennes fondations faites pour l'enseignement doivent être remises aux communes, aux provinces ou à l'Etat. XI, 246.

c. Les fabriques n'ont pas capacité d'enseigner. I, p. 397 et suiv.

IV. Incapacité des fabriques de recevoir en dehors de leurs attributions légales XI, 249.

1. *Charité publique*. Les fabriques n'ont pas qualité pour recevoir des aumônes destinées aux pauvres. Le bureau de bienfaisance est le seul représentant légal des pauvres. XI, 247, 248.

2. *Confréries*. Les fabriques ne peuvent recevoir en faveur des confréries. XI, 250.

3. Ni au profit de corporations religieuses. XI, 279.

4. *Missions*. Les fabriques ne peuvent recevoir pour faire des missions. XI, 281.

5. Les charges contraires à l'ordre public sont effacées comme non écrites, 280.

V. *Receveurs*. Les fabriques n'ont pas d'hypothèque légale sur les biens des receveurs. XXX, 420.

FACULTÉ D'ÉLIRE.

I. Cette faculté existe-t-elle encore en droit français? XI, 328-328.

FACULTÉS (DROITS DE PURE FACULTÉ).

I. Les facultés sont inaliénables et imprescriptibles. XXXII, 227.

II. Qu'entend-on par droits de pure faculté? comment peut-on les distinguer des droits qui sont prescriptibles? Doctrine de d'Argentré. XXXII, 228, 229.

III. Applications.

1. *Bornage*. Le droit de le réclamer est de pure faculté. VII, 249.

2. *Clôture*. Le droit de se clore est de pure faculté. VII, 440.

3. Communes.

a. Le droit des communes d'acheter les halles ou de les prendre à bail est un acte de pure faculté. XXXII, 230.

b. Les droits qui appartiennent aux habitants d'une commune en cette qualité sont de pure faculté. XXXII, 231.

4. *Passage en cas d'enclave*. Le droit de le réclamer est de pure faculté. VIII, 400.

5. *Source*. Droit du propriétaire de la source de se servir des eaux est de pure faculté. VII, 187.

IV. Les facultés deviennent-elles prescriptibles lorsqu'on y apporte une *contradiction*? XXXII, 232.

V. Les facultés *conventionnelles* sont prescriptibles. XXXII, 233.

1. *Exceptions* que souffre ce principe. XXXII, 234, 238.

FAIBLESSE D'ESPRIT.

I. Le tribunal peut nommer d'office un conseil judiciaire aux personnes faibles d'esprit dont l'interdiction est demandée. V, 338.

II. Dans quels cas la nomination d'un conseil peut-elle être demandée à raison de la faiblesse d'esprit? V, 339. Voir le mot *Conseil judiciaire*.

FAILLITE.

I. Bail.

1. Est-il résolu par la faillite? XXIX, 391, 392.

2. Les loyers à échoir deviennent-ils exigibles en vertu de l'article 1166? XXIX, 393.

3. Le droit que le code et la loi hypothécaire donnent au bailleur est un droit exceptionnel. XXIX, 394.

4. En quoi consiste l'exception? XXIX, 393-397.

5. Le bailleur peut-il et doit-il saisir les objets qui garnissent les lieux loués? XXIX, 437.

6. Loi française du 12 février 1872. XXIX, 398.

7. Droit de relocation des créanciers. XXIX, 399-403.

II. *Cautionnement*. Droit de la *caution* quand le débiteur tombe en faillite. XXVIII, 253.

III. *Cession*. Peut-elle être signifiée après la faillite? XXIV, 493.

IV. *Communauté*. Les créanciers peuvent exercer les droits de la femme quand le mari tombe en faillite. XXII, 202-207.

V. *Compensation*. La faillite empêche la compensation. XVIII, 413.

VI. Les *créanciers* d'une *faillite* sont-ils les *ayants cause* du *failli*? XIX, 330, 331.

VII. *Curateur* ou *syndic* d'une faillite. L'article 2001 leur est-il applicable? XXVIII, 40.

VIII. *Délégation*. Le créancier a-t-il un *recours* quand le *délégué* tombe en *faillite*? XVIII, 520.

IX. *Frais de faillite*. Sont privilégiés comme *frais de justice*. Quels *frais* et à l'égard de qui? XXIX, 347-351.

X. Hypothèque.

1. Consentie par un commerçant *failli*. XVI, 60; XXX, 496

2. Les créanciers de la faillite ont-ils une hypothèque légale sur les biens de la masse? XXX, 251.

3. *Hypothèque légale* de la femme. XXX, 415.

XI. *Imputation légale*. Les règles sur l'imputation sont-elles applicables à la *faillite*? XVII, 609, 630.

XII. *Incapacité*. Les *faillis* sont frappés d'incapacité. A partir de quel moment? XVI, 60; XXVIII, 342.

XIII. Inscriptions hypothécaires.

1. Peuvent-elles être prises sur les biens d'un failli? XVII, 200; XXXI, 22-23.

2. Renouvellement des inscriptions. XXXI, 126, 145.

XIV. Mandat. Finit par la faillite du mandant et du mandataire XXVIII, 92-93.

XV. Nantissement. La signification prescrite par l'article 2075 peut-elle se faire après que le débiteur failli a cessé ses paiements? XXVIII, 267.

XVI. Privilèges.

1. *Privilège des commis et ouvriers du failli.* XXX, 154.

2. *Privilège et résolution.* L'article 28 de la loi hypothécaire est-il applicable en matière de faillite? XXX, 139.

3. *Privilège du vendeur d'effets mobiliers.* N'a pas lieu en cas de faillite du débiteur, sauf pour les machines. XXIX, 493.

XVII. Société finit par la faillite d'un associé. XXVI, 386, 388-391.

XVIII. Terme. Le failli est déchu du bénéfice du terme. XVII, 193.

XIX. Transcription. Quand la transcription doit-elle se faire en cas de faillite du donateur? XXIX, 147, 148.

XX. Vente. Droits du vendeur quand l'acheteur tombe en faillite.

1. Délivrance. XXIV, 171, 172.

2. Privilège. Voir ci-dessus (XVI, 3).

3. Résolution de la vente. XXIV, 336, 361.

FAIT.

I. *Conditions* requises pour qu'un *fait* puisse faire l'objet d'une convention. XXVI, 80-82.

Voir les mots *Obligations de faire* et *Pacte successoire*.

FAIT DOMMAGEABLE.

I. Le *fait dommageable* constitue un *délit* ou un *quasi-délit*. Voir le mot *Délit*.

II. Peut-il y avoir un *délit* ou un *quasi-délit* dans les *obligations conventionnelles*? C'est-à-dire : quand y a-t-il lieu à appliquer le principe de la faute et des dommages-intérêts conventionnels? et quand doit-on appliquer les principes de la faute aquilienne? XVI, p. 391 et suiv., n° 328.

1. Par exemple, en matière de transport par chemin de fer. XVI, 329.

2. Quand il s'agit d'un *délit criminel*, les principes de la faute conventionnelle ne sont plus applicables. XVI, 310.

3. Les *chicanes* et les *vexations* constituent un *délit civil*, quand même il s'agirait d'une *obligation conventionnelle*. XVI, 311.

4. Décision douteuse de la cour de cassation. XVI, 312.

FAMILIARITÉ.

1. Empêche la prescription. XXXII, 297, 298.

2. Et l'application de l'article 2279. XXXII, 549, 550.

FAMILLE.

I. *Arrangements de famille.* Voir ce mot.

II. *Intérêts moraux de la famille.*

1. Donnent au père une action en dommages-intérêts. XX, 398.

2. Donnent l'action en rectification des actes de l'état civil. II, 30.

III. *Nom et titres. Usurpation.* III, 483; II, 20; XX, 392.

IV. *Privilege pour fourniture de subsistances à la famille.* Qu'entend-on ici par *famille*? XXIX, 372.

V. *Usage (Droit d'usage)* limité aux besoins de la *famille*. Qu'entend-on ici par *famille*? VII, 110.

FAUBOURG (VILLE).

I. Qu'entend-on par faubourg et par ville depuis l'abolition de l'octroi? VII, 497.

FAUTE.

A. DANS LES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES.

I. *Théorie générale.*

1. Dans l'ancien droit, on admettait divers degrés de faute. XVI, 214.

2. Le code a rejeté la doctrine traditionnelle. XVI, 215 (1).

3. Quel est le principe du code? XVI, 213, 216.

4. Critique de la rédaction. XVI, 232.

II. *Exceptions à la règle.*

1. Quel est le sens du deuxième alinéa de l'article 1137? XVI, 217-221

2. Quelles sont les exceptions?

a. La faute grave. XVI, 222.

b. La faute légère *in concreto*. XVI, 223-225.

c. Cas où la loi ne s'explique pas sur la responsabilité du débiteur. XVI, 226.

d. Y a-t-il des cas où le débiteur est tenu de la faute la plus légère? 227-229.

e. *Confusion* qui règne dans la doctrine et la jurisprudence entre la *faute contractuelle* et la *faute aquilienne*. XVI, 250 et XXV, 288.

III. *Justification* de la théorie du code. XVI, 231.

IV. *Exceptions. Dispositions spéciales.*

1. *Commodat*. De quelle faute répond l'emprunteur? de la faute la plus légère? XVI, 227 et XXVI, 471 et 474.

2. *Conseil des prodigues et faibles d'esprit*. De quelle faute répond-il? V, 357.

3. *Curateur du mineur émancipé*. De quelle faute répond-il? V, 194.

4. *Créancier gagiste*. De quelle faute répond-il? XXVIII, 524.

5. *Curateur à une succession vacante*. De quelle faute répond-il? X, 193.

6. *Dépôt*. De quelle faute répond le dépositaire? XVI, 225.

7. *Exécuteur testamentaire*. De quelle faute répond-il? XIV, 373, 376.

8. *Gérant d'affaires*. De quelle faute répond-il? XVI, 223.

9. *Héritier bénéficiaire*. De quelle faute répond-il? X, 123; XVI, 222.

10. *Locataire*. Responsabilité en cas d'incendie. XXV, 274-311.

11. *Mandataire*. De quelle faute répond-il? XVI, 224 et XXVII, 475.

12. *Membres du conseil de famille*. Leur responsabilité. V, 181.

13. *Nantissement*. De quelle faute répond le créancier gagiste? XXVIII, 524.

14. *Société*. De quelle faute répondent les associés? XXVI, 253, 254.

(4) T. XVI, p. 275, lignes 2 et 12 du n° 215 : au lieu de 1138, lisez 1137.

15. *Subrogé tuteur*. Responsabilité. V, 178, 180.
16. *Le tuteur*. De quelle faute répond-il? V, 166.
17. *L usufruitier*. Responsabilité. VI, 526.

B. DANS LES DÉLITS ET LES QUASI-DÉLITS.

- I. Le débiteur répond de la faute la plus légère. XX, 462.
- II. Les articles 1382 et 1383 reçoivent-ils leur application dans les obligations conventionnelles? XX, 465. Voir le mot *Fait dommageable*.
- III. Différences entre la *faute contractuelle* et la *faute aquilienne*. XXV, 286, 287.
- IV. Différences en ce qui concerne les *dommages-intérêts*. XX, 523.
Voir le mot *Responsabilité*.

FAUX INCIDENT.

- I. En quel sens les *actes authentiques* font-ils foi jusqu'à inscription de faux? XIX, 147.
- II. Qu'est-ce que l'inscription en faux et quel en est l'effet? XIX, 148-150.
- III. Ces principes s'appliquent :
 1. Aux *actes de l'état civil*. II, 39-41.
 2. Aux testaments par acte public. XIII, 381-383.
 3. A l'acte de *suscription* du testament mystique. XIII, 430.
a. Quid du testament mystique? XIII, 431-434.
 4. Le testament olographe fait-il foi de sa date jusqu'à inscription de faux? XIII, 245-249.

FEMME.

- I. *Incapacités dont elle est frappée*.
 1. Ne peut être témoin à un acte authentique.
 - a. Acte de l'état civil*. II, 26; art. 37.
 - b. Testament par acte public*. XIII, 237.
 2. Ne peut être tutrice ni membre d'un conseil de famille. IV, 516.
a. Droit des ascendants. IV, 516.
- II. *Privilèges dont la femme jouit*.
 1. Age auquel elle peut se marier. II, 281.
 2. Age auquel elle peut se marier sans consentement. II, 323, 327.
 3. Elle n'est pas soumise à la *contrainte par corps*. XXVIII, 434.

FEMME MARIÉE.

- I. *Artiste dramatique*. Le mari a-t-il l'administration de ses biens? XXII, 124.
- II. *Commune en biens*.
 1. Quels sont ses droits pendant la communauté? Voir le mot *Communauté*, B.
 2. *Dissolution de la communauté* Droit d'accepter ou de renoncer.
Voir les mots *Communauté (Dissolution)*, II, et *Acceptation de la communauté*.
 3. *Droits de la femme commune*, soit qu'elle accepte, soit qu'elle renonce
Aliments. Deuil. Habitation. XXII, 434-444
- III. *Domicile légal*. II, 84.

1. *Quid* si elle est séparée de corps? II, 85.

2. Si elle est *servante*? II, 99.

3. Si le mari est interdit? II, 199.

IV. *Dotale (Femme).*

1. Droits de la femme pendant la durée du régime. Voir le mot *Régime dotal*.

2. Droits de la femme veuve. Aliments. Deuil. Habitation. XXIII, 580-581.

V. *Hypothèque légale* de la femme. Voir le mot *Hypothèque légale de la femme*

VI. *Mandat tacite*.

1. La femme a mandat tacite de faire les dépenses du ménage. XXII, 105-111; XXVII, 386.

2. Quand a-t-elle mandat tacite de faire le *commerce du mari*? XXII, 112; XXVII, 387-389.

VII. *Marchande*. Capacité de la femme marchande. III, 116.

VIII. *Nationalité*.

1. De la femme étrangère qui épouse un Français. I, 348-349.

2. De la femme française qui épouse un étranger. I, 385-387.

3. Législation anglaise sur la nationalité de la femme étrangère qui épouse un Anglais, et de la femme anglaise qui épouse un étranger. I, 385.

4. Comment la femme française qui a épousé un étranger recouvre sa nationalité. I, 395-397.

a. Quelle est, dans ce cas, la condition des enfants? I, 398.

IX. *Prescription*. Quand la prescription ne court-elle pas contre la femme mariée. XXXII, 54-60.

X. *Tiers*. La femme commune est-elle tiers, ayant cause ou partie dans les conventions que le mari fait comme administrateur de la communauté ou de ses biens propres? Loi interprétative du 28 avril 1850. XXII, 113-115.

XI. *Tutelle*.

1. De la mère survivante. Elle peut la refuser. IV, 376-392.

2. Les ascendantes peuvent être, par exception, nommées tutrices. IV, 516.

FEMME MARIÉE (INCAPACITÉ DE LA).

I. *Incapacité*. Est générale. Fondement. III, 95 (1), 96 (2).

1. Actes *extrajudiciaires*. III, 97; XI, 153.

a. *Exceptions*. III, 98-101.

b. La femme peut être *mandataire* sans autorisation. XXVII, 397.

c. Elle a un mandat *tacite* de faire les dépenses du ménage, et elle peut avoir un mandat *tacite* de faire le commerce de son mari. Voir, ci-dessus, le mot *Femme mariée*, VI.

d. La femme peut-elle *reconnaître* un *enfant naturel* sans autorisation? IV, 38.

(1) T. III, p. 128, ligne 28. Après le mot *code*, ajoutez (art. 224). Et ligne 86, après mot *femme*, ajoutez (art. 224, 225).

(2) T. III, p. 129, ligne 19 du n° 96 : au lieu du mot *suite*, mettez *conséquence*.

2. *Actes judiciaires.*

a. La règle. III, 402, 403

p. Les exceptions.

1. En matière civile. III, 404-408

2. En matière criminelle. III, 409, 410.

II. En quel sens la femme est-elle incapable? Nécessité d'une *autorisation* III, 97.

A. AUTORISATION MARITALE.

1. C'est un consentement. III, 411.

2. Différence entre l'*autorisation* et le *mandat*. III, 412; XXII, 100.a. La doctrine et la jurisprudence confondent les actes que la femme fait avec l'*autorisation* du mari et ceux qu'elle fait comme *mandataire* du mari. XXVII, 388, 389; XXII, 401, 406.

b. Mandat exprès donné à la femme, de gérer les biens de la communauté ou d'administrer ses biens propres. XXII, 102-104.

c. Mandat tacite de faire les dépenses du ménage. III, 408-411.

3. L'*autorisation* du mari peut être *expresse*. III, 417-420, ou *tacite*. III, 421-424.4. L'*autorisation* du mari doit être *spéciale*. III, 413, 414.a. *Exceptions* pour l'administration des biens de la femme. III, 415.

b. Et pour la femme marchande publique. III, 416.

c. De l'*autorisation spéciale* et du *mandat spécial*. XXVII, 412-4185. De l'*autorisation* dans les *instances judiciaires*. III, 423.

B. AUTORISATION DE JUSTICE.

1. Le juge peut *autoriser* sur le *refus* du mari. III, 426.2. La femme doit demander l'*autorisation* :a. En cas d'*absence* du mari. III, 427.b. De *minorité*. III, 428, 429.c. D'*interdiction*. III, 430-432.d. De *condamnation judiciaire*. III, 433.e. *Quid* si le mari est *intéressé*? III, 434.3. Cas dans lesquels le juge ne peut pas *autoriser* la femme. III, 433, 4374. *Formes* dans lesquelles se donne l'*autorisation judiciaire*. III, 438-441

C. EFFETS DE L'AUTORISATION.

I. A l'égard de la femme. Elle rend la femme capable dans les limites de l'*autorisation*. III, 442, 443.1. *Quid* des actes qui sont une dépendance de l'affaire? III, 443.

a. Actes extrajudiciaires. III, 444-446.

b. Actes judiciaires. III, 447-450.

II. A l'égard du mari. Celui qui *autorise* ne s'*oblige pas*. III, 451

1. Exception. III, 452.

2. Du mari commun en biens. XXIII, 47-49, 52, 56.

D. DU DÉFAUT D'AUTORISATION.

1. Les actes faits sans *autorisation* sont *nuls de droit*. III, 457.1. La nullité est *relative*. III, 454-456.

2. Elle peut être opposée par la femme. III, 159-163; par le mari. III, 15, et par leurs héritiers et ayants cause. III, 163, 164.
3. La nullité est couverte par la *confirmation*, XVIII, 602; de la femme, III, 163; du mari. III, 166-169.
4. *Durée* de l'action. XIX, 42, 43.
5. *Effets* de l'annulation. XIX, 66-70.

FÉODALITÉ.

I. Abolition de la féodalité:

1. Affranchissement du *sol*. VI, 130 et p. 409, a.
2. Et par suite affranchissement des *personnes*. VII, 126, p. 146 et suiv.
3. Il est défendu de rétablir la *propriété féodale*. VI, 103, et les *servitudes féodales*. VII, 126, 147, 148.

II. Actes émanés des seigneurs féodaux.

1. Canaux établis avant 1789 par les seigneurs hauts justiciers. Sont assimilés aux eaux courantes de l'article 644. VII, 266, 267.
2. Concessions faites avant 1789, en matière de cours d'eau. Sont maintenues quant aux droits qui en résultent. VII, 270, 332. Voir le mot *Seigneurs*.
3. Règlements émanés des anciens seigneurs en matière de cours d'eau. Sont maintenus. VII, 349.

FERMAGES ET LOYERS.

- I. *Cession de fermages non échus*. Peut-elle être opposée aux créanciers hypothécaires? XXIX, 120, 121.

II. Fruits civils.

1. Droits de l'usufruitier. VI, 393-397.
2. Droits de la communauté. XXI, 243-247.
3. Droits du mari sous le régime dotal. XXIII, 572-574.

III. Prescription quinquennale des loyers et fermages. XXXII, 442, 443.

IV. Privilège pour loyers et fermages. XXIX, 383-405. Voir le mot *Privilèges mobiliers*.

V. Sous-fermier. Quels paiements peut-il opposer au bailleur? XXV, 201-204.

VI. Transcription des baux contenant quittance anticipative d'au moins trois ans de loyer. XXIX, 119, 202-204.

1. *Quid* des paiements anticipatifs faits dans le cours du bail? XXIX, 120.
2. Des paiements anticipatifs faits par le débiteur, après la constitution de l'hypothèque. XXX, 238-242.

FIANÇAILLES.

Voir le mot *Promesse de mariage*.

FICTIONS.

I. Fictions établies par le code Napoléon.

1. *Action paulienne*. XVI, 464-466, 470, 487-489.
2. *Filiation légitime*. La loi favorise la filiation légitime, parce que la société n'est pas intéressée à ce qu'il y ait des bâtards. De là les fictions établies par le code Napoléon. III, 361, 388, 386.

3. *Partage*. Le principe de l'article 883. X, 394, 415.

a. Caractère de cette fiction. X, 432-435.

4. *Partage d'ascendants*. XV, 5, 86-88.

5. *Personnes civiles*. Sont des *fiction*s. I, 288-290.

6. *Représentation*. Est une fiction. IX, 54, 55.

II. Principes qui régissent les fictions.

1. La loi seule peut créer des fictions. XX, 118.

2. On ne raisonne pas par induction en matière de *fiction*s. IV, 253.

3. Elles sont de stricte interprétation. XV, p. 430, a; IX, 53.

4. Exemple, la fiction de l'article 883 :

a. Faut-il l'appliquer à la compensation? XVIII, 434.

b. Ailleurs la loi semble l'appliquer comme une règle générale, art. 1408. XXI, 324.

5. Il y a des fictions qui sont un principe général. Telle est la fiction établie en faveur de l'*enfant conçu*. I, p. 431, a.

FIDÉICOMMIS.

1. *Fidécummiss* fait à une personne capable. Y a-t-il une différence entre ce fidécummiss et le *legs*? XIV, 454, 455.

1. Différence entre le *fidécummiss* et la *substitution*. XIV, 456.

II. Le *fidécummiss* est nul ou inexistant quand il contient une libéralité au profit d'un incapable par personne interposée. XI, 421.

1. Les libéralités faites à des *congrégations religieuses* sont inexistantes. XI, 421.

2. Quand y a-t-il fidécummiss? *Pouvoir discrétionnaire* du juge. XI, 409-412.

3. Il ne faut pas de *concert* entre le *testateur* et le *fidécummissaire*. XI, 413-415, 418.

4. *Quid* si le véritable *légataire* est inconnu? XI, 417.

5. La *libéralité* peut-elle être *validée* comme s'adressant à l'*œuvre* que le *testateur* a voulu gratifier, ou aux *pauvres*? XI, 416.

6. De l'action en nullité. XI, 422-426.

III. *Fidécummiss de residuo*.

1. Est-ce une *substitution*? XIV, 475-478.

2. Quel est son effet? XIV, 479-485.

3. Quand la disposition, qui en apparence est une *substitution*, est-elle valable comme *fidécummiss de residuo*? XIV, 503, 504.

FIDUCIE.

1. Qu'entend-on par *fiducie* et par *héritier fiduciaire*? XIV, 492.

2. La *fiducie* n'est pas une *substitution fiduciaire*. XIV, 403. Voir le mot *Substitution*.

3. La *fiducie* peut cacher une *substitution*. XIV, 404. A quels caractères peut-on reconnaître la *fiducie*? XIV, 404.

FILIATION.

I. *Paternité* et *filiation*. Voir ce mot.

II. *Preuves* de la *filiation*.

1. Des *enfants légitimes*. III, 359-361. Voir le mot *Paternité et filiation*, A, B.
2. Des *enfants naturels*. Voir le mot *Enfants naturels*, A.
3. Des *enfants adultérins et incestueux*. Voir ce mot.

FOI.

Voir les mots *Bonne foi* et *Mauvaise foi*.

FOIRE (SERVITUDE).

1. Le droit de tenir la foire sur le terrain d'un particulier est-il une servitude? Est-ce une servitude discontinue? VIII, 134.

FONCTIONNAIRES.

- I. *Domicile*. II, 90-93.
 1. *Militaires*. II, 94.
 2. *Ministres du culte*. II, 95.
- II. *Dommages-intérêts*. Sont tenus des dommages-intérêts pour le préjudice qu'ils causent à des particuliers dans l'exercice de leurs fonctions. XX, 501-504. Voir le mot *Responsabilité*, V.
- III. *Excuse*. Certains fonctionnaires publics sont excusés en matière de tutelle. IV, 496, 498.

FONCTIONS ET OFFICES MINISTÉRIELS.

- I. Ne peuvent pas faire l'objet de *conventions*. XVI, 126-128.
- II. *Sociétés illicites* entre fonctionnaires et officiers ministériels. XVI, 129-131. Voir le mot *Officiers publics*.

FONDATIONS.

- I. Fondations *anciennes avec administrateurs spéciaux*, en matière de charité. XIV, 257.
 1. Loi communale et loi interprétative de 1859. A quels établissements s'applique la loi de 1859? XIV, 258, 259.
 2. Quelle est la situation légale des *anciens établissements* qui ont des *administrateurs spéciaux*? Constituent-ils des personnes civiles? XIV, 260, 261.
 3. Peut-il encore y avoir des fondations avec *administrateurs spéciaux*? XIV, 257, 262. Voir le mot *Administrateurs spéciaux*.
- II. Les *anciennes fondations* en matière d'*instruction* sont supprimées. Les biens doivent être remis à la *commune*, à la *province* ou à l'*État*. XIV, 246.
- III. *Fondations* ou libéralités qui peuvent être faites au profit de services publics. XIV, 167-196.
 1. Établissements capables de recevoir. XIV, 197, 198.
 - a. Pour l'*instruction*. XIV, 199-207.
 - b. Pour la *charité publique*. XIV, 208-229.
 - c. Pour le *culte*. XIV, 230-254. Voir le mot *Personnes civiles*, F et G.
 2. Droits des *fondateurs*. XIV, 255, 256.

FONDATEMENTS DE BOURSES.**I. Des anciennes fondations.**

1. Loi du 19 décembre 1864. I, 159.

2. Résistance des évêques. I, 32 et 33.

II. Fondations qui peuvent être faites pour les élèves. XI, 207.**FONDS DE COMMERCE.****I. Le fonds de commerce est meuble. V, 513.**1. En quel sens c'est un *corps universel*. Comprend-il les créances et les dettes provenant du commerce? VI, 419.**II. Usufruit d'un fonds de commerce.**

1. Caractère de cet usufruit. VI, 417-419.

2. Quels sont les droits et les obligations de l'usufruitier? Que doit-il rendre à la fin de l'usufruit? VI, 420-423.

III. Vente d'un fonds de commerce. Comprend-elle la clientèle? XXIV, 183.**FONGIBLES (CHOSSES).**Voir le mot *Biens*, I, 3.**FONTAINE PUBLIQUE.***Prescription.* Les eaux qui alimentent une fontaine publique participent du domaine communal public; elles sont imprescriptibles. VI, 66.**FORCE MAJEURE.****I. Dommages-intérêts conventionnels.**1. Quels sont les cas de force majeure? XVI, 257-264. Voir les mots *Fait du prince*, *Incendie*.

2. Conditions requises pour que le cas fortuit excuse le débiteur. XVI, 265-269.

a. Quand la guerre est-elle un cas de force majeure? Voir le mot *Guerre*.3. *Effets* du cas fortuit. XVI, 270-274.4. Quand le débiteur est-il *tenu* de la force majeure? XVI, 275-277.5. *Preuve* du cas fortuit. XVI, 278.**II. Quasi-délit.**

1. La force majeure fait cesser l'imputabilité. XX, 450-454.

2. *Quid* des faits de guerre? XX, 455-461.**FORÊTS.****I. Inaliénabilité des grandes masses de bois appartenant à l'Etat. VI, 53.****FORFAIT (DE COMMUNAUTÉ).**

I. Qu'est-ce que le forfait de communauté? XXIII, 367, 368.

II. Le forfait est obligatoire. XXIII, 369.

1. Pour le mari. XXIII, 370.

2. *Quid* pour la femme? XXIII, 371, 372.**FORFAIT (MARCHÉ).**

I. Qu'entend-on par prix fait ou forfait? XXVI, 1.

1. Différence entre le *forfait* et le *louage de travail*. XXVI, 2.
- II. *Responsabilité de l'architecte*.
 1. L'article 1792 ne s'applique-t-il qu'aux constructions à *prix fait*? XXVI, 45.
 2. L'architecte est-il responsable, en vertu de l'article 2270, lorsqu'il n'y a pas de *prix fait*? XXVI, 50.
 3. L'article 1793 n'est applicable que lorsque la construction se fait à *forfait*. XXVI, 71, 75.

FORMALITÉS INSTRUMENTAIRES (HABILITANTES, INTRINSÈQUES.

- I. Les formalités instrumentaires sont régies par le principe *Locus regit actum*. I, 80.
 1. Le principe s'applique-t-il aux *actes solennels*? I, 99.
 - a. Contrat de mariage. XXI, 49.
 - b. Hypothèque. XXX, 466-469.
 - c. Testament par acte public. XIII, 147-157.
 2. Le principe s'applique aux *actes sous seing privé*. I, 101.
 - a. *Quid* du testament olographe fait par le Français à l'étranger? XIII, 158, 159.
 - b. *Quid* du testament olographe fait par l'étranger en France? I, 100; XIII, 160-162.
 3. Application du principe aux actes de l'état civil. II, 9-11.
 - a. *Mariage* célébré à l'étranger. III, 20.
 4. *Rétroactivité*. Les formes instrumentaires des contrats et des testaments sont régies par la loi ancienne. I, 301-303.
- II. *Formalités habilitantes*. Forment un statut personnel. I, 102.
- III. *Formalités intrinsèques*. Sont régies par la loi du lieu où la chose est située. I, 103.
- IV. Par quelle loi sont régis les *effets des contrats*? I, 104.

FORMALITÉS SUBSTANTIELLES ET NON SUBSTANTIELLES.

- I. *Nullité ou inexistance*.
 1. Les formalités qui tiennent à la substance de l'acte entraînent la nullité en cas d'inobservation. I, 42, 68.
 2. Et l'inexistence de l'acte quand elles sont prescrites pour l'existence de l'acte. XV, 457. Voir le mot *Actes inexistantes*.
- II. Les autres formalités ne sont pas irritantes. I, 43.
- III. Applications du principe aux *actes de l'état civil*.
 1. Formalités sans lesquelles il n'y a pas d'acte de l'état civil. II, 23.
 2. Les formalités proprement dites n'entraînent pas la nullité. II, 31, 32, 37.
- IV. *Délibérations du conseil de famille*.
 1. *Formalités substantielles*. IV, 471-476.
 2. *Formalités non substantielles*. IV, 477-486.
- V. *Inscriptions hypothécaires*. XXXI,
- VI. *Mariage*.

1. Formalité prescrite pour l'*existence* du mariage. II, 279.
2. Formalités prescrites pour la *validité* du mariage. II, 409, 410, 475-483.
3. Des *autres formalités*. IV, 411.

VII. *Testaments*. Toutes les formalités sont substantielles. XI, 102; XIII, 165, 106 et 109.

FORTIFICATIONS.

1. Font partie du *domaine public* de l'Etat. VI, 36.
2. Sont *imprescriptibles*. XXXII, 230-232.
3. *Servitudes militaires*. VII, 469.

FOSSÉS

1. *Bornage*. VII, 420.
2. *Mesures* prescrites dans l'intérêt des voisins. VIII, 53-54.

FOSSÉS D'AISANCES.

- I. Règlements communaux sur les fossés d'aisances. Restriction au droit de propriété dans l'intérêt de la salubrité publique. VI, 127-129.

FOSSÉS MITOYENS.

- I. *Présomptions de mitoyenneté*. VII, 569.
 1. *Quid* s'il y a conflit entre les présomptions légales et le titre? VII, 573.
 2. *Preuves contraires* à la présomption. VII, 570, 571.
 3. *Prescription*. La mitoyenneté ou la non-mitoyenneté peut-elle être établie par la prescription? VII, 572.
- II. Les articles 663 et 664 ne sont pas applicables aux fossés. VII, 583.
- III. *Droits* et charges résultant de la mitoyenneté des fossés. VII, 574, 575.
 1. L'indivision est-elle forcée? VII, 586.
- IV. De la *présomption de propriété* que l'on admet pour les *francs-bords des fossés*. VI, 192.

FRAIS.

1. *Actes (frais d'acte)*. Le notaire peut-il les refuser? et s'il les refuse, peut-on lui faire des *offres réelles*? XVIII, 141.
2. *Caution*. La caution a un recours pour les frais. XXVIII, 234.
3. *Communauté*. Qui supporte les frais faits pendant le délai de trois mois et quarante jours que la femme a pour faire inventaire et débiter? XXII, 375.
4. *Conservation (Frais de)* d'une chose mobilière. Sont *privilegiés*. XXIX, 454-470.
5. *Dépôt*. Restitution. *Frais*, à charge de qui? XXVII, 125.
6. *Education*. Qui supporte les frais d'éducation? Voir le mot *Education*.
7. *Funéraires (Frais)*.
 - a. *Privilege*. XXIX, 357-360.
 - b. *Obligations du père usufruitier*. IV, 333.
8. *Gage*. Droit de rétention du créancier gagiste jusqu'au paiement des frais. XXVIII, 500.

9. *Hypothèque.*
 - a. Frais de l'inscription hypothécaire. XXXI, 39, 40.
10. *Justice (Frais de).* Voir le mot *Frais de justice.*
11. *Légs.* Frais de la délivrance. XIV, 61.
12. *Maladie.* Frais de dernière maladie.
 - a. *Privilage.* XXIX, 361-363.
 - b. *Père usufruitier.* IV, 333.
13. *Mandat.* Le mandant doit rembourser au mandataire les frais. XXVIII, 6.
14. *Offres réelles.*
 - a. Quels frais doit offrir celui qui fait les offres réelles? XVIII, 158-167.
 - b. Qui supporte les frais des offres réelles et de la consignation? XVIII, 212-214.
15. *Payement.* Frais. Qui les supporte? XVII, 595, 596.
16. *Purge.* Qui en supporte les frais? XXXI, 419.
17. *Rapport.* Frais non sujets à rapport (art. 832). IX, 623-627.
18. *Succession.*
 - a. Frais faits pendant les délais de l'exception dilatoire. IX, 272-274.
 - b. Succession bénéficiaire. Frais. X, 180, 181.
19. *Tutelle.* Frais du compte. V, 136 et 137.
20. *Usufruit.*
 - a. Frais des *procès.* Quand l'usufruitier les supporte ou y contribue. VII, 14-16.
 - b. *Usufruit légal.* Frais d'éducation et frais funéraires. IV, 331, 334.
21. *Vente.*
 - a. Frais : à charge de qui? XXIV, 308.
 - b. Délivrance. XXIV, 169.
 - c. Eviction. XXIV, 244, 245.
 - d. Garantie des vices rédhibitoires. XXIV, 294, 296.
 - e. Rachat. XXIV, 403.
 - f. Rescision pour cause de lésion. XXIV, 450 bis.
22. *Voiturier.* Frais de voiture. *Privilage.* XXIX, 314.

FRAIS DE JUSTICE.

- I. Qu'entend-on par frais de justice? Pourquoi sont-ils privilégiés? XIX, 322, 323.
 1. Les *dépens* ne sont pas privilégiés. XXIX, 324. Jouissent-ils du privilège de la créance? XXIX, 324, 329.
 2. *Quid des dépens* faits pour faire rentrer un bien dans le patrimoine du débiteur? XXIX, 323, 326.
 3. *Quid des dépens* faits contre l'héritier bénéficiaire, le curateur à une succession vacante ou le syndic d'une faillite? XXIX, 327.
- II. Caractère relatif du privilège des frais de justice. XXIX, 328.
- III. Comment le privilège s'exerce-t-il quand il porte sur les meubles et les immeubles? XXIX, 332, 333.
- IV. Quels sont les frais de justice privilégiés?
 1. Frais de *conservation*, scellés et inventaire. XXIX, 329, 330.

2. Frais de liquidation, saisie et vente. XXIX, 331, 332.

3. Frais de distribution et d'ordre. XXIX, 333, 334, 337.

a. *Quid* des frais des contestations contre un créancier pour faire rejeter ou réduire sa créance, ou pour la faire changer de rang? XXIX, 338.

V. Applications.

1. Faillite (Frais).

a. Quels frais sont privilégiés? XXIX, 347.

b. Les frais d'administration sont-ils privilégiés à l'égard du bailleur? XXIX, 348.

c. *Quid* à l'égard des créanciers hypothécaires? XXIX, 349, 350, 351.

2. Partage (Frais).

a. Quels frais sont privilégiés. XXIX, 338-340.

b. *Quid* des frais d'un partage volontaire? XXIX, 341.

c. *Quid* des frais d'une action en partage intentée dans le seul intérêt du demandeur? XXIX, 338-342.

3. Succession bénéficiaire (Frais). XXIX, 343.

a. *Quid* des frais des procès soutenus par l'héritier? XXIX, 344

4. Succession vacante (Frais). XXIX, 345.

a. Ces frais sont-ils privilégiés à l'égard du bailleur? XXIX, 346.

FRANC ET QUITTE (CLAUSE DE).

1. *Convention matrimoniale*. Objet de la clause. XXIII, 313, 314.

2. *Effet* de la clause. Séparation de dettes. XXIII, 313-318.

3. *Indemnité* due au conjoint de l'époux déclaré franc et quitte, si celui-ci a des dettes. XXIII, 319-323.

4. De l'*action* contre le débiteur de l'indemnité. Quand les garants peuvent-ils demander leur remboursement? XXIII, 324, 325.

FRANÇAIS.

A. ACQUISITION DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS.

I. Qui est Français?

1. On est Français par la naissance ou par la loi. Différence entre les deux cas. I, 320.

2. La *nationalité* de l'enfant est déterminée par celle du père. I, 321.

3. Le *changement de nationalité* est, en général, *volontaire*. I, 323.

4. Le *changement forcé* opère malgré ceux qui changent de patrie. I, 324

5. Le *changement de nationalité* n'a d'effet que pour l'*avenir*. I, 323.

6. Personne ne peut avoir *deux patries*. I, 322.

II. Naissance.

1. Enfant *légitime* né d'un Français. I, 326, 327.

2. Enfant *naturel* :

a. Non reconnu. I, 328, 329.

b. Reconnu. I, 330, 331.

3. Enfant né d'un *étranger* en France.

a. Peut devenir Français. Conditions. I, 332-337.

- b.* Il ne devient Français que pour l'avenir. I, 339.
 - c.* *Quid* s'il n'a pas fait sa déclaration? Loi belge. I, 338.
- 4. Enfant né d'un Français qui a perdu sa qualité de Français :
 - a.* Peut devenir Français. Conditions. I, 340-345.
 - b.* Il ne devient Français que pour l'avenir. I, 346.
- III. *Nationalité acquise en vertu de la loi.*
 - 1. La femme étrangère qui épouse un Français devient Française. I, 348, 349.
 - 2. *Naturalisation.*
 - a.* Loi belge. I, 350, 351, 353.
 - b.* Effet quant aux enfants. I, 352.
 - 3. *Réunion d'un territoire.*
 - a.* Les naturels des territoires réunis changent de nationalité. I, 354.
 - b.* Réunion de la Belgique à la France et séparation. Loi fondamentale de 1815. I, 355, 356.
 - c.* Constitution belge. I, 337.
 - d.* Séparation de la Belgique et de la Hollande. I, 358.
 - 4. *Quid* si des provinces ou des communes sont démembrées? I, 359, 360.
 - 5. Effet de la cession à l'égard des naturels cédés s'ils continuent à habiter l'Etat qui a consenti la cession. I, 361.
 - 6. *Quid* des enfants et des femmes? I, 362-363.
 - 7. Ceux qui conservent leur nationalité après une cession sont censés ne l'avoir jamais perdue. I, 366.
- IV. *Patrie.*
 - 1. De ceux qui ont deux patries. I, 367.
 - 2. De ceux qui n'ont pas de patrie. I, 369-371.
 - a.* Théorie de Proudhon. I, 372.
 - b.* Loi française du 7 février 1851. I, 373.

B. PERTE DE LA QUALITÉ DE FRANÇAIS.

- I. Causes qui font perdre la qualité de Français :
 - 1. L'abdication? I, 374.
 - 2. Décrets de 1809 et de 1811. Sont abrogés en Belgique. I, 375.
- II. *Acceptation de fonctions civiles ou militaires.* Loi belge. I, 379-381.
- III. *Cession de territoire.* I, 388.
- IV. *Établissement à l'étranger sans esprit de retour.* I, 382-384.
- V. *Mariage.* Femme française qui épouse un étranger. I, 385-387
- VI. *Naturalisation.* I, 376-378.
- VII. *Conséquence de la perte de la qualité de Français.* I, 389-391.
- C. COMMENT LES CI-DEVANT FRANÇAIS RECOUVRENT LEUR NATIONALITÉ.
 - I. *Conditions.* I, 392-394.
 - 1. De la femme française. *Quid* des enfants? I, 395-398.
 - II. *Effets.* I, 399-400.

FRANCS-BORDS.

- 1. A qui ils appartiennent. VI, 490, 491.

FRAUDE.

I. Les *créanciers* peuvent attaquer les actes de leur *débiteur* pour cause de fraude. XVI, 431.

1. Différence entre la *fraude* et le *dol*. XVI, 441, 442.

2. Différence entre la *fraude* et la *simulation*. XVI, 497-499.

II. *Partage*. Les créanciers d'une succession ne peuvent attaquer le partage que s'ils ont formé opposition. X, 537, 538.

III. *Séparation de biens*. Les créanciers peuvent-ils attaquer la séparation pour cause de fraude s'ils ne sont pas intervenus dans l'instance? XXII, 267, 269.

IV. Comment se prouve la fraude? XVI, 450; X, 541.

FRAUDE A LA LOI.

I. Les *congrégations religieuses* non autorisées sont une *fraude permanente* à la loi. Elles vivent de fraude : donations frauduleuses, legs frauduleux, sociétés frauduleuses. Voir le mot *Associations religieuses*.

II. *Preuve testimoniale* et *présomptions* admises quand il y a *fraude à la loi*. XIX, 594, 603, 604.

III. *Rapport*. Sociétés faites en fraude de la loi. X, 613.

FRÈRES ET SŒURS LÉGITIMES DE L'ENFANT NATUREL.

Droit de retour légal. Voir le mot *Retour successoral*.

FRUITS.**A. ACQUISITION DES FRUITS.**

I. Qu'entend-on par fruits? VI, 197.

1. *Division*.

a. Fruits *naturels* et *civils*. VI, 198, 199.

b. Comment s'acquièrent les fruits. VI, 200.

c. Ces principes s'appliquent en *toute matière*. VI, 196.

d. Notamment en matière de *pétition d'hérédité*. IX, 348, et de *possession*. VI, 206.

e. Les *primes* sont-elles des fruits? XIV, p. 78 et suiv.

B. A QUI APPARTIENNENT LES FRUITS ?

I. Au *propriétaire*. VI, 201.

1. Application au *tiers détenteur*. XXXI, 310.

2. A qui ils appartiennent par exception. VI, 202.

II. *Possesseur*. Gagne les fruits quand il est de *bonne foi*. VI, 203-207.

1. Quand le possesseur est-il de *bonne foi*? VI, 208. Conditions :

a. Du titre. VI, 209-217.

b. Erreur de droit. VI, 218, 219.

c. A quel moment la *bonne foi* doit-elle exister? VI, 220-221.

2. *Preuve* de la *bonne foi*. VI, 223-227.

III. *Ouid* du possesseur de *mauvaise foi*?

1. Quand le possesseur est-il de *mauvaise foi*? VI, 228, 229.

2. *Qu'est-ce que le possesseur de mauvaise foi doit restituer ?* 230 (1) (2)-235.

3. *Droits du possesseur de mauvaise foi.* VI, 236-238.

IV. *Possesseur à titre universel.*

1. *Enfants naturels en concours avec des héritiers légitimes.* IX, 260

2. *L'héritier apparent gagne les fruits.* VI, 204; IX, 541-548.

3. *Héritiers contractuels ou donataires universels.* XV, 237, 238.

4. *L'héritier saisi.*

a. *A-t-il droit aux fruits en vertu de la saisine ?* IX, 237.

b. *Quand et pourquoi a-t-il droit aux fruits quand il est en concours avec des légataires ?* XIV, 12, 42, 66-83.

5. *Les légataires.* XIV, 66-83.

6. *Successeurs irréguliers.* IX, 245.

7. *Successeurs spéciaux.* IX, 198.

V. *Aux possesseurs en vertu d'un contrat.*

1. *Cession de biens.* A qui appartiennent les fruits ? Aux créanciers chirographaires ou aux créanciers hypothécaires ? XVIII, 220.

2. *Créancier antichrésiste.* XXVIII, 545.

3. *Créancier gagiste.* Quand il peut toucher les intérêts. XXVIII, 499.

4. *Fermiers et locataires.* VI, 202; XXV, 170, 186.

5. *Mari.* Voir les mots *Communauté, Exclusion de communauté, Régime dotal.*

VI. *Aux possesseurs en vertu de la loi.*

1. *Envoyés en possession des biens d'un absent.* II, 190-194.

2. *Créanciers saisissants.* Immobilisation des fruits. XXX, 228.

VII. *Usufruitier.* VI, 383 et suiv. Voir le mot *Usufruit*, B, III et IV.

C. *RESTITUTION DES FRUITS.*

Les articles 549 et 550 ne s'appliquent qu'au cas où le propriétaire *revendique* son fonds contre le possesseur ; ils ne s'appliquent pas aux cas où le possesseur est obligé de délaisser l'héritage qu'il possède sans qu'il y ait revendication. VI, 239, 240.

I. *Action paulienne.* Restitution des fruits. XVI, 492.

II. *Annulation du contrat en vertu duquel le possesseur détenait l'héritage.* VI, 241, 242; XIX, 62-63.

III. *Condition suspensive.* A qui appartiennent les fruits perçus pendant que la condition est en suspens ? XVII, 84.

IV. *Indignité.* L'héritier indigne doit restituer les fruits. IX, 24.

V. *Pétition d'hérédité.* Droits et obligations de l'héritier apparent quant aux fruits. IX, 541-543.

VI. *Rachat (Pacte de).* Pourquoi l'acheteur ne restitue pas les fruits. XXIV, 308.

(1) T. VI, p. 307, n° 231. Ce qui est dit, dans ce numéro, de l'article 1453 est trop absolu. Cela est vrai de la question qui y est traitée. Mais il n'est pas vrai, comme on pourrait le croire, d'après ce que je dis, que l'article 1453 est, *en tout*, applicable aux quasi-délits et délits. Comparez t. XX, n° 523.

(2) T. VI, p. 308, lignes 20 et 24 : au lieu de 1437, lisez 1453.

VII. *Rapport*. Quels fruits l'héritier doit-il rapporter? X, 628-633

VIII. *Réduction*.

1. Formation de la masse. XII, 92.

2. *Restitution des fruits*. XII, 206-211.

IX. *Répétition de l'indû*. Obligations de celui qui a reçu de bonne ou de mauvaise foi quant aux fruits et aux intérêts. XX, 372-375.

X. *Rescision de la vente pour cause de lésion*. XXIV, 448-450.

XI. *Résolution*. Le possesseur dont le droit est résolu doit-il restituer les fruits qu'il a perçus? VI, 243; XVII, 83, 154.

XII. *Révocation des donations*.

1. Pour inexécution des charges. XII, 512, 513.

2. Pour ingratitude. XIII, 46.

3. Pour survenance d'enfant. XIII, 89.

XIII. *Séparation des patrimoines*. S'exerce-t-elle sur les fruits des biens héréditaires? X, 22.

XIV. *Tiers détenteur*. Quels fruits doit-il restituer? XXXI, 310-313.

XV. *Vente*. Garantie. Eviction. XXIV, 243.

FRUSTRA PROBATUR QUOD PROBATUM NON RELEVAT.

1. Sens de l'adage XIX, 89.

2. Application de l'adage.

a. A la demande en divorce pour cause déterminée. III, 237.

b. Et au serment décisoire. XX, 251-253.

GAGE.

A. CONTRAT DE GAGE.

I. *Conditions requises pour la validité du contrat*.

1. *Qui peut constituer un gage*? XXVIII, 439, 440

a. Application du principe au gage de *valeurs nominatives*. XXVIII, 441.

b. Des *incapables*. XXVIII, 442.

c. Le gage peut être constitué par un *tiers*. XXVIII, 443.

2. *Quelles choses peuvent être données en gage*. Choses incorporelles XXVIII, 444, 445.

3. *Formes*. Ne sont requises que pour l'existence du privilège. XXVIII, 446, 447. Voir le mot *Gage (Privilège)*.

4. *Possession du créancier*. Voir le mot *Gage (Privilège)*.

5. Du *nantissement* sous forme de vente. XXVIII, 488, 489.

II. *Droits du créancier gagiste*.

1. *Privilège*. Voir le mot *Gage (Privilège)*.

2. *Droit de rétention*.

a. *Conditions*. XXVIII, 500, 501.

b. *Effet*. XXVIII, 502.

c. Le créancier gagiste peut-il se prévaloir du principe de l'article 2279 contre l'action en revendication? XXXII, 575.

d. *Indivisibilité* du gage. XXVIII, 503.

e. *Exception prévue par le deuxième alinéa de l'article 2082. Conditions et effet.* XXVIII, 504-508 (1).

3. *Droit de vente.*

a. *La justice doit intervenir. Formes.* XXVIII, 509-516.

b. *Conventions prohibées par l'article 2078.* XXVIII, 518-522.

III. *Obligations du créancier.*

1. *Conservation. Restitution. Impenses.* XXVIII, 523, 524, 526.

2. *Durée de l'action qu'a le débiteur en restitution ou en indemnité.* XXVIII, 525.

IV. *Prescription.*

1. *Le créancier gagiste ne peut pas prescrire.* XXXII, 301.

2. *L'interruption de la prescription par le créancier gagiste ou antichrésiste profite au débiteur, propriétaire de l'objet donné en nantissement.* XXXII, 158.

GAGE (PRIVILÈGE).

I. *Conditions requises pour que la convention de gage donne un privilège au créancier gagiste.*

1. *Formes générales.*

a. *Un acte public ou un acte sous seing privé enregistré.* XXVIII, 446-453.

b. *Désignation de la somme et des objets donnés en gage.* XXVIII, 454, 455.

c. *Quand ces formalités ne doivent pas être observées.* XXVIII, 456, 457.

2. *Forme spéciale pour les meubles incorporels.* XXVIII, 458, 459.

a. *S'applique-t-elle à tous les meubles incorporels?* XXVIII, 460.

b. *Un droit de bail, un brevet d'invention peuvent-ils être donnés en nantissement?* XXVIII, 461, 462.

c. *Signification.* XXVIII, 463-465. *Quand doit-elle ou peut-elle se faire?* XXVIII, 466, 467. *Droits du créancier qui a fait la signification.* XXVIII, 468.

3. *Mise en possession.* XXVIII, 469.

a. *Caractères que doit avoir la possession.* XXVIII, 471-475.

b. *Mise en possession du créancier dans le nantissement de meubles incorporels.* XXVIII, 476-480.

c. *Application. Droit de bail. Actions nominatives. Actions charbonnières.* XXVIII, 481, 485.

d. *De l'adage que nantissement sur nantissement ne vaut.* XXVIII, 487.

GAGE COMMERCIAL.

I. *Lois nouvelles en France et en Belgique sur le gage commercial.* XXVIII, 490, 491.

II. *L'article 2074 est-il applicable au gage commercial?* XXVIII, 457.

(1) T. XXVIII, table, p. 591, n° 508 : au lieu de 2062, lisez 2082.

III. L'article 2076 est-il applicable au gage commercial? XXVIII, 486.

IV. *Quid* de l'article 2078? XXVIII, 517.

V. *Quid* de l'article 2084? XXVIII, 457.

GAGE (DROIT DE).

I. Qui oblige sa personne engage ses biens. XXIX, 267, 270 (1) -272.

1. Ce principe s'applique-t-il aux obligations des incapables? XXIX, 268

2. S'applique-t-il aux *personnes civiles publiques*? XXIX, 275 (2).

a. *Quid* des États étrangers? XXIX, 276, 277.

Voir le mot *Créanciers* (*Droits des*).

GAGES (DES DOMESTIQUES).

Voir le mot *Domestiques*.

GAINS DE SURVIE.

I. *Absence*. Droits éventuels qui compétent à l'absent. II, 252-259.

II. *Divorce*. Déchéance des libéralités faites à l'époux contre lequel le divorce a été prononcé. II, 301. Voir le mot *Divorce*.

III. *Hypothèque légale*.

1. La femme a une hypothèque légale pour ses droits de survie. XXX, 344.

2. Quel en est le rang? XXX, 344.

IV. *Séparation de biens*. Ne donne pas ouverture aux droits de survie. XXII, 275-277.

GARANTIE.

1. *Cession de créances*. Voir le mot *Garantie* (*Cession*).

2. *Cession d'une hérédité*. Le vendeur doit garantir sa qualité d'héritier. XXIV, 576, 577, à moins que la vente ne soit aléatoire. XXIV, 578, 579.

3. *Dation en paiement*. Donne lieu à la garantie comme la vente. Voir le mot *Garantie* (*Vente*).

4. *Donation*.

a. Le donateur ne doit pas la garantie. XII, 387-389.

b. Le donateur ne peut évincer le donataire. XII, 390, 391.

c. Est-il garant de la bonté du paiement? XII, 392.

d. Des cas dans lesquels le donataire a une action de garantie. XII, 393-398.

5. *Dot*. Donne lieu à garantie. A qui? Quand peut-elle être exercée? Quel en est l'effet? XII, 396; XXI, 184-188.

6. *Garantie*. L'action en garantie est-elle mobilière ou immobilière? V, 491.

7. *Interruption de la prescription* résultant de la demande en garantie. XXXII, 156.

(1) T. XXIX, p. 305, ligne 4 du n° 274 : au lieu de *ces*, lisez *les*.

(2) T. XXIX, p. 308, ligne 11 : au lieu de 513, lisez 713. Et ajoutez après le mot *publiques* : (art. 2227, 2742, 2045).

8. *Legs*. Le légataire évincé a-t-il une action en garantie? XIV, 133.
9. *Louage*. Le bailleur doit garantie :
 - a. Pour les vices de la chose. XXV, 114-122.
 - b. La jouissance paisible de la chose louée. XXV, 123-158.
 - c. Du trouble. XXV, 159-169.
10. *Nu propriétaire*. Quand est-il tenu à garantie? VII, 43.
11. *Partage d'ascendants*.
 - a. Il est dû garantie en cas de partage testamentaire. XV, 85.
 - b. *Quid* en cas de *partage-donation*? XXV, 87. Voir le mot *Garantie (Partage)*.
12. *Partage de communauté*. Donne lieu à garantie. XXIII, 41. Voir le mot *Garantie (Partage)*.
13. *Partage de société*. Donne lieu à garantie. XXVI, 417.
14. *Partage de succession*. Donne lieu à garantie. Voir le mot *Garantie (Partage)*.
15. *Prescription*. Court-elle à partir du *trouble* ou à partir de l'éviction? XXXII, 23.
16. *Prêt*. XXVI, 483 et 501.
17. *Révocation d'une donation pour survenance d'enfants*.
 - a. Le donateur peut-il promettre garantie contre la révocation? XII, 395.
 - b. Un tiers peut-il garantir le donataire? XIII, 84.
18. *Société*. L'associé doit garantie de son apport. XXVI, 247.
19. *Transaction*. Donne-t-elle lieu à garantie? XXVIII, 396.
20. *Vente*. Voir les mots *Garantie (Vente)* et *Garantie (Cession)*.

GARANTIE (CESSION).

- I. Le *cédant* est tenu de la *garantie de droit*. XXIV, 538, 539.
 1. Qu'entend-on par *existence* de la *créance*, dans l'article 1693? XXIV, 540-543.
 2. On applique à la garantie des créances les principes généraux de la garantie. XXIV, 544-547.
 3. Quels sont les *effets* de la garantie? XXIV, 548, 549.
 4. Quand la garantie n'est-elle pas due? XXIV, 550-553.
- II. Le *cédant* n'est pas tenu de la *garantie de fait*, c'est-à-dire de la solvabilité du débiteur. XXIV, 538, 534.
 1. Les parties peuvent stipuler la *garantie de fait*. XXIV, 555-558.
 2. Ce que comprend la *garantie de fait*. XXIV, 559, 560.
 3. Dans quels *termes* doit-elle être stipulée? XXIV, 561.
 4. Quels sont les *effets* de la clause de garantie? XXIV, 562, 563
- III. *Prescription* de l'action en garantie. XXIV, 564.

GARANTIE (PARTAGE).

- I. Les copartageants se doivent garantie des *troubles et évictions*. X, 436-437.
 1. *Quid* des *vices rédhibitoires*? X, 438.
 2. *Conditions* requises pour qu'il y ait lieu à la garantie. X, 439-442.
 3. Garantie de la *contenance* des *immeubles*, 445.

4. Garantie des *servitudes*. X, 443.

5. Garantie de l'*existence* des *créances* et de la *solvabilité* des débiteurs. X, 444.

II. *Effet* de la garantie.

1. Recours en garantie. X, 446 (1) -449.

2. Privilège. XXX, 33-41, 74.

3. Effet du recours. X, 450-452.

III. Quand la garantie *cesse*.

1. *Clause de non-garantie*. X, 453-456.

2. *Prescription* de l'action en garantie. X, 457-458.

GARANTIE (VENTE).

I. Le *vendeur* doit *garantie*. XXIV, 209.

1. Celui qui doit *garantie* ne peut pas *évincer*. XXIV, 210.

2. Le vendeur doit *défendre* l'acheteur et l'*indemniser*. XXIV, 211-212.

3. *Indivisibilité* de la garantie et de l'exception de garantie. XXIV, 213-215.

II. *Éviction*.

1. Quand y a-t-il *éviction*? XXIV, 216.

2. *Conditions* requises pour qu'elle donne lieu à *garantie*. XXIV, 217-222.

3. La *surenchère* donne-t-elle lieu à *garantie*? XXIV, 223.

4. *Quid* du *fait du prince*? XXIV, 224.

III. *Qui* est *tenu* de la *garantie*? XXIV, 225-228.

IV. *Qui* a l'*action* en *garantie*? XXIV, 229, 230.

V. Comment s'*exerce* la *garantie*? XXIV, 231-233.

VI. *Effet* de l'*éviction*.

1. Le vendeur doit restituer le prix. XXIV, 234-240.

2. Il doit les *dommages-intérêts*. XXIV, 241-249.

3. *Quid* si l'*éviction* n'est que *partielle*? XXIV, 250-252.

VII. *Quand cesse* l'*obligation de garantie*?

1. *Stipulation* de *non-garantie*? XXIV, 253-258.

2. La *connaissance* du danger de l'*éviction* équivaut-elle à une *stipulation* de *non-garantie*? XXIV, 259-261.

3. La *garantie* cesse dans le cas prévu par l'article 1640. XXIV, 262, 263.

4. *Prescription* de l'action en *garantie*. XXIV, 264.

VIII. *Garantie des servitudes*.

1. Le vendeur doit *garantie* des *charges non déclarées*. XXIV, 265-269

a. *Quid* des *servitudes apparentes*? XXIV, 270.

b. *Quid* des *servitudes légales*? XXIV, 271.

2. *Conséquences* de la *garantie*. XXIV, 272-276.

IX. *Garantie des vices rédhibitoires*. Voir le mot *Vices rédhibitoires*.

GARDE-MALADE.

I. *Incapacité de recevoir*. XI, 341.

II. *Prescription* de l'action des *gardiens-malades*. XXXII, 400.

III. *Privilège* des *frais* de dernière maladie. XXIX, 362.

(4) T. X, p 476 ligne 6 du n° 446 ajoutez : art. 853.

GÉNÉALOGIE.

Preuve de la parenté en matière de *successions*. IX, 36 et 37.

GENS DE SERVICE.

- I. Voir les mots *Domestiques*, *Louage d'ouvrage*.
- II. Formalité du *bon*. Les gens de journée et de service n'y sont pas soumis. XIX, 233.

GESTION D'AFFAIRES.

A. QUASI-CONTRAT DE GESTION D'AFFAIRES.

- I. Conditions requises pour qu'il y ait gestion d'affaires. XX, 320-323.
- II. *Gestion d'affaires* et *mandat*. Différences. XX, 311-318; XXVIII, 42.
- III. *Gestion d'affaires* et *mandat tacite*.
 1. La jurisprudence les confond. XIX, 550.
 2. Y a-t-il gestion d'affaires ou mandat tacite quand le maître connaît la gestion? XX, 311.
 3. Du cas où le mandat devient une gestion d'affaires et du cas où la gestion d'affaires se transforme en mandat. XX, 319.
 4. De l'action de *in rem verso*. Voir ce mot.
- IV. *Obligations du gérant*. XX, 326-328.
- V. *Obligations du maître*. XX, 329-332; XXVIII, 18-20.
- VI. *Preuve testimoniale* de la gestion d'affaires. XIX, 546-550.
- VII. *Stipulation pour un tiers et gestion d'affaires*. XV, 553-558.

B. APPLICATIONS.

- I. *Cas dans lesquels il y a gestion d'affaires*.
 1. *Caution*, quand elle s'est engagée à l'insu du débiteur. XXVIII, 231.
 2. *Notaire*. Quand il est gérant d'affaires. XIX, 531; XX, 513.
 3. *Payement* à l'insu du débiteur. XVII, 488.
- II. *Cas dans lesquels il n'y a pas gestion d'affaires*.
 1. Qui a le droit ou l'obligation d'assurer la chose? *Quid des créanciers privilégiés ou hypothécaires?* Peuvent-ils agir comme gérants? XXXI, 411.
 2. *Hypothèques*.
 - a. Un tiers peut-il stipuler l'hypothèque ou l'accepter comme gérant d'affaires? XXX, 419-431.
 - b. Un tiers peut-il prendre inscription comme gérant d'affaires? XXXI, 6

GIBIER.

- I. *Occupation*.
 1. Qu'entend-on par gibier? VIII, 440.
 2. Quand le gibier devient-il propriété du chasseur? VIII, 441-444.
- II. *Responsabilité* du dommage causé par le gibier. XX, 633-638. Voir le mot *Responsabilité*.

GLACES

Immobilisation des glaces par *perpétuelle demeure*. V, 409.

GOUVERNANTE.

- I. *Prescription* de son action. XXXII, 456, 503.
- II. *Privilège*. A-t-elle un privilège? Comparez XXIX, 363.

GRATIFICATION.

- I. Sont-ce des *libéralités* sujettes aux formes des donations? XII, 362.

GREFFIERS.

- I. *Cautionnement*. XXIX, 517.
 1. Incapacité de se rendre cessionnaire de *droits litigieux*. XXIV, 55-59.
- II. Obligations imposées au greffier en matière d'*hypothèque légale* du mineur. XXX, 307.
- III. *Responsabilité*. XX, 504.

GREFFIERS DES JUSTICES DE PAIX.

- I. *État des tutelles*. XXX, 322-325.

GROSSE.

- I. Qu'entend-on par *grosse*? XIX, 372.
- II. La grosse est revêtue de la *formule exécutoire* XIX, 194.
 1. Quand elle doit être légalisée. XIX, 195.
- III. *Foi*.
 1. La grosse fait la même foi que l'*original*. XIX, 372.
 2. Y a-t-il une différence, sous ce rapport, entre la grosse et la première expédition? XIX, 373.
- IV. Remise de la dette par la tradition volontaire de la grosse que le créancier fait au débiteur. XVIII, 340-342.

GUERRE.**I. Obligations conventionnelles.**

1. Quand la guerre est-elle un cas de *force majeure*? XVI, 259, 260.
2. Quand n'est-elle pas un cas de *force majeure*? XVI, 266, 268, 269.
3. Le juge peut-il *réduire* les *engagements* en cas de guerre? XVI, 272.
4. La guerre *résout-elle* les contrats? XVI, 270, 271; XVIII, 518.
 - a. La guerre, qui empêche la délivrance, emporte-t-elle la résolution de la vente? XXIV, 177.

5. Louage.

- a. La guerre est un cas fortuit dans le sens de l'article 1722 XXV, 414.
- b. On applique à la guerre les principes qui régissent le cas fortuit. XXV, 415.

II. Quasi-délit. Responsabilité.

1. Quand les faits de guerre donnent-ils lieu à responsabilité? XX, 455-460.
2. L'impôt du sang. Guerre de 1870. XX, 461.

H

HABILIS AD NUPTIAS, HABILIS AD PACTA NUPTIALIA.

- I. En quel sens l'adage est vrai, en quel sens il ne l'est point. XXI, 14-17, 37, 41.

HABITATION (DROIT D').

- I. Droit *réel* d'habitation. C'est le droit d'usage d'une maison. VII, 102.
 1. Il est régi par les principes du droit d'usage. VII, 102.
 2. Il ne peut être *cédé*, ni *saisi*, ni *hypothéqué*. VII, 113, 114.
 3. Il est sujet à *transcription*. XXIX, 77.
- II. Droit d'habitation accordé à la *femme commune*.
 1. N'est pas un droit *réel*. VII, 105; XXII, 442.
 2. Fondement du droit. XXII, 441.
 3. A charge de qui s'exerce-t-il et quelle en est l'étendue? XXII, 443, 444.
- III. Droit d'habitation accordé à la *femme dotale*. XXIII, 581.

HABITATION (RÉSIDENTE).

Voir les mots *Domicile* et *Résidence*.

HAIES.

1. *Bornage*. Une haie vive peut servir de borne. VII, p. 489, a.
2. *Distances* pour plantation de haies. VIII, 1, 6.
3. *Mitoyenneté*.
 - a. Quelles haies sont mitoyennes? VII, 576-581.
 - b. Droits et obligations résultant de la mitoyenneté. VII, 582.
 - c. L'un des voisins peut-il forcer l'autre à planter une haie mitoyenne? VII, 583.
 - d. Ou à lui céder la mitoyenneté? VII, 585.
 - e. L'un des voisins peut-il demander le partage de la haie commune? VII, 586.

HALAGE.

Voir le mot *Chemin de halage*.

HÉRÉDITÉ.

- I. L'hérédité est-elle un *droit réel*? VI, 83.
- II. L'hérédité est-elle une *personne morale*? IX, 256, 257.
- III. *Cession* de l'hérédité. Voir le mot *Cession d'une hérédité*.
- IV. *Transmission* de l'hérédité. Voir les mots *Saisine* et *Succession*, D.

HÉRÉDITÉ (DROIT HÉRÉDITAIRE).

- I. *Prescription* du droit héréditaire.
 1. Sens de l'article 789. IX, 484-485.
 2. Des autres interprétations admises par la doctrine et la jurisprudence. IX, 484-486.
 - a. Système de Zachariæ. IX, 487-490.

II. Règles qui régissent la prescription du droit héréditaire. IX, 491-496.

III. Si le droit de l'héritier est prescrit, les successibles qui se sont mis en possession de l'hérédité peuvent lui opposer la prescription extinctive de l'article 789. IX, 497, 498.

HÉRITAGE.

I. Origine et sens de ce mot. VII, 127.

II. Sens du mot *héritage* en matière de *servitudes*. VII, 129.

1. Il n'y a pas de servitude sans un *héritage dominant* et un *héritage servant*. VII, 129, p. 150 et suiv.

HÉRITIERS.

I. Terminologie du code Napoléon.

1. Les successeurs *légitimes* sont seuls qualifiés d'*héritiers*. VIII, 478.

2. Dieu seul fait les héritiers, l'homme ne le peut. VIII, 567, 568.

3. Il n'y a pas d'*héritiers testamentaires*, ni d'*héritiers contractuels*. VIII, 479, 480.

II. *Droits* des héritiers.

1. Quels sont leurs droits et les actions par lesquelles ils peuvent les faire valoir? IX, 501. Voir les mots *Acceptation (Succession)* et *Pétition d'hérédité*.

2. *Prescription du droit héréditaire*. IX, 481-498. Voir *Hérédité (Droit héréditaire)*.

III. *Obligations* des héritiers entre eux. Voir les mots *Rapport* et *Dettes (Succession)*.

IV. *Promesses et stipulations* faites pour les héritiers. XVI, 1-11

HÉRITIERS APPARENTS.

1. Quels sont les successeurs que l'on peut qualifier d'héritiers apparents? IX, 513, 513 bis.

2. *Droits et obligations* des héritiers apparents. Voir le mot *Pétition d'hérédité*.

3. L'*interruption* de la *prescription* par l'héritier apparent profite-t-elle au véritable héritier? XXXII, 159.

HISTOIRE.

I. L'histoire sert à *interpréter* la loi. I, Introduction, 28, 30. Voir le mot *Tradition*.

II. *Les origines du droit et l'action de la Providence*.

1. Le nantissement féodal et la publicité. XXIX, 13.

2. Renonciation à la communauté. XXII, 381, 382.

3. Reprise d'apports en cas de renonciation à la communauté. XXIII, 326.

III. *Origines du code civil*. I, Introduction, n^{os} 1-8.

1. La *codification*. I, Introduction, 9-18.

2. Le code et l'ancien droit. L'élément coutumier l'emporte. I, Introduction, 19-22.

3. Le droit coutumier et le droit romain. I, Introduction, 23, 24.

4. L'ancien droit abrogé. I, Introduction, 25-29.

IV. Histoire des diverses parties du droit civil.

1. *Actes de l'état civil*. Sécularisation de l'ordre civil, notamment du mariage. II, 1-7, 260-268.
2. *Adoption*. Le droit coutumier et les lois de la révolution. IV, 190-192.
3. *Communauté (Régime de)*. Origine. XXI, 146, 147.
4. *Contrainte par corps*. Développement historique. XXVIII, 432.
5. *Corporations religieuses*.
 - a. La main-morte sous l'ancien régime. Edits de 1749 et de 1753. XI, 182, 184, 189.
 - b. Abolie par les lois de la révolution et reconstituée par la fraude. XI, 161-168, 190, 191; XXVI, 193-196.
6. *Donations et testaments*. XII, 220-223.
 - a. *Conditions réputées non écrites*. Droit de l'Eglise et lois de la révolution. XI, 263, 264, 430, 494.
7. *Emphytéose*. Droit romain, droit féodal et lois de la révolution. VIII, 340-343.
8. *Enfants naturels*. Droit coutumier et droit de la révolution. IX, 101-104.
9. *Etrangers*. Droit des étrangers. Ancien droit. Décret de l'Assemblée constituante. Discussion au Tribunat. I, 405-429.
10. *Hypothèques*. Publicité. Droit ancien. Droit révolutionnaire. XXX, 161-172.
11. *Mandat et louage d'ouvrage*. Théorie traditionnelle. XXVII, 333-337.
12. *Obligations*.
 - a. Droit ancien et droit coutumier. XV, 417-423.
 - b. *Ayants cause et tiers*. Dumoulin et Pothier. XIX, 304-308.
 - c. *Faute*. Théorie française. XVI, 214-216.
 - d. *Indivisibilité*. Dumoulin et Pothier. XVII, 366.
 - e. *Preuve testimoniale*. Théorie coutumière. XIX, 394-396.
 - f. *Transmission de la propriété par l'effet des contrats*. XVI, 334-336.
13. *Prêt à intérêt*. Le droit divin de l'Eglise. XXVI, 313.
14. *Propriété*. Histoire. Communisme chrétien et communisme socialiste. VI, 87-99.
15. *Puissance paternelle*. Droit coutumier et droit romain. IV, 233-239.
16. *Rente constituée*. La perfection évangélique et l'intérêt de l'Eglise. XXVII, 3.
17. *Rente foncière* dans l'ancien droit. XXVII, 2, 38-40.
18. *Réserve*. Droit romain et droit coutumier. XII, 1-8.
19. *Servitudes*.
 - a. Vaine pâture et parcours. VII, 443-453.
 - b. Vues et jours. Droit romain et coutumes. VIII, 33-38.
20. Statuts personnels et réels. I, 133-140.
21. *Substitutions*. Le régime aristocratique de l'égalité. XIV, 389-393.
22. *Successions*. Droit romain et coutumes. VIII, 468-510.
 - a. Partage déclaratif. X, 393-396.
 - b. Saisine. IX, 219-221.

23. *Testament*. Droit romain et coutumes. XI, 89-95; XIII, 102-104; 477 479.

HOMOLOGATION.

I. Actes qui doivent être homologués.

1. *Acte de notoriété* constatant la naissance des futurs époux. II, 424.

2. *Adoption*. Le contrat reçu par le juge de paix. IV, 217-220.

3. *Conseil de famille*.

a. En général ces délibérations ne doivent pas être homologuées. IV, 464.

b. Les délibérations sur l'hypothèque légale du mineur doivent être homologuées quand elles autorisent la réduction de l'inscription. XXX, 316.

4. *Tutelle*. Actes que le tuteur ne peut faire qu'avec autorisation du conseil de famille et homologation du tribunal. V, 87-88.

II. *Effet*. Les jugements d'homologation n'ont point l'autorité de chose jugée. XX, 8.

HOSPICES.

I. Sont un établissement public ou une personne dite civile. I, 295, p. 377.

II. *Capacité de recevoir* dans les limites de leur mission. XI, 210.

1. *Culte*. Pour la célébration de messes dans la chapelle de l'hospice. XI, 237.

2. *Enseignement*. Pour l'instruction des orphelins. XI, 212.

III. Conditions réputées non écrites dans les libéralités faites aux hospices. XI, 274-278.

IV. Droit de succession des hospices. IX, 160, 161.

1. Les hospices peuvent-ils, comme successeurs irréguliers, rechercher la filiation maternelle de l'enfant naturel? IV, 106.

V. Droit de succession des fondateurs. IX, p. 194, 195.

VI. Legs fait pour la fondation d'un hospice. Est-il valable et par qui doit il être accepté? XI, 226-228.

VII. *Prescription*. Frais d'entretien dans les hospices se prescrivent par cinq ans. XXXII, 459.

HOSPICES D'ALIÉNÉS.

Le directeur est-il responsable en vertu de l'article 1384? XX, 568.

HOTELIERS.

Voir le mot *Aubergiste*.

HOTELS.

I. Les meubles qui garnissent les hôtels sont-ils immeubles par destination? V, 463, 464.

HUISSIERS.

1. *Cautionnement*. XXIX, 517.

2. *Cession de créances litigieuses*. Incapacité des huissiers. XXIV, 55-59.

3. *Payement*.

a. Les huissiers peuvent-ils recevoir un paiement? XVII, 529.

b. Peuvent-ils consentir une subrogation? XVIII, 22.

4. *Prescription.*

a. Quant aux pièces dont ils sont chargés. XXXII, 483, 486.

b. Quant à leurs salaires. XXXII, 494-497.

5. *Responsabilité* en vertu d'un quasi-délit. XX, 506.

a. Il faut que le fait leur soit imputable. XX, 591.

b. Sont responsables de l'ignorance du droit. XX, 483, 484.

HYPOTHÈQUES.

A. CARACTÈRES DE L'HYPOTHÈQUE.

I. L'hypothèque est un droit réel immobilier. XXX, 173, 174.

II. C'est un droit *indivisible*.

1. Principe et conséquences. XXX, 175-179.

2. Concours d'une hypothèque générale et d'une hypothèque spéciale.
Droit du créancier ayant une hypothèque générale. XXX, 180 (1)-186.

III. L'hypothèque est d'*ordre public*. XXX, 187.

B. BIENS QUI PEUVENT ÊTRE HYPOTHÉQUÉS.

I. *Immeubles* par leur nature. XXX, 192.

1. Les *meubles* ne peuvent pas être hypothéqués. XXX, 193.

2. *Quid des rentes foncières* qui ont été mobilisées? XXX, 194 (2).

3. Les immeubles doivent être dans le *commerce*. XXX, 195 (3).

4. On peut hypothéquer des *biens indivis*. XXX, 196.

5. Le débiteur *saisi* peut-il hypothéquer? XXX, 197.

6. Le *séquestre de guerre* empêche-t-il les biens d'être hypothéqués?
XXX, 198.

7. *Quid des fruits*? XXX, 199.

8. Des *mines et carrières*. XXX, 200, 201.

9. Des immeubles par *destination*. XXX, 202.

10. L'hypothèque s'étend aux *améliorations*. XXX, 203.

a. Alluvion. Avulsion. Iles. Lit abandonné. XXX, 204, 205.

b. Constructions. XXX, 206 (4).

c. *Quid des acquisitions nouvelles*? XXX, 207. *Quid de l'usufruit* qui se réunit à la nue propriété? XXX, 208.

II. *Droits réels immobiliers*. XXX, 209.

1. Les *actions immobilières*. XXX, 219.

2. Les *concessions*. XXX, 220.

3. Les *constructions élevées* sur un terrain du *domaine public*. XXX, 217.

4. Les constructions faites par un *locataire*. XXX, 215, 216.

5. De l'*emphytéose* et de la *superficie*. XXX, 214.

(1) T. XXX, p. 171, ligne 5 : au lieu de 182, lisez 187.

(2) T. XXX, p. 172, dernière ligne : au lieu de XVII, lisez XXVII.

(3) T. XXX, p. 174, ligne 17 : au lieu de *se*, il faut lire *est*.

(4) T. XXX, p. 181, ligne 3 du n° 206 : au lieu de 102, lisez 103.

6. L'hypothèque ne peut être hypothéquée. XXX, 218.
7. De l'usufruit. XXX, 212.
 - a. *Quid de l'usufruit légal?* XXX, 209 *bis*. De l'usufruit du *mari*. XXX, 210 (1).
 - b. Le propriétaire peut-il hypothéquer l'usufruit? XXX, 214
8. *Quid de l'usage? de l'habitation? des servitudes?* XXX, 213.

C. EFFETS DE L'HYPOTHÈQUE SUR LES DROITS DU PROPRIÉTAIRE.

- I. L'hypothèque démembre le droit de propriété. XXX, 221, 222.
- II. Le propriétaire n'a plus le droit absolu de *disposer*. XXX, 223 (2), 224.
 1. *Quid s'il démolit le bâtiment hypothéqué?* XXX, 225.
 2. Peut-il établir une servitude sur le fonds hypothéqué? VIII, 163.
 3. *Quid s'il vend la maison pour être démolie?* XXX, 226.
- III. Le droit de *jouissance* du propriétaire est limité. XXX, 227.
 1. Quels seraient les droits des créanciers hypothécaires si le débiteur défrichait un bois? XXX p. 200, a.
 2. Le débiteur a le droit de jouir. XXX, 228.
 - a. Vente d'une coupe de bois. Droit des créanciers. XXX, 229, 230.
 - b. On applique le même principe aux *fruits*. XXX, 231.
 - c. *Quid s'il vend une récolte sur pied?* XXX, 229
 - d. *Quid des meubles immobilisés par destination?* Droits des créanciers. XXX, 232-234.
- IV. Le droit d'administration est limité.
 1. Le propriétaire ne peut faire que des baux d'administration. XXX, 233-237 (3).
 2. L'article 1 de la loi hypothécaire n'est pas applicable aux baux qui contiennent une quittance anticipative. Ces baux peuvent être opposés aux créanciers, sauf à ceux-ci à prouver que le débiteur a agi en fraude de leurs droits. XXX, 238 (4) (5) (6) -242.

D. DIVISION DES HYPOTHÈQUES. XXX, 188.

Hypothèques légales du fisc. XXX, 146-148.

Voyez les mots *Hypothèque conventionnelle*, *Hypothèque judiciaire*, *Hypothèque légale*, *Hypothèque testamentaire*.

E. INSCRIPTION DES HYPOTHÈQUES.

Voir le mot *Inscription hypothécaire*.

F. DROIT DE SUITE.

Voir le mot *Suite (Droit de)*.

- (1) T. XXX, p. 186, ligne 15 du n° 210 : au lieu de 209, lisez 209 *bis*.
- (2) T. XXX, p. 196, ligne 10 du n° 223 : au lieu de XVIII, lisez XVII.
- (3) T. XXX, p. 214, ligne 4 du n° 237 : au lieu de *constatation*, lisez *constitution*.
- (4) T. XXX, p. 212, ligne 16 du n° 238 : au lieu de 41, lisez 45.
- (5) T. XXX, p. 218, ligne 5 du n° 241 : au lieu de 25, lisez 15.
- (6) T. XXX, p. 222, ligne 12 : le mot *cas* doit être mis dans la ligne 11.

G. EXTINCTION DES HYPOTHÈQUES.

Voir le mot *Hypothèque (Extinction)*.

H. PURGE.

Voir ce mot.

I. DU CONSERVATEUR DES HYPOTHÈQUES ET DE SA RESPONSABILITÉ.

Voir ce mot.

J. TRANSMISSION DES HYPOTHÈQUES.

Voir les mots *Hypothèques, Transmission*.

K. DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Voir le mot *Hypothèques (Dispositions transitoires)*.

HYPOTHÈQUE CONVENTIONNELLE.**A. CARACTÈRES.**

I. C'est un contrat qui exige le concours de consentement. XXX, 423-427.

II. C'est un contrat *solennel*. XXX, 423, 428-430.

1. Quelles sont les solennités? XXX, 431-436.

2. Tous les *éléments* de l'hypothèque doivent être solennels. XXX, 438, 439; notamment :

a. Le *consentement* du créancier et du débiteur. XXX, 440-445.

b. Les *procurations*. XXX, 447.

c. Le notaire ou un *tiers* peuvent-ils accepter pour le créancier? XXX, 448-449.

d. La *ratification* rétroagit-elle? XXX, 450-452.

3. Conséquences de la solennité.

a. L'hypothèque non solennelle est inexistante. XXX, 457.

b. L'hypothèque, *nulle en la forme*, peut-elle être *confirmée*? XVIII, 668.

III. *Promesse* d'hypothèque. XXX, 453-455.

IV. Contrats d'hypothèque reçus à l'*étranger*. XXX, 456 (1) (2) (3) -460.

B. QUI PEUT CONSENTIR UNE HYPOTHÈQUE? XXX, 461, 462.

I. Il faut être *propriétaire*. XXX, 463-465.

1. Hypothèque de la chose d'autrui. XXX, 467-474.

2. Hypothèque consentie par un propriétaire dont le droit est *conditionnel* ou *rescindable*. XXX, 475-482.

3. Hypothèque consentie par un administrateur. XXX, 483-487.

II Il faut avoir la *capacité d'aliéner*. XXX, 488-496.

C. DE LA SPÉCIALITÉ.

I. Principe. Caractère de la spécialité. XXX, 497-504.

II. De la *spécialité quant aux biens*.

1. En quoi consiste la spécialité. XXX, 502-506, 508.

(1) T. XXX, p. 429, ligne 1 du n° 458 : au lieu de 78, lisez 77.

(2) T. XXX, p. 430, ligne 2 du n° 459 : au lieu de 78, lisez 77.

(3) T. XXX, p. 430, ligne 4 du n° 460 : au lieu de 78, lisez 77, et p. 434, ligne 1 : au lieu de 78, lisez 77.

2. Jurisprudence des cours de Belgique. XXX, 507.

3. Droit des juges du fond. Ont-ils un pouvoir discrétionnaire? XXX, 509.

4. *Quid* si la spécialité est insuffisante? XXX, 510-513.

5. Conséquences de la spécialité.

a. Hypothèque des biens à venir. Est interdite. XXX, 514, 515.

b. Des cas où l'hypothèque devient insuffisante. XXX, 516 (1) -524.

III. De la spécialité quant à la créance.

1. Principe. XXX, 525-527.

2. De l'hypothèque consentie pour un crédit ouvert. XXX, 528 (2) -537
Voir le mot *Crédit* (*Ouverture de*).

3. *Modalité* de l'hypothèque. XXX, 538-540.

D. PUBLICITÉ.

Voir le mot *Inscription hypothécaire*.

HYPOTHÈQUES. (DISPOSITIONS TRANSITOIRES DE LA LOI HYPOTHÉCAIRE.)

1. Principe suivi par le législateur belge. XXXI, 614.

2. Hypothèques générales. Ont été soumises à la spécialisation. XXXI, 617-619.

3. Hypothèques occultes. Ont été soumises à la publicité. XXXI, 615.

4. Prescription de l'hypothèque. XXXI, 620.

5. *Purge*. XXXI, 621.

6. Renouvellement des inscriptions. XXXI, 616.

HYPOTHÈQUES. EXTINCTION.

I. *Extinction* de l'obligation principale. Principe. XXXI, 357-360.

1. Collocation dans un *ordre*. XXXI, 371.

2. Confusion. XXXI, 367, 368.

3. Dation en paiement. XXXI, 363.

4. Novation D'une novation particulière à l'hypothèque légale. XXXI, 364-366.

5. Paiement XXXI, 361, 362.

6. Prescription. XXXI, 369, 370.

7. *Renonciation*. XXXI, 372.

II. *Extinction* de l'hypothèque.

1. Consolidation. XXXI, 404, 405.

2. Défaut d'inscription dans le délai de l'article 82. XXXI, 382.

3. Perte de la *chose*.

a. Principe. XXXI, 406-408.

b. Indemnité à laquelle les créanciers ont droit en cas de perte.
XXXI, 409-415.

4. *Purge*. Voir ce mot.

(1) T. XXX, p. 487, ligne 47 du n° 523 : au lieu de 1384, lisez 4184.

(2) T. XXX, p. 496, ligne 24 du n° 530 : au lieu de 8000, lisez 6000.

5. *Prescription*. XXXI, 384.

a. Quand les biens sont dans les mains du débiteur. XXXI, 385-386.

b. Quand les biens sont dans les mains d'un tiers détenteur. XXXI, 387-391.

c. Interruption de la prescription. XXXI, 395 (1) -402; XXXII, 143, 150.

d. Suspension de la prescription. XXXI, 392-394.

6. *Radiation* de l'hypothèque légale. XXXI, 381.

7. *Renonciation* du créancier. XXXI, 372.

a. Qui peut renoncer. XXXI, 373.

b. Comment se fait la renonciation. XXXI, 374.

c. Quand y a-t-il renonciation tacite? XXXI, 375-380.

8. *Résolution* des droits du constituant. XXXI, 403.

HYPOTHÈQUE JUDICIAIRE.

1. Abolie par la loi belge. XXX, 190.

2. Le juge peut-il donner une hypothèque au créancier? Peut-il condamner le débiteur à lui en fournir un? XXX, 191.

HYPOTHÈQUE LÉGALE.

I. Quelles hypothèques sont légales? XXX, 241-251 et XXX, 146-151.

II. *Principes généraux*.

1. *Caractère* distinctif de l'hypothèque légale. XXX, 189, 243.

2. L'hypothèque légale est-elle un *droit civil*? XXX, 252.

3. Est-elle un statut *réel* ou un statut *personnel*? XXX, 253 (2); I, 114.

4. *Quid des personnes civiles*? Ont-elles une hypothèque légale à l'étranger? XXX, 254.

5. Les hypothèques légales sont soumises au principe de *publicité*. XXX, 255, 256, 257.

6. Les hypothèques légales sont tout ensemble *générales* et *spéciales*. XXX, 257, p. 257 et suiv.

8. L'hypothèque légale de l'*Etat* et des *établissements publics* est soumise à l'*inscription*, mais non à la *spécialisation*. XXX, 258.

9. Les hypothèques légales du *fisc* sont dispensées de l'*inscription*. XXX, 259.

HYPOTHÈQUE LÉGALE DES ALIÉNÉS, INTERDITS ET MINEURS

I. Les aliénés, interdits et mineurs ont une hypothèque soumise aux mêmes principes. Les mineurs et interdits ont de plus des garanties spéciales. 260, 261.

II. *De ceux qui sont soumis à l'hypothèque légale*. XXX, 262.

1. Le tuteur. XXX, 263. *Quid* de la mère survivante qui se remarie? XXX, 264.

a. L'époux présent en cas d'absence. XXX, 265.

b. Le tuteur officieux? XXX, 266.

(1) T. XXXI, p. 382, 42^e ligne du n° 399 : au lieu de 2260, lisez 2262.

Et p. 383, 40^e ligne : au lieu de « transmis », lisez « transcrit ».

(2) T. XXX, p. 230, ligne 8 du n° 253 : au lieu de française, lisez belge.

- c. Le tuteur à la substitution fidéicommissaire. XXX, 267
- d. Le tuteur *ad hoc*? XXX, 268.
- e. Le subrogé tuteur? XXX, 269.
- 2. Les *conseils et curateurs* ne sont pas soumis à l'hypothèque. XXX, 270.
- 3. Le père *administrateur légal* n'y est pas soumis. XXX, 271.
- 4. N^o l'*administrateur provisoire* en matière d'interdiction. V, 274.
- III. Des *créances garanties par l'hypothèque*.
- 1. Tous droits et créances. XXX, 272.
- 2. Application. XXX, 273-276.
- 3. L'hypothèque garantit les accessoires de la créance. XXX, 277, 278.
- IV. Des *immeubles grevés de l'hypothèque légale*.
- 1. L'hypothèque frappe tous les biens, mais elle doit être spécialisée. La spécialisation n'est pas conventionnelle et ne rend pas l'hypothèque conventionnelle. XXX, 279-281.
- 2. L'hypothèque est spécialisée par le conseil de famille avant l'entrée en gestion du tuteur. XXX, 282-284.
- a. *Quid* si le tuteur gère avant d'avoir spécialisé l'hypothèque? XXX, 285.
- 3. *Délibérations du conseil de famille*.
- a. Doivent être motivées. XXX, 286, 287.
- b. Le tuteur doit être entendu ou appelé. XXX, 288.
- c. La délibération ne doit pas être homologuée. XXX, 289.
- d. Elle peut être attaquée par l'opposition. XXX, 290-296.
- 4. *Comment se fait la spécialisation*? XXX, 297 (4).
- a. De la somme pour laquelle inscription sera prise. XXX, 298-301.
- b. Des biens sur lesquels elle sera prise. XXX, 302.
- 5. De l'*inscription*. XXX, 303.
- a. Par qui elle doit être prise? XXX, 304-306.
- b. Obligations imposées aux greffiers des justices de paix. XXX, 307.
- V. *Décisions que le conseil de famille peut prendre*.
- 1. Il ne peut *renoncer* à l'hypothèque légale. XXX, 308 (2).
- 2. Il peut décider *qu'il ne sera pris aucune inscription*. XXX, 309.
- a. Dans quelles circonstances? XXX, 310, 311.
- b. La décision est révocable. XXX, 312.
- 3. Le conseil peut décider que l'inscription sera *augmentée*. XXX, 313, 314.
- 4. Il peut aussi *réduire* l'inscription. Conditions. XXX, 315, 316.
- 5. Peut-il décider que l'*inscription* sera *radiée*? XXX, 317.
- 6. Quel sera l'effet de la *réduction* ou de la *radiation*? XXX, 318.
- 7. Le *dernier mourant* des père et mère peut-il *réduire* l'hypothèque légale en nommant un tuteur par testament? XXX, 319.
- 8. L'hypothèque peut-elle être remplacée par d'autres *garanties*? XXX, 320.
- VI. *Garanties établies dans l'intérêt des mineurs*. XXX, 321 (3).

(4) T. XXX, p. 267, ligne 6 du n^o 297 : au lieu de *qu'il*, lisez *le débiteur*.

(2) T. XXX, p. 276, n^o 308, lignes 4 et 5 : au lieu de *membres*, lisez *membres*.

(3) T. XXX, p. 289, ligne 3 du n^o 321 : au lieu de *et*, lisez *de*.

1. *Etat des tutelles.* XXX, 322-323.

2. *Contrôle de l'autorité judiciaire.* XXX, 326-332.

HYPOTHÈQUE LÉGALE DE LA FEMME.

I. Droits garantis par l'hypothèque légale. XXX, 333.

1. De la *dot*. Sous quelle condition la femme a-t-elle une hypothèque légale pour sa *dot* ? XXX, 334.

a. Régime de communauté légale. XXX, 335.

b. Communauté conventionnelle. XXX, 336.

c. Régime d'exclusion de communauté. XXX, 337.

d. Régime de séparation de biens. XXX, 338.

e. Régime dotal. XXX, 339.

Quid des intérêts de la dot ? XXX, 340.

Quid si la femme s'est constitué en dot ses biens à venir ? XXX, 341.

2. *Conventions matrimoniales.*

a. Quand la femme a-t-elle une hypothèque du chef de ses conventions matrimoniales ? XXX, 342.

b. *Quid* en cas de préciput ? XXX, 343.

c. A-t-elle une hypothèque pour les gains de survie purement éventuels ? XXX, 344.

d. *Quid* des avantages que la loi donne à la femme commune ? XXX, 345, 346.

e. *Quid* de l'action que la femme a du chef de l'administration légale ou conventionnelle de son mari ? XXX, 347, 348. Et de sa gestion de fait ? XXX, 349.

3. *Reprises.* Qu'entend-on par reprises et prélèvements ? XXX, 350.

a. Quand la femme a-t-elle une hypothèque du chef de ses reprises ? 351-353.

4. *Droits nés pendant le mariage.* XXX, 354.

a. Exemples. XXX, 355, 356, 357.

b. *Quid* si la femme paye volontairement une dette du mari ? XXX, 358.

c. Ou si elle s'oblige en fraude des créanciers ? XXX, 359.

5. *Des dépens.* La femme a-t-elle une hypothèque pour les dépens qu'elle fait en justice en agissant contre son mari ? XXX, 360-362.

a. *Quid* des dépens de la demande en séparation de corps ou en divorce ? 363.

II. Des biens grevés de l'hypothèque légale.

1. Sur quels biens la femme a hypothèque. XXX, 364, 367.

a. *Quid* des biens que le mari possède comme associé ou communiste ? XXX, 365, 366.

b. *Quid* des conquêts de communauté ? XXX, 368-372.

III. Spécialisation de l'hypothèque légale de la femme.

1. L'hypothèque de la femme doit être spécialisée. Différence entre cette spécialisation et celle de l'hypothèque du mineur. XXX, 373, 374.

2. *Quand* se fait la spécialisation et *par qui* ? XXX, 375-377.

3. Critique de l'interprétation contraire généralement admise. XXX, 378, 379.

4. *Rang de l'hypothèque légale. La femme y peut-elle renoncer?* XXX, 389, 386 (1).
5. *Comment se fait la spécialisation?* XXX, 387. *Par contrat de mariage?* XXX, 388-393.
 - a. *En résulte-t-il que l'hypothèque est conventionnelle?* XXX, 381 (2)-383.
 - b. *C'est la spécialisation qui est conventionnelle.* XXX, 383, 384.
6. *Comment se fait la spécialisation pendant le mariage?* XXX, 394 (3)-399.
- IV. *Inscription de l'hypothèque de la femme.*
 1. *Qui peut et qui doit la faire?* XXX, 400-403.
 2. *De la réduction de l'inscription.*
 - a. *Le mari peut-il demander la réduction de l'inscription spécialisée par contrat?* XXX, 404-405.
 - b. *Réduction de l'inscription spécialisée pendant le mariage Condition.* XXX, 406-410.
 - c. *Effet de la réduction.* XXX, 411.
 - d. *Cas dans lequel il n'y a pas lieu à la réduction.* XXX, 412.
 3. *Preuve des droits garantis par l'hypothèque.* XXX, 413-415.
- V. *La femme peut-elle renoncer à son hypothèque ou au rang qu'elle lui donne?* XXX, 386.
 1. *De la subrogation à l'hypothèque de la femme. Voir le mot Hypothèque (Transmission de l').*

HYPOTHEQUE LEGALE DE L'ÉTAT, DES PROVINCES, DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.

- I. *Qui jouit de cette hypothèque?* XXX, 247, 416.
 1. *Qu'entend-on, dans l'article 47, par établissements publics?* XXX, 417-419.
 2. *Les fabriques d'église et autres établissements ecclésiastiques n'ont pas d'hypothèque légale.* XXX, 420.
- II. *Qui en est frappé?* XXX, 421.
- III. *Quels sont les biens frappés de l'hypothèque légale?* XXX, 422.

HYPOTHEQUE TESTAMENTAIRE.

- I. *Objet de l'hypothèque testamentaire.* XXX, 541, 542.
- II. *Conditions. L'hypothèque testamentaire est spéciale et publique.* XXX, 543.
- III. *Forme.* XXX, 544.
- IV. *Effet. Le légataire est-il préféré aux créanciers du défunt?* XXX, 545.

HYPOTHEQUE (TRANSMISSION DE L').

- I. *Principe général.*
 1. *L'hypothèque et le privilège peuvent être cédés avec la créance.* XXX, 322.

(1) T. XXX, p. 353, ligne 2. Au lieu de 47, lisez 67.

(2) T. XXX, table, p. 545, n° 384 : au lieu de 64 et 66, lisez 66 et 67.

(4) T. XXX, p. 360, ligne 9 du n° 395 : au lieu de lui, lisez son mari.

2. Rang du créancier cédant et du cessionnaire, ainsi que des cessionnaires entre eux. XXX, 323.
- II. Peut-on céder ou transmettre l'hypothèque et le privilège sans la créance? XXX, 324-326.
- III. Principes établis par la loi hypothécaire belge. XXX, 327-337.
- IV. La femme peut-elle céder son hypothèque légale ou y subroger ou y renoncer?
 1. La femme ne peut renoncer à son hypothèque. XXX, 338.
 2. Elle peut céder ses droits avec l'hypothèque qui les garantit. XXX, 339.
 3. Peut-elle céder son hypothèque sans la créance? XXX, 339 bis-344.
- V. Conditions requises pour la validité de la subrogation d'hypothèque, en la supposant valable. XXX, 345-348.
 1. Doit-elle être inscrite? XXIX, 237.
- VI. Effet de la subrogation d'hypothèque.
 1. Quel est l'effet de la renonciation que la femme fait au profit d'un tiers? XXX, 351-353.
 2. Quel est l'effet de la subrogation d'hypothèque? XXX, 349, 350, 354-356.

I

IDENTITÉ (FILIAION). .

I. Preuve de l'identité.

1. Quand la filiation est établie par l'acte de naissance. XXX, 399-402.
2. Quand la preuve de la filiation se fait par possession d'état. XXX, 412, 413

IGNORANCE.

- I. Le législateur la constate; et ce qui était vrai en 1804 est encore vrai dans nos Flandres en 1878. XVII, 338; XIX, 253, p. 270 et suiv.
- II. La jurisprudence constate des faits d'ignorance incroyables. Des riches qui ne savent pas signer. Des croix en guise de signature! XIX, 200.

IGNORANCE DU DROIT.

- I. De l'adage que personne n'est censé ignorer le droit. XV, 307.
 1. Deux ministres de la justice se trompent sur un point de droit. II, p. 638, b.
 - a. Les citoyens sont liés par des lois qu'ils n'ont pas pu connaître. I, 22.
 4. Jurisprudence en matière de possession de bonne foi. VI, 219.

ILES, ILOTS, ATTERISSEMENTS.

1. Iles qui se forment dans les rivières navigables. Appartiennent à l'Etat VI, 48, 301

- a. Ces îles sont dans le commerce. VI, 303.
- 2. Îles qui se forment dans les *rivières non navigables*. Appartiennent aux riverains. VI, 301.
 - a. Partage entre les riverains. VI, 304
- 3. *Quid* si l'île s'est formée des débris d'une propriété riveraine. VI, 302.
- 4. De l'île formée dans le cas prévu par l'article 562. VI, 303.

IMMEUBLES (DISTINCTION DES BIENS).

A. BIENS IMMEUBLES PAR LEUR NATURE.

- I. Du *sol*. Des *mines*. V, 406, 407.

B. BIENS IMMEUBLES PAR INCORPORATION. V, 408.

I. *Bâtiments*.

- 1. Qu'entend-on par bâtiments? V, 409.
- 2. *Quid* des chemins de fer et du matériel d'exploitation? V, 410.
- 3. *Conditions* requises pour que les constructions soient immeubles. V, 411-413.
- 4. *Quid* si les constructions sont faites par un *superficiaire*? V, 414.
- 5. *Quid* si les constructions sont faites par un *locataire*? V, 415-417.
- 6. *Quid* des constructions faites sur des fonds qui appartiennent au *domaine public*? V, 418.
- 7. Des *récoltes* et *fruits*. V, 419. *Quid* des arbres plantés en *pépinière*? V, 420.

II. Les choses immeubles par incorporation cessent d'être immeubles.

- 1. Quand l'incorporation cesse. V, 421-424; VI, 390, p. 492, *in*.
- 2. En vertu d'un *contrat*.
 - a. Principe. V, 425.
 - b. Les ventes d'une maison pour être démolie, de mines pour être exploitées, de fruits pendants par branches ou par racines sont mobilières. V, 425-428.
- 3. *Conséquences* de la *mobilisation*.
 - a. La mobilisation résultant d'une convention n'a d'effet qu'entre les parties contractantes. V, 429.
 - b. Au point de vue fiscal, la vente est mobilière. V, 430.
 - c. En cas de ventes successives, on applique l'article 1141. V, 431.
 - d. Droits des *tiers*, *acquéreurs* et *créanciers hypothécaires*. V, 432; XXX, 227-231.

C. BIENS IMMEUBLES PAR DESTINATION.

- 1. Qu'est-ce que la destination? V, 433.
 - a. Qui peut immobiliser par destination? V, 434-438.
 - b. Sous quelles conditions le propriétaire peut-il immobiliser? V, 439, 441.
- 2. De l'immobilisation par *destination agricole*.
 - a. Animaux attachés à la culture. V, 443-447.
 - b. Lapins, pigeons et poissons. V, 450.
 - c. Pailles et engrais. V, 458, 459.

d. Ruches à miel. V, 448, 449.

e. Semences. V, 454-457.

f. Ustensiles aratoires. V, 451-453.

3. De l'immobilisation par *destination industrielle*.

a. Conditions requises pour qu'il y ait immobilisation. V, 460-462.

b. Applications. V, 463-468.

4. Biens immeubles par *perpétuelle demeure*. V, 440, 469-471.

5. *Conséquences de l'immobilisation par destination*.

a. Droit fiscal. V, 475.

b. Saisie. V, 473.

c. Succession. V, 474.

d. Vente volontaire ou forcée. V, 472.

6. *Quand cesse l'immobilisation par destination?* V, 476.

a. Droits des créanciers hypothécaires. XXX, 232-234.

7. Appréciation de la classification des immeubles.

D. DES BIENS IMMEUBLES PAR L'OBJET AUQUEL ILS S'APPLIQUENT. V, 483.

I. *Droits réels immobiliers*. V, 484-486; XXX, 175, 174.

II. *Actions immobilières*. V, 487, 488.

1. Personnelles. V, 490.

2. Réelles. V, 489.

III. Applications. Nature de :

1. L'action en garantie. V, 491.

2. L'obligation de faire quand, le fait consiste à construire une maison. V, 495.

3. Action en reprise des époux communs pour des propres vendus. V, 494.

4. Action en rescision pour cause de lésion. V, 493.

5. Action en résolution de la vente d'un immeuble quand l'acheteur ne paye pas le prix. V, 492.

IV *Principes différents qui régissent les meubles et les immeubles*. V, 523-529.

IMMEUBLES (PROPRIÉTÉ)

I. *Translation de la propriété des immeubles à l'égard des tiers*. Voir le mot *Transcription*.

II. *Communauté conventionnelle*. Clause d'ameublissement. Voir ce mot.

III. *Immobilisation des fruits de l'immeuble hypothéqué*. XXX, 231.

IMPENSES.

1. Division des impenses en *nécessaires, utiles et voluptaires*. VI, 176-178.

2. *Antichrèse*. Droit du créancier antichrésiste qui a fait des impenses. XXVIII, 550.

3. *Dépositaire*. Pour quelles impenses a-t-il un recours? XXVII, 128.

4. *Donation*. Révocation pour *ingratitude*. Droit du donataire qui a fait des impenses. XIII, 47.

5. *Emphytéose*. Droit du bailleur et de l'emphytéote en cas d'impenses. VIII, 381, 393 bis

6. *Gage*. Droit du créancier gagiste qui a fait des impenses. XXVIII, 526.
7. *Gestion d'affaires*. Droit du gérant. XX, 539.
8. *Pétition d'hérédité*. Héritier apparent. Impenses. IX, 550.
9. *Preneur*. Droit du preneur sur les constructions et améliorations. XXV, 475-485.
10. *Prêt*. Emprunteur. Impenses. XXVI, 482.
11. *Rapport*. Droit de l'héritier donataire. XI, 15-18.
12. *Récompenses* dues à la communauté. Travaux faits sur le propre d'un époux. Faut-il distinguer entre les diverses impenses? XXII, 482-484.
13. *Réduction*. Droit du donataire du chef de ses impenses. XII, 212.
14. *Répétition de l'indû*. Droit de celui qui a reçu le paiement indû. XX, 381-383.
15. *Revendication*. Droit du possesseur. VI, 176-178, 262-270.
16. *Substitution*. Droit du grevé. XIV, 578.
17. *Succession*.-*Indivision*. Droit de l'héritier. X, 318.
18. *Tiers détenteur évincé* par une action hypothécaire. XXXI, 304-309.
19. *Usufruit*. Droit de l'usufruitier pour constructions et améliorations. VIII, 485-491.
20. *Vente*.
 - a. *Garantie*. Droit de l'acheteur. XXIV, 248.
 - b. *Rachat*. Droit de l'acheteur. XXIV, 404 et 405.
 - c. *Rescision pour cause de lésion*. Droit de l'acheteur. XXIV, 482.

IMPOSSIBILUM NULLA OBLIGATIO.

1. De l'adage qu'à l'impossible nul n'est tenu. XVI, 255.
2. La loi l'applique dans l'article 1348. XIX, 544.
3. Conditions impossibles dans les obligations conventionnelles. XVII, 59-42, 48.
4. Conditions impossibles dans les donations et testaments. XI, 427, 435-438.

IMPOTS.

- I. *Rétroactivité*. Les lois sur les impôts rétroagissent. I, 186-188.
- II. *Qui doit payer les impôts?* Voir le mot *Contributions*.

IMPRESCRIPTIBILITÉ

- I. Quelles choses ne peuvent pas être prescrites. Voir le mot *Prescription*.

IMPRIMERIE.

- I. Les presses d'une imprimerie sont-elles immeubles par destination? V, 465

IMPRIMEURS.

- II. *Prescription* de l'action des Imprimeurs. XXXII, 512.

IMPUBERTÉ.

1. *Empêchement* au mariage. II, 381-385.
2. Cause de nullité du mariage. II, 467.
 - a. La nullité est absolue, mais elle peut être couverte. II, 467-474.

IMPUISSANCE.**I. Désaveu.**

1. L'impuissance naturelle n'est pas une cause de désaveu. III, 367.
2. De l'impuissance accidentelle. III, 368, 369.

II. Mariage. L'impuissance n'est pas une cause d'existence ni de nullité II, 298.**IMPUTATION (LIBÉRALITÉS).**

1. Quelles *libéralités* sont imputées sur le disponible. Voir le mot *Réservé*.

IMPUTATION (PAYEMENT).

- I. Quand y a-t-il lieu à *imputation*? XVII, 600-602.
- II. De l'imputation faite par le *débiteur*. XVII, 603-610.
- III. De l'imputation faite par le *créancier*. XVII, 611-613.
- IV. De l'imputation *légale*.
 1. Quand y a-t-il lieu à l'imputation légale? XVII, 614.
 2. Quel est le principe sur lequel se fondent les règles de l'article 1256? XVII, 615.
 - a. Première règle. XVII, 616.
 - b. Deuxième règle. XVII, 617-621.
 - c. Troisième règle. XVII, 622.
 - d. Quatrième règle. XVII, 623.
 3. Les parties intéressées peuvent-elles déroger à ces règles? XVII, 624.
 4. Sont-elles applicables en matière de *compensation*? XVII, 628.
 5. Elles ne sont pas applicables au *compte courant*. XVII, 629.
 6. La caisse des *consignations* y est soumise. XVII, 631.
 7. *Quid* en matière de *faillite*? XVII, 630.
 8. En cas de *dissolution d'une société*. XVII, 625, 626.
 9. De l'imputation de l'article 1848. XXVI, 239-262.

INALIÉNABILITÉ.

- I. En principe on ne peut pas déroger au droit de libre disposition des biens, ni par convention, ni par acte de dernière volonté. VI, 103.
- II. *Conventions matrimoniales*.
 1. Les *immeubles dotaux* de la *femme dotale* sont *inaliénables*. XXIII, 494-539.
 2. Le mobilier dotal est aliénable. XXIII, 540-547. Voir le mot *Régime dotal*.
 3. Les *époux* peuvent-ils, en adoptant le régime de *communauté*, stipuler que les biens de la femme seront *inaliénables*? XXI, 127, 128, 151.
 4. Ils peuvent stipuler la *clause d'emploi* avec effet contre les tiers. XXI, 387-391.
 - a. En résultera-t-il que les biens seront soumis au *régime dotal*? XXIII, 457.
- III. *Donations et testaments*. *Clause d'inaliénabilité* est-elle illicite? XI, 460-465.
 1. Dans les dons et legs pour *établissements publics*. XI, 266, 459.

2. *Quid* de la défense d'alléner dans l'intérêt d'un tiers ? XI, 468.
3. Des clauses qui *entravent* la faculté d'aliéner sans la prohiber. XI, 466
4. Des *effets* de la *prohibition d'aliéner*. XI, 467-470.

IV. *Vente*.

1. Quels droits ne peuvent être cédés. XXIV, 468-471 *bis*.
2. Les droits *cessibles* peuvent-ils être déclarés *incessibles* ? XXIV, 467

INCAPACITÉ (OBLIGATIONS).

I. Des personnes incapables de s'obliger par contrat.

1. L'incapacité est l'exception et les exceptions sont de stricte interprétation. XVI, 19-23.
2. Des incapacités générales. Voir les mots *Femme mariée*, *Interdit*, *Mineur*.
3. Des incapacités spéciales. XVI, 23. Voir le mot *Vente*, B.

II. *Payement*.

1. Fait par un *incapable*. XVII, 503-510.
2. Fait à un incapable. XVII, 537-542.

III. *Confirmation* des actes faits par les incapables. XVIII, 604-604.IV. *Prescription de dix ans. Confirmation tacite*. XIX, 66-71. Voir le mot *Action en nullité*, D.V. *Nullité*. Effet de l'annulation. Exception en faveur des incapables. XIX, 66-71.VI. *Délit* ou *quasi-délit*. Les incapables peuvent s'obliger par un *délit*. XX, 443, 446.VII. *Quasi-contrats*.

1. Les incapables peuvent-ils être obligés par un quasi-contrat ? XX, 508.
2. *Gestion d'affaires*. XX, 311, 312.
3. *Payement indû*. XX, 333.

VIII. *Rétroactivité*. Question de non-rétroactivité concernant l'incapacité. I, 173-179.IX. *Statut personnel*. L'incapacité forme un statut personnel. I, 91.

INCAPACITÉ (DONATIONS ET TESTAMENTS, SUCCESSIONS).

Voir les mots *Dispositions à titre gratuit* et *Successions*.

INCAPACITÉ (TUTELLE).

1. Causes d'incapacité. IV, 513-518.
2. Causes d'incapacité concernant le conseil de famille et le subrogé tuteur. IV, 538-540.

INCENDIE.

I. *Cas fortuit*. Quand l'incendie est un *cas fortuit* :II. *Délits* et *quasi-délits*. XX, 454.1. *Antichrèse*. XXV, 304.

- a. Quand il y a lieu d'appliquer les articles 1382 et 1383. XXV, 293, 302, 306-311

2. *Bail*.

- a. Responsabilité en cas d'incendie. XXV, 276-311 (1). Voir le mot *Louage*.
- b. L'article 1733 peut-il être appliqué par *analogie*? XXV, 303-305.
- 3. *Hypothèque* d'une maison. Destruction. Droits des créanciers hypothécaires. XXXI, 409-413.
- 4. *Usufruit*.
 - a. *Extinction* de l'usufruit d'un bâtiment. VII, 65, 66.
 - b. *Responsabilité* de l'usufruitier. VI, 529; XXV, 305.
- III. *Obligations conventionnelles*. XVI, 263.

INCESTE.

- I. *Empêchement au mariage*. Entre quels parents et allés le mariage est-il possible? II, 354-359.
- II. *Nullité du mariage*. L'inceste est une cause de nullité absolue. II, 474.
- III. *Enfants incestueux*. Voir le mot *Enfants adultérins et incestueux*.

INCLUSIO UNIUS EST EXCLUSIO ALTERIUS.

Voir le mot *Argument a contrario sensu*.

INDIGENTS.

Voir les mots *Pauvres*, *Riches*, *Charité publique*.

INDIGNITÉ (SUCCESSIONS).

- I. Qu'est-ce que l'*indignité*? Incapacité et Indignité. IX, 1.
- II. *Causes d'indignité*. IX, 2-8.
- III. *Effet de l'indignité*.
 - 1. Elle a lieu de *plein droit*. En quel sens? IX, 12-17.
 - 2. Y a-t-il lieu à une *action en déclaration d'indignité*? IX, 18-21.
 - 3. L'indigne est considéré comme n'ayant jamais été héritier. IX, 22-26.
 - 4. Les actes faits par l'indigne sont nuls. IX, 27-29.
 - 5. Effet de l'indignité à l'égard des enfants de l'indigne. IX, 30, 31.

INDIVISIBILITÉ.

- I. *Acception* :
 - 1. De la communauté. XXII, 422, 423.
 - 2. D'un *legs*. XIII, 552.
 - 3. D'une *succession*. IX, 366-368.
- II. *Acte*. Les faits juridiques sont indivisibles, en ce sens que leur nature ne peut pas être scindée. Ainsi l'hypothèque est un contrat solennel pour le tout, et non pas seulement à l'égard du débiteur. XXX, 440-452.
- III. *Aveu judiciaire*.
 - 1. Des cas dans lesquels l'aveu est indivisible ou divisible. Effet de l'indivisibilité. XX, 187-212. Voir le mot *Aveu*.
 - 2. L'aveu *extrajudiciaire* peut-il être divisé? XX, 221.
- IV. *Conventions*. Elles sont indivisibles, en ce sens qu'il résulte de l'intention des parties que l'on ne peut pas diviser les diverses clauses de l'acte. Cette

(1) T. XXV, p. 347, ligne 20 : effacez le mot *les*.

indivisibilité *de fait* n'a rien de commun avec l'indivisibilité des obligations.

1. Exemples d'indivisibilité *de fait*.

a. Pactes successores. XVI, 86.

b. Transactions. XXVIII, 400-402.

2. De la prétendue indivisibilité du mariage et du contrat de mariage. XXI, 16, 17.

V. *Délivrance*. L'action en délivrance est-elle indivisible? XIV, 45.

VI. *Emphytéose*. Le paiement du canon *emphytéotique* est indivisible. VIII, 383.

VII. *État*. L'état des hommes est indivisible. III, 489 et p. 622 et suiv.

VIII. *Gage*. Est indivisible comme l'hypothèque. XXVIII, 503.

IX. *Garantie*. L'obligation et l'exception de garantie sont indivisibles. XXIV, 213-215.

X. *Hypothèque*. Indivisible dans l'intérêt du créancier. XXX, 175-186.

XI. *Indivision*. Il ne faut pas confondre l'indivision avec l'indivisibilité. XXXII, 422.

XII. *Mineur*. En matière indivisible, le mineur relève le majeur. Quand cet adage est applicable. XIX, 79.

XIII. *Obligation*. Quelles obligations sont indivisibles. Voir le mot *Obligations indivisibles*.

XIV. Obligation d'éducation et obligation alimentaire. Sont-elles indivisibles? III, 43, 68.

XV. *Partage*. L'action en partage est-elle indivisible? X, 258, 259.

XVI. *Paiement*. Est indivisible entre le débiteur et le créancier. XVII, 566-569.

XVII. *Pétition d'hérédité*. L'action est-elle indivisible? IX, 503.

XVIII. *Rapport*. L'action en rapport est-elle indivisible? X, 589.

XIX. *Rétention*. Le droit de rétention est-il indivisible? XXIX, 501.

XX. *Servitudes* : Sont indivisibles.

1. Division du fonds dominant. VIII, 278-283.

2. Division du fonds servant. VIII, 284.

3. Influence de l'indivisibilité sur la prescription. VIII, 320-324.

INDIVISION (RETRAIT D').

I. Droit de la femme commune. Voir le mot *Retrait d'indivision*.

INDIVISION (SUCCESSIONS).

I. Droits des héritiers pendant l'indivision. X, 212.

1. *Actions*. Les héritiers peuvent-ils poursuivre les débiteurs et détenteurs? X, 213, 214.

2. *Administration*. Peuvent-ils administrer? X, 217.

3. *Disposition*. Peuvent-ils aliéner, hypothéquer? X, 215.

4. *Impenses*. Quel recours l'héritier a-t-il s'il a fait des impenses? X, 218.

5. *Mandat*. Les héritiers sont-ils mandataires les uns des autres? X, 216.

II. *Obligations des héritiers pendant l'indivision*.

1. Les héritiers doivent compte de ce qu'ils reçoivent pour l'hérédité. X, 219-222.

2. *Quid du bénéfice* qu'ils font et du *dommage* qu'ils causent? X, 223, 224.

III. De l'héritier administrateur. Le tribunal peut-il nommer un administrateur provisoire à l'hérédité? Avec quels pouvoirs? X, 925, 926.

IV. Fin de l'indivision.

1. Principe de l'article 815. X, 227, 228.
2. Le principe est général. X, 229-231.
3. *Quid* si l'indivision résulte d'un fait volontaire? X, 235, 234.
4. Y a-t-il des cas de copropriété où l'indivision est forcée? X, 235.
5. Le principe ne s'applique pas aux *tergains communaux*. X, 236.
6. Il n'est pas applicable quand il n'y a pas indivision. X, 232.

V. Indivision forcée.

1. Les *cohéritiers* peuvent convenir de rester dans l'indivision. X, 237-243.
2. Le testateur peut-il défendre le partage? X, 245, 244 et XV, p. 16, a.

INDUSTRIE.

I. *Industrie et agriculture*. Le code ne se préoccupe pas des intérêts de l'industrie. Ce qu'il dit de l'agriculture doit s'appliquer à l'industrie, sauf les dispositions exceptionnelles.

1. Droit des *riverains* sur les eaux. VII, 283.
2. *Immobilisation industrielle*. V, 453.
3. La servitude d'aqueduc ne peut être établie pour des *usages industriels*. VII, 382.
4. *Servitude d'enclave*. Est générale. VIII, 89, 90.

II. *Industrie et propriété*. Conflit entre le locataire industriel et le propriétaire quant aux innovations nécessitées par les progrès de l'industrie. XXV, 254, 255.

INDUSTRIE (CHEFS D').

I. *Responsabilité* des chefs d'industrie en cas d'accidents causés par *négligence*. XX, 474-477.

1. *Quid* si les *ouvriers* sont en *faute*? XX, 483-489.

II. Les patrons sont encore responsables à titre de *commettants*. XX, 571, 573
Voir le mot *Responsabilité du fait d'autrui*.

INDUSTRIE (LIBERTÉ D').

I. Les *conventions* qui entravent la *liberté de l'industrie et du commerce* sont nulles. XVI, 140, 141.

II. Ces *conventions* sont valables si elles entravent seulement la *liberté des parties contractantes*, sans blesser l'*intérêt général*. XVI, 142.

III. *Liberté de l'ouvrier*. Interdiction d'exercer une industrie. Quand est-elle nulle? Quand est-elle *valable*? XVI, 138-139.

IV. Le *baillieur* peut-il exercer ou permettre d'exercer à un locataire une industrie similaire à celle qu'exerce un ancien locataire? XXV, 132-137.

V. Celui qui *vend un fonds de commerce* peut-il fonder un établissement qui fasse concurrence à l'acheteur? XXIV, 185.

V. *Quasi-délit et délit*. Le *dénigrement* d'une industrie rivale constitue un délit. XX, 500.

INFIRMITÉ

Société. Quand l'infirmité d'un associé est-elle une cause légitime de mettre fin à la société? XXVI, 405.

Tutelle. Cause d'excuse. IV, 504.

INGRATITUDE.

I. *Révocation des donations pour ingratitude.* XIII, 4-152.

II. *Révocation des legs pour ingratitude.* XIV, 235-274.

III. *Révocation de la substitution pour ingratitude.* XIV, 589.

INJURES.

I. *Divorce pour cause déterminée.* Injure grave. III, 190-196.

II. *Donation.* Révocation. XIII, 7-9.

1. *Quid des donations en faveur du mariage?* XIII, 19-22.

III. *Legs.* Injure à la mémoire du testateur. XIV, 235.

INONDATION.

Propriété. L'inondation change-t-elle la propriété des fonds inondés? VI, 309

Prescription. L'inondation interrompt-elle la prescription? XXXII, 83.

Responsabilité. L'inondation est-elle un fait dommageable? XX, 452.

Servitude d'écoulement en cas d'inondation. VII, 405-416 bis.

INSAISSISSABILITÉ.

1. *Biens déclarés insaisissables* par le code de procédure. XVIII, 448.

2. *Aliments.* Ne peuvent être saisis. XVIII, 448, 450.

3. *Clause d'insaisissabilité* dans les testaments. Est-elle valable? XI, 471-473.

4. *Dot.*

a. En quel sens les biens dotaux sont insaisissables. XXIV, 496, 530, 531.

b. *Quid des créances dotales?* XVIII, 449.

c. *Quid de la jouissance des biens dotaux?* XXIII, 552.

d. *Quid après la séparation de biens?* XXIII, 553-557.

5. *Droits d'usage et d'habitation.* Ne peuvent être saisis. VII, 114.

6. *Rente viagère.* Est saisissable. Quand peut-elle être stipulée insaisissable? XXVII, 297-300.

INSCRIPTION (PUBLICITÉ).

I. *Actes qui doivent être rendus publics* par la voie de l'inscription.

A. DEMANDES EN NULLITÉ OU EN RÉVOCATION. XXIX, 205-209.

I. *Demandes qui doivent être rendues publiques.*

1. Il faut une demande en nullité ou en révocation. XXIX, 210-216.

2. Il faut qu'il s'agisse d'un droit réel immobilier. XXIX, 217-219.

II. *Jugements qui doivent être inscrits.* XXIX, 220.

III. *Formalités de l'inscription.* XXIX, 222; XXXI, 44.

1. Pourquoi l'inscription et non la transcription? XXIX, 221.

2. *Quid s'il y a des mutations successives?* XXIX, 223.

IV. *Conséquences du défaut d'inscription.* XXIX, 224.

1. *Exception de non-procéder.* XXIX, 225, 226.
2. *Obligation imposée au greffier.* XXIX, 227, 228.
3. *Effet du défaut d'inscription en ce qui concerne les tiers.* XXIX, 229-234.

B. *CESSION DE CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES OU PRIVILÉGIÉES ET SUBROGATION A CES CRÉANCES.*

I. *Sont soumises à la publicité par la voie de l'inscription.* XXIX, 233.

1. *Quid de la subrogation légale?* XXIX, 236.
2. *Quid de la cession d'une hypothèque? de la dation en paiement? de la délégation?* XXIX, 237.
3. *De la saisie des rentes ou autres créances?* XXIX, 238.

II. *Forme de la publicité.* Inscription. XXIX, 239-242; XXX, I, 80-90.

1. *Les actes doivent être authentiques. Quid des procurations?* XXIX, 243.

III. *Conséquences du défaut d'inscription.*

1. *Quels sont les tiers qui peuvent l'opposer?* XXIX, 244.
2. *La loi hypothécaire déroge-t-elle au code civil?* XXIX, 245.
3. *Elle ne s'applique pas à la cession de créances non privilégiées ni hypothécaires.* XXIX, 246.
4. *Le cessionnaire n'est saisi à l'égard du débiteur que par la signification.* XXIX, 247.
5. *Quid si la créance a été cédée à un second cessionnaire? Qui est saisi à l'égard des tiers?* XXIX, 248-252.
6. *Le cessionnaire doit-il, outre l'inscription, faire la signification de la cession pour être saisi à l'égard des créanciers du cédant?* XXIX, 253.

IV. *De l'action en déclaration de créance.*

1. *But de l'action.* XXIX, 254.
2. *Quand peut-elle être intentée?* XXIX, 255.
3. *L'article 6 s'applique-t-il au subrogé?* XXIX, 256. *Au cessionnaire d'une créance privilégiée?* XXIX, 257.
4. *Conditions requises pour que le cessionnaire puisse agir.* XXIX, 258-261.
5. *Compétence et procédure.* XXIX, 262-266

C. *INSCRIPTION DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.*

Voir *Inscription hypothécaire.*

INSCRIPTION DE FAUX.

- I. *Quand y a-t-il lieu à l'inscription de faux?* XIX, 147-150. Voir le mot *Faux incident.*

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE

A. *INTRODUCTION.*

I. *Histoire de la publicité des hypothèques et privilèges.*

1. *La publicité et la spécialité sont les bases du régime hypothécaire.* XXX, 102.

2. La publicité et la loi du progrès. XXX, 161.
 3. La clandestinité romaine régnait dans toute la France. XXX, 163. Sauf dans les pays de nantissement. XXX, 164.
 4. Essais de réforme. Sully et Colbert. La réforme échoue contre l'intérêt que la noblesse avait à tromper ses créanciers. XXX, 163. D'Aguesseau se prononce pour la noblesse. XXX, 166.
 5. Plaintes des légistes. Le parlement de Flandre. XXX, 167.
 6. La Révolution nécessaire pour réformer l'abus. XXX, 165, 166.
 7. Discussion au conseil d'Etat. L'esprit traditionaliste et routinier des légistes en lutte contre la réforme. XXX, 166-171.
 8. Napoléon se prononce pour la publicité, mais avec une restriction. De là l'inconséquence du code civil en ce qui concerne, les hypothèques légales occultes. XXX, 172.
- II. De la *rétroactivité* en matière de *publicité*. I, 218, 219.

Voir le mot *Coutumes de nantissement* et le mot *Transcription*

B. INSCRIPTION DES PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

- I. Elle donne rang aux *hypothèques*. XXX, 346 (1) - 348 (2).
 1. *Quid des privilèges?* XXX, 347.
 2. L'inscription est la condition du droit de *suite*. XXX, 349, 350.
 3. Qui peut opposer le *défaut d'inscription*? XXX, 352-355.
 - a. Les *créanciers chirographaires*? XXX, 351.
- II. Où et par qui se fait l'inscription? XXXI, 1 et 2.
- III. Qui peut la requérir? XXXI, 3 (3) - 10.
 1. L'*usufruitier*? le *nu propriétaire*? VI, 416.
- IV. Sur qui l'inscription doit-elle être prise? XXXI, 11-14.
- V. *Quand* l'inscription *peut-elle*, et quand *doit-elle* être prise? XXXI, 15 et 16.
 1. En cas de *mort du débiteur*? XXXI, 17-19.
 2. En cas d'*aliénation* de l'immeuble hypothéqué? XXXI, 20, 21.
 3. En cas de *faillite* du débiteur? XXXI, 22-24. *Quid de la déconfiture?* XXXI, 25.
- VI. En vertu de *quels actes* l'inscription peut-elle être prise? XXXI, 26-30.
- VII. Comment se prend l'inscription.
 1. *Pièces* que le requérant doit présenter au conservateur. XXXI, 31, 32
 2. Des *bordereaux*. XXX, 33-37.
 3. *Quand* le conservateur doit-il inscrire? XXXI, 38.
 4. *Frais* de l'inscription. XXXI, 39, 40.

C. FORMALITÉS DE L'INSCRIPTION.

- I. Formalités *générales*. XXXI, 41-43. De l'inscription prescrite par les art. 2055 et 2056. XXXI, 44.
 1. Désignation du *créancier*. XXXI, 45-48.
 - a. Domicile d'élection. XXXI, 48-53.
 2. Désignation du *débiteur*. XXXI, 54-57.

(1) T. XXX, p. 314, lignes 10 et 12 du n° 346 : au lieu de 31, lisez 81.

(2) T. XXX, p. 316, ligne 4 du n° 347 : au lieu de 34, lisez 81.

(3) T. XXXI, p. 45, ligne 16 : au lieu de 2182, lisez 4118.

3. Indication de l'acte. XXXI, 58-61.
 4. Indication de la créance. XXXI, 62-65.
 5. Des intérêts de la créance. XXXI, 66.
 - a. Intérêts échus. XXXI, 67.
 - b. Intérêts à échoir. XXXI, 68-80.
 6. Epoque de l'exigibilité de la créance. XXXI, 81-84.
 7. Indication de la nature et de la situation des biens. XXXI, 85-87 (1).
 - II. Formalités spéciales prescrites pour l'inscription requise par les articles 3 et 5. XXXI, 44, 88-90.
 - III. Formalités spéciales pour l'inscription de l'hypothèque de l'Etat, des provinces, des communes et des établissements publics. XXXI, 91, 92 (2).
 - IV. Quand l'inscription est-elle nulle pour vice de formes? XXXI, 93-100.
- D. EFFETS DE L'INSCRIPTION.**
- I. Principe. XXXI, 101-104.
 - II. Renouvellement des inscriptions.
 1. But. XXXI, 105-107. Exception. XXXI, 108, 109.
 2. Délai. Comment compte-t-on le délai? XXXI, 111, 112.
 3. Par qui le renouvellement doit-il se faire? XXXI, 113, 115.
 4. Dans quelle forme? XXXI, 116-119.
 5. Effet du renouvellement. XXXI, 120.
 - III. Péremption. L'inscription non renouvelée est périmée. Effet de la péremption. XXXI, 120-127.
 - III. Quand les inscriptions ne doivent-elles plus être renouvelées? XXXI, 128, 129.
 1. Vente forcée. XXXI, 130-134.
 2. Vente volontaire. XXXI, 135 (3) -139.
 - a. Quid si l'acquéreur purge? XXXI, 140-144.
 3. Faillite. XXXI, 143, 146.

E. RADIATION ET RÉDUCTION DES INSCRIPTIONS.

Voir ce mot.

INSCRIPTION D'OFFICE.

- I. Le conservateur doit prendre une inscription d'office des privilèges conservés par la transcription. XXX, 97-105.

INSOLVABILITÉ.

Voir les mots *Déconfiture* et *Faillite*.

INSTANCE JUDICIAIRE.

1. Les intérêts qui courent pendant l'instance ne se prescrivent pas par cinq ans. XXXII, 476.
2. L'instance se prescrit par trente ans. XXXII, 100, 375.

(1) P. 72, ligne 3 du n° 87 : au lieu de n° 77, il faut lire : t. XXX, n° 539.

(2) P. 75, ligne 12 : au lieu de art. 85, lisez art. 89.

(3) P. 116, ligne 4 du n° 136 : au lieu de « paye » lisez purge.

INSTITUTEURS.

- I. *Maitre de pension*. A-t-il une action contre l'enfant? III, 81.
- II. *Prescription* de l'action des instituteurs. XXXII, 504.
- III. *Responsabilité*. Dommage causé par les enfants. XX, 566, 567, 569.

INSTITUTION CONTRACTUELLE.

Voir les mots *Donation par contrat de mariage aux époux* et *Donation par contrat de mariage entre époux*.

INSTRUCTION OBLIGATOIRE.

1. C'est le *droit* des enfants et l'*obligation* de l'*Etat*. Voir le mot *Enseignement*.
2. En *Belgique*, l'*Etat* a abdiqué ses *droits* et ses *devoirs*. XXX, 321.

INTERDICTION JUDICIAIRE.

- I. *But* de l'interdiction. V, 247. Voir les mots *Aliénés* et *Aliénés séquestrés*.
 1. Elle est d'*ordre public*. Conséquences qui en résultent. V, 248.
- II. *Causes* de l'interdiction. V, 249, 250.
 1. L'interdiction est-elle *obligatoire*? V, 251. Voir le mot *Aliénés séquestrés*.
 2. Le *mineur* peut-il être interdit? V, 252.
- III. *Qui peut demander* l'interdiction? V, 253-259.
 1. *Contre qui* l'action est-elle formée? V, 260.
- IV. *Procédure*.
 1. *Compétence*. V, 261, 262.
 2. *Requête*. V, 263.
 3. *Avis* du conseil de famille. V, 264-267.
 4. *Interrogatoire* du défendeur. V, 268, 269.
 5. De l'*administrateur provisoire*. V, 270-274.
 6. *Enquête*. V, 275, 276.
 7. *Débat* et *jugement*. *Recours*. V, 277-282.
 8. *Publicité* du jugement. V, 283-285.
- V. *Tutelle de l'interdit*. V, 286.
 1. *Organisation* de la tutelle.
 - a. Elle est *dativ*e, sauf la tutelle du mari. V, 287-290, 291.
 - b. *Qui peut être nommé tuteur*? V, 291.
 - c. *Durée* de la tutelle. V, 293.
 2. *Droits* du tuteur sur la personne et sur les biens de l'interdit. V, 294-296.
 3. De la *dotation* et des *conventions matrimoniales* des enfants de l'interdit. V, 297-299.
- VI. *Mainlevée* de l'interdiction. V, 329-333.
Voir le mot *Interdit*.

INTERDICTION LÉGALE.

- I. N'existe plus en *Belgique*. I, 404; V, 246.
- II. *Dispositions* du code pénal belge sur l'interdiction spéciale de certains droits politiques et civils. V, 246.

INTERDIT.**I. Capacité.**

1. L'interdit est frappé d'incapacité quant aux actes pécuniaires. V, 304-307.
 - a. L'article 502 est-il applicable aux donations et testaments? XI, 108 et 108 bis.
 - b. *Durée de l'action en nullité.* XIX, 22, 46, 47.
 - c. Effet de l'annulation. XIX, 66-70. Voir le mot *Action en nullité*, D, et le mot *Confirmation*.
2. *Quid des actes moraux?* V, 308-310.
3. Des *actes antérieurs* à l'interdiction.
 - a. Principe. V, 311, 312.
 - b. Disposition spéciale de l'article 503. V, 313-319.
 - c. Est-elle applicable aux *donations et testaments*? XI, 109.
4. *Actes faits par un aliéné non interdit.*
 - a. Le droit commun. V, 323.
 - b. Disposition exceptionnelle de l'article 504. V, 324-327.
 - c. L'article 504 s'applique-t-il à toute espèce d'actes? V, 328.
 - d. Notamment aux donations et testaments? XI, 110.

II. Cautionnement des obligations de l'interdit. XXVIII, 135, 136, 140.**III. Conventions matrimoniales.**

1. L'interdit peut-il faire un contrat de mariage? XXI, 37.
- 2 S'il se marie sans contrat, il est soumis au régime de la communauté légale. XXI, 18.

IV. Désaveu. L'interdit peut-il exercer l'action en désaveu? III, 436.**V. Divorce.** L'interdit peut-il demander le divorce? III, 216.**VI. Domicile de l'interdit.** II, 89.**VII. Donation.** Acceptation des donations faites à l'interdit. XII, 245, 251.**VIII. Hypothèque légale.** L'interdit a une hypothèque légale régie par les principes de l'hypothèque légale du mineur. XXX, 245.**IX. Mandat.** Prend fin par l'interdiction des parties contractantes. XXVIII, 90.**X. Mari interdit.** Qui autorise la femme? III, 130, 131.**XI. Mariage.** L'interdit peut-il se marier? II, 285-288.**XII. Partage.** L'interdit peut-il agir? X, 245.**XIII. Prescription.** Suspendue en faveur de l'interdit. XXXII, 51.**XIV. Puissance paternelle.** Qui l'exerce en cas d'interdiction du père? IV, 262**XV. Reconnaissance.** L'interdit peut-il reconnaître un enfant naturel? IV, 36.**XVI. Rétroactivité des lois sur l'interdiction.** I, 191.**XVII. Société.** Prend fin par l'interdiction d'un associé. XXVI, 384.**XVIII. Statut.** L'interdiction forme un statut personnel. I, 152.**XIX. Succession.** Acceptation et renonciation. IX, 287.**XX. Tutelle.** L'interdit ne peut être tuteur. IV, 315.**INTERÊT GÉNÉRAL. INTERÊT PUBLIC.****I. Lois d'intérêt général ou public.** Il n'est pas permis d'y déroger. I, 53.**II. Quelles lois sont d'intérêt général ou public?** I, 58-67.

III. Les *prohibitions* établies dans un *intérêt général* constituent une *cause illicite*. XVI, 143-148. Voir le mot *Cause*.

IV. Est-il vrai que l'*intérêt général* l'emporte sur le *droit des particuliers*? VI, 132. Voir le mot *Salut public*.

V. Le *droit de l'Etat* l'emporte sur le *droit des individus*. VI, 132; 1, 160-166.

VI. *Prescription*.

1. On ne prescrit pas contre l'*intérêt général*. XXXII, 236.

2. Application aux droits patrimoniaux. XXXII, 240.

INTÉRÊT MORAL.

I. En général, l'*intérêt moral* ne suffit pas pour agir. Il y a exception :

1. Le dommage moral suffit pour qu'il y ait *délit civil* et action en dommages intérêts. XX, 395-397, 399.

2. L'*intérêt de la famille* donne le droit d'agir en cas d'*usurpation de nom*. XX, 398.

3. Les *ascendants* peuvent former *opposition au mariage* dans un *intérêt moral*. II, 377, 390, 407.

4. Les *ascendants* peuvent demander la nullité du mariage s'ils y ont un *intérêt moral*. II, 489.

II. Un *intérêt moral* ne suffit pas pour créer une obligation. XVI, 81.

1. Sauf dans les donations. XVI, 115.

INTÉRÊTS.

I. *Ancien droit*. La stipulation d'*intérêts* était prohibée. XVI, 314.

1. Le droit divin de l'Eglise et la réalité. XXVI, 513.

2. La perfection évangélique et la cupidité cléricale. XXVII, 3.

II. *Le code civil*. XXVI, 513.

1. Le taux de l'*intérêt*.

a. Code civil et loi de 1807. XXVI, 524, 525.

b. La loi belge. XVI, 315; XXVI, 526.

III. *Fruits civils*. VI, 199, 200.

IV. *Prescription quinquennale*. XXXII, 444-458.

V. *Rétroactivité*. Les *intérêts conventionnels* forment un *droit acquis*. I, 194.

VI. *Usufruit*. Droit de l'*usufruitier*. VI, 394-402.

1. *Communauté. Actif*. XXI, 237-250.

2. *Régime dotal*. XXIII, 479-483, 571-574.

INTÉRÊTS COMPENSATOIRES.

I. L'article 1153 ne s'applique pas aux *intérêts compensatoires*. XVI, 309, 326.

1. Les dommages-intérêts prononcés pour un *délit criminel* sont des *intérêts compensatoires*. Abus de confiance. XVI, 310, 327.

2. Il en est de même des dommages-intérêts prononcés pour un *délit civil*. Jurisprudence. XVI, 311, 312, 328, 329.

3. A partir de quelle époque courent les *intérêts compensatoires*? XVI, 330-332.

INTÉRÊTS MORATOIRES.

I. Qu'entend-on par *intérêts moratoires*? XVI, 305.

1. Ils sont fixes. XVI, 306.

- a. Quand même il y aurait *dol*. XVI, 307.
 - b. Et quel que soit le dommage causé. XVI, 308.
 - c. A moins qu'il n'y ait lieu à des intérêts compensatoires. Voir ce mot.
- 2. Il y a exception.
 - a. Pour la lettre de change et
 - b. Pour le cautionnement. XVI, 313.
- II. Quand les intérêts moratoires sont-ils dus?
 - 1. *Convention*. XVI, 314.
 - a. Taux de l'intérêt légal. XVI, 316, et de l'intérêt conventionnel. XVI, 315, 317. Voir le mot *Intérêts*
 - 2. *Loi*. Cas dans lesquels l'intérêt court de plein droit. XVI, 318.
 - 3. *Jugement*.
 - a. Il faut une *demande judiciaire*. XVI, 319 (1).
 - b. Faut-il que le créancier demande les intérêts? XVI, 320-322.
 - c. La demande d'une créance non liquide fait-elle courir les intérêts? XVI, 323.
 - d. *Quid* de la demande portée devant un tribunal incompétent? XVI, 324.
 - e. La demande en justice peut-elle être remplacée par des actes équipollents? XVI, 325.
 - 4. *Des exceptions admises par le code à la règle de l'article 1153*. XVI, 333.
 - a. *Quid* du compte courant? XVI, 334.
 - b. Des ventes commerciales? XVI, 335.
 - c. En matière de droit fiscal? XVI, 336.
 - d. Des dommages-intérêts prononcés sous forme de *laissé pour compte*? XVI, 337.
- II. *Capitalisation des intérêts*
 - 1. Pourquoi l'anatocisme était-il jadis prohibé, et est-il encore maintenant soumis à des restrictions? XVI, 338-340.
 - 2. Conditions requises pour que l'anatocisme soit valable. XVI, 341-347.
 - 3. Ces conditions sont-elles applicables aux comptes courants commerciaux? XVI, 348.
 - 4. En matière de *tutelle*, il y a des dispositions spéciales sur la *capitalisation des intérêts*. XVI, 349.
- III Cas prévus par l'article 1153.
 - 1. Ne concernent pas la capitalisation, sauf la disposition concernant les arrérages. VI, 231; XVI, 330.
 - 2. Les prestations de l'article 1153 produisent-elles intérêt d'après le droit commun? XVI, 351, 352.
 - 3. Les intérêts produits en vertu de l'article 1153 produisent-ils à leur tour des intérêts? XVI, 353.
- IV. *Imputation*. L'article 1254 s'applique-t-il aux intérêts moratoires? XVII, 606.

(1) T. XVI, p. 330, ligne 8 : au lieu de 4474, lisez 474.

V. *Prescription quinquennale*. S'applique-t-elle aux intérêts moratoires ? XVI, 447-458.

INTÉRÊTS (SOCIÉTÉ DE COMMERCE).

Ces intérêts sont meubles. V, 502-503.

INTERPOSITION DE PERSONNES

I. Corporations religieuses.

1. Libéralités frauduleuses par personnes interposées. XI, 172, 175-178.
2. Ces libéralités sont inexistantes. Conséquences. XI, 180-185.

II. Disposition entre époux.

1. Faites par personnes interposées, elles sont nulles. XV, 404-407.
2. A quels cas s'applique l'article 1099 ? XV, 408.
3. Quelles personnes sont présumées interposées. XV, 409, 410.
 - a. Quand la présomption d'interposition cesse-t-elle ? XV, 411.
 - b. Comment se prouve l'interposition. XV, 412.
4. L'article 1100 s'applique-t-il aux donations faites entre époux pendant le mariage ? XV, 413.
5. De l'action en nullité. XV, 414-416.

III. Incapables.

1. Libéralités faites à des incapables par personnes interposées. Sont nulles. XI, 388, 389, 421. Voir le mot *Fidéicommiss*.
2. Personnes présumées interposées. XI, 398-401.
 - a. Effet de la présomption. XI, 402-405.
 - b. Quand la présomption cesse. XI, 406-408.
3. Personnes interposées de fait. XI, 409-418.
4. A quelles incapacités s'applique l'article 911. XI, 419, 420.
5. De l'action en nullité. Caractère et effet de la nullité. XI, 421-426.

IV. Rapport.

1. Dispense de rapport (art. 847, 849). Y a-t-il présomption d'interposition ? X, 559-561.
2. Donations indirectes par personnes interposées. Sont rapportables. II n'y a pas présomption d'interposition. X, 603, 604.

V. *Vente* par personne interposée au profit des administrateurs et mandataires. Est nulle. XXIV, 49.

INTERPRÉTATION DES CONVENTIONS.

I. Conventions en général. Règles d'interprétation établies par les articles 1156-1164. XVI, 500-513.

II. *Aveu*. Le juge a le droit d'interpréter l'aveu, mais sans pouvoir le diviser. XX, 213-216.

III. Cautionnement.

1. Est de stricte interprétation. XXVIII, 167-169.
2. Cautionnement limité. XXVIII, 170-173.
3. Cautionnement illimité. XXVIII, 174-179.

IV. Communauté conventionnelle.

1. Règle d'interprétation. XXIII, 118, 119.
2. Les clauses de communauté conventionnelle sont de stricte interpréta-

tion, mais il faut toujours tenir compte de l'intention des parties contractantes. XXIII, 253, 328-330, 347, 389.

V. *Droits légaux*. Sont de stricte interprétation. Pas de droit *légal* sans loi.

1. *Domicile légal*. N'existe qu'en vertu de la loi. II, 83.

2. *Hypothèque légale*. N'existe qu'en vertu de la loi. La loi seule la crée. Elle n'est jamais conventionnelle. XXX, 189, 280, 381-385.

3. *Intérêts légaux*. Ne sont dus que dans les cas déterminés par la loi. XVI, 318.

4. *Mariage*.

a. Droit d'*opposition*. N'existe que dans les cas et sous les conditions que la loi établit. II, 375.

b. *Nullité*. Le mariage ne peut être annulé que dans les cas et sous les conditions établis par la loi. II, 430-433.

5. *Obligations*. L'interprète ne peut pas créer des obligations. II, 216.

6. *Servitudes légales*. N'existent qu'en vertu de la loi. VII, 457.

7. *Solidarité légale*. Il faut une loi, et la loi est de stricte interprétation. Conséquences qui en résulte quant à la solidarité que l'on admet en matière de délits civils. XVII, 288, 291, 319, 324, 325.

8. *Subrogation*

a. *Légale*. Exige une loi. XVIII, 6, 7.

b. De même la *subrogation réelle*.

i. Échange en matière de communauté. XX, 354-358. Du régime dotal. XXIII, 535-539.

ii. Bonne foi. XX, 369, 367, 379.

VI. *Droits légaux* qui sont fondés sur la volonté présumée des parties contractantes ; ils sont interprétés d'après le droit commun.

1. La communauté légale. XXI, 199.

2. La condition résolutoire tacite. XVII, 122, 156.

3. L'imputation légale. XVII, 615, 624.

VII. *Exceptions*. Les dispositions exceptionnelles sont de stricte interprétation. Voir les mots *Exception* et *Interprétation de la loi*.

1. *Communauté et régime dotal*. XXI, 150.

2. *Les servitudes* :

a. Sont une dérogation à la *liberté* des fonds, et à ce titre de *stricte interprétation*. VII, 175, 176.

b. Interprétation des servitudes par *titre*, VII, 225-234 ; par *destination du père de famille* ; VII, 235 et par la *possession*. VII, 236-238.

VIII. *Intention* des parties contractantes. Est une question de fait qu'on essaye vainement de décider *a priori*. XXIV, p. 199, a.

IX. *Louage*.

1. Principe d'interprétation. XXV, 35.

2. Clauses concernant la *cessation* du bail. XXV, 317.

3. Clauses obscures. XXV, 99, 100.

4. Clauses prohibant de céder ou de sous-louer le bail. XXV, 214-219

X. *Mandat*.

1. Est de stricte interprétation. XXVII, 432-434.

2. Applications. XXVII, 435-443.

XI. *Renonciation*. Est de stricte interprétation, IX, 427, et notamment la renonciation tacite.

1. *Renonciation du légataire*. XIII, 153.

2. *Renonciation à la réduction*. XII, 162.

3. *Renonciation à un droit réel* :

a. *Hypothèque*. XXXI, 378-380.

b. *Servitude*. VIII, 336; 338.

c. *Usufruit*. VII, 711.

XII. *Servitudes*.

1. Principe d'interprétation. VII, 175-177.

2. Interprétation des titres constitutifs de servitudes. VIII, 225-234, 256-262.

XIII. *Transactions*. Règle d'interprétation. XVIII, 329.

XIV. *Usufruit*. Interprétation des actes contenant une constitution d'usufruit. VII, 341-345.

XV. *Vente*. Interprétation des clauses obscures. XXIV, 153.

XVI. *Volonté tacite*. Quand on peut l'admettre. Exemple. *Acceptation tacite d'une succession*. IX, 299.

INTERPRÉTATION DES JUGEMENTS.

I. En quel sens et sous quelles conditions les juges ont-ils le droit d'interpréter leurs jugements? XX, 148.

II. Ils ne peuvent, sous couleur d'interprétation, modifier leurs décisions. XX, 150.

III. Exemples d'arrêts interprétatifs. XX, 149.

INTERPRÉTATION DES LEGS.

I. Le juge peut-il interpréter la volonté du testateur? XIII, 125-127.

1. Doit-il interpréter le testament par lui-même ou peut-il admettre la preuve de faits extrinsèques? XIV, 156-161 (1); XIII, 487.

II. *Date* du testament.

1. Peut être rectifiée par des preuves tirées du testament. XIII, 194-197.

2. *Quid* par des preuves extérieures? XIII, 198, 199.

III. *Expressions*.

1. Faut-il que le testateur se serve d'expressions qui marquent l'intention de disposer à cause de mort? XIII, 176, 177.

2. La qualification du legs, quand elle est impropre, cède devant la volonté du testateur. XIII, 527, 528.

3. *Désignation du légataire*. Interprétation de la volonté du testateur. Le juge peut-il avoir égard aux faits et circonstances? XIII, 487-490.

IV. *Règles d'interprétation*. XIII, 488, 489.

1. Faut-il s'attacher au sens littéral, comme dans l'interprétation des lois? XIV, 152-153.

2. Comment peut-on connaître l'intention du testateur? XIV, 153.

(1) T. XIV, table, p. 687, n° 159 et 161 : au lieu de *intrinsèque*, lisez *extrinsèque*.

3. Le juge peut-il corriger des erreurs de rédaction ? XIV, 162.
4. En cas de doute le juge doit-il se prononcer pour le légataire ou pour l'héritier ? XIV, 163.
5. Exemples d'interprétation des legs. XIV, 164 (1) -170.
 - a. Legs de l'argent. XIII, 164, 165.
 - b. Legs fait avec assignat. XIII, 170.
 - c. Legs d'une créance. XIII, 166.
 - d. Legs fait par un débiteur à son créancier. XIII, 164.
 - e. Legs des billets, des obligations, du portefeuille du testateur. XIII, 167.
 - f. Legs de la communauté. XIII, 168.
 - g. Legs d'une maison avec ce qui s'y trouve, et legs analogues. Voir les mots *Maison meublée*, *Maison avec ce qui s'y trouve*, 2.
6. Sens des mots *enfants*, *neveux*, *cousins*. XIV, 491-504. Voir ces mots.
- V. *Substitutions*. Interprétation des substitutions. XIV, 486-505.

INTERPRÉTATION DES LOIS.

A. RÈGLES GÉNÉRALES.

- I. Toute loi a besoin d'être interprétée. I, 269, 270.
- II. *Interprétation grammaticale* ou du *texte*. I, 272.
 1. Autorité du *texte*, quand le sens de la loi est clair. I, 273. Voir les mots *Esprit de la loi*, *Texte de la loi*. Comparez les développements que j'ai donnés de ce principe fondamental dans la *Préface* de mon *Cours élémentaire de droit civil*, p. 12, § II.
- III. *Interprétation logique*, ou de l'*esprit* de la loi.
 1. *Histoire* du droit. I, 274. Voir le mot *Tradition*.
 2. *Travaux préparatoires*. Voir les mots *Conseil d'État*, *Discours des orateurs* et *Travaux préparatoires*.
- IV. L'interprétation *doctrinale* n'a qu'une autorité de raison. I, 280.
 1. De la *jurisprudence*. I, 281. Voir ce mot et
- V. *Interprétation authentique*.
 1. Quand il y a lieu à interpréter la loi par autorité législative. I, 282-283.
 2. *Effet* de l'interprétation authentique. La loi interprétative régit le passé. I, 167 et 286.

B. RÈGLES SPÉCIALES.

- I. *Analogie*. I, 276. Voir ce mot.
- II. *Argument a contrario* tiré du silence de la loi. I, 279. Voir ce mot.
- III. *Distinction*. Quand peut-on, quand ne peut-on pas *distinguer* ? I, 278. Voir le mot *Distinction*.
- IV. *Exceptions*. Sont de stricte interprétation. I, 277. Voir le mot *Exception*.
 1. *Dispositions exceptionnelles*. Sont d'interprétation étroite. Telles sont :
 - a. Les incapacités de succéder. VIII, 530.

(1) T. XIV, table, p. 687, n° 164. Ajoutez au commencement : *Du legs fait par le débiteur à son créancier*.

b. Les incapacités de disposer et de recevoir. XI, 163, 166.

c. L'indignité. IX, 2. L'ingratitude. XIII, 1-13; XIV, 253.

2. Les *privileges* :

a. Des créanciers. XXIX, 306, 317.

b. De la femme pour l'exercice de ses *reprises*. XXII, 516-519. Elle ne peut pas les exercer contre les autres créanciers. XXII, 524-534.

3. *Prescription*. Les causes de suspension. XXXII, 37-39.

4. Les *présomptions légales*. XIX, 606, 607, 608, 624.

a. Telles sont les présomptions de l'article 918. XII, 118, 119.

b. Les présomptions des comourants. VIII, 518-522.

c. Les présomptions d'*interposition* de personnes. XI, 394; XV, 409-413.

5. Les cas dans lesquels la *preuve testimoniale* est admise. XIX, 401.

6. La *responsabilité du fait d'autrui*. XX, 550-551.

7. Les dispositions des divers cas de *retour légal*. IX, 163, 166.

8. Le *retrait successoral*. X, 343.

V. *Fictions*.

1. Ne peuvent être établies que par la loi et doivent être restreintes dans les limites qu'elle trace. Exemple, le droit de représentation. IX, 54, 53.

2. A moins qu'elles ne forment un principe général, tel que :

a. La fiction établie en faveur de l'*enfant conçu*. Voir le mot *Conception*, II,

b. Et la fiction de l'article 883. X, 393-396, 402, 413, 432-433.

3. Les *personnes civiles* sont des fictions à tous égards. I, 288-291, 299-303. Voir le mot *Personne civile*.

VI. Les *inconvenients* qui résultent de la loi ne peuvent pas être invoqués contre la loi. II, p. 106, *in*, p. 523, a; XXI, n° 376, p. 431 et suiv. et 432, a; XXVIII, p. 472, *in*. Ni des *conséquences* absurdes auxquelles la loi conduit. IV, p. 197, a, p. 474 et suiv. Voir la *Préface* de mon *Cours élémentaire*, p. 68, II.

VII. Il faut, avant tout, voir quel est l'*objet de la loi*, sinon on fait dire au législateur ce qu'il n'a pas entendu dire. II, 68; XXII, 531; XXV, 202, 307; XXIX, 178. (Comparez la *Préface* de mon *Cours élémentaire*, p. 65, § 6, I.)

INTERPRÈTES.

I. Dans l'ancienne jurisprudence, les interprètes faisaient le droit. Voir le mot *Pothier*.

II. Sous l'empire du code ils ne font qu'interpréter la loi qui les enchaîne. II, p. 517, a, b.

III. Sans pouvoir la *corriger* ni la *modifier* par quelque *considération* que ce soit. Voir le mot *Équité*.

IV. L'interprète ne doit pas être plus sage que la loi, II, 257, p. 324, *in*. (*Merlin*), II, p. 448, a (cour de Bruxelles), III, p. 600, a (cour de cassation).

V. Les interprètes continuent à faire le droit comme le faisait Pothier. Voir le

mot *Code Napoléon critique* et la *Préface* de mon *Cours élémentaire*, p. 61, II. Par exemple :

- a. En matière d'absence. II, 124-133.
- b. Administration légale du père. L'interprète ne peut pas établir des règles que, par leur nature, le législateur seul peut établir IV, 297-300.
- c. Droits appartenant aux étrangers. I, 405 et suiv.
- d. Emancipation. V, p. 220 et suiv., p. 224, a, p. 226, a, p. 229 et suiv., p. 249.
Une curatelle légale sans loi. V, p. 234, in.
- e. Filiation des enfants naturels. IV, 6 et suiv.
- f. Incapacité des prodigues et faibles d'esprit. V, p. 444, in. et n° 371.
- g. Succession. Bénéfice d'inventaire. X, 143. Partage provisionnel. X, 285. Rapport. X, 546, 547, 556 bis, 573 et suiv.
- h. Donations et testaments. Formes des donations. XII, 222, 223.
Testament olographe, force probante. XIII, 229-249.
Légitaires, paiement des dettes. XIV, 101-104.
Disponible entre époux. XV, 350, 361-371.
- i. Obligations conventionnelles :
Action paulienne. XVI, 483-485.
Chose jugée. XX, 118-123.
Solidarité imparfaite. XVII, 313-317.
- k. Contrat de mariage. L'inaliénabilité de la dot mobilière. XXIII, 540-547.
- l. Vente. Promesse de vente. XXIV, 21. Vente de la chose d'autrui. XXIV, 103.
- m. Louage. Transformé en droit réel. XXV, 9-30.
- n. Droit de rétention. XXVIII, 508; XXIX, p. 340-343.
- o. Prescription. Suspension. XXXII, 42.

VI. Les nouveautés.

1. La thèse de Benech, XV, 348.
2. Les nouveautés de Demolombe, Marcadé et Troplong. Voir ces mots.
3. Elles tendent à faire un nouveau code civil. XXVIII, 508.
4. En Belgique, ces innovations ne trouvent pas faveur. XXVIII, p. 508 et suiv.

VII. Travaux préparatoires. Les nouveaux interprètes en abusent. Voir le mot *Travaux préparatoires*.

INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES.

1. Les parties peuvent se faire interroger en toute matière et en tout état de cause. XX, 163.
2. Le juge de paix siégeant en conciliation a-t-il le droit d'ordonner un interrogatoire? XIX, 508. Voir le mot *Aveu*.
3. Les interrogatoires forment un *aveu judiciaire*. En quel sens le principe de l'indivisibilité ne s'applique pas à l'interrogatoire. XX, 199; XIX, 509.
4. L'interrogatoire peut former un commencement de preuve par écrit, Pouvoir discrétionnaire du juge. XIX, 504-506.

5. On n'applique pas le principe de l'*indivisibilité de l'aveu* quand l'interrogatoire est invoqué comme commencement de preuve par écrit. XX, 200.
6. Comment se font les interrogatoires quand il s'agit d'un *établissement public*? XIX, 507.

INTERRUPTION DE LA PRESCRIPTION.

- I. Qu'est-ce que l'interruption? En quoi diffère-t-elle de la suspension? XXXII, 77.

II. Interruption *naturelle* et *civile*. XXXII, 78.

A. INTERRUPTION NATURELLE.

I. Conditions.

1. Dépossession par un tiers. XXXII, 79, 80.
 - a. Caractère de la *dépossession*. *Quid* si elle est violente? XXXII, 82.
2. Durée de la dépossession. XXXII, 81.
3. L'inondation opère-t-elle dépossession? XXXII, 83.
4. A quelle prescription s'applique l'interruption civile? XXXII, 84.

B. INTERRUPTION CIVILE.

I. Définition. Caractères que doit avoir l'acte interruptif. XXXII, 85-87.

1. Celui qui a deux droits et qui réclame l'un, interrompt-il la prescription pour le droit qui n'a pas fait l'objet de la demande? XXXII, 88-90.
2. L'acte interruptif doit être signifié à celui qui poursuit XXXII, 91.

II. Des actes interruptifs.

1. *Citation en justice*. Définition et applications. XXXII, 92, 93.
 - a. *Quid* si elle est nulle en la forme? XXXII, 94-96.
 - b. Si elle est faite devant un tribunal *incompétent*? XXXII, 97.
 - c. Quand la citation est considérée comme non avenue. Désistement. Péremption. Rejet. XXXII, 98-101.

2. *Citation en conciliation*.

- a. Sous quelle condition interrompt-elle la prescription? XXXII, 102, 103.
- b. *Quid* si elle n'était pas obligatoire? XXXII, 103.
- c. *Quid* si les parties comparaissent volontairement? XXXII, 104.

3. *Commandement*. Conditions. XXXII, 106-108.

- a. La sommation de délaisser ou de payer interrompt-elle la *prescription* de l'action hypothécaire contre le tiers détenteur? XXXII, 108.

- b. Les autres actes extrajudiciaires n'interrompent pas la prescription. XXXII, 110-112.

- a. Le commandement interrompt-il la prescription *acquisitive*? XXXII, 113.

4. *Compromis*. En quel sens il interrompt la prescription. XXXII, 118.

5. *Reconnaissance*. Définition. XXXII, 119.

- a. Conditions. La reconnaissance doit émaner du débiteur ou du possesseur. XXXII, 123.

- b. Capacité requise pour faire une reconnaissance. XXXII, 124, 125.
- c. Faut-il une acceptation du créancier ou du propriétaire? XXXII, 120, 121.
- d. La reconnaissance peut-elle résulter d'actes faits avec des tiers? XXXII, 122.
- e. Elle peut être *expresse* ou *tacite*. XXXII, 126.
- f. Reconnaissance expresse. *Preuve*. XXXII, 128-129.
- g. Reconnaissance tacite. XXXII, 129. *Preuve*. XXXII, 130-134.
- h. Comment le créancier peut-il interrompre la prescription? XXXII, 133, 136.
- i. Et le créancier hypothécaire? XXXI, 399, 400.
- 6. *Saisie*.
 - a. Toute saisie, même la saisie-arrêt. XXXII, 114, 115.
 - b. Conditions. Forme. XXXII, 116.
 - c. La saisie interrompt-elle la *prescription acquisitive*? XXXII, 117.

C. EFFET DE L'INTERRUPTION SUR LE COURS ET LES CONDITIONS DE LA PRESCRIPTION.

- I. Elle efface le temps qui a couru, elle n'empêche pas une nouvelle prescription de commencer. XXXII, 160.
 - 1. Application à l'interruption *naturelle*. XXXII, 161.
 - 2. Application à l'interruption *civile*. XXXII, 162-166.
 - 3. Application à la *reconnaissance*. Dans quels cas y a-t-il une différence quant au *cours de la prescription*? XXXII, 167.
- II. Les conditions requises pour la prescription ne sont pas changées, en principe.
 - 1. Application au temps requis pour prescrire. XXXII, 168.
 - 2. Application à la *bonne foi*. XXXII, 169.

III. La reconnaissance fait-elle exception à la règle? XXXII, 170-172.

D: CONSÉQUENCES DE L'INTERRUPTION.

- I. Elle ne s'étend pas d'une chose ni d'une quantité à l'autre, sauf quand l'une des choses est une *dépendance* de l'autre. XXXII, 137-139.
 - 1. *Quid des actions universelles*? XXXII, 140.
- II. Elle ne s'étend pas d'une action à l'autre, sauf quand une action est comprise *virtuellement* dans l'autre. XXXII, 141-143.
- III. L'interruption naturelle profite à tous. XXXII, 144.
- IV. L'interruption civile ne s'étend pas d'une personne à l'autre. XXXII, 143, 146.
 - 1. Application du principe aux cohéritiers pendant l'indivision. XXXII, 147, 148.
- V. Des *exceptions* que reçoivent ces principes.
 - 1. *Indivisibilité*. XVII, 396, 397, 423
 - 2. *Solidarité*.
 - a. Interruption faite par un *créancier solidaire*. XVII, 383.
 - b. Interruption faite contre un débiteur solidaire. XVII, 304-309
 - 3. *Quid de l'action hypothécaire* du créancier contre l'héritier détenteur du fonds hypothéqué? XXXII, 150.

4. Interruption faite contre la *caution* ou contre le *débiteur principal*. XXXII, 151, 152.

5. Le *principe* et les *exceptions* s'appliquent-ils à la *reconnaissance*? XXXII, 153.

VI. *Exceptions virtuelles*. Y en a-t-il et sur quoi se fondent-elles? XXXII, 154.

1. Interruption faite par le créancier antichrésiste ou gagiste. XXXII, 158.

2. Interruption résultant de la demande en garantie. XXXII, 156.

3. Interruption faite par l'*héritier apparent*. XXXII, 159.

4. Interruption faite par le nu propriétaire ou par l'*usufruitier*. XXXII, 157.

5. Interruption faite par le créancier saisissant. XXXII, 155.

E. LES PRINCIPES DE L'INTERRUPTION REÇOIVENT LEUR APPLICATION A TOUTE PRESCRIPTION.

I. A la prescription de dix ans de l'article 1304. XIX, 3.

II. Au non-usage en matière de servitudes. VIII, 296.

III. Au non-usage en matière d'*usufruit*. VII, 61.

INTERVERSION DE LA POSSESSION.

Voir le mot *Possession*.

INVENTAIRE.

I. Cas dans lesquels la loi prescrit l'inventaire comme garantie.

1. *Absence*. Les envoyés en possession provisoire doivent faire inventaire II, 172.

2. *Communauté conventionnelle*.

a. Communauté d'acquêts. XXIII, 172-189.

b. Clause de réalisation. XXIII, 219, 220.

c. Clause de partage inégal. XXIII, 377.

d. Clause de reprise d'apports. XXIII, 343, 344.

e. Clause de séparation de dettes. XXIII, 307-310.

3. *Communauté légale*.

a. L'*époux survivant* doit faire inventaire. XXII, 177-193.

b. La *femme* doit faire inventaire pour conserver la faculté de *renoncer*, XXII, 395-405; ainsi que les *héritiers* de la femme. XXII, 428-433.

c. Quand il doit être fait inventaire des successions échues aux époux. XXI, 458, 459, 463, 466.

4. *Exécuteur testamentaire*. Doit faire inventaire. XIV, 356-358.

5. *Frais d'inventaire*. Sont-ils *privilégiés* à l'égard de tous les *créanciers*? XXIX, 329, 330.

6. *Succession*.

a. Acceptation sous *bénéfice d'inventaire*. IX, 381-386.

b. *Succession vacante*. X, 197.

c. *Successions irrégulières*. Quels successeurs doivent faire inventaire. IX, 248.

7. *Substitution*. Le tuteur doit faire inventaire. XIV, 548.

8. *Tutelle*. Le tuteur doit faire inventaire. V, 8-11.

9. *Usufruitier*. Doit faire inventaire. VI, 492-504.

INVENTION.

Voir les mots *Occupation, Épaves, Trésor.*

INVESTISON (SERVITUDE).

Voir le mot *Tour de l'échelle.*

IRRIGATION (SERVITUDES D').

- I. Servitude d'appui. Voir le mot *Appui.*
- II. Servitude d'aqueduc. Voir le mot *Aqueduc.*
- III. Servitude d'écoulement. Voir le mot *Écoulement.*
- IV. *Dispositions générales* applicables à toutes ces servitudes. VII, 403, 404.

IVRESSE.

1. Quand elle est absolue, il n'y a pas de consentement, donc pas de contrat. XV, 453.
2. L'ivresse est aussi une cause de nullité ou d'inexistence des *testaments*. XI, 121.

J**JÉSUITES.**

1. Un jésuite peut-il être *mandataire*? Doctrine de Troplong sur les *cadavres*. XXVII, 394.
2. *Suppression* des jésuites. I, 313. Voir les mots *Associations religieuses, Personnes civiles.*

JEU ET PARI.

- I. Notions du jeu et du pari.
 1. Les dettes de jeu sont-elles des dettes naturelles? XVII, 19.
 2. Le *jeu* et le *pari* sont-ils des *contrats civils*? XXVII, 194.
 3. Le jeu et le pari ne donnent lieu, en général, à aucune *action*. XXVII, 196, 197.
 4. *Exception* pour les *jeux corporels*. XXVII, 199, 200.
- II. *Effet* de la convention de jeu. Du *défaut d'action*.
 1. Qui peut l'opposer? Le tribunal? XXVII, 201-203.
 2. Le perdant qui a signé des billets peut-il opposer l'exception de jeu au tiers porteur? XXVII, 204.
 - a. Peut-il réclamer la restitution des billets? XXVII, 203.
 - b. *Quid* des billets qui énoncent une fausse cause? XVI, 169-173.
- III. De l'exception de *payement volontaire*. XXVII, 207 (1).
 1. Qu'entend-on par *payement volontaire*? XXVII, 208. Applications. XXVII, 213-215.
 2. Quand, par exception, le débiteur est-il admis à répéter ce qu'il a payé? XXVII, 209.
 3. L'article 1967 s'applique-t-il aux incapables? XXVII, 211.
 - a. De la femme mariée qui joue à la Bourse avec mandat ou autorisation du mari. XXVII, 212.

(1) T. XXVII, p. 230, n. 207, ligne 6 : après le mot *acquittées*, ajoutez (art. 1235).

IV. La convention de jeu produit-elle d'autres effets? XXVII, 216.

1. Peut-elle être *cautionnée*? XXVII, 218.
2. *Communauté d'acquêts*. XXIII, 134.
3. Peut-elle être garantie par un *gage*? Le nantissement vaut-il paiement? XXVII, 219.
4. Le *mandat de jouer* et de *payer* est-il valable? *Quid* du simple mandat de payer? XXVII, 222.
5. *Novation*. Les dettes de jeu peuvent-elles être novées? XXVII, 217.
6. Le *prêt* fait au joueur est-il valable? XXVII, 220, 221.

V. Voir le mot *Bourse* (*Jeux de Bourse*).

JONCTION DE POSSESSION.

Voir le mot *Prescription acquisitive*, A, II.

JOSEPH II.

Traité d'*impie vaurien* par un *professeur de l'ancienne université de Louvain* à propos du *pouvoir de l'Etat* sur le *mariage*. II, 264, p. 333.

JOUR (PRESCRIPTION).

1. Comment on compte les *jours*. XXXII, 331.
2. Le premier jour du délai n'est pas compté. XXXII, 332.

JOUR FÉRIÉ.

1. *Calcul des délais de la prescription*. XXXII, 335.
2. *Inscription hypothécaire*. Renouvellement. XXXI, 111.

JOURS (SERVITUDE).

Voir le mot *Vues et jours*

JUGE.

I. *Avenir*. En quel sens et pourquoi le juge ne peut pas statuer pour l'avenir.

- 1, 264.
1. Cas dans lesquels ces décisions contreviennent à l'article 3 du code civil. I, 265.
2. Cas dans lesquels la cour de cassation a admis la validité de la décision. Critique de la jurisprudence. I, 266, 267.
3. *Dommages-intérêts* dans les *obligations conventionnelles*.
 - a. Le juge peut-il condamner le débiteur à des *dommages-intérêts* pour *inexécution future* de l'obligation? XVI, 299.
 - b. Peut-il prononcer des *dommages-intérêts à raison de tant par chaque jour de retard*? XVI, 300, 301.
 - c. *Quid* des *dommages-intérêts* qui ont pour objet de *briser la résistance du débiteur*? XVI, 302.
4. *Dommages-intérêts* en cas de *délits* ou de *quasi-délits*.
 - a. Le juge peut-il accorder des *dommages-intérêts* pour un *dommage futur*? XX, 326.
 - b. Peut-il ordonner la *suppression* de l'*établissement* qui cause le *dommage*, ou prescrire des *mesures* qui *préviendront* le *dommage*? XX, 324.

3. Les dispositions *comminatoires* qui se trouvent dans les jugements, pour l'avenir, ont-elles l'autorité de chose jugée? Discussion de la jurisprudence et critique des arrêts. XX, 142-147.

II. *Conventions* tiennent lieu de loi pour le juge comme pour les parties. XVI, 178.

1. Le juge ne peut pas modifier les conventions. Jurisprudence. XVI, 179.

2. Il ne peut pas réduire les engagements conventionnels. V, p. 459, a; XVI, 272; XXXI, 176.

a. Sauf dans les cas prévus par la loi, tels que les engagements contractés par les mineurs émancipés. V, 222.

b. Il ne peut pas réduire les engagements des prodigues et des faibles d'esprit. Critique de la doctrine et de la jurisprudence. V, 371.

c. Il ne peut réduire le préciput pour cause d'excès. XXIII, 348.

d. Il ne peut réduire les engagements pour cause de *force majeure*. XVI, 272.

e. Il ne peut réduire les libéralités en cas de *captation*. XI, 136.

f. Il ne peut prononcer la *résolution* d'une obligation de faire quand le créancier en demande l'exécution avec dommages-intérêts. XVI, p. 244, a.

g. Les jugements qui violent les conventions sont-ils sujets à *cassation*? XVI, 180.

III. *Déni de justice*. Le juge doit juger, même quand il n'y a pas de loi, ou que la loi est obscure ou insuffisante. I, 253-257.

IV. *Domicile légal* des magistrats inamovibles. II, 90.

V. *Enquête*.

1. Le juge est, en général, libre de l'ordonner ou de ne pas l'ordonner. X, 502.

2. En matière de *divorce*. III, 233.

3. *Rescision* du partage pour cause de *lésion*; les articles 1677 et 1678 ne sont pas applicables. X, 502.

4. *Preuve testimoniale*. Le juge doit-il l'ordonner quand elle est demandée? XIX, 404.

5. *Vente*. *Rescision* pour cause de *lésion*. Dispositions spéciales. XXIV, 436 et 437.

VI. *Exceptions*

1. Que le juge doit opposer d'office.

a. *Incompétence d'ordre public*. I, p. 86, a; XX, 15.

b. *Preuve testimoniale*. Le juge ne peut l'ordonner quand la loi la défend. XIX, 397, 398.

c. *Inscription des demandes en nullité*. Le juge doit opposer l'exception. XXIX, 226.

2. Il ne peut pas opposer l'exception de *prescription*. XXXII, 173, 174

VII. *Incapacité*. Le juge ne peut se porter cessionnaire de droits litigieux. XXIV, 55-59.

VIII. *Jurisdiction volontaire*. Les tribunaux ne l'ont plus que par *exception*. Voir le mot *Jurisdiction volontaire*.

IX. *Loi*.

1. Le juge est lié par la loi. I, 30. (Cour de cassation.)

2. Même inconstitutionnelle. I, 31.

3. Même injuste (Merlin). I, p. 67, a.

X *Pouvoir discrétionnaire*. Le juge ne l'a que par exception.

1. Cession judiciaire. XVIII, 234, 236.

2. *Délai de grâce*. Article 1244. XVII, 570.

3. *Interdiction*. Actes antérieurs à l'interdiction. Pouvoir du juge. V, 318.

4. Présomptions de l'homme. XX, 636.

5. *Preuve testimoniale*.

a. Commencement de preuve par écrit. XX, 527, 506.

6. *Rescision* pour lésion. Mineur Quotité de la lésion. XVIII, 540.

7. Résolution du *bail* pour inexécution des engagements de l'une des parties. XXV, 362, 440, 441.

a. Abus de jouissance. XXV, 265.

b. Changement de destination. XXV, 268.

XI. *Prescription* de l'action contre les juges du chef des pièces dont ils sont dépositaires. XXXII, 481.

XII. *Preuves*. Le juge ne peut pas admettre d'autres preuves que les preuves légales. XIX, 83, 84.

XIII. *Règlement*.

1. Le juge ne peut disposer par voie réglementaire. I, 258-262.

2. Des règlements que le juge fait en matière de cours d'eau. VII, 333, et I, 263.

XIV. *Responsabilité*. Quand les juges sont-ils responsables? XX, 444.

XV. *Serment*.

1. Le juge ne peut imposer un serment *religieux*. XX, 222-223.

2. Quand il peut déferer le serment supplétoire. XX, 280-304.

JUGE (INTERPRÈTE).

I. Le juge ne peut pas décider en équité. Voir les mots *Équité*, *Parlements*. Exemple, en matière de *bail*. XXV, 389.

II. Il ne peut pas faire la loi. Voir les mots *Autorité de la loi*, *Interprètes*, *Jurisprudence*.

JUGE DE PAIX.

I. Juge de paix *conciliateur*.

1. Peut-il ordonner un interrogatoire sur faits et articles? XIX, 505.

2. Les *procès-verbaux* dressés par le greffier en conciliation sont-ils des *actes authentiques*? XIX, 104; XXVIII, 372.

II. *Jurisdiction contentieuse*.

1. Actions en *bornage* sont portées devant le juge de paix. Quand est-il compétent? VII, 427.

III. *Jurisdiction volontaire*.

1. *Adoption*. Le juge de paix reçoit l'acte d'adoption entre-vifs. IV, 215.

2. *Aliénés*. Collocation dans un hospice ou maison de santé. V, 387, p. 482.

3. *Conseil de famille*.

a. C'est le juge de paix qui le *forme*. IV, 444-446.

- b. Le juge de paix *convoque* le conseil, l'*ajourne* et le *proroge*. IV, 452, 458.
- c. Le conseil se réunit chez le juge de paix. IV, 459.
- d. Le juge de paix le préside. IV, 430, 431. Sans le juge de paix, il n'y a pas de conseil. IV, 472.
- e. Il a voix prépondérante en cas de partage. IV, 461.
- f. Peut-il former opposition contre les délibérations du conseil? IV, 467.
- 4 Conseil nommé à la mère tutrice. IV, 377.
- 5 Emancipation par les père ou mère. IV, 197
- 6 Hypothèque légale.
 - a. De la femme. Le juge de paix peut prendre inscription. XXX, 403.
 - b. Du mineur.
 - 1. Le juge de paix *convoque* le conseil pour faire spécialiser l'hypothèque. XXX, 284.
 - 2. Il a le droit de former *opposition* contre les délibérations. XXX, 293.
 - 3. L'état des tutelles se fait sous sa surveillance. XXX, 322.
 - 4. Le tribunal a-t-il le droit de lui faire des injonctions? XXX, 329, 332.
- 7. Reconnaissance. Le juge de paix peut-il recevoir l'acte de reconnaissance d'un enfant naturel? IV, 47, 48.
- 8. Testament en temps de peste. Le juge de paix peut le recevoir. XIII, 445.
- 9. Tutelle officieuse. L'acte est reçu par le juge de paix. IV, 238.
- 10. Tuteur testamentaire. Peut être nommé par acte reçu par le juge de paix. IV, 396.

JUGEMENTS.

- I. Chose jugée. Quels jugements ont l'autorité de chose jugée? XX, 1-2
 - 1. Les actes de juridiction volontaire ne l'ont pas. XX, 5-9.
 - 2. Quid des délibérations du conseil de famille? XX, 8.
 - 3. Dispositions comminatoires. Forment-elles chose jugée? XX, 142-147.
 - 4. Les jugements interlocutoires, préparatoires, provisionnels ont-ils l'autorité de chose jugée? XX, 22-28.
 - 5. Quid des jugements rendus par les tribunaux étrangers. XX, 3, 4.
- II. Interprétation. Les tribunaux ont-ils le droit d'interpréter leurs jugements? XX, 148-150. Voir le mot *Interprétation des jugements*.
- III. Prescription. Le jugement forme-t-il un juste titre? XXXII, 404.
- IV. Rectification.
 - 1. Les jugements ne peuvent être rectifiés. XX, 151.
 - 2. Quid des erreurs de calcul? XX, 152.
 - 3. Quid des erreurs matérielles? XX, 153.
 - 4. Le débiteur condamné à payer peut-il opposer une quittance antérieure au jugement? XX, 154.
- V. Transcription. Quels jugements doivent être transcrits. XX, 87-91.

JUGEMENTS D'EXPÉDIENT.

I. Les jugements d'expédient sont des *transactions judiciaires*. XXVIII, 371.

JURIDICTION GRACIEUSE OU VOLONTAIRE.

I. La juridiction volontaire.

1. Etat confondue aurtefois avec la juridiction *contentieuse*. Ainsi les *actes de loi*, dans les *coutumes de nantissement*, s'accomplissaient en justice. XXIX, 19 et 20.
2. Les *lois de la révolution* ont séparé les deux juridictions. I, p. 116, m.
3. Le *conservateur des hypothèques* a remplacé les tribunaux en matière de publicité. XXIX, 26.

II. Le code Napoléon conserve aux *tribunaux* certaines attributions qui appartiennent à la *juridiction gracieuse*.

1. Absence.

- a. *Présomption d'absence*. II, 140-142.
- b. *Déclaration d'absence*. II, 152-161.
- c. Envoi en possession provisoire. II, 162.
- d. Envoi définitif. II, 224.

2. Adoption. Homologation de l'acte d'adoption. IV, 217-220.

3. Autorisation de la femme mariée. III, 126-141.

4. Conseil judiciaire. Le tribunal nomme le conseil. V, 338-341.

5. Conservateur des hypothèques. Les registres doivent être cotés et parafés par un juge. XXXI, 590.

6. Divorce.

- a. Pour cause déterminée. Intervention du *président*. Voir le mot *Président*.
- b. Par consentement mutuel. Voir le mot *Président*.
- c. Mesures *provisoires* que le tribunal peut ordonner. III, 254-264.

7. Emancipation. Actes du mineur émancipé qui sont soumis à l'*homologation* du tribunal. V, 230.

8. Hypothèque légale du mineur et de la femme mariée.

- a. Contrôle de l'autorité judiciaire en matière d'hypothèque légale des mineurs. XXX, 321-332.
- b. Le *président* spécialise l'hypothèque légale de la femme. Voir les mots *Président* et *Procureur du roi*

9. Interdiction.

- a. Administrateur provisoire. V, 270-274.
- b. Actes de l'*interdit* soumis à l'*homologation* du tribunal. V, 295.

10. Puissance paternelle.

- a. Intervention du *président* et du *procureur du roi*. Voir les mots *Président* et *Procureur du roi*.
- b. Le tribunal peut-il priver le père de sa *puissance paternelle*? IV, 291, 292.
- c. Et de l'*administration légale* pour *inconduite*, *incapacité* ou *infidélité*? IV, 321.

11. Séparation de corps. III, 320, 321.

12. Tutelle.

a. Délibérations du conseil de famille doivent-elles être homologuées? IV, 484.

b. Actes du tuteur soumis à l'*homologation*. V, 87-96. Voir le mot *Homologation*.

13. *Tuteur ad hoc*.

a. Qui le nomme? IV, 420.

b. Du tuteur *ad hoc* nommé en cas de *désaveu*. III, 453.

c. Tuteur *ad hoc* nommé pour consentir au mariage de l'enfant naturel. II, 342.

III. Les actes de *juridiction volontaire* ne sont pas des *jugements*; ils n'ont pas l'autorité de *chose jugée*. XX, 5-9.

IV. Hors des cas où la loi donne aux tribunaux la juridiction gracieuse, les parties intéressées ne peuvent pas s'adresser au juge en lui demandant une *autorisation* que le tribunal n'a pas qualité d'accorder. Ainsi les tribunaux sont incompétents :

1. *Acceptation bénéficiaire*. Le juge ne peut autoriser les actes. X, 143.

2. *Acceptation de la communauté*. Le juge ne peut autoriser la femme à faire des actes qui impliquent *acceptation de la communauté*. XXII, 381.

3. *Acceptation d'hérédité*. Le successible fait ces actes à ses risques et périls, sauf dans le cas prévu par l'article 796. IX, 317, 318.

4. *Administrateur provisoire de l'aliéné colloqué*. Le tribunal ne peut l'autoriser à faire les actes non prévus par la loi. V, 395.

5. *Envoyés en possession provisoire*. Le juge ne peut pas les autoriser à faire des actes de disposition. II, 181.

6. *Père administrateur légal*. Le juge peut-il l'autoriser à faire les actes de disposition? IV, 314.

7. *Succession vacante*. Le juge ne peut autoriser les actes. X, 199.

8. *Tutelle*. Le juge ne peut donner l'*autorisation* que le conseil de famille doit donner. V, 75, p. 83, a.

JURISCONSULTES.

I. *Tradition*. Les jurisconsultes sont traditionnalistes. I, 402. Voir les mots *Merlin* et *Tradition*.

1. Opposition qu'ils ont faite à la *liberté de l'intérêt*. XXVI, 524-526.

2. Opposition des légistes contre la *publicité des transactions immobilières*. XXIX, 28, 29, et contre la *publicité des hypothèques*. XXX, 169-171.

a. D'Aguesseau justifie la *clandestinité*. XXX, 166.

II. *Tutelle*. *Transaction*. Avis de trois jurisconsultes. V, 96.

JURISPRUDENCE.

I. *Autorité de la jurisprudence*.

1. C'est une autorité de *raison*. I, 281.

2. A ce titre, la jurisprudence est le supplément des lois. XV, 419, p. 472, *in*.

3. C'est le *Digeste du droit français*. XV, 419.

4. En fait, la jurisprudence a plus d'autorité que la loi. I, 281.
5. De grands *magistrats* ont fait une *vive critique* de cette *idolâtrie*.
 - a. Bouhier. I, p. 360, *in*.
 - b. Merlin. II, p. 387, a.
 - c. Troplong. XXVIII, 303.
6. Les auteurs reprochent à la jurisprudence de faire la loi. X, 80, p. 119, *in*.
7. Tant valent les motifs, tant vaut l'arrêt. Beaucoup d'arrêts ne sont pas motivés. Ils n'ont aucune autorité. C'est une affirmation, et en droit on n'affirme pas, on prouve. VIII, 42; XXV, 263; XXVI, 506, p. 522.
 - a. Arrêts de la cour de cassation de France. III, p. 183, *in*; IV, p. 133, a; VII, 289; XV, 10; XXVII, 349-352.
 - b. Arrêts de la cour de cassation de Belgique. XXIII, 147.
 - c. Arrêts des cours d'appel. VII, 289, p. 344, *suiv.*; XX, 168, p. 198, *suiv.*
8. La jurisprudence, de même que la doctrine, est imparfaite, mais progressive. Après de longues fluctuations, elle aboutit à la vérité. Exemples.
 - a. Droits des riverains supérieurs des cours d'eau. VII, 291, 292.
 - b. Nature de la réserve. XII, 39.
9. C'est un devoir pour le jurisconsulte de soumettre la jurisprudence à une discussion rationnelle. XII, 39.
- II. Critique de la jurisprudence. Comparez la *Préface* de mon *Cours élémentaire*, p. 84, § 8.
 1. Elle aime à décider en *équité*. XXII, 287, p. 297. Voir le mot *Equité*.
 2. D'après la *faveur des faits*. IV, 53; XXX, 503.
 3. Ce qui la conduit à faire la loi.
 - a. *Actes respectueux*. II, 333.
 - b. *Conseil judiciaire*. Capacité des prodiges et faibles d'esprit. V, 371, p. 458, a.
 - c. *Fruits*. Possesseur de bonne foi. L'équité et la loi. VI, 244.
 - d. *Interdiction*. Mainlevée du jugement. V, 530.
 - e. *Prescription*. Causes de suspension fondées sur un principe d'équité en violation de la loi. XXXII, 42.
 - f. *Puissance paternelle*. Déchéance pour inconduite. IV, 291, 292.
 - g. *Rétention*. Droit de rétention fondé sur l'équité. XXIX, n° 293, 294.
 - h. *Séparation de corps* assimilée au divorce, par des considérations d'équité, en ce qui concerne la déchéance de l'époux coupable. La cour de cassation de France a fait la loi. III, 334.
 - i. *Tutelle des enfants naturels*. IV, 350, 351.
 4. La jurisprudence *fait la loi* en corrigeant le code, et elle la fait mal. XXIX, 297. Voir le mot *Code Napoléon (Critique)* et la *Préface* de mon *Cours élémentaire*, p. 61, II.
 - a. *Actes respectueux*. II, 333. La cour de Bruxelles dit très-bien que le juge ne doit pas être plus sage que la loi. II, p. 446.
 - b. Régime dotal. La dot mobilière est-elle aliénable? La loi dit oui. La jurisprudence dit non. Respect à la loi! XXIII, 540.

a. Séparation de corps. Respect au texte ! III, 326.

5. La jurisprudence, plus encore que la doctrine, manque de principes.

Voir le mot *Principes*.

III. *Erreurs* de la jurisprudence. Voir la *Préface* de mon *Cours élémentaire*, p. 78, où je rappelle quelques-unes des erreurs que j'ai signalées dans mes *Principes de droit civil*.

Je ne critique pas pour le plaisir de critiquer, et je sais que *errare humanum est*. Nous nous trompons tous. Ce qui n'empêche pas que, dans la pratique, la jurisprudence ne jouisse d'une autorité plus grande que celle de la loi. Il est donc bon de la soumettre à l'examen de la raison. Si mon livre a un mérite, c'est celui là. Les auteurs citent d'ordinaire les arrêts en masse, sans les discuter. Ce luxe de citations est parfaitement inutile, et trop souvent trompeur, quand on fait dire aux arrêts ce qu'ils ne disent point (VI, p. 280, a ; XXXI, 228, 229). Puisque la jurisprudence est l'autorité suprême, il est bon de discuter ses titres.

Il serait fastidieux de rapporter ici toutes les critiques que j'ai faites de la jurisprudence. Je cite les arrêts à chaque page de mon livre, en approuvant ou en désapprouvant. Suis-je téméraire en critiquant une autorité devant laquelle tout le monde s'incline ? S'il me fallait une excuse, je la trouverais dans la jurisprudence elle-même. Il y a peu de questions sur lesquelles il n'y ait des arrêts en sens contraire : donc erreur d'un côté ou de l'autre. Il y en a peu sur lesquelles la jurisprudence n'ait varié (1) : donc erreur dans l'ancienne ou dans la nouvelle. Car la nouvelle n'est pas toujours la bonne. Je me contente de rappeler l'arrêt rendu par la cour de cassation, chambres réunies, sur l'application à la séparation de corps de l'article 200 : à mon avis, il est certain que la cour s'est trompée (2). Donc des erreurs partout, constatées par la jurisprudence : et c'est une autorité aussi faillible que celle-là devant laquelle il faudrait abdiquer ! Je me hâte d'ajouter que ce ne sont pas les magistrats qui prétendent être infaillibles. C'est plutôt la paresse et l'ignorance des praticiens qui leur ont attribué l'infaillibilité ; il est si facile et si commode d'avoir la science des arrêts quand on se borne à les compter ! Il suffit d'une bonne table ; tandis que c'est chose très-difficile de les discuter. En signalant les mauvais arrêts, je n'ai pas entendu critiquer la magistrature, j'ai voulu prouver que la jurisprudence n'a une véritable autorité que si on la soumet à discussion sévère. C'est à l'adresse de la pratique inintelligente que je me permets de rappeler des décisions qui doivent être notées, précisément parce qu'elles témoignent contre la superstition des praticiens.

Il y a des arrêts que j'ai qualifiés d'incroyables, parce que tout y est mauvais ; on peut dire qu'il s'y trouve autant d'erreurs que de mots. Voyez IV, 28-34 ; VI, p. 261, a ; VII, 264, p. 319, suiv. ; IX, 380 ; XVI, 423 ; XVII, p. 386, *in*, et p. 245 ; XVIII, 538, a ; XX, p. 474, a ; XXVI, 404, 462 ; XXVII, p. 417, suiv. ; XXVIII, 66 ; XXX, 426, 518.

Il y a des matières obscures qui prêtent à la confusion : telle est l'*indivisi-*

(1) En matière de *réserve*, par exemple, XII, 12, suiv., 39, 76, suiv. En matière de *partage d'ascendant*, XV, 209, suiv.

(2) T. III, n° 354.

lité. Heureusement qu'elle est peu pratique. Les décisions rendues par les cours sont presque toutes erronées : XVII, 372-380, 406. III, 66-68.

La théorie des *fautes* a donné lieu à de nombreuses méprises, parce que l'on a confondu la *faute conventionnelle* de l'article 1137 avec la *faute des articles 1382 et 1383*. XXVIII, 49. Voyez cette table aux mots *Faute, Notaire (Responsabilité)*.

Le *mandat* et la *gestion d'affaires* ont tant d'analogie que la confusion s'explique. XIX, 530, 531; XXVII, 455.

Il en est de même du *mandat* et de l'*autorisation* de la femme mariée. XXII, 100-112; XXVII, 378-389, 406-418.

La matière des *preuves* a de tout temps prêté à des méprises. Pothier lui-même n'est pas à l'abri de tout reproche. La jurisprudence confond le *fait juridique* et la *preuve*. XIX, 98-101, 122.

On peut voir dans cette table les *présomptions extralégales* que la jurisprudence a consacrées de son autorité.

Je pourrais multiplier les citations; la liste des erreurs de la jurisprudence serait longue. Celles que je viens de rappeler suffisent à mon but. Ma conclusion est qu'il ne suffit pas d'invoquer des arrêts, il faut prouver qu'ils sont fondés sur le texte et sur l'esprit de la loi.

JURISPRUDENCE DES COURS DE BELGIQUE.

Les auteurs français ne citent généralement que les arrêts rendus par nos cours pendant la réunion de la Belgique à la France; il y en a qui excluent systématiquement les décisions rendues depuis la séparation. Cela se comprendrait si le code civil avait été révisé en Belgique, comme il l'a été dans les Pays-Bas et en Italie. Mais notre code est toujours le code Napoléon; la Belgique est même le seul pays où il ait conservé ce titre : c'est l'édition officielle de l'Empire qui est citée par nos cours. Il y a des lois qui ont dérogé au code Napoléon, mais sur des matières spéciales, telles que les *Hypothèques*; il y en a d'autres qui l'ont complété, telles que les lois sur l'*emphytéose* et la *superficie*. Mais le code est resté intact; notre droit est donc le droit français. Pourquoi les auteurs français ne profitent-ils pas des lumières de notre jurisprudence? De motif juridique il n'y en a point; il serait ridicule de croire qu'un arrêt a moins de valeur pour avoir été rendu en 1878, au lieu de porter la date de l'an xii de la république. Cependant l'autorité de la jurisprudence est telle que les interprètes ont tort d'en négliger les monuments. Nous avons naturellement cité, et avec prédilection, quelque sans partialité, les arrêts belges; et notre traité des *Principes* y a beaucoup gagné. Il a d'abord, pour la Belgique, une valeur que ne sauraient avoir les meilleurs livres français, puisque les lecteurs belges y trouvent au complet la jurisprudence des cours de Belgique. Et cette jurisprudence est considérable; j'ai cité dans mes trente-deux volumes 3,847 arrêts, sans compter les décisions administratives (1). Ceux qui ont été rendus sous l'empire y sont compris, mais c'est relativement le petit nombre; car la population et, par suite, les procès ont triplé depuis 1816.

(1) Sur ce nombre, il y a 434 arrêts rendus par la cour de cassation; j'y comprends

Nous donnerons quelques détails, en suivant l'ordre du code Napoléon. Dans le premier volume, il y a 68 arrêts belges cités, dont 27 de la cour de cassation, et il y en a un plus grand nombre dont les interprètes pourraient profiter, notamment dans les matières si importantes des *statuts* et de la *non-rétroactivité* des lois. L'auteur a dû limiter ses développements, sinon il aurait écrit des volumes sur quelques articles.

Le tome II ne cite que 38 arrêts belges, dont 7 de la cour de cassation. La raison en est que le titre des *Actes de l'état civil* n'a pas reçu les mêmes développements que les autres parties du code Napoléon; sur le titre des *Absents*, il n'y a pas de jurisprudence, et les conditions du *mariage* ne donnent guère lieu à des procès.

Le tome III cite 136 arrêts belges, dont 7 de la cour de cassation. Il comprend la matière importante du *divorce*, sur laquelle la jurisprudence française est très-restreinte, le divorce étant aboli en France (1).

Le tome IV cite 111 arrêts belges, dont 13 de la cour de cassation; il traite de la *filiation*, de la *puissance paternelle*, de l'*adoption* et de l'organisation de la *tutelle*.

Le tome V complète le livre I^{er} du code civil et commence le second; on y cite 114 arrêts, dont 8 de la cour de cassation.

Le tome VI traite de la *propriété* et de l'*usufruit*; il cite 106 arrêts belges, dont 30 de la cour de cassation, 15 sur les règlements communaux en matière de propriété.

Le tome VII comprend la matière importante des *servitudes légales*; 143 arrêts, dont 32 de la cour de cassation. Nous y avons puisé des développements précieux sur les *cours d'eau*, matière pratique par excellence, et que la plupart des auteurs français ne traitent point.

Le tome VIII finit le livre II et commence le livre III: 111 arrêts, dont 21 de la cour de cassation. Il y a 25 arrêts sur la seule servitude de passage en cas d'enclave.

Le tome IX ne cite que 47 arrêts, dont 4 de la cour de cassation. L'*indignité* n'a point de jurisprudence, ni les *ordres de succession*. Il en est de même de l'*acceptation* et de la *renonciation*. Toutefois il signale l'interprétation que la jurisprudence belge a donnée de l'article 789: c'est la bonne, à mon avis, ainsi que la jurisprudence sur les droits de l'héritier apparent. IX, 562-563.

Le tome X cite 123 arrêts, dont 7 de la cour de cassation sur les matières les plus importantes du titre des *Successions*: *bénéfice d'inventaire*, *partage*, *rappel*.

Le tome XI est un des plus importants: 114 arrêts, dont 32 de la cour de cassation et 135 décisions administratives sur les donations et legs fait aux établissements publics. Nous nous permettons de remarquer que cette matière n'est point traitée par les auteurs français, pas plus que celle, malheureusement usuelle, des fraudes dont vivent les congrégations religieuses.

ceux qui ont été portés de 1814 à 1831 par les *chambres de cassation* des cours de Bruxelles et Liège.

(1) J'appelle l'attention des lecteurs français sur la jurisprudence belge en matière de *séparation de corps*; à mon avis, c'est la *bonne*.

Le tome XII traite de la réserve, puis des donations : matière d'interminables controverses en France. Les cours de Belgique sont restées attachées au texte et à la tradition coutumière ; n'ayant pas partagé les erreurs de la jurisprudence française, elles n'avaient pas à revenir à la bonne voie, qu'elles n'ont pas abandonnée (XII, 12). Voilà pourquoi le tome XII ne cite que 82 arrêts, dont 14 de la cour de cassation.

Le tome XIII, par contre, en cite 286, dont 21 de la cour de cassation dans la matière usuelle des *testaments*. Il n'y a presque pas une page où l'on ne trouve des arrêts belges et des détails nombreux empruntés à la jurisprudence de nos cours.

Le t. XIV contient la matière des *Legs* et des substitutions : 183 arrêts belges, dont 8 de la cour de cassation.

Le t. XV termine le titre des *Donations et Testaments*, et commence celui des *Obligations* : il ne cite que 61 arrêts, dont 5 de la cour de cassation. Les *partages d'ascendants* sont peu usités en Belgique, ainsi que les *donations par contrat de mariage*.

Le t. XVI traite de la faute, des dommages-intérêts, des droits des créanciers, matières usuelles, sur lesquelles il y a 118 arrêts belges, dont 4 de la cour de cassation.

Le t. XVII, n'a que 86 arrêts belges, dont 4 de la cour suprême : les diverses espèces d'obligations sont de théorie plus que de pratique, sauf la condition résolutoire tacite et le pacte commissaire sur lesquels il y a une nombreuse jurisprudence de nos cours dans les t. XVII, XXIV et XXV.

Le t. XVIII traite de l'extinction des obligations, et entre autres d'une matière sur laquelle il n'y a pour ainsi dire qu'une jurisprudence belge, la *ré-convention*, ou compensation judiciaire : 150 arrêts, dont 6 de la cour de cassation.

Le t. XIX finit l'action en nullité et commence la matière des preuves, celle sur laquelle la jurisprudence laisse le plus à désirer : il importe cependant de la connaître : 222 arrêts belges, dont 27 de la cour de cassation.

Le t. XX a 309 arrêts belges, dont 50 de la cour suprême. Jurisprudence immense sur des matières usuelles, chose jugée, serment, délit et quasi-délit. Sur le serment seul il y a 52 arrêts.

Les trois volumes du contrat de mariage (t. XXI, XXII et XXIII) ne citent ensemble que 171 arrêts, dont 14 de la cour de cassation. La jurisprudence est peu nombreuse en cette matière, sauf sur le *régime dotal*, qui est à peu près inconnu en Belgique.

Le t. XXIV, de la *Vente*, cite 140 arrêts belges, dont 9 de la cour de cassation, et le t. XXV, du *Louage*, en a 211 (13 de la cour suprême). La Belgique est un pays de fermes et de grande exploitation. Les baux à loyer ont aussi leur spécialité ; et, chose singulière, les usages belges sont plus conformes au texte du code civil que les usages français.

Les tomes XXVI, XXVII et XXVIII comprennent les petits contrats. Quoique moins importants, il s'y trouve de nombreuses citations d'arrêts belges : 337, dont 20 de la cour de cassation. Quand il y a des décisions par centaines, on ferait bien, nous semble-t-il, de les consulter.

Les trois volumes du régime hypothécaire ont le moins d'arrêts (306 et 24)

La loi belge est relativement récente : les grandes difficultés qu'elle présente, en théorie, sont restées étrangères à la pratique.

Le t. XXXII contient le titre de la *Prescription*, un des plus importants, et des plus difficiles ; il cite 175 arrêts belges, dont 20 de la cour de cassation.

Le total de 7,847 arrêts belges montre l'importance qu'a la jurisprudence de nos cours.

JUSTE TITRE.

I. *Possesseur de bonne foi. Fruits.* VI, 209-217.

II. *Prescription acquisitive par dix à vingt ans.* XXXII. 389-405.

JUSTICE.

1. *Action en justice.* Plaidoir téméraire. Dommages-intérêts. XX, 412-414.

2. *Déni de justice.* 1, 253-257.

L

LABOUREURS.

1. Ne sont pas soumis à la formalité du *bon*. XIX, 253. Voir le mot *Actes sous scing privé*.

LAIS ET RELAIS DE LA MER.

1. A qui *appartiennent* les lais et relais de la mer. VI, 42, 43.

2. L'*État* peut les *concéder*. VI, 44.

3. Les *concessionnaires* jouissent-ils de l'*alluvion*? VI, 291, p. 376.

LAISSÉ POUR COMPTE.

1. *Dommages-intérêts* prononcés sous forme de *laissé pour compte*. Forment-ils exception à l'article 1153? XVI, 337.

LANGAGE JURIDIQUE.

1. Importance de la précision du langage. VIII, 99, p. 126, 127.

2. L'*inexactitude* du langage vient d'ordinaire de ce que les *idées* sont *inexactes*, XXXI, 342, et il conduit, en tout cas, à des *erreurs*. Exemple, l'hypothèque légale, XXX, 352, de la femme, XXX, 381-383, et du mineur. XXX, 280, 281.

3. C'est l'emploi du mot *nul*, au lieu du mot *inexistant*, qui est la cause de l'incertitude de la doctrine dans la matière de la *nullité* et de l'*inexistence* des actes. XV, 430, 458-460; XXX, p. 437, a.

4. Exemples d'expressions non juridiques :

a. Une *sorte* d'envoi — une *image* (Demolombe). II, 124, 125.

b. Une *sorte* de droit conditionnel (Demolombe). II, p. 175, m.

c. Une authenticité *en quelque sorte*. IV, p. 86 et suiv.

d. Sur le langage de Troplong et de Demolombe, voyez la *Préface* de mon *Cours élémentaire*, p. 95 et 100.

e. Les *phrases* finissent par devenir des *motifs* (Demolombe). III, p. 185, *in*.

LANGUE.

1. D'après la législation française, les actes authentiques doivent être rédigés en français. D'après la Constitution belge, l'usage des langues est facultatif. XIX, 115.
2. Application de ces principes aux testaments par acte public. XIII, 318, 319.

LAPINS.

1. *Lapins des garennes*. Sont immeubles par destination. V, 450.
2. La *propriété* s'en acquiert par voie d'*accession*. VI, 310, 311.
3. *Responsabilité* du *dommage* causé par les lapins. XX, 637, 638.

LÉGATAIRES.

1. Dans la théorie du code, empruntée aux coutumes, les légataires ne sont pas *héritiers*. Dieu seul fait des héritiers. VIII, 477-480.
2. Par transaction entre le droit écrit et le droit coutumier, le code leur donne la *saisine* quand il n'y a point de réservataires. XIV, 5.
3. *Division* des *legs*. *Droits* et *obligations* des légataires. Voir le mot *Legs*.
4. Les légataires n'ont plus d'*hypothèque légale*, mais le *testateur* peut leur accorder une hypothèque. XIV, 174; XXX, 250, 545.
5. Les légataires peuvent demander la *séparation des patrimoines*. X, 5. Voir ce mot.

LÉGISTES.

Voir les mots *Interprètes*, *Jurisconsultes* et *Tradition* (*Interprétation des lois*).

LÉGITIMATION.

- I. Le *mariage* légitime. En quel sens? IV, 164, 165.
 1. *Quid* du mariage *in extremis*? IV, 166.
 2. *Quid* du mariage d'un *prêtre* catholique? IV, 167.
 3. *Quid* du mariage putatif? II, 509.
 4. Questions naissant du statut personnel et de la diversité des législations. IV, 168, 169.
- II. Conditions requises pour qu'il y ait légitimation.
 1. *Reconnaissance* de l'enfant naturel avant le mariage. IV, 170, 171.
 - a. L'enfant conçu avant le mariage et né pendant le mariage est-il *légitime* ou *légitimé*? III, 383.
 - b. *Quid* de la reconnaissance *forcée* pendant le mariage? IV, 172.
 2. *Quels enfants* peuvent être *légitimés*? IV, 174.
 - a. *Quid* des enfants nés d'un commerce adultérin ou incestueux? IV, 174.
 - b. *Quid* des enfants incestueux, si le mariage est célébré avec dispense? III, 382.

- c. *Quid* si ces enfants naissent après la célébration du mariage? IV, 175-178.
- d. Les autres empêchements dirimants font-ils obstacle à la légitimation? IV, 179.
- e. Les enfants décédés peuvent-ils être légitimés? IV, 173.
- III. *Qui* peut attaquer la légitimation et pour quelles causes? IV, 180-183.
 - 1. Contre qui l'action doit elle être formée? IV, 186.
 - 2. *Fin de non-recevoir* que l'on peut opposer à l'action. IV, 184, 185.
- IV. *Effet* de la légitimation. IV, 164.
 - 1. Elle n'a pas d'effet rétroactif. IV, 187, 188.
 - 2. On ne peut transiger sur la légitimation. IV, 189.
- V. Des *enfants légitimés*.
 - 1. *Adoption*. Ne peut se faire s'il y a un enfant légitimé. IV, 197.
 - 2. *Quotité disponible* en cas de *second mariage*, s'il y a un enfant légitimé. XV, 386.
 - 3. *Réserve*. On compte les enfants légitimés. XII, 18.
 - 4. *Retour conventionnel*. A-t-il lieu s'il y a un enfant légitimé? XII, 456.
 - 5. *Retour légal*. A-t-il lieu s'il y a un enfant légitimé? IX, 177, 179.
 - 6. *Révocation des donations pour survenance d'enfant*. A-t-elle lieu si un enfant naturel est légitimé? XIII, 165.
 - 7. *Succession* des enfants légitimés. IX, 79.
 - a. Quelle est la part de l'enfant naturel s'il y a des enfants légitimés? IX, 115.
 - 8. *Tutelle officieuse*. Ne peut avoir lieu s'il y a des enfants légitimés. IV, 238.

LÉGITIME ROMAINE.

- 1. Différence entre la *légitime romaine* et la *réserve* du code civil. XII, 9.

LÉGITIMITÉ.

- 1. Éléments qui constituent la légitimité. Ce que l'enfant doit prouver pour établir sa *filiation légitime*. III, 359.
 - 2. Preuve de la *filiation maternelle*. III, 360.
 - 3. Preuve de la *filiation paternelle*. III, 361.
- Voir les mots *Paternité*, *Filiation*.

LEGS.

I. Définition. XIII, 477.

- 1. Dans quels *termes* le testateur peut-il ou doit-il disposer? XIII, 478, 479.
- 2. Applications du principe. XIII, 480-484.

II. Conditions requises pour l'existence du legs. XIII, 485.

- 1. Désignation du légataire. XIII, 486, 488.
- 2. *Quid* si la désignation est incertaine? XIII, 487, 489, 490.
- 3. Sens des expressions qui désignent des légataires collectifs. XIII, 491 (1) -504.

Voir les mots *Enfants*, *Neveux et petits-neveux*, *Cousins et cousines*

(1) T. XIII, p. 546, note 4 : au lieu de *Pasircis*, lisez *Dallos*.

III. Conditions requises pour la validité des legs.

1. *Capacité de disposer et de recevoir.* Voir le mot *Dispositions à titre gratuit*.

2. *Formes du testament.* Voir le mot *Testament (Formes)*.

IV. Division des legs. Voir le mot *Legs (Division des)*.

V. Acceptation et répudiation des legs.

1. Les principes qui régissent l'acceptation des successions s'appliquent-ils à l'acceptation des legs ? XIII, 550-553.

2. Renonciation.

a. Y a-t-il des formes ? XIII, 554 (1), 555.

b. Effet de la renonciation. XIII, 556-559.

VI. Interprétation des legs. Voir ce mot.

VII. Modalité des legs.

1. Qu'entend-on par legs *pur et simple* ? Quel est l'effet du terme attaché au legs ? XIII, 532.

2. Du legs fait sous *condition résolutoire*. XIII, 533.

3. Du legs fait sous *condition suspensive*. XIII, 534.

a. Quand le *terme incertain* fait-il *condition* ? XIII, 535 (2), 536.

4. Des legs sous condition *suspensive* et sous condition *résolutoire*, dans leur rapport avec les *substitutions prohibées*. XIV, 441-448, 502.

5. Des legs avec *charge*. XIII, 546-549.

VIII. Payement des legs.

1. Qui est tenu de payer les legs ? XIV, 107.

2. *Héritiers légitimes*. Sont-ils tenus des legs *ultra vires* ? XIV, 108.

3. *Légataires universels*. Quand sont-ils tenus *ultra vires* ? et quand peuvent-ils demander la *réduction* des legs ? XIV, 109, 110.

4. *Légataires à titre universel*. Comment sont-ils tenus ? XIV, 110-114.

a. Le testateur peut déroger à ce principe. XIV, 115, 116.

5. Le *légataire universel en usufruit* est-il tenu de contribuer au payement des legs ? XIV, 117.

6. Ceux qui sont débiteurs des legs en sont-ils tenus *hypothécairement* ? XIV, 174 ; XXX, 250, 543.

7. Les *réservataires* en concours avec un légataire universel ne sont pas tenus des legs. XIV, 111.

8. Du *mode de payement* des legs.

a. On applique les principes qui régissent les dettes, sauf dérogation du testateur. XIV, 118, 119.

b. *Quid* en cas de *réduction* de la *rente* ? XIV, 120.

IX. Réduction des legs.

1. Si les biens ne suffisent pas pour acquitter les dettes et les legs, les *créanciers* sont payés de *préférence* aux *légataires*. XIV, 121.

2. En cas d'*insuffisance des biens*, les legs sont *réduits proportionnellement*, XIV, 122, 123, sauf *dérogation* du testateur. XIV, 123-125.

(1) T. XIII, p. 609, lignes 17 et 18 : au lieu de *acceptation*, lisez *renonciation*.

(2) T. XIII, p. 590, ligne 2 : au lieu de 1014, lisez 1041.

3. *Réduction des legs en cas d'atteinte portée à la réserve. Voir le mot Réserve.*

X. *Révocation. Nullité. Caducité des legs Voir le mot Testament (Révocation).*

XI. *Transmission de la propriété et de la possession des biens légués. Voir le mot Legs (Acquisition de la propriété et de la possession).*

LEGS (DIVISION DES).

A. LEGS UNIVERSEL.

I. Qu'entend-on par *legs universel*? Comment peut-on savoir si un legs est universel? XIII, 506, 507.

1. Y a-t-il legs universel

a. Quand, de fait, le légataire prend *tous les biens*? XIII, 508.

b. Quand il *doit* les distribuer *tous*? XIII, 509.

2. *Quid* s'il y a plusieurs légataires universels? XIII, 510-512.

3. *Quid* si le testateur, après avoir institué un légataire universel, détermine les objets qu'il lui lègue? XIII, 513.

4. Le legs universel concourt-il avec la réserve? XIV, 514, 515.

5. Le legs du *surplus* est-il universel? XIV, 516, 517.

6. *Quid* du legs de la *nue propriété*? XIV, 518.

II. Que comprend le legs universel?

1. Les biens dont le testateur s'est réservé de disposer? XIV, 519.

2. Le légataire universel profite des legs nuls et caducs; c'est à lui qu'appartient l'action en nullité. XIV, 520.

B. LEGS A TITRE UNIVERSEL.

I. Diverses espèces de *legs à titre universel*. XIV, 521-523.

II. *Quid* des legs à *titre universel* faits sous forme de *charge*? XIV, 524

C. LEGS A TITRE PARTICULIER.

I. Définition. XIV, 525 (1). Il faut suivre l'intention du testateur. XIV, 528.

II. Legs en *immeubles* ou en *objets mobiliers*. XIV, 529, 530. Voir le mot *Interprétation des legs*.

III. Legs d'une *succession* ou de *la part* dans une *communauté*. XIV, 531.

IV. Legs en *usufruit*, même faits à un titre universel. XIV, 526, 527.

Voir le mot *Legs particulier*.

LEGS (ACQUISITION DE LA PROPRIÉTÉ ET DE LA POSSESSION).

A. PROPRIÉTÉ.

1. Tout légataire acquiert la *propriété* du *legs* dès l'instant de la mort du testateur. XIV, 1-3.

2. Le légataire peut vendre et les créanciers peuvent saisir avant la délivrance. XIV, 4.

(1) T. XIII, p. 579, ligne 2 du n° 525 : au lieu de 1003, lisez 1020, et p. 580, ligne 5 : au lieu de 1008, lisez 1003.

B. POSSESSION.

I. De la saisine.

1. Quand les légataires universels ont-ils la saisine? XIV, 5-7.
 - a. Le testateur peut-il disposer de la saisine? XIV, 8-11.
2. Quels sont les droits et les obligations du légataire saisi? XIV, 12, notamment quant aux actions? XIV, 13.
3. Le légataire peut se mettre en possession quand il a un testament authentique. XIV, 14.
4. Quid si le testament est olographe ou mystique? XIV, 15.
 - a. Présentation du testament au président, XIV, 16-18, et dépôt XIV, 19.
 - b. Ces formalités doivent-elles être remplies sous peine de nullité? XIV, 20.
 - c. Le légataire doit demander l'envoi en possession. XIV, 21-23.
 - d. Mission et droit du président. XIV, 24-28.
 - e. Quel est l'effet de l'ordonnance d'envoi? XIV, 29, 30.
 - f. Quid si le légataire se met en possession de fait? XIV, 31.
5. Des mesures conservatoires que les héritiers peuvent requérir. XIV, 32 (1) -37.
 - a. Qui administre les biens s'il y a conflit entre le légataire et les héritiers. XIV, 38.

II. Les légataires non saisis doivent demander la délivrance. Voir le mot *Délivrance* (*Demande en délivrance, Legs*).

1. Différence entre la *délivrance* et l'*envoi en possession*. XIV, 31.

LEGS (DROITS ET OBLIGATIONS DES LÉGATAIRES)

I. Actions naissant des legs.

1. Action personnelle. XIV, 171.
2. Action réelle? hypothécaire? XIV, 173, 174.
3. Action en garantie en cas d'éviction? XIV, 172.

II. Payement des dettes.

1. Tout successeur universel est tenu des dettes. XIV, 86.
2. Légataires universels XIV, 87, 88.
 - a. Quid dans le cas de l'article 1009? XIV, 89.
3. Légataires à titre universel. XIV, 90-92.
4. Légataires particuliers. Ne sont pas tenus des dettes. XIV, 93-95.
 - a. Exception. XIV, 96-99.
4. Comment les légataires sont-ils tenus des dettes? *ultra vires*? VII, 100-104.
5. Les légataires en usufruit contribuent-ils au payement des dettes et charges? Voir le mot *Dettes* (*Successions*), I.
6. Du payement des dettes et de la contribution. Voir le mot *Dettes* (*Successions*), II.

(1) T. XIV, p. 37, note 4 : au lieu de *Pasicrisie*, lisez *Dalloz*.

LEGS PARTICULIERS.

- I. Choses qui peuvent être léguées. XIV, 126.
- II. Legs de la chose d'autrui est nul. XIV, 127-130.
 1. Du legs de la chose de l'héritier. XIV, 131-137
 2. Quid du legs de l'usufruit? XIV, 133.
 3. Confirmation. Garantie. XIV, 134, 135.
- III. Legs d'une chose indivise. XIV, 136-139.
- IV. Legs de choses déterminées.
 1. Accessoires. XIV, 140.
 2. Dans quel état la chose doit-elle être délivrée? XIV, 141.
 3. Quid des acquisitions nouvelles? XIV, 142-144.
 4. Quid si la chose léguée est une universalité? XIV, 145.
 5. Quid des constructions et embellissements? XIV, 146.
 6. Quid si la chose léguée est grevée de droits réels? XIV, 147.
- V. Legs de choses indéterminées. Quand il est valable. Qui a le choix? XIV, 148-150.
- VI. Legs d'un fait. XIV, 151.

Voir le mot *Interprétation des legs*.

LEGS PIES.

- I La jurisprudence en admet la validité, même quand ils sont faits à des personnes incertaines. XI, 320-324.
- II. Legs faits pour les trépassés. XI, 316.
- III. Tout legs pie est l'effet d'une superstition immorale, et devrait être annulé pour captation et cause illicite. XI, 316.

LÉSION.

- I. La lésion ne vicie pas le consentement. XV, 485.
 1. Application du principe.
 - a. Echange. XXIV, 613.
 - b. Renonciation à une succession. IX, 471.
 - c. Transaction. XXVIII, 408. Quid si un partage est fait sous forme de transaction? XXVIII, 409.
 - II. La lésion vicie, par exception, les engagements des mineurs. XVIII, 535.
 1. Quand le mineur non émancipé a-t-il l'action en rescision pour lésion? XVI, 43-48, 54, 55; XVIII, 535-531.
 2. Quand le mineur émancipé peut-il agir en rescision pour lésion? XVI, 56-59.
 3. Les mineurs peuvent-ils attaquer la transaction pour cause de lésion? XXVIII, 410.
 - III. La lésion vicie encore le partage et la vente. Voir les mots *Lésion (Partage)*, *Lésion (Vente)*. XVIII, 535.
 - IV. Quid de l'acceptation d'une succession? Sens de l'article 783. IX, 558-563.
 - V. En quoi l'action en rescision pour lésion diffère-t-elle de l'action en nullité? XVI, 47.
- Voir le mot *Action en nullité*.

LÉSION (PARTAGE).

I. Le partage peut être rescindé en cas de lésion de plus du quart. X, 475, 476.

1. Les copartageants peuvent-ils renoncer à la rescision? X, 479.

II. Conditions.

1. Il faut qu'il y ait *partage*. X, 480-484.

a. Tout partage est rescindable, même le *partage judiciaire*. X, 478.

b. Le partage fait sous forme de transaction X, 485-490.

c. Exception prévue par l'article 889. Explication de cet article X, 491-494.

d. *Quid du partage d'ascendant?* XV, 106-140. Voir *Partage d'ascendant*, III.

e. Partage de communauté. XXIII, 16.

f. Partage d'une société. XXVI, 416.

2. *Lésion*. Comment se fait l'estimation? X, 499-502.

III. *Qui peut agir?* Contre *qui?* Durée de l'action. X, 495-498.

IV. *Droit du défendeur* (art. 891). X, 503-507.

V. *Effet de la rescision*. X, 509.

1. Entre les *parties*. X, 510, 511.

2. A l'égard des *tiers*. X, 512, 513.

VI. *Confirmation du partage*. X, 516, 517.

1. L'article 892 s'applique-t-il au cas de lésion? X, 518.

LÉSION (VENTE).

I. Le *vendeur* d'un *immeuble* peut demander la rescision en cas de lésion de sept douzièmes. XXIV, 420-424.

1. La rescision a lieu dans *toute vente*. XXIV, 423, 426.

2. *Quid* dans les ventes *aléatoires*? XXIV, 427, 569.

a. Vente de l'usufruit. XXIV, 429.

b. Vente de la nue propriété. XXIV, 428.

3. Le *vendeur* peut-il *renoncer* au droit de *rescision*? XXIV, 430-431.

4. *Quid* si la *chose vendue* *périt* par *cas fortuit*? XXIV, 432

II. Quand y a-t-il *lésion*? XXIV, 433-435.

1. Comment la lésion doit-elle être établie? XXIV, 436-439.

III. Action en rescision.

1. C'est une action en nullité. XXIV, 440.

2. Elle est *divisible*. XXIV, 442.

3. *Immobilière*. XXIV, 443.

4. *Durée* de l'action. XXIV, 444.

5. *Quid* de l'exception? XXIV, 445.

IV. *Droit de l'acheteur*. Option. XXIV, 446, 447.

1. *Obligations* de l'*acheteur* quand il opte pour le maintien de la vente XXIV, 448 (1).

2. *Obligations* des *parties* quand la *vente* est *annulée*. XXIV, 449-452.

a. L'*acheteur* a-t-il le droit de *réfaction*? XXIV, 453.

(1. T. XXIV, table, p 631, ligne 1, n° 448 : au lieu du *vendeur*, lisez de l'*acheteur*.

3. Le *supplément* du juste prix offert par l'acheteur d'un *propre* est-il *propre*? XXIII, 284.

V. Du *tiers possesseur*.

1. L'*action* en rescision se donne-t-elle *contre* le tiers? XXIV, 443.

2. L'*action régit* contre les tiers. Droit des tiers. XXIV, 444.

3. *Quid* si le tiers possesseur a *amélioré* ou *dégradé* la chose? XXIV, 445.

LETTRES (CORRESPONDANCE).

I. *Commencement de preuve par écrit*. Peut résulter des lettres. XIX, 488.

1. *Quid* en matière de *filiation*? III, p. 523, *suiv.*

II. *Contrats bilatéraux*.

1. Ne peuvent se prouver par la correspondance des parties en matière civile. XIX, 324.

2. Ni la résiliation des contrats : du bail, par exemple. XXV, 353.

3. Application du principe aux *transactions*. XXVIII, 370.

III. *Contrats et faits unilatéraux* qui ne rentrent pas dans l'article 1326. Peuvent se prouver par *lettres*. Tels sont :

1. L'*aveu* extrajudiciaire. XXV, 88, p. 104, a.

2. *Louage*.

a. *Congé*. XXV, 338.

b. Faits d'exécution. XXV, 88.

3. *Pollicitation*. Offre et acceptation. XV, 475-477.

4. *Procuration*. XXVII, 448.

5. *Reconnaissance* d'une dette valant *interruption de la prescription*. XXXII, 128.

6. *Succèsion, acceptation*. IX, 289.

7. Testament olographe. Voir, *infra*, VII.

IV. *Divorce*. Les lettres sont-elles admises comme *preuve* dans la procédure en divorce ou en *séparation de corps*? III, 201-204.

V. *Expédition de valeurs* par la *poste*. Constitue-t-elle une faute contractuelle ou un quasi-délit? XX, 469; XXVII, 479.

VI. *Prescription*. Interruption. La *reconnaissance* peut se prouver par lettres XXXII, 128.

VII. *Testament*. On peut faire un testament olographe par lettre. XIII, 180.

LETTRES (PREUVE LITTÉRALE).

I. *Lettres passent témoins*. Voir le mot *Preuve testimoniale*, C.

LETTRES DE CHANGE.

Voir le mot *Billets négociables*.

LIBERTÉ.

I. *Conventions*. Toute condition ayant pour objet d'enchaîner la liberté est nulle. XVI, 135.

1. On ne peut engager ses services qu'à *temps*. XXV, 491-497.

2. Liberté d'exercer une industrie; en quel sens peut-elle être limitée? XVI, 136-139.

3. Les conventions contraires à la *liberté de l'industrie* sont nulles. XVI, 140-142.

II. *Donations et testaments.*

1. Les conditions contraires à la liberté individuelle et à la liberté religieuse sont réputées non écrites. XI, 441-443.
2. Les principes qui régissent la cause illicite s'appliquent aussi aux donations et aux testaments. XI, 506-509.

III. *Prescription.* La liberté des personnes et des biens est imprescriptible. XXXII, 225, 226.

LICITATION.

- I. Qu'est-ce que la *licitation*? XXIV, 456. Quand y a-t-il lieu à licitation? XXIV, 459.
 1. Dans quelles formes se fait-elle? XXIV, 457.
 2. Quand les étrangers peuvent-ils et quand doivent-ils y être admis? XXIV, 458.
 3. *Effet* de la licitation. Quand équivaut-elle à un *partage* et quand est-ce une *vente*? XXIV, 460.
 4. Quand la licitation est un *partage*, on applique l'article 883. X, 419.
 - a. Les *héritiers* pourraient-ils convenir que la licitation faite entre eux est une *vente*? X, 422.
 - b. Si l'adjudication a lieu en faveur d'un étranger, l'article 883 n'est pas applicable. X, 420.
 - c. Y a-t-il lieu, dans ce cas, à la revente sur folle enchère? X, 421.
 5. *Privilege.* Les collicitants ont le privilège du vendeur ou celui des copartageants, suivant qu'il y a vente ou partage. XXX, 34.
 6. *Transcription.* L'acte d'adjudication doit toujours être transcrit, qu'il y ait vente ou partage. XXIX, 62.

LIGNES (SUCCESSIONS).

- I. *Division par lignes.* Origine. VIII, 505; IX, 42.
 1. Différence entre cette division et la règle *paterna paternis*. IX, 43.
- II. *Effet* de la division.
 1. Tient-on compte de l'ordre de parenté ou de la proximité de degré? IX, 43.
 2. Exception à la division par lignes. IX, 44.
- III. Parenté *germaine*.
 1. Le code abolit le *privilege* du double lien. IX, 47.
 2. Les germains succèdent dans les deux lignes. IX, 48.
 3. La mère peut-elle succéder à son enfant comme mère et comme *cousine*? IX, 49.
- IV. *Refente*.
 1. Le code l'abolit. IX, 45.
 2. Conséquence qui en résulte. IX, 46.
- V. Quand y a-t-il *dévolution* d'une ligne à une autre? IX, 50.

LIT ABANDONNÉ.

1. A qui appartient le lit abandonné? VI, 306.
2. Qu'entend-on par lit abandonné? VI, 307.
3. *Quid* si le changement de lit est artificiel? VI, 308.

LIVRES DES MARCHANDS.

Voir le mot *Registres des marchands*.

LIVRES DOMESTIQUES.

Voir le mot *Papiers et registres domestiques*.

LOGEURS ACCIDENTELS.

1. Sont-ils soumis à la *responsabilité de l'hôtelier*? XXVII, 148.

LOGEURS EN GARNI.

1. Sont-ils soumis à la *responsabilité de l'hôtelier*? XXVII, 149.

LOI (PRINCIPES GÉNÉRAUX).**I. Définition.** 1, 2.

1. Le droit et la loi 1, 3.

2. Le droit est antérieur à la loi, 1, 4.

3. La loi est l'expression du droit. 1, 5.

II Abrogation de la loi. Voir ce mot,

III, *Application* de la loi. 1, 233-237. Voir le mot *Application des lois*.

IV. Autorité de la loi.

1. Devoirs des citoyens et des tribunaux. 1, 30-33.

a. La *résistance à la loi* est un délit. XX, 403.

b. *Résistance des évêques belges* à la loi sur les fondations de bourses.

Voir *Eglise et Etat*.

c. *Violation permanente de la loi* par les *congrégations religieuses*.

Voir le mot *Associations religieuses*.

2. Des *actes conformes* à la loi. 1, 34, 35.

3. Des *actes contraires* à la loi. Nullité. 1, 36-72.

4. *Interprétation* des lois. 1, 268-286. Voir ce mot.

5. *Lots personnelles et réelles*. 1, 73-140. Voir le mot *Statut personnel et réel*.

6. *Promulgation* de la loi. 1, 8-15. Voir ce mot.

7. *Publication* de la loi. 1, 16-29. Voir ce mot.

8. *Rétroactivité* de la loi. 1, 141-249. Voir le mot *Rétroactivité*.

9. *Sanction* de la loi. 1, 6, 7. Voir ce mot.

LOI (EFFET).

1. *Prescription*. La loi forme-t-elle un *juste titre*? XXXII, 405.

II. *Publicité* des actes. Les actes légaux n'y sont pas soumis. XXIX, 33, 34, 36.

1. *Servitudes légales*. Doivent-elles être *transcrites*? XXIX, 79-81.

2. Les *successions* et *testaments* ne sont pas soumis à la transcription.
XXIX, 39-42.

3. L'*usufruit légal* ne doit pas être *transcrit*. XXIX, 36.

4. La *subrogation légale* ne doit pas être *inscrite*. XXIX, 236.

LOIS (ABROGEANT, COMPLÉTANT OU REMPLAÇANT DES DISPOSITIONS DU CODE NAPOLEON).

1. *Loi fondamentale* de 1815. Naturalisation des étrangers domiciliés en Belgique. 1, 353.

2. Loi du 12 janvier 1816. V, 89-91 ; X, 151, 307, 308.
3. Loi du 10 janvier 1824 sur l'*emphytéose* et la superficie. VIII, 340, 409.
4. Loi du 23 avril 1827. II, 358.
5. *Constitution belge*. 7 février 1831.
 - a. Abolition de la mort civile (art. 15). I, 405.
 - b. Naturalisation et naturalisation des étrangers domiciliés en Belgique. I, 337.
 - c. *Publication des lois, arrêtés et règlements* (art. 120). I, 16.
6. Loi du 28 février 1831 sur les dispenses qui peuvent être accordées pour le mariage entre beau-frère et belle-sœur. II, 555.
7. Loi du 22 septembre 1835. Modifie l'article 21 du code civil. Cette loi est abrogée par celle du 21 juin 1865. Voir plus loin n° 17.
8. Loi du 27 septembre 1835 sur la naturalisation. I, 350-353.
9. Loi du 4 juin 1839 sur les Limbourgeois et les Luxembourgeois. I, 358, 360, 366.
10. Loi interprétative du 28 avril 1850. XXII, 113-115.
11. Loi du 8 juin 1850 sur les *aliénés*. V, 380.
12. Loi du 16 décembre 1851 sur le régime hypothécaire. XXIX, 1.
 - a. Contient aussi des dispositions sur la tutelle, et la publicité des contrats de mariage. XXIX, 2, 3.
13. Loi du 15 août 1854 sur l'expropriation forcée. XXXI, 563.
14. Loi du 19 décembre 1864 sur les fondations en faveur de l'enseignement et des boursiers. XI, 198.
15. Loi du 27 avril 1865. Abolit le droit d'aubaine. I, 420 ; VIII, 551, 552.
16. Loi du 5 mai 1865 sur le *taux de l'intérêt*. XVI, 313-317, 340.
17. Loi du 21 juin 1865. Abroge les articles 17, n° 2, et 21 du code civil. I, 379.
18. Loi du 8 juin 1867. Abolit l'*interdiction légale*. I, 404 ; V, 246.
19. Loi du 27 juillet 1871. Abolit la contrainte par corps. XXVIII, 431.
20. Loi du 20 juin 1873 (art. 6). Permet de faire des *offres réelles* en *billets de la Banque-Nationale*.

LOIS FISCALES.

Les conventions ayant pour objet de *frauder* les lois fiscales sont illicites. XVI, 148. Voir le mot *Contre-lettres*.

LOIS FRANÇAISES.

- I. Les lois *françaises* qui n'ont pas été publiées en Belgique n'y ont aucune force. I, 23.
1. L'arrêt du conseil du 25 février 1765 n'a pas été publié en Belgique. I, 61, note 1.

LOIS IMPÉRATIVES.

1. Emportent nullité quand elles impliquent une prohibition. I, 67.

LOIS INCONSTITUTIONNELLES.

1. Sont obligatoires, en ce sens que les tribunaux ne peuvent refuser de les appliquer. I, 31.

LOIS INTERPRÉTATIVES.

1. Elles rétroagissent. En quel sens ? I, 167

LOIS PERSONNELLES ET RÉELLES.

Voir le mot *Statuts personnels et réels*.

LOIS DE POLICE ET DE SURETÉ.

1. Qu'entend-on par lois de *police et de sûreté* ? I, 103-107.
2. Elles forment un *statut réel*. Les étrangers y sont soumis. I, 77.

LOIS PROHIBITIVES.

1. Emportent peine de nullité, dans la doctrine de Merlin. I, 59, 60.
2. Quand y a-t-il disposition prohibitive ? I, 61-64.
3. Objections contre la théorie de Merlin. Ce qu'elle a de vrai. I, 63, 66.
4. *Prohibitions de la loi*. Quand elles constituent une *cause illicite*. XVI, 143-148.

LOTÉRIES.

1. *Abolies* dans un intérêt de moralité. Toute convention ayant pour objet le jeu de loterie est viciée par une cause illicite, et partant inexistante. XVI, 145.
2. Le législateur est très-inconséquent en autorisant les *actions* et les *lois avec prime*, ce qui est une vraie loterie. XVI, 146.
3. La vente des *chances* attachées à une *obligation* ou à un *lot* est-elle permise ? XVI, 146, 147.
4. Les *gains de loterie* forment-ils un *acquis de communauté* ? XXIII, 134.

LOUAGE.

1. Droit de *bail*. Peut-il être donné en *gage* ? XXVIII, 461, 481.
2. *Rétroactivité*.
 - a. *Droit d'expulsion*. I, 231.
 - b. *Réconduction tacite*. I, 208.
 - c. Bail fait par l'*usufruitier*. I, 222.

LOUAGE DE CHOSSES.**A. NATURE DU LOUAGE.****I. Définition. XXV, 1, 2.**

1. Différence entre le *louage* et la *vente*. A quel caractère on les distingue XXV, 3, 4.
2. Applications empruntées à la *jurisprudence*. VI, 378 ; XXV, 5-8.

II. Droit du preneur.

1. C'est un droit de *créance*. XXV, 9-13.
2. Critique de la doctrine contraire de Troplong. XXV, 14-23 bis.
3. Conséquences du principe établi par le code civil et consacré par la *jurisprudence*. XXV, 23.
 - a. L'*acquéreur* est-il tenu des obligations du *bailleur* ? XXV, 24.
 - b. Le *preneur* ne peut former une action *réelle* ni y répondre. XXV, 23, 23, 27.

c. Le premier preneur a-t-il un *droit réel* à l'égard d'un second preneur? XXV, 28.

d. Le droit du preneur est *mobilier*. XXV, 29, 30.

III. Louage et usufruit. Analogies et différences. XXV, 31-34.

B. CONDITIONS DU LOUAGE DES CHOSE.

I. Quelles sont les conditions requises pour l'existence ou la validité du bail? XXV, 33.

1. Les parties y peuvent-elles déroger? XXV, 33.

II. *Consentement*. Sur quoi il doit porter. XXV, 37.

1. Quelle peut être la *durée* du bail? XXV, 38, 39.

2. *Promesses* de bail, unilatérales ou bilatérales et arrhes. XXV, 40, 41

III. *Capacité*.

1. Quelle *capacité* faut-il avoir? XXV, 42, 43.

2. Bail de la chose *d'autrui*. XXV, 56.

a. Bail consenti par l'héritier apparent ou le possesseur. XXV, 57.

b. Bail consenti par un propriétaire à temps. Envoyés en possession. Grevés de substitution. XXV, 45.

c. Bail consenti par un propriétaire dont le droit est résolu. XXV, 46.

d. Bail consenti par un copropriétaire par indivis. XXV, 44.

3. Des propriétaires qui n'ont qu'un pouvoir d'administration. XXV, 47.

4. Des administrateurs mandataires. V, 45-49; XXV, 48, 53, 53.

5. Les administrateurs peuvent-ils résilier un bail? XXV, 54.

IV. *Objet*.

1. Quelles choses peuvent être louées? XXV, 60-62.

2. Les choses consommables? *Quid* comme accessoires? XXV, 63.

3. *Quid* des biens qui sont hors du commerce? XXV, 64.

4. *Quid* des fonds donnés à usage? VII, 117.

5. *Quid* si les choses sont louées pour un usage déshonnéte ou illicite? XXV, 65.

V. *Prix*.

1. En quoi il doit consister? XXV, 58.

2. *Quid* si c'est un prix vil? XXV, 59.

C. PREUVE DU CONTRAT DE LOUAGE.

I. La preuve se fait d'après le droit commun. XXV, 66 (1).

1. Sauf l'application de la loi hypothécaire belge. XXV, 67.

2. Et les dispositions exceptionnelles des articles 1715 et 1716. XXV, 68

II. Du bail verbal qui n'a reçu aucune exécution.

1. L'article 1715 déroge au droit commun, dans le cas où le bail est fait sans écrit. XXV, 69, 70.

a. *Quid* s'il y a des arrhes données? XXV, 71.

2. Le bail verbal peut être prouvé par le serment. XXV, 72.

a. *Quid* de l'aveu? XXV, 72.

(1) T. XXV, p. 78, ligne 2 du n° 66 : au lieu de 1782, lisez 1532.

b. Quid de la preuve testimoniale s'il y a un commencement de preuve par écrit? XXV, 73-75.

III. Du bail verbal qui a reçu un commencement d'exécution.

1. Quand l'exécution du bail est constante, XXV, 77.

a. Comment, dans cette hypothèse, détermine-t-on le prix? XXV, 78-83.

b. Comment fixe-t-on la durée du bail verbal? XXV, 83, 84.

c. Quid des autres conditions du bail? XXV, 85.

d. Comment déterminera-t-on si la limite de 150 francs est dépassée? XXV, 86.

2. Quand le commencement d'exécution est contesté.

a. Les faits d'exécution peuvent-ils être prouvés par témoins si la preuve tend à établir l'existence du bail verbal? XXV, 87.

b. Quid s'il y a un commencement de preuve par écrit? Quid par aveu? par lettre? XXV, 88.

IV. Cas dans lesquels les articles 1715 et 1716 ne sont pas applicables.

1. Ils sont de stricte interprétation. XXV, 89.

2. Ils ne s'appliquent pas au bail de meubles. XXV, 90.

3. Ni à l'interprétation du bail. XXV, 91.

4. Ni aux modifications qui y ont été apportées par convention des parties. XXV, 92, 93.

5. Ni en matière de prescription. XXV, 94.

6. Ni à la preuve de la possession indue. XXV, 95.

LOUAGE DE MAISONS ET DE BIENS RURAUX.

A. OBLIGATIONS DU BAILLEUR.

I. Quelles sont ces obligations. XXV, 101.

1. Règle d'interprétation. XXV, 99, 100.

II. Le bailleur doit délivrer la chose avec ses accessoires et à ses frais. XXV, 102-106.

1. Il est tenu de délivrer la chose en bon état de réparations. XXV, 107-109.

III. Il doit faire, pendant le bail, les réparations autres que les locatives. XXV, 110-113.

IV. Il doit garantir des vices. XXV, 114.

1. De quels vices? XXV, 115-119.

2. Quels sont les effets de la garantie? XXV, 120-122.

V. Jouissance paisible.

1. Le bailleur doit garantir de ses faits personnels. XXV, 123-127.

a. S'il loue successivement la chose à deux preneurs, lequel sera préféré? XXV, 128, 129.

b. Quand un nouveau bail constitue-t-il un trouble à l'égard des anciens locataires? XXV, 130, 131.

c. Y a-t-il trouble quand le bailleur permet d'exercer ou exerce lui-même une industrie similaire à celle qu'exerce un ancien locataire? XXV, 133-137 (1).

(1) T. XXV, p. 181, chiffre de la page : au lieu de 451, lisez 181.

2. *Réparations que le bailleur a le droit de faire.* XXV, 138.
 - a. Quand, de ce chef, le preneur a-t-il droit à une indemnité? XXV, 139, 140.
 - b. Le preneur a-t-il droit à des dommages-intérêts? XXV, 141.
 - c. Peut-il demander la résiliation du bail? XXV, 142.
3. Le bailleur ne peut *changer la forme de la chose louée.* XXV, 143-146.
4. Le bailleur répond-il des *entraves* apportées à la *jouissance* du preneur par le fait d'un *tiers*? XXV, 147.
 - a. Des *actes de l'administration.* Quand le bailleur en répond-il? quand n'en répond-il pas? XXV, 148-153.
 - b. Des *actes des particuliers.* On suit les mêmes principes. XXV, 154 (1) -156.
5. Droits du preneur en cas de trouble.
 - a. Il peut demander la résiliation du bail. XXV, 157.
 - b. A-t-il droit à des dommages-intérêts? XXV, 158.
6. *Défense du preneur.*
 - a. Le bailleur n'est pas garant du trouble de fait. XXV, 159 (2) -163.
 - b. Il est garant du trouble de droit. XXV, 159, 164.
 - c. Obligation et droit du preneur quand il est troublé. XXV, 165-167.
 - d. Quels sont les effets de la garantie? XXV, 168, 169.

B. DROITS DU PRENEUR.

- I. Droit de jouir. XXV, 170.
 1. *Quid* des terres d'alluvion? XXV, 171.
 2. Il a droit à la *chasse* et à la *pêche.* XXV, 172, 173.
 3. Peut-il réclamer un passage en cas d'*enclave*? VIII, 75.
 4. A-t-il un *recours* contre le *bailleur* quand il est condamné à des *dommages-intérêts* pour des *actes de jouissance*? XXV, 174.
- II. Des *plantations, constructions et améliorations.*
 1. Le *preneur* a-t-il le droit d'améliorer, de construire, de planter? XXV, 175, 176.
 - a. Peut-il *hypothéquer* les constructions? XXX, 215, 216.
 2. Quels sont les droits du bailleur sur ces ouvrages? XXV, 177-180.
 3. Le preneur a-t-il droit à une indemnité? XXV, 181-184.
 4. *Quid* des *améliorations* que le preneur ne peut pas *enlever*? XXV, 183.
- III. *Sous-location et cession* du bail. XXV, 186, 187, 190. *Exception.* XXV, 234.
 1. *Sous-location.* C'est un nouveau bail qui n'a d'effet qu'entre les parties. XXV, 191-193.
 - a. Effet de la sous-location entre le sous-bailleur et le sous-preneur. XXV, 194-197.
 - b. La sous-location ne modifie point le lien qui existe entre le bailleur et le sous-bailleur. XXV, 198, 199.
 - c. La sous-location ne crée pas de lien entre le bailleur et le sous-preneur. Explication de l'article 1755. XXV, 200 (3) -204.

(1) T. XXV, p. 160, ligne 11 : au lieu de 1709, lisez 1719.

(2) T. XXV, p. 178, ligne 5 du n° 160. Ajoutez après le mot *personnel* : (art. 1726).

(3) T. XXV, p. 223, ligne 2 du n° 202 : au lieu de 1717, lisez 1733.

2. *Cession de bail*. Est-ce une vente du droit de bail? XXV, 188. Quand la cession est-elle une vente? XXV, 189, 205.

a. Effet de la cession entre le cédant et le cessionnaire. XXV, 206, 207.

b. Effet de la cession entre le bailleur et le cédant. XXV, 208.

c. Effet de la cession entre le bailleur et le cessionnaire. XXV, 209-213.

3. De la *prohibition de céder ou de sous-louer*.

a. Étendue de la prohibition. XXV, 214-219.

b. La clause est de rigueur. XXV, 220-224.

c. Elle ne peut être opposée aux créanciers dans le cas de l'article 2102. XXV, 225.

d. Sanction de la prohibition. Droit de résolution. XXV, 226-231.

e. De la renonciation à la clause prohibitive. XXV, 232, 233.

C. OBLIGATIONS DU PRENEUR. QUELLES SONT CES OBLIGATIONS? XXV, 235.

I. *Paiement du prix*.

1. Quand et où le prix doit-il être payé? XXV, 236-238.

2. *Preuve du paiement*. XXV, 239.

3. Quand le preneur peut-il suspendre le paiement du prix? XXV, 240-243.

4. Le preneur doit payer les frais et loyaux coûts. XXV, 244.

II. *Contributions*. Quelles contributions le preneur doit-il payer? XXV, 245-247.

III. *Mode de jouissance*. Le preneur a deux obligations. XXV, 248.

1. Il doit jouir en bon père de famille. XXV, 249.

a. Quand y a-t-il abus? XXV, 250-252.

b. Le preneur peut-il faire des changements à la chose louée? XXV, 253, 254.

c. Peut-il établir le gaz? XXV, 253.

d. Le preneur peut-il épuiser la jouissance d'une carrière? XXV, 256.

2. Le preneur doit jouir de la chose d'après sa destination. XXV, 257-262.

3. Sanction de ces obligations. XXV, 263.

a. Droit du bailleur en cas d'abus de jouissance. XXV, 264-267.

b. Droit du bailleur en cas de changement de destination. XXV, 268.

IV. *Obligation de restitution*. XXV, 269.

1. Le preneur doit-il restituer la chose en bon état de réparations de toute espèce? XXV, 270-273.

V. *Pertes et dégradations*. Qui les supporte et qui doit les prouver? XXV, 274, 275.

VI. *Responsabilité en cas d'incendie*.

1. Le preneur répond de l'incendie. L'article 1733 est l'application du droit commun. XXV, 276-280.

a. La responsabilité est générale. XXV, 281.

b. Quand cesse-t-elle? XXV, 282-283.

g. Conséquence de la responsabilité. Droit du bailleur. XXV, 288-289.

d. Le bailleur peut renoncer à son droit. XXV, 289-291.

2. Responsabilité des *colocataires*. XXV, 292-294.

3. Comment se règle la responsabilité quand le propriétaire habite la maison? XXV, 295-301.

4. Cas dans lesquels les articles 1733 et 1734 sont ou non applicables XXV, 302.

a. Ils s'appliquent, par analogie, au créancier antichrésiste et à l'usufruitier. XXV, 303-305.

b. Ils ne s'appliquent pas quand l'incendie constitue un quasi-délit. XXV, 306-311.

D. FIN DU BAIL. DES CAUSES QUI METTENT FIN AU BAIL. XXV, 312.

I. *Expiration du temps*. Distinction entre le cas où le bail est fait avec terme fixe et le cas où il est fait sans terme fixe. XXV, 313, 314.

1. Des baux qui ont une *durée fixe*.

a. En vertu de la convention. XXV, 315-317.

b. Le bail finit-il par la *force majeure* qui empêche le preneur d'habiter la maison? XXV, 319.

c. Finit-il par la *mort des parties contractantes*? XXV, 318.

d. De la *durée légale* ou *coutumière*. XXV, 320.

e. Quel est l'effet du terme conventionnel, légal ou coutumier? XXV, 321.

f. L'article 1736 ne s'applique pas aux baux à ferme. XXV, 322.

2. Des baux qui n'ont pas une *durée fixe*.

a. Quelle est la *durée* des baux à loyer sans terme fixe d'après les usages de Paris? XXV, 323, et d'après les usages belges? XXV, 324, 325.

b. Du *congé*. Formes. Délai. XXV, 326-330.

3. De la *tacite reconduction*, XXV, 331-350. Voir le mot *Reconduction tacite*.

II. *Consentement des parties*. XXV, 351. Preuve de la résiliation. XXV, 352, 353.

III. *Inexécution des engagements* de l'une des parties.

1. *Condition résolutoire tacite*.

a. Règle générale. XXV, 354, 355.

b. Application au défaut du *payement du prix*. XXV, 356.

c. *Conditions*. Faut-il une mise en demeure? XXV, 358, 359.

d. *Quid* si le bailleur n'a pas rempli ses obligations? XXV, 360.

e. *Quid* si le preneur tombe en faillite ou en déconfiture? XXV, 357.

f. Le juge peut accorder un *délai*. XXV, 361. A-t-il un pouvoir d'appréciation? XXV, 362.

2. *Condition résolutoire expresse*.

a. Quand le *pacte commissaire* équivaut-il à la condition résolutoire *tacite*? XXV, 363, 364.

b. Quand équivaut-il à la condition résolutoire *expresse*? XXV, 365-367.

- c. Faut-il une *déclaration de volonté* du bailleur? XXV, 368
- d. *Quid* si les *fermages* sont *quérables*? XXV, 371.
- e. Les tribunaux peuvent-ils maintenir le bail si le preneur remplit ses engagements? XXV, 369, 370.
- f. Le bailleur peut renoncer aux effets de la condition résolutoire. XXV, 372-374.

3. *Conséquences de la résolution.* XXV, 375-380.

IV. *Déconfiture et faillite du preneur. Voir le mot Faillite.*

V. *Fait du bailleur.*

- 1. Baux consentis par celui qui n'est pas propriétaire. XXV, 381, VI, 180.
- 2. Ou par celui qui a une propriété annulable ou résoluble. XXV, 382-384.
- 3. *Quid* en cas d'*expropriation* pour *utilité publique*? XXV, 385.
- 4. Que devient le *sous-bail* quand le *bail principal* cesse? XXV, 386.
- 5. L'article 555 est-il applicable en cas d'*éviction* du bailleur? XXV, 387.

VI. *Expulsion du preneur en cas de vente de la chose louée.*

- 1. Quand l'acquéreur doit-il respecter le bail? XXV, 388, 392, 393.
- 2. Quand peut-il expulser le preneur? XXV, 389, 390.
- 3. Le preneur expulsé a-t-il droit à des dommages-intérêts contre le bailleur? XXV, 391.

VII. *Expulsion en vertu d'une clause du bail.*

- 1. *Conditions* du droit d'expulsion. XXV, 394 (1) -397.
- 2. Le preneur a droit à des dommages-intérêts. XXV, 398, 399.
- 3. Le preneur a-t-il le droit de rétention? XXV, 400.

VIII. *Perte de la chose.*

- 1. La *perte totale* résout le bail. XXV, 401; XVI, 273.
- 2. *Quid* de la *perte partielle*? XXV, 402-404.
 - a. Les *actes de l'administration* sont-ils un cas fortuit dans le sens de l'article 1722? XXV, 406, 416-419.
 - b. La *guerre* est un cas fortuit dans le sens de cet article. XXV, 414, 415.
 - c. *Quid* si la *jouissance* de la *chose* devient *impossible*? XXV, 409, 411-415.
 - d. *Quid* si la *destination* donnée à la chose devient *impossible*? XXV, 410.
- 3. *Droit du preneur.*
 - a. Peut-il exiger que le bailleur reconstruise? XXV, 405-407.
 - b. *Quid* si la chose périt par la faute du preneur? Devra-t-il les loyers? XXV, 408.
 - c. Le preneur peut se charger des cas fortuits. XXV, 420.

LOUAGE DE BIENS RURAUX (RÈGLES PARTICULIÈRES).

I. *Obligation du fermier. Voir le mot Colonage partiaire.*

- 1. Obligation de *garnir* la ferme d'animaux et d'ustensiles. XXV, 435.
- 2. Obligation de *jouer en bon père de famille.* XXV, 436.
- a. *Asselement.* XXV, 439.

(4) T. XIV, p. 438, ligne 2 du n° 304 : au lieu de *qu'il*, lisez *que le bailleur*.

284 LOUAGE DE MAISONS.—LOUAGE D'OUVRAGE ET D'INDUSTRIE.

- b. Engrais. XXV, 437, 438.
- 3. Sanction de l'article 1766. Pouvoir d'appréciation du juge. XXV, 440-442.
- 4. Obligation d'*engranger* les fruits. XXV, 443.
- 5. *Troubles et usurpations*. Obligation de les dénoncer. XXV, 444.
- II. Droits et obligations des *fermiers entrants et sortants*. XXV, 448.
 - 1. Engrais et pailles. XXV, 448-454.
 - 2. Labours et semailles. XXV, 446, 447.
- III. *Durée* du bail à ferme. XXV, 470-472.
 - 1. Les parties peuvent *déroger*. XXV, 473-475.
 - 2. *Fin* du bail et *tacite reconduction*. XXV, 476.
- IV. *Erreurs de contenance*. Droits des parties. XXV, 445.
- V. *Perte de récoltes*. Droit du fermier à une indemnité. XXV, 455.
 - 1. *Conditions* requises pour que le fermier ait droit à une indemnité. XXV, 456-458.
 - a. Application du principe au bail d'une année et au bail de plusieurs années. XXV, 459.
 - b. *Quid* si le fermier est indemnisé par les récoltes précédentes? XXV, 460-463.
 - c. *Preuve* du cas fortuit. XXV, 463.
 - d. *Quid* si la ferme produit plusieurs espèces de fruits? XXV, 464.
 - 2. Quand le droit à l'indemnité *cesse-t-il*? XXV, 463 (1)-469.

LOUAGE DE MAISONS (RÈGLES PARTICULIÈRES).

- I. Baux à *loyer* et à *ferme*. Comment on les distingue. XXV, 421, 422.
- II. *Durée* du bail.
 - 1. D'un *appartement*. XXV, 431, 432.
 - 2. Bail des *meubles* fournis pour *garnir* les lieux *loués*. XXV, 430.
 - 3. Le *propriétaire* peut-il résoudre le bail pour occuper la maison? XXV, 433 (2)-434.
- III. Obligation de *garnir* les lieux loués. XXV, 423, 424 (3).
 - 1. Le *locataire* peut-il déplacer les meubles? XXV, 423, 426.
- IV. *Réparations locatives*. XXV, 427-430.

LOUAGE DE MEUBLES ET D'IMMEUBLES AUTRES QUE MAISONS.

- I. Quelles sont les *règles* qui régissent ces *baux*? XXV, 96, 97.

LOUAGE D'OUVRAGE ET D'INDUSTRIE.

- I. Classification. XXV, 486. Définition. XXV, 484. Terminologie. XXV, 483.
 - 1. Différence entre le *louage d'ouvrage* et le *mandat*. XXVII, 353-358.

A. ARCHITECTES.

Voir ce mot.

- (1) T. XXV, p. 521, ligne 3 du n° 468. Après le mot *fortuit*, ajoutez : (art. 1772).
- (2) T. XXV, p. 496, ligne 48 du n° 423 : au lieu de *introquées*, lisez *révoquées*.
- (3) T. XXV, p. 477, lignes 4 et 7 du n° 424 : au lieu de 1738, lisez 1732.

B. LOUAGE DES DOMESTIQUES ET OUVRIERS. XXV, 487-517.

Voir le mot *Domestiques et ouvriers*.

C. VOITURIERS. XXV, 518-555.

Voir ce mot.

D. DEVIS ET MARCHÉS.**I. Définition. Devis, marché, prix fait et forfait. XXVI, 1.**

1. Différence entre le marché à prix fait et le louage de travail. XXVI, 2.
2. Différences entre le louage des *ouvriers* et celui des *entrepreneurs*. XXVI, 3.
- a. Quand l'*ouvrier* est-il *entrepreneur*? XXVI, 4.
3. Le contrat par lequel l'*ouvrier* s'engage à faire un *ouvrage*, en fournissant la matière, est-il un *louage* ou une *vente*? XXVI, 5.

II. Des risques.

1. Quand l'*ouvrier* supporte-t-il la perte de la chose? XXVI, 6.
- a. L'article 1788 s'applique-t-il aux *travaux de construction*? XXVI, 7, 8.
2. L'*ouvrier* qui fournit seulement son *travail* n'est tenu que de sa *faute*. XXVI, 9.
- a. Application du principe à l'*incendie*. XXVI, 10.
3. L'*ouvrier* a-t-il droit à son *salairé* quand la *matière* du maître péricite par *cas fortuit*? XXVI, 11-13.
- a. *Quid* si la chose péricite par le vice de la matière? XXVI, 14.
- b. L'article 1791 est-il applicable au contrat de *construction* lorsque l'*entrepreneur* fournit les *matériaux*? XXVI, 15.
4. L'*ouvrier* est *déchargé* de sa *responsabilité* quand l'*ouvrage* est vérifié et reçu. XXVI, 16.

III. Fin du louage d'ouvrage.

1. Droit du maître de résilier le marché. XXVI, 17.
- a. A quels cas s'applique l'article 1794? XXVI, 18.
2. La mort de l'*ouvrier* met fin au contrat. XXVI, 20.
- a. Droits des héritiers de l'*ouvrier*. XXVI, 24.
- b. A quels cas s'applique l'article 1796? XXVI, 21, 23.
- c. S'applique-t-il, par analogie, au contrat de *voltage*? XXVI, 23.

LOYERS ET FERMAGES.

Voir le mot *Fermages et loyers*.

LUCARNES.

1. Les dispositions sur les *vues* (art. 678) s'appliquent-elles aux *lucarnes*? VIII, 56.

M**MAINLEVÉE.**

1. Mainlevée de l'*interdiction*. V, 329-333.
2. Mainlevée du *jugement* qui nomme un *conseil judiciaire*. V, 377-379.

3. Mainlevée de l'inscription hypothécaire. XXXI, 149. Voir le mot *Rediption des inscriptions*.

4. Mainlevée de l'opposition au mariage II, 397-403.

MAINMORTE.

I. Histoire de la prohibition de la mainmorte. I, 302.

II. Et de l'incapacité de recevoir prononcée contre les gens de mainmorte. XI, 188-191.

1. L'édit de Louis XV de 1749. XI, 188.

2. L'édit de Marie-Thérèse de 1753 I, p. 392, 393.

III. Mainmorte est synonyme de spoliation des familles, I, 290.

Voir les mots *Associations religieuses, Congrégations hospitalières, Corporations religieuses, Personnes civiles*.

MAISON MEUBLÉE. MAISON AVEC TOUT CE QUI S'Y TROUVE

1. Sens légal de ces expressions. V, 521-522.

2. Quid si les parties emploient des expressions analogues, mais différentes? V, 523, 524.

MAÎTRES.

I. *Maîtres et commettants*. Responsabilité du fait d'autrui (voir ce mot). XXXII, 570-589.

II. *Maîtres et domestiques*. Voir le mot *Domestiques*.

III. *Maîtres et instituteurs*. Prescription de leur action. XXXII, 504.

IV. *Maîtres et ouvriers*.

1. Prescription des frais d'apprentissage. XXXII, 502.

2. Responsabilité du dommage causé par les apprentis. XX, 506, 509.

V. *Maîtres de pension*.

1. Prescription. XXXII, 502.

2. *Privilège*. Les maîtres de pension n'ont plus le privilège que le code civil leur accordait pour *fournitures*. XXIX, 576.

MAJORITÉ.

I. Majorité ordinaire. IV, 361.

II. Majorité spéciale.

1. *Adoption*. IV, 203, 204.

2. *Divorce*. III, 277.

3. *Mariage*. II, 282, 311, 323.

III. La majorité fait cesser la puissance paternelle, IV, 229, et l'administration légale des père et mère. IV, 320.

IV. La majorité fait cesser la tutelle et la curatelle. V, 113, 102, 210.

V. *Rétroactivité*. Les lois fixant la majorité rétroagissent. I, 182-189.

VI. *Statuts*. La majorité forme un statut personnel. I, 148.

MALADIE.

I. Incapacité de disposer au profit du médecin, XI, 339-346, et au profit du ministre du culte. XI, 357-358 bis.

II. *Privilège des frais de dernière maladie*. XXIX, 361-363.

III. *Rente viagère* constituée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est morte. XXVIII, 279-283.

V. *Société*. Fin pour cause de maladie d'un associé, XXVI, 403.

V. *Testament*.

1. Fait en état de *maladie contagieuse*. XIII, 442-444.

2. Quand la maladie constitue-t-elle une incapacité de tester? XI, 124.

VI. *Tutelle*. Excuse. IV, 504.

MANDAT CONVENTIONNEL.

A. CARACTÈRES DU MANDAT.

I. *Caractère essentiel* du mandat. XXVII, 332, 333.

1. Comment peut-on le distinguer du louage d'ouvrage ou d'industries. XXVII, 333.

2. Critique de la doctrine traditionnelle. Le *code* l'a abandonnée XXVII, 334-337.

3. Différence entre le *mandat salarié* et le *louage d'ouvrage*. XXVII, 338.

II. *Gratuité* du mandat.

1. Il est gratuit de sa nature, XXVII, 339, et partant unilatéral. XXVIII, 5.

2. Il peut être *salarié*. XXVII, 339. La convention de salaire peut être *tacite*. XXVII, 340-346.

3. La *convention de salaire* peut être attaquée pour *vice de consentement*. XXVII, 348 (4).

4. Elle ne peut pas être *réduite*. XXVII, 347. Critique de la jurisprudence contraire, XXVII, 348-356.

5. Le salaire modifie la nature du mandat. Il devient *bilatéral*. XXVII, 339, 340.

III. *Mandat. Recommandation. Conseil*. Différences. XXVII, 357.

1. Quand la *recommandation* et le *conseil* impliquent-ils un *mandat*? XXVII, 358, 359, ou une *gestion d'affaires*? XXVII, 359.

2. Le *conseil* et la *recommandation* peuvent constituer des faits dommageables. XXVII, 360.

3. Application du principe aux *notaires*. XXVII, 364-376. Voir le mot *Notaire (Responsabilité)*.

B. CONDITIONS REQUISES POUR LA VALIDITÉ DU MANDAT.

I. *Consentement*.

1. Il doit y avoir concours de volontés. XXVII, 377.

2. Ce concours peut être *tacite*. XXVII, 378-390. Voir le mot *Mandat tacite*.

3. De la *procurat*ion et de l'acceptation. XXVII, 391-393.

II. *Capacité*.

1. Quelle capacité faut-il pour donner un mandat? XXVII, 394, 396.

2. Quelle capacité faut-il pour être mandataire? XXVII, 397.

a. Un *cadavre* (ou un *fœtus*) peut-il être mandataire? XXVII, 394.

b. Des *incapables*, femmes mariées, mineurs, interdits. XXVII, 397-399.

c. *Quid* si le mandant est incapable et si le mandataire et le tiers sont de bonne foi? XXVII, 400.

1. T. XXVII, p. 394, ligne 7 du n° 348 : après le mot *partage*, ajoutez *et*.

III. *Objet.*

1. Quels faits peuvent être l'objet d'un mandat? XXVII, 401-403.
2. Le mandat peut-il être donné dans l'intérêt du mandataire? d'un tiers? XXVII, 404, 405.
3. *Étendue du mandat.*
 - a. Quand le mandataire a-t-il le pouvoir d'*aliéner*? XXVII, 406-408.
 - b. Explication des articles 1988 et 1987. XXVII, 409, 410.
 - c. Mandat donné par le mari à sa femme d'*emprunter sans aucune limitation*, avec ou sans autorisation. XXVII, 411, 412.
 - d. Mandat illimité d'*emprunter* donné par la femme à son mari. XXVII, 396, 413.
 - e. Mandat donné par la femme à son mari de l'*obliger* pour toutes les dettes par lui contractées. XXVII, 414-418.
4. Du mandat d'*administration*.
 - a. Que comprend-il? XXVII, 419.
 - b. Le mandataire général peut faire des actes d'*administration*. Quels sont ces actes? XXVII, 420-422.
 - c. Il ne peut faire des actes de *disposition*. Quels sont ces actes? XXVII, 423-431.
 - d. *Quid des actions judiciaires*? XXVII, 423, 424.

IV. *Interprétation du mandat.*

1. Les procurations sont de stricte interprétation. XXVII, 432, 433.
2. *Quid* si le mandataire dépasse les limites de son pouvoir? XXVII, 434.
3. Quand le mandataire a-t-il le pouvoir de recevoir un paiement?
 - a. De ceux qui sont autorisés par la loi ou la justice à recevoir pour le créancier. XVII, 517-519.
 - b. Du pouvoir donné par le créancier. XVII, 520-523.
 - c. Les *avoués, huissiers, notaires et clerks de notaires* ont-ils le pouvoir de recevoir? XVII, 528-533.
 - d. Le mandat de *vendre* ou de *louer* donne-t-il le pouvoir de *recevoir*? XVII, 536; XXVII, 453.
 - e. Le *gérant d'affaires* peut-il recevoir un paiement? XVII, 537.
 - f. Que peut faire le mandataire autorisé à recevoir? XXII, 526; XXXII, 436-438.
4. Du mandat de *louer*. XXVII, 444.
5. Du mandat de *partager*. XXVII, 442.
6. Du mandat de *payer*. XXVII, 440.
7. Du mandat de *plaider*. XXVII, 430.
8. Le mandataire peut-il faire les actes qui sont virtuellement compris dans son pouvoir? XXVII, 443.

V. *Preuve du mandat.*

1. On applique le droit commun. XXVII, 444.
2. De la procuration *authentique*. XXVII, 443.
3. De la procuration *sous seing privé*. XXVII, 446.
4. De la preuve *testimoniale*. XXVII, 447-451. Les tiers y sont-ils admis? XXVII, 453.

5. La preuve peut-elle résulter des *circonstances de la cause*? XXVII, 449-451.

C. OBLIGATIONS DU MANDATAIRE.

1. Exécution du mandat. XXVII, 457, 458.

1. Le mandataire doit observer la *forme du mandat*. XXVII, 460, 461.

2. *Inexécution* du mandat. Dommages-intérêts. XXVII, 462-466.

II. Gestion. Compte.

1. Tout mandataire doit rendre compte. XXVII, 493.

a. Le mandataire peut-il être dispensé de rendre compte? XXVII, 496.

b. Y a-t-il des *dispenses virtuelles*? en faveur du clerc de notaire? du fils mandataire de sa mère? XXVII, 497-499.

c. *Quid* de la *femme* mandataire du mari, et du *mari* mandataire de la femme? XXVII, 500, 501.

2. *Ce que* le mandataire doit *porter en compte*. XXVII, 502-504.

3. *Intérêts*. Le mandataire doit les intérêts

a. Des *sommes* qu'il a employées à son usage. XXVII, 506, 507. *Dommages-intérêts*? XXVII, 510. Preuve. XXVII, 508, 509.

b. Intérêts du *reliquat*. Par quels actes le mandataire est-il mis en demeure? XXVII, 511-516.

4. *Reddition* de compte.

a. A qui le compte doit-il être rendu et dans quelle forme? XXVII, 517, 518.

b. Justification des *recettes* et *dépenses*. XXVII, 519-522.

c. Droit de *rétenion* du mandataire. XXVII, 523.

d. *Prescription* de l'action en reddition de compte. XXVII, 524, 526.

e. *Revendication*. Le mandant peut-il revendiquer? XXVII, 525.

III. Responsabilité.

1. De quelle *faute* répond le mandataire? XXVII, 473, 476.

a. Applications du principe. XXVII, 477-481.

2. De la responsabilité quand il y a *plusieurs mandataires*. XXVII, 467, 468.

a. Quand sont-ils tenus *solidairement*? Etendue de la solidarité. Effet. XXVII, 469-474.

IV. Substitution d'un mandataire.

1. Le mandataire peut-il se substituer un tiers? XXVII, 482-486.

2. *Quid* si le mandat autorise le mandataire à substituer? XXVII, 487-489.

3. *Effet* de la substitution.

a. Le mandant a action contre le substitué. XXVII, 490-493.

b. Rapports du mandataire avec le substitué et avec les tiers. XXVII, 494.

D. OBLIGATIONS DU MANDANT.

I. Qui est *mandant*? Administrateurs légaux et conventionnels. XXVIII, 1-4.

II. Obligation d'*indemniser* le mandataire pour *avances* et *frais*. XXVIII, 6-8.

1. Le mandant peut-il demander la *réduction des dépenses*? XXVIII, 9, 10.

2. Le mandataire a droit aux *intérêts* de ses *avances*. XXVIII, 11-13.

a. Comment se calculent ces intérêts. XXVIII, 21.

3. Application de l'article 2001. XXVIII, 14.

a. Avoués. XXVIII, 16.

b. Femme mariée. XXVIII, 15.

c. Gérant d'affaires. XXVIII, 18, 19.

d. Notaire. XXVIII, 17.

4. Prescription de ces intérêts. XXXII, 455.

II. Obligation d'indemniser pour pertes. XXVIII, 51, 52.

III. Paiement du salaire. Quid des intérêts? XXVIII, 22.

1. Le salaire ne peut être réduit. XXVIII, 23

2. Y a-t-il des cas où il peut être refusé? XXVIII, 24-27.

3. Quid si le mandat est révoqué? XXVIII, 28.

4. Le mandant peut-il retenir le salaire jusqu'à la reddition de compte? XXVIII, 29.

5. Prescription de l'action en paiement du salaire. XXVIII, 30.

IV. Solidarité des commandants. XXVIII, 35-38.

1. L'article 2002 s'applique-t-il aux arbitres? XXVIII, 38.

2. Aux avoués? XXVIII, 56.

3. Aux experts? XXVIII, 59.

4. Aux gérants d'affaires? XXVIII, 42.

5. Aux mandataires légaux? XXVIII, 41.

6. Aux notaires? XXVIII, 57

7. Aux syndics ou curateurs d'une faillite? XXVIII, 40.

E. MANDANT ET MANDATAIRE.

I. Obligations du mandant à l'égard des tiers.

1. Quand le mandataire traite au nom du mandant.

a. Le fait du mandataire est le fait du mandant. XXVIII, 51, 56(1, -59)

b. Application du principe aux jugements. XXVIII, 55.

c. Quid des fautes et du dol du mandataire? XXVIII, 54.

2. Quand le mandataire traite en son nom personnel. XXVIII, 60.

a. Quels sont, dans ce cas, les rapports entre le mandataire et le mandant? XXVIII, 61, et entre le mandant et les tiers? XXVIII, 62, 63.

3. Quand le mandataire dépasse les bornes de son mandat.

a. Ses actes n'existent pas à l'égard du mandant. Conséquence XXVIII, 64.

b. Le mandant peut ratifier l'acte. XXVIII, 65. 66. Conditions. XXVIII, 67-69.

c. La ratification peut être expresse ou tacite. XXVIII, 70-72

d. Effet de la ratification. Rétroagit-elle? XXVIII, 73-75.

4. Du mandataire prête-nom.

a. Ses pouvoirs. XXVIII, 76, 77.

b. Différence entre le mandataire fictif et le prête-nom. XXVIII, 78.

II. Obligation du mandataire à l'égard des tiers.

1. En principe, le mandataire n'est pas obligé et il n'acquiert pas de droit. XXVIII, 43, 44.

(4) T. XXVIII, p. 59, ligne 34: au lieu de associés, lisez assurés

2. *Quid s'il excède les bornes de son mandat ?* XXVIII, 45-47.
3. *Quid s'il s'est obligé personnellement ?* XXVIII, 48, 49.
4. Le mandataire répond-il du *fait illicite* qu'il a commis par ordre du mandant ? XX, 449.

III. Tiers.

1. L'article 1331 n'est pas applicable au mandant et au mandataire. XXVIII, 53.
2. Le mandataire n'est pas un tiers dans le sens de l'article 1328. XXVIII, 52.

F. FIN DU MANDAT.

I. Changement d'état ou de solvabilité.

1. *Faillite et déconfiture.* XXVIII, 92, 93.
2. *Interdiction du mandant ou du mandataire.* XXVIII, 90.
 - a. *Quid du mariage et de la nomination d'un conseil judiciaire ?* XXVIII, 91.

II. Mort du mandant ou du mandataire. XXVIII, 79-81.

1. *Quid de l'absence ?* XXVIII, 82.
2. *Obligation du mandataire en cas de mort du mandant.* XXVIII, 83, et des héritiers du mandataire. XXVIII, 84.
3. *Quand le mandat ne finit pas par la mort.* XXVIII, 85-87.

III. Renonciation du mandataire. Conditions. XXVIII, 105-109.

IV. Révocation du mandat. XXVIII, 96, 100.

1. *Quid si le mandat est salarié ? Droit du mandataire révoqué.* XXVIII, 97-99.
2. *Comment se fait la révocation et quel en est l'effet ?* XXVIII, 101-103.
3. *Exception à la révocabilité du mandat.* XXVIII, 104.

V. Règles générales concernant la fin du mandat.

1. Article 2008. XXVIII, 110-114.
2. Article 2009. XXVIII, 113.
3. Article 2010. XXVIII, 116.

MANDAT TACITE.

I. Y a-t-il encore un mandat tacite ? XXVII, 378-384. XX, 311.

1. *Différence entre le mandat tacite et la gestion d'affaires.* XXVIII, 311-319.

II. Comment se prouve le mandat tacite ? XIX, 549 ; XXVII, 451-456.

III. Les domestiques ont-ils un mandat tacite pour faire les provisions du ménage ? XXVII, 390.

IV. Quand la femme est-elle mandataire tacite de son mari pour les besoins du ménage ? XXII, 103, 107-114 ; XXVII, 386.

V. Quand la femme est-elle mandataire de son mari pour le commerce qu'il fait ? XXII, 112 ; XXVII, 387.

VI. La jurisprudence confond l'autorisation et le mandat. XXII, 106 ; XXVII, 388, 389 ; XIX, 550, 551.

MANDAT TESTAMENTAIRE

I. L'exécuteur testamentaire est-il un mandataire ? Voir le mot *Exécuteur testamentaire*.

II. Le testateur peut-il donner un mandat ?

1. Nommer un *administrateur* des biens dont il lègue l'usufruit ? VI, 458.
2. Peut-il donner mandat de veiller à ce qu'aucun ministre du culte ne pénètre chez lui et à ce qu'il soit enterré sans cérémonie religieuse ? XXVIII, 88 et 89.

MANUSCRIT.

I. *Don manuel*. Les manuscrits peuvent-ils faire l'objet d'un don manuel ? Le *donataire* a-t-il le droit d'en faire la *publication* ? XII, 283.

II. *Prescription*. L'article 2279 s'applique-t-il aux manuscrits ? Le *possesseur*, en le supposant propriétaire, a-t-il le *droit de publication* ? XXXII, 570.

III. *Revendication*.

1. L'Etat peut-il revendiquer les manuscrits des bibliothèques nationales ? XXXII, 571.
2. L'Etat peut-il revendiquer les *papiers* qu'un fonctionnaire possède ou recueille en sa qualité de fonctionnaire ? XXXII, 572.

MARGADÉ.

I. Sa réputation éphémère est due à son *affectation d'originalité* et à son *ton franchant et présomptueux*. II, 405.

II. Les opinions originales de Marcadé sont des erreurs.

1. Sa théorie du *dol*. XIX, 78.
2. Le *domicile* se perd quand la *maison* est détruite. II, p. 102, a.
3. Le *rapt de séduction*. Verbiage juridique. II, 302.
4. Sa théorie de la *violence* en matière de *mariage*. Morale immorale. II, 302.
5. Opposition au *mariage*. Effets de la *cassation*. II, 405.
6. *Mariage* d'une catholique avec un libre penseur. II, 486.
7. Théorie de la vente de la chose d'autrui. XXIV, 102, 103.

III. *Présomption*. *Outrecuidance*. Tout ce que Marcadé pense est évident. Il est prodigue envers les autres du reproche d'erreur. III, p. 88, a.

1. Il accuse *Tronchet d'erreur évidente*, et c'est Marcadé qui se trompe. VII, 12.
2. Il traite d'erreur une opinion de *Zachariæ*, et c'est Marcadé qui se trompe. IV, 53.
3. Il ridiculise *Duranton* dans la matière de la réserve des ascendants, et il se trouve qu'il n'a pas même compris le conflit des principes que *Duranton* signale. XII, 27.
4. Son langage *dédaigneux* en parlant du *droit romain*. II, 450.
5. Il aime à *critiquer la loi*, et sa critique est excessive. XVII, 493.
6. *Troplong* a donné à Marcadé une dure leçon, mais méritée. XII, 190.

IV. Il abuse des *travaux préparatoires* pour y appuyer ses nouveautés. II, 250, 287.

V. Erreurs de Marcadé.

1. Effets *légaux* sans *loi*. III, 344.
2. *Présomption légale* sans *loi*. I, 441.
3. Il fait la *loi*. II, 421.

Comparez la *Préface* de mon *Cours élémentaire*, p. 105.

MARCHANDE PUBLIQUE.

- I. *Capacité* de la femme marchande publique. III, 116.
- II. Les *dettes* contractées par la femme marchande entrent dans le passif de la communauté. XXII, 69.
- III. Si la femme obtient un *concordat*, le mari restera-t-il tenu des dettes? XXII, 71.
- IV. Si le mari obtient un *concordat*, les créanciers de la femme conserveront-ils leur action pour le tout sur les biens de la communauté? XXII, 72.

MARCHANDS.

Prescription de l'action des marchands. XXXII, 501.
Voir les mots *Commerçants*, *Registres des marchands*.

MARCHEPIED.

Servitude de marchepied. Voir le mot *Chemin de halage*.

MARCHÉS.

Voir le mot *Louage d'ouvrage*.

MARCHÉS A TERME (JEUX DE BOURSE).

Voir le mot *Bourse (Jeux de Bourse)*.

MARI.

I. *Désaveu*. Droit du mari. Voir le mot *Désaveu*.

Puissance maritale. Voir ce mot.

Régimes matrimoniaux.

Communauté. Le mari en est le chef et administrateur des biens de la femme. Voir les mots *Communauté (Administration)* et *Communauté (Administration des biens de la femme)*.

1. On ne peut déroger aux droits du mari comme chef. XXI, 123-128.

2. *Exclusion de communauté*. Le mari est administrateur et usufruitier. Voir le mot *Régime d'exclusion de communauté*.

3. *Régime dotal*. Le mari est administrateur et usufruitier des biens dotaux. L'administration et l'usufruit sont régis par des principes spéciaux. Voyez le mot *Régime dotal*.

4. *Séparation de biens*. Le mari n'a aucun droit sur les biens de la femme, sauf sur la part contributive de celle-ci pour les charges du mariage. Voir le mot *Séparation de biens (Régime de)*.

V. Le mari est tuteur de la femme interdite. V, 288.

V. Le mari peut nommer un conseil à la mère tutrice. IV, 377-383.

MARIAGE.

A. CARACTÈRE DU MARIAGE.

1. *Définition* de Portalis. Critique. II, 260.

2. C'est un contrat civil. II, 261.

a. Le mariage religieux est subordonné au mariage civil II, 262-264.

- b. Sécularisation du mariage. Protestation du pape Pie VII, 265, 266
 c. 1814 et 1830. La Constitution belge. L'ordre civil domine l'ordre religieux. II, 267 (1) - 268.

B. CONDITIONS REQUISES POUR L'EXISTENCE DU MARIAGE. II, 209, 270.

Voir le mot *Actes inexistant*.

1. Quelles sont les *conditions* requises pour l'existence du mariage? II, 271-273.
2. Le code a-t-il consacré cette doctrine? II, 274-280.
 Ce que je dis de l'*ancien droit*, notamment de la doctrine de Pothier, n'est pas exact. Voyez ce que j'ai dit au titre des *Obligations*. (Table, au mot *Actes inexistant*, IV.)
3. *Effets* du mariage inexistant. Il n'en produit aucun. II, 446.
 - a. Il donne lieu à une *action* tendante à faire déclarer qu'il n'y a point de mariage. II, 440.
 - b. Les principes qui régissent la nullité du mariage ne s'appliquent pas à cette action. II, 441-444.
 - c. Le mariage inexistant produit-il les *effets* du mariage putatif? II, 515.
 - d. L'*état des enfants* est-il constaté par un mariage inexistant? II, 447.

C. CONDITIONS REQUISES POUR LA VALIDITÉ DU MARIAGE.

- I. Age. II, 281-283. Voir plus loin III (*Consentement des ascendants*).
1. Du mariage *in extremis*. II, 284.
- II. *Consentement* des futurs époux
 1. *Capacité de consentir*.
 - a. Mariage *inexistant*, mariage nul. II, 285.
 - b. *Quid* du mariage contracté par l'*interdit*? II, 286-288.
- III. *Vices* du consentement. Quels sont ces vices? Le dol? Peut-on appliquer au mariage les principes qui régissent les contrats pécuniaires? II, 289, 290, 303.
 1. L'*erreur* sur la personne physique. II, 291.
 - a. L'*erreur* sur les *qualités* ne vicie pas le *consentement*. II, 292.
 - b. *Quid* de l'*erreur* sur la *personne civile*? II, 293-295.
 - c. Applications. *Etat de moine*, II, 296, de *forçat*, II, 297. L'*impuissance*. II, 298.
 2. La *violence*. II, 299, 300.
 - a. Des caractères de la violence. II, 302, 303.
 - b. *Quid* du *rapt de séduction*? II, 301.
- IV. *Promesse de mariage*. II, 304-310. Voir ce mot.
- V. *Consentement des ascendants* et de la *famille*.
 1. Dans quels cas le *consentement des ascendants* est-il nécessaire? II, 311.
 - a. *Consentement des père et mère*. II, 312-315.

(1) T. II, p. 337, ligne 5 : au lieu de *dirigés*, lisez *exigés*.

- b. Consentement des *ascendants*. II, 310-318.
- 2. Comment le consentement doit-il être donné? II, 319-322.
- 3. Conseil des *ascendants*. II, 323.
 - a. Actes *respectueux*. II, 324-328.
 - b. En quoi consiste l'acte *respectueux*? II, 329-333.
 - c. Nullité des actes *respectueux*. II, 334-339. Conséquence de la nullité. II, 340.
- 4. Enfants *naturels*. II, 341, 342.
- 5. Consentement du conseil de famille. II, 343, 344.
- 6. Sanction civile et pénale. II, 345.
- VI. Empêchements au mariage. II, 340-373. Voir le mot *Empêchement de mariage*.
- VII. Opposition au mariage. II, 374-408. Voir le mot *Opposition (Mariage)*.
- VIII. Formalités de la célébration du mariage. Voir le mot *Mariage (Célébration du)*.

D. NULLITÉ DU MARIAGE.

- I. Quelles sont les causes de nullité? II, 430-432.
- II. Qui peut demander la nullité? II, 433.
- III. Le mariage nul est un mariage annulable. II, 435, 436.
- IV. Les nullités sont *absolues* ou *relatives*.
- V. Des nullités *relatives*.
 - 1. Vices de consentement. II, 448.
 - a. Qui peut agir? II, 449, 450.
 - b. Confirmation. II, 451-453.
 - c. Prescription. II, 454.
 - 2. Défaut de consentement des *ascendants*. II, 456.
 - a. Qui peut agir? II, 457-460.
 - b. Confirmation des *ascendants* ou de la famille. II, 461-463.
 - c. Confirmation de l'époux. II, 464-466.
 - d. Il n'y a pas lieu à nullité pour défaut d'actes *respectueux*. II, 453.
- VI. Des nullités *absolues*.
 - 1. Bigamie. II, 472, 473.
 - 2. Clandestinité.
 - a. Défaut de publicité. II, 475-480.
 - b. Incompétence de l'officier civil. II, 481-483.
 - 3. Impuberté. II, 467.
 - a. La nullité peut être couverte. II, 468-470.
 - b. Fin de non-recevoir qui peut être opposée aux parents. II, 471.
 - 4. Inceste. II, 474.
 - 5. Y a-t-il d'autres causes de nullité? II, 484-486.
- VII. De l'action en nullité quand la nullité est *absolue*.
 - 1. Qui peut agir? II, 487.
 - a. Les époux. II, 488.
 - b. Les *ascendants*. II, 489, 490.
 - c. Le conseil de famille. II, 491.
 - d. Les collatéraux. II, 492.

MARIAGE (CÉLÉBRATION DU MARIAGE).

e. Les enfants d'un autre lit. II, 493.

f. Les tiers créanciers. II, 494. Y a-t-il lieu à l'action paulienne? XVI, 475.

g. Le ministère public. II, 495-498.

2. Les nullités absolues ne se couvrent pas. II, 499.

3. Y a-t-il lieu à prescription? II, 500.

IX. Effet de l'annulation. II, 501, 457.

1. La filiation des enfants est constatée. II, 438.

2. Les époux peuvent-ils célébrer un nouveau mariage sans demander l'annulation du premier? II, 439.

3. Ces principes reçoivent exception quand le mariage est putatif. II, 502-514. Voir le mot *Mariage putatif*.

E. MARIAGES CÉLÉBRÉS A L'ÉTRANGER.

Voir ce mot.

F. OBLIGATIONS QUI NAISSENT DU MARIAGE.

Voir les mots *Aliments*,

Devoir d'éducation,

Epoux, II.

Femme mariée (Incapacité de la).

G. DISSOLUTION DU MARIAGE.

Voir les mots *Absence*, *Divorce*, *Séparation de corps*.

H. PREUVE DU MARIAGE.

Voir le mot *Mariage (Preuve)*.

I. *Rétroactivité (Questions de)* concernant le mariage. I, 173-179.

II. *Seconds mariages*. Voir *Mariages (Seconds)*.

III. *Statut personnel*. Les conditions requises pour se marier forment un statut personnel. I, 89.

MARIAGE (CÉLÉBRATION DU MARIAGE).

I. Formalités prescrites pour l'existence et la validité du mariage. II, 409, 410.

1. Sanction des autres formalités. II, 411.

II. Où le mariage doit-il être célébré? II, 412-416.

1. *Quid* du mariage des mineurs? 417.

III. Des publications. II, 418-423. Voir ce mot.

IV. Remise des pièces. II, 424.

V. Formalités de la célébration du mariage. II, 425-427.

1. Acte de mariage. II, 428, 429.

MARIAGES CÉLÉBRÉS A L'ÉTRANGER.

I. Conditions intrinsèques. III, 24.

1. *Mariage des étrangers en France*. Peuvent-ils se marier à l'église? Erreur de deux ministres de la justice. II, p. 638, b.

II. Formalités.

1. Le mariage peut être célébré par les officiers du pays où les parties contractent leur union. III, 20.
2. Si les futurs époux sont Français, l'*agent diplomatique* peut célébrer le mariage. II, 11 et III, 20.
3. Formalité spéciale des *publications*. III, 21, 22.
4. Faut-il que les futurs époux aient six mois de *résidence* ? III, 23.

III. Nullité.

1. Y a-t-il nullité en vertu de l'article 170 ? III, 25-29.
2. La nullité est facultative. III, 30, 31.
 - a. Par qui la nullité peut-elle être *demandée* ? III, 32.
 - b. La *nullité* peut-elle être *couverte* ? III, 33.

IV. Transcription de l'acte de célébration. III, 34, 33.

1. Quel est l'effet du défaut de transcription ? III, 36-38.

MARIAGE (CONTRAT DE).

Voir le mot *Contrat de mariage*.

MARIAGE (PREUVE DU).**I. L'acte de mariage**

1. Est la seule preuve légale entre les parties et à l'égard des tiers. III, 1-3.
2. L'acte de mariage n'est requis que pour la *preuve* ; il est étranger à l'*existence* et à la *validité* du mariage. III, 4, 5.
3. La *possession d'état* couvre les *vices de l'acte*. III, 6, 7.

II. Par exception les enfants sont admis à se prévaloir de la possession d'état pour prouver le mariage et leur filiation. III, 1, 8.

1. A quelles *conditions* ? III, 9-13.
2. Quel est l'effet de la preuve faite par l'enfant ? III, 14.
3. Quelle preuve on peut opposer à la preuve faite par l'enfant. III, 15.

III. De la preuve du mariage résultant d'une procédure criminelle. III, 16-19.**MARIAGE PUTATIF.****I. Conditions requises pour qu'il y ait mariage putatif.** II, 503-506.

1. Le mariage inexistant ne produit pas les effets d'un mariage putatif. II, 515.

II. Effet du mariage putatif. II, 502, 507.

1. Quant aux *enfants*. II, 508.
 - a. Le mariage opère-t-il *légitimation* ? II, 509.
2. Quant aux *époux*.
 - a. S'ils sont *tous les deux* de bonne foi. II, 510, 511 ; XXI, 9.
 - b. Si un seul est de bonne foi. II, 512-514 ; XXI, 9.

MARIAGE RELIGIEUX.

1. Le mariage *religieux* ne peut être célébré qu'après le mariage *civil*. II, 261-268. Voir le mot *Eglise et État*, VIII.
2. Le mariage religieux célébré avant le mariage civil est un concubinage. II, 266-268.

3. Le refus de procéder au mariage religieux n'est pas une cause de nullité du mariage. II, 486.

Ni une cause de *divorce*. III, 496.

MARIAGE (SECOND).

- I. *Donations*. Quelles libéralités l'époux qui se remarie peut-il faire à son nouveau conjoint ? Voir le mot *Quotité disponible entre époux*.

II. *Puissance paternelle*.

1. La mère veuve qui se remarie n'a plus le pouvoir de correction. IV, 284.

2. *Usufruit légal*. La mère qui se remarie perd l'usufruit légal. IV, 338.

III. *Tutelle*.

1. Obligation imposée à la mère tutrice qui se remarie IV, 384.

2. Pouvoir du *conseil de famille*. IV, 383, 386.

3. Du second mari cotuteur. IV, 387, 388 ; XXX, 264.

4. *Quid* si la mère ne convoque pas le conseil de famille ? IV, 389-392.

- a. Hypothèque légale. XXX, 264.

5. La mère déchue de la tutelle peut-elle nommer un tuteur testamentaire ? IV, 397.

IV. *Veuve* ou femme divorcée. Quand peut-elle se remarier ? II, 365-368.

1. Quel sera l'état des enfants si la femme se remarie avant l'expiration des dix mois ? III, 388.

MARQUES DE FABRIQUE.

- I. *Usurpation* des marques de fabrique. XX, 392.

MAUVAISE FOI.

- I. *Dommages-intérêts conventionnels*. Quand le débiteur est de mauvaise foi XVI, 293-297.

II. *Dommages-intérêts pour délit*. XX, 523.

1. Le juge peut prononcer la *contrainte par corps* en cas de mauvaise foi. XX, 549.

III. *Garantie*. Dommages-intérêts dus par le *vendeur* de mauvaise foi. XXIV, 249.

IV. *Possesseurs de mauvaise foi*.

1. Doivent restituer les fruits. VI, 229 ; IX, 543.

- a. Application aux *congrégations religieuses non reconnues*. VI, 229 ; IX, 543.

2. Ne peuvent pas prescrire par dix ou vingt ans. XXXII, 406-417.

- a. La mauvaise foi n'empêche pas la prescription trentenaire, pourvu qu'il y ait *possession légale*. XXXII, 369-371.

V. *Mariage putatif*. N'existe pas à l'égard de l'époux de mauvaise foi II, 512-514.

VI. *Pétition d'hérédité*. Obligations du défendeur quand il est de mauvaise foi. IX, 520, 524, 527, 528, 530, 541, 542. Voir le mot *Pétition d'hérédité*.

VII. *Répétition de l'indû*. Obligations du défendeur de mauvaise foi. XX, 370-372, 374-377. Voir le mot *Paiement indû*.

VIII. *Revendication* d'objets mobiliers. Est permise contre le possesseur de mauvaise foi. XXXII, 559-561.

- IX *Vices rédhibitoires*. Obligations du vendeur de mauvaise foi. XXIV, 298.
Voir le mot *Bonne foi*.

MÉDECINS.

1. *Associations illicites* formées par des médecins. XXVI, 162.
2. *Clientèle*. Le médecin peut-il vendre sa clientèle? XXIV, 96.
3. *Engagement à vie*. Le médecin peut-il s'obliger à donner pendant toute sa vie ses soins à une personne? XXV, p. 545, a.
4. *Incapacité de recevoir* à titre gratuit. XI, 339-358.
5. *Prescription* du salaire des médecins. XXXII, 499, 500.
6. *Privilège* des frais de dernière maladie. XXIX, 362, 363.
7. *Responsabilité* pour dommage causé. XX, 527, 528.

MENTIONS LIBÉRATOIRES.

1. Mentions libératoires qui se trouvent dans des *papiers et registres domestiques*. XIX, 349-352.
2. La partie intéressée peut-elle demander la représentation des *registres*? XIX, 355, 356.
3. Mentions libératoires qui se trouvent en *margin* ou au *dos* d'un *titre*
 - a. Conditions requises pour qu'elles fassent foi. XIX, 357-361.
 - b. L'article 1332 s'applique-t-il à la mention d'une obligation? XIX, 362.
4. Mentions libératoires écrites sur le *double d'un titre*. XIX, 363.
5. Mentions libératoires faites sur une *quittance*. XIX, 364.
6. *Prescription. Interruption*. Le créancier peut-il se prévaloir des mentions libératoires écrites sur des registres pour établir le fait du *payement*, et, par suite, l'interruption de la prescription? XXXII, 134.

MER.

- I. *Mer*. Propriété. VI, 5.
 1. *Lais et relais* de la mer. Appartiennent à l'État. VI, 42-44.
 2. Des *polders* et *schoores*. VI, 45-47.
 3. Des *rivages* de la mer. VI, 6.
- II. *Épaves maritimes*. Appartiennent à l'État. VI, 41.
- III. *État civil*. Naissances et décès pendant un voyage de mer. II, 83, 83.
- IV. *Testament fait* pendant un voyage de mer. XII, 439-441.

MERLIN.

- I. Le plus grand des jurisconsultes modernes. VIII, p. 423.
- II. Incomparable *logicien*, il a le défaut de ses *qualités*. Son argumentation est parfois *mécanique*, comme celle des théologiens. XI, 108, p. 153 et suiv.
- III. Il est *traditionnaliste* outré. C'est la cause de la plupart de ses erreurs. VIII, 348 et p. 474, *in*.
 1. *Actes de disposition* faits par l'héritier apparent. La tradition a égaré Merlin. IX, p. 644 et suiv.
 2. L'hérédité représente-t-elle la *personne du défunt*? Merlin reproduit cette *fiction* étrangère à nos lois. IX, 21, p. 256, b.
 3. *Renonciation à la communauté*. La femme peut-elle renoncer à la communauté? Merlin reproduit la doctrine coutumière, bien que le code ait modifié la *coutume de Paris*. XXII, 393, p. 411.

4. *Société*. Art. 1864. Merlin suit le droit romain, alors que la vraie tradition est celle de *Pothier*. XXVI, 347.

5. *Testaments*. La tradition romaine a égaré *Merlin* dans la théorie des testaments. XII, p. 176, n° 180 et suiv.

Voir le mot *Tradition* et la *Préface* de mon *Cours élémentaire*, p. 89.

MESURES CONSERVATOIRES.

Voir le mot *Actes conservatoires*.

MEUBLES.

I. Définition et divisions.

1. Biens meubles par leur nature. V, 490.

2. Biens meubles par la détermination de la loi.

a. Actions ayant pour objet un fait. Sont mobilières, même quand l'objet du contrat est un immeuble. V, 495.

b. Actions et intérêts dans une société de commerce. V, 503-505.

c. Des dettes mobilières. V, 500; XXI, 400-405.

d. Droits personnels mobiliers. V, 500, 501.

e. Droits réels mobiliers. V, 499.

f. Fonds de commerce. V, 513.

g. Offices. V, 511.

h. Propriété littéraire. V, 512.

i. Rentes. Dans l'ancien droit. V, 509. D'après le code civil. V, 510.

3. Définition des articles 533-536.

a. Biens meubles, mobilier, effets mobiliers. V, 520.

b. Maison meublée. Maison avec tout ce qui s'y trouve. V, 521, 522.

Quid si les parties n'emploient pas les expressions définies par la loi? 523, 524.

c. Meubles. V, 517, 518.

d. Meubles meublants. V, 519.

e. Principe d'interprétation pour l'application des articles 533-536. V, 514-516.

II. Principes qui régissent les meubles et les immeubles.

1. Actions mobilières.

a. Les administrateurs peuvent les intenter. V, 536.

b. Les actions mobilières ne réagissent pas contre les tiers.

Action en nullité. XIX, 72, 73. Action paulienne. XVI, 464-466

Action en résolution. XVII, 118, 149.

2. Administrateurs conventionnels. Peuvent-ils aliéner les meubles? XXVII, 425.

3. Administrateurs judiciaires et légaux. Peuvent-ils aliéner les meubles? II, 478; XXII, 161-165.

a. Les associés? XXVI, 326, 327.

b. Envoyés en possession provisoire des biens de l'absent? II, 179.

c. Femme séparée de biens? XXII, 301-307 et XXIII, 445.

d. Mari administrateur légal? XXII, 161-165.

e. Mineur émancipé? V, 218.

f. Père administrateur légal? IV, 303, 305.

- g. Prodiges et faibles d'esprit?* V, 364.
- h. Tuteurs?* V, 13, 21.
- 4. *Communauté*. Actif et passif. V, 528, 506.
- 5. *Donations*.
 - a. État estimatif*. XII, 372-386.
 - b. Don manuel*. XII, 274-301.
- 6. *Droit fiscal*. Actions dans une société. V, 509.
- 7. *Hypothèque*. Les meubles n'ont pas de suite par hypothèque. XXX, 193.
- 8. *Legs des meubles et des immeubles*. Actions dans une société. V, 507.
- 9. *Louage de meubles*. Règles qui le régissent. XXV, 96.
- 10. *Possession*. En fait de meubles, la possession vaut titre. XXXII, 540-607. Voir le mot *Possession (en fait de meubles)*.
- 11. *Privilèges*. XXIX, 312, 313.
- 12. *Rapport des meubles*. XI, 5-10.
- 13. *Réduction*. XII, 93, 94.
- 14. *Régime dotal*. La dot mobilière est inaliénable. XXIII, 540-547.
- 15. *Statut personnel et réel*. I, 117-121 ; V, 525.
- 16. *Translation de la propriété*. XVI, 363-370. Voir le mot *Cession*.
- 17. *Vente d'une action dans une société*. Est-elle mobilière? V, 508.
 - a. Rescision pour cause de lésion*. XXIV, 422.
- 18. *Vilis mobilium possessio*. V, p. 649, *f.* Voir le mot *Vilis*.
- 19. Critique de la doctrine du code. V, 529.

MILITAIRES.

- I. *Absence*. Lois spéciales. II, 115
- II. *Actes de l'état civil* des militaires en pays étranger. II, 12-14.
- III. *Domicile* des militaires. II, 94.
- IV. *Mariage*.
 - 1. *Empêchement* au mariage résultant du service militaire. II, 479.
 - 2. *Lieu* où les militaires peuvent contracter mariage. Avis du conseil d'État. II, p. 536.
- V. *Testament* militaire. XIII, 436-438.
- VI. *Tutelle*. Cause d'excuse. IV, 497, 498.

MINES.

- I. *Communauté*. Droit sur les mines et carrières. XXI, 231-233.
- II. *Hypothèque*. Les mines concédées peuvent être hypothéquées séparément de la surface, laquelle est également susceptible d'hypothèque. XXX, 200.
- III. *Meubles*.
 - 1. Quand les mines deviennent-elles meubles? V, 407.
 - 2. La vente du droit d'exploiter une mine est mobilière. V, 427.
- IV. *Minières*. Leur applique-t-on les principes qui régissent les mines? VI, 453.
- V. *Nature des mines*. Surface, mines, redevances. V, 407.
- VI. *Possesseur de bonne foi*. Droit aux mines. VI, 196, 197.
- VII. *Propriété*.
 - 1. Le propriétaire du sol est propriétaire des mines. VI, 246, 247.
- VIII. *Usufruitier*. Droit aux mines et carrières. VI, 448-454.

MINEURS.

I. Les mineurs sont *incapables*. En quel sens. XVI, 45-48.1. Ils peuvent faire les *actes conservatoires*. XXX, 303.

II. Conséquences de l'incapacité des mineurs.

1. Ils sont représentés par leur tuteur dans tous les actes civils. V, 40-42.

2. Si le tuteur agit dans la *limite de ses pouvoirs*, les mineurs ne peuvent pas attaquer ses actes pour cause de *lésion*. Garantie que la loi accorde au mineur contre les actes du tuteur qui le lésent. XVI, 24-34.

3. Si le tuteur fait un acte sans observer les formes légales, l'acte est nul. Le mineur en peut demander la nullité. XVI, 35 (1) -42.

4. Des actes que le mineur fait avec l'*autorisation* du tuteur, XVI, 43, 44.5. Des actes que le mineur fait *seul*.a. Actes pour lesquels la loi exige des *formes*. Le mineur peut en demander la nullité pour inobservation des formes légales. XVI, 49 (2) -53. *Vente d'un immeuble*. XVIII, 533.b. Actes pour lesquels aucune forme n'est requise. Le mineur en peut demander la *rescision* pour cause de *lésion*. XVI, 54, 55. Voir le mot *Lésion*.6. Action en nullité. XVIII, 552-557, et action en *rescision* pour *lésion*. XVIII, 536-531.a. *Confirmation* des actes nuls ou rescindables. XVIII, 601-604, 610b. *Durée* de l'action en nullité ou en *rescision*. XIX, 20, 21, 24, 44, 45.c. *Effet* de l'action en nullité ou en *rescision*. XIX, 66-70.

III. Droits et privilèges des mineurs.

1. *Acceptation* des *donations* faites aux mineurs. XII, 243-249.2. *Acceptation* et *répudiation* des successions échues aux mineurs. IX, 286.a. L'*acceptation* doit se faire sous *bénéfice d'inventaire*. IX, 373.3. *Adoption*.

a. Le mineur ne peut être adopté entre-vifs. IV, 203.

b. Il peut l'être par le tuteur officieux par acte de dernière volonté IV, 237, 242.

4. *Autorisation* de la femme.

a. Quand elle est mineure. III, 120.

b. Quand le mari est mineur. III, 128

5. *Aveu*.a. Le mineur ne peut faire un *aveu*. XX, 170.b. Le tuteur peut-il faire un *aveu* au nom du mineur? XX, 173.6. *Conseil de famille*. Le mineur ne peut être membre d'un conseil de famille. IV, 514, 538.7. *Contrainte par corps*. Les mineurs n'y sont pas soumis. XXVIII, 434.(1) T. XVI, p. 46, ligne 32 : après le mot *famille*, ajoutez (art. 464).

(2) T. XVI, table, p. 593, n° 49 : au lieu de 134, lisez 1311.

8. *Contrat de mariage*. Conditions sous lesquelles le mineur peut faire un contrat de mariage. XXI, 20-36.
9. *Dispositions à titre gratuit*.
 - a. Le mineur ne peut faire de donation,
 - b. Sauf au profit de son conjoint. XI, 141, 142 Voir le mot *Donations entre époux par contrat de mariage*.
 - c. Le mineur peut tester dans certaines limites. XI, 143-152.
 - d. Sauf au profit de son tuteur. XI, 329-338.
10. *Domicile légal* du mineur. II, 87.
11. *Donations par contrat de mariage entre époux*. XI, 141; XV, 197.
 - a. *Quid pendant le mariage?* XI, 142.
12. *Hypothèque légale* du mineur. XXX, 260-332. Voir le mot *Hypothèque légale du mineur*.
13. *Lésion*. Dans quels cas le mineur peut-il agir en *rescission* pour cause de *lésion*? XVI, 54, 55. Voir le mot *Lésion*, II.
14. *Mandat*. Le mineur peut être *mandataire*, XXVII, 397.
15. *Mariage*. A quel âge et sous quelles conditions le mineur peut-il se marier? II, 282, 283, 311-310.
16. *Partage des successions échues au mineur*. X, 246. Quand est-il nul? Quand est-il *provisionnel*? X, 275, 276, 278, 281-287.
17. *Quasi-contrats*. XX, 308.
 - a. Gestion d'affaires. XX, 312.
 - b. Paiement indu. XX, 308.
18. *Reconnaissance* d'un enfant naturel par un *mineur*. Est-elle valable? IV, 39.
19. *Rétroactivité*. Les lois sur la *minorité* régissent le *passé*. I, 182-184, 186.
20. *Statut personnel*. La *minorité* et la *majorité* forment un *statut personnel*. II, 97.
21. *Suspension de la prescription*. XXXII, 43-50.
22. *Tutelle*. Le mineur ne peut être *tuteur* ni *subrogé tuteur*. IV, 514, 538

MINEURS ÉMANCIPÉS.

- I. *Capacité et incapacité* du mineur émancipé. Voir le mot *Emancipation*, V.
 1. Le mineur peut faire les *actes d'administration*. V, 214-222.
 2. Actes pour lesquels le mineur doit être *assisté* de son curateur. V, 223-229.
 3. Pour les actes de *disposition*, le mineur émancipé est assimilé au mineur non émancipé. V, 230-236.
 4. Il y a des actes *interdits* au mineur émancipé. V, 238-245
- II. *Effet des actes*.
 1. Le mineur peut demander la *nullité* des actes de disposition pour vice de formes V, 236; XVI, 57.
 2. Il peut demander la *rescission* pour cause de *lésion* des actes qu'il fait sans l'assistance du curateur, quand cette assistance est exigée. V, 229; XVI, 58.
 3. Il ne peut pas attaquer les actes qu'il a le droit de faire seul. V, 221; XVI, 56, ou assiste de son curateur. XVI, 58, 59.

4. Il peut seulement demander la *réduction* des engagements qu'il a contractés. V, 222.

5. *Action en nullité* ou en *rescision*. *Durée* de l'action. *Confirmation*. *Effet* de la *nullité* ou de la *rescision*. Voir le mot *Mineur*.

III. Conséquences de l'état du mineur émancipé.

1. *Acceptation* d'une *donation* faite au mineur émancipé. XII, 250.

2. *Acceptation* des *successions* échues au mineur. IX, 286.

3. *Aveu*. Le mineur émancipé peut-il faire un *aveu*? XX, 170.

4. *Conventions matrimoniales*. XXI, 361, 362.

5. *Domicile* du mineur émancipé. II, 87.

6. *Hypothèque légale*. Le mineur émancipé n'a point d'*hypothèque légale* XXX, 270.

7. *Louage* des biens du mineur. XXV, 47.

8. *Mandat*. Le mineur peut être *mandataire*. XXVIII, 397.

9. Partage des *successions* échues au mineur. X, 247.

a. Quand le partage est-il *nul*? quand est-il *provisionnel*? X, 277, 281-287.

10. *Rétroactivité*. Les lois concernant le mineur émancipé *réroagissent*. I, 185, 186.

11. Le mineur peut-il *transiger*? XXVIII, 338.

MINISTÈRE PUBLIC.

I. *Absence*. Le ministère public peut-il *agir d'office* en cas de *présomption d'absence*? I, 158, 159.

II. Actes de l'état civil.

1. Le procureur impérial est chargé de *vérifier* les *registres*. II, 28.

2. Quand peut-il demander d'*office* la *rectification* des *actes*? II, 51, 53.

3. Dans le cas prévu par l'article 200, le ministère public a l'*action civile*. III, p. 29, suiv.

III. *Aliénés colloqués*. Devoir du ministère public. V, 387.

IV. Conseil de famille.

1. Le ministère public peut-il *requérir* la *convocation*? IV, 453.

2. Peut-il attaquer les *délibérations* du conseil? IV, 467.

V. *Conseil judiciaire*. Quand le ministère public peut-il *requérir* la nomination d'un conseil judiciaire? V, 543.

VI. *Hypothèque légale* de la femme. *Réduction*. Le ministère public est partie en cause. XXX, 409, 410.

VII. *Incapacité* des officiers du ministère public d'acheter des *droits litigieux*. XXIV, 53-59.

VIII. *Interdiction*. Quand le ministère public *doit-il* ou *peut-il* provoquer l'*interdiction*? V, 258.

IX. *Mariage*. *Nullité*. Quand le ministère public peut-il demander la *nullité*? II, 495-498.

X. *Mariage*. *Opposition*. Quand le ministère public peut-il *former opposition*? II, 387.

XI. *Substitution*. Article 1057 (XIV, 546).

MINISTRES DU CULTE.

- I. *Domicile*. Les ministres du culte ont-ils un *domicile légal*? II, 95
- II. *Incapacité de recevoir*. XI, 337-338 *bis*.
- III. *Privilège*. Frais funéraires. XXIX, 562, 563.
- IV. *Responsabilité*. Sermon. Quasi-délict. XX, 520, 521.

MINORITÉ.

Voir les mots *Lésion*, II, *Mineurs* et *Mineurs émancipés*,
Puissance paternelle (*Administration légale du père*), *Tutelle*.

MINUTE.

Doivent être reçus *en minute* :

1. *Le contrat de mariage*. XXI, 44, 102.
2. *La donation*. XII, 230.
3. *Quid* de l'hypothèque, d'après le code civil? d'après la loi belge? XXX, 432.
4. *Quid* du testament par acte public? XIII, 395.

MIRABEAU.

- I. Ses belles paroles sur le devoir d'*éclairer la conscience*. XI, 166

MISE EN DEMEURE.

Voir le mot *Demeure*.

MITOYENNETÉ.

- I. La mitoyenneté est une *copropriété*. Différence entre la mitoyenneté et la copropriété ordinaire. VII, 494, 496.
1. *Fossés mitoyens*. VIII, 569-575. Voir ce mot.
2. *Haies mitoyennes*. VIII, 576-584. Voir ce mot.
3. Principes communs aux *fossés* et aux *haies*. VIII, 585, 586.
4. *Murs mitoyens*. VIII, 496-536. Voir ce mot.

MŒURS (BONNES).

Voir les mots *Bonnes mœurs* et *Moralité*.

MŒURS (CORRUPTION DES).

1. Est-il vrai que la corruption des mœurs va croissant? Notamment en ce qui concerne les *faux témoignages*? XIX, 394, 395.
2. La *moralité* du bon vieux temps et la *moralité moderne*. La *fraude* en matière de *séparation de biens* était la règle. XXII, 241.

MONNAIE.

1. En quelles espèces doit se faire le *payement*. XVII, 559-565.
Voir le mot *Banque Nationale*.

MONOMANIE.

1. Quand est-elle une cause d'incapacité de disposer? XI, 115

MONTESQUIEU.

1. *Aubaine*. Montesquieu flétrit le *droit d'aubaine* et inspire le décret de l'Assemblée constituante qui l'abolit. VIII, 530

2. *Célibat*. La virginité est-elle un état de perfection ? XI, 501.
3. *Propriété*. La doctrine de Montesquieu est au fond le communisme VI, 92.
4. Il n'admet pas la *réserve*. XII, 9.
5. Il dit que la *succession* n'est pas de droit naturel. VIII, 471.

MONTS-DE-PIÉTÉ.

Prêt. Les monts-de-piété sont soumis à des lois spéciales concernant le *prêt sur gage*. XXVIII, 457.

Vol. Les *choses volées*, déposées au mont-de-piété, peuvent être revendiquées dans les six mois, sous les conditions déterminées par la loi. XXXII, 593.

MORAL (INTÉRÊT).

Voir le mot *Intérêt moral*.

MORALE.

- I. *Code Napoléon*. Est conçu dans un esprit moral.
 1. C'est le sentiment moral qui l'inspire dans ses dispositions sur les *enfants naturels*. Mais il a dépassé le but en prohibant la recherche de la paternité, et en rendant la recherche de la maternité presque impossible. IX, 103.
 2. Quelle est la vraie immoralité que le législateur devrait flétrir ? IX, 104.
- II. *Jurisconsultes*.
 1. Les jurisconsultes stoïciens se distinguent par l'élévation de leur sentiment moral. XVI, 82.
 2. Les jurisconsultes français plus moraux que les théologiens.
 - a. Pothier et les casuistes. XXVII, 120.
 - b. Les *théologiens* et les *légistes*. XXVI, 101.
- III. *Morale laïque et morale religieuse*.
 1. La *morale est progressive*. I, 56.
 - a. Le droit romain, le droit catholique et le droit révolutionnaire. XI, 492.
 2. La conception moderne du mariage est supérieure à celle de saint Paul et des Pères de l'Eglise. XI, 492. Comparez mon *Étude sur le christianisme*.
 3. La polygamie de l'*Écriture sainte* et Pothier. II, 360 et 361.
 4. Réprobation des seconds mariages par les Pères de l'Eglise. XI, p. 640, a; XV, 381.
 5. La condition de *ne pas se remarier*, jadis favorable, aujourd'hui prohibée comme *immorale*. XI, 501.
 6. La condition de devenir moine ou prêtre est immorale. XI, 503-506.
 - a. Dire de Montesquieu sur la *virginité*. XI, p. 649.
 7. Est-il vrai que la corruption des mœurs va croissant ? XIX, 394, 395.
- IV. *Morale sociale et morale religieuse*. Le prêt à intérêt, condamné par l'Eglise, est aujourd'hui la base de notre ordre économique. XXVI, 513, 524-526.
- V. Nécessité de fortifier le *sentiment moral*. V, p. 139, *in*.

MORT CIVILE.

1. Abolie en France et en Belgique. I, 401-403.

2. La mort civile d'un étranger n'est pas un empêchement au mariage en Belgique. II, 371.

MORTS.

1. *Legs pour les morts*. XI, 316. Voir le mot *Legs pies*.

MOTIFS (DES LOIS).

Les motifs sont l'âme de la loi. On ne doit jamais séparer le *texte* des *motifs*. I, 179, *in*.

Voir les mots *Principes et Texte* et *l'Introduction* à mon *Cours élémentaire de droit civil*.

MOULINS.

1. Quand les moulins sont-ils meubles ? quand sont-ils immeubles ? V, 408-409 (1), 498.

Voir le mot *Usines*.

MOURLON.

Voir la *Préface* de mon *Cours élémentaire*, p. 111-114.

Comparez II, p. 223, a, 583, a ; III, p. 153, note 3, et p. 19 et suiv. ; VII, p. 71, 75 et suiv. ; XX, p. 390, *in* ; XXVIII, 139, p. 130.

MUETS.

1. Les *muets* peuvent-ils être témoins ? XIII, 263.
2. *Sourds et muets*. Voir ce mot.

MURS MITOYENS.**A. QUELS MURS SONT MITOYENS. VII, 496.****I. De la construction forcée d'un mur mitoyen.**

1. Où la clôture est-elle forcée ? VII, 497, 498.
2. A quels *héritages* s'applique l'article 663 ? VII, 499, 500.
3. En quoi doit consister la clôture ? VII, 501.
4. Le *voisin* sommé de construire peut-il se soustraire à cette charge en abandonnant son droit de mitoyenneté ? VII, 502.
5. Celui qui construit un mur peut-il forcer son voisin à en acquérir la mitoyenneté ? VII, 503.

II. Du droit d'acquérir la mitoyenneté. VII, 504. Qui peut l'acquérir ? VII, 514.**1. Conditions.**

- a. *Contiguité*. VII, 507.
- b. *Quid* s'il y a une clôture en *planches* ? VII, 508.
- c. *Quid* si le mur que l'on veut rendre mitoyen est une *dépendance du domaine public* ? VII, 509-510.
- d. L'acquisition de la mitoyenneté peut être partielle. VII, 511.
- e. *Obligation* de l'acheteur. VII, 512, 513.
- f. Le *droit* de l'article 661 est *absolu* et *imprescriptible*. VII, 505, 506.

2. Droits de l'acquéreur.

- a. Quel est l'effet de l'acquisition ? *Rétroagit-elle* ? VII, 515, 516.

(1) T. V, Table, p. 674, ajoutez au n° 409 : *Quid des moulins* ?

- b. Application du principe aux jours de tolérance. VII, 517, 518.
- c. La servitude de vue limite le droit de mitoyenneté. VII, 519, 520.
- d. A partir de quel moment les effets de la mitoyenneté existent-ils ? VII, 521.

3. Droits et obligations du vendeur. VII, 522, 523.

B. PREUVE DE LA MITOYENNETÉ.

I. Présomption de mitoyenneté.

- 1. Du mur qui sépare deux bâtiments. VII, 525.
 - a. Quid du mur entre bâtiments et cours ou jardins ? VII, 526.
- 2. Du mur qui sépare les cours et jardins et les enclos. VII, 527-529.
- 3. Quand cessent les présomptions de mitoyenneté.
 - a. De la preuve contraire. VII, 530, 531.
 - b. Du titre contraire. VII, 532, 533.

III. Des marques de non-mitoyenneté.

- 1. Quelles sont les marques de non-mitoyenneté. VII, 534-536.
- 2. Comment les présomptions de non-mitoyenneté peuvent être combattues. 536 bis-537.

IV. Les présomptions de mitoyenneté et de non-mitoyenneté peuvent-elles être combattues par la prescription ? VII, 538, 539.

- 1. Quel est l'effet de la possession annale ? VII, 540.

C. DROITS RÉSULTANT DE LA MITOYENNETÉ.

I. Travaux que le copropriétaire du mur mitoyen peut faire. VII, 551.

- 1. Des constructions qu'il peut faire. VII, 552-554.
- 2. De l'exhaussement du mur mitoyen.
 - a. Du droit d'exhausser. Quid s'il y a des servitudes ? VII, 555-556
 - b. Conséquence de l'exhaussement. Droit de celui qui exhausse et droit du voisin. VII, 563-568.
 - c. Obligations de celui qui exhausse. Indemnité. Domages-intérêts. VII, 557-562.

II. Limite des droits résultant de la mitoyenneté. VII, 566-568.

D. OBLIGATIONS DÉRIVANT DE LA MITOYENNETÉ. VII, 541.

I. Réparations et reconstructions. VII, 542-545.

II. De la faculté d'abandonner la mitoyenneté.

- 1. Conditions de l'abandon. VII, 546-549.
- 2. Effet de l'abandon. VII, 550.

N

NAISSANCE.

- 1. Actes de naissance. II, 55-61.
- 2. Domicile d'origine. Se détermine par la naissance. II, 73-76.
- 3. Légimité. Se détermine par l'époque de la naissance. III, 359, 363, 379, 387.
- 4. Nationalité. Se détermine par la naissance d'un père français. I, 321.

NANTISSEMENT.

I. *Définition et caractères.* XXVIII, 436-437.

II. *Division.* XXVIII, 438. Voir les mots *Antichrèse* et *Gage*.

NANTISSEMENT (COUTUMES DE).

1. Les *coutumes de nantissement* procèdent de la féodalité et de la saisine germanique. Développement providentiel du droit. XXIX, 13.
2. Saisine germanique et saisine féodale. XXIX, 21-23.
3. La saisine féodale abandonnée en France, à l'exception des pays de nantissement, les provinces belgiques. XXIX, 24, 13, 14.
4. Devoirs de loi. *Actes qui y étaient soumis.* Formalités. XXIX, 17-20.
5. Le nantissement est identique avec la transcription. XXIX, 14-16.
6. Les hypothèques étaient aussi rendues publiques par la voie du nantissement. XXX, 163, 164.

NAPOLÉON.

- I. Le code *Napoléon* est l'œuvre de la *Révolution* (I, Introduction, 1).
- II. *Adoption.* Napoléon croyait à la toute-puissance de la loi. Il voulait que l'adoption fût l'image exacte de la nature. IV, 491.
- III. *Divorce par consentement mutuel.* Napoléon le défendit avec insistance. En quel sens? III, 273.
- IV. *Donation.* Erreur de Napoléon sur la nature de la donation. XI, 99.
- V. *Légitimité.* Faveur qu'elle mérite. La société n'est pas intéressée à ce qu'il y ait des bâtards. III, 368.
- VI. *Mariage.*
 1. C'est l'union des âmes, dit Napoléon. III, p. 377, *in*.
 2. Conditions. Napoléon soutient la doctrine du mariage inexistant. II, 277.
 3. Napoléon s'est trompé sur la notion de la personne civile. II, p. 371, a, 376.
- VII. *Publicité des hypothèques.* Napoléon se prononce pour la publicité, avec une restriction en faveur des incapables, auxquels la loi doit accorder une hypothèque efficace. XXX, 172.
- VIII. *Vente.* Rescision pour cause de *lésion*. Napoléon s'est trompé, et Troplong a tort d'admirer les erreurs juridiques d'un homme de guerre. XXIV, 420.

NATIONALITÉ.

- I. Comment acquiert-on et comment perd-on la qualité de *Français*? Voir le mot *Français*.
- II. Influence de la *nationalité* sur le *statut personnel*. I, 93, 96.

NATURALISATION.

- I. *Naturalisation expresse.* Loi belge. I, 350-353.
- II. *Naturalisation tacite* par suite de la *réunion d'un territoire*. I, 354, 366.
- III. Perte de la qualité de *Français* par la *naturalisation*. I, 376-378.
- IV. Perte de la qualité de Français par la *cession d'un territoire*. I, 359, 360, 361. Voir le mot *Français*.
- V. *Rétroactivité.* Effet des lois nouvelles sur la naturalisation. I, 171, 172.

NAVIRES.

- I. Les navires sont-ils soumis à la règle de l'article 2279 ? XXXII, 573.

NEMO AUDITUR IN JUDICIO TURPITUDINEM SUAM ALLEGANS.

- I. Le code ignore cet adage. XXX, 470, p. 438, b.
- II. Il le rejette en matière de nullité de mariage. II, 488.
- III. Il faut le rejeter également en matière de *cause illicite*. XVI, 164.
- IV. Les tribunaux l'appliquent. Cas remarquable. XXI, 236.

NEMO POTEST ESSE AUCTOR IN REM SUAM.

- I. Sens de l'adage. III, 134.
- II. S'applique-t-il à l'autorisation que le mari donne à sa femme ? III, 134.
- III. Peut-on l'invoquer pour étendre l'incapacité que l'article 1597 établit à l'égard des tuteurs ? XXIV, 46.

NEMO PLUS JURIS IN ALIUM TRANSFERRE POTEST, QUAM IPSE HABET.

- I. L'adage s'applique aux *droits réels*. Il ne s'applique pas aux *droits de créance*. Grenier s'y est trompé. XXXI, 429, p. 411.
 1. L'article 1748 n'est pas une application de l'adage. XXV, 19, 392.
 2. Le créancier antichrésiste ne peut pas opposer son *droit de rétention* aux tiers. XXVIII, 570.
 3. Ni tous ceux qui ont un droit de rétention. XXIX, 292, p. 329.
 4. Ni à la *cession de biens*. XVIII, 225 et XXX, 493.
- II. *Contre-lettre*. Celui qui n'est pas propriétaire peut transférer la propriété. XIX, 186.

NEVEUX. PETITS-NEVEUX.

- I. Sens de ces mots dans les *dispositions testamentaires*. XIII, 494, 495.

NOBLESSE (TITRES DE).

- I. Doivent être relatés dans les actes de l'état civil. II, 20.

NOCES (SECONDES).

Voir *Mariage (Second)*.

1. Nom de l'enfant naturel. IV, 124.
2. *Prescription*. Les noms des familles sont-ils *prescriptibles* ? XXXII, 230.

NOM.

1. *Usurpation de nom* est un délit ou quasi-délit. XX, 392.

NON-PRÉSENTS (LES).

1. Les règles de l'*absence* ne s'appliquent pas aux *non-présents*. II, 218.
2. Des *non-présents* en matière de *succession*. *Partage*. X, 250.

NON-USAGE.

1. *Servitudes*. S'éteignent par le *non-usage*. VIII, 304-319.
2. *Usufruit* s'éteint par le *non-usage*.
 - a. *Différence* entre ce *non-usage* et la prescription de trente ans qui éteint la *propriété*. VII, 60, 61.
 - b. Quand y a-t-il *non-usage*? VII, 62-64.

NOTAIRES.

- I. *Cautionnement*. XXIX, 347.
- II. *Fonctions*. XIX, 102.

A. GÉNÉRALITÉS CONCERNANT LES ACTES AUTHENTIQUES.

- I. La compétence des notaires est *générale* pour tous les actes authentiques, sauf ceux que la loi charge d'autres fonctionnaires de recevoir. XIX, 102.
 1. Ils ne peuvent recevoir d'actes que dans leur *ressort*. XIX, 111.
 2. *Quid* si les notaires reçoivent des *actes* qu'ils n'ont pas *qualité* de recevoir? ou s'ils instrumentent *hors de leur ressort*? XIX, 123.
 3. *Incapacités* relatives qui empêchent les notaires de recevoir les actes. XIX, 109, 124, 125.
 4. Les notaires *suspendus* ou *destitués* ne peuvent plus instrumenter. XIX, 108.

II. Rédaction des actes.

1. Conseils aux notaires d'employer les termes de la loi.
 - a. *Hypothèques*. Spécialité. XXX, 308.
 - b. *Testaments*. XIII, 332.
2. Les notaires doivent recevoir eux-mêmes les actes. Si le *clerc* les reçoit et si le *notaire* se borne à les *signer*, les actes ne sont pas authentiques. XIX, 118.
3. *Frais d'actes*. La remise de la grosse fait-elle présumer le paiement des frais? XVIII, 347.
4. Le notaire peut-il *refuser* de recevoir les *honoraires* taxés par le président, ou le client peut-il le forcer à les recevoir? XVIII, 141.
5. Les notaires ont-ils droit aux intérêts de leurs *avances* et de leurs *honoraires*? XXVIII, 17, 22.
6. *Réduction des frais et avances*. XXVIII, 10.
7. Prescription de l'action du notaire. XXXII, 493.

B. SPÉCIALITÉS CONCERNANT LES ACTES QUE LE NOTAIRE DOIT OU NE PEUT PAS FAIRE.

1. *Absent*. Partage des successions échues à l'absent. Intervention du notaire. II, 142.
2. *Actes de consentement au mariage*. II, 319.
3. *Actes respectueux*. II, 323-340. Voir ce mot.
4. *Divorce par consentement mutuel*. III, 282, 283.
5. *Inventaire des biens d'un mineur*. Interpellation au tuteur. V, 12.
6. *Libéralités faites aux pauvres* ou à un *établissement public*. Obligation imposée au notaire. XI, 284.

7. *Paiement*. Quand le notaire peut-il le recevoir? XVII, 534-536.
8. *Prohibition de se rendre cessionnaire de droits litigieux*. XXIV, 53.
9. *Testament*. Le notaire qui a rédigé le testament peut-il être nommé *exécuteur testamentaire* et recevoir un legs à ce titre? XIV, 329.

NOTAIRES (RESPONSABILITÉ).

I. Responsabilité des notaires *comme tels*.

1. C'est la responsabilité *conventionnelle* de l'article 1157, et non la responsabilité des articles 1382 et 1383. XX, 507-509.
2. Quelle est la convention qui intervient entre les parties et le notaire? Est-ce un *mandat*? XX, 510; XXVII, 353, 385.
3. De *quelle faute* répond-il? XX, 514.
 - a. Exemple. XXVII, 480. Défaut de transcription. XXIX, 156.
 - b. Le notaire est-il *responsable* quand il n'*éclaire* pas les parties? XX, 511.
 - c. Le *simple conseil* rend-il le notaire responsable, sans qu'il y ait mandat ni gestion d'affaires? XXVIII, 361, 362, 373-376.

II. Le notaire est responsable comme *mandataire*. XX, 510, 512.

1. Quand est-il *mandataire*? XIX, 520; XX, 510.
2. Quand le *conseil* constitue-t-il un *mandat*? XXVII, 363-368.
3. Du mandat *tacite*. XXVII, 385.
4. Le notaire a-t-il mandat de *recevoir le paiement*? XVII, 534-536.
5. Doit-il *transcrire*? XXIX, 156. *Inscrire* l'hypothèque? XXX, 5, p. 9.

III. Il est responsable comme *gérant d'affaires*. XX, 513.

1. Quand y a-t-il *gestion d'affaires*? quand y a-t-il *mandat*? XXVII, 367-372.
2. Y a-t-il mandat ou gestion d'affaires quand le notaire place spontanément les fonds de son client? XIX, 521.

IV. Le notaire est responsable de ses *délits* et *quasi-délits* en vertu des articles 1382 et 1383.

1. Il faut qu'il y ait *faute non conventionnelle*. XX, 507-513.
2. L'ignorance du droit est-elle une *faute conventionnelle*? XX, 483, 484.
3. Il faut que le fait soit *dommageable*. XX, 391.

NOTORIÉTÉ.

- I. Acte de notoriété. Tient lieu d'acte de naissance aux futurs époux. II, 424, 1.
- II. Un acte de notoriété remplace l'acte de décès des ascendants en matière de mariage. Avis du conseil d'Etat. II, 518.

NOVATION.

I. Définition. XVIII, 242.

II. Conditions générales requises pour qu'il y ait novation.

1. Une *première obligation*. XVIII, 243.
 - a. *Quid* si l'obligation est *conditionnelle*? XVIII, 249, 250.
 - b. *Quid* si elle est *inexistante*? XVIII, 244-246. *Quid* de la *donation nulle en la forme*? XVIII, 589.
 - c. Une obligation *naturelle* peut-elle être novée? XVII, 29, 30.

- d. Une obligation *annulable* peut être novée? *Quid* si elle est annulée? XVIII, 247, 248.
 2. Une *dette nouvelle*. XVIII, 254.
 - a. *Quid* si l'obligation nouvelle est *inexistante*? *annulable*? et si elle est annulée? XVIII, 252, 253.
 - b. La nouvelle dette peut-elle être *conditionnelle*? XVIII, 254.
 3. *Capacité*. XVIII, 255.
 - a. Le créancier doit avoir la capacité de *disposer*. Le créancier *solidaire* peut-il *nover*? XVII, 269. Le tuteur? XVIII, 255.
 - b. Le débiteur doit être capable de *s'obliger*. *Quid* s'il est incapable? XVIII, 257.
 - c. Qui peut se prévaloir de la nullité résultant de l'*incapacité*? XVIII, 258.
 4. *Volonté de nover*. XVIII, 259.
 - a. Comment cette volonté doit-elle se manifester? et comment la prouve-t-on? Explication de l'article 1273. XVIII, 260, 261.
 - b. En matière commerciale, la preuve peut se faire par présomptions. XVIII, 262.
 - c. La cour de cassation est-elle compétente en cette matière? XVIII, 263.
- III. *Novation objective*. Conditions requises. XVIII, 264.
1. Volonté de nover. XVIII, 265, 266.
 2. Il y a novation par changement d'*objet*. XVIII, 267.
 - a. Transformation d'une *dette de capital* en *rente*. XVIII, 268-270.
 - b. *Quid* si une *rente viagère* est changée en une autre prestation *viagère*? XVIII, 271.
 - c. *Quid* s'il est stipulé que le débiteur payera les *intérêts* non convenus? XVIII, 272.
 3. Il y a novation quand la *nature* de l'*obligation* est *changée*. Dette *commerciale* et dette *civile*. XVIII, 273-275.
 4. Il y a novation par le changement de *modalité*. Condition. XVIII, 276.
 - a. *Quid* de l'*atermoiement*, du *concordat* et du *sursis*? XVIII, 277.
 5. Les *garanties* ajoutées ou retranchées n'emportent pas novation. XVIII, 278.
 6. De même le changement de *titre*, acte authentique ou sous seing privé. XVIII, 279.
 7. Les changements quant au *mode de paiement* ne font pas novation. XVIII, 280.
 - a. Le lieu du paiement. XVIII, 281.
 - b. Compte courant. XVIII, 282.
 - c. Acceptation de billets négociables. XVIII, 283, 284.
 - d. *Quid* si les billets sont causés *valeur reçue comptant*? XVIII, 285.
 - e. *Quid* si le créancier, en recevant les billets, donne quittance? XVIII, 286-290.
 - f. *Quid* si le créancier tire sur le débiteur? XVIII, 291.
 - g. *Quid* si des billets non payés sont renouvelés? XVIII, 292.

h. L'acceptation de billets peut valoir novation. Sous quelles conditions? XVIII, 293.

III. Novation par *substitution* d'un nouveau créancier.

1. Qui doit *consentir* et dans quel *but*? XVIII, 294.
2. Différences entre cette novation et la *cession* ou *subrogation*. XVIII, 295-298.
3. Il n'y a pas de novation quand l'*opération est fictive*. XVIII, 299.
4. Y a-t-il novation lorsque le créancier fait une *saisie-arrêt*? XVIII, 300.

IV. Novation par *substitution* d'un nouveau débiteur, ou *Expromission*. XVIII, 301.

1. Qui doit *consentir*? 302.
2. Il faut *volonté de nover*. XVIII, 303.
3. Application : Comptes courants. XVIII, 306. Remplacement. XVIII, 308. Rentes. XVIII, 307. Société. XVIII, 305. Vente. XVIII, 304.
4. *Quid* de la simple *indication* d'une *personne* qui doit *payer*? XVIII, 309 (1).
5. La *volonté de nover* ne doit pas être *expresse*. XVIII, 310.

IV. De la *délégation*.

1. *Condition* requise pour qu'elle opère *novation*. XVIII, 311.
2. Qui doit *consentir*? XVIII, 312-314. Le *consentement* doit-il être *exprès*? XVIII, 315.
3. Doit-on observer les formalités de l'article 1690? XVIII, 316.
4. Quand la *délégation* est-elle *imparfaite* et n'opère-t-elle pas *novation*? XVIII, 321.
5. Quand est-elle *parfaite* et opère-t-elle *novation*? XVII, 317, 318.
6. *Effet* de la *délégation parfaite*. XVIII, 319.
7. *Quid* si le *délegué* devient *insolvable*? XVIII, 320.

V. *Effet* de la *novation*.

1. *Extinction* de la dette. La dette nouvelle ne prend pas la nature de l'ancienne. XVIII, 322.
2. La dette reste-t-elle *éteinte* s'il y a eu *dation en paiement* et si le créancier est *évincé* de la chose qu'il a reçue? XVIII, 323.
3. *Effet* de la *novation* à l'égard des *cautions*, même *solidaires*. XVIII, 324, 325.
4. *Effet* de la *novation* entre le *créancier* et l'un des *débiteurs solidaires*. XVIII, 326, 327.
5. *Effet* de la *novation* quant aux *hypothèques*.
 - a. Les *hypothèques* de l'ancienne dette peuvent-elles être *réservées*? 328-330.
 6. La *réserve* peut-elle se faire dans la *novation* par *substitution* d'un nouveau débiteur? XVIII, 331.
 - a. Quand la *novation* se fait avec l'un des *codébiteurs solidaires*, peut-on *réserver* l'*hypothèque* sur les biens des *codébiteurs libérés*? XVIII, 332.

1) T. XVIII, p. 332, ligne 1 du n° 309. Au lieu de 1274, lisez 1277.

VI. D'une *novation particulière* en matière d'hypothèque. XXXI, 364-366.

VII. De la *novation* de l'article 579. X, 41-54. Voir le mot *Séparation de patrimoines*.

NULLITÉ.

A. GÉNÉRALITÉS. THÉORIE DES NULLITÉS. I.

I. *Actes contraires à la loi*. Sont-ils nuls ? I, 36.

1. Le code civil n'a pas de système complet sur les nullités. I, 44.

2. Le législateur ne doit pas toujours sanctionner la loi par la nullité. I, 42, 43.

3. Les nullités ne peuvent être établies que par la loi. I, 41.

II. Les parties contractantes peuvent déroger aux lois concernant les contrats.

I, 37, 38.

1. Elles ne peuvent pas *faire* ce qui est contraire à l'essence du contrat. I, 14.

a. Elles ne peuvent pas convenir que la *licitation*, assimilée au partage par l'article 883, sera une *vente*. X, 422.

b. Les *parents*, autres que les *ascendants*, ne peuvent pas déclarer que le *partage* qu'ils font de leurs biens aura les effets d'un *partage d'ascendant*. XV, 4-6.

2. Ni ce que le législateur *défend*, quand il en résulte que la *cause* est illicite et le contrat inexistant. XVI, 124-156. Le contrat peut être simplement nul. Exemple. *Vente prohibée*. XXIV, 30-63.

3. Même dans le plus favorable des contrats, le contrat de mariage, il y a des clauses *prohibées*. XXI, 114-141.

4. Les parties ne peuvent jamais déroger aux lois d'intérêt général. I, 39, 40.

III. Quelles lois sont d'intérêt général et sanctionnées par la nullité ?

1. *Lois qui intéressent les bonnes mœurs*. I, 54.

a. Effet des *conventions* contraires aux bonnes mœurs. I, 53-56.

2. *Lois qui intéressent l'ordre public*. I, 48-49.

a. Les conventions contraires à ces lois sont nulles. I, 50.

b. *Applications*. I, 51-53. Voir le mot *Ordre public*.

3. Des lois *prohibitives*. Doctrine de Merlin. I, 58-61.

a. Applications. Etat des personnes. Lois d'ordre politique. Lois concernant l'intérêt des tiers. Conditions requises pour la validité des actes. I, 62-64.

b. Objections contre la doctrine de Merlin. I, 65, 66.

4. Des lois *impératives*. Quand emportent-elles nullité ? I, 67.

5. La nullité peut être *virtuelle*. I, 45.

a. Théorie des formalités substantielles et accidentelles. I, 68.

IV. *Nullité*.

1. En quel sens les actes sont-ils nuls ? I, 69, 70 ; XVIII, 532.

a. *Voies de nullité n'ont point de lien en France*. XVIII, 526.

2. Qui peut demander la nullité ? I, 72.

3. Des *actes inexistants*. I, 71 ; XVIII, 531. Voir ce mot.

Voir les mots *Action en nullité*, *Confirmation*.

B. DISPOSITIONS SPÉCIALES. DIVERS CAS DE NULLITÉ.

- I. *Acceptation d'une communauté par la femme mineure.* XXII, 388-390.
- II. *Acceptation d'une donation par un incapable.* XII, 258, 259.
- III. *Acceptation d'une succession par l'héritier incapable.* IX, 350-368.
- IV. *Actes de l'état civil.* Sont-ils nuls pour inobservation des formes ? II, 29-34.
- V. *Actes authentiques.* Quand ils sont nuls ? XIX, 102-113.
- VI. *Actes respectueux.* Quand ils sont nuls. II, 334-340.
- VII. *Actes sous seing privé.*
 - 1. Article 1325. XIX, 223-227.
 - 2. Article 1326. XIX, 262-266.
- VIII. *Action en nullité ou en rescision.* XVIII, 526-530.
 - 1. *Actes annulables.* XIX, 531-534.
 - 2. *Actes rescindables.* XIX, 535.
- IX. *Action paulienne des créanciers.* XVI, 483-485.
- X. *Administrateurs et personnes incapables n'ayant qu'un pouvoir d'administration.* Les actes qui dépassent leur capacité sont nuls :
 - 1. *Envoyés en possession provisoire des biens d'un absent.* II, 175-188.
 - 2. *Femme séparée de biens.* XXII, 321-324.
 - 3. *Mineur émancipé.*
 - a. Quand les actes sont nuls, XVI, 57 ; rescindables. XVI, 58.
 - 4. *Mari administrateur des biens de sa femme.* XXII, 149, 153-157, 161-163.
 - 5. *Père administrateur légal.* IV, 301-316.
 - 6. *Tuteur.* V, 101, et *administrateur provisoire des aliénés colloqués.* V, 393-395.
- XI. *Adoption.* Quand elle est nulle. IV, 227-236. Voir le mot *Actes inexistantes.*
- XII. *Aliénés colloqués.* Nullité des actes qu'ils font pendant la collocation. V, 398-405.
- XIII. *Associations non reconnues.* Donations, legs, sociétés, frauduleux et nuls. XI, 161, 163-179, 180, 185.
- XIV. *Autorisation maritale.* Actes faits sans autorisation maritale. III, 154-160.
- XV. *Aveu judiciaire.* Capacité. Nullité. XX, 169-174.
- XVI. *Cheptel.* *Clauses prohibées et nulles.* XXVI, 94-96, 123.
- XVII. *Clause de partage inégal de communauté.* Quand elle est nulle. XXIII, 464, 465.
- XVIII. *Communauté.* Séparation de biens. Rétablissement de la communauté. Clause nulle. XXII, 358.
- XIX. *Conditions illicites, impossibles, potestatives.* Nullité. XVI, 39, 55.
- XX. *Contrats.* Voir le mot *Actes inexistantes.*
- XXI. *Contrat de mariage.*
 - 1. *Clauses prohibées.* Nullité. XXI, 144-145.
 - 2. *Contrat de mariage d'un mineur.* Nullité. XXI, 30-36.
- XXII. *Contre-lettres en matière de contrat de mariage.* XXI, 91-93.
- XXIII. *Délibérations du conseil de famille.*
 - 1. Quand elles sont nulles. IV, 477-489.
 - 2. Nullité des actes faits en vertu d'une délibération irrégulière. IV, 490-493.
- XXIV. *Divorce.*
 - 1. Pour cause déterminée. Nullité. III, 222.
 - 2. Par consentement naturel. III, 284.

XXV. Donations.

1. *Déguisées*. Quand elles sont nulles. XI, 324-326.
 2. Donations entre époux (art. 1090). Nullité. XV, 404-416.
 3. Nullité pour cause d'incapacité. XI, 142, 153-158, 388-426.
 4. Nullité pour *insanité d'esprit*. XI, 137-140.
 5. Nullité des donations révocables. XII, 410.
- Voir le mot *Actes inexistantes*.

XXVI. Établissements publics.

1. Nullité des libéralités qu'ils reçoivent sans *autorisation*. XI, 187.
2. Nullité des actes qu'ils font en dehors de leur mission légale. XI, 197, 198, 249-251.

XXVII. Héritier apparent. Actes de disposition. Nullité. IX, 559-567.

XXVIII. Indivision forcée établie par le *testateur*. Nulle. X, 243, 244.

XXIX. Inscriptions hypothécaires. Nullité. XXXI, 93-96.

XXX. Interdits. Nullité des actes postérieurs ou antérieurs à l'interdiction. V, 304-328.

XXXI. Légitimation. Nullité. IV, 180-186.

XXXII. Legs.

1. De la chose d'autrui. Nul. XIII, 127-133.
2. Legs à des personnes *incertaines*. XI, 307-325.
3. Legs par des *incapables*. XI, 388-426.
4. *Nullité* des legs. XIV, 275, 276.

XXXIII. Louage.

1. Capacité. Nullité. XXV, 42-47.
2. Article 1780. XXV, 491-497.

XXXIV. Mari.

1. Actes faits en fraude de la femme. Nuls. XXII, 58-48.
2. Donations faites par le mari en dehors des limites légales. XXII, 19-52.

XXXV. Mariage.

1. Nullité. II, 450-500. Voir le mot *Actes inexistantes*.
2. Mariage contracté à l'étranger. III, 20-38.

XXXVI. Mineur.

1. Actes nuls. XVIII, 552-557.
2. Actes rescindables. XVIII, 558-561.

XXXVII. Novation. Nullité. XVIII, 243, 253, 257, 258.

XXXVIII. Obligations contractuelles. Vices de consentement. XV, 510, 511, 523.

Voir le mot *Actes inexistantes*.

XXXIX. Offres de paiement et consignation. XVIII, 146, 184, 185.

XL. Opposition au mariage. Nullité. II, 388-395.

XLI. Partage. Nullité. X, 467-518, 524-545.

XLII. Partage d'ascendant. Rescison. XV, 105-140.

XLIII. Partage provisionnel légal et partage nul. X, 275-287.

XLIV. Paiement.

1. Par celui qui n'est pas *propriétaire* ou qui n'est pas *capable d'aliéner*. XVII, 493-510.
2. Paiement fait à celui qui n'a pas qualité de recevoir. XVII, 537-542.

- XLV. Prodiges et faibles d'esprit. Incapacité. Nullité. V, 360-368, 373-376.
- XLVI. *Puissance paternelle*. Conventions qui y dérogent sont nulles. IV, 293-295.
- XLVII. *Reconnaissance* d'enfant naturel. Nullité. IV, 62-71, 138, 141.
- XLVIII. *Régime dotal*. Aliénation d'un fonds dotal, XXIII, 501, 502.
- XLIX. *Renonciation* :
1. A la *communauté*. XXII, 416-419.
 2. A la *succession*. IX, 468-480.
- L. *Séparation de biens*.
1. Nullité pour *défaut d'exécution*. XXII, 258-263.
 2. Pour inobservation des *formes légales*. XXII, 272, 273.
 3. Pour *fraude*. XXII, 267-270.
- LI. *Société*. Parts. Clauses prohibées. XXVI, 285-296.
- LII. *Subrogation*.
1. *Conventionnelle*. XVIII, 20-23, 39-60.
 2. *Légale*. XVIII, 77-80, 88-94, 96, 97, 108.
- LIII. *Substitutions*.
1. Fidéicommissaire. XIV, 589-592, 506, 519.
 2. Substitutions permises. Quand elles deviennent nulles. XIV, 531, 532.
- LIV. *Testament*.
1. *Conjonctif*. Nul. XIII, 143-147.
 2. Nul en la forme. XIII, 141, 142, 449-458.
 3. *Testament verbal*. XIII, 103-112.
- LV. *Transactions*. Causes de nullité. XXVIII, 403-428.
- LVI. *Tutelle*.
1. *Compte de tutelle*. V, 139.
 2. *Traité sur la tutelle*. V, 150-165.
- LVII. *Vente*.
1. De la *chose d'autrui*. Nulle. XXIV, 100-121.
 2. *Prohibitions*. Nullité.
 - a. Art. 1595. XXIV, 51, 41, 42.
 - b. Art. 1596 et 450. XXIV, 43, 50, 51, 54.
 - c. Art. 1597. XXIV, 53, 63, 64.
 3. *Rescision pour cause de lésion*. XXIV, 420-453.
- LVIII. *Vices de consentement*. XV, 510, 511, 523.

NU PROPRIÉTAIRE.

I. *Droits du nu propriétaire.*

1. *Droit de disposition. Actions*. VII, 34-37.
2. *Droit de jouissance. Dans quelles limites*. VII, 33.
 - a. Peut-il faire des actes d'*amélioration*? VII, 40, 41, et de *conservation*? VII, 39.
 - b. Il a action contre l'*usufruitier* pour le forcer à remplir ses obligations. VII, 42.

II. *Obligations du nu propriétaire.*

1. Quand et en quel sens il est tenu de *délivrer* et de *garantir*. VII, 43.
2. De l'*obligation* de l'article 599. VII, 44.

III *Rapports du nu propriétaire et de l'usufruitier.*

1. Sont-ils associés ou communistes ? VII, 43.
2. Le nu propriétaire est-il mandataire de l'usufruitier ? VII, 47, 48, ou l'usufruitier est-il mandataire du nu propriétaire ? VII, 48.
3. Inscription hypothécaire de l'usufruitier. Profite-t-elle au propriétaire ? XXXI, 102, 103.
4. Se représentent-ils l'un l'autre en justice ? XX, 124.
5. Quid s'ils ont des intérêts communs et qu'ils diffèrent d'avis ? VII, 49.
6. Prescription.
 - a. Interruption faite par le nu propriétaire contre le tiers détenteur. Profite à l'usufruitier, et réciproquement. XXXII, 157.
 - b. La suspension de la prescription au profit de l'un peut-elle être invoquée par l'autre ? XXXII, 75.
 - c. Jonction des possessions du nu propriétaire et de l'usufruitier. XXXII, 384.

O

OBJET (CONTRATS).

1. Quel est l'objet des contrats ? XVI, 74.
 1. Choses.
 - a. Quelles sont les conditions requises pour qu'une chose puisse faire l'objet d'un contrat ? XVI, 75-79 (1).
 - b. Successions non ouvertes. Voir le mot *Pacte successoire*.
 2. Faits. Conditions requises pour que les faits puissent faire l'objet d'un contrat. XVI, 80-82.
- Voir le mot *Intérêt moral*.

OBLIGATIONS.

1. *Dispositions générales.*
 1. Définition. XV, 424. D'où dérivent les obligations. XV, 423.
 2. Histoire.
 - a. Est-il vrai que le droit français, en cette matière, soit le droit romain ? XV, 417-421, 428.
 - b. Autorité de Pothier. XV, 422.
- II. *Effet des obligations.* Voir le mot *Obligations (Effet)*.
- III. *Extinction des obligations.* Voir ce mot.
- IV. *Obligations alternatives et facultatives.* Voir le mot *Obligations alternatives*.
- V. *Obligations conditionnelles.* Voir ce mot.
- VI. *Obligations de donner et de faire.* Voir ce mot.
- VII. *Obligations divisibles.* Voir ce mot.
- VIII. *Obligations indivisibles.* Voir ce mot.
- IX. *Obligations avec clause pénale.* Voir le mot *Clause pénale*.
- X. *Obligations solidaires.* Voir le mot *Solidarité*.

(4) T. XVI, p. 409, ligne 4 du n° 79 : au lieu de 4134, lisez 4128.

XI. *Obligations à terme.* Voir le mot *Terme*.

XII. *Preuve des obligations.* Voir le mot *Preuve*.

XIII. *Quasi-contrat.* Voir ce mot et les mots *Gestion d'affaires*, *Payement indéu*

XIV. *Quasi-délits et délits.* Voir le mot *Délit*.

OBLIGATION ALIMENTAIRE.

Voir le mot *Aliments*.

OBLIGATIONS (ACTIONS).

• Voir les mots *Actions* et *Obligations*.

OBLIGATIONS ALTERNATIVES.

I. *Définition et caractères.* XVII, 216-220.

II. *Effet.*

1. La convention alternative transfère-t-elle la *propriété*? XVII, 221, 222

2. Qui supporte le *risque*? XVII, 223.

III. Obligation *alternative* et obligation *conditionnelle*. XVII, 229.

IV. Obligation *alternative* et obligation *conjonctive*. XVII, 221, 223

V. Obligation *alternative* et *facultative*. XVII, 226-228.

1. Application à la composition *active* de la communauté *légale*. XXI, 229

2. Application au *passif* de la communauté. XXI, 404.

VI. Obligation *alternative* et *pénale*. XVII, 230.

VII. De l'*option*.

1. Du *créancier*.

a. Quand l'a-t-il? XVII, 233.

b. Le choix est *indivisible*. XVII, 236.

c. Faut-il une *demande*? XVII, 237.

2. Du *débiteur*.

a. Quand a-t-il le choix? XVII, 231.

b. Le choix est *indivisible*. XVII, 233.

c. Le débiteur doit-il faire une *demande*? XVII, 232.

d. *Quid* si le débiteur paye par erreur les deux choses? XVII, 234.

3. Des *héritiers*.

a. L'*option* passe aux *héritiers*. XVM, 238.

b. *Quid* s'ils ne s'entendent pas? XVII, 239.

4. Effet de l'*option*.

a. *Rétroagit-elle*? XVII, 240, 241.

b. Les parties peuvent-elles revenir sur leur choix? XVII, 242-244.

VIII. *Perte des choses comprises dans l'obligation.* XVII, 245.

1. Quand le *choix* appartient au *débiteur*. XVII, 246-248.

2. Quand le *choix* appartient au *créancier*. XVII, 249, 250 (1).

IX. *Transcription.* Vente d'un *meuble* ou d'un *immeuble*. XXIX, 28.

(1) T. XVII, p. 257, dernière ligne. [Il y a une omission dans le n° 250. Dernière ligne de la p. 257, après le mot *débiteur*, il faut ajouter : la loi décide encore que le créancier peut demander le prix de l'une ou de l'autre à son choix. Cette disposition est contraire aux principes. On.]

P. 258, 5^e ligne : au lieu de *doit*, lisez *devrait*.

OBLIGATIONS ANNULABLES.

- I. *Différences* entre les obligations *annulables* et les obligations *inexistantes*. Voir le mot *Actes inexistantes*.
- I. *Novation*. Peut-on novier une obligation *annulable*? Peut-on novier une obligation *vajable* en la remplaçant par une obligation nulle? XVIII, 247, 248, 253. Voir le mot *Novation*.
- III. *Radiation de l'inscription hypothécaire*. Peut être demandée si elle a été prise pour une dette nulle. XXXI, 173.
- IV. *Répétition de l'indû*. A lieu quand la dette payée était nulle. XX, 345

OBLIGATIONS CONDITIONNELLES.

- I. *Définition*. Y a-t-il deux espèces d'obligations conditionnelles? XVII, 32-34.
 1. *Condition*. Définition. *Condition tacite*. XVII, 35-38. Voir les mots *Condition* et *Condition tacite*.
 2. *Condition illicite*. Voir ce mot
 3. *Condition impossible*. Voir ce mot
 4. *Division des conditions*. Voir le mot *Condition*
- II. *Différence* entre l'obligation *conditionnelle* et l'obligation *alternative*. XVII, 239.

OBLIGATION CONJONCTIVE.

- I. *Définition* de l'obligation *conjonctive* et *effet*. *Différence* entre l'obligation *conjonctive* et l'obligation *alternative*. XVII, 224, 325.

OBLIGATIONS DE DONNER ET DE FAIRE.

- I. *Définition*.
 1. Qu'entend-on par obligation de *donner*? XVI, 187.
 - a. L'obligation de *donner* engendre des droits *mobiliers*, V, 500-515, ou *immobiliers*. V, 489-494.
 - b. Des dettes *mobilières*. XXI, 400-403, ou *immobilières*. XXI, 485-487.
 2. Qu'entend-on par obligation de *faire*? XVI, 188.
 - a. L'obligation de *faire* engendre des droits *mobiliers*. XXI, 221.
 - b. Et des dettes *mobilières*. V, 495; XXI, 221.
 3. Le même contrat peut produire une obligation de *donner* et une obligation de *faire*. XVI, 189.
 4. Quand y a-t-il obligation de *donner*? quand y a-t-il obligation de *faire*?
 - a. *Ball*. XVI, 190.
 - b. *Mandat*, XVI, 191.
 - c. Obligation *alimentaire*. XVI, 192.
 - d. Obligation d'un éditeur de fournir un certain nombre d'exemplaires à un libraire. XVI, 193.
- II. *Effet* de l'obligation de *donner*. *Délivrance*. XVI, 194-196.
- III. *Effet* de l'obligation de *faire*.

1. L'exécution en est *forcée*, comme celle de l'obligation de *donner*. XVI, 197.
2. De l'obligation de *ne pas faire*. XVI, 198, 199.
3. De l'exécution de l'obligation de faire par un *tiers*. XVI, 199, 200.
4. Droit du créancier d'une obligation de faire. XVI, 201.
5. Applications empruntées à la jurisprudence. XVI, 202-204.

IV. *Risques*. Voir le mot *Risque*.

OBLIGATIONS DIVISIBLES.

- I. Définition de l'obligation divisible. XVII, 368, 367.
- II. *Effet* de l'obligation divisible. XVII, 381-383.
- III. *Exceptions* en cas d'*indivisibilité de paiement* :
 1. Dettes *alternatives*. XVII, 413-415. Voir ce mot.
 2. Dettes d'un *corps certain*. XVII, 409-412.
 3. Dettes dont le paiement est mis à charge de l'un des *héritiers*. XVII, 416, 417.
 4. Dettes *hypothécaires*. XVII, 407, 408.
 5. Dettes du n° 5 de l'article 1221. XVII, 418, 419.
 6. Quel est l'*effet* de l'*indivisibilité de paiement*? XVII, 420-423.

OBLIGATIONS (EFFET DES).

- I. Les *conventions* sont des *lois* pour les parties et pour le juge. XVI, 178-180.
 1. Elles sont *irrévocables*. Quand peuvent-elles être *révoquées*? XVI, 183-186.
- II. *Exécution* des conventions. Doit se faire de *bonne foi*. XVI, 181, 182.
- III. *Inexécution* des obligations. Voir les mots *Demeure*, *Dommages-intérêts*, *Faute*, *Intérêts moratoires*, *Intérêts compensatoires* et *Anatocisme*.

OBLIGATIONS FACULTATIVES.

1. *Définition*. Différence entre l'obligation *facultative* et l'obligation *alternative*. XVII, 226-228.
2. Application à la communauté légale. Actif et passif. XXI, 229, 404.

OBLIGATIONS INDIVISIBLES.

- I. Autorité de la tradition en cette matière. XVII, 366.
- II. *Définitions* et *divisions*. XVII, 369-371.
 1. Indivisibilité *absolue*. XVII, 369.
 - a. *Confusion* dans la *jurisprudence* de la *cour de cassation*. XVII, 372.
 - b. L'obligation de fournir une *antichrèse*, un *gage* ou une *hypothèque* est-elle indivisible? XVII, 373, 374.
 - c. La *fixation* de la hauteur d'un *déversoir* ou d'un *barrage* est-elle un fait indivisible d'où naît une obligation indivisible? XVII, 376.
 - d. L'obligation contractée par un *usufruitier* de supprimer des jours de *tolérance* est-elle indivisible? XVII, 373.
 2. *Indivisibilité d'obligation*. XVII, 370.

- a. C'est une question de fait. XVII, 377.
 - b. L'adjudication en bloc d'immeubles saisis en faveur d'un adjudicataire pour un seul et même prix est-elle indivisible? XVII, 378, 379.
 - c. L'obligation de deux copropriétaires d'immeubles pour des travaux à faire à ces immeubles est-elle indivisible? XVII, 380.
- III. Effet de l'indivisibilité absolue ou d'obligation.
- 1. Droits des créanciers. XVII, 384-388.
 - 2. Obligations des débiteurs. XVII, 389-393.
 - 3. Effet de l'indivisibilité quant à la chose jugée. XVII, 398; XX, 122.
 - 4. Effet de l'indivisibilité quant à la prescription. XVII, 396, 397.
- IV. Indivisibilité et solidarité.
- 1. Différences. XVII, 399-403.
 - 2. La jurisprudence les confond. XVII, 406.
 - 3. Elle considère comme solidaire et indivisible la dette alimentaire qui n'est ni indivisible ni solidaire. III, 66-68.
- V. De l'indivisibilité dans les obligations pénales. Voir le mot *Clause pénale*, A, III.
- VI. Indivisibilité de paiement. Voir le mot *Obligations divisibles*, III.

OBLIGATIONS NATURELLES.

- I. Définition et caractère. XVII, 6.
- 1. On confond les obligations naturelles avec les devoirs moraux. XVII, 2, 3.
 - 2. Théorie de Pothier. Caractère distinctif du devoir moral et de l'obligation naturelle. XVII, 4, 5.
 - 3. Les devoirs moraux ont-ils un effet civil? XVII, 7, 8.
 - 4. Les obligations naturelles en droit français n'ont rien de commun avec la théorie romaine. XVII, 1.
 - 5. Les tribunaux jouissent-ils d'un pouvoir discrétionnaire en cette matière? XVII, 9.
- II. Exemples d'obligations naturelles
- 1. Dette alimentaire. XVII, 16, 17.
 - 2. Dotation des enfants. XVII, 18.
 - 3. Failli concordataire. Obligation de payer la portion des dettes qui lui a été remise. XVIII, 21, 22.
 - 4. Jeu. Dettes de jeu. XVII, 19.
 - 5. Rentes féodales supprimées. XVII, 20.
- III. Obligations improprement appelées naturelles.
- 1. Dettes annulables, contractées par des incapables, ou civilement éteintes. Ne sont pas des dettes naturelles. XVII, 10-12.
 - 2. Ni les donations ou legs nuls en la forme. XVII, 13, 14.
 - 3. Ni les engagements d'honneur. XVII, 15.
- IV. Effet des obligations naturelles.
- 1. Principe, d'après Pothier et Bigot-Préameneu. XVII, 23
 - 2. La dette naturelle ne produit qu'une exception en cas de paiement volontaire. XVII, 24, 25

324 OBLIGATIONS AVEC CLAUSE PÉNALE. — OFFICIERS PUBLICS.

a. Elle ne peut être payée par voie de *compensation*. XVII, 27.

3. On ne peut cautionner une dette naturelle, XVII, 28, ni la confirmer, XVII, 31; XVIII, 245, ni la nover. XVII, 29, 30.

V. Obligations naturelles et donations.

1. Les engagements pris en vertu d'une dette naturelle sont des libéralités et soumises, à ce titre, aux formes des donations. XII, 353; XVI, 116, 118, XVII, 30.

2. Critique de la doctrine et de la jurisprudence contraires. XII, 356; XVI 117; XVII, 30.

a. Aliments. XII, 357, 358.

b. Engagement pris en exécution d'un legs nul en la forme. XII, 359.

c. Donation en l'acquit d'un devoir moral. XII, 360.

d. Autres exemples empruntés à la jurisprudence. XVI, 117.

OBLIGATIONS AVEC CLAUSE PÉNALE.

Voir le mot *Clause pénale*.

OBLIGATIONS SOLIDAIRES.

Voir le mot *Solidarité*.

OBLIGATIONS A TERME

Voir le mot *Terme*.

OCCUPATION.

I. L'occupation est-elle encore un mode d'acquérir la propriété? VIII, 437

II. Des divers *modes d'occupation*. VIII, 438.

1. *Chasse*. VIII, 439-444. Voir ce mot.

2. *Invention*.

a. Des choses qui *n'ont pas de maître*. VIII, 453-460.

b. Des *épaves*. VIII, 461-467. Voir ce mot.

c. Du *trésor*. VIII, 447-457. Voir ce mot.

3. *Pêche*. VIII, 445, 446. Voir ce mot.

OCTROI.

1. Les règlements qui établissent l'octroi ou qui l'étendent rétroagissent I, 156.

OFFICES.

1. Les *charges vénales, immeubles* dans l'ancien droit, sont meubles d'après la législation française. V, 511.

2. *Conventions*. D'après le droit belge, la *démission d'un office* ne peut pas faire l'objet d'une convention. XVI, 127.

OFFICIERS MARITIMES.

1. Incapables de recevoir à titre gratuit. XI, 359.

OFFICIERS PUBLICS.

1. Les *sociétés* formées par des officiers publics, soit entre eux, soit avec

des tiers, pour l'exploitation de leur office, sont *illicites*. XVI, 131; XXVI, 157.

a. Société entre un *avoué* et un *agréé*. XVI, 150.

b. Société entre un *avoué* et un *huissier*. XVI, 120.

c. Société pour l'exploitation d'un office d'*huissier*. XVI, 130.

d. Société *entre huissiers*. XVI, 131.

2. Effet de ces *sociétés*. Elles sont *inexistantes*. XXVI, 157, 163-169. Voir le mot *Société illicite*.

OFFRES (CONSETEMENT).

I. Obligations conventionnelles.

1. La simple *offre* n'oblige pas. XV, 468-470.

2. L'obligation ne se forme que par l'*acceptation*. XV, 468, 471.

Voir le mot *Acceptation*.

3. Application de ces principes à la *donation*. XII, 237, 258. Voir le mot *Donation (entre-vifs)*, A, III.

II. *Purge*.

1. De l'offre du tiers acquéreur qui veut purger. XXXI, 462-472.

2. Effets de l'offre. XXXI, 473-475.

III. *Remploi* fait par le mari pour la femme.

1. C'est une *offre* que la femme doit accepter. XXI, 372.

2. Conséquences qui en résultent. XXI, 370, 371, 373-378.

Voir le mot *Remploi*.

IV. *Vente*. Offre de vendre ou d'acheter. Quand il en résulte une *promesse de vente*. Voir le mot *Promesse de vente*.

OFFRES DE PAYEMENT ET CONSIGNATION.

I. Quand y a-t-il lieu à *offres réelles*?

1. Il faut qu'il y ait une *dette à payer*. XVIII, 139.

a. Exemple. Quand le notaire *refuse* de recevoir ses *honoraires*. XVIII, 141.

b. Tant que la dette n'existe pas légalement, il n'y a pas lieu à *offres*. Tel est le cas où le notaire encourt une amende. XVIII, 142.

c. Des dettes à *terme* ou *conditionnelles*. XVIII, 168, 169.

2. Il n'y a pas lieu à *offres réelles* quand il s'agit de l'*exercice d'un droit*.

a. Exercice du droit de rachat. XVIII, 139.

b. Exercice du retrait litigieux. XVIII, 140.

II. Qu'entend-on par *offres réelles* et *consignation*? Quel en est le *but*? XVIII, 138, 143, 144.

1. La libération du débiteur a lieu sans l'intervention du juge. XVIII, 145.

III. Comment se font les *offres réelles* et la *consignation*? Voir plus loin A, B, C.

A. DETTES D'ARGENT.

I. *Offres*.

1. A qui les *offres* doivent-elles être faites? XVIII, 147. Jurisprudence. XVIII, 148.

2. *Qui peut faire les offres ? Un tiers ?* XVIII, 149.
 - a. *Celui qui paye avec subrogation ?* XVIII, 150.
3. *Que doit offrir celui qui paye ?*
 - a. *Tout ce qui est dû.* XVIII, 151-154.
 - b. *Les intérêts.* XVIII, 157.
 - c. *Quid si la dette n'est pas liquide ?* XVIII, 153.
 - d. *Quid des frais ?* XVII, 159-163.
 - e. *Des offres excessives.* XVIII, 156, et des offres *insuffisantes.* XVIII, 152, 166.
 - f. *Les offres doivent être faites en espèces métalliques, d'après le code civil.* XVIII, 167. En Belgique, elles peuvent se faire en billets de la *Banque Nationale* (loi du 20 juin 1873, art. 6) (4) aussi longtemps qu'ils sont payables à vue, en monnaie légale. Cette faculté cesserait de plein droit si les billets de la Banque n'étaient plus admis en paiement dans les caisses de l'Etat.
4. *Où les offres doivent-elles se faire ?* XVIII, 170-172.
 - a. *Peuvent-elles se faire à l'audience ?* XVIII, 174.
 - b. *Au domicile élu ?* XVIII, 173.
5. *Les offres doivent se faire par un officier compétent,* XVIII, 175, 176, et dans les *formes légales.* XVIII, 178, 177.

II. Consignation.

1. *Quand y a-t-il lieu à consignation ?* XVIII, 179, 180, 183.
2. *Où la consignation doit-elle se faire ?* XVIII, 181, 182.
3. *Formes prescrites pour la validité de la consignation.* XVIII, 184.

III. Nullité des offres et de la consignation.

1. *Les conditions et formes sont prescrites sous peine de nullité.* XVIII, 146, 185.
2. *Jurisprudence.* XVIII, 186.
3. *Le débiteur peut-il faire des offres avec des réserves.* XVIII, 187.
4. *Le juge peut-il annuler les offres faites en fraude de la loi ou non sérieuses ?* XVIII, 188.

B. DETTES DE CHOSSES INDÉTERMINÉES.

1. *On applique l'article 1264.* XVIII, 191.
2. *Comment se fait la consignation ?* XVIII, 192.

C. DETTES DE CORPS CERTAINS.

- I. *Comment se font l'offre et la consignation ?* XVIII, 180, 190.

D. EFFET DES OFFRES.

1. *Effet des offres indépendamment de la consignation.*
 - a. *A l'égard du créancier.*
 - a. *L'offre refusée a-t-elle un effet ?* XVIII, 193.
 - b. *Elle interrompt la prescription.* XXXII, 127.

(4) Je n'ai pas cité la loi dans mes *Principes*, parce que je ne la connaissais point. C'est un candidat notaire qui a appelé mon attention sur cet oubli.

- c. Elle constitue le créancier en demeure. XVIII, 193.
- d. Elle peut être rétractée. XVIII, 194.
- 2. A l'égard du débiteur.
 - a. Les offres seules empêchent la demeure, XVIII, 197. et elles la purgent. XVIII, 198.
 - b. Elles préviennent les déchéances. XVIII, 196.
 - c. Elles ne libèrent pas le débiteur. XVIII, 199.
- II. *Effet des offres réelles suivies de consignation.*
 - 1. A l'égard de la caisse. XVIII, 211.
 - 2. Quels sont les effets de la consignation à l'égard du créancier? XVIII, 201, 202.
 - 3. Le débiteur est libéré à partir de la consignation. XVIII, 200.
 - a. Différence entre la consignation et le paiement. XVIII, 201.
 - b. Le débiteur peut retirer la consignation. XVIII, 204, 205, 206.
 - c. Quand ne peut-il plus la retirer? XVIII, 208, 209.
 - d. Quid si le débiteur la retire du consentement du créancier, après que celui-ci l'a acceptée. XVIII, 210.
- III. *Frais des offres et de la consignation. Qui les supporte?* XVIII, 212-214.

OPPOSITION (BÉNÉFICE D'INVENTAIRE).

- I. Les créanciers ont le droit de former opposition à ce que les deniers soient distribués sans qu'ils soient appelés à la distribution. Comment se fait l'opposition? X, 157, 158.
- II. *Comment les créanciers sont-ils payés en cas d'opposition?* X, 159.
 - 1. Conséquence en ce qui concerne la compensation. X, 160.
- III. *Quid si l'héritier fait des paiements au mépris des oppositions? Droits des créanciers opposants.* X, 161-163.
- IV. Les légataires ont le droit de faire opposition. Effet de leur opposition. X, 173.

OPPOSITION (MARIAGE).

- I. *Qui a le droit de former opposition à la célébration du mariage?* II, 374, 375.
 - 1. Les ascendants. II, 377-379.
 - 2. Les collatéraux.
 - a. Lesquels? II, 380, 383, 384.
 - b. Conditions. II, 381, 382.
 - 3. Le conjoint. II, 376.
 - 4. Le ministère public. II, 387.
 - 5. Le tuteur et le curateur. II, 385, 386.
- II. *Formes de l'opposition.* II, 388-395.
- III. *Effet de l'opposition.* II, 396.
 - 1. Dommages-intérêts. II, 407, 408.
 - 2. *Quid en cas de délit civil?* XX, 396.
- IV. *Mainlevée de l'opposition.*
 - 1. Volontaire. II, 397.
 - 2. Judiciaire. II, 398, 399.

3. Les tribunaux ont-ils, en cette matière, un *pouvoir discrétionnaire*? II, 400-402.
4. Un jugement de mainlevée. II, 403-406.

OPPOSITION (PARTAGE).

- I. Les *créanciers* ont le *droit de former opposition*. X, 524-526.
 1. Dans quelle forme et jusqu'à quel moment? X, 527-529.
 2. Qui supporte les frais? X, 529.
- II. L'opposition est un *droit individuel*. X, 530.
- III. *Effet de l'opposition*.
 1. Quant aux *héritiers*. X, 531, 532.
 2. Droits des *créanciers opposants* en ce qui regarde le partage. X, 533-535.
- IV. *Droits des créanciers non opposants*.
 1. Ils peuvent agir en vertu de l'article 1166 X, 536
 2. Ont-ils l'action paulienne? X, 537, 538.
 3. A quels créanciers, à quels actes et à quels partages l'article 882 est-il applicable? X, 543-545.
 4. Quand l'article 882 n'est-il pas applicable? X, 539-542

ORDONNANCES.

- I. Ordonnance de Louis XIV, connue sous le nom de *Code civil*. I, Introduction, 5 (1).
- II. Ordonnances de Louis XV, sur les *donations*, les *testaments* et les *substitutions*. I, Introduction, 5, et XIII, 104.

ORDRE (PROCÉDURE D').

- I. Il y a lieu à un *ordre amiable* ou *judiciaire* quand les *créanciers* forment *opposition* en cas d'*acceptation bénéficiaire*. X, 159.
- II. Procédure d'ordre quand il y a des créanciers *hypothécaires* et *privilegiés*. XXIX, 280.
- III. *Frais d'ordre*. Sont privilégiés. XXIX, 333-337.

ORDRE PUBLIC.

- I. Qu'entend-on par *ordre public*, et quelles sont les *lois qui intéressent l'ordre public*? I, 46-49.
 1. L'*état civil* est d'ordre public. Le ministère public peut-il, de ce chef, demander la rectification des actes? II, 32.
 2. L'*état des personnes*, XVI, 149, et la *capacité* ou l'*incapacité* qui en résultent. Sont d'ordre public.
 - a. Filiation. XI, 446.
 - b. L'interdiction. I, 182.
 - c. Le mariage. I, 82, p. 87, a, b. La *capacité* ou l'*incapacité* de la femme. I, 173, 175; XXI, 118. La dissolution du mariage par le divorce, la séparation de corps. I, 180; XXI, 119.
 - d. La minorité, la puissance paternelle. I, 82, 182; IV, 293-295; XI, 448, 449; XXI, 120.

(1) T. I, p. 44, ligne 2 du n° 5 : au lieu de *les*, lisez *des*.

- d. La nationalité. I, 171.
- e. La tutelle. I, 182; XI, 430-432; XXI, 122.
- 3. La liberté.
 - a. De l'individu. XI, 441-444; XVI, 135-139.
 - b. Liberté de l'industrie. XVI, 140-142.
 - c. Liberté religieuse. XI, 445.
- 4. Les lois qui contiennent une *disposition* ou une *prohibition d'intérêt général*. XVI, 143-148.
 - a. Les contraventions à une loi pénale. XVI, 152-154.
 - b. La défense d'aliéner, XI, 460-470, de partager, I, 53; XI, 456, de saisir, XI, 471-473, d'attaquer le testament, XI, 474-482, les substitutions. XIV, 518.
 - c. Les délits civils. Associations non reconnues. Voir ce mot.
 - d. Les dispositions concernant le régime hypothécaire. XXX, 187, 192.
 - e. Limitation des pouvoirs de l'exécuteur testamentaire. XI, 457, 458.
- 5. Souveraineté. XVI, 126-131. Voir le mot *Cause*, A, III
 - a. Les lois d'impôts, I, 51.
- II. Les conventions contraires à l'ordre public sont inexistantes. I, 150.
 - a. Les contrats sur *cause* illicite sont inexistantes. XVI, 124, 157-164.
 - b. De même les donations et les testaments. XI, 506-511.
 - c. Dans les donations et testaments les conditions contraires à l'ordre public sont effacées. XI, 427-434, 439, 440.
 - d. Dans les contrats à titre onéreux elles vicient la convention. XVII, 48.

ORDRES (SUCCESSIONS).

- I. On succède par ordre. IX, 39-41.
- II. Des divers ordres de succession. IX, 79-99.

OUVRIERS.

- I. Qu'entend-on par *ouvriers*? XXV, 487.
 - 1. L'article 1780 s'applique-t-il aux ouvriers? XXV, 492.
 - 2. *Quid* de l'article 1781? XXV, 500.
 - 3. *Ouvriers et patrons*. Lois spéciales qui les régissent. XXV, 490.
 - 4. L'ouvrier peut-il attaquer, pour cause de *lésion*, la convention qui fixe son salaire? XXV, 506.
 - 5. *Liberté de l'ouvrier*. La convention qui la détruit est nulle. XVI, 135.
 - a. Quand l'interdiction d'exercer une industrie est-elle nulle? quand cette interdiction est-elle valable? XVI, 136-139.
 - b. *Quid* des conventions qui entravent la *liberté de l'industrie*? XVI, 140-142.
- II. Louage d'ouvrage et d'industrie. XXV, 584-587. Voir ce mot.
- III. Prescription de l'action des ouvriers et gens de service. XXXII, 507.
 - 1. S'applique-t-elle aux *chefs d'atelier* et aux *contre-maîtres*? XXXII, 508.

2. Quand l'ouvrier devient-il *marchand* ou *entrepreneur*, au point de vue de la *prescription*? XXXII, 510, 511.
- IV. *Privilege des ouvriers, commis et gens de service.* XXIX, 364-366, 368, 369. Voir le mot *Privileges généraux sur les meubles*.
 1. Ils ont encore le *privilege des frais de conservation*, XXIX, 454-470, et celui des *frais de récolte et d'exploitation*. XXIX, 447-453. Voir le mot *Privileges spéciaux sur les meubles*.
 2. Quand les ouvriers ont-ils un *privilege* sur l'*immeuble* qu'ils ont *réparé* ou *amélioré* par leurs travaux? XXX, 44, 45.
 - a. Comment *conservent-ils* ce *privilege*? XXX, 106-115.
 Voir les mots *Privileges immobiliers*, A, et *Privileges immobiliers (Conservation)*, C.

P

PACTE COMMISSOIRE.

I. Généralités.

1. Qu'est-ce que le *pacte commissaire*? XVII, 156.
2. *Effets* du *pacte commissaire* quand il reproduit en essence la *condition résolutoire tacite*. XVII, 157-160.
 - a. Faut-il toujours, dans cette hypothèse, une *action judiciaire*? *Jurisprudence*. XVII, 159.
3. *Effets* du *pacte commissaire* quand les parties stipulent que la *convention sera résolue de plein droit*. En quoi ce *pacte* déroge-t-il à l'article 1184? XVII, 161, 167.
 - a. Le créancier doit manifester la volonté d'user du *pacte*. XVII, 162, 163.
 - b. Le débiteur peut-il arrêter la résolution en payant? XVII, 164.
 - c. Le juge peut-il accorder un délai? XVII, 165, 166.
4. *Effet* du *pacte commissaire* quand il équivaut à une *condition résolutoire expresse*. XVII, 168.
5. Celui qui agit en justice renonce-t-il au *pacte commissaire*? XVII, 169.
6. Celui qui a échoué en agissant en vertu du *pacte commissaire* peut-il encore agir en vertu de l'article 1184? XVII, 170.

II. Hypothèques.

1. Quels sont les droits du créancier quand le débiteur ne fournit point les *sûretés promises*? XVII, 204.
2. Quels sont ses droits quand le débiteur diminue les *sûretés*? XVII, 201-203, 205-209.
3. *Quid* si l'*hypothèque* devient insuffisante par la *dégradation* des *meubles*, quand cette *dégradation* n'est pas imputable au débiteur? XXX, 516-524.

III. Louage.

1. Quand le *pacte commissaire* équivaut-il à la *condition résolutoire tacite*? XXV, 363 et 364.

a. Pouvoir d'appréciation du juge. XXV, 361, 362.

b. *Quid* dans le cas de l'article 1766? XXV, 446.

3. Quand le *pacte commissaire* équivaut à une *condition résolutoire ex. presse*. XXV, 363-367.

a. *Quid* si les loyers sont *quérables*? XXV, 371.

b. Il faut une déclaration de volonté, sauf convention contraire. XXV, 368.

c. Le tribunal peut-il maintenir le bail si le preneur paye? XXV, 369, 370.

d. Les juges ont-ils, dans le cas de l'article 1766, un pouvoir d'appréciation, s'il y a une clause de résolution de plein droit? XXV, 447.

3. De la renonciation tacite au *pacte commissaire*. XXV, 373-374.

IV. *Partage*.

1. N'est pas soumis à la *condition résolutoire tacite*. X, 412, 460.

2. Le *pacte commissaire* peut-il être *stipulé*, et quel en est l'effet? X, 461, 462.

V. *Rentes constituées*.

1. Dans quels cas le *débiteur* peut être contraint au *rachat de la rente*? Les articles 1912 et 1913 sont-ils une application de l'article 1184 ou de l'article 1188? XXVII, 14-17, 33, 35.

VI. *Rentes viagères*.

1. Le créancier n'a point l'action en résolution quand le débiteur ne paye point la rente. XXVII, 317.

2. Les parties peuvent-elles stipuler le *pacte commissaire*? XXVII, 325, 326.

3. Quel est l'effet du *pacte commissaire*? XXVII, 327-331.

VII. *Société*. On applique le droit commun. XXVI, 401-403.

VIII. *Vente*.

1. Le *pacte commissaire* peut-il être *stipulé* dans toute vente? XXIV, 343.

2. De la clause de *résolution de plein droit*. Pourquoi la loi exige-t-elle une *sommation*? Quel est l'effet de la *sommation*? XXIV, 344-347.

3. Les parties peuvent stipuler que la vente sera résolue *sans sommation*. XXIV, 348.

PACTE DE PRÉFÉRENCE.

I. Qu'est-ce que le *pacte de préférence*, et quel en est l'effet? XXIV, 17, 135.

PACTE DE QUOTA LITIS.

I. Ce pacte est-il prohibé par l'article 1597? XXIV, 60.

PACTE DE RACHAT.

Voir le mot *Rachat*

PACTE SUCCESSOIRE.

I. Toute convention sur une *succession future* est *prohibée*. XVI, 84.

1. Quand même elle ne porterait que sur une partie de la succession ou sur des objets particuliers. XVI, 85.

2. *Quid* si elle porte tout ensemble sur une *succession échue* et sur une *succession non échue*? XVI, 86; IX, 419.
3. *Quid* si la convention arrêtée avant la mort est seulement signée depuis la mort? XVI, 87.
4. Quels sont les motifs de la prohibition? XVI, 83.
5. Principe d'interprétation. XVI, p. 115 et 116.
- II. Quand y a-t-il *pacte successoire*?
 1. *Bail* contenant un *pacte successoire*. XVI, 93.
 2. *Cautionnement* consenti par les héritiers présomptifs XVI, 94 et XVII, 46.
 3. *Légataires*. Convention intervenue entre le testateur et le légataire, ou entre le légataire et un tiers. XVI, 95.
 4. *Renonciation* à une succession future. XVI, 88 et IX, 418-420.
 - a. Quand la renonciation est la *condition* d'une libéralité, faut-il appliquer l'article 900 ou l'article 1172? XVI, 89, 90.
 5. *Vente* de droits successifs. XVI, 91, 92.
- III. Des *pactes successoires* faits par *contrat de mariage*.
 1. But et portée de la prohibition de l'article 1389. XVI, 129.
 2. Conventions et renonciations prohibées par l'article 1389. XVI, 130, 131.
 3. Applications de l'article 1389 faites par la jurisprudence. XVI, 132
 4. Clause qui assure les acquêts aux enfants à naître. XVI, 133.
- IV. Des *conventions* qui ne sont pas des *pactes successoires*.
 1. *Principe*. Règle d'interprétation. XVI, 96.
 2. Cas dans lesquels il a été jugé qu'il n'y a pas de *pacte successoire*. XVI, 99.
 3. Y a-t-il *pacte successoire* quand il s'agit de la succession d'un *absent*? 97.
 4. *Avancement d'hoirie* et *pacte successoire*. XVI, 98.
 5. Engagement d'exécuter un legs non ouvert. XVI, 100.
 6. *Engagements* payables à la mort. XVI, 101.
- V. *Effet* des *pactes successoires*.
 1. Ils sont inexistants. XVI, 83, 106 et IX, 463. Qui peut se prévaloir de l'inexistence? IX, 467.
 2. *Confirmation*. On ne peut les confirmer, même après l'ouverture de la succession. XVIII, 575-577 et IX, 464.
 3. *Prescription de dix ans*. N'est pas applicable XIX, 11 et 12, et IX, 463.
 4. *Quid* de la *prescription trentenaire*? IX, 466.
- VI. Des *exceptions* à la prohibition des *pactes successoires*. XVI, 102-105.

PAPIERS ET REGISTRES DOMESTIQUES.

I. *Généralités*.

1. Qu'entend-on par papiers et registres domestiques? Condition requise pour qu'ils fassent preuve. XIX, 344, 345.
2. Les *papiers* et les *registres* ne font pas foi pour celui qui les a écrits, pas même entre parents et enfants. *Quid* entre cohéritiers? XIX, 346

- a. Le juge peut-il déferer le *serment* à celui qui a fait les écritures? XIX, 347.
- b. Il peut y puiser des *présomptions*. XIX, 348.
5. Les papiers et registres font foi *contre* celui qui les a écrits.
 - a. Quand ils contiennent une *mention libératoire*. XIX, 349-352.
 - b. Quand ils contiennent la mention d'une *obligation*. Sous quelles conditions? XIX, 353, 354.
4. La *partie intéressée* peut-elle demander la représentation des registres? XIX, 353, 358.
- II. *Actes de l'état civil*. Quand il n'y a point de registres de l'état civil, les papiers domestiques des père et mère décédés font preuve. I, 43-45.
- III. *Filiation*.
 1. Dans le cas prévu par l'article 46, les papiers domestiques font preuve de la filiation maternelle, comme l'acte de naissance. III, 425.
 2. Ces papiers servent de *commencement de preuve* pour l'admission de la preuve testimoniale. III, 417.

PAPIERS PUBLICS

Les papiers que les fonctionnaires publics possèdent ou recueillent par suite de leurs fonctions peuvent-ils être revendiqués par l'Etat? XXXII, 572. Voir le mot *Manuscrit*.

PARAPHERNAUX.

- I. Quels biens sont *paraphernaux* sous le *régime dotal*? et quels biens sont *dotaux*? XXIII, 459, 582, 583.
- II. Quel est le *régime* de ces biens? XXIII, 582.
 1. Les biens paraphernaux sont *aliénables*. Conséquence qui en résulte. XXIII, 584.
 2. La femme en a l'*administration* et la *jouissance libre*. XXIII, 585.
 3. En s'*obligeant*, elle *oblige* ses biens paraphernaux. XXIII, 586.
 4. L'article 1450 est-il applicable aux biens paraphernaux? XXIII, 587.
 5. Quels sont les droits et les obligations du *mari* quant à ces biens? XXIII, 588.
 6. La *femme* a-t-elle une hypothèque légale du chef de ces biens? XXX, 338.

PARCOURS ET VAINES PÂTURES.

- I. Le parcours et la vaine pâture sont-ils des *servitudes*, ou est-ce une *copropriété*? VII, 443.
 1. Pourquoi le code rural les a-t-il maintenus? VII, 444.
- II. Les propriétaires peuvent s'affranchir de ces servitudes en entourant leurs héritages d'une clôture. VII, 445
 1. Le droit de se clore reçoit exception :
 - a. Quand le *pâturage* est *conventionnel*. VII, 446.
 - b. Quand les habitants ont droit aux *secondes herbes*. VII, 447, 448.
 - c. Comment peut-on distinguer les deux cas de *vaine pâture*? VII, 449-451.

- d. Qu'entend-on par *titre* en cette matière ? *Quid de la prescription* ? VII, 452.
- e. L'article 11 du code rural est-il de *stricte interprétation* ? VII, 453.
- 2. Le propriétaire qui se *clôt* perd son droit à la *vaine pâture*. VII, 454-456.

PARENTÉ.

I. Définition.

- 1. *Degrés et lignes*. II, 347, 348.
 - a. *Computation canonique*. Le testateur peut-il la suivre ? XIII, 504
- 2. Double lien. *Parenté germaine*. IX, 34-35 *bis*.

II. Divisions.

- 1. *Parenté civile*. L'adoption crée-t-elle une *parenté* ? IV, 248-250
- 2. *Parenté naturelle*. II, 350. Voir le mot *Enfants naturels*.
- 3. *Parenté légitime*. II, 347.

III. Effets que produit la parenté.

- 1. *Aliments*. Dette alimentaire. III, 58, 59, 60-63 ; IV, 251.
- 2. *Conseil de famille*. Parents qui y sont appelés. IV, 432-436.
- 3. *Conseil judiciaire*. Droit des parents. V, 342, 254, 255.
- 4. *Empêchements* au mariage résultant de la *parenté*. II, 354-359, IV, 252.
- 5. *Hypothèque légale* de la femme. Dans quels cas les parents peuvent et doivent requérir l'inscription. XXX, 402.
- 6. *Interdiction*. Droit des parents. V, 254, 255, 264-267.
- 7. *Opposition au mariage*. Voir ce mot.
- 8. *Successions*.
 - a. Les parents succèdent jusqu'au douzième degré. IX, 51.
 - b. Droit de succession résultant de la *parenté civile*. Voir le mot *Adoption*.
 - c. Droit de succession des *parents naturels*. Voir le mot *Enfants naturels* (*Succession*).
 - d. Comment on prouve la *parenté* en matière de *succession*. IX, 36, 37.

9. Témoins.

- a. Les parents déterminés par la loi ne peuvent être témoins à un testament par acte public. XIII, 275, 277, 278, 280.
- b. Dans un testament mystique. Acte de suscription. XIII, 401, 406.

10. Tutelle.

- a. Les parents réunis en conseil de famille nomment le tuteur datif. IV, 407.
- b. Le défaut de parenté est une excuse pour le tuteur datif. IV, 499-501
- c. La tutelle légitime est déférée aux parents, père et mère et ascendants. IV, 374, 401.

PARI.

- 1. Le pari ne donne lieu à aucune action. XXVII, 197.

1. L'exception de l'article 1966 s'applique-t-elle au *pari*? *Quid* des paris faits à l'occasion de courses de chevaux? XXVII, 200.
- II. Le pari, de même que le jeu, donne lieu à une *exception*. XXVII, 207.
Voir le mot *Jeu*.

PARLEMENTS.

- I. *Arrêts de règlement*. Usurpation du pouvoir législatif. I, Introduction, 5 et I, 258.
- II. *Enregistrement*. Était-ce un droit? ou un fait? I, Introduction, 5.
- III. *Équité*. Les parlements décidaient en équité, c'est-à-dire qu'ils exerçaient un pouvoir arbitraire. Ils violaient les conventions, XVI, 236, le droit. XXV, 220.
 1. Décisions *scandaleuses* dans l'intérêt des *familles puissantes*. III, 387.
 2. « Dieu nous délivre de l'*équité* des parlements! » XVI, p. 240, *in*.

PARTAGE.

1. *Rétroactivité*. Le partage est régi par la *loi ancienne*. I, 209.

PARTAGE (COMMUNAUTÉ).

- I. Voir le mot *Communauté* (*Partage de la*).

PARTAGE (SUCCESSION).

1. *Division*. Partage *définitif*. *Partage provisionnel*. Voir ce mot.
- II. Droits et obligation des héritiers avant le partage. Voir le mot *Indivision*.

A. ACTION EN PARTAGE.

- I. *Capacité* requise pour former l'action.
 1. *Quelle capacité* faut-il? X, 243.
 2. Successions échues aux *absents*. Qui les représente? X, 249.
 3. Les *femmes mariées*? X, 251.
 - a. Le mari, sous le régime de communauté, peut-il agir en partage? XXII, 152.
 - b. Sous le *régime dotal*? XXIII, 176.
 4. Successions échues aux *mineurs*. Qui peut former l'action? X, 246.
 5. Successions échues aux *mineurs émancipés*. Qui peut agir? X, 247.
 6. Qui représente les *non présents*? X, 250.
 7. Les *personnes* placées sous *conseil judiciaire*? X, 248.
 8. Quelle capacité faut-il pour *défendre* à une action en *partage*? X, 251 *bis*.
- II. *Qui* peut intenter l'action en partage?
 1. L'*héritier*. X, 252.
 2. Le *cessionnaire* de l'hérédité. X, 253.
 3. Les créanciers de l'héritier. X, 254.
 4. *Quid* des créanciers de la succession? X, 255.
- III. *Contre qui* l'action doit-elle être intentée?
 1. C'est une *action réciproque*. Conséquence qui en résulte. X, 256.
 2. Faut-il que le défendeur possède les biens? X, 257.
 3. L'action doit-elle être formée contre *tous*? Est-elle *indivisible*? X, 258, 259.

IV. Quand l'action doit-elle être intentée?

1. L'action en partage est *imprescriptible*. En quels sens? X, 260-261.
2. Explication de l'article 816 et application. X, 262, 263.
3. Quand l'action devient-elle *prescriptible*? X, 264.
4. *Durée* de la prescription. Quand elle *commence à courir*. X, 265, 266.
5. *Dans quels cas* elle peut être opposée à l'action en partage. X, 267.
6. Quand il y a lieu à la *prescription de dix à vingt ans*. X, 268.
7. L'héritier qui demande le partage est-il tenu de rapporter les biens qu'il a prescrits? X, 269.

B. PARTAGE.

I. Conditions.

1. Quand le partage est-il nécessaire? X, 288.
2. Le partage doit être fait entre *tous* les héritiers. X, 289, 290.
3. Les héritiers peuvent faire un partage partiel. X, 291.
4. Les héritiers peuvent-ils faire une *seule masse* de deux *successions* qui leur sont échues? X, 292.
5. Le partage peut-il être fait sous *condition résolutoire*? X, 293.

II. Partage. Conditions de forme.

1. Partage *conventionnel* et *judiciaire*. X, 294
2. Le partage est *judiciaire*.
 - a. Quand il y a des héritiers *absents* ou non présents. X, 297.
 - b. Des *faibles d'esprit* ou des *prodigues*. X, 298.
 - c. Des femmes mariées. X, 299.
 - d. Des mineurs. X, 295.
 - e. Des héritiers majeurs qui ne s'entendent pas. X, 299.
3. Les *créanciers* peuvent-ils demander le partage *judiciaire*? X, 300.

III. Partage *conventionnel*. Formes.

1. Il faut une convention. Quand doit-elle être *transcrite*? X, 301.
2. Il ne faut pas d'*écrit*. La preuve se fait d'après le droit commun. X, 302-305.
3. *Quid* si l'acte de partage est *adéré*? X, 306.

IV. Partage *judiciaire*. Formes.

1. Dans quels cas on suit les formes de la loi du 12 juin 1816. X, 307-309.
2. Dans quels cas on suit les formes du code civil et du code de procédure. X, 309 *bis*.

V. Partage fait *en justice*. X, 310.

1. *Administrateur provisoire*. X, 311
2. *Compétence*. X, 312.
3. Formalités préliminaires. *Scellés*. X, 313. *Juge-commissaire*. X, 314
Nomination d'un notaire. X, 315.
4. *Estimation des biens*. *Expertise*. X, 316-318.
5. *Vente des biens*. X, 319.
 - a. Des *meubles*. X, 320.
 - b. Des *immeubles*. X, 321-323.
6. *Formation de la masse*.

a. Le notaire procède aux comptes et liquidations. X, 324, 325.

b. Rapports faits par les héritiers. X, 320-328.

c. Comment se forme la masse? X, 329.

7. *Lots.*

a. Composition des lots. X, 330-332.

b. Quand il y a des *souches copartageantes*. X, 333.

c. Quand les *parts* des héritiers sont *mégales*. X, 334.

d. Le tribunal peut-il faire ou autoriser un partage d'*attribution*? X, 335-337.

8. *Homologation* du partage. *Tirage au sort* des lots. *Remise des titres*. *Frais*. X, 339-340.

VI. *Retrait successoral*. Voir ce mot

C. EFFET DU PARTAGE EN CE QUI CONCERNE LA TRANSLATION DE LA PROPRIÉTÉ.

I. Le partage est *déclaratif* et non translatif de propriété. X, 393-395.

1. *Origine historique* du principe français. X, 396.

2. Le principe s'applique à *tout partage*, X, 397, et à tous communistes, X, 402, et sans distinguer comment la *succession* est *acceptée*. X, 401.

3. Il s'applique au partage *avec soulte*. X, 398 (1).

4. Il s'applique à la *licitation*. X, 399-400.

5. La disposition de l'article 883 est-elle une *exception* ou une *règle*? X, 434.

II. *Conséquences du principe.*

1. *Constitution de droits réels*. X, 403, 404.

2. *Aliénation*. X, 405, 407

a. La vente faite par l'un des héritiers peut-elle être attaquée pendant l'indivision? X, 408.

b. Droits de l'acheteur. X, 410

c. Droits du légataire. X, 411.

d. Droits des créanciers. X, 400.

e. Effet de la vente faite par tous les héritiers. X, 406, 407

3. *Privilège des copartagants*. Est ce celui du vendeur? X, 413; XXX, 26-41, 74, 76.

4. De la *rescision* pour cause de *lésion*. X, 414.

5. De la *condition résolutoire tacite*. X, 412 (2)

6. Le partage est-il un *juste titre* pour la *prescription*? XXXII, 401, 402.

III. *A quels actes s'applique le principe de l'article 883.*

1. Il s'applique à *tout acte qui fait cesser l'indivision*, par exemple à la donation. X, 415, 416.

a. Faut-il que l'acte comprenne toute l'hérédité? X, 417.

b. Faut-il que l'acte fasse cesser l'indivision entre tous les héritiers? X, 418.

(1) T. X, p. 416, ligne 3 du n° 398 : au lieu de 888. lisez 883.

(2) T. X, p. 432, ligne 5 du n° 412 : au lieu de 1183, lisez 1184.

2 *Licitation.*

- a. Hypothèque établie pendant l'indivision sur l'immeublelicité. X, 419.
- b. *Quid* si l'immeuble est adjugé à un étranger? X, 420.
- c. L'héritier adjudicataire peut-il être poursuivi sur folle enchère? X, 421.
- d. Les parties ne peuvent pas déroger à la loi. X, 422.

3. *Cession.* Quand est-elle un *partage*, et quand une *vente*? X, 423, 426.

- a. Quand la cession de droits successifs vaut-elle *partage*? X, 424, 425.
- b. *Quid* si la cession ne fait cesser l'indivision qu'à l'égard de quelques-uns des héritiers? X, 426, 427.
- c. Conséquences qui résultent de la *cession* quand c'est un *partage*. X, 428.
- d. Les parties peuvent-elles transformer en vente l'acte qui est un *partage*? X, 429.
- e. *Quid* de la cession de droits indivis dans des immeubles héréditaires? X, 430, 431.

IV. *Limites du principe établi par l'article 883.*

- 1. C'est une règle que l'on peut appliquer par voie d'analogie. En quel sens? X, 432-434.
- 2. Application au prix de licitation. X, 435.
- 3. Applique-t-on le principe de l'article 883 dans la composition active de la communauté? XXI, 223.

D. GARANTIE DES LOTS.

Voir le mot *Garantie (Partage)*.

E. DES PARTAGES INEXISTANTS.

- 1. Quand le *partage* est-il *inexistant*? X, 464-466.
- II. On applique les principes qui régissent les actes inexistants. X, 463. Voir le mot *Actes inexistants*.

F. DES PARTAGES NULS ET RESCINDABLES.

I. *Nullité.*

- 1. Dol et violence. X, 468-470.
- 2. *Quid* de l'erreur? X, 471-474.

II. *Rescision* pour cause de *lésion*.

- 1. Principe. X, 475, 476.
 - a. *Quid* s'il y a une *erreur de calcul*? X, 477.
 - b. La *rescision* est-elle admise dans les *partages judiciaires*? X, 478.
 - c. Les copartageants peuvent-ils *renoncer* à la *rescision*? X, 479.
- 2. A *quels actes* s'applique la *rescision*?
 - a. Principe de l'article 888. X, 480-484.
 - b. Application du principe à la *transaction*. X, 485-490.
 - c. *Exception* de l'article 889. Conditions. X, 491-494.

III. *Action en nullité* ou en *rescision*.

- 1. On applique les principes généraux. X, 495.
 - a. Contre qui l'action peut-elle être intentée? X, 497.

- b. Exception de garantie. X, 496.
 - c. Durée de la prescription. X, 498.
 - 2. *Estimation de la lésion.* X, 499-502.
 - 3. Du droit accordé par l'article 891 d'*arrêter l'action.* X, 503.
 - a. Conditions. X, 504-506.
 - b. Le tiers possesseur peut-il en user? X, 507.
 - c. L'article 891 est-il applicable en dehors du cas de lésion? X, 508.
 - 4. *Effet de l'annulation.* X, 509.
 - a. Entre les parties. X, 510, 511.
 - b. A l'égard des tiers. X, 512, 513.
 - 5. *Confirmation.*
 - a. Des partages nuls. X, 514, 515.
 - b. Des partages rescindables. X, 516-518.
- IV. *Droits des créanciers des héritiers.*
- 1. Ils peuvent *provoquer le partage.* X, 518-523.
 - 2. Ils peuvent *former opposition.* X, 524-529.
 - a. Effet de l'opposition en ce qui concerne les droits de l'héritier. X, 531, 532.
 - b. En ce qui concerne les opérations du partage. X, 533.
 - c. Les créanciers peuvent demander la nullité du partage. X, 534, 535.
 - 3. *Droits des créanciers non opposants.*
 - a. Ils peuvent agir en vertu de l'article 1166. X, 536.
 - b. Ils n'ont pas l'action paulienne. X, 537, 538.
 - c. L'article 882 ne s'applique pas aux partages simulés. X, 539-542.
 - d. A quels créanciers et à quels actes s'applique l'article 882? X, 543, 544.
 - e. S'applique-t-il au partage de la *communauté* et de la *société*? X, 545.

PARTAGE D'ASCENDANT.

A. GÉNÉRALITÉS.

- I. Caractère et motifs. XV, 1, 62, 3.
 - 1. Différence entre la démission de biens et le partage d'ascendant. XV, 2.
- II. *Conditions* requises pour qu'il y ait partage d'ascendant.
 - 1. Qui peut faire un partage d'ascendant? XV, 4.
 - a. En quel sens d'autres parents que les ascendants peuvent partager leurs biens. XV, 5, 6.
 - 2. Entre qui les ascendants peuvent-ils partager leurs biens? XV, 7, 8.
 - 2. Il faut que l'acte contienne une distribution de biens. XV, 9. *Jurisprudence.* XV, 10-13, 26.
- III. *Formes.*
 - 1. Il faut une donation ou un testament. XV, 14.
 - a. Un partage *sous seing privé* serait *inexistant*. XV, 15.
 - b. *Quid* si des mineurs sont *intéressés* au partage? XV, 16.
 - 2. *Partage-donation.*
 - a. Il faut un acte authentique, un état estimatif et transcription si le partage comprend des immeubles. XV, 17, 18.
 - b. Le partage doit être accepté. XV, 19-21.

3. *Partage-testament*. Est soumis aux formes des testaments. XV, 22, 23.
4. Comment peut-on distinguer le *partage des libéralités*? XV, 24, ou de la *transaction*? XV, 25.
5. Doit-on tenir compte de la qualification de l'acte? XV, 26.
6. Des *libéralités* faites dans l'acte de partage. XV, 28. Tombent-elles avec le partage? XV, 29, 30.

B. DU PARTAGE CONSIDÉRÉ COMME ACTE DE DISPOSITION. CONDITIONS.

I. *Partage-donation*.

1. C'est un acte translatif de propriété et irrévocable. XV, 31, 40.
 - a. Il peut être partiel. XV, 39.
 - b. Et se faire avec *charge*. XV, 32.
 - c. Il faut la *capacité de donner*. XV, 33, 34.
 - d. L'ascendant peut se réserver l'usufruit. XV, 35.
 - e. Peut-il stipuler que les enfants ne pourront aliéner les biens que de son consentement? XV, 36.
2. *Quels biens* le partage peut-il comprendre?
 - a. Le partage ne peut comprendre les biens à venir. XV, 37, 38, 41.
 - b. L'ascendant peut-il comprendre dans le partage les biens dont il a disposé antérieurement en faveur de ses enfants, par *donation* ou *institution contractuelle*? XV, 43-45.
 - c. La *promesse d'égalité* empêche-t-elle l'ascendant de faire un *partage*? XV, 46, 47.
 - d. La *femme dotale* peut-elle faire le partage de ses *biens dotaux*? XV, 42.
3. Les père et mère peuvent-ils confondre leurs biens et les partager par un seul et même acte? XV, 48.
 - a. Peuvent-ils comprendre dans ce partage les biens de leur communauté? XV, 49-51.
 - b. Le survivant peut-il partager ses biens avec ceux du prédécédé? XV, 52.

II. *Partage-testament*.

1. Caractère de ce partage. Est-ce un acte de *disposition*, et les enfants sont-ils des *légataires*? XV, 53.
2. Quelle *capacité* faut-il avoir pour venir au partage? XV, 54.
3. Les enfants peuvent-ils *répudier le legs*, et recueillir la succession *ab intestat*? XV, 55, 56.
4. *Quels biens* le partage-testament peut-il comprendre? XV, 57-59.

C. DU PARTAGE CONSIDÉRÉ COMME RÉPARTITION DE BIENS.

1. Le partage est-il soumis aux règles du *partage des successions*, notamment celle de l'article 832? XV, 60-62.
 1. Jurisprudence des cours de Belgique. XV, 63.
 2. Jurisprudence française. XV, 64-67.
 3. L'ascendant jouit-il d'un pouvoir illimité? XV, 68.
 4. Quel est, dans l'opinion générale, l'effet du partage, lorsque l'article 833 n'a pas été observé? XV, 69, 70.

D. EFFET DU PARTAGE D'ASCENDANT.

I. Comme *acte translatif de propriété*.

1. Du *partage-donation*. On applique les principes qui régissent les donations. XV, 71.

a. L'article 953 est-il applicable? XV, 74.

b. Les enfants sont-ils tenus des dettes? XV, 75, 76 (1).

c. Rapports des parties avec les tiers. XV, 72.

d. Le partage est-il un *titre* pour la *prescription*? XV, 75.

e. *Quid* si l'un des enfants *prédécede* sans *descendants*? XV, 77.

2. Du *partage-testament*.

a. Le partage est révocable. XV, 78.

b. Les enfants sont-ils tenus des dettes? XV, 79.

c. *Quid* si l'un des enfants *prédécede* au testateur? XV, 80.

II. Effet du *partage* considéré comme *distribution de biens*.

1. *Partage-testament*.

a. Est un vrai partage. XV, 81.

b. Il est *déclaratif* de propriété. XV, 82.

c. Les enfants sont tenus de la garantie. XV, 83.

d. Ils ont le *privilege* des *copartageants*. XV, 83.

e. Ont-ils l'action en *résolution*? XV, 84.

II. *Partage-donation*.

1. Y a-t-il *partage* pendant la *vie* du *donateur*? XV, 86-88.

a. Les *enfants* ont-ils l'action en *résolution*? XV, 89.

2. Après la *mort* de l'*ascendant*. XV, 90.

a. *Quid* si l'un des enfants *renonce*? XV, 91, 92.

E. CAUSES POUR LESQUELLES LE PARTAGE PEUT ÊTRE ATTAQUÉ.

I. Du *partage inexistant*.

1. Il est inexistant quand l'un des *enfants* a été *omis*. XV, 93, 94.

a. Des *enfants* *omis*. XV, 99-101.

b. Des *petits-enfants* *omis*. XV, 102-104.

2. *Conséquences* de l'*inexistence* du *partage*. XV, 95, 96.

3. Le *partage* vaut-il comme *donation*? XV, 97, 98.

II. Du *partage nul*. Causes de nullité. XV, 99.

III. Du *partage rescindable* pour cause de *lésion*.

1. Quand y a-t-il lieu à *rescision*? XV, 106-108.

2. L'action s'*ouvre* au *moment* du *partage*. XV, 109-113.

3. Dans quel *délai* doit-elle être intentée? XV, 114.

a. Quand le *délai* commence-t-il à *courir*? XV, 115-118.

4. *Estimation* des *biens*. XV, 119. Jurisprudence. XV, 120-123.

5. *Procédure*. XV, 124-127.

6. *Rescision*. *Effet*. XV, 128-131.

7. Le *partage* peut être *confirmé*. XV, 132.

a. Qui peut *confirmer*? XV, 133.

b. Comment se fait la *confirmation*? XV, 134-137.

c. *Confirmation* des *partages cumulatifs*. XV, 138-140.

(1) T. XV, p. 103, ligne 11 : au lieu de 1186, lisez 1188.

IV. De la *réduction* pour *atteinte* portée à la *réserve*.

1. Quel est le cas prévu par l'article 1079 ? XV, 141-143.
2. *Conditions*. XV, 144-148.
3. *Qui* peut agir ? XV, 149.
4. *Durée* de l'action. XV, 150, 151.
5. Quand la prescription commence-t-elle à courir ? XV, 152-154.
6. Comment se calcule la réduction ? XV, 155-157.
7. But et effet de l'action. XV, 158.
8. Y a-t-il lieu à confirmation ? XV, 159.

PARTAGE PROVISIONNEL.

I. Qu'entend-on par partage provisionnel ? X, 270.

II. Partage *contractuel*.

1. Quand y a-t-il partage provisionnel *volontaire* ? X, 271
2. Qui a *capacité* de le consentir ? X, 272.
 - a. Le tuteur ? V, 78.
 - b. L'usufruitier. VI, 368.
3. Quels sont les *effets* du partage provisionnel ? X, 273.
 - a. En ce qui concerne la prescription de l'action au partage définitif ? X, 274.

III. Partage *légal*.

1. Dans quels cas y a-t-il partage provisionnel en vertu de la loi ?
 - a. Partage fait au nom du *mineur* par le *tuteur*. Quand est-il *provisionnel* ? Quand est-il *nul* ? X, 275, 276.
 - b. Partage fait par le *mineur émancipé*. Quand est-il *provisionnel* ? quand est-il *nul* ? X, 277.
 - c. Partage fait au nom des *absents* ou *non présents* ? X, 278.
 - d. Partage fait par le *mari* au nom de la *femme* ? X, 279.

IV. *Effet* du partage. Différence entre le partage *provisionnel* et le partage *nul*. X, 281.

1. *Effet* à l'égard des *incapables*. X, 282.
 - a. Les incapables peuvent-ils confirmer le partage ? X, 283.
2. *Effet* à l'égard des *copartageants capables*. X, 284-287.

PARTS INÉGALES (CLAUSE DE).

I. Le contrat de mariage peut assigner à *chaque des époux* des *parts inégales* dans la *communauté*. XXIII, 361.II. Clause de *parts inégales*. XXIII, 362.

1. Condition requise pour le partage du passif. XXIII, 363 (1) -368.
2. *Quid* si la clause est stipulée sous la condition de survie ? XXIII, 366.

III. *Forfait de communauté*.

1. But de la clause. XXIII, 367, 368.
2. Le forfait est obligatoire pour l'époux qui conserve la communauté. XXIII, 369, 370.

(1) T. XXIII, p. 361, ligne 5 : au lieu de 1484, lisez 1483.

- a. *Quid de la femme? A-t-elle le droit de renoncer? XXIII, 371. Conserve-t-elle le bénéfice d'émolument? XXIII, 372.*

IV. *Clause qui attribue toute la communauté à l'un des époux.*

1. Effet quant à l'époux qui ne prend rien dans la communauté. Il reprend ses apports. XXIII, 375, 374.
2. Effet quant aux dettes. XXIII, 375.
3. La femme qui prend toute la communauté a-t-elle les bénéfices de renonciation et d'émolument? XIII, 375 bis.
4. Comment se fait la reprise des apports? Preuve. XXIII, 376, 377.
5. Quand le droit du survivant s'ouvre-t-il? XXIII, 378.

V. *Les clauses de parts inégales sont-elles des libéralités? XXIII, 379-384.*

1. Quand la clause de l'article 1525 est-elle une convention de mariage? XXIII, 382, 387.
 - a. Jurisprudence française. XXIII, 383, 384.
 - b. Jurisprudence belge. XXIII, 385, 386.
 - c. Quand y a-t-il donation? quand convention de mariage? XXIII, 388.

PASSAGE (COPROPRIÉTÉ. SERVITUDE).

- I. *Le passage à titre de servitude est une servitude discontinue.* VIII, 128, 129.
 1. La servitude ne s'acquiert pas par la *prescription*. VIII, 197; VII, 164.
 2. Et elle ne donne pas lieu à une *action possessoire*. VII, 169.
 3. La *copropriété* peut s'acquérir par la prescription. VIII, 204; VII, 164.
 4. Et elle donne lieu à une *action possessoire*. VII, 160.
- II. *Quand y a-t-il copropriété et quand y a-t-il servitude si, dans une vente ou un partage, les parties réservent un passage? VII, 162, 163.*
- III. *S'il n'y a pas de titre, les chemins d'exploitation doivent-ils être présumés établis à titre de servitude ou à titre de copropriété? VII, 165.*
 1. Est-on admis à prouver la copropriété par la *prescription trentenaire*? VII, 166.
 2. Comment se fait la *preuve*? Arrêts de Gand et de Bruxelles. VII, 167, 168.

PASSAGE (DROITS DE). COMMUNES.

- I. *Les anciennes servitudes de passage sont assimilées aux chemins vicinaux et déclarées imprescriptibles.* VII, 167 bis.
- II. *Prescription des chemins publics au profit des communes. La commune peut exercer le passage à titre de propriété ou à titre de servitude.* VIII, 207.
 1. Du passage à titre de *propriété*.
 - a. Droit commun. VIII, 215.
 - b. La loi du 10 avril 1841 déroge-t-elle au code civil? VIII, 216-218.
 2. Du passage à titre de *servitude*.
 - a. *Prescriptible* d'après le code civil. VIII, 208-210.
 - b. La loi du 10 avril 1841 admet la *prescription de dix à vingt ans*. 211.
 - c. Dans quels cas? VIII, 212.

d. Conditions de la prescription. VIII, 213

e. La loi de 1844 déroge au code civil. VIII, 214.

Voir les mots *Chemins*, *Chemins d'exploitation*, *Chemins ruraux*, *Chemins vicinaux*.

PASSAGE (SERVITUDE DE).

1. Servitude de passage quand un *chemin public* est impraticable. VII, 485.

2. Servitude de passage pour favoriser le *drainage*. VII, 409-416 bis.
Voir le mot *Drainage*.

3. Servitude de passage pour retirer les objets enlevés par les *eaux*. VII, 483, p. 332, in.

4. Servitude de passage en cas d'*enclave*. Voir le mot *Enclave*.

5. Servitude de passage pour la poursuite d'un *essaïm d'abeilles*. VII, 483, p. 331, 1^{re}.

6. Servitude de passage en cas de *navfrage*. VII, 408.

7. Quand un *propriétaire* peut-il réclamer un *passage* sur le *fonds de son voisin*. Voir le mot *Tour d'échelle*.

PASSION VIOLENTE.

1. Une *passion violente* est une cause d'incapacité de disposer à titre gratuit. XI, 122.

2. L'action *ab irato* existe-t-elle encore en *droit français*? XI, 125.

PATERNA PATERNIS.

I. De la règle *Paterna paternis*. Fondement du système de succession des coutumes. VIII, 489.

Voir le mot *Copropriété de famille*

II La loi du 17 nivôse a n'abolit la règle coutumière et établit la division par lignes. VIII, 505.

III. *Cambacérès* proposa, au conseil d'Etat, de rétablir la règle *Paterna paternis*. VIII, 508.

1. Réponse aux objections que l'on fait contre le système coutumier. VIII, 509.

PATERNITÉ ET FILIATION.

I. *Filiation légitime*. Faits qui la constituent. Preuve. III, 339-361.

II. *Filiation naturelle*. Comment elle se prouve. III, 362. Voir le mot *Enfants naturels* (*Filiation*).

A. FILIATION MATERNELLE DES ENFANTS NÉS EN MARIAGE

Preuve. III, 392.

I. *Acte de naissance*.

1. Etablit la filiation maternelle quand l'enfant est conçu ou né dans le mariage. VIII, 393-395. La *filiation paternelle* en résulte par voie de présomption (*infra*, B).

2. *Quid* si la déclaration de naissance est irrégulière? III, 396-398.

3. L'*identité* de l'enfant qui produit un acte de naissance se prouve par témoins. III, 399, 400

- a. Quand la preuve testimoniale n'est-elle plus *admissible*? III, 401, 402.

II. *Possession d'état.*

1. Qu'est-ce que la possession d'état et comment se fait la preuve? VII, 403-406.
2. Quand la possession d'état est-elle admise? III, 407.
3. La possession d'état prouve la *filiation*, sans que la preuve contraire soit admise. III, 408.
4. Elle ne prouve pas la *légitimité*, sauf dans le cas de l'article 197. III, 409.
5. *Effet* de la *possession d'état* quand elle est *conforme au titre*. III, 410-413.

III. *Preuve testimoniale.*

1. Quand l'enfant est-il admis à prouver sa filiation maternelle par témoins. III, 414-416.
- 2 *Condition*. Commencement de preuve par écrit ou présomptions. III, 417-419.
3. Le *défendeur* est admis à la *preuve contraire*. III, 420.
4. Quand la *maternité* est prouvée, le défendeur peut contester la paternité par toute *preuve légale*. III, 421
- 5 *Effet* des jugements. III, 422, 425
6. Ces règles reçoivent exception dans le cas de l'article 48. III, 425.
7. Y a-t-il exception lorsque l'action est intentée par les époux? III, 426.

B. FILIATION PATERNELLE.

1. La filiation paternelle s'établit par des *présomptions*. III, 361.

II L'enfant *conçu pendant le mariage* a pour père le mari de la mère. III, 361.

1. Le père ne peut le désavouer que dans les cas déterminés par la loi. III, 363.
 - a. Quand il y a impossibilité physique de cohabitation par suite d'*éloignement*, III, 364-366, ou *impuissance accidentelle*. III, 367-369.
 - b. Quand il y a *impossibilité morale* de cohabitation. Conditions. III, 370-376.
 - c. *Fins de non-recevoir* qui peuvent être opposées à l'action en désaveu III, 377, 378.

III. L'enfant *conçu avant le mariage et né pendant le mariage*

1. Est présumé enfant du mari de la mère et, partant, légitime, III, 385; mais le mari a un droit absolu de le désavouer. III, 379.
2. L'enfant ne peut pas combattre le *désaveu* en prouvant la paternité du mari, sauf dans le cas de l'article 340. III, 384.
3. Il peut opposer des *fins de non-recevoir* à l'action. III, 380-385.

IV. L'enfant conçu après la dissolution du mariage est légitime, mais il suffit de contester son état pour qu'il doive être déclaré illégitime. III, 386 et 387.

1. *Quid* en cas de *présomptions d'absence*? II, 150.
2. Etat de l'enfant quand il y a confusion de part. III, 388.

3. *Quid si l'enfant, né dans les trois cents jours, est reconnu comme enfant naturel, puis légitimé.* III, 389.

V. *Calcul des délais.* III, 390, 391.

C. ACTIONS CONCERNANT LA FILIATION.

I. *Etat. Questions d'état.* Actions qui forment des *questions d'état.* III, 426.

1. *Nature de l'état considéré comme droit moral. Conséquences.* III, 427.
2. *Intérêts pécuniaires* qui dérivent de l'état. Régis par le droit commun. III, 428.
3. *Droits des héritiers.* III, 429.
4. *Procédure spéciale* dans les actions d'état, III, 430.

II. *Action en désaveu.*

1. *Quand y a-t-il lieu au désaveu?* III, 431-434.
2. *A qui appartient l'action en désaveu?*
 - a. En principe, au mari seul. III, 435, 436.
 - b. Dans quel cas et sous quelle condition les héritiers peuvent-ils agir? III, 437-441.
 - c. L'action n'appartient pas à la mère, ni à l'enfant. III, 442.
3. *Compétence.* III, 443.
4. *Délais.*
 - a. Le mari. III, 444-447.
 - b. Les héritiers. III, 448.
 - c. Dispositions générales concernant les délais. III, 449-451.
5. *Formes.* Contre qui l'action est-elle formée? III, 452-456.
6. *Effet du jugement.* III, 457.
 - a. A l'égard de qui a-t-il effet? III, 458.
 - b. Le mari peut-il se désister? III, 459.

III. *Action en contestation de légitimité.*

1. *Quand y a-t-il lieu à l'action?* III, 460.
2. *Dans quel délai doit-elle être formée?* III, 461.
3. *Par qui?* III, 460, 462.
4. *A l'égard de qui le jugement a-t-il effet?* III, 463.

IV. *De l'action en contestation d'état.*

1. *Quand y a-t-il lieu à l'action en contestation d'état?* III, 464.
2. *Qui peut l'intenter?* III, 463, 464.
3. *L'action est imprescriptible.* III, 463.
4. Les articles 326 et 327 s'appliquent à la contestation d'état. III, 466.
5. *L'action en contestation d'état peut être un délit civil.* XX, 306.

V. *Action en réclamation d'état.*

1. Elle appartient à l'enfant. III, 464.
 - a. *Quand les héritiers peuvent-ils agir?* III, 465-468.
 - b. *Leur action est prescriptible.* III, 469.
 - c. *Les créanciers peuvent-ils agir?* III, 470.
2. *Compétence exclusive des tribunaux civils. Le civil tient le criminel en état.* III, 472.
 - a. *En résulte-t-il que le ministère public ne peut pas intenter l'action publique?* III, 473.

b. *Droit de l'enfant*. Peut-il demander des dommages-intérêts avant le jugement? III, 474.

c. Application de l'article 327. III, 476, 477.

5. A quelles actions s'appliquent les principes sur les réclamations d'état? III, 478-481.

D. CHOSE JUGÉE EN MATIÈRE D'ÉTAT.

I. Quand y a-t-il chose jugée? III, 487.

II. *Effet* de la chose jugée. Théorie du *contradictoire légitime*. III, 488.

1. A l'égard de qui y a-t-il chose jugée? III, 489-492.

2. *Quid* des membres de la famille qui n'étaient pas nés lors du jugement? III, 493.

E. DISPOSITION PARTICULIÈRE. QUESTION DE RÉTROACTIVITÉ. PREUVE DE LA PATERNITÉ. I, 190.

PATRIE.

I. En principe, on ne peut avoir qu'une patrie. I, 322.

II. De ceux qui ont *deux patries*. I, 367, 368, 322.

III. De ceux qui n'ont *pas de patrie*, légalement parlant. I, 569-573.

IV. Peut-on *abdiquer* sa patrie? I, 374, 383.

Voir le mot *Français*.

PATURAGE.

I. *Servitude de pâturage*. Est *discontinue*. VIII, 128, 129.

1. Elle ne peut s'acquérir par la *prescription*. VIII, 197.

II. Le pâturage se *prescrit* quand c'est l'exercice du *droit de propriété*. VIII, 201.

III. Quand le *pâturage* est-il une *servitude* et quand est-ce une *propriété*? VII, 451-453.

IV. Quand c'est une *servitude* rurale, on peut s'en *affranchir* par la *clôture*; on ne le peut pas quand c'est une *propriété*. Voir le mot *Parcours et vaine pâture*.

PATURE (VAINE).

Voir le mot *Parcours*.

PAUVRES.

1. Les *legs* faits pour les *pauvres* sont-ils valables? XI, 312-314.

2. *Quid* si, en donnant aux *pauvres*, le disposant a voulu gratifier une congrégation non autorisée? XI, 315.

3. *Legs* fait aux *pauvres honteux*. XI, 313, 314.

4. *Pauvres et riches*. Devoir des *riches*. Voir le mot *Egalité*.

PAYEMENT.

A. CONDITIONS REQUISES POUR LA VALIDITÉ DU PAYEMENT.

I. *Dette*. XVII, 476, 477. Voir les mots *Obligations naturelles* et *Payement indû*.

II. *Par qui le payement doit-il ou peut-il être fait ?*

1. Le débiteur doit payer, et il peut payer, malgré le créancier. XVII, 478.
Voir le mot *Offres de payement et consignation*.
2. Un tiers intéressé ou non intéressé peut payer. XVII, 479-483.
 - a. Un tiers non intéressé peut-il payer en son nom et malgré le débiteur ? XVII, 484, 485.
 - b. Peut-il faire des offres réelles ? XVII, 486.
 - c. Peut-il exiger que le créancier le subroge à ses droits ? XVII, 487.
 - d. Quelle action le tiers a-t-il contre le débiteur ? XVII, 488-491.
 - e. Les obligations de faire peuvent-elles être remplies par un tiers ? XVII, 492.

III. *Capacité du débiteur. Il doit être propriétaire et capable d'aliéner.* XVII, 493.

1. Le payement fait par un non-propriétaire est nul. XVII, 494.
 - a. Droit du créancier. III, 493-498.
 - b. Le débiteur peut aussi demander la nullité. XVII, 499, 500. *Quid si la chose est consommée ?* XVII, 501, 502.
 - c. Le propriétaire peut revendiquer. XVII, 503, 504.
2. Le payement fait par un incapable est nul. XVII, 505.
 - a. Le débiteur seul peut demander la nullité. XVII, 506, 508, 509.
 - b. Conséquence quant aux risques. XVII, 507.
 - c. *Quid si le payement n'a pas pour objet de transférer la propriété ?* XVII, 510.

IV. *A qui le payement doit-il ou peut-il être fait ?* XVII, 511.

1. Le payement doit être fait au créancier ou à ses ayants cause. XVII, 512-514.
 - a. Le créancier doit être capable de recevoir. XVII, 515.
2. Le payement peut et doit être fait à celui qui a pouvoir de recevoir. XVII, 516.
3. Mandataires légaux ou judiciaires. XVII, 517-519.
4. Mandataires conventionnels. XVII, 520, 521.
 - a. Conditions requises pour que le mandat soit valable. XVII, 522-526.
 - b. Peut-on recevoir le payement comme gérant d'affaires ? XVII, 527.
 - c. Le mandat tacite suffit. XVII, 528.
 - d. *Qui a mandat tacite ?* L'avoué ? XVII, 530. L'huisier ? XVII, 529. Le notaire ? XVII, 531-534. Les clerks de notaire ? XVII, 535.
 - e. Le mandat de vendre ou de louer donne-t-il le pouvoir de toucher le prix ? XVII, 536.
5. Le payement fait à celui qui n'a pas qualité de recevoir est nul. XVII, 537.
 - a. Le créancier peut le ratifier. XVII, 538, 539.
 - b. Le payement est encore valable si le créancier en a profité. XVII, 540, 541.
 - c. Celui qui a payé à un incapable peut-il demander que le payement soit confirmé ou que la chose payée lui soit restituée ? XVII, 542.
6. Le payement peut et doit être fait au possesseur de la créance. XVII, 543.

- a. Qui est possesseur de la créance? XVII, 544-547.
- b. Il faut que le débiteur soit de bonne foi. XVII, 548.
7. A qui le débiteur doit-il payer en cas de *saisie-arrêt*? XVII, 549-554.
- V. Quelle chose le débiteur doit-il payer? XVII, 553, 556.
 1. Quid si la chose est détériorée? XVII, 557 (1).
 2. Quid si l'obligation a pour objet une chose *indéterminée*? XVII, 558.
 3. Du paiement des *dettes d'argent*. XVII, 559-561. Voir le mot *Offres de paiement*, III, A.
 - a. En quelles espèces métalliques le débiteur doit-il payer? XVII, 562, 563.
 - b. D'après quelle valeur compte-t-on les monnaies? XVII, 564, 565.
- VI. De l'indivisibilité du paiement.
 1. Le débiteur ne peut faire un *paiement divisé*. XVII, 566-568. Sauf exception. XVII, 569.
 2. Du *délai de grâce*.
 - a. Le juge peut diviser le paiement ou accorder un délai; dans quel cas? XVII, 570. 572-576.
 - b. Les parties peuvent-elles déroger à l'article 1244? XVII, 571.
 - c. L'article 1244 s'applique-t-il en matière commerciale? XVII, 577.
 - d. Le débiteur peut-il demander un délai quand le créancier a jugement ou un acte notarié? Explication de l'article 2212, et de l'article 122 du code de proc. XVII, 578-581.
 - e. Effet du *délai de grâce* quant au droit de poursuite. XVII, 582, 583.
 - f. Le délai de grâce n'empêche pas la *compensation*. XVII, 584.
- VII. Quand le paiement doit-il se faire? XVII, 585, 586.
- VIII. Où le paiement doit-il se faire?
 1. Convention. XVII, 587-589.
 2. Quand il s'agit d'un corps certain. XVII, 590.
 3. Quand le paiement se fait-il au domicile? XVII, 591-593.
 - a. Peut-il se faire au domicile élu? II, 111.
 4. Le débiteur est-il responsable des envois d'argent qu'il fait? XVII, 594.
- IX. Des *frais* du paiement. XVII, 595, 596.

B. EFFETS DU PAYEMENT.

1. Restitution des titres. XVII, 597-599.

Voir les mots *Hypothèques* (*Extinction*), *Imputation des paiements* et *Subrogation*.

PAYEMENT DES DETTES.

- I. En matière de *communauté légale*. Voir le mot *Communauté* (*Passif*).
- II. En matière de *succession*. Voir le mot *Dettes* (*Succession*).

PAYEMENT INDU.

- I. Le *paiement indu* donne lieu à la *répétition de l'indu*. Sous quelles conditions? XX, 341, 342.

(4)T. XVII, p. 546, ligne 29, n° 557 : au lieu de *omission*, lisez *commission*.

II. Quand y a-t-il paiement indû?

1. Quand il n'y avait aucune dette ou qu'elle était éteinte. XX, 344-349.
2. Quand la dette existait, mais qu'elle était due par une autre personne, XX, 350, ou à une autre personne. XX, 351.

III. Effet du paiement indû.

1. Il donne lieu à répétition s'il a été fait par erreur de fait ou de droit. XX, 352, 354.
 - a. Quid si celui qui paye sait qu'il ne doit point? XX, 353.
 - b. Quid si celui qui reçoit était incapable de recevoir? XX, 355.
2. Du cas où une personne qui se croit débitrice paye par erreur le créancier.
 - a. Conditions requises pour qu'il y ait lieu à la répétition. XX, 356.
 - b. Applications ; jurisprudence. XX, 357-361.
3. La loi admet une exception à la règle de l'article 1377. XX, 362-364.

IV. De l'action en répétition de l'indû.

1. Qui peut agir? XX, 365.
2. Que doit prouver le demandeur? XX, 366-368.
 - a. Cas dans lequel le demandeur ne doit pas prouver l'inexistence de la dette et l'erreur. XX, 369.

V. Obligations de celui qui a reçu la chose indûment. Il faut distinguer s'il a reçu de bonne foi, XX, 370, ou s'il a reçu de mauvaise foi. XX, 371.

1. Application aux intérêts et aux arrérages des dettes d'argent ou de choses fongibles. XX, 372-374.
 - a. Prescription des intérêts. XXXII, 465.
2. Dettes de choses déterminées.
 - a. Restitution de fruits. XX, 375.
 - b. Détériorations. XX, 376.
 - c. Quid si la chose est vendue? XX, 377.
 - d. Celui qui a payé indûment peut-il revendiquer la chose contre le tiers acquéreur? XX, 378, 379.

VI. Obligations du demandeur en répétition en cas de dépenses faites par le défendeur. XX, 380-383.

PÊCHE.

1. Moyen d'acquérir par occupation. VIII, 445, 446.
2. A qui appartient le droit de pêche?
 - a. Au fermier? XXV, 172.
 - b. A l'usufruitier? VI, 381.

PEINE.

1. Clause pénale. Voir ce mot.
2. Les peines civiles, comme les peines criminelles, sont de stricte interprétation. Pas de peine sans loi pénale. III, 354.
 - a. Application du principe à la question de savoir si les peines établies par l'article 299, en cas de divorce, sont applicables à la séparation de corps. III, 301, 334.

PENSIONS (ALIMENTAIRES).

- I. *Communauté*. Les pensions alimentaires déclarées incessibles tombent-elles dans l'actif de la communauté? XXI, 279.
- II. *Libéralités*. Les pensions alimentaires, en dehors de l'obligation légale, sont des libéralités et soumises aux formes prescrites pour les donations. XII, 353-360; XV, 173; XVI, 116-118; XVII, 30.
- III. *Prescription*.
 1. Les arrérages des pensions alimentaires se prescrivent par cinq ans. XXXII, 438 et 439.
 2. *Quid des pensions à charge de l'Etat?* XXXII, 440.
 3. La prescription s'applique-t-elle aux traitements des *ministres du culte*? XXXII, 441.

PENSION DOTALE.

Voir le mot *Dot*, III, 5.

PENSION (MAÎTRE DE PENSION).

1. *Contre qui a-t-il action?* Voir *Education, frais*.
2. A-t-il action contre l'enfant? III, 81.
3. *Prescription* de l'action des maîtres de pension. XXXII, 502
4. *Privilège*. La loi hypothécaire belge n'a pas maintenu le privilège que le code civil accordait aux maîtres de pension. XXIX, 376.

PÉPINIÈRES.

- I. Les *arbres* des pépinières sont-ils *meubles* ou *immeubles*? V, 430.
- II. Droit de *usufruitier* sur les pépinières. VI, 446.

PERDUES (CHOSSES).

Voir les mots *Épaves* et *Possession* (*En fait de meubles, la possession vaut titre*).

PÉREMPTION.

1. *Demeure*. La péremption fait cesser les effets de la *demeure*. XVI, 246.
2. *Possession de bonne foi*. La péremption empêche-t-elle le possesseur d'être de mauvaise foi? VI, 224.
3. *Prescription*. L'*interruption de la prescription* est considérée comme non avenue en cas de péremption. XXXII, 99, 100.

PÉREMPTION (INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE).

1. Quand l'*inscription hypothécaire* est-elle *périmée*? Voir le mot *Inscription hypothécaire*, D.

PÈRE ET MÈRE.

- I. *Dot* constituée par *père et mère*.
 1. Qui en est tenu? XXI, 161-166.
 2. A la *succession de qui* la dot se *rapporte-t-elle*? XXI, 174-178.
Voir le mot *Dot*.
- II. *Responsabilité* des *père et mère* pour le *dommage* causé par leurs *enfants mineurs*. Voir le mot *Responsabilité du fait d'autrui*, A.

PÈRES DE L'ÉGLISE.

1. *Communisme* des pères de l'Église. VI, 89.
2. Ils réprouvent le *prêt à intérêt* comme un *vol*. XXV, 315.
3. Ils flétrissent les *seconds mariages* comme une *prostitution*. XI, 501

PERPÉTUELLE DEMEURE.

Quand il y a immobilisation par *perpétuelle demeure*. V, 440, 469-471.

PERSONNE.

1. Tout *homme* est une *personne*. I, 287.
2. Toute *personne* jouit des *droits naturels*. I, 318.
3. Quelles personnes jouissent des *droits civils* et des *droits politiques*. I, 317, 318.

PERSONNES CIVILES.**A. DÉFINITION ET CARACTÈRE.**

- I. Le mot n'existe pas dans le code civil. Comment le code qualifie les personnes civiles. I, 291.
- II. Dans l'ancien droit, on les appelait *gens de mainmorte*. Voir le mot *Main morte*.
- III. Le mot *personnes civiles* est une *mauvaise expression*. I, 292, 294, 299.
 1. Les personnes dites *civiles* ne sont pas des *personnes*. I, 288.
 2. Ce sont des êtres fictifs que le législateur seul peut créer. I, 289-296.
 3. Et qu'il peut toujours supprimer. I, 312.
 - a. Suppression des *léproseries* et des *jésuites*. I, 312, 315.
 - b. Suppression de *toutes les corporations religieuses*. I, 314; I, 297. Voir les mots *Associations religieuses*, *Corporations religieuses*, *Mainmorte*.
 - c. Il y a des corporations qui peuvent se dissoudre d'elles-mêmes. I, 315.
 - d. Les biens des personnes civiles supprimées appartiennent à l'État. I, 316.

B. ENUMÉRATION DES PERSONNES CIVILES.

- I. L'État. En quel sens. I, 292.
- II. Les provinces. I, 295.
 1. Les *départements* n'étaient pas des personnes civiles, d'après le code civil. I, p. 376, *in*.
 2. Les *provinces* étaient des personnes civiles, d'après la *loi fondamentale*. I, p. 376.
- III. Les communes. I, 294; VI, 62.
 1. Il n'est pas vrai que ce soient des *personnes naturelles* jouissant de tous les droits qui appartiennent à l'homme. I, p. 377.
 2. Les *communes* ne peuvent établir une université. I, 305; XI, 204.
 3. Ni recevoir une *libéralité* au profit de l'*enseignement libre* subside par elles. I, 305; XI, 204.
- IV. Les *établissements publics* ou d'*utilité publique*. I, p. 378, a.

1. Les *bureaux de bienfaisance*. I, 293, p. 379, a.
2. Les *fabriques d'église*, I, 296, et les *séminaires*. I, p. 380, a.
 - a. L'*Église* n'est pas une *personne civile*. I, p. 381, in.
 - b. Les *évêques* ou *évêchés* ne sont pas des *personnes civiles*. I, p. 381, a.
3. Les *hospices*, I, 293, et
4. Les *congrégations hospitalières*. Dans quelles limites et sous quelles conditions. I, 297.
 - a. Les arrêtés qui autorisent des congrégations vouées à l'enseignement sont illégaux. I, p. 384, a.
- V. Les *associations libres* fondées en vertu de la liberté d'association ne sont pas des personnes civiles. I, 298.
Voir le mot *Associations*.
1. Il y a des *sociétés de commerce* qui ont la qualité de personne morale. XXVI, 210.
2. Les *sociétés civiles* ne sont pas des personnes civiles. XXVI, 181, 182.
 - a. Sauf les *sociétés charbonnières*. XXVI, 420.
 - b. La *communauté légale* n'est pas une personne civile, XXI, 197.
Voir le mot *Communauté (Régime)*, IV.

C. DROITS ET OBLIGATIONS DES PERSONNES DITES CIVILES.

- I. Les personnes civiles n'ont pas de *droits* elles ont des *charges*; seulement la loi leur accorde une *capacité limitée*, nécessaire pour qu'elles puissent remplir la charge dont elles sont investies. I, 296, p. 380, in, et n° 299, p. 387, a.
1. Abus et dangers de la *mainmorte*. I, 299, p. 386, a, b.
2. Les *hommes seuls* ont des *droits*. I, 300.
3. Différence radicale qui existe entre les *droits des hommes* et la *capacité limitée* des *personnes civiles*. I, p. 388, a, b.
4. Leur sphère d'action est limitée, elles ne peuvent la dépasser. I, 304, 303.

D. CAPACITÉ DE CONTRACTER.

1. Les personnes civiles contractent par l'organe de leurs représentants légaux, dans les limites de leur mission et sous les conditions déterminées par la loi I, 301, 303; XVI, 62.
2. Les *administrateurs des établissements publics* qui contractent sans autorisation peuvent-ils être *condamnés à des dommages-intérêts*? XVI, 64.
3. L'*incapacité* des personnes civiles est-elle *relative* comme celle des *mineurs*? I, p. 393, a. XVI, 63.
4. Les *obligations* contractées par les *personnes civiles publiques* peuvent-elles être *exécutées* sur leurs biens par voie de *saisie*? XXIX, 273.

E. CAPACITÉ DE POSSÉDER.

1. Les personnes civiles *possèdent*, mais leur *propriété* est *vinculée*. Ce n'est pas un *droit*, c'est une *charge*. I, 301; VI, 70.

2. Elles peuvent *acquérir*, mais avec des restrictions et des conditions qui ont pour but de prévenir les dangers et les abus de la *mainmorte* I, 302.

- a. Histoire des *enrichissements des gens de mainmorte* en Belgique et des ordonnances portées pour les *réprimer*, et notamment le placard de Marie-Thérèse de 1753. I, p. 391-394.

F. CAPACITÉ DE RECEVOIR A TITRE GRATUIT.

I. Conditions.

1. La capacité de recevoir à titre gratuit est limitée et restreinte à raison des abus de la *mainmorte*. I, p. 391-394; XI, 188-191.

2. Les libéralités ne peuvent être faites à un établissement avant sa reconnaissance. XI, 192, 194.

- a. *Quid* si la libéralité est faite à une *succursale non autorisée*, alors que la *maison mère* est autorisée? XI, 193.

- b. Peut-on faire une libéralité pour la *création d'un établissement*? XI, 193.

- c. Les établissements, même *reconnus* ne deviennent *capables* de recevoir que par *l'autorisation*. XI, 187.

- II. Les établissements publics ne peuvent recevoir des libéralités que dans les limites de leur mission légale. XI, 197.

- III. Des divers services auxquels des libéralités peuvent être faites. XI, 198.

1. Libéralités faites pour la *bienfaisance publique*. XI, 208.

- a. *Bureaux de bienfaisance et hospices*. XI, 209-217. Voir ces mots.

- b. *Congrégations hospitalières*. XI, 218-221. Voir ce mot.

- c. *Communes*. Atelier de charité. XI, 225. *Fondation d'un hospice* XI, 226-229.

2. Libéralités faites pour le culte.

- a. Des *fabriques*. XI, 230-251. Voir ce mot.

- b. Des *communes*. XI, 252. Etablissement d'un *cimetière*. XI, 253. Envelissement des pauvres. XI, 254.

3. Libéralités faites pour l'enseignement. XI, 199-207. Voir le mot *Enseignement*.

- a. *Quid* de l'enseignement religieux dans les *séminaires*? XI, 205.

- IV. De l'autorisation requise pour la validité des libéralités faites aux établissements publics.

1. Qui doit la demander? XI, 281-284.

2. Conditions et règles. Arrêté du 27 octobre 1823. XI, 285, 286.

3. Peut-il y avoir une *acceptation provisoire*? XI, 287.

4. *Instruction* de la demande. Délibérations et avis. XI, 288.

5. Qui doit autoriser? XI, 289.

6. Celui qui autorise peut-il *réduire* la libéralité? XI, 290.

- a. Le gouvernement peut-il *modifier* la libéralité? XI, 291-291².

- b. *Quid* si l'établissement gratifié est incapable? et si l'établissement capable refuse? XI, 292.

7. L'autorisation est d'ordre public. XI, 293.

- a. Peut-on *confirmer* une donation *non autorisée*? XVIII, p. 616, a

b. L'article 1304 s'applique-t-il aux personnes civiles? XIX, 17, 36.

8. *Effets de l'autorisation.*

a. Après l'autorisation, la libéralité doit être acceptée. XI, 294, 265.

b. L'autorisation rétroagit-elle? XI, 296, 297.

c. Le legs universel réduit reste-t-il universel? XI, 299.

V. *Dons manuels faits aux établissements publics.*

1. Sont-ils soumis à l'autorisation? XI, 300-303.

2. Les dons non autorisés sont nuls. XI, 304, 305

3. Y a-t-il des exceptions à l'autorisation? XI, 306.

G. DES CONDITIONS NON ÉCRITES.

1. Le principe de l'article 900 s'applique aux fondations. XI, 263, 264.

1. *Quid* si le fondateur subordonne l'existence du legs à la condition illécite? XI, 263.

a. Application du principe à la clause d'inaliénabilité. XI, 266-268.

1. Conditions réputées non écrites.

1. En matière de bienfaisance. XI, 272, 273.

a. En matière de dons faits aux hospices. XI, 274-278.

2. En matière de dons faits aux fabriques. XI, 279, 280.

3. En matière d'instruction. XI, 289-271.

II. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES PERSONNES CIVILES.

1. *Bail des biens nationaux, des communes et des établissements publics.* XXV, 98.

2. *Domicile des personnes civiles.* II, 70.

3. *Emphytéose.* Les personnes civiles peuvent-elles constituer une emphytéose? VIII, 362.

4. *Interrogatoire sur faits et articles.* S'applique-t-il aux personnes civiles? XIX, 507.

5. *Jugements.* Les membres qui composent les personnes civiles sont-ils liés par les jugements où figurent les administrateurs? XX, 112.

6. *Transactions.* Les personnes civiles peuvent-elles transiger? XXVIII, 340.

7. *Usufruit.* Durée. VII, 53.

PERSONNES CIVILES ÉTRANGÈRES.

1. Les personnes civiles n'ont pas de personnalité, donc pas de statut personnel. I, 307.

2. Elles n'ont pas d'existence en dehors du pays où elles sont reconnues. I, 306.

a. *Quid* de l'État, des communes et des provinces? XXX, p. 252.

b. *Quid* des sociétés étrangères qui ont la personnification? XXVI, 184, 185.

3. *Droit des créanciers* sur les biens des personnes civiles étrangères. XXIX, 276, 277.

4. Peuvent-elles ester en justice? I, 308, 309; XXVI, 184, 185.

5. Peuvent-elles posséder à l'étranger? I, 311. *Prescrire*? XXXII, 12.

a. Elles ne peuvent y avoir d'hypothèque légale. XXX, 254.

PERSONNES INCERTAINES.**I. On ne peut donner et léguer à des personnes incertaines. XI, 307-310**

1. Critique de la jurisprudence. XI, 322-324.
2. Le principe ne reçoit pas d'application aux *fondations*. XI, 314.
 - a. Tel est le legs pour les *pauvres*. XI, 512.
 - b. *Quid* des legs pour les *pauvres honteux*? XI, 313, 314.
 - c. *Quid* des legs pour les pauvres reçus dans un *établissement autorisé*? XI, 315.
 - d. *Quid* du legs fait pour les *trépassés*? XI, 316.

II. Applications empruntées à la jurisprudence.

1. Legs qui impose au légataire la charge d'exécuter les *volontés non exprimées* du testateur. Est nul. XI, 317-319.
 2. Legs pour *bonnes œuvres*. Est-il valable? XI, 320.
 3. *Quid* du legs pour *prières*? XI, 321.
- III. *Quid* si le légataire est *mal désigné*? XI, 322.

Voir le mot *Faculté d'élire*.

PERSONNE NE PEUT S'ENRICHIR AUX DÉPENS D'AUTRUI**I. Quel est le sens et quelle est la conséquence de l'adage? XVI, 373.****II. Le code Napoléon consacre l'adage.**

1. *Incapacité*. Annulation d'une obligation contractée par un *incapable*. A quel *incapable* est tenu. XIX, 66-71.
2. *Paiement fait à un incapable*. XVII, 510. 511.
3. *Paiement indu*. A quel est tenu celui qui l'a reçu de bonne foi. XX, 370.
4. *Récompenses*. Communauté et époux. XXII, 448, 471.

PERTE (CHOSES PERDUES).

Voir les mots *Choses perdues* et *Épaves*.

PERTE DE LA CHOSE (DROITS RÉELS).**I. Les droits réels s'éteignent par la perte de la chose.**

1. L'*emphytéose*. VIII, 403, 404.
2. L'*hypothèque* et le *privilege*. XXXI, 406-408.
 - a. De l'*exception* prévue par l'article 10 de la loi hypothécaire belge. XXXI, 409-413
3. Les *servitudes réelles*. VIII, 289-298. Voir le mot *Servitudes*.
4. Le droit de *superficie*. Revit-il si le *bâtiment* est *reconstruit*? VIII, 425, 426.
5. L'*usufruit*. VII, 65-71. Voir le mot *Usufruit*.

PERTE DE LA CHOSE (OBLIGATION).**A. PRINCIPES GÉNÉRAUX.****I Le débiteur est libéré par la perte de la chose. XVIII, 508, 509.****II. Conditions.**

1. Il faut que la chose *périsse*. XVIII, 510.
 - a. Par *cas fortuit*. XVIII, 516-518. *Quid* de la *démolition* ordonnée par l'*autorité communale*? XVIII, 517.

- b. Ou pendant la *demeure* du débiteur. Du *volcur*. XVIII, 522, 525.
 2. Il faut qu'il s'agisse d'une *chose déterminée*. XVIII, 514, 515.
 3. Le *contrat* doit être *pur et simple*. XVIII, 524, 525.
 4. Doit-il y avoir *faute* ou suffit-il qu'il y ait *fait*? XVIII, 519-521.
 III. *Effet* de la *perte*. Le débiteur doit-il *céder* les *actions* aux créanciers?
 XVIII, 511-513 (1).

B. APPLICATION DU PRINCIPE AUX DIVERS CONTRATS.

- I. Le *dépositaire* est déchargé de l'obligation de restituer :
 1. Quand la chose a péri par *cas fortuit*. XXVII, 100.
 2. Quand il a été dépouillé de la chose par violence. XXVII, 108.
 3. Responsabilité des aubergistes. XXVII, 139-163.
 II. *Gage*. On applique les principes généraux. XXVIII, 523, 524.
 III. *Louage*.
 1. De *choses*. XXV, 401-420. Voir le mot *Louage de choses*.
 2. *Devis et marchés*. Responsabilité de l'ouvrier. XXVI, 6-16.
 3. Responsabilité de l'*architecte*. XXVI, 32-53. Voir le mot *Architectes*.
 4. *Voituriers*. XXVI, 523-533.
 IV. *Prêt à usage*. On applique les principes généraux. XXVI, 471-476. Voir le mot *Prêt*.
 V. *Société*. Perte de la chose. Qui la supporte? XXVI, 268-276, 372, 373.
 VI. *Vente*.
 1. Perte de la chose lors de la vente. XXIV, 88-92.
 2. Perte de la chose après la perfection de la vente. XXIV, 131-133.

PÉTITION D'HERÉDITÉ.

- I. Généralités.
 1. Sources. Le droit romain. IX, 505.
 2. Action en *partage* et *pétition d'hérédité*. IX, 508.
 3. Action en *revendication* et *pétition d'hérédité*. IX, 511.
 II. *A qui appartient l'action en pétition d'hérédité*?
 1. Elle appartient à l'héritier. IX, 504. Aux successeurs irréguliers. IX, 509. Aux successeurs spéciaux. IX, 540.
 2. Elle appartient.
 a. A l'absent pour les successions ouvertes pendant l'*absence* II, 238.
 b. Aux héritiers de l'absent si sa mort est prouvée. II, 342-344.
 c. Droit des enfants et des collatéraux pendant l'envoi en possession II, 238-241.
 3. L'action est-elle *indivisible*? II, 505, 506.
 4. Le demandeur peut-il demander communication des papiers? II, 507.
 III. *Contre qui la pétition d'hérédité est-elle donnée*? IX, 511-515.
 1. L'acheteur de l'hérédité est-il héritier apparent? IX, 513 *bis*.
 IV. *Durée* de l'*action*. IX, 514, 515.
 1. *Quid* si la succession est mobilière? IX, 518.

(1) T. XVIII, p. 423, ligne 41. Il faut ajouter : Notre loi hypothécaire a décidé la difficulté. Nous y reviendrons au titre des *Privilèges et Hypothèques* (t. XXXI, n° 409).

2. Faut-il distinguer si le défendeur est un successeur irrégulier ? IX, 516, ou un usurpateur ? IX, 519.

3. *Quid* si l'héritier agit contre un donataire ou légataire en nullité de la donation ou du testament ? IX, 517.

V. Obligations et droits du défendeur.

1. Il faut distinguer s'il est *possesseur de bonne foi* ou de *mauvaise foi* IX, 520-524.

2. Qu'est ce que l'héritier apparent doit *restituer* ? IX, 523-528.

3. S'il *possède les choses héréditaires* ? IX, 529-532.

a. Déggradations. IX, 531.

b. Impenses. IX, 530.

c. *Quid* en cas de perte par cas fortuit ? IX, 535.

4. Si l'héritier apparent a *aliéné les choses héréditaires* ? IX, 534-536.

5. Dispositions spéciales aux *successeurs irréguliers* quand ils n'ont pas rempli les obligations que la loi leur impose. IX, 537-540.

6. Quand l'héritier apparent *gagne-t-il les fruits* ? quand doit-il les *restituer* ? IX, 541-547.

a. Le principe s'applique aux *successeurs irréguliers*. IX, 549-553.

b. Doit-il les *intérêts des deniers héréditaires non employés* ? IX, 548.

VI. Des actes faits par l'héritier apparent.

1. Principe fondé sur le *droit du propriétaire*. IX, 554-556.

a. Actes d'*administration*. IX, 557-558.

b. Actes de *disposition*. IX, 561-565.

c. L'héritier apparent *représente-t-il le vrai héritier en justice* ? IX, 559.

d. Les *transactions* qu'il fait lient-elles le vrai héritier ? IX, 560.

2. Le principe s'applique-t-il aux *successeurs irréguliers* ? IX, 566, 567.

PETITS-NEVEUX.

Voir le mot *Neveux*.

PIGEONS.

I. Pigeons des colombiers sont *immeubles par destination*. V, 430.

II. La *propriété* s'en acquiert par *accession*. VI, 510, 511.

III. Ne sont pas un *gibier* et ne peuvent pas être acquis par *occupation*. VIII, 440.

IV. *Responsabilité*. Dommage causé par les pigeons. XX, 639.

PIGNORATIF (CONTRAT).

I. Qu'est-ce que le contrat pignoratif ? quel en est l'effet ? XXVII, 543, 544.

PLAIDEURS TÊMÉRAIRES.

1. Le *plaideur téméraire* est-il tenu à des *dommages-intérêts* ? XX, 412, 413.

PLANTATIONS (ROUTES).

Règlements concernant la plantation des routes. VII, 404.

PLANTATIONS (SERVITUDES).

I. Distance à laquelle doivent se faire les *plantations*. VIII, 1-24.

Voir le mot *Arbres*, IV.

II. Peut-on stipuler à titre de *servitude* le droit de planter sur le terrain d'autrui, *vois public* ou *propriété privée*. VIII, 301.

PLATON.

I. Sa doctrine de la *propriété*. VI, 87.

II. Critique de la faculté de *tester*. XII, 95.

POISSONS.

1. Poissons des étangs. Sont *immeubles par destination*. V, 150.

2. La *propriété* s'en acquiert par *accession*. VI, 310, 311.

POLDERS

1. A qui appartiennent les alluvions et les relais produits par les eaux de la mer dans les fleuves. VI, 45.

2. Législation spéciale sur les *schoores* et les *polders*. VI, 46.

3. Des *anciennes concessions* qui donnent aux riverains la *propriété* des *schoores*. VI, 47.

POLICE ET SURETÉ (LOIS DE).

1. Les *étrangers* sont soumis aux *lois de police*. I, 77.

2. Qu'entend-on par *lois de police*? Jurisprudence. I, 108-107.

POLICE (COMMUNALE).

I. *Pouvoir réglementaire* de l'*autorité communale* en ce qui concerne l'*usage de la propriété*. VI, 113.

1. *Lois* qui définissent et limitent le pouvoir. VI, 117.

2. Les conseils communaux peuvent régler l'*usage de la propriété*, dans un intérêt de *police locale*, telle qu'elle est définie par les lois. VI, 116, 118, 119.

3. Force obligatoire des *anciens règlements*. VI, 150.

II. *Constructions*. Les conseils communaux peuvent réglementer les *constructions* dans un intérêt de *salubrité*, de *sûreté* et de *tranquillité* publiques. VI, 120.

1. Règlements sur les *habitations insalubres*. VI, 122, 123.

2. Ces règlements peuvent étendre l'action des *communes* sur les travaux faits dans l'intérieur des maisons. VI, 131, 134, 136.

a. Règlements sur les *fosses d'aisances*. VI, 127-129.

3. Restrictions apportées au droit de *propriété* dans l'intérêt de la *sûreté publique*. VI, 131.

4. Les règlements ne peuvent pas prescrire des mesures qui ne tendent qu'à l'*embellissement* des villes. VI, 123. Voir le mot *Bâtiments*, II, 1.

POLLICITATION.

I. La *pollicitation* ou *simple offre* n'oblige pas. XV, 469, 470.

Voir les mots *Acceptation*, *Consentement*, A, I, *Offre* (*Consentement*),

PORTE-FORT.

- I. La *promesse du fait d'un tiers* devient valable quand le *promettant* se porte fort pour le tiers. XV, 530 (1).
1. Dans quels cas peut-on se porter fort? XV, 542-544.
 - a. Celui qui se porte fort dans un contrat bilatéral peut-il se substituer au tiers? XV, 545.
 - b. Droit du porte-fort quand il est *partie* au contrat. XV, 546.
 - c. L'obligation de celui qui se porte fort donne-t-elle lieu à des dommages-intérêts? XVI, 202.
2. De la *ratification du tiers*. XV, 547.
 - a. Comment se fait-elle? XV, 548.
 - b. Quel en est l'effet? rétroagit-elle? XV, 549, 550.
- II. *Conventions matrimoniales* ne peuvent se faire, en l'absence des *époux*, par leurs *père et mère* qui se *portent fort* pour leurs enfants. Un pareil contrat serait *inexistant*. XXI, 50-50.
- III. *Donations* ne peuvent être *acceptées* par un tiers qui se *porte fort*. XII, 240, 241.
- IV. *Hypothèque* ne peut être consentie par un porte-fort. XXX, 449-452.
- V. *Inscription hypothécaire*. Peut-elle être prise par un porte-fort? XXXI, 6, 7.
- VI. *Mandat*. Le mandataire qui dépasse son pouvoir en traitant avec un tiers est obligé s'il s'est porté fort. XXVIII, 48.
- VII. *Transcription*. Peut-elle être faite par un *porte-fort*? XXIX, 454.

PORTS

- I. *Ports, havres et rades*. Font partie du *domaine public* de l'Etat. VI, 7.

POSSESSION. POSSESSEURS DE BONNE FOI, DE MAUVAISE FOI.

- I. *Définition de la possession. Caractères*. Est-ce un droit réel? XXXII, 260-263; VI, 82.
 1. *Acquisition* de la possession. XXXII, 266, 267.
 2. *Conservation* de la possession. XXXII, 268-270.
 3. *Perte* de la possession. XXXII, 271-272.
- II. *Droits du possesseur*.
 1. *Fruits*.
 - a. Le possesseur de *bonne foi* gagne les fruits. VI, 205. Voir le mot *Fruits*.
 - b. Quand le possesseur est-il de *bonne foi*? VI, 208, 209.
 - c. Le possesseur de *mauvaise foi* doit restituer les fruits. VI, 228.
Voir les mots *Bonne foi*, *Fruits*, *Mauvaise foi*.
 - d. L'article 2277 n'est pas applicable au possesseur de *mauvaise foi* condamné à *restituer les fruits*. XXXII, 462.
 2. Le possesseur *apparent* de l'*hérédité* représente-t-il l'héritier véritable? XX, 115.
 3. Du possesseur de *bonne foi* d'objets mobiliers. Voir le mot *Possession* (*Meubles*).

(1) T. XV, table, p. 674, n° 539 : au lieu de *prometteur*, lisez *promettant*.

4. Le possesseur peut-il acquérir une *servitude* pour le fonds qu'il possède? VIII, 166.

5. *Prescription*. Voir *Possession (Prescription)*.

III. Effets de la possession.

1. *Antichrèse*. La possession est requise pour que l'antichrèse produise ses effets, soit entre les parties, soit à l'égard des tiers. XXVIII, 541, 542.

2. Les *privileges mobiliers* sont attachés à la *possession*, sauf le droit de *revendication* du bailleur. XXIX, 435-446.

a. Aubergiste. XXIX, 509, 510.

b. Créancier gagiste. XXVIII, 469-487.

c. Vendeur. XXIX, 478, 479.

d. Voiturier. XXIX, 515.

3. *Vente successive* d'un *objet mobilier* à deux personnes. Celui qui a été mis en possession réelle est propriétaire s'il est de bonne foi. Voir *Possession (Vente mobilière)*.

POSSESSION (LÉGALE).

1. *Communauté*. Est propre l'immeuble dont l'un des époux avait la possession légale avant le mariage. Qu'entend-on par possession légale? XXI, 292, 293.

POSSESSION (MEUBLES).

I. *En fait de meubles, la possession vaut titre*. Sens et fondement juridique de la règle établie par l'article 2279. XXXII, 540-543.

II. Conditions requises pour l'application de la maxime.

1. *Possession à titre de propriétaire*. XXXII, 544-546.

a. Qui doit prouver que la possession est ou n'est point à titre de propriétaire? XXXII, 547, 548.

b. La *tolérance* ou la *familiarité* est un *titre précaire*. XXXII, 549, 550.

c. Application du principe au cas où le détenteur possède en vertu d'un *délit criminel ou civil*, XXXII, 551, et à celui qui possède une *chose perdue*. XXXII, 552.

d. Le possesseur doit-il avoir un *juste titre*? XXXII, 553.

e. Les *créanciers* qui *saisissent* les meubles du débiteur ne peuvent pas opposer l'article 2279 à celui qui agit en *distriction* du *mobilier saisi*. XXXII, 554.

2. *Possession réelle*. En quel sens? XXXII, 555, 558.

a. *Quid* si le détenteur possède en vertu d'une vente fictive? XXXII, 556.

b. Qui a la possession réelle d'une créance? XXXII, 557.

3. *Bonne foi*. XXXII, 559. Jurisprudence. XXXII, 560.

a. A quel moment la bonne foi doit-elle exister? XXXII, 561.

III. A quels meubles s'applique le principe de l'article 2279?

1. Aux meubles corporels. XXXII, 562.

a. *Quid* si les meubles sont revendiqués comme *accessoires* d'un immeuble? XXXII, 563.

b. *Quid si les meubles immobilisés sont vendus séparément du fonds?* XXXII, 564.

2. Le principe ne s'applique pas aux droits et créances, sauf les titres au porteur. XXXII, 566-568.

a. Ni aux manuscrits et papiers administratifs. XXXII, 570-572.

b. *Quid des navires?* XXXII, 573.

3. Le principe ne s'applique pas à la pétition d'hérédité. XXXII, 565.

IV. Conséquences du principe.

1. Les droits réels sur une chose mobilière ne s'exercent pas contre un tiers possesseur. XXXII, 574.

2. Le créancier gagiste et l'usufruitier peuvent-ils se prévaloir de l'article 2279? XXXII, 575.

3. Les actions en nullité et en résolution ne réagissent pas contre le tiers possesseur. XXXII, 576.

V. Des exceptions que reçoit le principe. Elles sont de droit étroit. XXXII, 577.

1. Contre qui les choses perdues ou volées peuvent-elles être revendiquées? XXXII, 578. Contre un possesseur de bonne foi? XXXII, 579.

2. Qu'entend-on par choses perdues? par choses volées? XXXII, 580, 581.

3. *Quid de l'abus de confiance? d'escroquerie? violation d'un dépôt? Butin pris sur l'ennemi?* XXXII, 594-596.

4. Contre qui la revendication peut-elle être exercée? XXXII, 582.

5. Dans quel délai? est-ce une prescription? XXXII, 583.

6. *Que doit prouver le revendiquant?* XXXII, 584.

7. Si celui qui achète une chose volée ou perdue la revend, sera-t-il tenu envers l'ancien propriétaire? XXXII, 585.

8. Le possesseur évincé a-t-il un recours? XXXII, 586.

a. Le revendiquant doit-il rembourser le prix que le possesseur a payé? XXXII, 587. *Quid si le possesseur a acheté dans les circonstances prévues par l'article 2280?* XXXII, 588.

b. Explication du texte de l'article 2280. XXXII, 590, 591.

c. Le possesseur de mauvaise foi peut-il invoquer l'article 2280? XXXII, 592.

d. Le propriétaire qui a remboursé le possesseur évincé a-t-il un recours contre les précédents possesseurs? XXXII, 589.

e. Des objets perdus ou volés déposés dans un mont-de-piété. XXXII, 593.

VI. Du vol ou de la perte des titres au porteur.

1. Droits du propriétaire contre les tiers. XXXII, 597.

a. Il y a lieu à revendication. XXXII, 598.

b. Quand le possesseur évincé peut-il réclamer le remboursement du prix? XXXII, 599.

2. Droits du propriétaire contre les agents de change.

a. Ceux-ci sont tenus s'ils sont en faute. XXXII, 600-603.

b. Application du principe aux changeurs. XXXII, 604.

3. Droit du propriétaire à l'égard de l'État ou des *compagnies*. XIX, 575; XXXII, 603, 606.

a. Lacune de la législation, Loi française. XXXII, 607.

POSSESSION (PRESCRIPTION).

A. CONDITIONS REQUISES POUR QUE LA POSSESSION PUISSE SERVIR DE BASE A LA PRESCRIPTION. XXXII, 274.

1. Ces conditions ne concernent pas la *prescription extinctive*. XXXII, 273.

I. La possession doit être *continue*. Quand est-elle continue? XXXII, 275-277.

II. Elle doit être *non interrompue*. XXXII, 278. Quelle différence y a-t-il entre la possession discontinue et la possession interrompue? XXXII, 279.

III. La possession doit être *paisible*.

1. Différence entre la possession paisible et la possession non violente. XXXII, 280.

2. Quand la possession n'est-elle pas paisible? XXXII, 281, 282.

IV. La possession ne doit pas être entachée de *violence*. XXXII, 283, 284.

1. La violence est-elle un vice *absolu* ou relatif? XXXII, 285.

V. La possession doit être *publique*. XXXII, 286, 287.

1. Quand est-elle *clandestine*? La clandestinité est-elle un vice absolu? XXXII, 288, 289.

VI. La possession doit être *non équivoque*.

1. La possession des communistes est une possession équivoque. XXXII, 290-292.

2. Critique de l'opinion contraire. XXXII, 293.

VII. La possession doit être à *titre de propriétaire*. XXXII, 294.

1. Peut-on prescrire la *copropriété* par une possession commune? XXXII, 295.

2. Les actes de *pure faculté* ne fondent ni possession ni prescription. XXXII, 296.

3. Ni les actes de *simple tolérance*. XXXII, 297, 298.

VIII. De la possession *précaire*. XXXII, 299. Qui est *détenteur précaire*? XXXII, 300.

1. Les administrateurs. XXXII, 303-305.

a. Les envoyés en possession ne peuvent opposer aucune prescription à l'absent. II, 252.

b. Peuvent-ils prescrire contre les tiers? II, 244.

2. La caisse des consignations. XXXII, 300.

3. Le créancier gagiste. XXXII, 301.

4. Les mandataires. XXXII, 302.

5. L'usufruitier et l'usager. Les communes usagères. XXXII, 306, 307.

6. *Effet de la précarité*. Est-elle un vice absolu? XXXII, 308.

a. C'est un vice éternel. XXXII, 309.

b. Le principe s'applique-t-il aux successeurs irréguliers? XXXII, 311.

c. Les successeurs à titre singulier peuvent prescrire. XXXII, 312.

Quid de l'acquéreur d'un fonds emphytéotique? XXXII, 313.

d. Le vendeur qui ne fait pas la délivrance peut-il prescrire? XXXII, 314.

e. L'action *personnelle* qui naît de la *détention précaire* est prescriptible. XXXII, 310.

f. Les *détenteurs précaires* peuvent *prescrire* quand la cause de leur possession se trouve *intervertie*. XXXII, 315.

IX. *Interversion de la possession précaire.*

1. La possession est intervertie par une *cause venant d'un tiers*. XXXII, 316-318.

a. Application aux créanciers gagistes. XXXII, 319.

b. Des communes qui avaient un droit d'usage sur des terrains vains et vagues avant les lois de 1792 et de 1793 XXXII, 320, 321.

c. A l'égard de qui l'interversion a-t-elle effet? XXXII, 322.

2. La possession est intervertie par la *contradiction* du détenteur précaire XXXII, 323.

a. Application du principe aux communes usagères. XXXII, 324, 325.

b. Comment se prouvent les faits de contradiction? XXXII, 326.

X. *Conséquence de la précarité.*

1. On ne *prescrit pas contre son titre*. XXXII, 328.

a. La prescription doit toujours être ramenée au *titre*. XXXII, 329, 330.

b. On peut prescrire au delà de son titre. XXXII, 331.

c. Le principe s'applique-t-il aux droits d'usage? XXXII, 332.

2. Le principe ne s'applique pas à la *prescription extinctive*. XXXII, 333.

a. Application aux conventions bilatérales. XXXII, 334, 335.

XI. *Preuve de la possession.* Nécessité de présomptions. XXXII, 336.

1. Présomption de *continuité* et preuve contraire. XXXII, 337, 338.

a. La possession ancienne fait-elle présumer la possession actuelle? XXXII, 339.

b. La possession actuelle fait-elle présumer la possession ancienne? XXXII, 340.

2. Présomptions concernant la *possession à titre de propriétaire*. XXXII, 341.

3. En dehors des présomptions, on applique le droit commun sur les preuves. XXXII, 342, 343.

4. *Pouvoir discrétionnaire* des tribunaux en matière de possession servant de base à la prescription. XXXII, 344.

XII. *Étendue de la prescription.*

1. Est en rapport avec la *possession*. XXXII, 345, 346.

2. Le principe reçoit une *exception* pour les *accessoires*. XXXII, 347.

3. Peut-on prescrire le *dessous* sans prescrire le *sol*? XXXII, 348.

4. Peut-on prescrire la *propriété* des *arbres* sans le *sol*? XXXII, 349.

Sur la *fonction des possessions*, voir le mot *Prescription acquisitive* (A, II).

B. SERVITUDES. ACQUISITION PAR LA POSSESSION.

Voir le mot *Servitudes* (B, III).

POSSESSION (SERVITUDES).

1. La possession détermine l'étendue et le mode d'exercice des servitudes. VIII, 236-238.

POSSESSION (VENTE MOBILIÈRE).

- I. Vente d'une chose mobilière faite successivement à deux personnes. La disposition de l'article 1141 est une conséquence du principe établi par l'article 2279. XVI, 363-366.
- II. Qu'entend-on par *possession réelle* ? XVI, 368.
- III. Quand la possession est-elle de *bonne foi* ? XVI, 366.
- IV. L'article 1141 s'applique-t-il aux meubles incorporels et aux *universalités* ? XVI, 367.
- V. Conséquences qui résultent de l'article 1141. XVI, 370.

POSSESSION ANNALE.

1. *Bornage*. La possession annale a-t-elle une influence sur le bornage ? VII, 430.
2. *Présomption de mitoyenneté*. La possession annale détruit-elle la présomption de mitoyenneté des murs ? VII, 540, des haies, VII, 581.

POSSESSION D'ÉTAT.

- I. *Filiation légitime*. La filiation des enfants nés du mariage peut se prouver par *possession d'état*. III, 403-413.
- II. La *filiation* des enfants naturels ne peut être prouvée par la possession d'état. IV, 13-18.
- III. *Mariage*.
 1. Quand la *possession d'état* peut-elle être invoquée pour prouver la *célébration du mariage* ? III, 8-15.
 2. La *possession d'état* couvre-t-elle les *nullités absolues* ? II, 500.
 3. La *possession d'état* couvre les *vices* de l'acte de *célébration*. III, 6, 7.

POSTES.

- I. *Administration* des postes. Ne répond pas du cas fortuit, tel que le naufrage d'un paquebot. XX, 453.
- II. *Objets perdus* confiés à la poste. Lois spéciales. VIII, 467.
- III. *Valeurs*.
 1. Du *mandat* d'envoyer des *valeurs* par la poste. Quelle est l'obligation du *mandataire* ? XXVII, 479.
 2. *Quasi-délit*. L'expédition de *valeurs* par la poste constitue-t-elle un *quasi-délit* ou une *faute contractuelle* ? XX, 469.

POSTILLONS.

1. Responsabilité des *postillons* et des *courriers* de *malle-poste*. XX, 472.

POTHIER.

- I. Auteur du *code civil* avec Domat. XV, 420, 423.
- II. *Autorité* de Pothier. Ne doit être suivie qu'avec une restriction.
 1. Il *faisait le droit*; les interprètes modernes n'ont plus ce pouvoir. I, Introduction, 29.
 - a. Exemples. XXI, 278.

2. L'équité de Pothier relève de la *morale*. XXV, 220.

3. Pothier aimait à décider en *équité*.

a. Il oppose l'*équité coutumière* aux *subtilités romaines*. XXVIII, 164, p. 173.

4. En *décidant en équité*, il faisait encore le *droit*. XVI, 232, 290 ; XXVIII, 216, p. 226. Ces décisions ne peuvent plus être suivies en droit moderne, à moins que le code ne les ait *consacrées*. XXVI, 477.

III. *Contradictions*. Pothier a enseigné des opinions contradictoires sur l'attribution de droits viagers en matière de *communauté*. Ce qui doit nous inspirer l'indulgence. XXII, 468, 469.

POUVOIR CONSTITUANT.

1. Doit respecter les *droits naturels* de l'homme. I, 144.

2. Il peut toujours *rétroagir*. I, 143.

POUVOIR JUDICIAIRE.

1. *Application des lois*. Voir ce mot.

2. *Juridiction volontaire*. Voir ce mot.

3. *Lois*. Est lié par les lois, même inconstitutionnelles. I, 51.

a. Il n'est pas lié par les *arrêts contraires à la loi*. I, 31.

4. *Responsabilité*. Quand les tribunaux sont-ils responsables ? XX, 444. Voir le mot *Juges*.

5. *Rétroactivité*. Les tribunaux doivent appliquer les lois qui *rétroagissent*, mais ils ne peuvent pas appliquer les lois de manière à les faire *rétroagir*. I, 141, 142, 148. Voir le mot *Rétroactivité*.

POUVOIR LÉGISLATIF.

1. Est lié par la constitution. I, 31.

2. Le principe de la *non-rétroactivité* s'adresse au législateur comme conseil. I, 141, 142.

3. Le législateur doit respecter le droit de propriété garanti par la constitution. I, 145, 147, 148.

4. Le législateur peut régler l'*usage* de la *propriété* pour le *passé*. I, 149, 150.

PRÉCARITÉ.

1. La *précarité* de la *possession* empêche la prescription. XXXII, 299-315.

2. Et l'application de l'article 2279. XXXII, 544-554.

Voir les mots *Possession* (*En fait de meubles, la possession vaut titre*), *Possession* et *Intervention de la possession*.

PRÉCEPTEURS.

Prescription de l'action des précepteurs. XXXII, 503, 504.

PRÉCIPUT (RAPPORT).

Le *préciput* ou *dispense de rapport* doit être *exprès*. Voir le mot *Rapport*.

PRÉCIPUT CONVENTIONNEL.

- I. *Définition.* XXIII, 345, 346.
 1. Il est de stricte interprétation. XXIII, 347.
 2. Le juge peut-il le réduire? XXIII, 348.
- II. Le préciput est-il une libéralité? XXIII, 349, 350.
 1. Explication de l'article 1518. XXIII, 351 (1).
- III. Sur quels biens s'exerce le préciput.
 1. Il s'exerce sur la masse partageable. XXIII, 352.
 2. Les objets compris dans le préciput entrent en communauté. XXIII, 354, 355.
 3. La femme préciputaire n'y a droit que si elle accepte. Elle peut stipuler le préciput en cas de renonciation. Effet de cette clause. XXIII, 353
- IV. *Ouverture du préciput.*
 1. Il s'ouvre à la mort. XXIII, 356.
 2. Que fait-on du préciput quand la communauté se dissout par le divorce, la séparation de corps ou la séparation de biens? XXIII, 357-360.

PRÉLÈVEMENTS.

- I. Il y a lieu à *prélèvement* sur la masse partageable quand les époux ont des récompenses à exercer contre la communauté. XXII, 408-442.

Voir les mots *Récompenses* et *Reprises*.

 1. Des *prélèvements* et *reprises* dans la communauté d'acquêts. XXIII, 169-191. Voir le mot *Acquêts* (*Communauté d'*).
 2. Dans les clauses de réalisation. XXIII, 219, 220, 249, 250.
 3. Dans la clause de reprise d'apports. XXIII, 326-344.
 4. Dans la clause de préciput. XXIII, 359.
- II. *Succession déléguée à des Belges et à des étrangers.* Dans quel cas il y a lieu à un *prélèvement* au profit des Belges sur les biens situés en Belgique. VIII, 554-568.

PRÉSCRIPTION.

A. GÉNÉRALITÉS.

- I. Définition, XXXII, 1-4, et fondement de la prescription acquisitive et extinctive. XXXII, 5, 6.
- II. Division. XXXII, 7.
 1. A quels biens s'applique la prescription *acquisitive*? A quels droits s'applique la prescription *extinctive*? XXXII, 8.
 2. L'usucapion donne une action et une exception. La prescription *extinctive* ne donne qu'une exception. XXXII, 9.
 3. Les délais établis sous peine de déchéance sont-ils des prescriptions? XXXII, 10.
- III. Qui peut prescrire? Les étrangers? les associations non reconnues? les personnes civiles en pays étranger? XXXII, 11, 12.
- IV. Contre qui peut-on prescrire? Contre les absents? contre ceux qui ignorent le cours de la prescription? XXXII, 14.

(1) T. XXIII. p. 364, ligne 25 : au lieu de 259, lisez 29.)

1. Contre les grevés de substitution ? contre les appelés ? XIV, 571, 572.

V. De la prescription, quand le contrat est fait sous condition suspensive ou résolutoire.

1. L'acheteur sous *condition résolutoire* peut prescrire, et la prescription court contre lui. XVII, 107.
2. Dans la vente avec pacte de rachat, si le rachat se fait, la prescription profitera-t-elle au *vendeur* ? XXIV, 389.
3. Dans la *vente sous condition suspensive*, si le débiteur conditionnel est un simple possesseur en cours de prescription, la prescription courra-t-elle contre le *vendeur* ou contre l'acheteur ? XVII, 95.

B. DES CHOSE SUIJETTES A PRESCRIPTION.

I. Les choses qui sont dans le commerce peuvent être prescrites. Celles qui sont hors du commerce sont imprescriptibles. XXXII, 221-223.

1. Il ne peut être dérogé, par *convention* ou par *testament*, au principe de la *prescriptibilité* ou de l'*imprescriptibilité*. XXXII, 224.

II. Peuvent s'acquérir ou se perdre par prescription les droits réels.

1. L'*emphytéose*. VIII, 369, 407.
2. Les servitudes continues et apparentes s'acquièrent par la prescription. Les servitudes *discontinues* ou *non apparentes* ne s'acquièrent pas par la prescription. VIII, 192-194. Toutes les servitudes s'éteignent par la prescription. VIII, 304-352.
 - a. Les *droits de passage* ne s'acquièrent pas par la prescription quand ce sont des *servitudes*; ils sont *prescriptibles* quand c'est une *propriété*. VII, 160, 164, 166.
 - b. Les droits de *pâturage* sont *prescriptibles* quand c'est une *propriété*; ils sont *imprescriptibles* quand c'est une *servitude*. VIII, 201.

3. Le droit de *superficie*. VIII, 418, 453.

4. L'*usufruit*, VI, 338; VII, 60-64, et l'*usage*. VII, 106 et 124.

III. Sont *imprescriptibles* les droits d'état :

1. L'état politique des hommes est imprescriptible. XXXII, 257.
2. L'état civil est imprescriptible. XXXII, 258.
 - a. Les noms des familles sont-ils prescriptibles ? XXXII, 259.
3. La *filiation* des hommes est imprescriptible. III, 427.
 - a. Le principe s'applique-t-il à la *filiation fictive* résultant de l'*adoption* ? IV, 233.
 - b. L'action en *contestation d'état* est imprescriptible. III, 83.
 - c. L'action en contestation de la reconnaissance d'un enfant naturel. IV, 83.
 - d. L'action en *réclamation d'état* est imprescriptible à l'égard de l'enfant légitime ou naturel. III, 464; IV, 24.
 - e. Elle est *prescriptible* à l'égard des *héritiers*. III, 469
4. La *liberté* est imprescriptible, la liberté des personnes et la liberté des terres. XXXII, 225.
 - a. Les *banalités féodales*, abolies par les lois de la révolution, ne peuvent revivre par une longue prescription. XXXII, 226.

IV. Les *droits d'intérêt général*. On ne prescrit pas contre l'intérêt général, ni en matière de droits personnels, ni en matière de droits patrimoniaux. XXXII, 236, 240.

1. Le *domaine public* de l'Etat, des *provinces* et des *communes* est imprescriptible. XXXII, 241; VI, 56, 57.

2. L'imprescriptibilité s'applique-t-elle aux *églises* et à leurs *accessoirs* et *dépendances*? XXXII, 253-256.

a. *Quid* des *archives* des *corporations religieuses* supprimées par la révolution? XXXII, 257.

3. Les *fortifications* et *terrains* qui en *dépendent* sont imprescriptibles. XXXII, 250-252.

4. Les *voies navigables* et leurs *dépendances*. VII, 269; XXXII, 246-249.

5. La *voie publique* et ses *dépendances*. XXXII, 242-245.

a. Les *anciennes servitudes de passage* établies au profit des *communes* sont assimilées aux *chemins publics*. VII, 467 bis.

b. De la *prescriptibilité* des *chemins publics* au profit des *communes* d'après le *code civil* et d'après la *loi belge*. VIII, 207-218.

6. Qui peut se *prévaloir* de l'imprescriptibilité? XXXII, 258.

7. Quand les choses du *domaine public* deviennent-elles prescriptibles? XXXII, 259; VI, 58, 59.

V. Les *facultés* ne se prescrivent pas. XXXII, 227-229.

1. Application du principe aux *droits des communes* et des *habitants*. XXXII, 230-231.

2. Les *facultés* deviennent-elles prescriptibles lorsqu'il y est apporté une contradiction? XXXII, 232.

3. Les *facultés conventionnelles* sont prescriptibles. XXXII, 233.

a. Cas dans lesquels, par exception, elles sont imprescriptibles. XXXII, 234.

C. DU COURS DE LA PRESCRIPTION.

I. Du *point de départ* de la prescription. Distinction entre les *actions réelles* et les *actions personnelles*. XXXII, 15.

II. Des *actions personnelles*.

1. La *prescription commence à courir* dès que l'*obligation existe*. XXXII, 16.

a. Application aux *créances productives d'intérêts*. XXXII, 17. *Quid* des *rentes*? XXXII, 18.

b. *Quid* si la *créance* consiste en *annuités distinctes*? XXXII, 19.

2. *Exception* de l'article 2257. Ne concerne pas la *suspension* de la prescription. La *condition* et le *terme* rendent la prescription impossible. XXXII, 20, 21. XVII, 88, 107.

a. *Condition*. *Quid* de la *condition résolutoire*? XXXII, 22.

b. *Garantie*. La prescription court-elle à partir du trouble ou de l'éviction? XXXII, 23.

c. *Terme*. *Quid* du *terme incertain*? *Quid* s'il y a plusieurs *termes*? XXXII, 24.

III. Des *actions réelles*.

1. L'article 2257 ne s'applique pas aux *actions réelles*. XXXII, 25.

2. La prescription court au profit du *tiers détenteur* du moment où il possède. XXXII, 26-28.
3. Application du principe.
 - a. Tiers détenteur d'immeubles compris dans une *donation faite avec clause de retour*. XXXII, 31.
 - b. Tiers détenteur d'immeubles hypothéqués quand le droit du créancier est *conditionnel* ou à *terme*. XXXII, 33 bis.
 - c. Tiers détenteur d'immeubles compris dans un *legs* ou une *vente* faite sous condition suspensive ou résolutoire. XXXII, 32 et 33.
 - d. Tiers détenteur d'immeubles compris dans une *substitution*. XXXII, 30.
 - e. Tiers détenteur d'immeubles aliénés par un *usufruitier*. XXXII, 29.
4. Le principe est-il applicable aux droits subordonnés à l'ouverture d'une *succession*? XXXII, 34-36.

D. DES CAUSES D'INTERRUPTION, XXXII, 77-172, ET DE LA SUSPENSION DE LA PRESCRIPTION. XXXII, 37-76.

Voir ces mots.

E. EFFET DE LA PRESCRIPTION.

I. Comment opère-t-elle?

1. Elle doit être *opposée*, elle ne peut être *suppléée d'office*. XXXII, 173, 174.
2. Elle peut être opposée en tout état de cause. XXXII, 175, 178, 179.
3. Comment doit-elle être opposée? XXXII, 180-182.
4. Elle ne peut plus l'être quand il y a *renonciation*. XXXII, 176, 177.

II. Quand forme-t-elle un *droit acquis*? I, 232, 233.

1. L'immeuble dont l'époux commun en biens avait la possession légale avant le mariage lui reste propre. XXI, 292.
2. *Vente*. Est-il dû *garantie* du chef d'une *prescription commencée lors de la vente* et accomplie depuis. XXIV, 222.

III. *Renonciation à la prescription*. Voir ce mot.

F. TEMPS REQUIS POUR PRESCRIRE.

I. Calcul des délais.

1. La prescription se compte par *jours* et non par *heure*. XXXII, 350.
2. Les *jours* ne comptent que lorsqu'ils sont *accomplis*. *Quid* du premier jour et du dernier jour? XXXII, 351, 352.
3. Comment compte-t-on les *mois*? XXXII, 353. Les *années*? XXXII, 351.
4. *Quid* si le dernier jour est un jour *férié*? XXXII, 355.

G. DISPOSITIONS TRANSITOIRES. XXXII, 608-616; I, 234.

Voir les mots *Prescription acquisitive*, *Prescription extinctive*, *Courtes prescriptions*, *Prescriptions particulières*.

PREScription ACQUISITIVE.

A. CONDITION GÉNÉRALE DES PRESCRIPTIONS ACQUISITIVES.

I. *Possession*. Voir le mot *Possession* (*Prescription*).

II. *Jonction des possessions*. Principe. XXXII, 556.

1. Distinction entre le successeur *universel* et le successeur à *titre particulier*. XXXII, 557.

2. Conséquence qui en résulte quant aux vices de la possession, XXXII, 558-561.

3. Qu'entend-on par *auteur* en cette matière? XXXII, 562.

a. Applications. Jurisprudence. XXXII, 563-566.

B. PRESCRIPTION DE DIX A VINGT ANS. XXXII, 586.

I. Ne s'applique qu'aux *immeubles*. XXXII, 587.

1. *Quid des universalités*? XXXII, 588.

II. *Bonne foi*. XXXII, 406.

1. Quand le possesseur est-il de *mauvaise foi*? XXXII, 407, 408.

2. *Quid* si le titre de l'auteur était sujet à annulation ou à résolution? XXXII, 409-412.

3. Le possesseur peut-il invoquer l'erreur de droit? XXXII, 415.

4. *Quand* la bonne foi doit-elle exister? XXXII, 416, 417.

5. Comment se *prouvent* la bonne foi et la mauvaise foi. XXXII, 414, 415.

III. *Juste titre*. XXXII, 389.

1. *Quid* du titre *pro herede*? XXXII, 390.

2. Le titre doit être *valable*. XXXII, 391.

a. Les actes *inexistants* ne forment pas un juste titre. XXXII, 392, 393.

b. *Quid* des nullités de *forme* dans les actes *non solennels*? XXXII, 394.

c. L'*acte* qui constate le titre doit être *transcrit*. XXXII, 395.

3. L'acte doit être *translatif de propriété*. XXXII, 397.

a. Du titre sous *condition suspensive* ou *résolutoire*. XXXII, 398.

b. Titre *putatif*. XXXII, 399, 400.

c. Le *partage* n'est pas un juste titre. XXXII, 401. *Quid* du *partage d'ascendant*? XXXII, 402.

d. Les *jugements* sont-ils de justes titres? XXXII, 403. *Quid* de la *loi*. XXXII, 404.

e. La *transaction* est-elle un juste titre? XXXII, 405.

IV. *Possession de dix à vingt ans*. XXXII, 418-420.

1. *Quid* si l'immeuble appartient par indivis à plusieurs *copropriétaires*, les uns *présents*, les autres *absents*? XXXII, 422.

2. A-t-on égard au *domicile* ou à la *résidence*? XXXII, 421.

V. *Effet de la prescription*.

1. La prescription a pour effet d'acquérir la *propriété, libre de toute charge*. XXXII, 423.

2. Application.

a. Aux *actions en nullité* ou en *rescision*. XXXII, 425.

b. Aux *servitudes*. XXXII, 420.

3. Le principe ne s'applique pas aux *hypothèques*, ni dans le cas de l'article 966. XXXII, 426.

4. L'usucapion n'éteint pas l'*action personnelle* appartenant au propriétaire contre celui qui a aliéné la chose qu'il était obligé de restituer. XXXII, 427.

a. Conséquence qui en résulte quant aux *vices relatifs* qui entachent le titre du tiers possesseur. XXXII, 428.

C. PRESCRIPTION TRENTENAIRE.

I. Elle est fondée sur la *possession*. XXXII, 367, 383.

1. Le seul fait du *propriétaire de ne pas user de son droit* ne l'éteint pas. XXXII, 384.

2. Les droits réels s'éteignent par le non-usage. XXXII, 384.

Voir le mot *Prescription*.

II. La prescription trentenaire n'exige ni titre ni bonne foi. XXXII, 385, 369, 371.

III. Les servitudes réelles s'acquèrent par la prescription de trente ans. VIII, 192-194.

1. *Quid* de l'*emphytéose*? VIII, 369.

2. *Quid* de la *superficie*? VIII, 418.

3. *Quid* de l'*usufruit*? VI, 338 et de l'*usage*? VII, 106.

DES COURTES PRESCRIPTIONS.

Voir le mot *Prescription extinctive*, C.

PRESCRIPTION DÉCENNALE.

1. Prescription de l'action du mineur contre son tuteur. V, 183-188.

2. Prescription de l'action en nullité. XIX, 1-36.

PRESCRIPTION EXTINCTIVE.

A. PRESCRIPTION TRENTENAIRE. XXXII, 367.

I. Toute *action* se prescrit. XXXII, 372.

1. L'*exception* est-elle perpétuelle? V, 188; XIX, 57-60; XXXII, 372.

II. La *prescription trentenaire* est la règle. Les exceptions sont de stricte interprétation. XXXII, 373.

1. Les règles *générales* du titre de la *Prescription* sont-elles applicables aux prescriptions dont il est traité dans d'*autres titres*? XXXII, 374.

2. Prescription du *droit de fouille*. XXXII, 376.

3. Prescription de l'*instance judiciaire*. XXXII, 375.

4. Prescription de l'action en *remboursement* des dettes sujettes à de *courtes prescriptions*, quand un *tiers* les a payées. XXXII, 377

III. L'*exception de mauvaise foi* ne peut être opposée au débiteur. XXXII, 370, 371.

IV. Du *titre nouvel* que le *créancier* et le créancier hypothécaire peuvent exiger. XXXI, 399, 400 et XXXII, 378-382.

Voir le mot *Titre nouvel*.

B. DE LA PRESCRIPTION DE CINQ ANS DE L'ARTICLE 2277.

I. *Origine* et *fondement* de la prescription *quinquennale*. XXXII, 434.

1. Peut-elle être opposée *en appel*? XXXII, 434.

2. Peut-on opposer au débiteur la *reconnaissance* qu'il a faite de la dette? XXXII, 453.
3. Peut-on lui déferer le *serment*? XXXII, 452.
- II. A quels cas s'applique l'article 2277? XXXII, 455.
 1. Arrérages de rentes *perpétuelles* ou *viagères*. XXXII, 456
 - a. *Quid* des rentes dues par l'*État*? XXXII, 457.
 2. *Intérêts conventionnels*. XXXII, 444-447.
 3. *Intérêts moratoires*. XXXII, 448-450.
 - a. Les intérêts de la *dot*. XXXII, 452.
 - b. *Avances* faites par le *mandataire*. XXXII, 453.
 - c. Intérêts dus par un *mandataire infidèle*. XXXII, 455.
 - d. Intérêts des *misés sociales*. XXXII, 451.
 - e. Intérêts dus pour les *récompenses*. XXXII, 454.
 4. Application du principe.
 - a. Bordereaux de collocation dans une distribution. XXXII, 458.
 - b. *Primes d'assurances*. XXXII, 457.
 - c. Salaire d'une *gouvernante*. XXXII, 456.
 4. *Loyers* et *fermages*. XXXII, 442.
 - a. *Charges* qui font partie du *prix*. XXXII, 443.
 5. *Pensions alimentaires*. XXXII, 458.
 - a. *Frais d'entretien* des *indigents* placés dans un *hospice* par une *commune*. XXXII, 459.
 - b. *Pensions* à charge de l'*État*. XXXII, 440.
 - c. *Traitements*. XXXII, 441.
- III. La prescription de cinq ans n'est pas applicable :
 1. Quand la dette consiste dans un *capital*. XXXII, 459, 461, 462.
 - a. Aux intérêts capitalisés. XXXII, 460.
 2. Quand les *prestations* ne sont pas *payables* et n'échoient pas *périodiquement*. XXXII, 465-467.
 3. Quand il n'y a *aucune négligence* à reprocher au *créancier*. XXXII, 468-474.
- IV. Quand la prescription de cinq ans commence-t-elle à courir? XXXII, 475-479.
- V. L'interruption de la prescription a-t-elle pour effet de transformer la prescription de cinq ans en *prescription trentenaire*? XXXII, 480.

C. DES COURTES PRESCRIPTIONS ÉTABLIES AU TITRE DE LA PRESCRIPTION.

- I. *Durée* de la prescription. XXXII, 498.
 1. Prescription de *six mois*. Actions des :
 - a. *Hôteliers* et *traiteurs*. XXXII, 505. *Quid* des *cabaretiers*? XXXII, 506.
 - b. *Maitres* et *instituteurs*. XXXII, 504.
 - c. *Ouvriers* et *gens de travail*. XXXII, 507, 508. *Quid* des *commis*? XXXII, 509.
 - Quid* des *imprimeurs*? XXXII, 512.
 - d. Quand l'*ouvrier* devient-il *marchand* ou *entrepreneur*? XXXII, 510, 511.

2. Prescription d'un an. Action des :
 - a. *Domestiques*. XXXIII, 503. *Quid des facteurs, gouvernantes, précepteurs et secrétaires?* XXXII, 503.
 - b. *Huissiers*. XXXII, 494-497.
 - c. *Maîtres de pension et maîtres ouvriers*. XXXII, 502.
 - d. *Marchands*. Quand la prescription est-elle de trente ans? XXXII, 501.
 - e. *Médecins, chirurgiens, apothicaires*. XXXII, 499, 500.
 - f. *Quid des sages-femmes et gardes-malades*. XXXII, 499.
3. Prescription de deux ans et de cinq ans des avoués. XXXII, 487-490.
 - a. Que faut-il entendre par *frais et salaires*? *Quid des avances*? XXXII, 491.
 - b. *Quid si l'avoué agit en dehors de ses fonctions*? XXXII, 492.
 - c. *Quid de l'action des agents d'affaires, notaires et avocats*? XXXII, 493.
- II. Quand les courtes prescriptions commencent-elles à courir? XXXII, 531.
 1. Application du principe aux diverses prescriptions. XXXII, 522-529.
- III. Interruption et cessation des courtes prescriptions.
 1. Comment peuvent-elles être interrompues? Quel est l'effet de l'interruption? XXXII, 530, 531.
 2. Quand les courtes prescriptions font-elles place à la prescription ordinaire? XXXII, 532-537.
- IV. Suspension des courtes prescriptions. Elles ne sont pas suspendues par la minorité. XXXII, 538, 539.
- V. Effet des courtes prescriptions. XXXII, 517. De la preuve contraire.
 1. Du serment. XXXII, 515, 514.
 2. Du serment de crédulité. XXXII, 515, 516.
 3. Peut-on admettre d'autres preuves que le serment? *Jurisprudence*. XXXII, 518-520.

PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES.

- I. On applique à ces prescriptions les règles générales sur la prescription. XXXII, 374.
- II. Les prescriptions particulières sont de stricte interprétation. XXXII, 375.
- III. Quelles sont les prescriptions particulières?
 1. *Absence*.
 - a. Les enfants de l'absent ont une action pour obtenir la possession de préférence aux envoyés. Ils doivent agir dans les trente ans à partir de l'envoi définitif. II, 238.
 - b. Les autres parents n'ont pas cette action. II, 240.
 2. *Action paulienne*.
 - a. Prescription. XVI, 467-471.
 - b. Durée de la prescription quand les créanciers attaquent la séparation de biens pour cause de fraude. XXII, 270, 271.
 3. *Architectes*. Responsabilité pendant dix ans. XXVI, 25-31.
 4. *Avoués*. Déchargés des pièces cinq ans après le jugement. XXXII, 481-486.

5. *Bailleur*. Délai dans lequel il peut revendiquer les meubles qui garnissent les lieux loués. XXIX, 444.
3. *Choses perdues*.
 - a. Durée de l'action contre celui qui les a trouvées et contre les tiers possesseurs. VIII, 466.
 - b. Lois spéciales. VIII, 467.
7. *Cours d'eau*.
 - a. *Cours d'eau artificiels*. Les riverains y peuvent-ils acquérir un droit par la prescription? VII, 264.
 - b. *Eaux courantes*. Le droit du propriétaire supérieur (art. 640) peut être modifié par la prescription au profit des propriétaires inférieurs. VII, 371-374.
 - c. *Eaux pluviales*. Les propriétaires inférieurs acquièrent-ils un droit aux eaux par la prescription? VII, 231, 237-239.
 - d. *Étangs*. Les riverains peuvent-ils acquérir un droit par prescription? VII, 245, 252.
 - e. *Rivières non navigables*. En quel sens elles sont imprescriptibles. VII, 269.

Les droits des riverains sont-ils prescriptibles? VII, 306-313, 345
Le pouvoir réglementaire est-il limité par les possessions des riverains? VII, 326, 329.
 - f. *Sources*. Quand les propriétaires inférieurs acquièrent-ils un droit sur les eaux de la source par prescription? VII, 187-210.
8. *Délivrance*. Défaut de contenance. Durée des actions. XXIV, 201-207.
9. *Désaveu*. Délai dans lequel l'action doit être intentée. III, 444-451.
10. *Donations*.
 - a. Action en révocation pour cause d'ingratitude. XIII, 31-34.
 - b. Révocation pour *survenance d'enfants*. Prescription. XIII, 97-104.
11. *Garantie*. Rentes. Prescription (art. 886). XXIV, 564.
12. *Huissiers*. Décharge des pièces. XXXII, 481-486.
13. *Hypothèques*. Par quelle prescription l'hypothèque s'éteint-elle? XXXI, 388-391.
14. *Juge*. Décharge des pièces. Prescription. XXXII, 481-486.
15. *Legs*. Révocation pour cause d'ingratitude. Prescription. XIV, 268, 269.
16. *Mandataire*. Action en reddition de compte. XXVII, 524.
17. *Mitoyenneté*.
 - a. Le droit de l'acquérir est *imprescriptible*. VII, 503, 506.
 - b. Les *présomptions* de mitoyenneté et de non-mitoyenneté peuvent-elles être combattues par la prescription? VII, 538-540, 572.
18. *Nullités*. Action en nullité ou en rescision. Prescription de dix ans. XIX, 1-6.
19. *Partage*. Quand l'action en partage est-elle *imprescriptible*, quand est-elle prescriptible? X, 260-269.
20. *Pétition d'hérédité et revendication*. X, 514-519.
21. *Régime dotal*. Aliénation du fonds dotal. Action en revendication et en nullité. Prescription. XXIII, 503-509.

22. *Rente viagère*. Prescription du droit et des arrérages. XXVII, 306-308.
23. *Rescision de la vente* pour cause de lésion. Prescription. XXIV, 444.
24. *Séparation de biens*. Action en nullité pour inobservation de formes et pour fraude. XXII, 270, 271, 273.
25. *Séparation de patrimoines*.
 - a. Quel est le délai quant aux meubles ? X, 25-27.
 - b. La demande est-elle imprescriptible quant aux immeubles ? X, 28.
26. *Succession*. Prescription du droit héréditaire. IX, 484-483.
27. *Tutelle*. Prescription de dix ans. V, 183-191.
28. *Vendeur*. Durée de l'action en revendication d'une chose mobilière. XXIX, 444.
29. *Vente de la chose d'autrui*. Prescription de l'action en nullité. XXIV, 418.
30. *Vices rédhibitoires*. Prescription des actions. XXIV, 299-304.

PRÉSIDENT DU TRIBUNAL.

- I. *Divorce pour cause déterminée*.
 1. Remise de la requête au président. Tentative de réconciliation. III, 224-228.
 2. Le président peut-il prescrire les mesures provisoires concernant les enfants ? III, 254, 255.
- II. *Divorce par consentement mutuel*. Procédure. Tentatives de conciliation. III, 282, 283.
- III. *Etat civil*. Le président doit coter et parafer les registres. II, 15.
- IV. *Hypothèque reçue à l'étranger*. Visa du président. XXX, 456-460.
- V. *Hypothèque légale de la femme*. C'est le président qui fait la spécialisation pendant le mariage. XXX, 394-399.
- VI. *Privilège de l'architecte*. Le président nomme les experts. XXX, 5.
- VII. *Puissance paternelle*. Pouvoir de correction.
 1. Quand le président l'ordonne. IV, 276-284.
 2. L'ordre d'arrestation est toujours donné par le président. IV, 286.
- VIII. *Séparation de corps*.
 1. Le président indique la résidence provisoire de la femme pendant la procédure. IV, 319.
 2. Il autorise la femme à agir. IV, 328.
 3. Il intervient dans la tentative de réconciliation. IV, 329, 332-334.
- IX. *Séparation de biens*. Le président autorise la femme à agir. XXII, 240.
- X. *Testament olographe et mystique*.
 1. Présentation du testament au président et dépôt. XIV, 16-20.
 2. Envoi en possession. XIV, 21-30.

PRÉSUMPTIONS.

A. GÉNÉRALITÉS.

1. Définition. XIX, 605.
2. Division. XIX, 606.

B. PRÉSUMPTIONS DE L'HOMME.

1. Quand ces présomptions sont admises comme preuve. XIX, 624, 625.

1. Des *faits purs et simples* et des *faits juridiques*. XIX, 626-628.
2. Les présomptions de l'homme ne sont pas admises outre et contre le contenu aux actes. XIX, 629.
3. Elles sont admises lorsqu'il y a un *commencement de preuve par écrit*. XIX, 630.
4. Et quand le créancier a été dans l'impossibilité de se procurer une preuve littérale. XIX, 631, 632.
5. Les *présomptions* de l'homme peuvent être invoquées en cas de *dol* et de *fraude*. XIX, 633-635.

II. Force probante des présomptions de l'homme.

1. Où les juges peuvent-ils les puiser? XIX, 639.
2. Caractères que doivent avoir les présomptions. XIX, 636, 637.
3. Pouvoir discrétionnaire des juges. XIX, 638.

C. PRÉSUMPTIONS LÉGALES.

- I. *Définition*. Conditions requises pour qu'il y ait présomption légale. Règle d'interprétation. XIX, 608.

II. Force probante des présomptions légales.

1. Elles dispensent de toute preuve celui au profit duquel elles existent, sauf à celui qui les invoque à prouver qu'elles existent pour lui. XIX, 613, 614.
2. Les présomptions légales admettent la *preuve contraire*. XIX, 615. Quelle est cette preuve? XIX, 616.
3. Cas dans lesquels la *preuve contraire n'est pas admise*. XIX, 617-619.
 - a. A moins que le code ne l'ait réservée. XIX, 620.
 - b. L'*aveu* et le *serment* sont admis contre les présomptions *juris et de jure*. XIX, 621, 622.
 - c. Sauf quand la présomption est d'*ordre public*. XIX, 623.

D. ÉNUMÉRATION DES PRÉSUMPTIONS LÉGALES.

- I. *Chose jugée*. Présomption de vérité. XX, 1, 2.
- II. *Constructions et plantations*. Présomptions des articles 552 et 553. VI, 250-258.
- III. *Donations entre époux*. Personnes présumées interposées. XV, 409-413.
- IV. *Donations au profit d'un incapable par personnes interposées*. Personnes présumées interposées. XI, 393-408.
- V. *Faibles d'esprit et prodigues*. Nullité des actes qu'ils passent fondée sur une *présomption d'incapacité*. V, 373.
- VI. *Interdits*. Nullité des actes qu'ils font. Présomption d'incapacité. V, 304.
- VII. *Libération*.
 1. Présomptions de libération des articles 1282 et 1283. XVIII, 340-367.
 2. Présomption de paiement établie par l'article 1908. XXVI, 518, 519.
- VIII. *Lois*. Publication.
 1. *Présomption* qui en résulte. I, 25.
 2. Y a-t-il présomption que personne n'est censé ignorer le droit? I, 24. Voir le mot *Ignorance*.

IX. *Louage*. Présomption de l'article 1731. XXV, 272 et 273.

X. *Paternité et filiation*. Présomptions établies par la loi pour en induire la paternité. III, 361.

XI. *Prescription*.

1. La bonne foi se présume. XXXII, 414, 415.

2. Présomptions établies pour prouver les caractères de la possession. XXXII, 336-344.

XII. *Prêt à intérêt*. Présomption de paiement des intérêts. XXVI, 518, 519.

XIII. *Propriété*.

1. Présomptions de *mitoyenneté* et de *non-mitoyenneté*. VII, 531-537, 569, 570, 576-581.

2. Présomption de *propriété* en matière de *communauté légale*. XXI, 273, 274.

3. Présomption de *propriété* de l'*étang*. VII, 241-247.

XIV. *Rapport*. Les articles 847 et 849 établissent-ils des *présomptions*? X, 530-561.

XV. *Réserve*. Présomption établie par l'article 918. XII, 116-136.

XVI. *Successions*. Comourants. *Présomption* de survie. VIII, 514-523.

XVII. *Tutelle*. L'article 472 est fondé sur une présomption d'incapacité. V, 150.

E. DES PRÉSUMPTIONS EXTRALÉGALES.

I. *Confusion* qui règne dans la *doctrine* et dans la *jurisprudence* en matière de présomptions. On confond les présomptions *légales* et les présomptions de l'*homme*. On admet des présomptions *légales* sur de simples probabilités; ce qui conduit à créer des présomptions *légales* sans loi. XIX, 807.

1. *Absence*. Présomption légale sans loi (*Marcadé*). II, p. 227, *solv*

2. *Absence*. Envoyés en possession. Présomption *légale* sans loi (*Toullier*). II, 180.

3. *Accession*. Présomptions de propriété admises par la doctrine et par la jurisprudence. VI, 185-195. Voir le mot *Accession*, A, II.

4. *Autorisation maritale*. Action publique ou civile dirigée contre la femme. Présomption sans loi admise par *Zachariæ*, *Troplong*, *Rodière* et *Pont*. XXII, 66.

5. *Censé*. Ce mot implique-t-il une *présomption*? Voir le mot *Censé*.

6. *Compétence des tribunaux français* à l'égard des étrangers en matière de commerce. *Présomption* sans loi (*Marcadé*). I, 441.

7. *Consentement des ascendants* au mariage. *Présomption* sans loi (*Mourlon*). II, p. 585.

8. *Contrat présumé* par la cour de cassation (!). XXI, 339, p. 379.

9. *Copropriété de choses accessoires* à l'usage de plusieurs héritages. VII, 165, 480, 481.

10. *Domicile*. Présomption *légale* sans loi admise par la cour de cassation. II, p. 123.

11. *Domicile quant au mariage*. Résidence de *fait* admise par une présomption *légale* sans loi (*Demolombe*). II, p. 537, a.

12. *Egout des toits*. Présomption de propriété admise par la jurisprudence. VII, 72, p. 96.

13. *Femme commune.*

a. Prétendue présomption que l'on induit de l'article 1419 (*Aubry et Rau*). XXII, 89, 90.

b. Prétendue présomption que l'on induit, dans l'opinion générale, de l'article 1431 en faveur de la *femme*. XXII, 94 et 95.

14. *Incapacité.* Présomption imaginée par *Delvincourt*. XI, 391.15. *Propriété présumée sans loi* par induction *Fossé, Répare*. VIII, 34.
Voir le mot *Accession (Droit d')*, A, II.16. *Quintus Mutius.* Présomption romaine ressuscitée par *Troplong* et appliquée à faux XXIII, 416.17. *Revendication.* Présomptions sans loi admises par la doctrine et la jurisprudence. VI, 170-172.18. *Séparation de biens.* Autorisation d'aliéner. Présomption sans loi (*Marcadé*). XXII, 334.19. *Servitude présumée* admise par la jurisprudence. XXII, 264, p. 319.II. Les *présomptions* sont de la *plus stricte interprétation*. On ne peut les étendre, même par analogie ou identité de motifs. XIX, 608; VII, 536.

1. Application aux présomptions de survie. VIII, 518-523.

2. La doctrine et la jurisprudence étendent les présomptions légales; ce qui aboutit à créer des présomptions légales sans loi. Présomptions sur la *durée de la grossesse*: on les étend:

a. A la *filiation naturelle*. IV, 4.

b. A la matière des *successions*. VIII, 537, 538.

3. On étend la présomption de l'article 1731 à l'article 126. II, 173.

4. On étend la présomption établie pour les réparations *locatives* aux autres réparations (*Colmet de Santerre*). XXV, 272.

PRÉSUMPTION D'ABSENCE.

Voir le mot *Absence*.

PRÉSUMPTIONS DE LIBÉRATION.

1. Présomptions établies par les articles 1282 et 1283. XVIII, 340-347, 375-378.

Voir le mot *Remise de la dette*.

PRESSE (DÉLITS DE).

1. Les délits de presse donnent lieu à une *action en dommages-intérêts* en vertu des articles 1382 et 1383. XX, 309.2. Règlement des *dommages-intérêts*. XX, 525, 533.

PRÊT.

I. Définition et divisions. XXVI, 451, 452.

1. Caractère des deux prêts. Ce sont des contrats réels. XXVI, 453, 454

A. PRÊT A USAGE.

Voir le mot *Commodat*.

B. PRÊT (DE CONSOMMATION).

I. Caractères du prêt.

1. C'est un contrat *unilatéral*. Etrange discussion du conseil d'Etat XXVI, 483.

2. C'est un contrat *gratuit* de sa nature. XXVI, 489.

3. C'est un contrat *réel*. XXVI, 486.

a. Il est *translatif de propriété*. XXVI, 488.

b. Qui supporte les *risques*? XXVI, 487.

II. Conditions.

1. *Capacité*. Qui peut faire un prêt de consommation? XXVI, 492.

a. Effet du prêt fait par un *incapable*. XXVI, 496-498.

b. Effet du prêt fait par le *non-propriétaire*. XXVI, 493-495.

c. Qui supporte la *perte* de la chose prêtée par un *incapable* ou par le *non-propriétaire*? XXVI, 499.

d. Les *incapables* peuvent-ils *emprunter*? XXVI, 500.

III. Obligation de l'emprunteur de restituer la chose.

1. Qu'est-ce que l'emprunteur doit rendre? XXVI, 503, 506.

a. Quelle est la *valeur* qu'il doit rendre? XXVI, 507.

b. De la restitution d'actions industrielles prêtées avec faculté d'en *disposer*. XXVI, 508.

c. Restitution de l'*argent*. XXVI, 509, 510.

2. *Quand* l'emprunteur doit-il restituer? XXVI, 502-504 (1).

a. *Quid* s'il ne restitue pas au terme convenu? XXVI, 511.

IV. Obligation du prêteur. Il doit garantir les vices. XXVI, 501.

PRÊT A INTÉRÊT.

I. Défendu dans l'*ancien droit*. Le *droit divin* de l'Eglise et la *réalité*. XXVI, 513.

II. Le *prêt à intérêt* est un *prêt de consommation*. XXVI, 512.

III. L'intérêt doit être stipulé. En termes formels? XXVI, 514-516.

1. *Quid* en matière de commerce? XXVI, 517.

2. L'emprunteur est-il admis, en matière de commerce, à prouver l'époque du versement des fonds par *présomptions*? XXVI, 520.

IV. Taux de l'intérêt. Il est libre. XXVI, 524-526.

1. Il doit être fixé par *écrit*. XXVI, 527 (2).

2. Peut-il être prouvé par l'*aveu* et le *serment*? XXVI, 528, 529.

3. *Quid* si un intérêt a été convenu et si les parties sont en désaccord sur le *taux*? XXVI, 530.

V. Paiement des intérêts.

1. *Présomption* de paiement (art. 1508). XXVI, 518, 519.

2. *Quid* si les intérêts ne sont pas payés? XXVI, 521.

3. *Quid* si l'emprunteur paye des intérêts qui n'étaient pas dus? XXVI, 522, 523 (3).

PRÊTE-NOM.

I. Qu'est-ce qu'un prête-nom? XXVIII, 76.

(1) T. XXVI, p. 517, ligne 4 du n° 504. Au lieu de 1900, lisez 1901.

(2) T. XXVI, p. 531, ligne 4 du n° 527. Ajoutez après le mot *belge*: du 5 mai 1865.

(3) T. XXVI, Table, p. 576, n° 518 : au lieu de 1903, lisez 1908.

1. Différence entre le *prête-nom* et le *mandataire*. XXVIII, 76, 77.
2. Différence entre le *prête-nom* et le *mandataire actif*. XXVIII, 78.
- II. Le *prête-nom* *représente-t-il* le *débiteur véritable*? XX, 117.
- III. *Inscription hypothécaire*, prise par le *prête-nom*. Profite-t-elle au *véritable propriétaire* de la *créance*? XXXI, 30.
- IV. *Surenchère*. Le prêteur peut *surenchérir*. XXXI, p. 494, b.

PRÊTEURS.

- I. Les *prêteurs* sont subrogés au *privilege du créancier* qui est payé des *deniers prêtés*. XXX, 4, 47.

PRÊTRISE.

- I. *Adoption*. Les *prêtres catholiques* peuvent *adopter*. IV, 202.
 - II. De la condition de *se faire* ou de *ne pas se faire prêtre*. XI, 503, 504.
 - III. *Empêchement au mariage*. La *prêtrise catholique* n'est pas un *empêchement* au mariage. II, 369, 370.
- Voir le mot *Ministres du culte*.

PREUVE.

- I. *Comment se prouvent les faits litigieux*? XIX, 81, 82.
- II. Quelles sont les *preuves légales*? XIX, 83, 84.
 1. Le *juge* peut-il puiser ses éléments de conviction dans une autre *instance civile* ou *criminelle*? XIX, 85-88.
 2. Il ne peut admettre la preuve que de *faits relevant*. XIX, 89.
- III. Les *preuves légales* établies au titre des *obligations* s'appliquent, en général, en matière d'état, mais avec des modifications.
 1. *Actes de l'état civil*. II, 33-53.
 2. *Adoption*. C'est un acte solennel soumis à des formes spéciales. Voir ce mot.
 3. *Autorisation de la femme mariée*. Dispositions spéciales. III, 138-141.
 4. *Divorce pour causes déterminées*. Preuves. III, 201-207.
 5. *Émancipation* par les *père et mère* ou par le *tuteur*. C'est un acte solennel. Formes. V, 197-198.
 6. *Filiation légitime*. III, 359-361. *Possession d'état*. III, 403-405. *Preuve testimoniale*. III, 414-423.
 7. *Filiation naturelle*. III, 362.
 8. *Identité*. Preuve testimoniale. III, 399-402.
 9. *Mariage*. Preuve par les enfants, par les époux. III, 1-19.
 10. *Nomination d'un conseil de tutelle*. IV, 377.
 11. *Nomination d'un tuteur datif ou testamentaire*. IV, 407.
 12. *Tutelle*. Comptes. La justification ne doit pas se faire d'après le droit commun. V, 133.
- IV. Les *preuves légales* sont aussi admissibles en matière de *droits patrimoniaux*.
 - a. *Propriété*. Revendication. Preuve. VI, 159, 172.
 - b. *Servitudes*. Destination du *père de famille*. VIII, 181.

Extinction des servitudes par le *non-usage*. VIII, 315-317.
- V. A qui *incombe la preuve*:

1. Le principe. XIX, 90, 91.
 - a. Application aux obligations. XIX, 92.
 - b. Application en matière réelle. XIX, 93.
2. Le principe reçoit-il des exceptions?
 - a. Quand il s'agit de la preuve d'un *fait négatif*? XIX, 95.
 - b. Quand le *défendeur* renonce au droit que lui donne l'article 1315? XIX, 94.
3. Application du principe.
 - a. Annulation. Incapables. Qui doit prouver que le contrat a profité à l'incapable? XIX, 70.
 - b. *Cas fortuit*. Qui doit prouver le cas fortuit? et l'*imputabilité*? XVI, 278; XVIII, 520, notamment en matière de louage, quand la chose périt, XXV, 274, et quand elle est détruite par un incendie? XXV, 276-280.
 - c. *Cause*. Quand le *billet* n'est pas causé, le *demandeur* ne doit pas prouver que la dette a une cause licite; c'est le *souscripteur du billet* qui doit prouver que la dette n'a pas de cause licite. XVI, 166-168.
 - d. *Divertissement* (communauté et successions). Qui doit faire la preuve de la fraude? IX, 341.
 - e. *Emphytéose*. Extinction par l'expiration du temps. Qui doit faire la preuve, l'*emphytéote* ou le *propriétaire*? VIII, 406.
 - f. *Récompense* (communauté). L'époux qui réclame une récompense doit prouver que le prix a été versé dans la communauté. XXII, 457.
 - g. *Servitudes*. A qui incombe la preuve? au propriétaire qui réclame la liberté de son fonds ou à celui qui est en possession de la servitude? VIII, 288.
 - h. *Succession*. Qui doit prouver la *non-viabilité*? VIII, 547.
- VI. Mode de preuve. *Rétroactivité*. I, 230.
 Voir les mots *Aveu*, *Présomptions*, *Preuve littérale*, *Preuve testimoniale*, *Preuve des divers faits juridiques*, *Serment*.

PREUVE (DES DIVERS FAITS JURIDIQUES).

- I. *Cause*. Preuve.
 1. Du *défaut de cause*. XVI, 165-168.
 2. De la *fausse cause*. XVI, 169-175.
 3. De la *cause illicite*. XVI, 176.
- II. Clause de *communauté d'acquêt*. Preuve de la propriété du mobilier. XXIII, 172-189.
- III. Clause de *réalisation*. Preuve de l'apport. XXIII, 219, 220.
- IV. Clause de *reprise d'apports*. Preuve de l'apport. XXIII, 343, 344.
- V. *Dépôt*. Preuve. XXVII, 86-94.
- VI. *Louage*.
 1. Preuve. XXV, 66-68.
 2. Preuve du bail verbal. XXV, 69-75.
- VII. *Mandat*. Preuve. XXVII, 444-456.
- VIII. *Nantissement*. Formes prescrites dans l'intérêt des tiers:

1. *Antichrèse*. XXVIII, 533-539.

2. *Gage*. XXVIII, 446-468.

IX. *Partage*. Faut-il un *écrit*? X, 302-306.

X. *Prêt à intérêt*. Taux. Écrit. XXVI, 527-530.

XI. *Régime dotal*. Restitution de la dot. Preuve. XXIII, 561-563.

XII. *Répétition de l'indû*. Que doit prouver le demandeur? XX, 360-369.

XIII. *Servitudes conventionnelles*. Formes. VIII, 116-153.

XIV. *Société*. Preuve. XXVI, 170-178.

XV. *Testament*.

1. *Date*. Peut-elle être rectifiée par des preuves extérieures? XIII, 193-199.

2. *Destruction*. Quelle preuve le légataire doit-il faire? XIII, 113-119.

XVI. *Transaction*. Écrit. Preuve. XXVIII, 367, 379.

XVII. *Transport* (contrat de). Preuve. XXV, 520-522?

XVIII. *Vente*. Preuve. XXIV, 126-130.

XIX. *Voiturier*. Responsabilité :

1. Preuve du *cas fortuit*. XXV, 526.

2. Preuve de la *valeur des effets* contenus dans un *paquet* ou dans une *malles*. XXV, 533.

PREUVE LITTÉRALE.

I. Qu'est-ce que la preuve littérale? XIX, 96.

1. Quel est le sens des mots *titres* et *actes*? XIX, 97. Voir les mots *Actes* et *Titres*.

2. Il ne faut pas confondre le *fait juridique* avec l'*écrit* qui le constate. XIX, 98, 99.

3. La jurisprudence confond souvent la *convention* et la *preuve*. XIX, 100, 101.

II. Dans les *actes solennels* l'*écrit* est de la *substance* de l'acte. Voir les mots *Actes authentiques*, A, et *Actes solennels*.

III. Dans les actes *non solennels* l'*écrit* ne sert que de preuve. XV, 446.

Voir les mots *Actes authentiques* et *Actes sous seing privé*.

PREUVE TESTIMONIALE.

A. PROHIBITION DE LA PREUVE TESTIMONIALE.

I. Motifs divers pour lesquels la preuve testimoniale est prohibée. XIX, 394-399.

1. La prohibition est la règle. Sens de la prohibition. XIX, 401-403.

2. La prohibition est d'*ordre public*. Conséquences qui en résultent. XIX, 397-400.

3. Le juge doit-il ordonner l'enquête quand la preuve testimoniale est admise et qu'elle est demandée? XIX, 404.

B. PREMIER PRINCIPE ÉTABLI PAR L'ARTICLE 1341.

I. La prohibition ne s'applique qu'aux *faits juridiques*; elle ne s'applique pas aux *faits matériels*. XIX, 405-408.

1. Quels faits sont *juridiques* :

- a. *Arrêts de compte*. XIX, 417.
- b. *Assistance des curateurs et conseils ; autorisation du mari*. XIX, 409.
- c. *Conventions*, même les dépôts et mandats. XIX, 410-414.
- d. *Les dons manuels faits à un établissement public*. XIX, 415.
- e. *Interruption de la prescription*. XIX, 419.
- f. *Marques de non-mitoyenneté*. XIX, 420.
- g. *Paiement d'une rente*. XIX, 418.
- h. *Souscriptions*. XIX, 416.
- i. *Vente de biens de mineurs. Affiches*. XIX, 438.

2. *Quels faits sont matériels.*

- a. *Cas fortuit qui donne au fermier droit à une remise du fermage*. XIX, 428.
- b. *Confirmation et ratification tacites*. XIX, 429.
- c. *Constructions. Travaux faits par un possesseur évincé*. XIX, 425.
- d. *Démence ou ivresse*. XIX, 426.
- e. *Divorce et séparation de corps. Faits servant de base à la demande et faits de réconciliation*. XIX, 421.
- f. *Faits qui se rattachent à la convention. Vices de la chose vendue*. XIX, 427.
- g. *Possession et possession d'état*. XIX, 422, 424.
- h. *Propriété des choses mobilières et d'un trésor*. XIX, 425.
- i. *Restitution*. XIX, 450.

5. *Quid si le fait est tout ensemble juridique et matériel ?* XIX, 451.

- a. *La faute contractuelle ?* XIX, 433.
- b. *L'interruption de la prescription ?* XIX, 454.
- c. *La possession par le fermier ?* XIX, 452.
- d. *Quand les faits de reconnaissance d'une dette peuvent-ils être prouvés par témoins ?* XXXII, 150.

II. *Étendue de la prohibition.*

1. *Limite de cent cinquante francs*. XIX, 435, 456.

- a. *Cas dans lesquels la preuve testimoniale est prohibée au-dessous de ce chiffre*. XIX, 437.

2. *Évaluation de la chose. Comment elle se fait*. XIX, 459-441.

3. *Pour déterminer si la preuve testimoniale est admissible à raison de la valeur de la chose, il faut considérer le moment où le fait juridique se passe*. XIX, 442.

- a. *Du cas prévu par l'article 1344*.
Explication de l'article. XIX, 443, 444. *Applications*. XIX, 445-449.
- b. *Du cas prévu par l'article 1345*. XIX, 450, 451.
- c. *Du cas où le fait juridique est inférieur à cent cinquante francs*. XIX, 452.

4. *Il faut avoir égard aux prestations accessoires stipulées dans le contrat*. XIX, 453-455

- a. *Quid des dommages-intérêts judiciaires ?* XIX, 456.

5. *Comment détermine-t-on l'objet qui forme la matière du fait à prouver ?* XIX, 457.

III. Sanction de la prohibition.

1. Article 1343.

a. *Origine et objet de l'article 1343.* XIX, 458.

b. Explication de l'article. XIX, 459-461.

2. Article 1346.

a. Quel est l'objet de l'article 1346? A-t-il pour but, outre la sanction de l'article 1345, de *prévenir la multiplicité des procès*? XIX, 462.b. A *quelles créances* s'applique-t-il? XIX, 463-467.c. Quelle est la *sanction* que prononce l'article 1345? XIX, 466.

C. DEUXIÈME PRINCIPE ÉTABLI PAR L'ARTICLE 1345.

I. *Lettres passent témoins.*

1. Sens du principe. XIX, 469 (1)-472.

2. Il s'applique quelle que soit la valeur de la chose. XIX, 473.

3. Il ne s'applique pas quand il y a un commencement de preuve par écrit. XIX, 474.

4. S'applique-t-il aux *écrits* qui ne sont pas des *actes*? XIX, 476.5. Est-il applicable aux *tiers*? XIX, 475.

II. Applications.

1. *Date* d'un acte sous seing privé. Peut-elle se prouver par témoins? XIX, 477, 478.2. *Extinction de l'obligation*. Peut se prouver par témoins. XIX, 483.3. L'*interprétation* peut-elle se faire par témoins? XIX 479, 480.4. Les *modifications* apportées à une *convention écrite* se prouvent par témoins. XIX, 481, 482.

PREUVE TESTIMONIALE (EXCEPTIONS A LA PROHIBITION).

1. Le code admet trois exceptions. XIX, 484.

2. De l'*exception* qui regarde le *commerce*. XIX, 485.

A. COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT. XIX, 486.

I. Il faut un *écrit*, et tout *écrit* suffit. XIX, 487-490.1. L'*écrit* doit *émaner* de celui à qui on l'*oppose*. XIX, 491, 492.a. Quand peut-on dire que l'*acte émane* de celui à qui on l'*oppose*? XIX, 493-495.b. Comment prouve-t-on que l'*acte émane* de celui à qui on l'*oppose*? XIX, 496-503.c. *Aveux* et *déclarations judiciaires*. XIX, 510-512.d. L'*interrogatoire sur faits et articles* peut servir de commencement de preuve par écrit. Pouvoir discrétionnaire du juge. XIX, 504-509.e. *Déclarations faites dans une procédure criminelle*. XIX, 513, 514.2. *Écrits émanés des représentants*.

a. Mandataires. XIX, 518 (2)-521.

(1) T. XIX, p. 487, ligne 4 du n° 470. Après les mots : « aucune preuve », il faut ajouter, « par témoins ».

(2) T. XIX, p. 532, ligne 12, n° 520 : au lieu de XVI, lisez XVII.

b. *Quid des gérants d'affaires?* XIX, 522.

c. *Quid de ceux qui sont intéressés dans l'affaire?* XIX, 522.

3. *Ecrits émanés des représentés. Qui représente?* XIX, 515-517.

II. *L'écrit doit rendre vraisemblable le fait allégué. Pouvoir discrétionnaire du juge.* XIX, 527.

1. *Actes irréguliers, authentiques ou sous seing privé.* XIX, 528-530.

2. *Ecrits autres que les actes.* XIX, 531. *Commencement de preuve par écrit :*

a. *Libéralité déguisée sous forme d'un contrat onéreux.* XIX, 535.

b. *Mandat.* XIX, 533, 537.

c. *Paiement.* XIX, 532, 534.

d. *Prêt : montant de la somme prêtée.* XIX, 538.

e. *Vente. Preuve que le débiteur du prix est l'acheteur.* XIX, 536.

III. *Compétence de la cour de cassation en cette matière.* XIX, 539, 540.

IV. *Effet du commencement de preuve par écrit. Dans quels cas rend-il la preuve testimoniale admissible?* XIX, 541-543.

1. *Application aux faits d'interruption de la prescription.* XXXII, 451, 452.

V. *Du commencement de preuve par écrit en matière de filiation.*

1. *Filiation légitime.* III, 417-419.

2. *Filiation naturelle.* IV, 411-417.

B. QUAND LE DEMANDEUR N'A PU SE PROCURER UNE PREUVE LITTÉRALE.

I. *Motif de cette exception et portée des applications que la loi en fait.* XIX, 514, 545.

1. *Délits et quasi-délits.* XIX, 535.

a. *Quid s'il y a un élément conventionnel dans le délit? Abus du blanc-seing. Violation du dépôt.* XIX, 556-560.

b. *Quid si la remise ne constitue pas une convention?* XIX, 561, 564.

c. *Quid s'il y a soustraction d'un titre?* XIX, 562, 563.

d. *Les mêmes principes s'appliquent aux quasi-délits.* XIX, 565.

2. *Dépôts nécessaires.* XIX, 568.

a. *Dépôts faits par les voyageurs logeant dans une hôtellerie.* XIX, 567.

b. *Pouvoir d'appréciation du juge.* XIX, 568 (1)

c. *Dépôt d'objets destinés à être transportés.* XIX, 569 (2).

3. *Obligation imprévue.* XIX, 570.

4. *Quasi-contrats. Gestion d'affaires.* XIX, 546-548.

a. *Le mandat tacite doit-il être assimilé à la gestion d'affaires?* XIX, 549-551.

b. *Preuve de l'action de in rem verso.* XIX, 552.

5. *Paiement indu.* XIX, 553, 554.

1) T. XIX, p. 586, ligne 4 du n° 568 : au lieu de 4302, lisez 1848

2) T. XIX, table, p. 680, n° 569 : au lieu de 585, lisez 587.

6. *Perte du titre. Conditions :*

a. Cas fortuit XIX, 571, 572, 576.

b. Qu'est-ce que le créancier doit prouver? XIX, 573, 574.

c. L'article s'applique-t-il aux obligations au porteur d'un emprunt? XIX, 575.

* d. L'article s'applique-t-il au testament? XIII, 450.

II. *Des cas non prévus par la loi.*1. Le principe de l'article 1348 s'applique à tous les cas où il y a *impossibilité morale* de se procurer une preuve littérale. XIX, 577.

a. Caractère que doit avoir l'impossibilité morale. Applications. XIX, 578, 579.

b. Faits interruptifs de la prescription. XXXII, 132.

2. *Vices de consentement.*

a. Les parties. Erreur. Violence. Dol. XIX, 580-584.

b. Les tiers peuvent toujours prouver par témoins les vices de l'acte XIX, 585.

c. Les héritiers, notamment les réservataires. XIX, 586, 587.

d. Application du principe. *Libérations faites à des incapables.* XIX, 588.e. *Révocation d'une donation pour survenance d'enfant.* XIX, 589.3. *Simulation.*a. *Entre les parties*, la simulation ne peut se prouver par témoins. XIX, 590-592.1. *Quid* des héritiers? XIX, 593.2. *Quid* si la simulation consiste dans une fraude à la loi. XIX, 594-602.

b. Les tiers sont toujours admis à prouver la simulation par témoins. XIX, 603, 604.

PREUVE TESTIMONIALE (DISPOSITIONS PARTICULIÈRES).

I. La preuve testimoniale est exclue, même au dessous de cent cinquante francs, dans certains contrats :

1. *L'antichrèse.* XXVIII, 556.2. *Le bail verbal.* XXV, 69, 87.3. *Les transactions.* XXVIII, 574.

II. La preuve testimoniale est-elle admise, dans ces cas, s'il y a un commencement de preuve par écrit? Controversé.

1. *Antichrèse.* XXVIII, 557.2. *Bail verbal.* XXV, 74.3. *Transactions.* XXVIII, 576.

2. Autorisation de femme mariée. (Controverse), III, 118.

III. *État civil.* Les faits de l'état civil ne peuvent pas, en principe, se prouver par témoins; ils se prouvent par les actes reçus par l'officier de l'état civil. Quand, par exception, la loi admet la preuve testimoniale, elle prescrit des conditions pour diminuer le danger de cette preuve.

1. Les faits de l'état civil se prouvent par témoins, sous les conditions déterminées par la loi, lorsqu'il n'a pas existé de registres ou qu'ils sont perdus. II, 45-53.

2. La preuve testimoniale de la *maternité légitime* est admise, dans les cas prévus par la loi, s'il y a un *commencement de preuve par écrit*. Ce commencement de preuve est régi par des principes spéciaux. III. 414-423.
3. La recherche de la *maternité naturelle* est admise s'il y a un commencement de preuve par écrit. Quand ce commencement de preuve existe-t-il ? Controversé. IV, 108-120.

PRIMES.

Voyez les mots *Assurances, Emprunts avec primes et Loteries*.

PRINCE (FAIT DU).

1. Qu'entend-on par *fait du prince* ? XVI, 261 (1).
2. Quand c'est le *fait de la loi*, il ne constitue pas un *cas fortuit*. XVI, p. 323, b, et p. 331, b.
3. Quand c'est un acte de *violence*, il exclut l'imputabilité dans les obligations. XVI, 261.
4. Application des principes aux porteurs d'obligations des chemins de fer romains. XVI, 274.
5. *Garantie*.
 - a. Il n'est pas dû de garantie, en matière de partage, si le possesseur est évincé par le fait du prince ou par le fait de la loi. X, 442.
 - b. Il en est de même en matière de vente. XXIV, 224.
 - c. Il y a lieu à garantie quand le fait du prince est fondé sur un droit préexistant. XXIV, p. 224, suiv.

PRINCIPES.

- I. Les *principes* et les *motifs* des principes, c'est tout le droit. XXVII, 284.
Voyez la *Préface* de mon *Cours de droit civil élémentaire*, p. 3-12.
- II. On doit puiser les principes dans la *loi* et dans les *motifs* de la loi, sinon le droit devient arbitraire, parce que l'interprète se fait législateur. Voyez, comme exemple, la doctrine des auteurs (Proudhon, les éditeurs de Zachariæ, Troplong) sur le droit de rétention. XXIX, p. 337-343.
- III. On ne doit pas introduire dans le code civil les principes de l'*ancien droit*, à moins que le code ne les ait consacrés ; sinon on ressuscite un droit qui est abrogé et l'on fait un nouveau code civil. Voyez, comme exemple, la jurisprudence romaine de la cour de cassation de France en matière de réserve. XII, 12-14.
Voir le mot *Tradition*.
- IV. On ne doit pas introduire dans le code civil ce qui a été dit dans les *travaux préparatoires*. Ces travaux ne sont pas la loi et ne doivent servir qu'à interpréter la loi. Les *auteurs* se servent trop souvent des travaux préparatoires pour y introduire leurs opinions, en faisant dire au code autre chose que ce qu'il dit.
Voyez les mots *Conseil d'Etat, Discours, Travaux préparatoires*.
- V. Il faut se garder de créer des principes pour le besoin de la cause. VIII,

(1) T. XVI, p. 323, ligne 9 du n° 261 : au lieu du mot *de*, lisez *du*.

p. 195, 197. Tel est le prétendu principe que la séparation de corps est le divorce des catholiques, principe contraire au texte et à l'esprit du code (III, p. 308, 380, 383), et qui n'a été imaginé que pour étendre à la *séparation de corps* les *déchéances* que le code prononce en matière de divorce contre l'époux coupable (III, 313 et p. 396), ce qui aboutit à une hérésie juridique, à des effets *légaux* sans *loi*, p. 393.

VI. Les principes imaginaires introduisent dans le code des doctrines que le législateur ignore ou qui sont contraires à ce qu'il dit. Telle est la théorie de la *cause prochaine* en matière de chose jugée (XX, 72-80); la *divisibilité* de l'*aveu*, que le code déclare *indivisible* (XX, 202); la *solidarité imparfaite*, dont il n'y a pas un mot dans le *texte*. XVII, 313-323.

VII. Des principes *arbitraires* ne sont pas des principes. De là l'incertitude déplorable qui règne dans la doctrine et dans la jurisprudence. XI, 108 bis. Comparez la *Préface* de mon *Cours élémentaire*, p. 76, II.

1. *Absence*. Doctrine extralégale imaginée par les auteurs. II, 123-132.

2. *Donations*. Contrat *solennel*. La doctrine et la jurisprudence admettent des libéralités dispensées de toute forme; de sorte qu'un contrat *solennel* devient un contrat *non solennel*. XII, 302-303.

3. *Filiation naturelle*. La doctrine et la jurisprudence créent des preuves *extralégales*; de sorte que l'on ne sait plus quelles preuves sont ou ne sont pas admises. IV, 7 et suivants.

4. *Hypothèque conventionnelle*. On ne sait pas si c'est une *convention* ou non. On ne sait pas si c'est un contrat solennel ou non solennel. La fortune des capitalistes abandonnée aux fluctuations de la jurisprudence. XXX, 424-430.

5. *Interdiction*. Application de l'article 502 aux testaments. Autant d'auteurs, autant de distinctions. XI, p. 133, 138, 139.

6. *Louage*. Constructions faites par le preneur. Incertitude de la doctrine et de la jurisprudence. XXV, p. 203, a et n^{os} 181-183.

7. *Mariage*. Ou doit-il se célébrer? Au *domicile* ou à la *résidence*? On ne le sait, et cependant la loi est *formelle*. II, 412-416.

8. *Propriété*. Conflits de droits. Y a-t-il un principe? La *doctrine* est *vague* et la *jurisprudence* est *hésitante*. VI, p. 184, 185.

9. *Rapport des donations*. *Dispense*. Doit-elle être *expresse*? Incertitude de la jurisprudence en présence d'un *texte formel*. X, 573-583.

10. *Séparation de biens*. Rétroactivité. Incertitude de la doctrine et de la jurisprudence. Il y a cependant un principe certain. XXII, p. 349 et 362.

11. *Théorie des preuves*. Incertitude. Confusion. Erreurs. XIII, 482.

Voir les mots *Jurisprudence* (*Erreurs*) et *Présomptions*, E.

VIII. A défaut de principes, on se paye de mots. X, 86.

IX. Et l'on décide les procès d'après la *faveur* ou la *défaveur* de la cause. IV, 53.

PRIVILÈGES (HISTOIRE).

1. Droits d'*ainesse* et de *masculinité*. VIII, 492, 493, 498-500.

2. *Substitutions fideicommissaires*. VIII, 494.

3. Les privilèges et substitutions abolis par les lois de la révolution VIII, 501-503.

PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

- I. La loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire remplace le titre XVIII du livre III du code Napoléon. XXIX, 1.

1. Cette loi contient de plus des dispositions sur la publicité des actes qui intéressent les tiers, et sur d'autres matières de droit civil. XXIX, 1-3.

- II. Voir les mots *Hypothèques, Privilèges*.

PRIVILÈGES (DROITS DES CRÉANCIERS).

- I. Les créanciers ont un *droit de gage* sur les biens de leurs débiteurs. XXIX, 207.

1. Ce principe s'applique aux *incapables*. XXIX, 268.

2. Il s'applique à ceux qui sont obligés personnellement. XXIX, 269.

3. Le débiteur est tenu sur *tous ses biens*, corporels et incorporels, meubles et immeubles, présents et à venir. XXIX, 270-272.

- a. Il y a des exceptions. *Biens insaisissables*. XXIX, 274.

4. Le droit de *gage* ne donne pas le droit de *suite*. Ce principe reçoit une modification par la *loi nouvelle*. Les créanciers conservent leur droit de gage sur les biens du débiteur tant que l'aliénation qu'il en fait n'est point transcrite. XXIX, 273.

5. Les personnes civiles publiques, l'État, les provinces, les communes sont-ils soumis au droit de gage, en ce sens que les créanciers puissent saisir leurs biens? XXIX, 275.

- a. *Quid des États étrangers?* XXIX, 276, 277.

- II. *Droits des créanciers entre eux*.

1. Des créanciers *personnels* ou *chirographaires*. Ils sont payés par contribution. L'ancienneté ne donne aucun droit de préférence. XXIX, 278-280.

2. Des créanciers *hypothécaires* et *privilegiés*. Quels sont leurs droits? En quoi ils diffèrent des créanciers personnels? Et en quoi ils diffèrent entre eux? XXIX, 281, 282.

3. Y a-t-il d'autres causes de préférence que les *hypothèques* et les *privileges*? XXIX, 283.

Voir les mots *Rétention* et *Créanciers chirographaires (Droits des)*.

PRIVILÈGES (NOTIONS GÉNÉRALES).

- I. Définition. Différence entre le *privilege* et l'*hypothèque légale*. XXIX, 303, 304.

- II. Quelles sont les *causes de préférence* qui fondent les privilèges? Et qui détermine ces causes? XXIX, 305, 307, 309, 310.

1. Tient-on compte de l'ancienneté? XXIX, 310.

2. *Quid* si plusieurs privilèges ont la même cause? XXIX, 311.

- III. Le *privilege* a un double rang de préférence.

1. En quel sens? XXIX, 308.

2. Les privilèges mobiliers rétroagissent-ils? XXX, 78-86

IV. Quels biens le privilège peut-il grever? Différences entre les privilèges mobiliers et les privilèges immobiliers. XXIX, 312, 313, 317.

V. Le privilège est un *droit réel*. XXIX, 314.

1. Les privilèges immobiliers sont des *hypothèques privilégiées*. XXIX, 315.

2. Quand dégèrent-ils en *hypothèques*? XXX, 249.

VI. Comment s'établissent les *créances privilégiées*? Doivent-elles être constatées par écrit? XXIX, 316.

VII. Règle d'interprétation des privilèges. XXIX, 317.

VIII. Division des privilèges. XXIX, 318, 319, 334.

IX. Du privilège des *frais de justice*. Voir le mot *Frais de justice*.

PRIVILÈGES GÉNÉRAUX SUR LES MEUBLES.

I. Énumération et classification. XXIX, 333.

II. *Fournitures de subsistances*. XXIX, 370.

1. Explication du texte (art. 19, 5°). Qu'entend-on par subsistances? et par famille? XXIX, 371, 372.

a. *Quid* des fournitures faites à un aubergiste ou à un maître de pension? XXIX, 373.

2. Étendue de la créance privilégiée. XXIX, 374.

3. Qui peut l'exercer? XXIX, 375. Les maîtres de pension? XXIX, 376.

III. *Frais de justice*. Voir ce mot.

IV. *Frais de dernière maladie*. XXIX, 381, 382.

1. Étendue de la créance privilégiée. XXIX, 383.

V. *Frais funéraires*. XXIX, 387, 388.

1. *Quid* des frais funéraires des enfants du débiteur et des parents qui habitent avec lui. XXIX, 389 (1).

2. Étendue de la créance privilégiée. XXIX, 390.

VI. *Salaires des commis, gens de service et ouvriers*. XXIX, 384, 385.

1. Les artistes dramatiques ont-ils un privilège? XXIX, 396.

2. Quelle est la créance privilégiée. *Quid* des avances? XXIX, 399.

3. Quelle est l'étendue du privilège? XXIX, 397, 398.

VII. *Règles générales*.

1. L'article 2275 est applicable au privilège de l'article 19. XXIX, 377.

2. Les créances privilégiées de l'article 19 jouissent d'un *droit de préférence* sur la portion du *prix des immeubles* qui n'est pas absorbée par les *créanciers hypothécaires*. XXIX, 378.

PRIVILÈGES SUR CERTAINS MEUBLES.

A. ABUS ET PRÉVARICATIONS (CRÉANCES POUR).

1. Quels fonctionnaires et officiers sont tenus de fournir un cautionnement pour la garantie des particuliers qui sont forcés de recourir à leur ministère? XXIX, 517.

2. Quelles sont les créances privilégiées? XXIX, 518 (2).

(1) T. XXIX, p. 393, ligne 15 du n° 389 : au lieu de (1), lisez (4).

(2) T. XXIX, p. 548, ligne 12 du n° 548 : au lieu de leur, lisez sa.

3. Sur quoi le privilège s'exerce-t-il? XXIX, 519.

4. Privilège du bailleur de fonds. XXIX, 520.

B. AUBERGISTE. XXIX, 505, 506.

1. *Quid* du logeur en garni? *Quid* du cabaretier? XXIX, 506.

2. Quelle est la créance privilégiée? XXIX, 507.

3. Sur quels meubles porte le privilège et sous quelle condition l'aubergiste l'a-t-il? XXIX, 508, 509.

4. L'aubergiste a-t-il le droit de suite? a-t-il le droit de rétention? XXIX, 510 (1)

C. BAILLEUR, XXIX, 379, POUR BAIL D'IMMEUBLES. XXIX, 380, 381.

I. Qui a droit au *privilège*? XXIX, 382, et sous quelle condition? XXIX, 382.

II. Quelles sont les *créances privilégiées*? XXIX, 384.

a. Loyers et fermages.

1. Droit du bailleur. XXIX, 385 (2) (3) -388.

2. Influence de la *déconfiture* et de la *faillite* sur le bail. XXIX, 391-398.

3. Droit des *autres créanciers*. XXIX, 389 (4).

4. Du droit de *relocation*. XXIX, 399, 400. *Conditions*. XXIX, 401-403.

b. Obligations naissant du bail. XXIX, 406-409.

III. Le privilège porte

1. Sur les *meubles* qui *garnissent*.

a. Quels sont les *meubles* qui *garnissent les lieux loués*? XXIX, 411-416.

2. Le privilège porte-t-il sur les objets qui n'appartiennent pas au preneur? XXIX, 417-421.

a. *Quid* des objets destinés à être *façonnés*? XXIX, 422.

b. *Quid* des marchandises consignées chez un *commissionnaire*? XXIX, 423 (5).

c. *Quid* des objets vendus et non payés? XXIX, 424.

d. *Quid* des objets volés ou perdus? XXIX, 425.

e. Des objets qui appartiennent au sous-locataire. XXIX, 426, 427.

3. Le privilège porte sur les fruits. XXIX, 428-432.

a. *Quid* si le fermier vend les fruits? XXIX, 433 (6).

b. Le privilège sur les fruits appartient-il au propriétaire qui afferme les terres à un colon partiaire? XXIX, 434.

IV. Droit de *revendication*. XXIX, 441.

(1) T. XXIX, p. 541, ligne 8 : au lieu de 2°, lisez 1°.

(2) T. XXIX, p. 416, ligne 17 : au lieu de 29, lisez 20. P. 417, ligne 9 : après le mot *représentants*, il faut un *point*; et après le mot *Anethan*, une virgule.

(3) T. XXIX, p. 417, avant-dernière ligne : au lieu de 19, lisez 20.

(4) T. XXX, p. 423, ligne 6 du n° 389 *bis* : au lieu de 19, lisez 20.

(5) T. XXIX, p. 463, ligne 5 : au lieu de *soient*, lisez *ne soient pas*.

(6) T. XXIX, p. 473, ligne 5 du n° 433 : au lieu de 434, lisez 432. P. 473, notes transposées : la note 2 est la note 3°, et la note 3 est la note 2°.

1. Du déplacement des objets qui garnissent. XXIX, 438-437.
2. Le bailleur a le droit de suite. XXIX, 438, 439.
 - a. Quid si le mobilier qui garnit est suffisant? XXIX, 440 (1).
 - b. Quid si les objets déplacés n'appartenaient pas au preneur? XXIX, 442.
 - c. Quid si les objets sont saisis? XXIX, 443.
3. Dans quel délai la revendication doit-elle s'exercer? XXIX, 444.
4. Le bailleur ne peut pas revendiquer les objets déplacés avec son consentement. XXIX, 445, 446.

D. FRAIS DE CONSERVATION. XXIX, 445, 458.

- I. L'ouvrier n'a pas de privilège ni de droit de rétention pour les *frais d'amélioration*. XXIX, 456, 457.
- II. Le privilège s'applique-t-il aux *créances*? Jurisprudence. XXIX, 459-458.
- III. Étendue du privilège. XXIX, 467.
- IV. Condition de l'exercice du privilège. XXIX, 468, 469.
- V. Le privilège cesse quand la chose devient immeuble par destination ou incorporation. XXIX, 470. Voir, plus loin, G (*Privilège du vendeur*).

E. FRAIS D'EXPLOITATION ET DE RÉCOLTE. XXIX, 447.

- I. Quelles sont les créances privilégiées et sur quoi portent-elles? XXIX, 443.
 1. Les fournitures d'engrais sont-elles privilégiées? XXIX, 452.
 2. Les ustensiles employés dans la récolte des vins? XXIX, 452.
 3. Les *ustensiles* employés dans une *exploitation industrielle*? XXIX, 453 (2).
- II. Qui peut réclamer le privilège? XXIX, 449, 450.

F. PRIVILÈGE DU CRÉANCIER GAGISTE.

Voir le mot *Gage*.

G. PRIVILÈGE DU VENDEUR.

- I. Quels sont les droits du vendeur quand l'acheteur ne paye pas le prix? XXIX, 471.
- II. Le vendeur a un *privilège*. XXIX, 472.
 1. Le privilège appartient à tous ceux qui ont droit à un prix de vente; par exemple à la femme dotale qui livre sa dot au mari avec estimation valant vente. XXIX, 473.
 2. Le privilège appartient-il à celui qui vend une créance? XXIX, 474 (3).
 3. Il n'y a pas à distinguer si la vente est faite avec ou sans terme. XXIX, 477.
 4. *Condition. Possession.* Quid si l'acheteur revend la chose? XXIX, 478 (4) -481 (5).

(4) T. XXIX, p. 479, ligne 3 du n° 440 : au lieu de 219, lisez 425.

(2) T. XXIX, p. 488, ligne 2 : au lieu de 21, lisez 24.

(3) T. XXIX, p. 502, ligne 6 : au lieu de 2090, lisez 1690.

(4) T. XXIX, p. 509, ligne 14 : au lieu de *art.* 206, lisez n° 472.

(5) T. XXIX, p. 513, ligne 5 : au lieu de 476, mettez 306.

- a. *Quid* si les acheteurs forment une société pour l'exploitation de la chose? XXIX, 482.
- b. *Quid* si l'acheteur la donne en gage? XXIX, 483.
- c. *Quid* si l'acheteur est un locataire ou fermier? XXIX, 484.
- 5. Faut-il que la chose vendue soit dans le même état? XXIX, 483, 486.
- 6. Le privilège s'éteint par la novation du prix. XXIX, 476.
- 7. Il s'éteint quand les choses vendues sont immobilières. XXIX, 487.
 - a. Il y a exception pour les machines. XXIX, 488.
 - b. Condition de publicité. XXIX, 489-491.
 - c. Le privilège subsiste si le débiteur tombe en faillite ou en déconfiture dans le délai de deux ans. XXIX, 492.
- 8. Le privilège ne s'exerce pas en cas de faillite de l'acheteur, sauf pour les machines. XXIX, 498.
- III. Le vendeur a un droit de revendication, c'est-à-dire de saisie, la vente restant entière. XXIX, 494-497.
 - 1. Conditions de l'exercice du droit de revendication. XXIX, 498 (1)-502.
 - 2. Comment s'exerce la revendication? Faut-il une action judiciaire? XXIX, 502.
 - 3. Quels sont les effets de la revendication? XXIX, 503.
- IV. Le vendeur a le droit de résolution. La déchéance de la revendication entraîne la déchéance de l'action en résolution. XXIX, 504.

H. PRIVILÈGE DU VOITURIER. XXIX, 512, 513.

- I. Pour quelles créances le voiturier a-t-il un privilège? XXIX, 514.
- II. Condition de l'existence et de la conservation du privilège. XXIX, 515.
- III. Effet du privilège. XXIX, 516.

PRIVILÈGES (RANG DES PRIVILÈGES MOBILIERs).

- I. Lacune du code civil. Principe de la loi belge. XXIX, 521.
- II. Rang des privilèges généraux entre eux. XXIX, 522.
- III. Concours des privilèges généraux avec les privilèges spéciaux.
 - 1. Frais de justice. XXIX, 523.
 - 2. Frais de conservation. XXIX, 524-526.
 - 3. Frais funéraires. XXIX, 527 (2).
- IV. Concours des privilèges spéciaux entre eux. XXIX, 528.
 - 1. Concours des créanciers gagistes avec le vendeur. XXIX, 529 (3).
 - 2. Concours du bailleur et du vendeur. XXIX, 530-533.
 - 3. Bailleur et créancier des frais de récolte. XIX, 534 (4)-535.
 - 4. Bailleur et créancier des frais d'ustensiles. XXIX, 536.
- V. Concours de privilèges ayant le même rang. XXIX, 537-539.
 - 1. *Quid* des divers cessionnaires d'une créance privilégiée? XXIX, 540.
- VI. Disposition générale de l'article 26. XXIX, 541.

- (1) T. XXIX, p. 529, ligne 6 du n° 498 : au lieu de 396, lisez 496.
- (2) T. XXIX, p. 536, ligne 28 : au lieu de *ples*, lisez *plus*.
- (3) T. XXIX, p. 560, ligne 2 : au lieu de 519, lisez 419.
- (4) T. XXIX, p. 566, ligne 23 : au lieu de 528, lisez 428.

PRIVILÈGE SUR LES IMMEUBLES.

I. Conditions requises pour l'existence et pour la conservation des privilèges immobiliers. XXX, 1.

A. PRIVILÈGE DE L'ARCHITECTE.

I. Quelle est la cause du privilège et à qui appartient-il? XXX, 42-43.

II. Conditions requises pour l'existence du privilège.

1. *Convention* entre celui qui exécute les travaux et le propriétaire du fonds. XXX, 44, 45.

a. Les tiers possesseurs n'ont pas de privilège pour les travaux qu'ils font. XXX, 46.

b. Les prêteurs de deniers sont subrogés au privilège. XXX, 47.

2. Quelle est la créance privilégiée? XXX, 48.

3. *Double expertise*. XXX, 49, 50.

a. Première expertise. XXX, 51, 52.

b. Deuxième expertise. XXX, 53.

III. Quel est le montant du privilège et à quelle époque l'estime-t-on? XXX, 54-56.

1. *Quid* s'il s'agit de travaux de conservation? XXX, 56 bis.

IV. *Quid* si les conditions prescrites par la loi pour l'acquisition du privilège n'ont pas été remplies? XXX, 57.

B. PRIVILÈGE DES COPARTAGEANTS.

I. Cause du privilège et créances privilégiées. XXX, 26.

II. Qui a droit au privilège? XXX, 28.

1. Les communistes pendant l'indivision? XXX, 27.

III. Privilège de garantie. Conditions. XXX, 30-41, 38.

1. Étendue de la créance privilégiée. XXX, 36.

2. Sur quels biens porte le privilège? XXX, 35.

3. Il peut être restreint par les parties ou étendu. XXX, 37.

IV. Privilège de licitation. XXX, 33, 34.

V. Privilège de soule.

1. Sur quels biens porte-t-il? XXX, 32.

2. Pour quelles créances? XXX, 29 (1) -31.

C. PRIVILÈGE DU COPERMUTANT.

I. Privilège de soule. Conditions. Étendue. XXX, 19, 20.

II. Privilège en cas d'éviction. Conditions. XXX, 21.

1. L'action en résolution de l'échangiste est-elle indépendante du privilège? XXX, 22.

D. PRIVILÈGE DU DONATEUR.

I. Cause et conditions du privilège. XXX, 23 (2) -24.

II. L'action en révocation de la donation est subordonnée à la conservation du privilège. XXX, 25.

(1) T. XXX, p. 28, ligne 41 du n° 29 : au lieu de *lot*, lisez *fonds*.

(2) T. XXX, p. 23, ligne 3 du n° 23 : au lieu de 8, lisez 3.

E. PRIVILÈGE DU VENDEUR.

- I. Droits du vendeur non payé. Pourquoi il n'a pas la revendication. XXX, 2.
 1. Le droit de *résolution* est subordonné à la *conservation du privilège*. XXX, 120-145.
 Voir les mots *Privilèges immobiliers* (*Privilège et Résolution*).
- II. Condition requise pour l'existence du privilège.
 1. Il faut qu'il y ait *vente*. XXX, 3.
 - a. L'acte de vente doit-il être authentique? XXX, 5.
 - b. Le *prêteur subrogé* a le privilège en vertu de la *subrogation*. XXX, 4.
 2. Il faut que le prix soit *dû en tout ou en partie*. XXX, 6 (1).
 - a. Qu'entend-on par *prix*? XXX, 7, 8.
 - b. *Quid des charges* imposées à l'acheteur? XXX, 9, 10.
 - c. *Quid des frais*? droits d'enregistrement et de transcription? XXX, 11, 12.
 - d. Les *intérêts* sont privilégiés sous la condition établie par l'article 87. XXX, 13.
 - e. *Quid des dommages-intérêts*? XXX, 14.
 - f. *Quid* si la créance du prix est *novée*? XXX, 15.
- III. Sur *quoi* porte le privilège? XXX, 16.
 1. Sur les *constructions*? XXX, 17.
 2. Sur les *meubles immobilisés*? XXX, 18.

F. RANG DES PRIVILÈGES IMMOBILIERS.

- I. La loi ne le règle pas. Pourquoi? XXX, 58.
- II. Concours entre l'*architecte* et le *copartageant*, le *donateur* et l'*échangiste*. XXX, 63.
- III. Concours entre l'*architecte* et le *vendeur*. XXX, 62.
- IV. Concours entre *baillleurs de fonds*. XXX, 65.
- V. Concours entre *plusieurs entrepreneurs*. XXX, 64.
- VI. Concours entre le *copartageant*, le *copermutant*, le *donateur* et le *vendeur*. XXX, 61.
- VII. Concours des *frais de justice* avec les *privilèges immobiliers* dans l'intérêt desquels ils ont été faits. XXX, 59.
- VIII. Concours de *vendeurs successifs* du même immeuble. XXX, 60.

PRIVILÈGES IMMOBILIERS (CONSERVATION DES).

A. PUBLICITÉ DES PRIVILÈGES IMMOBILIERS.

- I. Les *privilèges immobiliers* doivent être rendus *publics*. XXXI, 66. Motifs. XXX, 67.
 1. Pourquoi les *privilèges mobiliers* ne doivent-ils pas être rendus *publics*? XXX, 68.
 2. Le *privilège des frais de justice* n'est pas soumis à la *publicité*. XXX, 68.
 3. Comment se fait la *publicité*? XXX, 70.

(1) T. XXX, p. 10, n° 6, ligne 15 : au lieu de 26, lisez 30.

B. DES PRIVILÈGES QUI SE CONSERVENT PAR LA TRANSCRIPTION.

I. Privilèges des bailleurs de fonds, XXX, 75, des copartageants, XXX, 74, des copermutants, XXX, 72, du donateur, XXX, 73, du vendeur, XXX, se conservent par la transcription.

1. Ces privilèges se conservent aussi par l'inscription. XXX, 76.

2. Pourquoi la loi établit-elle deux modes de publicité? XXX, 77.

II. Quel est le but de la transcription comme moyen de conserver les privilèges? XXX, 78.

1. La loi belge modifie le privilège tel que le code civil le définit. XXX, 81-84.

2. Les privilèges ne rétroagissent plus au préjudice des hypothèques. XXX, 79, 80.

III. Application du nouveau principe aux privilèges qui naissent d'un acte translatif de propriété.

1. Si la transcription se fait avant les concessions d'hypothèques par l'acheteur. XXX, 85.

2. Si l'acheteur concède des hypothèques avant d'avoir transcrit. XXX, 86 (1) - 88.

3. Si l'acheteur aliène sans avoir transcrit et si le sous-acquéreur transcrit? XXX, 89.

IV. Application du principe aux privilèges qui naissent du partage. XXX, 90.

1. Quand le partage est transcrit. XXX, 91 (2) - 93.

2. Quand le partage n'est pas transcrit. XXX, 94-96.

V. De l'inscription d'office par le conservateur des hypothèques.

1. But de l'inscription d'office. XXX, 97 (3). *Quid* si elle est incomplète? XXX, 99.

2. Quels sont les privilèges que le conservateur doit inscrire? XXX, 98, 100.

3. Les créanciers peuvent l'en dispenser. XXX, 101. Effet de la dispense. XXX, 102 (4) - 103 (5).

4. L'inscription doit être renouvelée. XXX, 104, 105.

C. PRIVILÈGE DE L'ARCHITECTE.

I. Se conserve par une double inscription. XXX, 106-108.

1. Effet de l'inscription prise dans le délai de la loi. XXX, 109-110.

II. *Quid* si l'architecte n'a pas dressé ou inscrit les deux procès-verbaux? XXX, 111, 112.

III. *Quid* s'il n'a pas dressé ou inscrit le deuxième procès-verbal? XXX, 113.

IV. *Quid* s'il n'a pas fait dresser ou inscrire le premier procès-verbal? XXX, 114.

(1) T. XXX, p. 79, note 4, ligne 4, à la fin : au lieu de I, lisez U.

(2) T. XXX, p. 84, 5^e ligne : au lieu de *commenistes*, lisez *communistes*.

(3) T. XXX, p. 90, ligne 2 : au lieu de 84, lisez 34.

(4) T. XXX, p. 94, ligne 1 du n° 102 : au lieu de 37, lisez 36.

(5) T. XXX, p. 98, ligne 5 : au lieu de *trndis*, lisez *tandis*.

1. *Quid* si ce procès-verbal a été dressé après le commencement des travaux? XXX, 115.

D. DES CESSIONNAIRES DES CRÉANCES PRIVILÉGIÉES.

- I. *Droits* des cessionnaires. XXX, 117-119.

Voir le mot *Inscription hypothécaire*.

PRIVILÈGES IMMOBILIERS (RÉSOLUTION ET PRIVILÈGE).

- I. Le vendeur, l'échangiste et le donateur ont un privilège et une action résolutoire. XXX, 120, 121.

1. *Système du code civil*. L'action résolutoire restait secrète, et elle était indépendante de la conservation du privilège. Conséquences funestes de ce système. XXX, 122-125.

2. *Système de la loi belge*. Publicité de la condition résolutoire. Elle dépend de la conservation du privilège. XXX, 126-128 (1).

- II. L'article 28 n'est applicable qu'à la condition résolutoire tacite. XXX, 129-131, 133.

1. *Quid* en cas de *pacte commissaire*? XXX, 132, 133.

2. Cas dans lequel il n'y a pas lieu à appliquer l'article 28. XXX, 134.

3. Cas dans lesquels le créancier est obligé d'opter entre le *privilège* l'action résolutoire. XXX, 136.

- III. L'article 28 n'est applicable qu'à l'égard des tiers. XXX, 137.

1. Quels sont les tiers qui peuvent opposer la déchéance de l'action résolutoire? XXX, 138, 140-143.

2. L'article 28 est-il applicable quand l'acheteur tombe en faillite? XXX, 139.

- IV. *Droit* des tiers quand le créancier agit en résolution. XXX, 144, 145.

PRIVILÈGES SPÉCIAUX.

- I. Privilège des *bailleurs de fonds* sur le *cautionnement* des fonctionnaires. XXX, 153 (2).

- II. *Privilèges commerciaux*.

1. Du commissionnaire. XXX, 153.

2. Des commis et ouvriers du *failli*. XXX, 154.

3. *Privilèges maritimes*. XXX, 152.

- III. *Privilèges résultant des travaux publics*.

1. Dessèchement des marais. XXX, 158.

2. Drainage (loi française) XXX, 160.

3. Fournitures pour le service de la guerre ou de la marine. XXX, 157.

4. Fournisseurs et ouvriers pour travaux de l'Etat. XXX, 156.

5. Recherche d'une mine et construction de machines. Bailleurs de fonds. XX, 159.

- IV. *Privilèges du trésor*. XXX, 259 (3).

1. Sur les biens des *comptables*. XXX, 151.

(1) T. XXX, p. 117, note, ligne 2 : au lieu de 23, lisez 28.

(2) T. XXX, p. 138, note 1 : au lieu de 15, lisez 25.

(3) T. XXX, p. 239, ligne 15 du n. 259 : au lieu de 14, lisez 15.

2. Sur les biens des *condamnés pour frais de justice*. XXX, 150.
3. Pour le recouvrement de la *contribution foncière*. XXX, 147.
4. Contributions *indirectes, douanes et accises*. XXX, 148.
5. Contributions *publiques*. XXX, 148.
6. *Droits de succession*. XXX, 149.

PRIX (LOUAGE).

- I. *Loyers et fermages*. Voir ce mot et le mot *Louage*.
- II. *Prix fait*. Voir les mots *Devis* et *Marchés*.

PRIX (RÉCOMPENSE).

1. De la *charge* d'un *legs* consistant en un *prix*. Droits des concurrents XIII, 549.

PRIX (VENTE).

Voir le mot *Vente*.

PROCÉDURE (FORMES DE).

Question de *rétroactivité*. I, 231.

PROCÉDURE CRIMINELLE (PREUVE TESTIMONIALE).

- 1 L'article 1923, sur la *preuve du dépôt volontaire*, est-il applicable dans les *procédures criminelles*? XXVII, 88.

PROCÈS (FRAIS DES).

- I. *Usufruit*. Qui supporte les *frais* des *procès*? l'usufruitier ou le nu propriétaire? VII, 14-16.

PROCURATION.

- I. Qu'entend-on par *procuration*? Comment se fait l'*acceptation*? XXVII, 391-393.
- II. Le *consentement* peut-il toujours se donner par *procuration*? Les futurs époux peuvent-ils se marier par *procureur*? II, 427.
- III. *Forme* de la *procuration*.
 1. Elle peut se donner par acte sous seing privé et par *lettre*. XXVII, 446-448.
 2. Quand la *preuve testimoniale* est-elle admise? XXVII, 449.
- IV. Quand la *procuration* doit elle être *authentique*? XXVII, 445.
 1. Actes *solennels*.
 - a. *Donation*. La *procuration* à l'effet de donner et la *procuration* à l'effet d'accepter doivent être *authentiques*. XII, 256, 242.
 - b. *Hypothèque*. La *procuration* à l'effet de constituer *hypothèque* et la *procuration* à l'effet d'accepter doivent être *authentiques*. XXX, 447, 449.
 - c. *Mariage (contrat de)*. Il faut la présence des époux ou une *procuration* *authentique*. XXI, 50, 51.
 - d. *Reconnaissance d'un enfant naturel*. La *procuration* doit être *authentique*. IV, 51.
 2. Actes *non solennels*. La *procuration* est régie par le droit commun

- a. *Acceptation sous bénéfice d'inventaire.* IX, 379.
- b. *Renonciation à une succession.* IX, 429.

PROCUREUR IMPÉRIAL.

1. *Absence.* Le procureur impérial est chargé d'envoyer les jugements rendus en matière d'absence au ministre de la justice (art. 118).
Voir le mot *Ministère public*.
2. *Actes de l'état civil.* Le procureur impérial vérifie les registres et poursuit les officiers de l'état civil. II, 28.
3. *Aliénés. Collocation.* Le procureur du roi est chargé de sauvegarder la liberté des personnes. V, 387, p. 482.
4. *Hypothèque légale de la femme.* Le procureur du roi est chargé de prendre inscription. XXX, 403.
5. *Mariage. Publications. Dispense.* II, 419.
6. *Puissance paternelle. Pouvoir de correction.* Quand l'enfant détenu peut envoyer un mémoire au procureur impérial. IV, 288.
7. *Tutelle. Transactions.* Le procureur impérial nomme les trois juriscultes. V, 96.

PRODIGES.

1. Dans l'*ancien droit* ils étaient *interdits*. Les prodiges interdits ont pu demander la mainlevée de l'interdiction après la publication du code civil. I, 191.
2. D'après le code civil, on leur nomme un *conseil judiciaire*. Voir ce mot.

PROHIBITIONS DE LA LOI.

1. Quand les prohibitions de la loi constituent-elles une *cause illicite* en matière d'obligations? XVI, 143-147.

PROMESSE.

1. La *promesse*, tant qu'elle n'est pas *acceptée*, n'est qu'une *simple pollicitation* qui n'oblige pas le *pollicitant*. XV, 469, 470.
2. Pour que la promesse devienne obligatoire, il faut l'*acceptation* de celui à qui elle est faite; la promesse et l'acceptation doivent être identiques. XV, 468, 471.

Voir les mots *Acceptation* et *Offre*.

PROMESSE DE BAIL.

1. Effet de la promesse *unilatérale* et *bilatérale*. XXV, 40.
 2. Effet des *arrhes* qui accompagnent la *promesse de bail*. XXV, 41.
- Voir le mot *Promesse de vente*.

PROMESSE D'ÉGALITÉ.

1. Qu'est-ce que la promesse d'égalité? XV, 248.
2. Quel est l'*effet* de la promesse d'égalité à l'égard de l'enfant au profit duquel elle est faite? XV, 249, 250. Voir le mot *Institution contractuelle*.
3. Quel est l'effet de la promesse d'égalité à l'égard des autres enfants? XV, 252, 253.

PROMESSE D'HYPOTHÈQUE.—PROMESSES ET STIPULATIONS. 401

4. La promesse d'égalité faite par *contrat de mariage* empêche-t-elle l'*ascendant de partager ses biens*? XV, 46, 47.
5. La promesse d'égalité empêche-t-elle le père de faire des libéralités au profit de *tiers*? XV, 251.

PROMESSE D'HYPOTHÈQUE.

1. Qu'est-ce que la *promesse d'hypothèque*? XXX, 453.
2. Quel est l'*effet* de la promesse? *Quid* si le débiteur refuse de la remplir? XXX, 454, 455.

PROMESSE DE MARIAGE.

- I. Dans l'*ancien droit* les promesses de mariage étaient usitées sous le nom de *fiançailles*. II, 304.
- II. D'après le code civil, ces promesses sont *nulles*. II, 303, 306.
- III. Ainsi que les *clauses pénales* que l'on y ajoute. II, 307.
- IV. Celui qui a signé une promesse de mariage en lui donnant une *fausse cause* est-il admis à prouver la *simulation* par *témoins*? XIX, 578, 598.
- V. Quand y a-t-il lieu à *dommages-intérêts*? II, 308-310; XX, 397.
Voir le mot *Séduction*.

PROMESSE DE VENTE.

- I. *Promesse unilatérale de vendre*.
 1. Tant qu'elle n'est pas acceptée, c'est une sollicitation. Quand elle est acceptée, il y a contrat unilatéral. XXIV, 8-10.
 - a. L'article 1325 n'est pas applicable à la promesse unilatérale. XXIV, 11.
 2. *Effet de la promesse unilatérale*.
 - a. Quel est le droit du créancier? XXIV, 13, 14. Peut-il le céder? XXIV, 12.
 - b. Le consentement du créancier rétroagit-il? les actes de disposition faits par le débiteur sont-ils valables? XXIV, 13, 16.
 - c. Dans quel délai le créancier doit-il déclarer sa volonté? XXIV, 18.
 3. Ces principes s'appliquent-ils au *pacte de préférence*? XXIV, 17.
- II. *Promesse unilatérale d'acheter*.
 1. Quel en est l'*effet*? XXIV, 19.
 2. Qui supporte les risques de la chose? XXIV, 20.
- III. De la promesse *bilatérale* de vente.
 1. Quand y a-t-il promesse bilatérale? XXIV, 24, 25.
 2. La promesse bilatérale est une vente et elle en produit tous les effets. XXIV, 21, 22.
 3. Différence entre la promesse *bilatérale* et la promesse *unilatérale*. XXIV, 23.
 4. La promesse bilatérale doit être *transcrite*. *Quid* de la promesse unilatérale? XXIX, 57.

PROMESSES ET STIPULATIONS.

Qu'entend-on par *s'engager et stipuler* dans l'article 1119? XV, 531.

A. EFFET DES PROMESSES ET STIPULATIONS A L'ÉGARD DES HÉRITIERS ET DES AYANTS CAUSE.

I. Des héritiers.

1. Les promesses et stipulations passent aux héritiers. XVI, 1, 2.
2. Le principe reçoit *exception* en faveur des *héritiers réservataires* quant aux actes faits en *fraude* de la *réserve*. XVI, 3.
3. Les parties peuvent stipuler que leurs conventions seront *personnelles*. XVI, 4-6.
4. Quand la convention est-elle *personnelle* ou *transmissible* de sa nature? XVI, 7, 8.
5. Les obligations *personnelles* passent aux *héritiers* dès que le *débiteur* est mis en *demeure*. XVI, p. 7, a.
Voir le mot *Actions personnelles*.
6. Peut-on promettre et stipuler *directement* pour ses *héritiers*? XVI, 9-11.
a. Un héritier peut-il être chargé *seul* de la *dette* ou du *payement* de la *dette*? XVII, 416, 417.

II. Des ayants cause.

1. De *quels ayants cause* est-il question dans l'article 1122? XVI, 12.
2. Les ayants cause à *titre particulier* succèdent aux *droits réels* et ils sont tenus des *charges réelles*. XVI, 13.
3. Ils succèdent aux *droits de créance*, ils ne sont pas tenus des *dettes*. XVI, 14.
4. Application du principe aux *promesses*, XVI, 15, 16, et aux *stipulations*. XVI, 17, 18.

B. DES PROMESSES ET STIPULATIONS POUR UN TIERS.

I. Les deux principes.

1. On ne peut, en son nom, *promettre que pour soi-même*. XV, 532, 533.
2. On ne peut, en son nom, *stipuler pour autrui*. XV, 534, 535.
3. *Règle d'interprétation*. XV, 536.
4. Les deux principes ne s'appliquent pas quand il y a *mandat* ou *gestion d'affaires*. XV, 537, 538.

II De la promesse pour un tiers.

1. Cas dans lesquels cette promesse devient valable. XV, 539 (1) -541.
2. Du *porte-fort*.
a. Quand y a-t-il clause de *porte-fort*, et quels en sont les effets? XV, 542, 543.
b. Applications. XVI, 202, p. 264; XXVIII, 48.
c. Les parties peuvent étendre ces effets. XV, 544.
d. Quand le *porte-fort* peut-il agir *directement*? XV, 545, 546.
3. La *ratification* du *tiers* valide la promesse faite pour un tiers. XV, 547.
a. Comment la *ratification* doit-elle se faire? XV, 548.
b. Quel en est l'effet? XV, 549. Retroagit-elle? XV, 550. Voir le mot *Ratification*.

(4) T. XV, Table, p. 674, n° 539 : au lieu de *prometteur*, lisez *promettant*.

4. Ces principes ne s'appliquent pas aux *contrats solennels*.

a. Donation. XII, 241. Hypothèque. XXX, 448, 450.

III. Des *stipulations pour un tiers*.1. La stipulation devient-elle valable quand le *stipulant se porte fort*? XVI, 551.2. Quand la stipulation devient-elle *valable*? XVI, 552.

a. L'article 1121 peut-il être appliqué par analogie? XVI, 553.

b. Applications de l'article 1121. Jurisprudence. XVI, 554.

3. Le principe ne s'applique pas aux cas où il y a mandat ou gestion d'affaires. XVI, 555.

a. Quand y a-t-il gestion d'affaires? Toute stipulation pour un tiers est-elle une gestion d'affaires? XVI, 556-558.

4. *Effet de la stipulation à l'égard des tiers*.

a. Donne-t-elle un droit au tiers? XVI, 559.

b. Sous quelle condition? De l'acceptation. XVI, 560-562.

c. L'offre peut être révoquée tant qu'il n'y a pas eu acceptation. XVI, 563-567.

d. Le tiers a-t-il une action directe contre le promettant? XVI, 568.

e. Le tiers a-t-il les privilèges et hypothèques attachés au contrat? A-t-il l'action en résolution? XVI, 569.

f. *Quid* si la stipulation principale est résolue? XVI, 570.5. *Quid* si le stipulant ou le tiers viennent à mourir avant l'acceptation? La stipulation passe-t-elle à leurs héritiers? XVI, 571, 572.**PROMULGATION (DE LA LOI).**1. Qu'est-ce que la promulgation? Origine de la distinction entre la *promulgation* et la publication. I, 8-11.2. *Effet* de la promulgation. Différence entre la promulgation et l'enregistrement. I, 12-14.**PROPRES (DE COMMUNAUTÉ).**1. Quels sont les biens qui restent *propres* aux époux *communs en biens*? XXI, 275-291. Voir le mot *Communauté (Actif)*.

2. Tout propre de succession est un propre de communauté. XXI, 305-309.

PROPRES (DE SUCCESSION).1. La succession coutumière reposait sur la distinction des propres et des acquêts. De la règle *Paterna paternis, materna maternis*. VIII, 489-491.

2. Origine de la règle. Copropriété de famille. VIII, 495-497.

PROPRIÉTAIRES.1. *Conflit des droits* entre propriétaires voisins. Voir le mot *Propriété (Conflit de droits)*.2. *Incendie*.a. Propriétaire et *locataires*. Droit du propriétaire contre les locataires, quand ils habitent la même maison. XX, 301 *bis*; XXV, 295-301.

b. Propriétaires voisins. Responsabilité en vertu de l'article 1382 XX, 309; XXV, 309.

Voir le mot *Louage de maisons* (C, VI).

3. Servitudes légales établies dans l'intérêt des propriétaires voisins.

Voir les mots *Distances, Constructions et plantations, Égout des toits, Jours et vues, Mitoyenneté.*

4. Servitudes entre voisins, dérivant de la situation des lieux.

Voir les mots *Bornage, Clôture, Eaux, Source*

PROPRIÉTÉ.

I. Définition et caractères de la propriété absolue. VI, 100-103.

1. Les *concessions de voies de communication* ont donné lieu à une nouvelle espèce de propriété que la loi n'a pas encore définie, et dont, par suite, l'étendue est douteuse. VI, 29-35.

2. La propriété des *personnes civiles* n'est pas une vraie propriété. C'est une charge. I, 301, 303; VI, 3, 70. Voir le mot *Personnes civiles.*

II. La propriété est un droit constitutionnel. En quel sens est-elle inviolable? VI, 144.

1. La loi ne peut pas enlever aux citoyens un droit qui est dans leur domaine. I, 145, 147.

2. La loi peut régler l'usage de la propriété, même pour le passé. I, 149, 150.

III. La propriété est un droit naturel.

1. *Attaques* contre la propriété dans l'*antiquité*. Platon et les politiques grecs. VI, 87, 88.

2. *Communisme* des *Pères de l'Église* et du *monachisme*. VI, 89, 90.

3. *Cri de guerre* du XVIII^e siècle contre la propriété. Montesquieu, Mirabeau. VI, 92.

4. Doctrine qui attribue la *propriété* à l'*État*. Cochin. V, p. 409 et suiv.

5. Le *socialisme*. A quoi il aboutit. VI, 93, 95.

6. Ce qu'il y a de légitime dans le *socialisme*. VI, 96-99.

7. La propriété *justifiée* par Portalis et Troplong. VI, 94.

IV. Propriété féodale. Abolie par l'*Assemblée constituante*. Liberté du *sol* et des *personnes*. VI, 130. Voir les mots *Féodalité* et *Seigneurs hauts justiciers*.

V. Lésion de la propriété. Constitue un *délit*. XX, 407.

VI. Prescription.

1. La propriété ne s'éteint pas par le non-usage. VII, 60; XXXII, 384.

2. Application à la *pétition d'hérédité*. IX, 514.

VII. Restrictions que reçoit le droit de propriété dans un *intérêt général*. VI, 133.

1. *Alignements*. *Dessèchement*. *Établissements dangereux*. *Expropriation pour cause d'utilité publique*. *Police sanitaire*. *Servitudes légales*. VI, 132-135.

2. *Restrictions* que reçoit l'*usage* de la *propriété*. *Règlements communaux*. VI, 115-131. Voir le mot *Police (communale)*.

Voir les mots *Action publicienne*, *Action revendicatoire*.

VIII. Révocation de la propriété. VI, 104.

1. *Annulation ou rescision*. VI, 106.
2. *Paiement indéu*. VI, 108.
3. *Rapport et réduction*. VI, 107, 109.
4. *Résolution*. Condition résolutoire expresse ou tacite. VI, 105, 110.
5. *Révocation*. *Ex tunc*. *Ex nunc*. VI, 110-113.

IX. *Usage du droit de propriété*. Quand il constitue un *délit* ou un *quasi-délit*.
Voir le mot *Propriété* (*Conflit des droits privés*).

PROPRIÉTÉ (ACQUISITION ET TRANSMISSION DE LA PROPRIÉTÉ).

A. ACQUISITION DE LA PROPRIÉTÉ.

I. *Comment la propriété s'acquiert et se transmet*. VIII, 436. Voir les mots *Accession*, *Donations*, *Occupation*, *Succession*, *Testaments*, *Tradition* (*Acquisition de la propriété*).

B. TRANSMISSION DE LA PROPRIÉTÉ PAR L'EFFET DES CONTRATS.

I. *Entre les parties*.

1. Principe de l'ancien droit. XVI, 354, 355.
2. Principe du code civil. Explication de l'article 1158. XVI, 356, 357.
3. A partir de quel moment la propriété est-elle transférée?
 - a. Dans les contrats à terme? XVI, 358.
 - b. Dans les contrats sous condition suspensive? XVII, 80.
 - c. Dans les contrats sous condition résolutoire? XVII, 104.
4. Quand la propriété se transfère-t-elle lorsque la chose est *indéterminée*? XVI, 359.
 - a. *Quid* dans les contrats avec *alternative*? XVII, 221, 222.

II. A l'égard des tiers.

1. *Cession de créances*. Voir ce mot.
2. *Immeubles*.
 - a. Le code civil et le code de procédure. XVI, 360, 361.
 - b. La loi hypothécaire belge. XVI, 362. Voir le mot *Transcription*.

III. *Meubles corporels*. XVI, 364.

1. Cas prévu par l'article 1141. C'est une conséquence de l'article 2279. XVI, 364-366.
2. Conditions requises pour que le second acheteur devienne propriétaire. XVI, 367, 368.
3. L'article 1141 ne s'applique pas aux meubles incorporels. XVI, 369.
4. Conséquences qui résultent de l'article 1141. XVI, 370.

PROPRIÉTÉ (CONFLIT DE DROITS PRIVÉS).

I. Quand l'*usage* de la *propriété* est-elle un *droit*, quoiqu'il en résulte un *dommage* pour autrui? Quand cet usage est-il un *délit* ou un *quasi-délit*?

1. Le propriétaire use de son droit, et n'est tenu à aucune réparation s'il ne lèse aucun droit, quand même il léserait l'intérêt d'un tiers. VI, 136, 137.
2. La jurisprudence confond l'*intérêt* et le *droit*. VI, 138; XX, 415.
3. Elle confond encore la *propriété absolue* et la copropriété des *riverains* des *cours d'eau non navigables*. VI, 139.

4. Celui qui use de son droit dans le seul but de nuire commet un *délit civil*, quand même il ne léserait pas un droit. VI, 140. Jurisprudence. p. 189.

II. Cas dans lesquels il y a *lésion d'un droit et fait dommageable*.

1. *Constructions*. Le propriétaire est responsable quand il construit en empiétant sur les droits du voisin. VI, 143 et p. 194, a.
2. La *rigueur* de ce principe est modifiée par les *obligations du voisinage*, VI, 144, et par les *nécessités de l'industrie*. VI, p. 193, a.
a. Où est la limite? VI, 143.
3. Applications. VI, 146.
a. Le bruit que font les machines. VI, 147.
b. *Quid* du bruit que font les salles de danse? VI, p. 201, b.
c. La *fumée*. Lutte entre l'industrie et la propriété. VI, 146.
4. *Eaux*.
a. Le propriétaire d'une source peut-il user des eaux en les altérant? VII, 181.
b. Les propriétaires inférieurs peuvent-ils se plaindre qu'ils reçoivent les eaux altérées quand ils en jouissent sans y avoir droit? VI, 182.
c. Le propriétaire est responsable quand il construit un réservoir d'eaux qui répandent une odeur nauséabonde dans le voisinage XX, 415.
d. Ou quand des eaux nuisibles s'infiltrant dans le voisinage. XX, 415, p. 436.
5. *Établissements dangereux, incommodes, insalubres*. Droit des voisins, quand même l'établissement est autorisé. VI, 148, 149.
a. Les tribunaux peuvent-ils prononcer des dommages-intérêts pour l'avenir? VI, p. 207.
b. Peuvent-ils tenir compte du dommage futur? VI, 153.
c. Les tribunaux peuvent-ils prononcer la suppression des établissements dangereux quand ils sont autorisés, et quand ils ne le sont pas? VI, 150.
d. Conciliation du droit des tribunaux et du droit de l'administration. VI, 151.
e. Les conseils communaux peuvent-ils faire des règlements pour prévenir le conflit des droits entre voisins? VI, 121.
6. Le voisinage d'une *maison de tolérance* donne une action en dommages intérêts. VI, 154.
7. *Quid* du voisinage d'un théâtre? VI, 153.

III. Cas dans lesquels il n'y a pas *lésion d'un droit*.

1. *Constructions* qui privent le voisin d'un avantage. VI, 143.
2. *Fouilles* qu'un propriétaire fait dans son fonds. VI, p. 192, a.
a. Application aux eaux minérales. VI, p. 192, suiv.
b. Travaux de mines. VI, p. 193, a.
c. Le droit de fouiller est-il absolu? VI, p. 193, suiv.
3. *Quid* si un propriétaire cause un *dommage* à ses voisins, en *négligeant de défendre ses terres* contre l'action des eaux? VI, 141.

- a. Le propriétaire qui ne conserve pas ses droits est-il responsable du dommage qu'il cause par sa négligence? Usurpation du sol d'une forêt XX, 471.
4. Celui qui éprouve un dommage *par sa faute* a-t-il droit à des dommages-intérêts, alors qu'il n'y a pas faute de la part du voisin? XX, 416.

PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

1. C'est un *droit mobilier*, VI, 512, qui entre dans l'actif de la communauté légale. XXI, 226.
2. Le *don* d'un *manuscrit* ou la *possession* donnent-ils le droit de publication? Voir le mot *Manuscrit*.
3. *Succession* à la *propriété littéraire*.
 - a. Législation belge. IX, 192-194.
 - b. Législation française. IX, 191, 192.

PROPRIÉTÉ (PRÉSUMPTION DE).

Voir le mot *Présumptions*, D, XIII et E, 3, 15, et le mot *Accession (Droit d')*, A, II

PROPRIÉTÉ (SERVITUDE).

- I. Intérêt de la question de savoir quand il y a *propriété* et quand il y a *servitude*. VII, 158, 159.
- II. Pour savoir s'il y a *propriété* ou *servitude*, il faut consulter les titres VII, 160, p. 187, a, et 161, p. 188, suiv.
 1. S'il y a *copropriété stipulée*, on applique les principes qui régissent la *propriété*. VII, 162.
 - a. La jurisprudence appelle cette *copropriété servitude réciproque* lorsque c'est une chose *accessoire* qui sert à plusieurs *héritages principaux*. C'est une mauvaise expression. VII, 162, p. 190.
 - b. Ce peut être une *servitude* ou une *copropriété*, d'après la volonté des parties contractantes. VII, 163:
 - c. Différence entre la *copropriété* et la *servitude*. VII, 164.
 2. S'il n'y a pas de titre, il faut consulter les caractères de la *possession*. VII, 166.
 - a. Jurisprudence. VII, 167, 168.
 - b. Quand la *possession* donne-t-elle les actions possessoires? VII, 169.
 3. La jurisprudence présume la *copropriété*. Critique. VII, 165.
 - a. L'inedification est-elle un signe de *propriété*? VII, 160, et VI, 256.

PROSPECT (SERVITUDE DE).

- I. En quoi consiste-t-elle?
 1. Est-elle apparente ou non apparente? VIII, 139.
 2. Est-elle continue ou discontinue? VIII, 130.
- II. La *servitude* de prospect résulte-t-elle de la *servitude de vue* ou de la *servitude de ne pas bâtir*? VIII, 254.
- III. Cas dans lesquels il a été jugé qu'il y avait *servitude* de prospect. VIII, p. 278, suiv.

PROTESTANTS.

1. Leur état civil en France sous l'ancien régime. II, 3, 4.

PROTESTATION (RÉSERVE).

1. *Protestatio actui contraria nihil operatur*. Sens de l'adage. IX, p. 371, suiv ; XVIII, p. 287, a.
- II. La protestation ou réserve contraire à l'acte est inopérante.
 1. *Acceptation de la communauté*. XXII, 384.
 2. *Acceptation d'une succession*. IX, 291, 318, 319.
 3. *Renonciation à la prescription*. XXXII, 193.

PROTUTELLE.

1. Quand y a-t-il lieu à la protutelle ? IV, 409-414.
2. La protutelle est une tutelle. Conséquences qui en résultent. IV, 412.

PROVINCES.

- I. Biens provinciaux.
 1. *Domaine public* provincial. VI, 62-64.
 2. *Domaine privé* provincial. VI, 68.
 3. *Principes* qui régissent le domaine provincial. VI, 67.
- II. *Capacité de recevoir à titre gratuit*. XI, 201.
 1. Pour l'enseignement qui est à charge des provinces. XI, 201.
- III. *Cours d'eau*.
 1. *Pouvoir réglementaire des conseils provinciaux*. VII, 314.
 2. *Des députations permanentes*. VII, 321, 322.
- IV. Les provinces sont des personnes civiles. Elles l'étaient déjà sous le royaume des Pays-Bas. I, 293 ; VI, 62.
- V. *Prescription*. Les provinces prescrivent et on prescrit contre elles, d'après le droit commun. XXXII, 11, 13.
- VI. *Responsabilité*.
 1. Les provinces sont responsables en vertu de l'article 1382. XX, 439-442.
 2. A titre de commettants. (Art. 1384). XX, 595.

PROVISIÓN ALIMENTAIRE.

Divorce. Quand il y a lieu à provision alimentaire. III, 260-264.

PROVISION EST DUE AU TITRE.

Sens de l'adage. XIX, 131.

PROXÉNÈTES.

- 1 La convention faite avec un proxénète a une cause illicite. XVI, 150, 151.

PRUD'HOMMES (CONSEIL DE).

1. Jurisprudence du conseil de prud'hommes sur le salaire des ouvriers cassée comme contraire à l'essence des conventions. XXV, 506.

PUBLICATION (DES LOIS).

1. Qu'est-ce que la publication des lois ? Publication de droit et publicité de fait. I, 16, 17, 22.
2. Comment se fait la publication ? I, 18-21.
3. Effet de la publication. I, 23, 25.
4. Ignorance du droit. En quel sens elle n'excuse pas. I, 24.
Voyez le mot *Ignorance du droit*.
5. Différence entre la publication et la promulgation. I, 26-29.
6. Les lois françaises (ainsi que les lois hollandaises) non publiées en Belgique n'y ont aucune force obligatoire. I, 23 Tels sont :
 - a. Le titre XXVI de l'ordonnance de 1669. VI, 429.
 - b. L'arrêt du conseil du 25 février 1763. I, p. 61, note 1.
 - c. Et l'arrêté-loi du prince souverain des Pays-Bas du 27 juillet 1814. XXIX, 317.

PUBLICATIONS (DE MARIAGE).

- I. Mariages célébrés en Belgique.
 1. Publications orales et affiches. II, 418.
 2. Nombre des publications. Où elles doivent se faire. II, 419-422.
 3. Quand le mariage peut être célébré. II, 423.
 4. Le mariage est-il nul pour défaut de publications ? II, 478.
- II. Mariages célébrés à l'étranger.
 1. Formalité spéciale des publications en France. III, 21-23.
 2. Le mariage est-il nul pour défaut de publication ? III, 26-29.
 3. Jurisprudence. Admet la nullité facultative. III, 30, 31.
 4. Par qui la nullité peut-elle être demandée ? III, 32.
 5. Peut-elle être couverte ? III, 33.

PUBLICIENNE.

Voyez les mots *Action publicienne* et *Action revendicatoire*.

PUBLICITÉ.

- I. Actes, intéressant les tiers, qui sont soumis à la publicité par la voie de la transcription ou de l'inscription, en vertu de la loi hypothécaire belge. XXIX, 4.
- II. Du principe de publicité.
 1. Le code civil ne prescrit la publicité que par exception. C'est la clandestinité romaine qui y domine. XXIX, 5, 6.
 2. Critique du système du code civil. XXIX, 7-10.
 3. La publicité sauvegarde tous les intérêts. XXIX, 11, 12.
- III. Origines de la publicité. Dieu dans l'histoire. XXIX, 13.
 1. Coutumes de nantissement. XXIX, 14.
 2. Devoirs de loi prescrits dans l'intérêt des tiers. XXIX, 14, 15.
 3. Le nantissement coutumier est identique avec la transcription. XXIX, 16-18.
 4. Sauf que le nantissement se faisait en justice. XXIX, 19, 20.
 5. Les origines du nantissement remontent à la féodalité. XXIX, 21-23.

6. La saisine féodale remplacée par la *clandestinité romaine*. XXIX, 24.
7. L'édit de Colbert. Tentative de réforme. XXIX, 25.
8. Loi de l'Assemblée constituante. XXIX, 26.
9. Lois de l'an III et de l'an VII. XXIX, 27.
10. Travaux préparatoires du code civil. La publicité proposée, adoptée, puis omise, on ne sait comment. XXIX, 28, 29.
11. La *publicité* rétablie en Belgique et en France. XXIX, 30 (1).
- IV. Publicité du contrat de mariage. Voir le mot *Contrat de mariage*.
- V. Publicité des hypothèques et privilèges. Voir le mot *Inscription hypothécaire*.
- VI. Publicité par la voie de l'inscription. Voir le mot *Inscription*.
- VII. Publicité par voie de la transcription. Voir le mot *Transcription*.

PUISSANCE.

- I. Le droit romain repose sur l'idée de *puissance*. I, Introd., 24, p. 34, a.
 1. Puissance maritale. I, Introd., 24, p. 35, a.
 2. Puissance paternelle. Est un vrai domaine. I, Introd., 24, p. 34, b.
- II. Les coutumes germaniques. L'idée de *puissance* remplacée par celle de *protection*. I, Introd., 24, p. 34, a.
 1. Il n'y a plus ni puissance maritale ni puissance paternelle. I, Introd., 24, p. 35, a, 34, b.
- III. Le code a consacré le principe coutumier. I, Introd., 24.
Voir les mots *Puissance maritale*, *Puissance paternelle*.

PUISSANCE MARITALE.

- I. La puissance maritale se réduit à l'obéissance que la femme doit au mari. C'est un principe d'*inégalité*. Singulière justification de la puissance maritale par Portalis. En fait, c'est l'*égalité* qui règne. III, 82, 83.
- II. Conséquences du principe de l'*inégalité*.
 1. *Incapacité* de la femme mariée. III, 95, 96.
 - a. Ce n'est pas une vraie puissance, puisque le juge peut donner l'autorisation que le mari refuse. III, 126. Voir le mot *Femme mariée (Incapacité)*.
 2. *Obligations* naissant du mariage. L'*adultère* de la femme et l'*adultère* du mari. L'*inégalité* est une leçon d'immoralité. III, 84 et 179.
- III. La puissance maritale est d'ordre public.
 1. Il n'y peut être dérogé par les conventions matrimoniales. XXI, 117, 118.
 2. Dans les donations et testaments, les *conditions* qui dérogent à la puissance maritale sont réputées *non écrites*. XI, 446, 447.

PUISSANCE PATERNELLE.

- I. *Coutumes* et *droit romain*.
 1. Le droit romain dans les pays de droit écrit. IV, 256 et I, Introd., 24.
 2. D'après les coutumes, *puissance paternelle* n'a lieu. IV, 257.
 3. Le code civil a consacré le principe des coutumes. IV, 255, 259.

(1) T. XXIX, p. 45, ligne 5 : au lieu de *quinze*, lisez *cinq*.

Réponse aux objections que l'on fait contre la législation révolutionnaire et le code civil. IV, 259.

4. Règle d'interprétation. Il faut tenir compte avant tout du droit de l'enfant. IV, 260.

A. PUISSANCE PATERNELLE SUR LES ENFANTS LÉGITIMES.

I. A qui appartient la puissance paternelle ? IV, 261.

1. Pendant le mariage le père seul l'exerce. IV, 261.

a. Quid en cas d'absence du père ? II, 145-150 ; IV, 262.

b. Quid si le père est colloqué dans une maison de santé ? V, 397.

c. Quid si le père est interdit ? IV, 262 ; V, 302-303 bis.

d. Quid en cas de séparation de corps ? III, 330

2. Après la dissolution du mariage par le divorce. Voir le mot *Divorce* (C, III).

3. Après la mort de l'un des père et mère. IV, 263.

a. Quid si le survivant n'est pas tuteur ? IV, 263.

b. Quid si la mère survivante se remarie ? IV, 264-266.

II. Les ascendants n'ont pas la puissance paternelle. IV, 267.

1. Le pouvoir du père est-il limité par celui des ascendants ? IV, 268, 269.

III. Droits attachés à la puissance paternelle.

1. Les devoirs que l'article 371 impose aux enfants sont purement moraux. IV, 270.

2. Droit de garde. Conséquence et sanction. IV, 271, 272.

a. Quid si l'enfant est maltraité ? IV, 274.

b. Exception au droit de garde. Enrôlement volontaire. IV, 273.

3. Pouvoir de correction. IV, 275-288. Voir le mot *Correction* (pouvoir de).

IV. Fin de la puissance paternelle.

1. Causes légales. IV, 289, 290. Voir le mot *Emancipation*.

2. Le père peut-il être privé de la puissance paternelle pour abus, excès, incapacité ou inconduite ? IV, 291, 292.

V. La puissance paternelle est d'ordre public.

1. Les conventions qui y dérogent sont nulles. IV, 293 ; XXI, 120.

a. Telle serait la convention qui règle l'éducation religieuse de l'enfant. IV, 294 et XXI, 120

b. Quid des renonciations que fait la veuve qui se remarie ? IV, 295.

2. Les conditions qui dérogent à la puissance paternelle dans les donations et testaments sont réputées non écrites. XI, 448.

VI. Puissance paternelle quant aux biens.

1. Administration légale. Voir les mots *Puissance paternelle*, *Administration des biens*.

2. Usufruit légal. Voir ce mot.

VII. Rétroactivité. Questions de non-rétroactivité. I, 187-189.

VIII. Statut personnel. I, 95. Quid de l'usufruit légal ? I, 96.

B. PUISSANCE PATERNELLE SUR LES ENFANTS NATURELS.

I. A qui appartient-elle ?

1. Principe d'interprétation. IV, 347.

412 PUISSANCE PATERNELLE. (ADMINIST. LÉGALE). — PURGE.

2. A qui appartient la puissance paternelle sur les enfants *naturels*? IV, 348. Qui en a l'*exercice*? IV, 349.
3. Les tribunaux ont-ils un pouvoir discrétionnaire en cette matière? IV, 350.
- II. Droits des père et mère sur la *personne* de l'enfant.
 1. Les père et mère naturels ont, en général, les mêmes droits que les *père et mère légitimes*. IV, 352-353.
 2. Le droit de correction est modifié. IV, 356-358.
- III. Droits des père et mère sur les biens.
 1. Administration légale. IV, 359.
 2. Les père et mère naturels ont-ils l'*usufruit légal*? IV, 360.

PUISSANCE PATERNELLE (ADMINISTRATION LÉGALE).

- I. L'administration légale appartient au *père seul*. IV, 296.
- II. Est-elle d'*ordre public*? IV, 297.
 1. La *clause* d'une donation ou d'un *legs* qui enlève au père l'administration des biens *donnés* ou *légus* est-elle *valable*? IV, 297-300.
- III. Des *pouvoirs* du *père administrateur*.
 1. L'*administration légale* n'est pas soumise aux règles de la tutelle. IV, 301, 302.
 2. Le père administrateur ne peut faire que des actes d'*administration*, il ne peut pas faire des actes de *disposition*. IV, 302-303.
 3. Modifications que l'*usufruit légal* apporte aux droits du père. IV, 306.
 - a. Actes d'administration. IV, 311, 312.
 - b. Actes de disposition. IV, 313-316.
 4. *Obligations* du père administrateur. IV, 317-319.
- IV. *Garanties de l'enfant*.
 1. Il n'y a ni caution, ni hypothèque légale, ni inventaire. IV, 307-309.
 2. Quand il y a lieu à nommer un tuteur *ad hoc*. IV, 310.
- V. Quand *finit* l'administration légale? IV, 320.
 1. Le père administrateur peut-il être *destitué* pour incapacité, inconduite ou infidélité? IV, 321.

PURGE.

A. GÉNÉRALITÉS.

- I. *Objet* de la purge et *justification*. XXXI, 414-420.
- II. *Qui* peut purger? XVII, 405; XXXI, 421-431.
- III. Quels *biens* peuvent être *purgés*? XXXI, 432-435.
- IV. Des cas dans lesquels la purge a lieu de *plein droit*. XXXI, 436-439.

B. CONDITIONS DE LA PURGE.

- I. *Transcription*. XXXI, 440-442.
- II. *Notifications*.
 1. *But*. XXXI, 443.
 2. Quelles *mentions* doivent-elles comprendre? XXXI, 444-451.
 3. *Quid* si ces formalités n'ont pas été *observées*? XXXI, 452-456.
 4. A *qui* les notifications doivent-elles être faites? XXXI, 457-461.

III. De l'offre de payer le prix.

1. Que doit offrir l'acquéreur? XXXI, 462-472.
2. Effet de l'offre. XXXI, 473-475.
3. Qui peut faire l'offre? XXXI, 476-479.

IV. Des créanciers privilégiés qui peuvent intenter l'action résolutoire. Ils doivent opter entre le privilège et la résolution. XXXI, 480-483.

V. Droit des créanciers de requérir la mise aux enchères.

1. Quand y a-t-il lieu à l'exercice de ce droit? XXXI, 484, 485.
2. Qui peut surenchérir XXXI, 486-497.
3. De la capacité requise pour surenchérir. XXXI, 498-502.
4. Dans quel délai la surenchère doit-elle se faire? XXXI, 503-507.
5. De la soumission du requérant. XXXI, 508-516.
6. De l'obligation de fournir caution. XXXI, 517-520.
7. Ces formalités et conditions sont prescrites sous peine de nullité. XXXI, 521, 522.
8. Signification de l'enchère. XXXI, 523-529.
9. Effet de l'enchère. XXXI, 530-536.
10. De la mise en vente. XXXI, 537, 541.
 - a. Le tiers détenteur reste propriétaire jusqu'à l'adjudication. XXXI, 538-540.
 - b. Quid si le tiers détenteur se porte adjudicataire? XXXI, 542.
 - c. Quid si le tiers détenteur ne se porte pas adjudicataire? XXXI, 543-552.
11. Du cas où il n'y a pas de surenchère.
 - a. Quel est l'effet de l'acceptation de l'offre faite par le tiers détenteur? XXXI, 553-555. Les inscriptions ne doivent plus être renouvelées. XXXI, 140-144.
 - b. Les hypothèques se purgent par le paiement du prix. XXXI, 556, 557.
 - c. Le tiers détenteur peut aussi consigner son prix. XXXI, 558-562.
 - d. Quid s'il ne paye pas et s'il ne consigne pas? XXXI, 562 bis.
12. Formalités spéciales dans les cas prévus par l'article 122. XXXI, 563.
 - a. Dans quels cas y a-t-il lieu à ventilation? XXXI, 564-569.
 - b. Sur quels biens la surenchère peut-elle ou doit-elle porter en cas de ventilation? XXXI, 570, 571.
 - c. Quelle est la conséquence de la surenchère partielle? XXXI, 572.

Q

QUASI-CONTRATS (1).

I. Définition. XX, 307, 308.

1. Gestion d'affaires. Voir ce mot.
2. Paiement indû. Voir ce mot.
3. Y a-t-il d'autres quasi-contrats? XX, 309.

(1. T XX, p. 336, titre : au lieu de *prouvent*, lisez *forment*.

- a. *L'acceptation d'une hérédité est-elle un quasi-contrat?* IX, 346, p. 408, a.
- b. *La communauté de fait?* XXVI, 432.
- II. Les quasi-contrats n'exigent pas la capacité de s'obliger. XX, 308. Application à la femme mariée. III, 401.
- III. *Preuve des quasi-contrats. La loi admet la preuve testimoniale* XX, 346.
 - 1. *Gestion d'affaires.*
 - a. Le maître. XX, 347.
 - b. *Quid du gérant?* XX, 348.
 - c. *Quid du mandat tacite?* La jurisprudence confond la *gestion d'affaires* et le *mandat tacite*. XX, 349-351.
 - 2. *Payement indû.* XX, 353, 354.

QUASI-DÉLIT.

- 1. Qu'entend-on par quasi-délit? XX, 384, 387. Voir le mot *Délits et quasi-délits*.
- 2. *Preuve.* Se fait par témoins, sauf quand il se mêle au quasi-délit un élément conventionnel. XIX, 353, 383.
- 3. *Responsabilité solidaire des auteurs d'un quasi-délit.* XVII, 318, 323; XIX, 341-343.

QUASI-POSSESSION.

C'est la possession qui sert de base à la prescription des servitudes. VIII, 202.

QUASI-USUFRUIT.

- I. Différence entre le *quasi-usufruit* et l'*usufruit*. VI, 407.
 - 1. Quelle est l'obligation de l'usufruitier à la fin de l'usufruit? VI, 408, 409.
 - 2. Le quasi-usufruit peut-il être établi sur des choses non consommables? VI, 410.
- II. La communauté devient propriétaire des choses consommables qui sont propres aux époux, à titre de *quasi-usufruitière*. XXIII, 148.
- III. Sous le régime d'*exclusion de communauté*, le mari devient propriétaire des choses consommables appartenant à la femme, XXIII, 436, à charge de restitution. XXIII, 438.
- IV. De même sous le régime dotal. XXIII, 288, 506.

QUESTIONS D'ÉTAT.

- 1. Qu'entend-on par *questions d'état*? III, 426.
- 2. Elles ont un caractère moral et des effets pécuniaires. Conséquences qui en résultent. III, 427-429.
- 3. Les questions d'état sont communicables au ministère public. III, 430.
- 4. Elles sont dispensées du *préliminaire de conciliation*. III, 430.
- 5. Dans les questions d'état, le civil tient le criminel en état. III, 471-473.
- 6. *Compétence exclusive des tribunaux criminels* quand l'acte de célébration du mariage a été falsifié ou supprimé, tant que l'auteur du crime est en vie (controversé). III, 18.

QUI AUTORISE NE S'OBLIGE PAS.

1. Motif du principe. Application au *mari*. III, 151.
2. Le principe reçoit *exception* quand les époux sont communs en biens III, 153; XXI, 429; XXII, 69.
 - a. Le *mari* est-il débiteur *personnel* par suite de son autorisation? XXII, 70.
 - b. Le *mari* peut-il être poursuivi pour le *tout* à la *dissolution de la communauté*? XXIII, 47, 48.

QUI PEUT LE PLUS, PEUT LE MOINS.

1. Quand l'adage est vrai et quand il ne l'est pas. XIV, 363, p. 393, a. Comparez la remarque de Napoléon au conseil d'État. XXXI, p. 399 et suiv.
2. Le *testateur* peut ne pas nommer un *exécuteur testamentaire*; il ne peut pas, en le nommant, lui donner des droits que la loi ne lui donne point. XIV, p. 393, a; XV, p. 10. *in*.
3. Le testateur ne peut pas vinculer la propriété des légataires, après sa mort, bien qu'il ait pu ne pas les instituer. Application au *partage d'ascendant*. XV, 4, 10, 12.

QUI SUO JURE UTITUR NEMINI FACIT INJURIAM.

1. Sens de l'adage. XX, 408, 409.
 - a. Défense de soi-même. XX, 411.
2. Celui qui, en usant de son *droit de propriété* lèse le *droit* d'un tiers, commet un *quasi-délit* ou un *délit*. Voyez le mot *Propriété* (*Constit de droits*).
3. Quand il y a *intention de nuire*, il y a *délit*. XX, 410.
4. *Procès*. Le plaideur téméraire est-il tenu à des dommages-intérêts? XX, 412, 413.
5. *Voies d'exécution*. Quand elles constituent un fait dommageable. XX, 414.

QUI TACET CONSENTIRE VIDETUR.

1. Quand le *silence* vaut-il *consentement*? XIV, 58; XV, 484.
2. Quand le *silence* vaut-il *aveu*? XIX, 505; XX, 157, p. 191, a.
3. Quand le *silence* ou la *réticence* constitue-t-elle un *quasi-délit*? XX, 389.

QUITTANCES.

1. Les quittances *non enregistrées* font-elles foi de leur *date* à l'égard des *tiers*? XIX, 332-336.
2. Les quittances sont-elles soumises aux formes de l'article 1326? XIX, 249.
3. Les baux contenant *quittance anticipative* de trois ans de loyers doivent être *transcrits* pour que la quittance puisse être opposée aux tiers. XXIX, 119, 202-204.
4. Le *débiteur* qui a *hypothéqué* un immeuble peut-il le donner à bail avec

payement anticipatif? Quel est l'effet de la quittance? XXX, 238-242.

5. *Jugement.* Le débiteur condamné à payer peut-il opposer une *quittance antérieure* au jugement? XX, 134.
6. *Mentions libératoires* qui valent quittance, quoique non signées. Voir le mot *Mentions libératoires*.
7. *Quittance du capital.* Falt présumer le payement des intérêts. XXVI, 518, 519.
8. *Quittances* de la part d'un *débiteur solidaire* dans la dette. Font présumer la remise de la solidarité. XVII, 348-353.

QUOTITÉ DISPONIBLE.

1. *Disponible ordinaire.* Quand il y a des descendants ou des ascendants. XII, 1. Voir le mot *Réserve*.
2. *Disponible entre époux.* Voir le mot *Quotité disponible (entre époux)*.
3. *Des biens indisponibles* quand le défunt est mineur. XI, 148-152.
Voir le mot *Disposition à titre gratuit*.

QUOTITÉ DISPONIBLE (ENTRE ÉPOUX).

1. Pourquoi la loi établit-elle un *disponible exceptionnel* entre époux? XV, 341.

A. DU DISPONIBLE QUAND L'ÉPOUX NE LAISSE PAS D'ENFANTS D'UN PRÉCÉDENT MARIAGE.

- I. Du *disponible* quand l'époux laisse des *ascendants*. XV, 343, 344.
 1. Quelle est la quotité dont l'époux *mineur* peut disposer? XV, 345.
- II. Du *disponible* quand l'époux laisse des *descendants*.
 1. *Montant du disponible.* XV, 348-350.
 - a. Quel est le disponible quand le donateur ne laisse qu'un enfant naturel? XV, 351.
 2. L'*intention de gratifier* le donataire du *maximum* doit-elle être exprimée en termes formels? XV, 352. Jurisprudence. XV, 353-355.
 3. Si la disposition est faite en usufruit, l'article 917 sera-t-il applicable? XV, 356.
 4. *Quid* si la *disposition* est faite en *rente viagère*? XV, 357.
 5. Les articles 1099 et 1100 s'appliquent-ils au cas prévu par l'article 1094? XV, 358.

II. Concours de deux disponibles.

1. Les *deux disponibles* peuvent-ils se *cumuler*? XV, 359. Peuvent-ils concourir? XV, 360.
2. En *quel sens* et dans *quelles limites* l'époux peut-il disposer au profit de son *conjoint* et au profit d'un *étranger*? XV, 361, 362.
3. Dans l'*opinion générale*, l'époux peut donner le disponible ordinaire à un étranger et le disponible exceptionnel à son conjoint, en tant qu'il excède le disponible ordinaire. XV, 363.

(1) T. XV, Table, p. 667, n° 381 : au lieu de *donataire*, lisez *donateur*.

4. *Critique de l'opinion générale.* XV, 364-366

5. *Concours de l'article 913 et de l'article 1094.* Il y a *lacune*. XV, 342.

a. *Critique.* XV, 367. Incertitude de la doctrine et conséquences de la jurisprudence. XV, 368-371.

III. De la *réduction*.

1. *Les libéralités excessives sont réductibles.* XV, 372.

a. *Quid* si l'époux donataire renonce en tout ou en partie à la donation? XV, 373, 374.

b. Les donateurs et légataires peuvent-ils demander que les libéralités faites au conjoint soient renfermées dans les limites de l'article 1094? XV, 375.

2. *Comment* se fait la réduction? Évaluation de l'usufruit. XV, 376-378.

3. *Mode* de réduction. XV, 379, 380.

B. DU DISPONIBLE QUAND L'ÉPOUX LAISSE DES ENFANTS D'UN PREMIER LIT.

1. *Disponible restreint.* Origine et motif. XV, 381.

1. Quand y a-t-il lieu au disponible restreint? XV, 382-385.

2. *Quid* s'il y a un *enfant naturel*? XV, 386.

3. *Comment* se calcule la part d'*enfant*? XV, 388, 393.

a. *Quid* si l'époux a donné une part d'*enfant* et si les enfants précèdent? XV, 389.

b. *Quid* si le *donataire précède*? XV, 390.

c. *Quid* si l'époux contracte plusieurs mariages subséquents? XV, 387.

d. L'époux peut disposer *au profit d'étrangers*, d'après le droit commun. Comment se règlent, dans ce cas, les droits des divers donataires. XV, 388, 389.

II. De la *réduction des libéralités excessives*.

1. Quelles libéralités sont réductibles. XV, 394-397.

2. Qui peut demander la réduction? XV, 398-400.

3. Comment se fait la réduction. XV, 401-403.

III. *Sanction*.

1. L'article 1099. XV, 404-408.

2. L'article 1100. XV, 409 (1) -413.

3. De l'action en nullité. XV, 414-416.

R

RACHAT (PACTE DE).

I. Caractère.

1. C'est une *condition résolutoire, expresse, potestative*. XXIV, 381

2. Quand doit-elle être stipulée? XXIV, 382.

3. Objet de la clause. XXIV, 379.

4. Pour quel *délai* le rachat peut-il être stipulé? XXIV, 384-387.

(4) T. XV, p. 462, ligne 17 : au lieu de *limitent*, lisez *fixent*.

5. Peut-il l'être dans les *ventes mobilières*? XXIV, 385.

6. Différence entre le rachat et le prêt sur nantissement? XXIV, 380.

II. Effet du pacte pendant que la condition est en suspens.

1. L'acheteur est *propriétaire sous condition résolutoire*, et peut faire les actes de disposition. XXIV, 388.

a. Peut-il *expulser le fermier*? XXIV, 391.

b. Il peut opposer le bénéfice de discussion aux créanciers du vendeur. XXIV, 390.

c. Il peut prescrire. XXIV, 389.

2. Le vendeur est *propriétaire sous condition suspensive*. XXIV, 392

a. Il peut aliéner et hypothéquer sous la même condition. XXIV, 393, 394.

b. Il peut établir une servitude sur l'héritage vendu. XXIV, 395.

III. Effet du pacte quand la condition se réalise.

1. Comment la condition s'accomplit-elle? XXIV, 396.

a. Le vendeur doit-il agir en justice? XXIV, 397, ou faire des offres réelles? XXIV, 398.

b. Dans quelle forme doit-il déclarer sa volonté? XXIV, 399.

c. Quand la vente sera-t-elle résolue? XXIV, 400.

2. Effet du rachat quant aux droits et obligations de l'acheteur. XXIV, 407-409.

3. Effet du rachat contre les tiers.

a. Les droits consentis aux tiers tombent, XXIV, 416, à l'exception des baux. XXIV, 417.

b. Le vendeur a action contre les tiers. XXIV, 409, 410.

4. Obligations du vendeur. XXIV, 401-405.

a. L'acheteur a un droit de *rétenion*. XXIV, 406.

c. Comment s'exerce l'action si la chose vendue est *indivise*? XXIV, 412.

d. L'action se *divise* du côté des vendeurs et du côté des acheteurs. XXIV, 413-415.

IV. Effet du pacte quand la condition défaille. XXIV, 418, 419.

RADIATION ET RÉDUCTION (DES INSCRIPTIONS).

I. Qu'est-ce que la radiation des inscriptions? Quel en est l'objet? XXXI, 147, 148.

1. La radiation est *volontaire* ou *forcée*. XXXI, 149, 150.

2. De la radiation des inscriptions prises pour les *hypothèques légales*. XXXI, 151.

3. De la radiation de l'inscription d'office des *privileges*. XXXI, 152 (1)

II. De la radiation volontaire.

1. C'est un *acte unilatéral*, mais la radiation se fait d'ordinairement en vertu d'une convention. XXXI, 153.

2. Elle doit être consentie par les *parties intéressées*. XXXI, 154.

3. Les parties doivent être *capables*. XXXI, 155, 156.

4. Application du principe. Radiation consentie après que la dette est payée.

(1) T. XXXI, p. 132, n° 152, ligne 3 : au lieu de (art. 86 : lisez (art. 86).

- a. Des *incapables*. Mineurs et femmes mariées. XXXI, 157-159.
- b. *Administrateurs* des biens d'autrui. XXXI, 160. Tuteur. XXXI, 161. Mari. XXXI, 162.
- 3. Qui peut consentir la radiation *avant le paiement de la dette*?
 - a. Il faut voir quel est l'objet de la convention. XXXI, 163.
 - b. Les *mineurs* sont toujours incapables dans cette hypothèse. XXXI, 164, 165.
 - c. La *femme séparée de biens* et la *femme dotale* pour ses créances *paraphernales*. XXXI, 166.
 - d. Les *administrateurs de biens d'autrui*. XXXI, 167. Le tuteur. XXXI, 167-169. Le mari, administrateur légal des biens de la femme. XXXI, 170. *Quid du mari, administrateur de la communauté*? XXXI, 171.
 - e. Le *mandataire conventionnel* peut consentir en vertu d'un mandat *authentique et spécial*. XXXI, 172, 173.

III. De la radiation forcée.

- 1. Quand la radiation *doit-elle être prononcée*? XXX, 174-178.
- 2. *Par qui* la radiation peut-elle être demandée? XXXI, 179-184.
- 3. La radiation *doit être demandée* contre le *créancier*. XXXI, 185, 186.
- 4. Devant *quel tribunal* l'action doit-elle être portée? XXXI, 187-194.
- 5. L'*inscription* ne peut être rayée que lorsque le *jugement* a acquis force de chose jugée. XXXI, 195, 196.
- a. *Quid en cas de recours en cassation*? XXXI, 197, 198.

IV. De la réduction de l'inscription.

- 1. *Analogie* entre la *réduction* et la *radiation*. XXXI, 199.
- 2. De la réduction volontaire. XXXI, 200.
- 3. De la réduction forcée. XXXI, 201, 202.

V. Des formes de la radiation et de la réduction.

- 1. *Pièces* que le *requérant* doit présenter au *conservateur*. XXXI, 203-206.
- 2. Le conservateur peut *refuser la radiation* quand les pièces qu'on lui présente ne couvrent pas sa *responsabilité*. XXXI, 207-208.
 - a. Il peut exiger les documents qui établissent la capacité de ceux qui ont consenti la *radiation*. XXXI, 209.
 - b. Si l'acte est passé en pays étranger, le conservateur peut exiger qu'il soit visé par le président. XXXI, 210.
 - c. Justification que doit faire le tuteur quand il s'agit d'un prix de vente. XXXI, 211.
 - d. Justification que doit faire le *mineur devenu majeur*. XXXI, 212.
 - e. S'il s'agit d'une femme mariée, le conservateur peut se faire représenter l'acte de célébration du mariage et les conventions matrimoniales, ou la justification des pouvoirs du mari. XXXI, 213-217.
 - f. Quand des *inscriptions* sont prises au nom d'une *société de commerce*, celui qui consent la *radiation* doit justifier au conservateur de ses pouvoirs. XXXI, 218, 218.
- 3. Quand la *responsabilité* du conservateur est à *couvert*, il doit faire la radiation. XXXI, 220.

a. Peut-il être condamné aux dommages-intérêts s'il la refuse? XXXI, 221.

V. *Effet de la radiation et de la réduction.*

1. La radiation a-t-elle pour effet d'éteindre l'hypothèque en tout ou en partie? XXXI, 222.

2. Effet de la radiation quand le créancier conserve son hypothèque. XXXI, 223, 224.

3. La mainlevée de l'inscription produit son effet, non du moment où elle a été consentie, mais du moment où le conservateur a rayé l'inscription. XXXI, 225.

4. Jusque-là le créancier qui a consenti la radiation peut la révoquer. XXXI, 226-229.

5. Si la radiation est annulée et si l'inscription radiée est rétablie, elle reprend son rang primitif. XXXI, 230, 231.

a. Critique de l'opinion contraire. XXXI, 232-234.

b. Conséquence qui résulte de cette opinion quant au rang de l'inscription rétablie. XXXI, 235.

RAPPORT.

A. TOUTE LIBÉRALITÉ FAITE AU SUCCESSIBLE DOIT ÊTRE PAR LUI RAPPORTÉE, SAUF DISPENSE. X, 546-548.

1. Le rapport est-il d'ordre public? X, 549.

2. Les dettes du successible sont aussi sujettes à rapport. X, 550.

3. Rapport et réduction. Différences. X, 552.

B. QUI DOIT LE RAPPORT?

1. Tout héritier *ab intestat* qui accepte doit le rapport. X, 553-556 bis.

2. Conditions.

a. Il faut être héritier donataire ou légataire. X, 557, 558.

b. On ne doit pas le rapport pour autrui. Sens des articles 847 et 849. X, 559-561.

c. Le fils doit-il le rapport du don fait à son père? X, 562, 562 bis.

d. L'article 848 s'applique au rapport des dettes. X, 563 (1).

e. Quid si la donation est faite à deux conjoints? X, 564.

3. Le rapport n'est dû qu'à la succession du donateur. X, 563.

a. Quid si la donation est faite par deux époux conjointement ou par l'un d'eux? X, 566; XXI, 159-173. Voir le mot *Dot*.

I. *Dispense de rapport.*

1. Doit être expresse. X, 571-574.

2. La dispense peut-elle résulter de l'ensemble de l'acte? X, 575.

3. Peut-elle être virtuelle? X, 576-580.

4. Les donations déguisées sont-elles dispensées du rapport? X, 581-583.

C. QUI PEUT DEMANDER LE RAPPORT?

1. Le rapport ne peut être demandé que par l'héritier. X, 584.

a. Quid du rapport fictif de l'article 922? X, 585.

(1) T. X, table, p. 745, n° 563 : au lieu de 849, lisez 848.

2. Le rapport peut être demandé par les *créanciers de l'héritier*. X, 586.
a. Quid des créanciers de la succession? X, 587 (1).

3. Les *legataires* ne peuvent pas demander le rapport ni en profiter
 X, 587 bis.

I. De l'action en rapport.

1. Elle appartient à *chacun* des héritiers. X, 588, 589.

2. Prescription. X, 590.

3. L'action peut être intentée contre les tiers détenteurs des biens
 donnés. X, 591.

4. La *preuve* incombe au *demandeur*. Comment se fait-elle? X, 592

D. TOUTE DONATION EST SUJETTE A RAPPORT. X, 593.

1. Donations *directes*.

a. Par acte. X, 594, 595.

b. Dons manuels. X, 596, 597.

c. Frais d'établissement. X, 598, 599.

d. Paiement des dettes de l'héritier. X, 600-602. Voir le mot *Remplacement*.

2. Donations *indirectes*.

a. Actes à titre onéreux. X, 607. *Bail*. X, 610. *Cautionnement*. X, 612. *Remise de la dette*. X, 611. *Vente*. X, 608, 609.

b. Disposition spéciale concernant la société. X, 613-619.

c. Libéralités faites par personnes interposées. X, 603, 604.

d. Renonciations. X, 605, 606.

3. De quel est-il du rapport dans les donations indirectes? X, 620-622.

I. Des libéralités non sujettes à rapport.

1. *Libéralités* de l'article 852. X, 623-627.

2. *Fruits, intérêts et arrérages*. X, 628-633.

II. Rapport des legs. X, 634.

III. Rapport des actes. X, 635. *Différence* entre le rapport des dettes et le rapport des libéralités. X, 636.

1. Toutes les *dettes* sont sujettes à rapport. X, 641.

2. *Prestations* dues par les *héritiers* postérieurement à l'ouverture de l'hérédité. Ne sont pas assimilées au rapport. X, 642.

E. COMMENT SE FAIT LE RAPPORT?

I. Le rapport se fait en *nature* ou en *moins prenant*. XI, 1-4.

II. Rapport des meubles.

1. Le *donataire* est *débiteur* d'une *valeur*. *Conséquence* quant aux *risques*. XI, 6.

2. *Quelle valeur* doit-il rapporter? XI, 7-8.

3. Rapport de l'*argent*. XI, 9, 10.

III. Rapport des immeubles. La règle.

(1) T. X, p. 645, ligne 11 du n° 587 : au lieu de *réunis*, lisez *mis*.

1. Y a-t-il rapport *mobilier* ou *immobilier* quand une dot est constituée en argent et payée en immeubles ? XI, 3.
2. L'héritier est *débiteur* de l'immeuble. Il est libéré par la perte fortuite. XI, 11, 12.
3. Applique-t-on les principes sur le rapport quand l'héritier allène un *immeuble héréditaire* pendant l'indivision ? XI, 13.
4. *Droits* du donataire quand l'immeuble a augmenté de valeur. XI, 14-19.
5. *Obligations* du donataire quand l'immeuble a diminué de valeur. XI, 20, 21.
a. *Quid* si l'immeuble périt par *cas fortuit* ? XI, 22.
6. *Effet* du rapport de l'immeuble quant aux *droits* consentis par le donataire. XI, 23, 24.

IV. Rapport des immeubles. L'exception.

1. Quand le rapport doit se faire en *moins prenant*. XI, 27, 28 (1).
2. Quand *peut-il* se faire en *moins prenant* ? XI, 25, 26.
3. *Conséquences* du rapport fait en *moins prenant*. XI, 29, 30.
4. Du rapport fait en cas d'*expropriation* du donataire. XI, 31-32.

V. Dispositions générales.

1. Y a-t-il lieu à *compensation* entre la dette du rapport et les créances de l'héritier ? XI, 33, 35, 36.
2. Le juge peut-il s'écarter de l'article 856 pour maintenir l'égalité ? XI, 34.

F. RAPPORT DANS LES SUCCESSIONS IRRÉGULIÈRES. X, 531.

I. L'enfant naturel peut demander le rapport. XI, 37, 38.

1. *Quid* s'il est en concours avec des enfants naturels ? XI, 39.

II. L'enfant naturel doit le rapport. XI, 40, 41.

1. Y a-t-il une *différence* entre le rapport dont est tenu l'enfant naturel et l'obligation des *héritiers* ? XI, 42, 43.
2. Dans quel cas les descendants de l'enfant naturel doivent-ils le rapport ? XI, 44.

RAPT.

1. *Mariage*. Le rapt de séduction constitue-t-il une *violenée* qui vicie le consentement et annule le mariage ? II, 300, 301.
2. *Recherche de la paternité naturelle*. Est admise en cas de rapt, sous les conditions déterminées par la loi. III, 94-100.

RATIFICATION.

1. Qu'est ce que la ratification ? en quoi diffère-t-elle de la *confirmation* ? XVII, 538 ; XXVIII, 63.
2. La jurisprudence confond la *ratification* et la *confirmation*. XXVIII, 66.
3. *Conditions* requises pour que la *ratification* soit *valable*. XXVIII, 27-29.
4. La ratification peut être *expresse* ou *tacite*. XXVIII, 70-72.
Voir les mots *Commis voyageur* et *Silence*.

(1) T. X, p. 32, ligne 3 du p^o 28 : au lieu de 22, lisez 23.

5. La ratification n'a d'effet qu'entre les parties. XXVIII, 73.
6. *Rétroagit-elle* soit entre les parties, soit à l'égard des tiers? XXVIII, 74, 75 (1).
7. *Ratification du paiement* fait à celui qui n'avait pas le pouvoir de recevoir. XVII, 539.

RÉALISATION (CLAUSES DE).

- I. Qu'entend-on par *clause de réalisation* et par *stipulation de propres*? XXIII, 203.

1. But de ces clauses. XXIII, 204. Dans quels termes doivent-elles être stipulées? XXIII, 204, 205.
2. Division. XXIII, 204.

A. DE LA RÉALISATION EXPRESSE.

- I. *Étendue* des clauses de réalisation. Principe d'interprétation. XXIII, 206, 207.

II Effet de la clause.

1. *Propriété du mobilier réalisé*. Reste à l'époux. XXIII, 208, 209 (2).
 - a. Conséquences quant aux droits du mari et des créanciers et quant aux risques. XXIII, 210, 211.
 - b. L'immeuble donné en paiement d'une créance réalisée est-il propre ou acquêt? XXIII, 212.
 - c. Peut-il y avoir remploi pour une créance réalisée? XXIII, 213.
2. *Effet* quant au passif. Le passif suit l'actif. XXIII, 214-218.
3. *Reprise des apports*. Comment se fait la justification? XXIII, 219-220.

B. CLAUSE D'APPORT. DIVISION. XXIII, 224.

I. Clause d'apport d'objets déterminés.

1. Emporte *réalisation tacite* de tout le surplus du mobilier présent et futur. XXIII, 225, 226.
2. Emporte-t-elle *séparation des dettes antérieures au mariage*? XXIII, 227.
3. L'époux qui a promis l'apport est *débiteur et garant*. XXIII, 228.

C. CLAUSE D'APPORT DE L'ARTICLE 1500.

- I. Définition et but. XXIII, 229. Dans quels termes doit-elle être stipulée? XXIII, 230.
1. Le *mobilier des époux entre en communauté*. Conséquences. XXIII, 231.
2. La clause emporte *séparation de dettes*. XXIII, 233.
3. L'époux est *débiteur illimité et garant*. XXIII, 234.
4. La clause d'apport de l'article 1511 et la clause de l'article 1500. XXIII, 232.

(1) J'admets, dans le cours de mon ouvrage, que la ratification rétroagit, parce que telle est l'opinion universelle. Exemple. XXI, 298.

(2) T. XXIII, p. 220, ligne 41 : au lieu de 134, lisez 143.

II. *Effets de la clause.*

1. Droits de la communauté. XXIII, 233-238.
2. Droits de l'époux. XXIII, 239 (1) -244.
3. De l'imputation sur l'apport. XXIII, 245-248.
4. Des prélèvements. XXIII, 249
5. Droit de la femme renonçante. XXIII, 250.

D. CLAUSE D'EMPLOI.

- I. En quoi consiste-t-elle ? Quel est son effet ? XXIII, 231. 232.
- II. A-t-elle effet à l'égard des tiers ? XXIII, 233.

RÉALISATION (PUBLICITÉ).

Les œuvres de loi étaient aussi qualifiées de *réalisation*. XXIX, 14. Voir le mot *Publicité* (III).

RECEL.

1. *Détournement* par l'époux commun en biens ou par l'un des héritiers. Voyez le mot *Détournement*.

RÉCEPTION DU PAYEMENT DE L'INDU.

1. Donne lieu à la *répétition de l'indu*. Voir le mot *Payement indu*.
2. *Dettes de jeu*. Quand le perdant peut répéter ce qu'il a payé. XXVII, 207-209.
3. *Dettes naturelles*. Quand celui qui a payé peut-il répéter ? XVII, 25, 26.
4. *Prêt à intérêt*. L'emprunteur ne peut répéter les intérêts qu'il a payés sans qu'ils fussent stipulés. XXVI, 522, 523.

RECHERCHE DE LA PATERNITÉ ET DE LA MATERNITÉ NATURELLES.

A. PATERNITÉ.

- I. La *recherche de la paternité* est interdite soit par l'enfant, soit contre l'enfant. Critique du code. III, 362 ; IV, 88, 89.

II. *Conséquences de la prohibition.*

1. La prohibition n'empêche pas que la femme séduite ait une action en dommages-intérêts. IV, 90-93. Voir les mots *Promesse de mariage* et *Séduction*.

III. *Exception à la prohibition. Motif et conditions.* IV, 94, 95, 97.

1. Comment détermine-t-on l'époque de la *conception* ? IV, 98.
2. L'article 340 s'applique-t-il au *rapt de séduction* ? IV, 98.
3. Qui peut intenter l'action et devant quel tribunal ? IV, 99, 100.

B. MATERNITÉ. PEUT ÊTRE RECHERCHÉE PAR ET CONTRE L'ENFANT. IV, 107, 108.

- I. Qui peut agir ? IV, 101-106.

(1) T XXIII. p. 248, ligne 17 : au lieu de 996, lisez 1096.

II. *Conditions de la recherche.*

1. *Commencement de preuve par écrit.* IV, 111, 112.
2. D'où peut résulter le commencement de preuve? IV, 113-117.
3. De l'*identité.* IV, 118, 119.
4. *Quid si la mère ne sait pas écrire?* IV, 110.
5. *Comment se prouve la filiation maternelle?* IV, 120.
6. L'article 323 est-il applicable à la filiation naturelle? IV, 109.

C. LA RECHERCHE DE LA FILIATION NATURELLE EST D'ORDRE PUBLIC.

1. Les conditions contraires sont réputées non écrites dans les donations et testaments. XI, 446.
2. Les effets de la recherche sont ceux de la reconnaissance volontaire. IV, 121, 122.
3. Sauf l'article 337 qui, à notre avis, ne s'applique pas à la reconnaissance forcée. IV, 130.

RÉCIPROCITÉ.

Voir le mot *Traité de réciprocité.*

RÉCLAMATION (D'ÉTAT).

Action en réclamation d'état. Voir les mots *Paternité* et *Filiation.*

RECOMMANDATION.

1. Quand la recommandation constitue-t-elle un *fait dommageable*? XX, 479, 480.

RÉCOMPENSES (COMMUNAUTÉ).

I. Qu'entend-on par récompenses? XXII, 445.

1. *Liquidation des récompenses. Rapports et prélèvement.* XXII, 446, 447.

A. RÉCOMPENSES DUES PAR LA COMMUNAUTÉ AUX ÉPOUX.

I. *Principe.* Article 1433. XXII, 449.

1. *Origine* du principe et fondement. XXII, 448.
2. *Application.* Vente et dation en paiement. Servitude. XXII, 450-452.
3. *Condition.* Il faut que le prix ait été versé. XXII, 453, 456.
 - a. *Quid s'il n'est pas payé?* XXII, 454, ou s'il est délégué. XXII, 455.
 - b. *Qui doit prouver* que le prix a été versé. XXII, 457.
 - c. *Montant* de la récompense. XXII, 458, 459.
 - d. *Quid si le prix est simulé?* Preuve de la simulation. XXII, 460-462.
 - e. *Application.* Dation en paiement. XXII, 463. Servitude. XXII, 464. Cas prévu par l'article 1403. XXII, 463.

II. *Droits viagers.*

1. *Vente d'un propre* pour un *droit viager.* XXII, 466, 467.
2. *Aliénation d'un droit viager.* XXII, 468-470.

B. RÉCOMPENSES DUES A LA COMMUNAUTÉ PAR LES ÉPOUX.

I. *Quand est-il dû récompense?* Principe. XXII, 471.

1. *Applications.* XXII, 472-475.

II. *Montant de la récompense.*

1. Principe. XXII, 476-480.

2. *Applications.*

a. Paiement d'une dette. XXII, 481.

b. Rachat d'une servitude. XXII, 483.

c. Rente viagère. XXII, 486.

d. Travaux. XXII, 482-484.

C. COMMENT S'EXERCENT LES RÉCOMPENSES. PRÉLÈVEMENT ET RAPPORTS. XXII, 487-488.

I. *Rapport des indemnités dues à la communauté.*1. *Caractère* du rapport. C'est une dette personnelle. XXII, 489, 490.2. Il se fait, en principe, en *nature*. Quand peut-il se faire *notivement*? XXII, 491-494.3. Y a-t-il lieu à *compensation* lorsque chacun des époux est débiteur d'une récompense? XXII, 493. Comment se fait, dans ce cas, le *rapport*? XXII, 496, 497.II. *Reprises des époux.*1. S'exercent par voie de *prélèvement*. XXII, 498.2. Quelles sont les choses que les époux *prélèvent*? XXII, 499, 500.3. Quand peuvent-ils exercer leurs *prélèvements*? Que doivent-ils *prover*? XXII, 501, 502.

4. Les récompenses portent intérêt de plein droit. XXII, 503.

5. Sur quels biens et dans quel ordre s'exercent-elles? XXII, 504, 514.

a. Droits de la *femme*. XXII, 503-507.

b. Estimation des biens mobiliers et immobiliers. XXII, 508.

c. L'ordre établi par l'article 1471 reçoit des exceptions. XXII, 509-513.

d. *Quid* si le mari a vendu sa part indivise dans les immeubles après la dissolution de la communauté? XXII, 515.6. *Privilège* de la *femme* pour l'exercice de ses *reprises*. XXII, 516-519.7. Le *mari* a-t-il les mêmes *privilèges*? XXII, 520-523.8. *Droits* de la *femme*.a. A l'égard des *créanciers* du mari. XXII, 524, 525.b. A l'égard des *créanciers* de la *femme*. XXII, 526-530, 534.c. Exerce-t-elle ses *reprises* à titre de *propriétaire*? XXII, 531-533.9. La *reprise* est un *droit mobilier*. XXII, 535-538.10. La *reprise* n'est pas une *dation en paiement*. XXII, 539.

a. Conséquences qui en résultent. XXII, 540, 541.

11. Quand la *femme* agit contre le *mari* et qu'elle reçoit un *immeuble*, il y a *dation en paiement* et *transport de propriété*. XXII, 542.

D. CRÉANCES DE L'UN DES ÉPOUX CONTRE L'AUTRE.

1. Quand l'un des époux devient-il *créancier* de l'autre? XXII, 544.2. Ces *créances* ne sont pas des récompenses. XXII, 545.

3. Principes qui les régissent. XXII, 545-548.

RÉCONCILIATION.

1. Éteint l'action en divorce. III, 209-212.
2. Et l'action en séparation de corps. III, 327.

RÉCONDUCTION TACITE.

- I. Quand y a-t-il lieu à la réconduction tacite? XXV, 331-333.
- II. Conditions requises pour qu'il y ait réconduction tacite. XXV, 334-338.
- III. Quand il n'y a pas réconduction tacite.
 1. Congé signifié. XXV, 339-342.
 2. Quand la réconduction tacite est prohibée. XXV, 343.
 3. Y a-t-il d'autres actes qui empêchent la tacite réconduction? XXV, 344.
- IV. Effets de la tacite réconduction.
 1. Le nouveau bail est régi par les clauses de l'ancien bail, sauf la durée et les garanties. XXV, 345-347.
 2. Quelle est la durée du nouveau bail? XXV, 348-350.
- V. Question de *rétroactivité* concernant le nouveau bail. I, 208.

RECONNAISSANCE (FILIACTION).

1. Reconnaissance des *enfants naturels, adultérins et incestueux*. Voir les mots *Enfants adultérins et incestueux*, *Enfants naturels (Filiation)*, *Recherche de la paternité et de la maternité*.

RECONNAISSANCE (PRESCRIPTION).

1. La reconnaissance *interrompt* la prescription. XXXII, 149-156.
 2. Effet de l'interruption. XXXII, 169-172.
- Voir le mot *Interruption (de la prescription)*.

•RECONNAISSANCE (PREUVE).

1. Acte *récongnitif*. Voir ce mot.
2. Acte *sous seing privé*. N'a de force probante que lorsqu'il est *reconnu* ou *vérifié* en justice. Voir le mot *Acte sous seing privé (Force probante)*.
3. L'acte *sous seing privé* *reconnu* devant *notaire* ou en *justice*, est assimilé à un acte *authentique*, par la loi hypothécaire, en ce qui concerne la *transcription* et les *hypothèques*. XXIX, 127 et 128; XXX, 451.
4. Il en est de même de la *donation*, XII, 233, et du *contrat de mariage*. XXI, 45.

RECONVENTION.

1. Qu'entend-on par *demandes reconventionnelles*? XVIII, 473.
 1. Existent-elles encore dans notre droit? XVIII, 474.
 2. Sont-elles régies par l'*ancien droit* ou par l'*équité*? XVIII, 475.
 3. Différence entre la *reconvention* et la *compensation* légale et facultative. XVIII, 476.

4. De la compensation par vole de *saisie-arrêt sur soi-même*. XXIII, 477 (1).

II. Conditions de la reconvention.

1. Faut-il que la demande reconventionnelle soit connexe avec la demande principale? XVIII, 478-480.
2. Il faut que la demande reconventionnelle soit d'une décision prompte et facile. XVIII, 481.
3. Les créances non compensables peuvent-elles être opposées en reconvention? XVIII, 482.
4. Compétence en matière de reconvention. XVIII, 483.

RECouvreMENT DES CRÉANCES.

I. Est un acte d'administration que

1. Les *administrateurs légaux* peuvent faire. II, 175; V, 52; XXII, 131.
2. *Quid des mineurs émancipés*? V, 216, 224.

II. Ainsi que les *mandataires généraux*. XXVII, 422.

III. *Mandat de recouvrer une créance*. Quels pouvoirs ce mandat donne-t-il au mandataire? XXVII, 436-438.

1. *Responsabilité* du mandataire chargé de recouvrer des effets de commerce. XXVII, 477.
2. *D'encaisser* des coupons d'*actions industrielles*. XXVII, 478.

RECTIFICATION.

I. Actes de l'état civil.

1. Doit être demandée en justice. II, 29, 30.
2. Qui peut la demander? Parties intéressées. Le ministère public? II, 30-32.
3. La rectification n'a pas d'effet à l'égard des tiers. II, 33.
4. Des cas dans lesquels les actes irréguliers ne doivent pas être vérifiés. II, 34.

II. Comptes de tutelle.

1. La révision des comptes de tutelle n'est pas admise, sauf aux parties à agir devant les mêmes juges, s'il y a erreur. V, 138.
2. L'*action en rectification* de compte est-elle soumise à la prescription de dix ans? XIX, 31.

III. *Inscriptions hypothécaires*. Le conservateur peut-il rectifier les inscriptions ou transcriptions irrégulières? XXXI, 611.

IV. Jugements.

1. Les jugements passés en force de chose jugée ne peuvent être réformés pour cause d'*erreur*. XX, 131.
2. Quand les *erreurs de calcul* peuvent être réparées. XX, 132.
3. *Quid des erreurs matérielles*? XX, 153, 154.

RÉDACTION (DES ACTES).

- I. *Conseils aux officiers publics sur la rédaction des actes*. En s'en tenant aux termes de la loi, ils préviendront bien des procès. XXXI, 234.
Voir les mots *Actes*, 1, 4 et *Notaires*, A, II.

(1) T. XVIII, p. 487, n° 477, 1^{re} ligne : au lieu de *liquide*, lisez *illiquide*.

RÉDUCTION (DES LIBÉRALITÉS QUI EXCÈDENT LE DISPONIBLE).

- I. Est-ce une *résolution* en vertu d'une condition résolutoire tacite? (1), VI, 407.
- II. L'action en réduction doit être *inscrite* en vertu de l'article 3 de la loi hypothécaire. XXIX, 213.
Voir le mot *Réserve*.

RÉGIME (CONVENTIONS MATRIMONIALES).

- I. Qu'entend-on par régime? Quels sont les divers régimes? XXI, 3 et 4.
Voir les mots *Communauté légale*, *Communauté conventionnelle*, *Régime d'exclusion de communauté*, *Régime dotal*, *Séparation de biens*.
- II. Les époux peuvent *combinaison* les divers régimes. XXI, 5; XXIII, 391.
 1. Ils peuvent stipuler l'*inaliénabilité* des biens de la femme sous le régime de communauté. XXI, 131.
 2. Il faut une déclaration expresse. XXIII, 457.
- III. La *communauté* est le régime de droit commun; le régime dotal est un régime essentiellement exceptionnel. XXI, 150.
 1. Faut-il toujours interpréter les *conventions des époux* par les règles de la *communauté légale*? XXI, 152.

RÉGIME D'EXCLUSION DE COMMUNAUTÉ (2).

- I. C'est une clause portant que les *époux se marient sans communauté*. XXIII, 412.
 1. Pourquoi les auteurs du code traitent de ce régime sous la rubrique de la communauté conventionnelle. XXIII, 411.
 2. *Caractères* de ce régime. XXIII, 412.
 3. *Analogie* de cette clause et du régime dotal. Doit-on interpréter la clause d'exclusion par le régime dotal? XXIII, 413.
- II. Le régime implique *séparation de biens*. XXIII, 414.
 1. La femme est propriétaire des biens qu'elle acquiert pendant le mariage. XXIII, 413-417.
 2. *Quid* des biens achetés par le mari pour l'emploi des deniers dotaux? XXIII, 418.
 3. La femme peut *aliéner* ses biens. Le mari est-il garant? XXIII, 419, 420.
 4. Les biens de la femme sont à ses *risques*. XXIII, 421.
 5. Le mari ne peut aliéner les biens de la femme; ses créanciers ne peuvent les saisir. XXIII, 422 (3) -424.
- III. La clause implique *séparation des dettes*. XXIII, 423.
 1. Droits des créanciers quant aux *dettes de la femme antérieures au mariage*. XXIII, 426.

(1) Cela doit être rectifié par ce que je dis au titre des *Donations*, XII, 54, 167.

(2) T. XXIII, p. 413-439, le titre courant doit être *changé*. Au lieu de la *communauté universelle*, il faut lire *Du régime d'exclusion de communauté*.

(3) T. XXIII, p. 423, ligne 12 : au lieu de 4344, lisez 1540.

2. *Quid* des dettes contractées par la femme avec *autorisation maritale*? XXIII, 427.

IV. Le mari a l'*administration* des biens de la femme. XXIII, 428.

1. Quelles actions peut-il exercer? XXIII, 429, 430.

2. La femme peut se réserver l'*administration partielle*. XXIII, 431 (†).

V. La femme a la *jouissance* des biens de la femme. XXIII, 432, 433.

1. Il est usufruitier et tenu des charges de l'usufruit. XXIII, 434, 435

2. Quand le mari devient *propriétaire* des biens dotaux. XXIII, 436.

VI. La femme peut demander la *séparation de biens*. XXIII, 437.

VII. De la *restitution* des biens dotaux. XXII, 438, 439.

1. Preuve de la valeur du mobilier. XXIII, 440.

VIII. La femme a-t-elle droit au deuil? XXIII, 441.

RÉGIME DOTAL.

I. Définition. XXIII, 454.

1. Omis dans le projet de code, le régime dotal a été admis sur les réclamations des pays de droit écrit, mais seulement comme régime exceptionnel. XXI, 148, 149.

2. Il doit être expressément stipulé. XXIII, 455, 456.

3. Il n'a aucune influence sur les biens du mari. XXIII, 458.

II. Des biens dotaux.

1. Quels biens sont dotaux? XXIII, 458, 459. Règle d'interprétation XXIII, 460.

2. Biens donnés à la femme par *contrat de mariage*. XXIII, 461, 462.

3. Biens que la femme se *constitue*. XXIII, 463-466.

- a. La dot ne peut être constituée ni augmentée pendant le mariage. XXIII, 467.

4. Biens dotaux par subrogation (art. 1553). XXIII, 468.

- a. Subrogation ordonnée par l'article 1558. XXIII, 469.

- b. Subrogation en cas d'échange, XXIII, 470, et de licitation. XXIII, 471.

III. Droits du mari sur les biens dotaux.

1. Il est administrateur. XXIII, 472, 473. Pouvoir d'administration. XXIII, 474-478.

2. Et usufruitier. XXIII, 479. Droits du mari. XXIII, 480-484. Obligations. XXIII, 485.

IV. Droits de la femme.

1. A qui appartiennent les biens que la femme achète si elle n'a pas de deniers paraphernaux? XXIII, 487.

V. Droits du mari quand il devient *propriétaire* des biens dotaux.

1. Quand le mari devient *propriétaire* de la dot :

- a. Mobilière. XXIII, 488, 489.

- b. Immobilière. XXIII, 490-492.

2. Droits du mari propriétaire. XXIII, 493.

(†) T. XXIII, p. 428, ligne 20 du n° 481 : au lieu de 454, lisez 453

VI. *Inaliénabilité de la dot.*

1. Motif de l'inaliénabilité. Est-elle d'ordre public ? XXIII, 494.
2. En quel sens la dot est-elle inaliénable ? 495, 496.
 - a. Les biens dotaux sont soumis aux *servitudes légales*. XXIII, 497. Notamment à la servitude d'enclave. VIII, 92, p. 118, *in. et n°* 104.
 - b. La femme peut disposer de ses biens par *testament*. XXIII, 498.
 - c. Elle ne peut faire un *pariage d'ascendant* entre-vifs. XY, 133.
 - d. Elle n'oblige pas ses biens dotaux par les obligations qu'elle contracte. XXIII, 499.
 - e. Elle ne peut renoncer à son *hypothèque légale* par voie de subrogation. XXIII, 500.
3. *Conséquences de l'inaliénabilité*.
 - a. Nullité de l'aliénation. XXIII, 501, 502.
 - b. De l'action intentée par la femme ou ses héritiers. XXIII, 503-506.
 - c. De l'action intentée par le mari. XXIII, 507, 508.
 - d. De l'action qui appartient aux deux époux. XXIII, 509.
 - e. De la *confirmation* et de la *ratification* de la vente. XXIII, 510, 511.
4. *Imprescriptibilité* du fonds dotal. XXIII, 512.
 - a. *Exceptions*. Quand le fonds dotal est prescriptible. XXIII, 513-515.

VII. *Des exceptions à l'inaliénabilité.*

1. Le *contrat de mariage* peut permettre l'aliénation. XXII, 516, 517.
 - a. Des clauses d'emploi ou de remploi. XXII, 518-520.
2. Le fonds dotal peut être aliéné pour l'établissement des *enfants*. XXIII, 521-523.
3. Il peut être aliéné avec *autorisation de justice* dans les cas prévus par la loi. XXIII, 524-529.
 - a. Conditions. XXIII, 530-532.
 - b. *Quid* si la vente se fait sans autorisation ou sans observation des formes ? XXIII, 533.
 - c. *Quid* si le juge a accordé l'autorisation en dehors des cas prévus ? XXIII, 534.
4. De l'échange du fonds dotal. XXIII, 535-539.

VIII. *La dot mobilière est-elle inaliénable ?* XXIII, 540, 541.

1. En quel sens la dot mobilière est inaliénable d'après la jurisprudence. XXIII, 542-547.
 - a. Les créances dotales sont-elles compensables ? XVIII, 480.

IX. *Des obligations contractées par la femme.*

1. Dettes antérieures au mariage. Droits des créanciers. XXIII, 548, 549.
2. Dettes contractées pendant le mariage. XXIII, 550. Droits des créanciers. XXIII, 551, 552.

X. *De la séparation de biens.*

1. But et effet de la séparation sous le régime dotal. XXIII, 553, 554.
2. Les *immeubles* dotaux restent inaliénables, mais ils deviennent prescriptibles. XXIII, 555.

3. *Quid de la dot mobilière et des revenus?* XXIII, 556, 557.

4. Remboursement des reprises et capitaux. XXIII, 553.

5. Contribution aux charges du mariage. XXIII, 559.

XI. *Restitution de la dot.*

1. *Quand la dot doit-elle être restituée?* XXIII, 560.

2. *Comment la femme prouve-t-elle la réception de la dot?* XXIII, 561-564, et sa *consistance*? XXIII, 563.

3. Quand la restitution se fait-elle en *nature*? quand en *valeur*? XXIII, 566, 567.

a. Restitution des créances. XXIII, 569.

b. De l'usufruit. XXIII, 570.

c. Disposition exceptionnelle concernant les linges et hardes. XXIII, 568.

4. *Les fruits et intérêts* sont dus de *plein droit*. XXIII, 571.

a. Les fruits et intérêts appartiennent au mari proportionnellement à la durée du régime. XXIII, 572-574.

5. De l'époque de la *restitution*. XXIII, 573, 576.

6. *Rapport de la dot*. Disposition exceptionnelle de l'article 1573. XXIII, 577, 578.

7. *Garantie et privilèges* de la femme. Aliments. Deuil. XXIII, 579-581.

XII. *Des biens paraphernaux.*

1. Quels biens sont paraphernaux? XXIII, 582, 583.

2. Ces biens sont aliénables. XXIII, 584.

3. La femme en a l'administration et la jouissance. XXIII, 583.

4. La femme peut s'obliger, et elle oblige ses biens paraphernaux. XXIII, 586.

5. L'article 1450 est-il applicable? XXIII, 587.

6. Droits et obligations du mari. XXIII, 588.

XIII. *Charges du mariage.* XXIII, 589, 590.

XIV. Les époux peuvent combiner le *régime dotal* et la *communauté d'acquêts*. XXIII, 591.

REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL.

1. Pourquoi des registres? pourquoi en double? Nombre. II, 15.

2. *Force probante* des registres. II, 35-42.

3. *Publicité* des registres. II, 16.

REGISTRES DES MARCHANDS.

1. Qu'entend-on par livres des marchands? XIX, 337.

2. Ils ne font pas foi *pour eux*, XIX, 338, sauf la disposition de l'article 1329. XIX, 338-340.

3. Les livres des marchands font foi *contre eux*. XIX, 341-343.

REGISTRES ET PAPIERS DOMESTIQUES.

Voir le mot *Papiers et registres*.

RÈGLE CATONIENNE.

Est-elle encore admise en droit moderne? XI, 382.

RÈGLEMENT (POUVOIR EXÉCUTIF).

I. Conseils communaux.

1. Pouvoir réglementaire en ce qui concerne la *propriété*. VI, 116, 118.
Voir le mot *Police (communale)*.
2. Peuvent-ils faire un règlement :
 - a. Sur les *boucheries*? VI, 118.
 - b. Sur la *clôture des terres* contiguës à la voie publique? VI, 119.
 - c. Sur les constructions? VI, 120.
 - d. Sur les épaves? VI, 118.

II. Cours d'eau. Pouvoir réglementaire.

1. Des *conseils provinciaux*. VII, 314.
2. Des *députations permanentes*. VII, 321, 322.
3. *Quid des conseils communaux*. VII, 315.

RÈGLEMENTS (TRIBUNAUX).

1. Les *juges* ne peuvent pas prononcer par *voie réglementaire*. I, 258-263.
2. Pouvoir réglementaire des *tribunaux* en matière de *cours d'eau*. VII, 335-353.
3. Les *tribunaux* ont le droit et le devoir de ne pas appliquer les *règlements illégaux*. I, 31 ; VII, p. 375, a.

RELAIS (ACCESSION).

Voir le mot *Alluvion*.

RELIGIEUX ET RELIGIEUSES (MOINES).

1. Un *cadavre*, c'est-à-dire un *moine*, peut-il être *mandataire*? XXVII, 394.
2. *Droits* et obligations des religieux quand ils *quittent le monastère*. XVI, 71 ; XXVI, 200-202.

RELIGION.

1. *Divertissement religieux*. Des femmes qui dépouillent leur mari et leurs enfants par *piété*. XXIII, 22.
2. *Éducation religieuse*. C'est le père qui la dirige. Toute convention contraire est nulle. IV, 294 ; XXI, 120.
3. *Sécularisation des actes civils*. Voir le mot *Église et État* (VIII).

REMÈDES SECRETS.

1. *Vente de remèdes secrets*. Est une convention sur *cause illicite*. XVI, 144. Voir le mot *Cause*.

REMÉRÉ.

Clause de reméré. Voir le mot *Rachat (Pacte de)*.

REMISE (DE DETTE). EXTINCTION DES OBLIGATIONS.

I. Comment se fait la remise. XVIII, 333.

1. La remise à *titre gratuit* est une *libéralité* quant au fond, mais non quant à la forme. XVIII, 334, 335.

a. Elle est sujette à rapport. X, 611; XVIII, 350.

b. A réduction. XII, 171; XVIII, 336.

c. Et à révocation pour ingratitude, XIII, 18, et survenance d'enfants. XIII, 76.

2. La remise exige le concours de consentement. XVIII, 337, 338.

3. Elle est *expresse* ou *tacite*. XVIII, 339.

II. *Présomptions de libération* établies par les articles 1282 et 1283. XVIII, 310.

1. *Conditions* requises pour que les présomptions existent. XVIII, 341-345.

2. Les présomptions s'appliquent-elles :

a. A une convention bilatérale? XVIII, 346.

b. Au notaire qui remet à son client la grosse du titre dont les frais restent dus? XVIII, 347.

3. Y a-t-il d'autres *présomptions* de libération? XVIII, 348, 349.

4. La loi présume-t-elle le *payement* ou la *remise gratuite*? XVIII, 350-354.

III. *Force probante* des présomptions de libération.

1. Le débiteur qui invoque la présomption doit prouver les *faits constitutifs* de la présomption. XVIII, 355.

a. La possession du titre fait-elle présumer la remise? XVIII, 356-359.

b. Comment se fait la preuve si le créancier prétend qu'il n'a pas fait la remise volontaire du titre au débiteur? XVIII, 360 (1).

2. La *présomption de libération* admet-elle la *preuve contraire*?

a. La présomption de l'article 1382 n'admet pas la preuve contraire. XVIII, 361, 362, sauf l'aveu et le serment. XVIII, 363.

b. Cette présomption reçoit-elle exception en matière de commerce? XVIII, 364; en cas de concordat? XVIII, 365.

c. La présomption de l'article 1383 admet la preuve contraire. Quelle est cette preuve? XVIII, 366, 367.

IV. *Effet de la remise*.

1. *Remise expresse*. Elle est réelle ou personnelle. XVIII, 368.

a. Quand est-elle réelle et quand est-elle personnelle? XVIII, 369-374.

2. *Remise tacite*. Est toujours réelle. XVIII, 373-378.

3. Remise faite par l'un des créanciers d'une obligation indivisible. XVI, 387.

4. Remise faite par l'un des créanciers solidaires. XVII, 263.

5. Remise faite à l'un des codébiteurs solidaires.

a. Remise de la dette. XVII, 340-343.

b. Remise de la solidarité. XVII, 344-353.

REEMPLACEMENT.

1. Le contrat de remplacement fait par le père ou le tuteur, au nom de l'en-

(1) T. XVIII, Table, p. 687, n° 360, ligne 2 : au lieu de créancier, lisez débiteur.

fant mineur, oblige celui-ci, en vertu du droit commun de l'administration légale ou de la tutelle. XV, 537. p. 614; XVI, 375.

II. Si l'enfant est *majeur* et que le père traite en son nom, le fils n'est pas obligé à l'égard du remplaçant ou de la compagnie. XV, 537, p. 614; XVI, 375.

1. A moins qu'il n'y ait mandat ou gestion d'affaires. XVIII, 508 (1).

III. Si le père n'a pas contracté comme mandataire ou gérant, il y a *libéralité*, et cette libéralité est sujette à *rapport*. X, 601.

1. Dans quel cas le remplacé est-il dispensé du rapport? X, 602.

IV. *Prix*. Les parties peuvent-elles stipuler que le prix sera incessible? XVII, 47.

REMPLOI.

I. Qu'est-ce que le remploi? et quel en est le but? XXI, 359, 360.

II. Du remploi fait par le *mari*. *Conditions*.

1. Il faut que les deniers remployés proviennent de l'aliénation d'un propre. XXI, 361-363.

2. Il faut une double déclaration de l'origine des deniers et de l'intention d'en faire remploi. XXI, 364, 365.

a. A quel moment le mari doit-il faire ces déclarations? XXI, 366.

3. Si ces conditions n'ont pas été remplies, l'immeuble reste conquis. XXI, 367.

III. Du remploi fait *pour la femme*. *Conditions*.

1. La femme peut faire l'acquisition avec déclaration de remploi. XXI, 368, 369.

2. Si le mari la fait, il faut, outre les conditions requises pour le remploi du mari, que la femme *accepte*. Qu'est-ce que l'acceptation? Comment doit-elle se faire? Le mari peut-il révoquer l'offre avant l'acceptation? XXI, 370-374.

3. Quand la femme peut-elle accepter? L'acceptation rétroagit-elle? XXI, 375, 376 et 378.

4. *Quid* si la femme n'accepte point? XXI, 377.

5. *Quid* si l'une des conditions prescrites pour le remploi n'a pas été observée? XXI, 379.

IV. En quels *biens* le remploi pour la femme doit-il se faire? XXI, 380.

1. *Quid* s'il y a une *différence de valeur* entre l'immeuble aliéné et l'immeuble acquis en remploi? XXI, 381.

2. Qui supporte les frais de remploi? XXI, 382.

REMPLOI (CLAUDE DE).

I. *Régime de communauté*.

1. La femme peut stipuler que le remploi sera *obligatoire* pour le mari. XXI, 383, 384.

2. Cette clause donne-t-elle *action* à la femme contre le mari? XXI, 385, 386.

(1) Ce que je dis au n° 308 est trop absolu. Il peut y avoir, mais il n'y a pas nécessairement mandat tacite ou gestion d'affaires.

3. La clause a-t-elle effet contre les tiers? XXI, 387, 388, 389.

4. La clause dispense-t-elle le mari de la *déclaration* et la femme de l'*acceptation*? XXI, 390, 391.

II. Régime dotal.

1. Effet de la *clause d'emploi* ou de *remploi*. XXIII, 518-520.

2. La clause de *remploi* obligatoire a-t-elle pour effet de soumettre les biens au régime dotal? XXIII, 456, 457.

RENONCIATION

I. La renonciation exige-t-elle un *concours de consentement*?

1. En matière de *droits réels* la *renonciation* est un *acte unilatéral*. VII, 72; VIII, 356; XXXI, 372.

a. *Mainlevée* de l'*inscription hypothécaire*. XXXI, 153.

2. En matière d'*obligations*, la *renonciation* exige le *concours de consentement* du créancier et du débiteur. XVIII, 557, 558.

a. *Quid* de la *renonciation* à la *prescription*? XXXII, 458.

II. La *renonciation* peut être *expresse* ou *tacite*. Mais elle ne se présume pas, et elle est de stricte interprétation. XVIII, 260.

III. La *renonciation* peut être à titre *onéreux* ou à titre *gratuit*. Voir le mot *Renonciation* (*Libéralité*).

IV. La *renonciation* est-elle *translative* de propriété et doit-elle être *transcrite*? Voir le mot *Renonciation* (*Transcription*).

V. *Qui peut renoncer*?

Voir les mots *Renonciation* (*à la communauté*).

Renonciation (*à l'hypothèque et à l'inscription hypothécaire*).

Renonciation (*à l'institution contractuelle*).

Renonciation (*à un legs*).

Renonciation (*Libéralité*).

Renonciation (*à la prescription*).

Renonciation (*aux servitudes réelles et personnelles*).

Renonciation *à une succession*.

RENONCIATION (A LA COMMUNAUTÉ).

A. DROIT ET CONDITIONS.

I. La *femme commune* a le droit d'*accepter* ou de *renoncer*. XXII, 361-363.

1. Toute convention contraire est nulle. XXII, 363, 364.

2. Les *héritiers* de la femme ont le même droit. XXII, 366.

3. *Quid* des ayants cause et créanciers? XXII, 367, 368.

4. *Capacité*. XXII, 416, 417.

II. Quand la *femme veuve* peut-elle *renoncer*?

1. La veuve peut *renoncer* dans le délai de trois mois sans avoir fait inventaire. XXII, 393.

2. Elle doit *faire inventaire* dans ce délai si elle veut *conserver* le droit d'*option*. Si elle ne fait pas inventaire, elle est déchue du droit de *renoncer*. XXII, 396-402.

3. L'inventaire peut-il être fait après l'expiration des trois mois? XXII, 405.

4. Peut-il être suppléé par des actes équivalents? XXII, 404.
5. Si la femme déchue renonce, peut-elle se prévaloir de la nullité de la renonciation? XXII, 405.
- III. *Quand la femme divorcée, séparée de corps et de biens, peut-elle renoncer?* XXII, 406-411.
- IV. *Forme de la renonciation.*
 1. Femme veuve. XXII, 412, 415.
 2. Femme divorcée ou séparée de corps. XXII, 414.
 3. Femme séparée de biens. XXII, 415.
- V. *Par qui et pour quelles causes la renonciation peut-elle être attaquée?*
 1. La femme. XXII, 416, 417.
 2. Les créanciers. XXII, 418.
 3. Effet de l'annulation. XXII, 419.
- VI. *Droits des héritiers de la femme.* XXII, 421.
 1. En cas de *dissolution de la communauté par la mort de la femme.*
 - a. Le droit de la femme se divise. Conséquences. XXII, 422-427.
 - b. Les héritiers de la femme doivent-ils faire inventaire? XXII, 428
 2. En cas de *dissolution de la communauté par la mort du mari.* XXII, 429-433.

B. EFFET DE LA RENONCIATION.

- I. Principe. XXIII, 98.
- II. *Effet de la renonciation quant à l'actif.*
 1. *Droits de la femme renonçante.*
 - a. Elle perd tout droit sur les biens de la communauté. XXIII, 99, 100.
 - b. Elle conserve ses droits quant à ses reprises. XXIII, 101-103.
 2. *Privilèges de la femme renonçante.* Linges et Lardes. XXIII, 106-109.
- III. *Effet de la renonciation quant au passif.*
 1. Obligation de la femme à l'égard des créanciers. XXIII, 110-112.
 2. De la contribution aux dettes. XXIII, 113.
 3. Des héritiers de la femme. XXIII, 114.

RENONCIATION (HYPOTHÈQUES).

1. Différence entre la renonciation à l'hypothèque et la remise de la dette. XXXI, 372.
2. La renonciation à l'hypothèque peut n'être qu'une renonciation au rang que donne l'inscription. XXXI, p. 361 et suiv.
3. La renonciation est, en principe, un *acte unilatéral*. XXXI, 372.
4. Pour renoncer à l'hypothèque il faut avoir la *capacité* de disposer des droits réels immobiliers. XXXI, 373.
5. La renonciation peut être *expresse* ou *tacite*. XXXI, 374.
6. Quand y a-t-il *renonciation tacite*? XXXI, 376-378, 380.
 - a. D'une *renonciation spéciale* en matière de *faillite*. XXXI, 379.
7. *Renonciation à l'inscription hypothécaire.* Voir le mot *Radiation et réduction des inscriptions*.

RENONCIATION (INSTITUTION CONTRACTUELLE).

1. Les *instituts* ont le droit de renoncer ou d'accepter. Comment se fait la renonciation? XV, 255.
2. Celui qui a *accepté* peut-il encore renoncer? XV, 256.

RENONCIATION (LEGS).

1. Capacité. Y a-t-il des *formes*? La renonciation peut-elle être *tacite*? XV, 554, 555.
2. *Effet* de la renonciation. XV, 556, 557.
3. Qui peut s'en prévaloir? XV, 558.
4. Les *créanciers* du légataire peuvent-ils l'attaquer? XV, 559; IX, 480.

RENONCIATION (LIBÉRALITÉ).

- I. La renonciation à la *communauté*, à un *legs*, à une *succession* est-elle une *libéralité*? XII, 347, 348.
 1. *Quid* de la renonciation au *droit d'accroissement*? XII, 549.
 2. *Quid* de la renonciation à la *clause* qui attribue toute la *communauté* au *survivant des époux*? XII, 350, 351.
- II. Renonciation à une *dette*. Est une *libéralité*. XII, 353, 354. Voir le mot *Remise*.
- III. Renonciation à la *prescription*. Est une *libéralité*. XII, 355.
- IV. La renonciation à l'*usufruit*. XII, 352; VII, 75.
- V. Les renonciations qui constituent une *libéralité* sont-elles *soumises* aux *formes* des *donations*? XII, 346-351, aux *conditions de capacité*? XVIII, 353.
- VI. Les renonciations sont-elles *sujettes à rapport*? X, 603, 606; à *réduction*? XII, 174; XVIII, 356; à *révocation*? XIII, 18 et 76.

RENONCIATION (PRÉSCRIPTION).

- I. On ne peut d'*avance* renoncer à la *prescription*. On peut renoncer à la *prescription acquise* et à une *prescription qui court*. XXXII, 183.
 1. L'article 2220 s'applique-t-il à la *prescription acquisitive*? XXXII, 186.
 2. S'applique-t-il aux *déchéances de procédure*? XXXII, 187.
 3. *Toutes conventions* concernant la *durée* ou la *suspension* de la *prescription* sont-elles *nulles*? XXXII, 184, 185.
- II. *Comment* se fait la renonciation. XXXII, 188.
 1. De la renonciation *expresse*. XXXII, 189, 190.
 2. De la renonciation *tacite*. XXXII, 191-193.
 3. La renonciation est un *acte unilatéral*. XXXII, 188.
- III. *Qui peut renoncer*? XXXII, 194.
 1. La *renonciation* à la *prescription* est-elle une *aliénation*? Incertitude de la théorie légale et de la doctrine des interprètes. XXXII, 195-199.
 2. Pourquoi la loi exige-t-elle la *capacité d'aliéner*? XXXII, 200.
 - a. Les *incapables* ne peuvent pas renoncer. XXXII, 201.
 - b. Ni les *administrateurs*. XXXII, 202, 203.
- IV. *Effet* de la renonciation.

1. Quant aux *droits* de l'ancien propriétaire ou du créancier. XXXII, 204-206.
2. A l'égard de qui a-t-elle effet? *Quid* en cas de dette solidaire? XXXII, 207-208.
3. A l'égard des créanciers du renonçant. XXXII, 209, 210.
4. *Quid* des tiers intéressés autres que les créanciers? XXXII, 211.
 - a. Quels sont ces tiers? Ayants cause, caution, codébiteurs solidaires, créanciers hypothécaires et privilégiés, tiers détenteurs. XXXII, 212-217.
 - b. Quels sont les droits des tiers? XXXII, 218-220.

RENONCIATION (SERVITUDES).

1. La renonciation est expresse ou tacite. VIII, 337-338.
2. C'est un acte unilatéral. VIII, 336.
3. Capacité. VIII, 338.

RENONCIATION (SUCCESSION).

A. RENONCIATION A UNE SUCCESSION NON OUVERTE. IX, 418-420.

Voir le mot *Pacte successoire*.

B. RENONCIATION A UNE SUCCESSION OUVERTE.

I. Conditions requises pour la validité de la renonciation. IX, 421-426.

II. Formes de la renonciation.

1. C'est un acte solennel. IX, 427-429. *Quid* à l'égard des autres héritiers? IX, 432.
2. L'héritier doit-il faire inventaire? IX, 430. Doit-il notifier la renonciation aux parties intéressées? IX, 431.

III. Effet de la renonciation.

1. Principe (art. 783) et conséquences qui en résultent. IX, 433-435.
 - a. Les parties intéressées peuvent-elles déroger aux effets de la renonciation? IX, 436, 437.
2. Droit d'accroissement entre héritiers légitimes.
 - a. A qui accroît la part du renonçant? IX, 438-440.
 - b. L'accroissement est-il forcé ou facultatif? IX, 441.
 - c. *Quid* si un héritier renonce après s'être fait restituer contre son acceptation? IX, 442.
 - d. A qui appartient la part de l'héritier dont le droit est prescrit? IX, 443.
 - e. *Quid* si un legs est fait à l'héritier d'une ligne à condition de renoncer à l'hérédité? IX, 444.

3. Concours de l'ascendant donateur avec des héritiers légitimes. IX, 445, 446.

4. Concours entre l'enfant naturel et des parents légitimes. IX, 447.

5. Concours entre successeurs irréguliers. IX, 448.

IV. Révocation de la renonciation.

1. La renonciation est irrévocable en principe. IX, 449.
2. Exception de l'article 790. IX, 450. Conditions. IX, 451-455.

3. La renonciation peut-elle être *conditionnelle* ?

a. Quand elle se fait par convention. IX, 457.

b. Si elle se fait au greffe. IX, 458-460.

V. Nullité de la *renonciation*.1. Quand la renonciation est-elle *inexistante* ? IX, 461, 462.a. *Conséquences* qui en résultent. Renonciation à une succession future. IX, 463-467. Voir le mot *Pactes successores*, n° V.II. Quand la renonciation est-elle *nulle* ? IX, 468-472.III. *Droits des créanciers*.

1. Article 788. IX, 473-477.

2. *Effet de l'annulation* à l'égard des créanciers, IX, 478, et à l'égard de l'héritier renonçant. IX, 479.

RENONCIATION (TRANSCRIPTION).

1. *Quelles sont les renonciations* que la loi soumet à la *transcription* ? XXIX, 92, 93.2. *Applications*. Renonciation à la prescription acquisitive, à un privilège ou à une hypothèque, à la succession, à un droit d'usufruit. XXIX, 93-98.3. *Quid du droit d'abandon* établi par les articles 656 et 699 ? XXIX, 94.4. *Quid des jugements* constatant une *renonciation verbale* ? XXIX, 99.5. *Quid des actes confirmatifs* ? XXIX, 100.

RENONCIATION (USUFRUIT).

1. La renonciation peut être *expresse* ou *tacite*. VII, 74.2. A titre *onéreux* ou à titre *gratuit*. VII, 75.3. C'est un acte *unilatéral*. VII, 72. L'usufruitier peut-il *revenir* sur sa *renonciation* ? VII, 72, 73.4. Y a-t-il lieu à *transcription* ? VII, 76.5. *Effet de la renonciation*. VII, 77.6. *Droit des créanciers de l'usufruitier* qui a renoncé. VII, 78.

RENSEIGNEMENTS.

1. Ceux qui donnent des *renseignements inexacts* ou font des *recommandations contraires à la vérité* sont responsables du dommage qu'ils causent. XX, 478, 480.2. *Applications*. Jurisprudence. XX, 479, 481.

RENTES.

I. Les rentes sont meubles. V, 509, 510. Rentes *constituées*, XXVII, 6 et *foncières*. XXVII, 54-58.

1. Elles entrent dans l'actif et dans le passif de la communauté légale. XXI, 214, 215.

II. *Compensation*. Quand le capital des rentes devient-il compensable ? XVIII, 413.III. *Novation*. La transformation d'une dette de capital en rente emporte-t-elle *novation* ? XVIII, 268-270.IV. *Partage*. Durée de l'*action en garantie* du chef de l'insolvabilité du débiteur d'une rente. X, 457.

V. *Paiement des dettes.* Droit des héritiers quand les immeubles d'une succession sont grevés de rentes par hypothèque spéciale. XI, 71-74.

VI. *Prescription des rentes.*

1. Quand la prescription commence-t-elle à courir? XXXII, 18.

2. Prescription des arrérages. XXXII, 436.

3. Le créancier peut interrompre la prescription en exigeant un titre nouvel XXXII, 153. Il peut aussi prouver le paiement des arrérages et, par suite, la reconnaissance d'après le *droit commun*. XXXII, 156.

VII. *Rapport.* Les arrérages de rentes ne sont pas sujets à rapport. X, 620.

VIII. *Vente.*

1. Le vendeur a un *privilege* pour le paiement des arrérages. XXX, 7.

2. Le vendeur peut-il agir en *résolution* pour défaut de paiement des arrérages d'une rente? XXIV, 340.

IX. *Division des rentes.* XXVII, 1.

RENTES CONSTITUÉES.

I. *Caractère de la rente.*

1. Dans l'ancien droit, on l'assimilait à une *rente* afin d'accommoder la *perfection évangélique* avec l'*intérêt de l'Eglise*. XXVII, 3.

2. Le contrat de rente est un prêt à intérêt. Caractère qui distingue la rente du prêt. XXVII, 4, 5.

3. Du taux des arrérages. XXVII, 7, 8.

4. Peut-on acquérir une rente par prescription? XXVII, 9.

II. *Rachat des rentes perpétuelles.*

1. Les rentes perpétuelles sont rachetables. XXVII, 10, 11 bis, 12.

2. Droit des héritiers. Le rachat est-il indivisible? XXVII, 13.

III. *Dans quels cas le débiteur peut-il être contraint au rachat?*

1. Les articles 1912 et 1913 sont une application de l'article 1188. XXVII, 14 (1) -17.

2. Le débiteur peut être contraint au rachat *pour défaut de paiement de la rente*. XXVII, 18, 19.

a. Conditions. Faut-il une mise en demeure? XXVII, 20-21.

b. Jurisprudence. Critique. XXVII, 22-28.

c. Dans quels cas le débiteur n'encourt pas la *déchéance*. XXVII, 29.

d. L'article 1912 s'applique-t-il aux rentes anciennes? XXVII, 30 et 1, 230.

e. S'applique-t-il aux rentes constituées à titre gratuit? XXVII, 31.

f. S'applique-t-il aux rentes foncières? XXVII, 32.

3. Le débiteur peut être contraint au rachat *quand il ne fournit pas les sûretés promises* ou qu'il les *diminue*. XXVII, 33-36.

4. Il est *déchu* du bénéfice du *terme* quand il est en faillite ou en déconfiture. XXVII, 37.

RENTES FÉODALES.

1. Les *rentes féodales* supprimées sont-elles des *dettes naturelles*? XVII, 20.

(1) T. XXVII, p. 21, ligne 7. Après le mot *déconfiture*, ajoutez : (art. 1912, 1913).

RENTES FONCIÈRES.

- I. Les *rentes foncières de l'ancien droit*. XXVII, 2.
- II. L'article 530 maintient-il les rentes foncières? XXVII, 38-41.
- III. Quand y a-t-il *bail à rente* dans le sens de l'article 530? XXVII, 42-45.
- IV. *Caractères et effets des rentes foncières* de l'article 530. XXVII, 50.
 1. Elles sont *meubles*. XXVII, 54-56.
 - a. Conséquences de la mobilisation. XXVII, 57, 59.
 2. Rentes constituées par *contrat de vente*. XXVII, 60.
 - a. Le créancier a-t-il le droit de rachat forcé des articles 1912 et 1913? XXVII, 61, 62.
 5. Rentes constituées à *titre gratuit*. XXVII, 63.
 4. *Droits et obligations des parties*. XXVII, 64, 65.
 5. Droits et charges des tiers détenteurs. XXVII, 66.
 - a. L'*usufruitier* en est-il tenu? VII, 12.
- V. *Rachat des rentes foncières*.
 1. Les rentes foncières sont rachetables. XXVII, 46-48.
 - a. *Taux* du rachat. Rentes anciennes. XXVII, 49, 50.
 - b. Des rentes nouvelles. XXVII, 51-53.
- VI. *Rentes foncières et rentes constituées*. Analogies et différences. XXVII, 67

RENTES SUR L'ÉTAT.

1. La *séparation de patrimoines* ne s'applique pas aux *rentes sur l'Etat*. X, 24 bis.

RENTES VIAGÈRES.**A. CONTRAT DE RENTE VIAGÈRE. XXVII, 238.**

- I. *Conditions* requises pour la validité du contrat.
 1. Il faut qu'il y ait *contrat aléatoire*. XXVII, 259, 258.
 - a. Le contrat est-il un prêt ou une rente? XXVII, 260, 261.
 - b. *Quid* si la rente est constituée à titre gratuit? XXVII, 257.
 2. La *prestation* doit consister en *argent* ou en *choses fongibles*. XXVII, 262-264.
 2. Y a-t-il une condition de *forme*? XXVII, 265 (1) -267.
- II. *Sur la tête* de qui la rente peut-elle être constituée? XXVII, 268-271.
 1. *Quid* si elle est constituée sur *plusieurs têtes*? XXVII, 272-275.
 2. Si la personne sur la tête de laquelle la rente est constituée était morte lors du contrat, il n'y a point de contrat. XXVII, 276 (2) -278.
 3. Si la personne meurt dans les vingt jours, le contrat est inexistant. XXVII, 270 (3) -283.
 - a. L'article 1975 est-il applicable aux rentes constituées à titre gratuit? XXVII, 284.

(1) T. XXVII, p. 304, ligne 12 du n° 266. Effacez les mots : *au moins dans l'opinion commune*.

(2) T. XXVII, p. 312, ligne 5 du n° 270. Au lieu de *les*, lisez *des*.

(3) T. XXVII, p. 317, lignes 24 et 28, et p. 318, lignes 2, 3, 17 et 31 : au lieu de 1978, lisez 1975.

- b. Cas dans lesquels l'article 1975 est applicable. XXVII, 285-287.
- c. Question de preuve. Foi de la date. XXVII, 288.
- III. *Taux* de la rente. A quel taux peut-elle être constituée? XXVII, 289-291.
- IV. *Effets* du contrat.
 - 1. Le débiteur peut-il racheter la rente? Peut-il stipuler le rachat? XXVII, 292, 293.
 - 2. *Droit du créancier*. XXVII, 294-296.
 - 3. La rente est cessible et saisissable. XXVII, 297.
 - a. Peut-elle être stipulée saisissable? XXVII, 298-300.
 - b. Peut-elle être stipulée incessible? XXVII, 301-303.
- V. *Extinction* de la rente.
 - 1. La mort. XXVII, 304, 305.
 - 2. *Prescription*.
 - a. Du droit à la rente. XXVII, 306, 307.
 - b. Des arrérages. XXVII, 308 (1).
 - c. L'article 2263 s'applique-t-il aux rentes viagères? XXXII, 380.
 - 3. *Résolution du contrat*. Si le débiteur ne fournit pas les sûretés promises. XXVII, 309-311.
 - a. *Quid* si les sûretés deviennent insuffisantes? XXVII, 312-314.
 - b. *Quid* si le créancier meurt avant que la résolution soit demandée ou prononcée? XXVII, 315.
 - c. Effet de la résolution. XXVII, 316.
 - 4. *Droit du créancier* quand le débiteur ne paye pas la rente.
 - a. Le créancier n'a pas le droit de résolution. XXVII, 317-320. Question de rétroactivité. I, 224.
 - b. Quel est le droit du créancier quand le débiteur ne paye pas les arrérages? XXVII, 321-324.
 - 5. *Pacte commissaire*.
 - a. Les parties peuvent-elles le stipuler? XXVII, 325, 326.
 - b. Quel est l'effet du pacte commissaire? XXVII, 327-329.
 - c. Les héritiers profitent-ils de la clause? XXVII, 330.
 - d. Quel est l'effet de la résolution? XXVII, 331.

B. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

I. Communauté.

- 1. Les rentes viagères entrent dans l'actif et dans le passif de la communauté légale. XXI, 215; 402.
 - a. *Quid* des rentes viagères acquises avec les deniers de la communauté et constituées sur la tête des deux époux ou de l'un d'eux? XXI, 218.
 - b. *Quid* si la rente est stipulée réversible sur la tête et au profit du survivant? XXI, 219, et XXIII, 406.
 - c. Les arrérages entrent en communauté. *Quid* s'ils sont remplis? XXI, 241.
 - d. Les rentes viagères données à titre d'aliments restent-elles propres? XXI, 278.

(A) T. XXVII, p. 345, 1^{re} ligne. Au lieu de : les rentes, lisez les arrérages de rentes.

2. *Récompenses.*

a. L'époux qui vend un propre pour une rente viagère a-t-il droit à une récompense? XXII, 466, 467.

b. L'époux qui aliène une rente viagère a-t-il droit à une récompense? XXII, 468-470.

II. *Legs.* Quand la rente viagère est léguée à titre d'*aliments*, le légataire a droit aux fruits. XIV, 80.

III. *Novation.*

1. La transformation d'une dette de capital en rente viagère opère-t-elle novation? XVIII, 268.

2. La transformation d'une rente viagère en une autre prestation viagère emporte-t-elle novation? XVIII, 271.

IV. *Réserve.*

1. Disposition faite en rente viagère (art. 917). XII, 154-160.

2. Imputation de la valeur des biens aliénés à charge de rente viagère. XII, 110-150. Voir le mot *Réserve*.

V. *Retrait successoral.* Que doit rembourser le retrayant si le prix consiste en une rente viagère? X, 383.

VI. *Substitution.* Le legs d'une rente viagère peut-il être fait avec substitution? XIV, 413.

VII. *Usufruit.*

1. L'usufruitier gagne les arrérages à titre de fruits. VI, 424.

2. Le legs d'une rente viagère est à charge de l'usufruitier. VII, 22.

VIII. *Vente.* La rescision pour cause de lésion a-t-elle lieu dans la vente faite pour une rente viagère? XXIV, 427.

RÉPARATIONS.

I. Les *administrateurs légaux et conventionnels* ont le droit et le devoir de faire les réparations.

1. Le mandataire général. XXVII, 420.

2. Le mari, administrateur légal. XXII, 129.

3. Le tuteur. V, 44.

II. *Louage.* Les locataires sont tenus des réparations locatives. XXV, 425-429.

III. *Usufruit.* L'usufruitier est tenu des réparations d'entretien et le nu propriétaire des grosses réparations. VI, 553-554. Voir le mot *Usufruit*.

RÉPÉTITION.

1. *Action en répétition.* Est-elle soumise à la prescription décennale de l'article 1304? XIX, 50.

2. *Répétition de l'indû.* Voir le mot *Payement indû*.

REPRÉSENTATION (SUCCESSION).

I. *Définition et règle d'interprétation.* IX, 53-53.

II. *Origine* de la représentation. Les coutumes de Belgique ne l'admettaient point. IX, 56.

III. *Qui représente?*

1. Descendants en ligne directe. IX, 57-59.

2. Descendants de frères et sœurs. IX, 60, 61.

3. Les ascendants et les collatéraux n'ont pas le droit de représentation. IX, 62-64.

IV. *Conditions.*

1. Le représentant doit être capable de succéder à celui auquel il succède par représentation. IX, 65.
 - a. Il tient son droit non du représenté, mais de la loi. IX, 66-68.
2. Le représenté doit être précédé. Différence entre la *représentation* et la *transmission*. IX, 69, 70.
 - a. Les enfants de l'absent peuvent-ils représenter leur père ? II, 255.
3. On ne peut représenter l'héritier renonçant ou indigne. IX, 71, 72. Voir le mot *Indignité*.
4. La représentation a-t-elle lieu :
 - a. Dans l'*institution contractuelle* ? XV, 233.
 - b. Dans les *substitutions fidéicommissaires* ? XIV, 530.
 - c. Dans les *testaments* ? Le testateur peut l'admettre. Interprétation des clauses usuelles. XIII, 500-504.

V. *Effets de la représentation.*

1. Le représentant remonte au degré du représenté. IX, 73, 74.
2. Le partage se fait par souche. IX, 73, 76.
3. Les représentants sont tenus des obligations du représenté. IX, 77 ; X, 562.
4. Le testateur peut-il déroger aux effets de la représentation ? IX, 78.

REPRISES (COMMUNAUTÉ LÉGALE).

- I. Qu'entend-on par reprises sous le régime de communauté légale ? XXII, 443-447.
 1. Quelles sont les choses que les époux *prélèvent* ? XXII, 498-500.
 2. Comment s'exercent les *reprises* ? XXII, 501-513.
 3. *Droits de la femme.*
 - a. A l'égard du *mari*. XXII, 516-519.
 - b. A l'égard des *créanciers*. XXII, 520-534.
 4. *Nature des reprises*. XXII, 542.
 - a. Elles entrent dans l'actif d'une seconde communauté. XXI, 252. Voir le mot *Récompenses*, A et C.
- II. *Hypothèque légale*. La femme a une hypothèque pour ses *reprises*, même éventuelles. XXX, 350-352.
- III. *Partage de l'actif. Divertissement*. L'époux coupable peut-il, en cas d'insuffisance des biens de la communauté, exercer ses reprises sur les biens divertis ? XXIII, 50.
- IV. *Partage des dettes*. Les reprises du mari sont-elles comprises dans les dettes dont la femme est tenue *ultra vires*, quand elle ne fait pas inventaire ? XXIII, 80.
- V. *Séparation de biens*. Quel est le sens du mot *reprises* dans l'article 1445 ? XXII, 210.

REPRISE DE L'APPORT (COMMUNAUTÉ CONVENTIONNELLE).

- I. La femme peut stipuler la *faculté* de reprendre son *apport franc et quitte*. XXII, 526.

1. En quoi la clause déroge au droit commun. XXIII, 327.
2. En quel sens elle est de stricte interprétation. XXIII, 328.
- II. Qui peut exercer le droit de reprise? XXIII, 329-331.
- III. Qu'est-ce que la femme peut reprendre? XXIII, 332-334.
- IV. Quand la reprise s'exerce-t-elle? XXIII, 335.
- V. Condition de la reprise. La femme doit supporter ses dettes personnelles. XXIII, 336-338.
1. Quid si la femme ne reprend que des objets particuliers. XXIII, 339.
- VI. Comment se fait la reprise?
1. La femme est créancière d'une valeur. XXIII, 340, 341.
2. Jouit-elle d'un droit de préférence? XXIII, 342.
3. A-t-elle droit aux intérêts de ses reprises? XXIII, 342 bis.
4. De la preuve des apports. XXIII, 343, 344.

REQUÊTE CIVILE.

1. Quand y a-t-il lieu à *requête civile* pour violation de la chose jugée? XX, 140.

RESCISION.

1. La *rescision* ne diffère pas, en général, de la nullité. XVIII, 526, 527.
 2. Dans un sens spécial on entend par *action en rescision* celle qui est fondée sur la *lésion*. XVIII, 528.
 3. En quoi la *rescision* pour cause de *lésion* diffère-t-elle de l'action en nullité? XVIII, 528-530.
- Voir les mots *Action en nullité*, *Lésion*.

RÉSERVE (COUTUMIÈRE).

1. La *réserve coutumière*. XII, 5, 7.

Voir les mots *Copropriété de famille*, *Paterna paternis*.

RÉSERVE (DONATIONS ET TESTAMENTS).

A. NOTIONS GÉNÉRALES.

- I. Légitime romaine. XII, 6. Légitime et réserve coutumières. XII, 7. Système du code civil. Le principe coutumier y domine. XII, 8.
- II. Réserve des *descendants* et des *ascendants*. Motifs. XII, 1 (1) (2) -3.
1. Pourquoi les frères et sœurs n'ont pas de réserve. XII, 4.
- III. Le *disponible* peut être donné aux *réservataires*. XII, 5.
- IV. Nature de la réserve.
1. La légitime romaine était due aux légitimaires comme tels. XII, 9.
2. La légitime coutumière était due aux légitimaires comme héritiers. XII, 10.
3. La législation révolutionnaire et le code civil suivent les principes des coutumes. XII, 11, 12.
4. Il faut être héritier pour avoir droit à la réserve. XII, 13 (3), 14.

(1) T. XII, p. 6, ligne 14 : au lieu de 908, lisez 903.

(2) T. XII, p. 7, ligne 17. Avant le chiffre 479. ajoutez : t. XI.

(3) T. XII, p. 22, ligne 2 du n° 43 : au lieu de 612, lisez 1. Et p. 23, lignes 1 et 28 : au lieu de 1014, lisez 1021.

B. QUI A DROIT A LA RÉSERVE.**I. Les enfants et descendants, s'ils sont héritiers. XII, 15, 16.**

1. *Quid* des enfants du *réserveataire absent* ? XII, 17.
2. *Quid* des enfants *légitimés* et des enfants *adoptés* ? XII, 18.
3. *Montant* de la réserve. XII, 19, 20.

a. Les enfants renonçants, indignes ou absents doivent-ils être comptés pour calculer le disponible et la réserve ? XII, 21-23.

II. Les ascendants. XII, 24.

1. *Quid* si les père et mère ou autres ascendants concourent avec des frères et sœurs ? XII, 24 (1) -26.

2. Réserve et disponible quand il y a un ascendant donateur.

a. Principe. XII, 27-29.

b. Comment se calcule le disponible lorsqu'il y a des biens donnés ? XII, 30.

c. L'ascendant donateur n'a point de réserve en cette qualité XII, 31.

d. Application du principe. XII, 32-35.

III. Les réserveataires n'ont droit à la réserve que s'ils acceptent. XII, 36 (2) (3)-38.

1. Le renonçant ne peut pas retenir la réserve par *voie d'exception*. XII, 39.

IV. Réserve des parents naturels.

1. L'enfant naturel a-t-il une réserve ? XII, 40.

a. Quelle est la quotité de sa réserve ? XII, 41-44 Peut-elle être réduite ? XII, 45, 46.

b. Sur quels biens la réserve se calcule-t-elle ? XII, 47, 48.

c. Droit de l'enfant naturel quand il est en concours avec des réserveataires légitimes. XII, 49-53.

2. Les père et mère naturels ont-ils une réserve ? XII, 53.

C. DE LA RÉDUCTION.

1. Qu'est-ce que la réduction ? Quand y a-t-il lieu à la réduction ? XII, 54, 55.

II. Formation de la masse. XII, 56.

1. Des biens qui existent dans la succession. XII, 57-61.

a. *Quid* des créances éteintes par confusion ? XVIII, 488.

2. Des biens donnés entre-vifs. En quel sens la réunion des biens donnés est fictive. XII, 62.

a. Qu'entend-on par biens donnés ? XII, 63-71.

b. Les biens compris dans un partage d'ascendant entre-vifs doivent-ils être compris dans la masse ? XII, 72-74.

c. Des libéralités faites à un successible par avancement d'hoirie. Conciliation de l'article 922 et de l'article 857. XII, 76-79.

(1) T. XII, p. 42, ligne 40 : au lieu de 532, lisez 21.

(2) T. XII, p. 56, ligne 2 du n° 86 : au lieu de 524, lisez 43.

(3) T. XII, p. 57, ligne 13 du n° 37 : au lieu de 525, lisez 44.

d. Le disponible de l'article 922 ne se calcule que sur les biens que le testateur laisse à son décès. XII, 80.

e. *Quid* si le legs n'est pas du disponible? XII, 81-83.

3. *Estimation des biens.*

a. Des biens existants lors du décès. XII, 86-88.

b. Des biens donnés. XII, 89-93.

4. *Déduction des dettes.*

a. Qu'entend-on par dettes? XII, 96-100.

b. Sur quels biens se déduisent les dettes. XII, 101.

5. *Imputation des libéralités.* XII, 103.

a. Les libéralités faites à des non-réservataires s'imputent sur le disponible. XII, 104-107.

b. Les donations faites aux réservataires en avancement d'hoirie s'imputent sur la réserve. XII, 108-110.

c. *Quid* si l'enfant donataire précède ou renonce. XII, 111-113.

d. Les libéralités faites par préciput à un successible s'imputent sur le disponible. XII, 114, 115.

e. Le cas de l'article 918. XII, 116-136.

III. *Action en réduction.*

1. *Qui* peut l'exercer? XII, 137-141.

2. Doit-elle être rendue publique par la voie de l'inscription? XXIX, 213.

3. *Quand* les réservataires peuvent-ils agir? XII, 142, 143.

4. *Conditions.*

a. *Preuve* que doit faire le demandeur. XII, 144, 145.

b. Le réservataire peut-il agir quand il y a dans la succession des valeurs mobilières suffisantes, ou si le testateur lui a légué des valeurs mobilières pour sa réserve? XII, 146, 147.

c. Le testateur ne peut pas porter atteinte à la réserve. XII, 149.

d. Peut-il autoriser le réservataire à choisir les biens? XII, 148.

e. Le droit d'agir en réduction est-il divisible? XII, 150.

5. Cas prévu par l'article 917. Par exception aux principes, il n'y a pas lieu à réduction. XII, 151 (1) -160.

6. Le réservataire peut renoncer à l'action en réduction. XII, 161-166.

7. Par quel laps de temps l'action en réduction se prescrit-elle? XII, 167 (2) -169.

D. DES LIBÉRALITÉS SUJETTES À RÉDUCTION. XII, 170-173.

1. Dans quel ordre se fait la réduction. XII, 174.

1. *Réduction des legs.*

a. *Quand* y a-t-il lieu à la réduction? et comment se fait-elle? XII, 175-178.

(1) T. XII, p. 199, ligne 13 : au lieu d'un point il faut mettre ? ; ligne 14 : au lieu du point d'interrogation, il faut un point.

(2) Comparez t. VI, n° 107. Ce que j'ai dit au tome VI doit être rectifié par le n° 167 du tome XII.

RÉSERVE (PROTESTATION). — RÉSOLUTION (DES CONTRATS). 449

- b. Les légataires et le testateur peuvent-ils déroger à la règle de la réduction proportionnelle? XII, 179-181.
- c. La réduction se fait en nature. XII, 182.
- 2. Réduction des *donations*.
 - a. Dans *quel ordre* se fait-elle? XII, 183 (1), 184.
 - b. Quelle est la date des donations? XII, 183-190.
 - c. *Quid* si le dernier donataire est insolvable? XII, 191.
- II. *Comment* se fait la réduction
 - 1. Contre les *donataires* elle se fait *en nature*. XII, 192, 193.
 - a. Sauf les cas prévus par les articles 924 et 866. XII, 194, 195.
 - 2. Contre les *tiers*. Droit que la loi donne aux tiers. XII, 196-201.
- III. *Effet* de la réduction.
 - 1. Quant à *la propriété*. Effet rétroactif de la réduction. XII, 202-205.
 - 2. Quant aux *fruits*. XII, 206-211.
 - 3. Quant aux *indemnités*. XII, 212-214.

RÉSERVE (PROTESTATION).

- 1. La réserve *contraire à l'acte* est *inopérante*. Voir le mot *Protestation*.

RES PERIT DOMINO.

- 1. Quand ce principe est vrai et quand il ne l'est point. *Erreur de l'orateur du gouvernement* et du *rapporteur du Tribunal*. XVI, 208; XVIII, 508, p. 519.
- 2. Quand le débiteur est en demeure, il supporte le risque, quoique le créancier soit propriétaire. XVI, 212.
- 3. L'immeuble *délaissé* périt pour le *tiers détenteur*, parce qu'il n'y a pas de *lien d'obligation*. XXXI, 297.
- 4. Le bien grevé d'usufruit périt pour le *propriétaire*. VI, 527.

RÉSIDENTE.

- I. En quoi la *résidence* diffère du *domicile*. II, 71.
- II. *Actes* qui doivent se faire à la *résidence*.
 - 1. La *célébration du mariage*. II, 425.
 - 2. Les *publications de mariage*. II, 420.
- III. Cas dans lesquels la loi tient compte de l'*habitation réelle* et non du *domicile de droit*.
 - 1. *Divorce et séparation de corps*. Adultère du mari. Concubine dans la maison commune. III, 182.
 - 2. *Père et mère*. *Responsabilité* quand l'enfant habite avec eux. XX, 560.
 - 3. *Usucapion*. Délai entre présents. Est de dix ans. La présence s'estime par la résidence. XXXII, 421.

RÉSOLUTION (DES CONTRATS).

- 1. *Condition résolutoire expresse*. Voir ce mot.

(4) T. XII, p. 241, ligne 8 du n° 183. Après le mot *ancienne*, il faut ajouter : (art. 923).

II. Condition résolutoire tacite. Voir ce mot.

1. Résolution pour défaut de paiement du prix.

Voir les mots : *Louage de maisons* (D, III).

Vente (V, 4).

2. Pacte comissoire. Voir ce mot.

III. Communauté. L'acquisition d'un immeuble, résolue pendant le mariage, constitue un propre. XXI, 294, 295.

IV. Publicité.

1. La résolution qui a lieu de plein droit en vertu d'une condition résolutoire expresse est-elle soumise à la publicité ? XXIX, 211.

2. Quid de la résolution qui a lieu en vertu de la loi ? XXIX, 210.

3. L'action en résolution ou en révocation doit être inscrite. XXIX, 203-209

RÉSOLUTION VOLONTAIRE (DES CONTRATS).

1. En quel sens les contrats peuvent être résolus par consentement contraire. XVI, 183.

a. Le consentement peut être *tacite*. XVI, 183.

b. Les *conventions matrimoniales* sont *irrévocables*. Voir le mot *Contrat de mariage*.

2. Applique-t-on à la résolution volontaire les principes qui régissent la condition résolutoire tacite ? XVII, 143.

3. Notamment en matière de vente. XXIV, 371.

4. Les actes de résolution volontaire sont soumis à la transcription. XXIX, 106-109.

RESPONSABILITÉ.

I. Toute personne est responsable de sa faute : s'il y a convention, en vertu de l'article 1137 : s'il n'y a pas de convention, en vertu de l'article 1382. XVI, 213; XX, 384.

II. Les administrateurs des biens d'autrui sont responsables comme mandataires. Tels sont :

1. Le mari administrateur des biens de la femme. XXII, 126.

2. Le père administrateur légal. IV, 317.

3. Le tuteur, V, 166; le subrogé tuteur, V, 176-178 et les membres du conseil de famille. V, 181.

III. Agents de change et changeurs, en cas de perte ou de vol de titres au porteur. XXXII, 600-604.

IV. Ceux qui prêtent leur assistance ou qui donnent un conseil sont aussi responsables.

1. Le conseil judiciaire des prodigues et des faibles d'esprit. V, 333.

2. Le curateur des mineurs. V, 228.

V. Les mandataires conventionnels sont responsables en vertu de l'article 1137. Tels sont :

1. Les notaires. Voir le mot *Notaires (Responsabilité)*.

2. Les avoués. XX, 503, 506.

3. Les huissiers. XX, 506.

4. Quid des exécuteurs testamentaires ? XIV, 375-380.

VI. Les *officiers publics* et les *fonctionnaires* sont responsables des délits et quasi-délits. Par exemple en cas d'*impéritie*. XX, 483, 484.

1. Les avoués et les huissiers. XX, p. 539, 540.

2. Les fonctionnaires publics. XX, 501, 502.

a. Les conservateurs des hypothèques. XX, 503. Voir le mot *Conservateur des hypothèques* (C).

b. Les greffiers. XX, 504.

c. Les notaires. Voir le mot *Notaires (Responsabilité)*.

d. Les officiers de l'état civil. II, 28.

VII. Ceux qui exercent une *profession libérale*.

1. Avocats. XX, 519.

2. Médecins. XX, 516-518.

3. Ministres du culte. XX, 520.

VIII. Différence entre la responsabilité *conventionnelle* et la responsabilité de l'article 1382. XVI, 230 et XX, 525. Voir le mot *Délit et quasi-délits*.

RESPONSABILITÉ DU FAIT D'AUTRUI.

I. La responsabilité du fait d'autrui est un *délit civil*. XX, 587, 550.

1. *Conditions* requises pour qu'il y ait responsabilité. XX, 532.

2. Règle d'*interprétation*. XX, 531.

A. RESPONSABILITÉ DES PÈRE ET MÈRE. XX, 553.

I. *Qui* est responsable? Le tuteur l'est-il? *Quid* des oncles et tantes? XX, 554-556.

II. *Conditions*.

1. Minorité de l'enfant. XX, 557.

a. *Quid* du mineur émancipé? XX, 558.

b. *Quid* de l'enfant majeur et aliéné? XX, 559.

2. L'enfant doit habiter avec ses parents. XX, 560.

3. Fait dommageable. XX, 561.

III. Quand la responsabilité *cesse-t-elle*? XX, 562-565.

B. RESPONSABILITÉ DES INSTITUTEURS ET ARTISANS. XX, 566.

I. *Conditions*. XX, 567, 568.

II. Quand la responsabilité *cesse-t-elle*? XX, 569.

C. RESPONSABILITÉ DES MAÎTRES ET COMMETTANTS. XX, 570.

I. Qu'entend-on par maîtres et commettants? XX, 571-574.

1. Quels sont les commettants et préposés auxquels s'applique l'article 1384? XX, 578-581.

2. Les ouvriers sont-ils préposés de ceux qui les emploient? XX, 578-581.

II. *Condition* de la responsabilité. XX, 582-587.

III. Quand la responsabilité *cesse-t-elle*? XX, 588, 589.

IV. Application de la responsabilité à l'*Etat*.

1. L'*Etat*, les *provinces* et les *communes* sont commettants et responsables, d'après le droit commun. XX, 590-595.

2. Application du principe aux travaux publics. XX, 596-605.

3. Lois spéciales sur les *postes* et télégraphes. XX, 606.

V. Des cas dans lesquels il n'y a pas lieu à la responsabilité de l'article 1384.

1. Le mari n'est pas responsable, comme tel, des faits dommageables de la femme, sauf en vertu de lois spéciales. XX, 607, 610.

a. Il est responsable à titre de commettant, d'après le droit commun. XX, 608-609.

2. La femme répond-elle des faits du mari quand celui-ci est en état de démence? XX, 611.

3. Le bailleur est-il le commettant du preneur? XX, 612.

VI. Effet de la responsabilité.

1. La personne responsable doit réparer le dommage causé par l'auteur du fait. XX, 614-619.

2. De l'action en responsabilité. Compétence. XX, 623.

a. Qui peut agir et contre qui? XX, 620-621. Dans quel délai? XX, 624.

b. La personne responsable a-t-elle un recours contre l'auteur du fait? XX, 622.

D. RESPONSABILITÉ DU DOMMAGE CAUSÉ PAR LES ANIMAUX.

I. La responsabilité est fondée sur une présomption de faute. XX, 625, 626.

II. Sur qui pèse la responsabilité? XX, 627, 628.

III. Que doit prouver le demandeur? XX, 629.

IV. La responsabilité cesse-t-elle par la faute de la partie lésée? XX, 630.

V. Application de la responsabilité :

1. Aux animaux domestiques. XX, 631-634.

2. Au gibier. XX, 635, 636.

a. Les lapins doivent-ils être assimilés au gibier? XX, 637, 638.

E. RESPONSABILITÉ DU DOMMAGE CAUSÉ PAR DES CHOSSES.

I. Condition. Il faut qu'il y ait faute. La faute est-elle présumée? XX, 639 (1).

II. Qui est responsable? XX, 640-644.

III. De l'action *damni infecti*. Voir ce mot.

IV. Responsabilité du propriétaire d'un étang. VII, 253.

RESTAURATEURS.

I. Sont-ils soumis à la responsabilité des hôteliers? XXVII, 150, 151.

RESTITUTION.

I. Les mineurs sont restitués pour cause de lésion. XVIII, 528. Voir les mots *Action en nullité*, *Lésion*, *Rescision*.

RÉTENTION (DROIT DE).

I. Y a-t-il un droit de rétention à titre de droit général et opposable aux tiers? XXIX, 284, 285.

1. Le droit de rétention est personnel. XXIX, 292.

(1) T XX, p 692, n° 31 : au lieu de : « n'a donc rien à prouver », il faut lire : « doit donc prouver que la ruine est arrivée par défaut d'entretien ou par le vice de construction »

II. Cas dans lesquels le code civil donne le droit de rétention. Le donne-t-il à titre de droit réel ?

1. L'acheteur avec pacte de rachat. XXIV, 406. XXIX, 298 ;
2. Le créancier antichrésiste. XXVIII, 532-535. XXIX, 291 ;
3. Le dépositaire. XXVII, 131. XXIX, 290 ;
4. Les fermiers et locataires. XXV, 400 ; 454. XXIX, 289 ;
5. Le créancier gagiste. XXVIII, 500-508.
6. L'héritier qui fait le rapport en nature d'un immeuble. XI, 19. XXIX, 286 ;
7. Le vendeur. XXIV, 170. XXIX, 287 ;

III. Le droit de rétention n'existe pas en dehors des cas où la loi l'admet. XXIX, 293, 294.

1. Cas dans lesquels on admet généralement le droit de rétention.
 - a. L'aubergiste privilégié. XXIX, 511.
 - b. Le commodataire. Critique de l'opinion générale. XXIX, 295.
 - c. Le mandataire. La doctrine et la jurisprudence sont sans principe. XXIX, 296.
 - d. L'ouvrier a-t-il le droit de rétention pour les travaux d'amélioration qu'il fait sur une chose mobilière ? XXIX, 297. La jurisprudence fait la loi.
 - e. Le tiers détenteur a-t-il un droit de rétention contre les créanciers hypothécaires ? Contradictions de Troplong. XXIX, 299.
 - f. Le tiers possesseur a-t-il un droit de revendication contre le propriétaire revendiquant ? XXIX, 298. Incertitudes de la doctrine et de la jurisprudence. VI, 181, p. 247, 248.
 - g. L'usufruitier a-t-il un droit de rétention ? XXIX, 300.

IV. Quels sont les effets du droit de rétention ? Contradictions. XXIX, 302.

1. Est-il indivisible ? XXIX, 301.

RETOUR CONVENTIONNEL (DONATIONS).

I. La donation peut être faite avec clause de retour. C'est une condition résolutoire. XII, 449.

1. Des diverses clauses de retour. Interprétation. XII, 450-456.
2. Faut-il une clause expresse ? XII, 457, 458.
 - a. Interprétation de diverses clauses. XII, 459-463.
 - b. Quand la clause de retour contient-elle une substitution fideicommissaire prohibée ? XIV, 468-474.
3. La condition de retour opère de plein droit. XII, 464.
 - a. Le donateur peut-il renoncer au retour ? XII, 466.
 - b. Durée de l'action contre les tiers acquéreurs. XII, 465.

II. Effet du retour.

1. Droit du donateur pendant que la condition est en suspens. XII, 467.
2. Droit du donateur quand la condition s'accomplit. XII, 468-470.
 - a. Le donateur doit-il restituer les fruits ? XII, 471, 472.
 - b. Les actes d'administration sont-ils maintenus ? XII, 473.
3. Exception de l'article 952. XII, 474-477.
 - a. Les parties contractantes y peuvent-elles déroger ? XII, 478.
 - b. Quid si la donation est mobilière ? XII, 479.

RETOUR (LÉGAL OU SUCCESSORAL).**I. Qu'est-ce que le droit de retour? IX, 162.**

1. Du droit de retour dans l'ancienne jurisprudence. IX, 163, 164.
2. Le code a suivi le droit coutumier. Le retour est un droit de succession. IX, 164.
3. Différence entre le retour conventionnel et le retour légal. IX, 162.
4. Les divers cas de retour peuvent-ils s'interpréter l'un par l'autre? IX, 165, 166.

II. Qui succède?

1. L'adoptant, IX, 167, 168 et les descendants de l'adoptant. IX, 169-170.
2. L'ascendant donateur. IX, 171-173.
3. Les frères et sœurs légitimes de l'enfant naturel. IX, 174-176.
 - a. Peuvent-ils rechercher la maternité? IV, 105.

III. Conditions.

1. *Prédéces* du donataire sans postérité.
 - a. De l'adoptant et de l'ascendant donateur. IX, 177-179.
 - b. Des frères et sœurs légitimes. Faut-il que les père et mère soient prédécédés? IX, 180.
2. Sur quels biens s'exerce le droit de retour?
 - a. Sur les biens donnés entre-vifs. IX, 181-183.
 - b. Le retour des descendants de l'adoptant et celui des frères et sœurs s'étendent aux biens héréditaires. IX, 184.
3. Il faut que les biens donnés se trouvent en nature. IX, 185, 186.
 - a. Quid si l'enfant a disposé des biens entre-vifs ou par testament? IX, 188.
 - b. Quid si le prix est dû ou s'il y a des actions en reprise? IX, 190.
 - c. Y a-t-il lieu à la subrogation réelle? IX, 187, 191, 192.
 - d. Le retour s'exerce-t-il sur une somme d'argent? IX, 193.

IV. Effet du retour.

1. Ceux qui l'exercent sont successeurs *ab intestat*, sans être héritiers. IX, 194-197.
2. Conséquences qui en résultent quant à la *saisine* et aux *fruits*. IX, 198.
3. Les successeurs spéciaux sont-ils tenus des *dettes*? IX, 200-203.
4. Y a-t-il lieu à indemnité en cas de *détérioration* ou d'*amélioration*? IX, 199.

V. Succession spéciale et succession générale. Peuvent coexister. IX, 204.

1. Elles sont indépendantes l'une de l'autre. IX, 205, 206.

RETRAIT (DROITS DE).**I. La résolution qui se fait par voie de retrait est-elle soumise à la transcription? XXIX, 116.**

1. Le *retrait d'indivision* doit être transcrit. XXI, 348; XXIX, 110.
2. Le *retrait litigieux* et le *retrait successoral* ne doivent pas être transcrits. X, 586; XXIV, 604-610; XXIX, 110;

II. Voir les mots *Retrait d'indivision*, *Retrait litigieux*, *Retrait successoral*.

RETRAIT D'INDIVISION.

- I. L'immeuble acquis par l'époux qui en était copropriétaire par indivis forme un propre. IX, 323-332.
- II. La femme a le droit d'*option* et de *retrait* sous les conditions déterminées par la loi. XXI, 333.
 1. C'est un droit exceptionnel. Conséquences qui en résultent. XXI, 334-337.
 2. Sous quelle *condition* la femme a-t-elle le droit d'*option*? XXI, 338-341.
 3. Quand la femme *peut-elle* et quand *doit-elle* exercer son droit d'*option*? XXI, 342-344.
 4. La femme peut-elle *renoncer* à son droit d'*option*? XXI, 345.
- III. Quel est l'*effet* de l'*option*? XXI, 346.
 1. L'*option* de la femme a-t-elle un *effet rétroactif*? XXI, 347-350.
 2. Conséquences qui résultent de la *rétroactivité*. XXI, 351-353.

RETRAIT LIGNAGER.

Aboli par les lois de la révolution. VIII, 495-497, 504.

RETRAIT LITIGIEUX

- I. Motif du *droit de retrait* de la *cession de créances litigieuses*. XXIV, 581.
- II. Quand y a-t-il lieu au *retrait*? XXIV, 582-585.
 1. Quand le *droit* est-il *litigieux*? XXIV, 586.
 - a. Quand y a-t-il procès? XXIV, 587, 588.
 - b. Quand y a-t-il contestation sur le fond du *droit*? XXIV, 589-592.
 - c. Applications. Jurisprudence. XXIV, 593-596.
- III. Quand le *retrait* doit-il ou peut-il être exercé? XXIV, 597-600.
- IV. Comment le débiteur exerce-t-il le *retrait*? XXIV, 601, 602.
- V. Obligations du retrayant. XXIV, 603.
- VI. Effets du *retrait*. XXIV, 604-606.
- VII. Des *exceptions* au droit de *retrait*. XXIV, 607-610.

RETRAIT SUCCESSORAL.

- I. Origine du *retrait*. Critique du principe. X, 341.
- II. Est-il d'*ordre public*? X, 342. Règle d'*interprétation*. X, 343.
- III. Contre qui peut-il être exercé? X, 344-346.
 1. Qui est *successible* dans le sens de l'article 841? X, 347-351.
- IV. Qui peut exercer le *retrait*? X, 352-360.
 1. Les créanciers ne peuvent pas l'exercer. X, 361.
- V. Quelle *cession* donne lieu au *retrait*?
 1. Il faut que la *cession* soit faite par le *successible*. X, 362.
 2. Qu'elle ait pour objet le droit héréditaire du cédant. X, 363-365.
 3. Qu'elle soit antérieure au partage. X, 366.
 4. Et faite à titre onéreux. X, 367-370.
 5. Des *retraits* faits en fraude de la loi. X, 371.
- VI. De l'*action en retrait*.
 1. Le droit de *retrait* appartient à chaque héritier individuellement X, 372-374.

2. Quand l'héritier peut-il et quand doit-il agir? X, 375.
3. Quand le droit de retrait cesse-t-il? X, 376, 377.

VII. Conditions du retrait.

1. Que doit rembourser le retrayant? X, 378, 384, 381, 382.
2. *Quid* si le prix ne consiste pas en argent? X, 380.
 - a. *Quid* s'il consiste en une rente viagère? X, 383.
3. Le retrayant doit-il faire des offres réelles? X, 379.
4. Jouit-il du bénéfice du terme? doit-il caution? X, 385.

VIII. Effets du retrait.

1. C'est une subrogation. La cession est maintenue. X, 386, 387.
2. Effet du retrait entre le retrayant et le retrayé. X, 388.
3. Effet du retrait entre le cédant et le cessionnaire. X, 389-391.
4. Droit du retrayant. X, 392.

RÉTROACTIVITÉ (NON-RÉTROACTIVITÉ DE LA LOI).

A. LE PRINCIPE DE LA NON-RÉTROACTIVITÉ.

I. Le principe de la non-rétroactivité s'applique-t-il au *pouvoir législatif*?

1. Ce n'est pas un principe *constitutionnel*. I, 141, 143, 144.
2. Le *pouvoir législatif* doit respecter les *droits* établis par la *constitution*. I, 143.
 - a. Donc le droit de propriété; en quel sens? I, 147, 193, 194.
3. Mais, pour le *pouvoir législatif*, le principe n'est qu'un *conseil*. I, 142.
 - a. Les lois violant la propriété n'en sont pas moins obligatoires. I, 148, 31.
 - b. Y a-t-il violation de la loi quand elle crée des écoles, alors qu'il existe des écoles libres? Prétentions des évêques de Belgique. I, 146.
4. Le législateur peut régler l'usage de la propriété, même pour le passé. I, 149, 150.

II. Quand le *juge* peut ou ne peut pas appliquer la loi au passé.

1. Le *juge* peut appliquer la loi au passé quand il y a *conflit* entre l'*intérêt général* et l'*intérêt privé*. I, 151-153.
 - a. Les *lois politiques* régissent le passé. I, 154, 155.
 - b. Telles sont les lois d'impôt. I, 156-158.
 - c. Telle est la loi sur les fondations de bourses. Réclamation des évêques de Belgique. I, 159.
2. Le *juge* ne peut pas appliquer la loi au passé quand il résulterait de cette application la *lésion* d'un *droit*. Mais l'*intérêt général* ne l'emporte pas sur le *droit des citoyens*. I, 160-166.
3. Les lois *interprétatives* et celles qui ne font que formuler d'anciens principes régissent le passé. I, 167, 168.

B. APPLICATION DU PRINCIPE AUX DROITS D'ÉTAT PERSONNEL. LES LOIS QUI RÉGISSENT L'ÉTAT RÉTROAGISSENT. I, 169, 170.

- I. Telles sont les lois concernant l'état politique. Naturalisation. I, 171.
- II. Les lois qui règlent les *conditions* du mariage, le divorce régissent le passé,

de même que celles qui concernent la capacité de la femme mariée. I, 173, 175, 177, 178, 180.

1. Mais les faits légaux accomplis sous l'ancienne loi subsistent. I, 173, 176, 181.

2. La preuve du *mariage* se fait d'après la loi ancienne. I, 174.

3. Le droit d'aliéner les immeubles est régi par la loi ancienne. Ce n'est pas un droit d'état personnel. I, 179.

III. Les lois sur la *minorité*, la *puissance paternelle*, la *tutelle*, l'*interdiction* régissent le passé. I, 182-185, 187-189, 191.

1. Les actes légaux faits sous l'ancienne loi sont maintenus. I, 186.

2. Les modes de *preuve* se règlent par la *loi ancienne*. I, 190

C. DROITS PATRIMONIAUX.

I. En matière de droits patrimoniaux, il y a des *droits acquis*, et l'on suit comme principe que le juge ne peut pas appliquer la loi au passé s'il résultait de cette application une *lésion* d'un *droit acquis*. En quel sens il faut entendre ce principe. I, 192-197.

1. Quand un *droit* est-il *acquis*? Droits conditionnels. Droits facultatifs. I, 198, 199.

2. La loi nouvelle peut-elle donner aux parties contractantes un droit qu'elles n'avaient pas en vertu du contrat? I, 200.

II. Contrats.

1. *Conditions de validité*. On applique la loi ancienne. I, 204-206.

2. *Effets des contrats*. Quand applique-t-on la loi ancienne? quand la loi nouvelle? I, 207-210.

3. *Formes des contrats*. Sont régies par la loi ancienne. I, 201.

III. Contrat de mariage.

1. Les conventions matrimoniales sont régies par la loi ancienne. I, 211-216.

2. Les articles 1394 et 1395 ne sont pas applicables aux conventions faites sous l'ancien droit. I, 205, 206.

IV. Résolution des contrats. Est régie par la loi ancienne. I, 223.

1. Les articles 959, 1912 et 1978 ne sont pas applicables au passé. I, 224-226.

2. Le droit d'expulser le preneur est régi par l'ancienne loi. I, 221.

3. Le bail fait par l'usufruitier est régi par la loi du jour où l'usufruit a été constitué. I, 222.

V. *Prescription*. Accomplie, est un droit acquis; commencée, n'est pas un droit acquis. I, 232-234.

VI. *Preuves*. Sont régies par la loi ancienne. I, 230.

VII. Procédure.

1. Les formes sont régies par la loi nouvelle. I, 231.

2. De même les modes d'exécution. Contrainte par corps. I, 227-229.

VIII. Propriété.

1. Le droit réel transmis forme un droit acquis. I, 217.

2. La loi peut prescrire des formes de publicité nouvelles applicables au passé. I, 218, 220.

3. Ce que le législateur peut faire, le juge le peut-il ? I, 219.

IX. Successions.

1. L'hérédité non ouverte ne donne aucun droit. *Quid* de l'institution contractuelle ? I, 235.
2. La capacité est réglée par la loi nouvelle. I, 236-238.
3. De même les droits d'alsesse et de dévolution. I, 240, 241.
4. Par quelle loi est réglée la réduction des libéralités ? I, 244-249.
5. Cas dans lesquels la loi ancienne est applicable en matière d'hérédité. I, 239, 242, 243.

X. *Testaments*. Formes. Sont régies par la loi ancienne. I, 202, 203.

RETROACTIVITÉ (OBLIGATIONS CONDITIONNELLES).

I. La condition accomplie rétroagit. Quelles sont les conséquences de la rétroactivité ? XVII, 78-86, 117.

RÉUNION D'UN TERRITOIRE.

I. Influence de la réunion d'un territoire sur la nationalité. I, 354-366, 388.
Voir le mot *Français*.

REVENDICATION (PROPRIÉTÉ).

I. La revendication s'exerce contre le *possesseur*. VI, 157.

1. *Quid* si le possesseur est une *congrégation religieuse* ? VI, 158.

II. Comment le *demandeur prouve-t-il* son droit ? Quelle est la situation du défendeur ? VI, 159, 160.

1. Différence entre le titre et l'acte. Quels actes le demandeur peut-il opposer au défendeur ? VI, 161-163.

a. Application des principes aux congrégations religieuses. VI, 166.

b. Application des principes à l'action en bornage. VI, 167.

2. Le demandeur peut invoquer la *prescription*. VI, 168.

3. La doctrine et la jurisprudence admettent qu'il peut invoquer un *droit meilleur* que celui du *défendeur*. Critique de cette opinion. VI, 169-172.

III. *Effets* de la revendication.

1. Restitutions. VI, 173-175.

2. Le défendeur doit-il restituer les fruits ? VI, 203-238. Voir le mot *Fruits*.

3. Des impenses nécessaires, utiles et voluptuaires. VI, 176-178.

4. Droit du possesseur évincé. VI, 179.

5. A-t-il le droit de rétention ? VI, 181. XXIX, 298.

6. Le propriétaire doit-il respecter les *baux* consentis par le possesseur ? IV, 180.

IV. *Revendication* et *bornage*. Différences. VII, 433, 434.

REVENDICATION (PRIVILÈGES MOBILIERS).

I. Le bailleur a le droit de suite. XXIX, 435-443. Voir le mot *Privilèges sur certains meubles*.

II. Le vendeur a le droit de revendication, c'est-à-dire de saisie. XXIX, 494-504.

Voir le mot *Privilèges sur certains meubles*.

RÉVERSABLES.

Le juge peut-il délivrer des *réversales*? I, 261.

RÉVOCATION (PROPRIÉTÉ).

I. Des cas dans lesquels la *propriété* est *révocable*. VI, 104-109.

1. Quand la révocation *rétroagit-elle*? quand ne *rétroagit-elle* pas? IV, 110-115.

II. Dans le langage du code Napoléon, le mot *révocation* s'emploie spécialement des *donations*. Voir le mot *Révocation des donations*.

III. D'après la loi hypothécaire, l'*action en révocation* des actes translatifs de propriété immobilière doit être rendue publique. Ce que l'on entend, en ce cas, par le mot *révocation*. XXIX, 207 et 208.

RÉVOCATION (DES DONATIONS ET TESTAMENTS).

A. RÉVOCATION DES DONATIONS ENTRE-VIFS. XII, 485, 486.

I. *Inexécution des charges*.

1. Effet de la charge sur la donation. XII, 487, 493.

a. Le donataire peut-il *renoncer* à la libéralité? XII, 488-492.

2. *Action en révocation*.

a. Doit être demandée en justice. XII, 494, 495. Dans quel *délai*? XII, 510.

b. Elle peut être demandée par le *donataire* et ses *ayants cause*. XII, 496-500.

c. L'action est *divisible*. XII, 502.

d. Il ne faut pas une mise en demeure. XII, 503, 504.

e. Quand le juge *doit-il* prononcer la révocation? XII, 506-509. Peut-il accorder un *délai*? XII, 504.

. Les parties peuvent stipuler que la résolution aura lieu de plein droit. XII, 505.

3. *Effet de la révocation*.

a. Entre les parties. XII, 511-515.

b. A l'égard des tiers. XII, 516-520.

II. *Ingratitudo*.

1. *Ingratitudo* et *indignité*. XIII, 1, 2.

2. *Faits* qui constituent l'*ingratitude*. XIII, 3-13.

3. *Toute donation* est *révocable* pour *ingratitude*. XIII, 14-18.

a. Exceptions. XIII, 19-23.

4. *Qui* peut agir? XIII, 24, 25, 28, 29. *Quid* des héritiers? XIII, 26, 27

5. L'action doit être formée *contre le donataire*. XIII, 30. Dans quel *délai*. XIII, 31-36.

6. *Effet de la révocation*.

a. Entre les parties. XIII, 44-47.

b. A l'égard des tiers. XIII, 48-52.

III. *Survenance d'enfant*.

1. Motif. Principe d'interprétation. XIII, 53-55.

2. *Conditions* requises pour qu'il y ait *révocation*. III, 56-66.

3. *Toute donation* est *révocable* pour *survenance d'enfant*. XIII, 67-77.

a. Exceptions. XIII, 78-80.

4. La *révocation* a lieu de plein droit. XIII, 81-84.
 - a. Qui peut se prévaloir de la révocation? XIII, 88.
5. Effet de la révocation.
 - a. Entre les parties. XIII, 86-90.
 - b. A l'égard des tiers. XIII, 91-95.
 - c. Prescription à l'égard du *donataire* et des tiers. XIII, 96-100.

B. DONATIONS ENTRE ÉPOUX PENDANT LE MARIAGE.

1. Ces donations sont *révocables*. XV, 314, 315.
Voir le mot *Donations entre époux pendant le mariage*.

C. RÉVOCATION DES TESTAMENTS.

Voir le mot *Testament (Révocation et caducité)*.

RICHES ET PAUVRES.

Devoirs des riches. Richesse oblige. Voir le mot *Égalité*.

RISQUES.

I. Qui supporte les risques :

1. Dans les obligations *pures et simples*? XVI, 203-212.
 - a. *Quid* si le débiteur est en demeure? XVI, 243.
2. Dans les obligations sous *condition résolutoire*? XVI, 110, 111.
3. Dans les obligations sous *condition suspensive*? XVI, 96-99.
4. Dans les obligations *alternatives*? XVI, 223, 246-250.

II. Des risques dans les divers contrats.

1. *Aubergistes* et *hôteliers*. XXVII, 137-146.
2. *Communauté conventionnelle*.
 - a. Communauté d'acquêts. XXIII, 146.
 - b. Clauses d'ameublement. XVI, 261, 270, 280.
 - c. Clauses d'apport des articles 1500 et 1511. XXIII, 207.
 - d. Clause de réalisation. XXIII, 211.
3. *Cheptel*. XXVI, 89-93; de fer. XXVI, 116; colon partiaire. XXVI, 122.
4. *Dépôt* ordinaire. XXVII, 100 et 103.
5. *Louage de choses*.
 - a. Obligation de restitution. XXV, 274-311.
 - b. Perte de la chose, fin du bail. XXV, 401-420.
6. *Louage d'ouvrage*.
 - a. Devis et marchés. XXVI, 6-16.
 - b. Architectes. XXVI, 23-61.
7. *Prêt à usage*. XXVI, 472-475.
8. Régime d'*exclusion de communauté*. XXVIII, 421.
9. *Société*. XXVI, 268, 270.
10. *Vente* :
 - a. A l'essai. XXIV, 150.
 - b. Des choses que l'on goûte. XVI, 143.
 - c. Au compte, à la mesure, au poids. XVI, 137.
 - d. Promesses de vente. XVI, 20, 21.

RIVAGES (DE LA MER).

Font partie du *domaine public* de l'Etat. VI, 5. Voir le mot *Mer*, I.

RIVIÈRES (DROIT DES RIVERAINS).**A. RIVIÈRES NAVIGABLES ET FLOTTABLES.****I. Appartiennent à l'Etat. VI, 4, 8.****1. Qu'entend-on par *rivière*? et quand est-elle *navigable*? VI, 8, 9.**

a. Quid si une rivière est en *partie* navigable, en partie non navigable? VI, 10.

b. A qui appartient le lit? *Quid* des arbres? VI, 11.

2. Qu'entend-on par *riveries flottables*? VI, 12.**3. Des rivières *canalisées* et des *canaux*. VI, 13, 14.**

a. Des anciennes concessions faites à titre de propriété. VI, 15.

II. Les *riverains* n'y ont *aucun droit*. VII, 254.**1. Nature des *concessions* que le gouvernement fait aux riverains. VII, 255.**

2. Ils n'ont droit à aucune indemnité à raison du dommage que l'Etat leur cause en exécutant des travaux publics. VII, 256.

3. Ces principes s'appliquent-ils aux ruisseaux qui appartiennent aux communes? VII, 257.

B. RIVIÈRES NON NAVIGABLES**I. Appartiennent aux *riverains*, mais c'est une propriété d'une nature particulière. VI, 15, 16, 18-20 (1); VII, 268.****1. Critique des opinions contraires. VI, 17, 21, 22.****2. Conséquences du droit de propriété. VI, 23-27.****3. En quel sens ces rivières sont *inaliénables* et *imprescriptibles*. VII, 269.****4. Des *concessions* faites avant 1789. VII, 270.****II. Droit des *riverains* à l'usage des eaux. VII, 268.****1. Qui est *riverain*? VII, 271-275.****2. Droit du riverain quand l'eau borde son héritage. VII, 276-285.****3. Droit du riverain dont l'eau traverse l'héritage. VII, 286-292.****4. Règles communes à tous les riverains. VII, 293-299.****5. Des conventions entre les riverains. VII, 300-305.****6. De la prescription. VII, 306-313.****C. COURS D'EAU ARTIFICIELS.****I. A qui appartiennent les *canaux* qui alimentent les *usines*? VII, 258, 259.****II. Les *riverains* ont-ils un droit sur ces eaux? VII, 260, 261, 265.****III. Peuvent-ils acquérir un droit par convention, destination de père de famille et prescription? VII, 262, 264.****IV. Le propriétaire de l'usine peut-il disposer des eaux au profit d'un non-riverain? VII, 263.****V. Ces principes ne s'appliquent pas aux anciens canaux, assimilés aux cours d'eau naturels. VII, 266, 267.**

(1) T. VI, p. 35, ligne 4 du n° 20 : au lieu de *navigables*, lisez *non navigables*.

RIVIÈRES NON NAVIGABLES (POUVOIR RÉGLEMENTAIRE DE L'ADMINISTRATION).

I. Règlements généraux.

1. Ces règlements sont faits par les conseils provinciaux. VII, 314, 316.
2. Les *conseils communaux* ont le pouvoir réglementaire en ce qui concerne la sûreté et la salubrité. VII, 315.

II. Limites qui séparent le pouvoir réglementaire de l'administration et la compétence des tribunaux. VII, 317. 318.

1. L'administration est compétente quand il y a des *intérêts individuels* en cause. VII, 320. Mais elle ne peut pas statuer sur des *droits* réclamés par les riverains. VII, 319.
2. L'administration seule (en Belgique, la députation permanente) a le droit de fixer la *hauteur des eaux*. VII, 321, 322.
4. Elle peut réglementer les eaux sous le rapport de l'*irrigation* et de l'*industrie*, mais non dans l'intérêt de la navigation ou dans un autre but d'intérêt général. VII, 323-323.
5. L'administration peut-elle *réglementer* les *cours d'eau* qui sont une *propriété privée*? par exemple, pour prévenir les inondations? VII, p. 388, a.
6. Le *pouvoir* de l'administration est-il limité par les *conventions* des *riverains* ou par la *prescription*? VII, 326.
7. Quels sont les *droits* du *riverain* qui se prétend *lésé* par un règlement? VII, 327
 - a. Les *tribunaux* ne peuvent pas *annuler* les *règlements*, mais ils ont le droit de ne pas les appliquer s'ils sont *illégaux*. VII, 328.
8. Les règlements n'empêchent pas les *riverains* de régler leurs *droits* par *convention* et *prescription*. VII, 329.

III. Autorisations.

1. Les riverains ont-ils besoin d'une autorisation pour faire des barrages ou autres *travaux* nécessaires pour l'*usage des eaux*? VII, 283 bis, 295, 296.
 - a. *Quid* des travaux faits sans *autorisation*? Droit de l'administration. Droit des riverains. VII, 334.

IV. Concessions.

1. Caractère. En quoi elles diffèrent des *règlements*. VII, 330. 331.
2. Le riverain *lésé* dans ses *droits* par une *concession* peut-il en poursuivre l'annulation? VII, 333.
5. Les *droits* conférés par les concessions *antérieures* à 1789 sont maintenus. VII, 332.

RIVIÈRES NON NAVIGABLES (POUVOIR RÉGLEMENTAIRE DES TRIBUNAUX).

- I. En quel sens les *tribunaux* ont-ils un *pouvoir réglementaire*? Différence entre ce pouvoir et celui de l'administration. VII, 335-337.
- II. Dans *quels cas* les tribunaux sont-ils *compétents*? VII, 338, 339.
 1. Ils ne peuvent pas *réglementer* les *cours d'eau* qui sont *propriété privée*. VII, 345.

- III. A l'égard de qui exercent-ils leur pouvoir réglementaire? VII, 340-342.
- IV. *Étendue du pouvoir réglementaire des tribunaux.*
 - 1. Ils sont liés par les règlements généraux. VII, 348-352.
 - 2. Ils sont liés par les conventions et les prescriptions. VII, 344, 345.
 - 3. Ils décident en équité. VII, 343. Quelle est la limite de ce pouvoir? VII, 346, 347.
 - 4. *Effet des règlements judiciaires.* VII, 353.

ROI.

- I. *Acceptation de dons et legs faits aux établissements publics.* Le roi les autorise. XI, 289. Voir les mots *Députation permanente* et *Personnes civiles*.
- II. *Lois.*
 - 1. Le roi *sanctionne* les lois, comme concourant au pouvoir législatif. I, 6, 7.
 - 2. Il les *promulgue* et les *publie*, comme chef du pouvoir exécutif. I, 8-29.
- III. *Pouvoir réglementaire.* Les arrêtés royaux ne sont obligatoires que s'ils sont conformes à la loi. VII, p. 375, a.

ROUTES.

- I. *Chemins, routes et rues* appartenant au domaine public de l'Etat. VI, 28.
 - 1. Les routes abandonnées entrent dans le domaine privé de l'Etat. VI, 58, 59, 60.
- II. *Chemins, routes et rues* appartenant au *domaine public* des provinces et des communes. VI, 65.
- III Droits des *riverains* de pratiquer des *fenêtres* et des *portes* sur les routes, chemins et rues du domaine public. VIII, 47, 48
 - 1. L'usage que les riverains font de la voie publique est-il une servitude? VII, 131, 132.
 - 2. Les riverains conserveront-ils ces ouvertures à titre de *servitude* lorsque la route est *abandonnée*? VI, 61.
 - 3. Les riverains ont-ils droit à une *indemnité*? VII, 133-136.
- IV. Des *voies concédées*. A qui appartiennent-elles? Quels sont les droits des concessionnaires? VI, 29-35. Voir le mot *Concessions*.

S

SAGES-FEMMES.

- 1. *Capacité.* Sont-elles *incapables* de recevoir à titre gratuit? XI, 341.
- 2. *Prescription.* Par quel laps de temps se prescrivent leurs créances? XXXII, 499.
- 3. *Privilage.* Ont-elles un privilège? XXIX, 362.

SAILLIE (SERVITUDE DE).

- 1. Peut-elle s'acquérir par la *prescription*? VIII, 200.

SAISIE.**I. Droits des créanciers.**

1. Ils peuvent saisir les biens de leur débiteur. XVI, 183; XXIX, 278-281.
2. Les créanciers *saisissants* deviennent des *tiers* dans le sens de l'article 1328. XIX, 323, 324.
3. Ils peuvent opposer la nullité de l'*aliénation* consentie *postérieurement* à la *transcription* de la *saisie*. XXIX, 181.
4. Ils peuvent se prévaloir du *défaut de transcription* de tout *acte translatif de droits réels immobiliers*. XXIX, 172-181.
5. Ils peuvent se prévaloir du *défaut de transcription* des actes déclaratifs de *droits réels immobiliers*. XXIX, 195-197.

II. Prescription. La saisie interrompt la prescription. XXXII, 114-117.**III. Succession bénéficiaire.**

1. Les créanciers de la succession ont le droit de saisir les biens héréditaires. X, 133-137.
2. *Quid* des créanciers de l'héritier bénéficiaire? X, 140.

SAISIE-ARRÊT.**I. Qu'est-ce que la saisie-arrêt ou l'opposition?** XVII, 549, 550.**II. Compensation.** Peut-elle se faire en cas de saisie-arrêt? XVIII, 429.**III. Dépôt.** La restitution ne peut se faire en cas de saisie-arrêt. XXVII, 123.**IV. Novation.** La saisie emporte-t-elle *novation*? XVII, 18.**V. Payement.** Le tiers saisi ne peut pas payer au saisi, au préjudice du saisissant. XVII, 550-554.**VI. Quittances sans date certaine.** Peuvent être opposées au créancier saisissant. XIX, 333.**VII. Succession.** Division des créances.

1. Les héritiers ont-ils le droit de saisie-arrêt avant le partage? XI, 45, 46, 48.
2. Les créanciers de l'un des héritiers peuvent-ils saisir pendant l'indivision? XI, 54.

VIII. Vente d'une créance.

1. La signification de la cession faite après que la créance a été saisie par un créancier du cédant vaut opposition. XXIV, 525.
2. *Quid* si la *cession* est postérieure à la saisie-arrêt? XXIV, 526.
3. Quels sont les droits du créancier saisissant et du cessionnaire? XXIV, 527.
4. *Quid* s'il y a des oppositions postérieures à la signification? XXIV, 527 bis, 528.

SAISIE (EXPROPRIATION).**I. Le bailleur privilégié** peut-il *revendiquer* les objets qui sont *saisis*? XXIX, 443.**II. Créanciers saisissants.** Voir ce mot et le mot *Distraktion*.**III. Expropriation.** L'article 1637 est-il applicable à la vente forcée? XXIV, 252.

IV. La femme doit-elle être autorisée quand une procédure en expropriation est dirigée contre elle? III, 106

V. Garantie.

1. Le saisi est-il garant en cas d'éviction de l'adjudicataire? XXIV, 226

2. L'adjudicataire évincé a-t-il un recours contre le créancier saisissant? XXIV, 227.

3. L'adjudicataire a-t-il un droit de répétition contre les créanciers entre les mains desquels il a payé son prix? XXIV, 228.

VI. Hypothèque.

1. Les biens saisis ne peuvent plus être hypothéqués après la transcription du commandement ou de la saisie. XXX, 497, 494.

2. Inscription. Doit être renouvelée jusqu'à l'adjudication. XXXI, 131-134.

VII. Insaisissabilité.

1. Quels biens sont insaisissables? Voir le mot *Insaisissabilité*, nos 1-3, 5, 6.

2. Clause d'insaisissabilité dans les testaments. Est-elle valable? XI, 471-473.

VIII. Jugements d'adjudication. Doivent-ils être transcrits? XXIX, 87.

IX. Prescription. La saisie interrompt la prescription, même à l'égard des créanciers non saisissants. XXXII, 114-117, 133.

X. Rentes privilégiées ou hypothécaires. La saisie de ces rentes doit être rendue publique. XXIX, 238.

XI. Saisie et vente. Les frais sont-ils privilégiés? XXIX, 331, 332.

XII. Statut. La saisie des meubles appartenant à un étranger en France est un statut réel. I, 121.

XIII. Vente

1. Sous condition suspensive.

a. L'acquéreur peut-il demander la distraction de l'immeuble saisi sur son auteur? XVII, 90.

b. Les créanciers du vendeur peuvent saisir l'immeuble. L'adjudication peut-elle être opposée à l'acquéreur conditionnel? XVII, 93.

2. Vente sous condition résolutoire, quand la condition s'accomplit. Les saisies opérées par les créanciers de l'acquéreur et l'expropriation peuvent-elles être opposées au vendeur? XVII, 110.

XIV. Votes concédés. Peuvent-elles être saisies par les créanciers des concessionnaires? VI, 34.

SAISINE (EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE).

Le testateur peut donner la saisine du mobilier à l'exécuteur testamentaire.

XIV, 333-331. Voir le mot *Exécuteur testamentaire*, n° III.

SAISINE (INSTITUTION CONTRACTUELLE)

1. Les donataires universels ont-ils la saisine? XV, 237-242.

Voir les mots *Donation par contrat de mariage aux époux*, C, et *Donations faites par contrat de mariage entre époux*.

SAISINE (SUCCESSIONS ET TESTAMENTS).

I. Qu'est-ce que la saisine? Origine et fondement. IX, 219, 222.

II. *Conséquences de la saisine.*

1. Transmission de la possession. IX, 223-225.

2. Droit aux fruits. IX, 227.

3. Acquisition et transmission de la propriété (V). IX, 213, 228 et 228 b.

4. Représentation du défunt et obligation du paiement des dettes. IX, 229.

III. Qui est *saisi*?

1. Ordre de la saisine. IX, 229, 230.

2. Quels héritiers sont saisis? IX, 231-233.

3. *Quid* si l'héritier saisi reste dans l'inaction? Droits des héritiers p. éloignés. IX, 234-236.

IV. Des *successeurs irréguliers*.

1. Ils n'ont pas la saisine. Ils n'acquiescent la possession que par le *judicium* qui les envoie en possession. IX, 237-239.

2. Conséquences qui en résultent. IX, 240-246.

3. *Formalités* que les successeurs irréguliers doivent remplir pour obtenir l'envoi en possession. IX, 247-257.

a. *A quels successeurs s'appliquent les articles 769-773.* IX, 258-261.

V. Les successeurs *spéciaux*, en vertu du retour successoral, ont-ils la saisine? IX, 198.

SALLES DE DANSE.

1. Le bruit qu'elles occasionnent donne lieu à une action en dommages intérêts quand il en résulte une lésion du droit des voisins. VI, p. 201, b.

SALUBRITÉ.

I. *Décrets et lois qui restreignent la propriété dans un intérêt de salubrité publique.* VI, 134.

1. Lois sur le dessèchement des marais. VI, p. 180, b.

2. Lois sur la police sanitaire. VI, p. 180, a.

II. *Règlements communaux* qui restreignent la propriété dans un intérêt de salubrité. VI, 120.

1. Règlement sur les enclos et les habitations insalubres, VI, 122-124.

2. Règlements sur les fosses d'aisance. VI, 126-129.

SALUT PUBLIC.

1. Est-il vrai que le *salut public* est la loi suprême? I, 160.

2. L'intérêt public l'emporte sur l'intérêt privé; mais l'intérêt public n'emporte pas sur les droits des citoyens, parce que le respect de la propriété est le plus grand de tous les intérêts. I, 160-166; VI, 133.

SANCTION (DES LOIS).

1. Qu'est-ce que la sanction des lois et quel en est l'effet? I, 6, 7.

SAPINIÈRES.

1. *Droit de l'usufruitier sur les bois de sapins* VI, 456.

SCELLÉ.

- I. *Demande en divorce pour cause déterminée*. La femme peut demander l'opposition des scellés. III, 263, 266.
- II. *Frais de scellé*.
 1. Sont une charge de la communauté, XXI, 480, et de la succession XI, 63.
 2. Sont-ils privilégiés à l'égard de tous les créanciers ? XXIX, 329, 330.
- III. *L'héritier bénéficiaire doit-il apposer les scellés ?* IX, 381.
- IV. *Opposition aux scellés*. Vaut opposition au partage. IX, 527
- V. *Partage judiciaire*. Quand les scellés doivent-ils être apposés ? X, 313.
- VI. *Successesseurs irréguliers*. Doivent opposer les scellés, IX, 248.
 1. Des successeurs irréguliers qui ne sont pas soumis à cette obligation IX, 260, 261.
- VII. *Tuteur*. Quand il doit faire apposer les scellés. V, 8.

SCHOORES.

1. Les principes sur l'alluvion ne s'appliquent pas aux schoores. VI, 291, p. 376, in.
2. Des anciennes concessions comprenant des schoores. VI, 47. Voir le mot *Polders*.

SECONDS MARIAGES.

Voir le mot *Mariages (seconds)*.

SECRÉTAIRES.

Prescription de l'action des secrétaires. XXXII, 503.

SÉCULARISATION.

- I. *Sécularisation de l'ordre civil*. II, 7. Voir les mots *Eglise et Etat*, VIII. *Mariage*, A et *Mariage religieux*.

SÉDUCTION.

1. Quand la séduction est un quasi-délit donnant lieu à des dommages-intérêts. IV, 90; XX, 397. Voir le mot *Promesse de mariage*.
2. Distinction entre la recherche de la paternité et l'action en dommages-intérêts. IV, 91.
3. Quand il n'y a pas lieu à dommages-intérêts. IV, 92.
4. De l'engagement contracté par le père de l'enfant naturel de pourvoir aux besoins de la mère et de l'enfant. IV, 93.
5. *Reconnaissance de l'enfant naturel par acte sous seing privé*:
 - a. Avec engagement pris à l'égard de la mère. IV, 126.
 - b. Sans aucun engagement. IV, 127.

SEIGNEURS (HAUTS JUSTICIERS).

1. *Cours d'eau non navigables*. Étaient réputés appartenir aux seigneurs

hauts justiciers en l'absence de titres particuliers. Ceux qui, l'ancien droit, ont acquis la propriété d'une rivière la conservent sous le code civil. VI, 15.

2. Les lois qui ont aboli la *féodalité* sont étrangères aux actes de souveraineté. De là suit que les *concessions* faites par les anciens seigneurs en vertu de leur *souveraineté féodale* sont maintenues. VII, 332.

3. Les *canaux* établis avant 1789 par les *propriétaires de moulins*, en qualité de *seigneurs hauts justiciers*, sont censés établis dans l'intérêt de tous les riverains et assimilés aux cours d'eau naturels. L'article 644 leur est applicable. VI, 266

SÉMINAIRES.

1. Les *séminaires* peuvent recevoir des libéralités pour l'enseignement religieux. XI, 203.

2. Les *petits séminaires* sont incapables de recevoir. XI, 206.

SÉPARATION DE BIENS (JUDICIAIRE).

I. *Communauté légale*. Se dissout par la séparation de biens prononcée par le jugement. Toute séparation volontaire est nulle. XXII, 197, 198 (1).

1. Il en est de même du régime d'*exclusion de communauté*, XXIII, 332, et du régime *dotal*. XXII, 533-539.

II. Le droit de demander la séparation de biens n'appartient qu'à la femme. XXII, 199, 200.

1. Ses *créanciers* ne peuvent pas la demander. XXII, 201.

2. Quel est le *droit* que la loi leur donne ? XXII, 202-207.

III. Des *causes* pour lesquelles la femme peut demander la séparation.

1. Explication de l'article 1443. Qu'entend-on par *dot*, *reprises* et *dépenses*? XXII, 208-212.

2. La femme peut demander la séparation :

a. Quand sa *dot mobilière* est mise en *péril*. XXII, 213.

b. Quand les *revenus* de ses *propres* ne sont pas employés à leur destination. XXII, 214.

c. *Quid* si la femme n'a pas de biens, mais qu'elle ait un *talent* pour l'*industrie*, un *commerce*? XXII, 215.

d. *Quid* si la femme n'a ni biens, ni *profession*? XXII, 216.

e. Quand peut-elle demander la séparation à raison de ses *reprises*? XXII, 217.

IV. La femme doit prouver l'*existence* des *causes* pour lesquelles elle demande la séparation. Il faut distinguer le *péril* de la *dot* et le *péril* des *reprises*. XXII, 218.

1. Quand la *dot* est-elle mise en *péril*?

a. La *dot mobilière*? XXII, 219, 220.

b. Les *revenus* des *propres*? XXII, 221.

c. *Quid* si le mari n'a pas encore reçu la *dot*? XXII, 222.

2. Quand les *reprises* de la femme sont-elles en *péril*?

(1) T. XXII, p. 203, ligne 3 du n° 198 : au lieu de 1442, lisez 1443.

- a. Il faut qu'il y ait désordre dans les affaires du mari. XXII, 223, 224.
- b. Et que, par suite de ce désordre, il y ait péril que les biens du mari soient insuffisants pour remplir la femme de ses reprises. XXII, 223-229.
- c. La communauté est-elle dissoute de plein droit par la faillite du mari? XXII, 230.
- d. La femme peut-elle demander la séparation quand le mari est en état de démence, interdit ou en état de contumace? XXII, 233.
- 3. Le mari peut-il opposer comme *fin de non-recevoir* que le désordre de ses affaires est imputable à la femme? XXII, 234-238.
- V. De l'instance en séparation. Importance des formalités. XXII, 239, 241.
- 1. La demande. Introduction de la demande. XXII, 240.
 - a. Publicité de la demande. XXII, 242, 243.
 - b. Preuve des faits. La femme peut-elle invoquer l'aveu du mari? XXII, 244
- 2. Le jugement doit être rendu public XXII, 245-247.
 - a. *Quid* du jugement qui prononce la séparation de corps? XXII, 248.
- 3. Exécution du jugement.
 - a. Dans quel délai elle doit se faire. XXII, 249-251.
 - b. Elle peut être volontaire. XXII, 252.
 - c. Règles prescrites pour assurer l'exécution réelle du jugement. XXII, 253 (1) -257.
- 4. De la nullité pour défaut d'exécution
 - a. Caractère de la nullité. C'est une exception péremptoire. Elle n'est pas d'ordre public XXII, 258, 259.
 - b. Qui peut opposer la nullité? XXII, 260-263.
- 5. Droits des créanciers du mari.
 - a. Ils peuvent intervenir dans l'instance et s'opposer à la séparation. XXII, 264-266, 268.
 - b. Ils ont encore l'action paulienne. XXII, 267, 269-271.
 - c. Droits des créanciers quand les formes légales n'ont pas été observées. XXII, 272, 273
- VI. Effets de la séparation de biens
 - 1. Dissolution de la communauté.
 - a. Droit de la femme. XXII, 274, 275.
 - b. *Quid* des droits de survie? XXII, 276, 277.
 - 2. Contribution aux charges.
 - a. Comment la femme contribue aux charges. XXII, 278-280.
 - b. Comment la femme *paye-t-elle sa part contributive*? XXII, 281-283.
 - c. La femme est-elle tenue à l'égard des *tiers*? XXII, 284 (2).
 - d. Les époux qui *vivent séparément* ont-ils une *action alimentaire* l'un contre l'autre? XXII, 285.

(1) T. XXII, p. 256, ligne 9 du n° 245 : au lieu de *en disposer*, lisez : *disposer de son mobilier*.

(2) T. XXII, p. 284, ligne 10 : au lieu de *que*, lisez *pas*.

VII. *Effet de la séparation de biens en ce qui concerne la femme.*

1. La femme séparée administre ses biens et elle en jouit; elle est, sous rapport, affranchie de l'autorisation maritale. XXII, 286 (1), 287.
 - a. Quid si, de fait, le mari administre? XXII, 288-291.
2. La femme peut faire les actes d'administration. XXII, 292-296.
 - a. Elle peut faire des acquisitions mobilières ou immobilières. XXII, 297-300.
 - b. Elle peut aliéner son mobilier à titre onéreux. XXII, 301-307.
 - c. Elle peut s'obliger pour les besoins de son administration, et, obligeant sa personne, elle oblige ses biens. XXII, 308-314.
 - d. La femme peut-elle accepter une donation ou une succession? XXII, 315, 316; cautionner? XXII, 316; emprunter? XXII, 316; contracter une société? XXII, 316; jouer à la Bourse? XXII, 316.
3. La femme séparée reste incapable pour les autres actes. XXII, 321.
 - a. Elle ne peut ester en justice. XXII, 322.
 - b. Compromettre. XXII, 323.
 - c. Elle ne peut aliéner ses immeubles. XXII, 324.
 - d. Le mari est-il garant du défaut d'emploi ou de l'emprunt quand la femme vend un immeuble? XXII, 325-335.
 - e. Entre les mains de qui l'acheteur doit-il payer le prix? XXII, 335-336.

VIII. *Rétroactivité de la séparation.*

1. Principe. XXII, 336, 337.
 - a. S'applique-t-il à la séparation de biens résultant de la séparation de corps? XXII, 338, 339.
2. Conséquences de la rétroactivité.
 - a. Quant aux biens. XXII, 340-344.
 - b. Quant aux dettes. XXII, 345, 346.
 - c. Quant aux actes d'administration ou de disposition que le mari fait comme chef de la communauté ou comme administrateur légal. XXII, 347-351.
 - d. La femme peut-elle accepter la communauté ou y renoncer pendant l'instance en séparation? XXII, 352.

IX. *Du rétablissement de la communauté.*

1. Conditions requises pour le rétablissement. XXII, 353-358.
2. Effet du rétablissement de la communauté. XXII, 359, 360.

SÉPARATION DE BIENS (RÉGIME DE).

- I. Notion et critique de ce régime. XXIII, 442 (1). Vice de classification. XXIII, 441.
1. Il est identique avec la séparation judiciaire. XXIII, 443.
- II. Droits de la femme séparée de biens. XXIII, 444 (2) - 447.

(1) T. XXII, p. 286, ligne 4 du n° 287 : après le mot *communs*, ajoutez (art. 1448).(2) T. XXIII, p. 443, ligne 4 : effacez le mot *pas*.(3) T. XXIII, p. 439-449. Le titre courant doit être remplacé par celui-ci : *De la séparation de biens*.

III. La séparation de *biens* entraîne séparation de *dettes*. Droits des créanciers. XXIII, 448.

IV. Qui supporte les *charges du mariage*? XXIII, 449 (1) - 451 (2).

V. *Droits du mari*. XXIII, 452, 453.

1. Quand il est mandataire, il ne peut pas invoquer la prescription de l'article 2277. XXXII, 477.

SÉPARATION DE CORPS.

I. Motif. Peut-on appliquer, par voie d'*analogie*, à la *séparation de corps* les dispositions du code civil sur le *divorce*? III, 313.

II. *Causes*. III, 314, 315.

1. Preuve. III, 316.

2. Reconciliation. III, 317.

III. De l'*instance en séparation*.

1. *Mesures provisoires*. III, 318.

a. Résidence provisoire de la femme. III, 319, 320. Provision. III, 321, 322.

b. Mesures conservatoires. III, 323-325.

c. Des enfants. III, 329.

2. *Procédure*.

a. Demande en séparation. III, 327-334.

b. Instruction. III, 335-338.

c. Demandes reconventionnelles. III, 342, 343.

d. Jugement. Recours. III, 339-341.

IV. *Effets de la séparation de corps*.

1. Quant aux *époux*.

a. Règle d'interprétation. III, 344.

b. Droits et obligations des époux. III, 345-349.

c. Responsabilité des père et mère séparés. XX, p. 303, a.

2. Quant aux *enfants*. III, 350.

3. Quant aux *biens*, 351-353.

a. La séparation de biens rétroagit-elle? XXII, 338, 339.

4. Quant aux *libéralités*? l'époux coupable les perd-il? III, 354, 355.

a. *Quid du préciput*? XXIII, 357-359.

5. Si l'un des époux *meurt* pendant l'instance, celle-ci peut-elle être reprise quant aux intérêts pécuniaires? III, 356.

V. *Cessation de la séparation de corps*. III, 357.

VI. Séparation de corps *volontaire*. Est nulle. Elle forme une *convention illicite*. XVII, 44.

SÉPARATION DE DETTES (CLAUSE DE).

A. SÉPARATION EXPRESSE.

I. But de la clause. XXIII, 291.

1. Elle porte sur les dettes *antérieures* au mariage. XXIII, 292, 294-297.

(1) T. XXIII, p. 447, ligne 10 : au lieu de 1538, lisez 1537.

(2) T. XXIII, p. 448, ligne 14 : au lieu de 1538, lisez 1537.

3. Elle est étrangère à la composition active de la communauté. XXIII, 293.

II. *Effet de la clause :*

1. Entre *époux*. XXIII, 298-301.

2. A l'égard des *créanciers*. XXIII, 302-304.

a. Droits des créanciers pendant la communauté, XXIII, 305-309.

b. Après la dissolution de la communauté. XXIII, 310.

B. SÉPARATION DE DETTES TACITE. XXIII, 311 (1), 312.

C. CLAUSE DE FRANC ET QUITTE.

I. Définition. *But*. XXIII, 313, 314.

II. *Effet de la clause.*

1. Séparation de dettes entre époux. XXIII, 315-318.

2. Le conjoint de l'époux déclaré franc et quitte a droit à une indemnité. XXIII, 319 (2) -323.

3. De l'action contre le débiteur de l'indemnité. XXIII, 324, 325.

D. IL Y A SÉPARATION DE DETTES DANS LES CLAUSES SUIVANTES :

I. De la communauté d'acquêts. XXIII, 155-163.

II. D'apport, XXIII, 233, et de réalisation. XXIII, 214-218.

III. Et sous les régimes :

1. D'exclusion de communauté. XXIII, 425-427.

2. De séparation de biens. XXIII, 440-431.

3. Et sous le régime dotal. XXIII, 548-552.

SÉPARATION DES PATRIMOINES.

I. Il y a lieu à la séparation des patrimoines lorsque la succession est acceptée *purement et simplement* par un *héritier légitime*. X, 1, 2.

II. *Qui* peut demander la séparation ? X, 3-9.

III. *Contre qui* la séparation peut-elle être demandée ? X, 10-14.

IV. Les créanciers et légataires doivent demander la séparation *en justice*. X, 15-19.

V. Sur quels biens s'exerce-t-elle ? X, 20-24 *bis*.

VI. *Conditions* de l'exercice du droit.

1. Quant aux *meubles*. *Délai*. X, 25-27.

2. Quant aux *immeubles*. Le code civil et la loi hypothécaire. X, 28-31.

a. De l'inscription que les créanciers doivent prendre. X, 32-38.

VII. Les *créanciers* et *légataires* peuvent *renoncer* au bénéfice de la séparation. X, 39, 40.

1. De la *novation* spéciale de l'article 879. X, 41-43.

2. Quand y a-t-il *novation* ? X, 44-54.

VIII. *Effet de la séparation.*

1. Entre les créanciers et légataires. X, 55-61.

2. Entre les créanciers du défunt ou légataires et les créanciers de l'héritier. X, 62-69.

(1) T. XXIII, p. 312, ligne 7 du n° 314 : au lieu de 1540, lisez 1541.

(2) T. XXIII, p. 320, ligne 11 : au lieu de 1093, lisez 2093.

3. A l'égard de l'héritier. X, 70-74.

4. La séparation des patrimoines est-elle un *privilege*? X, 16, 62.

SÉQUESTRE.

I. Qu'est-ce que le *séquestre*? Division. XXVII, 163, 164, 171.

A. SÉQUESTRE CONVENTIONNEL.

I. Définition. Gratuité. XXVII, 163-167.

II. Principes qui régissent le séquestre conventionnel. XXVII, 168-170.

B. SÉQUESTRE JUDICIAIRE.

I. Est-ce un contrat? XXVII, 172.

II. Du séquestre facultatif. XXVII, 173-176.

1. Le juge peut-il l'ordonner en dehors des cas prévus par l'article 1961? XXVII, 176-178.

2. *Quid* en cas d'abus de jouissance de l'usufruitier? VII, 84.

III. Du séquestre *obligatoire*. XXVII, 180.

IV. *Qui nomme le dépositaire* et quelles sont ses *fonctions*? XXVII, 181-183.

C. DU DÉPÔT JUDICIAIRE.

1. Différence entre le *dépôt* judiciaire et le *séquestre* judiciaire. XXVII, 171.

2. Il y a lieu au *dépôt judiciaire* lorsque des *meubles* sont *saisis* sur un débiteur. XXVII, 186.

a. Obligations du gardien. XXVII, 187, 188.

b. *Quid* si le saisi présente un gardien? XXVII, 189, 190.

3. Du *dépôt judiciaire* en cas d'*offres réelles*. XXVII, 191.

SERMENT.

I. Le serment est-il un *acte religieux*? XX, 222-224.

1. *Quid* d'après la *Constitution belge*? XX, 225.

II. Division.

1. Du serment *promissoire* et des prétentions des gens d'église. XX, 226.

2. Du serment *extrajudiciaire*. XX, 227, 228.

3. Serment *décisoir* et *supplétoire*. XX, 229.

A. SERMENT DÉCISOIRE.

I. La délation du serment décisoir est une *transaction*. XX, 230-233.

II. *Qui peut le déférer*? XX, 234.

1. Les administrateurs légaux? XX, 237.

2. Les avoués et mandataires conventionnels? XX, 236.

3. Les incapables? XX, 235.

III. A *qui* le serment *peut-il être déféré*? XX, 238-240.

III. Dans quelles contestations?

1. En quel sens faut-il entendre la règle de l'article 1558? XX, 241-244.

2. Le serment ne peut être déféré *sur des faits qui ne peuvent faire l'objet d'une transaction*. XX, 245.

a. Dans la procédure en divorce. III, 207.

b. La filiation naturelle ne peut être prouvée par témoins. IV, 6.

3. Le serment ne peut être déferé contre les *présomptions* qui s'*ordonnent* d'*ordre public*. XX, 248.

a. La prescription. XXXII, 370. La loi permet d'opposer le serment à celui qui invoque une courte prescription. XXXII, 313, 315. *Quid* de la prescription quinquennale de l'article 2277? XXX 432, et de la prescription de cinq ans établie en faveur l'avoué par l'article 2276? XXXII, 484.

4. Le serment ne peut être déferé dans les cas où la loi refuse l'action *justice* pour des motifs d'*ordre public*. XX, 247.

IV. Sur quels faits le serment peut-il être déferé?

1. Les faits doivent être personnels, sauf dans le cas de l'article 2277. XX, 248, 249.

2. Les faits doivent être relevants. XX, 250-254.

V. Quand le serment doit-il être déferé? XX, 255, 256.

1. Peut-on le déferer par conclusions subsidiaires? XX, 257.

2. Le juge peut-il refuser d'ordonner le serment déferé? XX, 258-261.

VI. Effet de la délation.

1. Du droit de référer le serment. XX, 262.

2. Celui qui a déferé ou référé le serment peut-il se rétracter? XX, 263.

3. Dans quels termes le serment doit-il être prêté? XX, 264-269.

VII. Effet de l'acceptation ou du refus.

1. Le serment prêté ou refusé fait *pléine foi*. XX, 270.

2. Quid si celui à qui le serment est déferé vient à mourir sans avoir accepté ou après avoir accepté? XX, 271.

3. Force probante du serment. XX, 272-275.

4. La transaction résultant du serment ne peut être étendue à un autre objet. XX, 276-278.

B. DU SERMENT SUPPLÉTOIRE.

I. Qu'est-ce que le serment supplétoire? Règle d'interprétation. XX, 280-283.

II. Conditions requises pour que le juge puisse déferer le serment. XX, 283, 284.

1. Quand peut-on dire que la demande ou l'exception n'est pas totalement dénuée de preuve? XX, 285-290.

2. A qui le serment peut-il être déferé? XX, 292.

3. On applique au serment supplétoire les principes qui régissent le serment décisoire. XX, 291.

III. Effet de la délation.

1. Celui à qui le serment est déferé peut-il le refuser ou le référer? XX, 293, 294.

2. Quid s'il meurt sans l'avoir prêté ni refusé? XX, 295.

3. Le juge n'est pas lié par le serment. XX, 296. Il y a lieu à appeler. XX, 297.

4. Peut-on prouver la fausseté du serment décisoire? XX, 297, 298.

C. DU SERMENT EN PLAIDS.

I. Quand y a-t-il lieu de déferer le serment en plaid? XX, 299, 300.

II. *Conditions de la délation.* XX, 301-303.

III. *Effet de la délation.* XX, 304.

SERVITUDES.

I. Qu'est-ce qu'une servitude? VII, 128. Différence entre les servitudes et les charges féodales. VII, 126. Voir le mot *Féodalité*.

II. *Caractères des servitudes.*

1. Il faut *deux héritages*. VII, 127-129.

a. Faut-il que les immeubles soient *dans le commerce*? VII, 130.

b. L'*usage* que les riverains font de la *voie publique* est-il une servitude? Caractère particulier de cette servitude: Conséquences qui en dérivent. VII, 131, 132.

c. *Quid* si ces servitudes sont supprimées? Y a-t-il lieu à indemnité? VII, 133-136.

d. Peut-on avoir une servitude sur un canal? VII, 137. Sur le domaine privé de l'État? VII, 141. Sur un édifice destiné au culte? VII, 140. Sur le mur d'enceinte d'une ville? VII, 139. Sur une promenade publique? VII, 138.

2. Les *deux héritages* doivent appartenir à des propriétaires différents. VII, 142.

3. Doivent-ils être *contigus*? VII, 143.

4. La servitude doit être établie au profit de *l'un des héritages*. VII, 144, 145.

a. Le *droit de chasser* peut-il être stipulé à titre de servitude réelle? VII, 146.

b. La servitude ne peut être établie *au profit d'une personne*. VII, 147.

c. *Différence* entre les droits stipulés à titre de créance, de servitude réelle ou de servitude personnelle. VII, 148.

d. Les charges établies dans l'intérêt du commerce ou de l'industrie d'un autre fonds ne sont pas des servitudes. VII, 149, 150.

e. *Quid* si le droit de coupe du bois dans une forêt est remplacé par l'obligation imposée au propriétaire de fournir le bois? VII, 151.

5. La servitude est réelle comme charge et comme droit. VII, 152, 153.

6. Les servitudes sont *perpétuelles*. En quel sens? VII, 154, 155.

7. Les servitudes sont-elles *indivisibles*? VII, 156, 157.

III *Servitude et propriété* (exclusive ou copropriété). VII, 158-169.

Voir les mots *Propriété* et *Servitude*.

IV: *Classification des servitudes*. VII, 170.

1. Les servitudes *légales* et *naturelles* sont-elles de vraies servitudes? VII, 171-174.

V. *Règles d'interprétation*. VII, 175-177.

SERVITUDES ACCESSOIRES.

Le propriétaire du fonds dominant a droit aux servitudes accessoires. VIII, 218-

SERVITUDES ÉTABLIES PAR LE FAIT DE L'HOMME.**A. DIVISION DES SERVITUDES.****I. Apparentes et non apparentes.** VIII, 133, 136.

a. Intérêt de la division. VIII, 137. Garantie? XXIV, 270. Transcription? XXIX, 78.

b. Applications. Servitudes d'égout, VIII, 140; d'inondation, VIII, 142; de prise d'eau, VIII, 141; de prospect, VIII, 139; de vue et de jour. VIII, 138.

II. Continues et discontinues. VIII, 126 (1) -128.

a. Intérêt de cette classification. VIII, 129.

b. Applications. Écoulement des eaux d'un étang, VIII, 131; des eaux ménagères, VIII, 132; lavage de laines, VIII, 133; vue et prospect. VIII, 130.

c. Quid du droit d'une commune de tenir des foires sur le terrain d'un particulier? VIII, 134.

III. Servitudes positives et négatives. VIII, 143**IV. Servitudes rurales et urbaines.** VIII, 123**B. ÉTABLISSEMENT DES SERVITUDES****I. Destination du père de famille.****1. Définition.** VIII, 173, 175.

a. Conditions requises pour qu'il y ait destination du père de famille. VIII, 174-180.

b. Preuve de la destination. VIII, 181.

2. Quelles servitudes peuvent s'acquérir par destination? VIII, 182, 183**3. Du cas prévu par l'article 694.** VIII, 184-189.**4. Effet de la destination.** VIII, 190, 191.**II. Jugement.** Le juge peut-il établir des servitudes? VIII, 144.**III. Prescription****1. Trentenaire.** VIII, 192.

a. Quid de la possession immémoriale? VIII, 193.

b. Quid de la prescription de dix à vingt ans? VIII, 194.

2. Quelles servitudes s'acquièrent par prescription? VIII, 195-196 bis

a. Servitude d'écoulement des eaux d'un canal et des eaux ménagères. VIII, 198.

b. Servitudes de passage, puits et pâturage. VIII, 197

c. Servitude de saillie. VIII, 200.

d. Servitudes de vues et de jours. VIII, 199.

3. Prescription des droits de propriété analogues aux servitudes. VIII, 201.**4. Conditions de la prescription d'après le droit commun.**

a. Quasi-possession. VIII, 202, 203. Caractères de la possession. VIII, 203, 206.

(1) T. VIII, p. 133, lignes 5 et 11 du n° 136 : au lieu de *discontinues*, lisez *continues* ; ligne 7 du n° 126 : au lieu de *ont besoin*, lisez *n'ont pas besoin* ; p. 139, ligne 5 : au lieu de 687, lisez 638.

b. Dans quel fonds les travaux doivent être pratiqués. VIII, 204.

3. *Conditions spéciales de la prescription des chemins publics au profit des communes.* VIII, 207.

a. Passage à titre de servitude. Système du code civil. VIII, 208-210. Système de la loi belge du 10 avril 1841. VIII, 211-214.

b. Passage à titre de propriété. Conditions de la prescription. VIII, 215-218.

IV. *Titre.* Toutes les servitudes s'acquièrent par *titre*. VIII, 144, 145.

1. Un *écrit* est-il nécessaire *entre les parties*? VIII, 140-149.

a. Du titre *récongnitif*. VIII, 151 (1) -153.

b. Des *énonciations*. *Quid* si elles sont anciennes? VIII, 150.

2. Un *écrit* est-il nécessaire à l'égard des *tiers*? De la *transcription* exigée par la loi hypothécalre. VIII, 154, 155; XXIX, 78, 80.

3. *Qui* peut *constituer* une servitude? VIII, 156.

a. Il faut être propriétaire. VIII, 157, 158. *Quid* de l'emphytéote? VIII, 375; de l'usufruitier? VII, 150.

b. Et capable d'aliéner. VIII, 160-163.

4. Qui peut *acquérir* une servitude? VII, 164-170.

5. Peut-on établir une servitude à *terme* ou sous *condition*? VIII, 171.

V. *Quelles servitudes peuvent être établies.*

1. La règle est la *liberté*. VIII, 210.

2. La charge de bâtir imposée aux acquéreurs d'un terrain communal est-elle une servitude? VIII, 221.

3. La charge imposée au vendeur de construire des maisons bourgeoises sur les terrains qu'il s'est réservés est-elle une servitude? VIII, 222.

4. Le droit de fouiller le sol pour rechercher une mine est-il une servitude? VIII, 224.

5. L'obligation de souffrir les inconvénients de la fumée? VIII, 225.

6. Le droit de planter sur le terrain d'autrui? VIII, 230.

C. EXERCICE DE LA SERVITUDE.

I. Le *mode* d'exercer la servitude se détermine par le *titre*. VIII, 223-227.

1. *Interprétation des titres.* Jurisprudence. VIII, 228-234.

II. Par la *destination du père de famille*. VIII, 235.

III. Et par la *possession*. VIII, 236-238.

IV. *Droits* du propriétaire du *fonds dominant*.

1. Il peut faire les *ouvrages nécessaires* à la *servitude*. VIII, 239-240.

a. Qui supporte les frais de ces travaux? VIII, 241-242.

b. Droit du propriétaire du fonds servant d'abandonner le fonds pour s'affranchir de la charge que le titre lui impose. VIII, 243-247.

2. Il a droit aux *servitudes accessoires*. VIII, 248, 253.

a. Exemples de servitudes accessoires. VIII, 249-254.

3. Les *droits* du propriétaire du fonds dominant sont *restreints*.

a. Par l'*objet* de la servitude; elle ne peut être étendue. VIII, 256-262.

b. Par la *liberté* du fonds servant. VIII, 263-266

(1) T. VIII, p. 184, n° 452 bis, ligne 4 : au lieu de *confirmatif*, lisez *récongnitif*.

V. *Droits du propriétaire de l'héritage servant.* VIII, 272-274.

1. Peut-il demander le déplacement de la servitude? VIII, 275-277.

VI. *Obligations du propriétaire du fonds servant.* VIII, 267-271.

VII. *Effet de la division des fonds.*

1. Du *fonds dominant* pendant l'indivision et après le partage. VIII, 278-283.

2. Du *fonds servant* pendant l'indivision et après le partage. VIII, 284.

VIII. *Des actions qui naissent de la servitude.* VIII, 285-287.

1. *A qui incombe la preuve?* VIII, 288.

D. EXTINCTION DES SERVITUDES.

I. Du cas prévu par les articles 703 et 704. VIII, 289-298.

II. *Confusion.* VIII, 299, 300. *Quid si la confusion cesse?* VIII, 301-303.

III. *Expiration du temps.* VIII, 333.

IV. *Expropriation pour cause d'utilité publique.* VIII, 339.

V. *Prescription ou non-usage pendant trente ans.* VIII, 304, 306. *Quid de la prescription de dix à vingt ans?* VIII, 314.

1. *Quid si le droit litigieux est un droit de propriété?* VIII, 305.

2. *Quand la prescription commence-t-elle à courir?* VIII, 307-309.

a. *Quand y a-t-il acte contraire à la servitude?* VIII, 310, 311.

3. *On applique au non-usage les principes qui régissent la prescription.* VIII, 312, 313.

4. *Preuve du non-usage.* VIII, 315-317.

5. *Effet de la prescription.* VIII, 318-319.

6. *Influence de l'indivisibilité sur la prescription.* VIII, 320-324.

7. *Prescription du mode de la servitude.* VIII, 325-332.

VI. *Renonciation expresse et tacite.* VIII, 336-338.

VII. *Révocation et résolution.* VIII, 334, 335.

SERVITUDES LÉGALES (D'UTILITÉ PRIVÉE).

A. CODE CIVIL.

1. *Constructions.* Voir le mot *Construction*, D.

2. *Copropriété avec indivision forcée.* Voir ce mot et le mot *Passage* (C. propriété, Servitude).

3. *Egout des toits.* Voir ce mot.

4. *Enclave (Servitude d').* Voir ce mot.

5. *Fossés, haies et murs mitoyens.* Voir ces mots.

6. *Plantations.* Voir ce mot.

7. *Tour de l'échelle.* Voir ce mot.

8. *Vues et jours.* Voir ce mot.

B. SERVITUDES RELATIVES A L'IRRIGATION ÉTABLIES EN FRANCE ET EN BELGIQUE.

1. *Servitude d'appui.* VII, 395-402. Voir le mot *Appui* (Servitude d').

2. *Servitude d'aqueduc.* VII, 375-390. Voir le mot *Aqueduc* (Servitude d').

3. *Servitude d'écoulement en cas de drainage et d'inondation.* VII, 403-408. Voir le mot *Drainage*.

4. *Servitude d'écoulement des eaux d'irrigation.* VII, 391-394. Voir ce mot.
5. *Servitude de passage pour le drainage.* VII, 409-416 bis. Voir le mot *Drainage*.
6. Ces servitudes ne doivent pas être rendues publiques par la *transcription*. XXIX, 81.

SERVITUDES LÉGALES (D'UTILITÉ PUBLIQUE).

I. Quelles sont les *servitudes d'utilité publique* ?

1. Servitudes concernant les *eaux*. VII, 471.
2. Servitudes *forestières*. VII, 470.
3. Servitudes de *halage* et de *marcneupied*. VII, 459-462.
4. Servitude imposée aux *riverains* de la mer en cas de *navfrage*. VII, 468.
5. Servitudes *militaires*. VII, 469.
6. Servitude de *salubrité* relative aux *cimetières*. VII, 472.
7. Servitudes de *voirie*. VII, 463-467 bis.

II. Principes qui régissent ces servitudes.

1. Les conventions des parties n'y peuvent pas déroger. VII, 479.
2. Les biens du *domaine public* en sont *grevés*. VII, 478; VII, 92.
3. Elles ne constituent pas une *expropriation* et ne donnent lieu à aucune *indemnité*. VII, 475-478 et XX, 423.
 - a. Notamment les *servitudes militaires*. XX, 424.
 - b. Conséquence qui en résulte quant à l'*indemnité* en matière d'*expropriation pour cause d'utilité publique*. VII, 477.
 - c. Cas dans lesquels, par exception, il y a lieu à indemnité. VII, 476.
4. Ces servitudes donnent-elles lieu à la *garantie* en matière de *vente* ? XXIV, 271.
5. Doivent-elles être *transcrites* ? XXIX, 79.

SERVITUDES NATURELLES (DÉRIVANT DE LA SITUATION DES LIEUX).

I. *Bornage*. VII, 417-439. Voir le mot *Bornage*.

II. *Clôture* et *vaine pâture*. VII, 440-436. Voir les mots *Clôture* et *Parcours*.

III. *Cours d'eau (Propriété)*.

1. *Eaux courantes*. Voir le mot *Rivières*. VII, 254-253.
2. *Eaux pluviales*. Voir ce mot. VII, 223-240.
3. *Étangs*. VII, 241-253. Voir le mot *Étangs*.
4. *Sources*. VII, 178-222. Voir le mot *Sources*.

IV. Servitudes concernant les *cours d'eau*. VII, 334-356.

V. De la servitude établie par l'article 640. VII, 357.

1. A quelles eaux s'applique l'article 640 ? VII, 358.
2. Il faut que les eaux découlent *naturellement* du *fonds supérieur*. VII, 360-363.
3. Faut-il que le fonds inférieur soit *attonant* au fonds supérieur ? VII, 359.
4. *Obligations du propriétaire inférieur*. VII, 364-366.
5. *Obligations du propriétaire supérieur*. VII, 367-370.

6. La *servitude* peut être modifiée par convention, destination du père de famille et prescription. VII, 371-374.

VI. Servitudes relatives à l'irrigation. Voir le mot *Servitudes légales d'utilité privée*, B.

SERVITUDES PERSONNELLES.

1. Il n'y a plus de *servitudes personnelles* en droit français, sauf l'usufruit et l'usage. VI, 323, 324; VII, 147.
2. On peut stipuler une *charge* au profit d'une *personne* quand la charge est un *droit d'usage*. VII, 148.
3. Il ne peut y avoir de *servitude* sur un *fonds* dans un intérêt industriel ou commercial. VII, 149
4. Si l'*exercice d'une industrie* est interdit dans l'intérêt d'un *fonds*, il y a *servitude*. VII, 150
5. Le *droit* stipule au profit d'une *personne* est une *obligation*. Différence entre l'*obligation* et le *droit réel*. VII, 148, 153, 151.

SÉVICES.

- I. Les sévices sont une cause de *divorce*. III, 187-189. Voir le mot *Excès*.
- II. Les *donations* peuvent être *révoquées* pour cause de sévices. XIII, 4

SIGNATURE.

- I. *Acte*. Sans signature il n'y a point d'*acte*. XIX, 121.
 1. En résulte-t-il que la *convention* est inexistante? XVIII, 578; XIX, 121, 122.
- II. *Acte sous seing privé*.
 1. *Quid* s'il n'est pas signé? XIX, 202.
 2. *Quid* s'il n'est signé que de quelques-unes des parties? En résulte-t-il que la convention doit être considérée comme n'ayant pas été formée? XIX, 203, 204.
- III. *Acte authentique*. Non signé ne peut valoir comme acte sous seing privé. XIX, 116.
- IV. Les *actes non signés* peuvent servir de commencement de preuve par écrit. XIX, 528
- V. Qu'entend-on par *signature*? Une *croix* suffit-elle? XIX, 199, 200.
 1. De la *signature* dans les *testaments*. Voir le mot *Testament olographe*.

SILENCE.

1. Le *silence* vaut-il *consentement*? Voir le mot *Qui tacet, consentire videtur*.
2. Le *silence* du mandant vaut-il *ratification*? XXVIII, 71.

SIMULATION.

- I. La simulation n'est pas une cause de nullité quand l'*acte simulé* n'est pas fait en fraude d'un droit. XII, 303.
 1. Application du principe à la *cause simulée*. XVI, 121, 120.
 2. Application du principe à la *donation*. XII, 303.
 3. *Quid* des donations faites sous forme d'un contrat onéreux? XII, 304-306.

II. Quand la *simulation* implique une fraude, l'acte est nul.

1. Telles sont les *donations* faites à des *incapables* sous la forme d'un contrat à titre onéreux. XI, 388-393.

2. Les *donations déguisées* faites *entre époux*, qui excèdent le disponible, sont-elles nulles ou réductibles? XV, 404-408.

III. *Prescription*. L'action en *simulation* est-elle soumise à la prescription de dix ans de l'article 1304? XIX, 33.IV. *Preuve testimoniale*.

1. N'est pas admise *entre les parties* pour prouver la *simulation*. XIX, 590-593.

a. *Quid* si la *simulation* consiste dans une *fraude à la loi*? XIX, 594-596.

b. Applications. Jurisprudence. XIX, 597-603.

2. Les *tiers* peuvent toujours prouver la *simulation* par *témoins*. XIX, 603, 604.

V. *Rapport*. Les *donations déguisées* sont-elles dispensées du *rapport*? X, 581.

VI. *Tiers*. *Simulation*. *Fraude*. Différence entre l'*action paulienne* et l'*action en simulation*. XVI, 497 (1) - 499 (2).

SOCIALISME.

1. Socialisme philosophique, religieux et politique. A quoi il aboutit. VI, 87-95. Voir les mots *Communisme* et *Égalité*.

2. Ce qu'il y a de *légitime* dans le *socialisme*. Devoir de l'État. Devoir des riches. VI, 96-99. Voir le mot *Égalité*.

SOCIÉTÉ (COMMUNAUTÉ).

1. *Communauté*. Différence entre la *société* et la *communauté*. XXVI, 433, 434.

2. Société entre personnes mariées à l'église. Est une société entre concubins, et non une communauté de droit. XXVIII, 361, p. 357.

Voir le mot *Communauté de fait*.

SOCIÉTÉS (ANONYMES).

1. Les sociétés qui forment une personne civile peuvent-elles *ester en justice* à l'*étranger*? I, 308.

SOCIÉTÉS CHARBONNIÈRES.

1. Ce sont des *sociétés civiles* formant une *personne morale*. XXVI, 430, 419-421.

2. Elles forment une *association de capitaux*. Les articles 1859 et 1861 sont-ils applicables à la société charbonnière? XXVI, 422 et 425.

3. *Administration* de la société. XXVI, 427.

4. *Droits et obligations des associés*. XXVI, 424, 426, 428, 429.

5. *Droits des créanciers*. XXVI, 423.

(1) T. XVI, table, p. 610, n° 497, ligne 2 : au lieu de 754, lisez 574.

(2) T. XVI, p. 576, ligne 4 du n° 499 : au lieu de 2225, lisez 2125.

6. Les sociétés charbonnières finissent-elles par la *mort* et par la *renou-
cation*? XXVI, 430, 431.

SOCIÉTÉS CIVILES (CONTRAT DE SOCIÉTÉ).

A. CONDITIONS ET CARACTÈRES.

I. Définition et condition. XXVI, 134.

1. Chaque associé doit faire un *apport*. XXVI, 142-144.
2. *Consentement*. Capacité de contracter. XXVI, 138-141.
3. *Cause licite*.

a. Est requise pour l'existence de la société. XXVI, 136, 137. Voir
mot *Sociétés illicites*.

4. Participation aux bénéfices. XXVI, 145.

- a. Associations qui ne sont pas des sociétés civiles, parce qu'il n'y
point de bénéfice commun. XXVI, 146-149.
- b. En quoi doit consister le bénéfice. XXVI, 150, 151.
- c. Suffit-il qu'il y ait participation aux bénéfices pour qu'il y ait s-
ciété? XXVI, 152-154.

5. Participation aux pertes. XXVI, 155.

II. Forme. On applique le droit commun. XXVI, 170, 171.

1. Preuve littérale. XXVI, 172, 173.
2. Preuve testimoniale. XXVI, 174-178.
3. *Signification*. L'article 1690 est-il applicable? XXVI, 180.
4. *Transcription*. Quand l'acte de société doit-il être transcrit? XXVI,
179; XXIX, 67-69.

III. Personnes civiles.

1. Les sociétés ne forment pas une personne civile. XVIII, 430; XXVI,
181, 182.
2. *Quid* si elles sont constituées dans la *forme commerciale*? XXVI, 183.
3. Les *sociétés étrangères* formant une personne morale peuvent-elles
exercer leurs droits en Belgique? en France? XXVI, 184, 185.

IV. Classification. XXVI, 108, 230. Voir le mot *Sociétés commerciales*.

B. SOCIÉTÉS UNIVERSELLES ET PARTICULIÈRES.

I. Division. Les sociétés universelles sont de pure théorie. XXVI, 231

II. Société de tous biens présents. XXVI, 232-237.

III. Société universelle de gains. 238, 239.

IV. Dispositions générales. XXVI, 240-242

V. Sociétés particulières. XXVI, 243.

C. OBLIGATIONS DES ASSOCIÉS ENTRE EUX.

I. Apport.

1. Transport de la propriété ou de la jouissance. XXVI, 244-248.
2. De l'apport d'une somme d'argent. XXVI, 249, 250.
3. Apport de l'industrie. XXVI, 251, 252.

II. Faute. De quelle faute les associés sont tenus. XXVI, 253-255.

III. Obligation de veiller aux intérêts communs.

1. Quand les associés doivent les intérêts et les dommages-intérêts. XXVI,
256-258.

2. De l'imputation prescrite par l'article 1848. XXVI, 230-232.

3. Disposition de l'article 1849. XXVI, 263-268.

D. OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ ENVERS LES ASSOCIÉS.

I. Quand y a-t-il lieu à la *restitution* de l'*apport*? XXVI, 266.

1. Apport de la *propriété*. XXVI, 267-269.

2. Apport de *jouissance*. XXVI, 270-276.

II. *Créances* de l'*associé* contre la *société*. XXVI, 277-280.

E. RÈGLEMENT DES PARTS.

I. Quand il y a une *convention* sur les parts. XXVI, 281-284.

II. *Clauses prohibées*.

1. Concernant les *bénéfices* . XXVI, 285-289.

2. Concernant les *pertes* . XXVI, 290-296.

III. Règlement des parts par la *loi* . XXVI, 297-300.

F. ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ. XXVI, 301.

I. De l'administration confiée à un mandataire.

1. *Nomination et révocation* du *mandataire*. XXVI, 302-306.

2. *Pouvoir* de l'administrateur.

a. Le *gérant* est-il assimilé à un *mandataire général*? XXVI, 307.

b. Peut-il faire les actes de *dispositif*? XXVI, 308-311.

c. *Quid* s'il y a *plusieurs gérants*? XXVI, 312.

d. Les *associés* ont-ils le droit d'*intervenir*? XXVI, 313.

II. De l'administration exercée par les *associés*.

1. Dans le *silence* de l'acte, les *associés* ont un *mandat* tacite et général d'administrer. XXVI, 314, 315.

a. Droit d'*opposition* des autres *associés*. XXVI, 317-322.

2. Les *associés* ont le droit de se servir des choses appartenant à la société. XXVI, 323.

3. Chaque *associé* a le droit d'obliger ses *associés*. Dans quelles limites? XXVI, 324.

4. L'*associé* peut-il *innover*? XXVI, 325.

5. Peut-il *aliéner*? Explication de l'article 1860. XXVI, 326-328.

6. L'*associé* peut s'*associer* un *tiers*. XXVI, 329, 337-342.

7. L'*associé* ne peut pas *associer* un *tiers* à la *société*. XXVI, 329-336.

III. *Engagements* des *associés* à l'égard des *tiers*.

1. Quand la *société* est-elle *obligée* à l'égard des *tiers*? XXVI, 343-347.

2. Les *associés* ne sont pas tenus *solidairement*; chacun est tenu pour sa part virile. XXVI, 348-353.

III. Droits des *créanciers*.

1. *Créanciers* des *associés*. XXVI, 354-356.

2. *Créanciers* de la *société*. XXVI, 357-361.

G. FIN DE LA SOCIÉTÉ ET PARTAGE.

I. Finit-elle de *plein droit*? XXVI, 362, 363.

II. La société finit de *plein droit*:

1. Par la *consommation* de la *négociation*. XXVI, 374.

3. Par la *déconfiture* ou la *faillite* d'un associé. XXVI, 386-391.

a. Y a-t-il des *exceptions* à cette règle? XXVI, 393.

3. Par l'*expiration* du *temps*. XXVI, 364-367.

a. La société peut être *prorogée*. XXVI, 368-371.

4. Par l'*extinction* de la chose. XXVI, 372, 373.

5. Par l'*interdiction* d'un associé. XXVI, 384, 385.

6. Par la *mort* d'un associé. XXVI, 375-383.

a. Y a-t-il des *exceptions*? XXVI, 392.

III. Des *cas* dans lesquels la société ne *fin*it pas de plein droit.

1. Quand la société finit par la *volonté* d'un associé. XXVI, 394-399.

2. *Causes légitimes* qui autorisent le *Juge* à prononcer la dissolution sur la demande d'un associé. XXVI, 400-406.

IV. Du *partage*.

1. Quand peut-il être demandé? XXVI, 407, 409.

2. Liquidation. XXVI, 408.

3. Quelles sont les *règles* du partage des *successions* qui reçoivent application au partage entre associés? XXVI, 410 (1)-418.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

I. Quelles sociétés sont *commerciales*? XXVI, 223-229.

1. Quelles différences y a-t-il entre ces sociétés et les sociétés civiles? XXVI, 209, 211-216.

II. Les sociétés de commerce sont des *personnes civiles*. XXVI, 210.

1. Sont-elles considérées comme telles à l'*étranger*? I, 308; XXVI, 185.

III. *Droits* des associés. Sont mobiliers. V, 502-506.

1. Ils entrent dans l'*actif* de la communauté légale. XXI, 234.

IV. *Porteurs d'actions*. Supportent le *cas fortuit* qui frappe la *compagnie*. XVI,

V. *Sociétés civiles*. Peuvent-elles être transformées en sociétés de commerce? XXVI, 217-224.

SOCIÉTÉS (FONDÉES EN VERTU DE LA LIBERTÉ D'ASSOCIATION).

I. *Caractère*.

1. Elles ne sont pas des *personnes civiles*. XXVI, 186.

Voir le mot *Associations*.

2. Elles ne sont pas même des *sociétés civiles*, à moins qu'elles ne sentent les caractères exigés par le code Napoléon. XXVI, 187, 198.

Voir les mots *Sociétés d'agrément* et *Sociétés religieuses*.

SOCIÉTÉS D'AGREMENT

1. Les sociétés d'agrément ne sont pas des *sociétés civiles*. XXVI, 187.

2. A qui *appartiennent* les *objets* acquis au nom de la société? XXVI, 188 (2).

(1) T. XXVI, p. 420, dernière ligne : effacez le mot *que*.

(2) Comparez un arrêt de la cour de cassation de Belgique du 14 novembre *Pasicrisie*, 1868, 1, 113.

3. Comment ces sociétés *contractent-elles* et comment *estent-elles* en *justice*? XXVI, 189, 190.
4. Les *tribunaux* sont-ils *compétents* pour décider les différends entre les membres des sociétés d'agrément? XXVI, 191, 192.

SOCIÉTÉS ILLICITES.

1. Quelles sociétés sont illicites? XXVI, 158-162.
Voir le mot *Officier public*.
2. Ces sociétés sont *inexistantes*. XXVI, 156, 157, 163.
3. Comment se règlent la *reprise des apports* et le *partage des bénéfices*. XXVI, 164-168.
4. *Effet* des sociétés illicites à l'égard des *tiers*. XXVI, 169.

SOCIÉTÉS RELIGIEUSES.

1. Associations religieuses formées en vertu de la liberté d'association dans le but de reconstituer les *corporations religieuses* abolies. Sont *inexistantes*. XXVI, 193-199.
2. *Droits* des membres de ces associations. XXVI, 200-206.
Voir le mot *Associations religieuses*.

SOLIDARITÉ (COCRÉANCIERS).

- I. Qu'est-ce que la solidarité entre cocréanciers? XVII, 251-254.
- II. *Conditions* requises pour qu'il y ait solidarité. XVII, 253, 256.
- III. *Droits* des *cocréanciers solidaires*.
 1. Ils ne sont pas *propriétaires* de la *créance*, mais *associés et mandataires*. XVII, 257, 258.
 2. Ce que les *créanciers peuvent faire*.
 - a. Demande du paiement. XVII, 259-262.
 - b. Interruption et suspension de la prescription. XVII, 263, 264; XXXII, 74 bis.
 3. Ce que les *créanciers ne peuvent pas faire*. XVII, 267.
 - a. Compensation. XVII, 268.
 - b. Confusion. XVII, 270.
 - c. Jugement obtenu par le débiteur contre l'un des créanciers. Peut-il être opposé aux *autres*? XVII, 271 et XX, 121.
 - d. Novation. XVII, 269.
 - e. Remise de la dette. XVII, 265.
 - f. Serment. XVII, 266.
 - g. Transaction. XVII, 269.

IV *Obligation* des créanciers quant au *bénéfice* de la *créance*. XVII, 272.

SOLIDARITÉ (CODÉBITEURS).

A. QUAND Y A-T-IL SOLIDARITÉ?

1. Qu'est-ce que la solidarité entre codébiteurs? XVII, 273-275. D'où résulte-t-elle? XVII, 276.
- II *Solidarité conventionnelle*.
 1. *Conditions* requises pour qu'il y ait solidarité. XVII, 277-281.

a. Les codébiteurs solidaires peuvent s'obliger différemment. 286.

2. Sans stipulation expresse il n'y a pas de solidarité. XVII, 282-283.

II. Solidarité légale.

1. N'existe qu'en vertu d'une *disposition expresse*. XVII, 287, 288.

2. Quels sont les cas de *solidarité légale*? XVII, 289-291.

3. Y a-t-il solidarité légale pour les *délits civils* et les *quasi-délits*? 293.

III. Y a-t-il des cas de solidarité sans convention ni loi?

1. L'action *alimentaire* est-elle solidaire? III, 87.

2. Les *frais d'éducation* sont-ils une dette solidaire? III, 43.

3. L'action en *délivrance des legs* est-elle solidaire? XIV, 335.

B. EFFETS DE LA SOLIDARITÉ ENTRE LE CRÉANCIER ET LES DÉBITEURS. PRINCIPES. XVII, 294.

I. Le créancier a le *droit de poursuivre chacun des débiteurs pour le tout*. XVII, 295, 298.

1. Le débiteur poursuivi peut-il demander la mise en cause de ses codébiteurs? XVII, 296, 297.

2. Quelles exceptions le débiteur poursuivi peut-il opposer? XVII, 298.

3. Si l'un des codébiteurs perd le bénéfice du terme, le créancier peut-il poursuivre les autres? XVII, 217.

4. Droit d'expropriation du créancier quand il y a des immeubles hypothéqués. XVII, 303.

II. Les poursuites faites contre l'un des débiteurs interrompent la prescription contre les autres. XVII, 304-309.

III. Effet de la mise en demeure de l'un des codébiteurs à l'égard des autres. XVII, 310-312.

IV. De la solidarité imparfaite.

1. Y a-t-il une solidarité imparfaite? XVII, 313-317.

2. De la solidarité que l'on admet dans le cas de l'article 1382. XVII, 323.

3. Y a-t-il solidarité pour les *dommages-intérêts* en matière de contrats et pour les *dépens*? XVII, 324, 325.

C. DE L'EXTINCTION TOTALE OU PARTIELLE DE L'OBLIGATION SOLIDAIRE.

1. Distinction entre l'extinction *totale* et *partielle* de la dette. XVII, 328 bis.

2. De l'extinction *totale* de la dette.

a. Condition résolutoire. XVII, 333.

b. Novation. XVII, 330 et XVIII, 324-327.

c. Nullité. XVII, 332.

d. Paiement. XVII, 329.

e. Perte fortuite de la chose due. XVII, 331.

f. Prescription. XVII, 334, 335. Les débiteurs solidaires peuvent opposer la prescription à laquelle le créancier a renoncé. XVIII, 214.

3. *Extinction partielle de la dette.*

a. Compensation. XVII, 338, 339.

b. Confusion. XVII, 336, 337.

c. Remise de la dette. XVII, 340, 341; XVIII, 379, 376.

d. Les codébiteurs peuvent-ils invoquer le bénéfice de l'article 2037? XVII, 342, 345.

D. REMISE DE LA SOLIDARITÉ. XVII, 344.

I. Renonciation *expresse*. XVII, 345.

1. Effet. XVII, 346.

2. Explication de l'article 1210. XVII, 347.

II. Renonciation *tacite*. XVII, 348-354.

1. Effet. XVII, 352.

2. Peut-il y avoir remise *tacite* de la *solidarité* en dehors des cas prévus par les articles 1211 et 1212? XVII, 353.

E. EFFET DE LA SOLIDARITÉ ENTRE LES CODÉBITEURS SOLIDAIRES.

1. Principe. XVII, 354.

2. Division de la dette. XVII, 358.

3. *Recours divisé*. XVII, 356-359.4. *Quid* si le débiteur se fait *subroger*? XVII, 360.5. *Quid* si l'un des codébiteurs est *insolvable*? XVII, 362, 365.6. Quel est l'*objet* du *recours*? XVII, 361.7. Il n'y a *pas de recours* quand la dette ne concerne que l'un des codébiteurs. XVII, 364.8. L'un des *débiteurs* peut-il *agir* contre les autres *avant d'avoir payé*? XVII, 365.

F. DIFFÉRENCES ENTRE LA SOLIDARITÉ ET L'INDIVISIBILITÉ. XVII, 399-406, IV.

Voyez le mot *Obligations indivisibles*.

G. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

I. *Chose jugée*. Le débiteur solidaire représente-t-il ses codébiteurs? XX, 120.II. *Serment*. XX, 277.III. *Transactions*. XXVIII, 384, 385.

SOLLICITATIONS.

I. L'engagement qui a pour objet de payer les sollicitations auprès du gouvernement a une *cause illicite*. XVI, 128.

SOMMATION RESPECTUEUSE.

Voir le mot *Actes respectueux*.

SOULTE.

I. *Communauté légale*.1. Actif. La soulte due à l'un des époux dans une succession immobilière forme un propre. *Quid* si la succession est partie mobilière, partie immobilière? XXI, 285.2. *Échange*. L'immeuble reçu en échange d'un propre est-il propre pour

le tout s'il y a une différence de valeur entre les deux immeubles. XXI, 337, 338.

II. *Privilege.*

1. De l'*échangiste* en cas de soulté. XXX, 19, 20.

2. Des *copartageants* en cas de soulté. XXX, 26, 29-32.

III. *Régime dotal*. Échange d'un fonds dotal. Condition requise en cas de soulté. XXIII, 839.

SOURCES.

A. PROPRIÉTÉ DE LA SOURCE.

I. *A qui appartiennent les sources*, au propriétaire du fonds où elles jaillissent ou au propriétaire du fonds où elles prennent naissance? VII, 186.

1. Le propriétaire de la source conserve-t-il son droit quand les eaux de la source forment l'*affluent* d'une rivière? VII, 183.

2. Conserve-t-il son droit en dehors du fonds où la source surgit? VII, 184.

3. Le propriétaire qui, en faisant des fouilles, coupe les veines d'une source est-il responsable? VII, 186.

II. Si le propriétaire de la source lui laisse son libre cours, les propriétaires inférieurs pourront-ils s'en servir en vertu de l'article 644? De la propriété tendue communautaire irrigative admise par la jurisprudence. VII, 187, 188, 192.

1. Quid si les eaux sont inutiles au propriétaire de la source et utiles aux propriétaires inférieurs? VII, 188.

III. Le droit des riverains de l'eau courante restreint-il le droit du propriétaire de la source? VII, 193.

IV. Le propriétaire peut-il céder les eaux à un propriétaire inférieur? VII, 192.

B. RESTRICTION DES DROITS DU PROPRIÉTAIRE.

I. Les droits du propriétaire peuvent être restreints :

1. Par convention. VII, 190, 194.

2. Par destination du père de famille. VII, 193, 196.

3. Par la prescription.

a. Conditions. VII, 197-203.

b. Les travaux peuvent-ils être remplacés par la contradiction? VII, 206.

c. Qui doit faire la preuve que les travaux ont été faits par le propriétaire inférieur? VII, 203.

d. Faut-il que les fonds soient contigus? VII, 204.

II *Droit des habitants d'une commune aux eaux de la source.*

1. Le droit établi par l'article 643 est une servitude. VII, 210, 211.

2. Qui peut la réclamer et sous quelle condition? VII, 212-214.

3. A quelles eaux s'applique l'article 643? VII, 213, 216.

4. En quoi consiste la servitude? Quels sont les droits des habitants? VII, 217-220.

5. Quel est le droit du propriétaire de la source? VII, 221, 222.

SOURDS.

- I. Les sourds peuvent-ils faire un *testament authentique*? XIII, p. 368, b.

SOURDS-MUETS.**A. CAPACITÉ.**

- I. Les sourds-muets sont capables. XI, 125.

1. Sauf les exceptions résultant de la loi. XI, 125.

- II. Ils peuvent *consentir des conventions matrimoniales*. XXI, 59.

- III. Ils peuvent *contracter mariage*. II, 272.

IV. Donations.

1. Les sourds et muets peuvent-ils faire une donation? XIII, 125.

2. Peuvent-ils accepter une donation? XII, 253, 254.

V. Témoins.

1. Les sourds et muets peuvent-ils être témoins à un acte authentique? XIII, 267.

2. *Quid* des muets? XIII, 265.

VI. Testaments.

1. Les sourds et muets peuvent faire un testament olographe ou mystique. XI, 125; XIII, 422.

2. Ils ne peuvent faire un testament authentique. XIII, 312.

B. I. LES SOURDS-MUETS PEUVENT-ILS ÊTRE INTERDITS? V, p. 291, a, n° 249.

- II. Ou placés sous *conseil judiciaire*? V, 359.

SOUS-LOCATION ET CESSION DE BAIL.

1. *Droit* du preneur de *sous-louer* ou de *céder son bail*.

Voir le mot *Louage de maisons et de fermes*, B, III, 1, 2.

2. De la *prohibition* de *sous-louer* ou de *céder le bail*. *Ibid.*, B, III, 3.

SOUSCRIPTION.

1. La souscription à une œuvre d'utilité publique doit-elle se faire dans la forme des donations? XII, 361.

SOUVERAINETÉ.

1. Les conventions concernant la souveraineté ont une cause illicite. XVI, 126-131. Voir le mot *Cause*, A, III, 5.

SPÉCIALITÉ (HYPOTHÈQUES).

- I. La *spécialité* est de l'essence des *hypothèques conventionnelles*. XXX, 497-537.

- II. Les hypothèques *légales* sont soumises à la spécialité. XXX, 255-259.

- III. Les hypothèques *testamentaires* doivent être *spéciales*. XXX, 541.

- IV. Différence entre la *spécialité* de l'*hypothèque* et la *spécialité* de l'*inscription hypothécaire*. XXX, 499, 500.

SPOLIATUS ANTE OMNIA RESTITUENDUS.

1. Application de l'adage à la *compensation*. XVIII, 444

STAATSGEWYZE EN BY REPRESENTATIE.

1. Sens de cette clause dans les *legs*. XIII, 501.

STATUE.

1. Quand les statues sont immeubles par perpétuelle demeure. V, 471.

STATUTS PERSONNELS ET RÉELS.

I. Qu'entend-on par *statuts personnels et réels*? I, 73.

1. De l'ancien droit. I, 81.

2. Le code Napoléon est incomplet. Incertitude de la doctrine. I, 82.

A. STATUTS PERSONNELS.

I. Statut personnel des *Français et effet des lois personnelles*. I, 74-76. 99.

II. Statut personnel de l'*étranger*. I, 83, 84, 97, p. 151, 152.

1. A quelles lois il est soumis en *France*. I, 83, 77, 78.

2. Il ne faut pas confondre la question des statuts et la question des droits dont l'étranger jouit en *France*. I, 79.

III. Le statut dépend de la *nationalité* et non du *domicile*. I, 127.

IV. Quel est le statut du *Français* qui a perdu sa nationalité? I, 86.

V. Quels statuts sont *personnels*.

1. Le divorce.

a. L'étranger peut divorcer en France si tel est son statut personnel. I, 92.

b. L'étranger divorcé peut-il se marier en France? I, 93, 94 (1).

2. Incapacité de la *femme mariée*. I, 91.

3. *Interdiction*. I, 90.

4. *Légitimation*. IV, 169, 169.

5. *Majorité*. I, 97.

6. *Mariage*. I, 89, 90.

7. *Puissance paternelle. Usufruit légal*. I, 95, 96.

B. STATUTS RÉELS. LEUR EFFET. I, 78, 80.

I. Quelles lois sont *réelles*?

1. Quelle est la loi qui règle l'*effet des contrats* où interviennent des *étrangers*? I, 104.

2. Lois concernant les *formes instrumentaires*. 80 (2), 99-101.

a. *Quid des formes habilitantes et intrinsèques*? I, 109, 105.

3. Lois concernant les *immeubles*. I, 78, 109-116.

4. Lois concernant les *meubles*. I, 117-120.

a. Le principe s'applique-t-il à la déshérence, à la revendication la saisie? I, 121.

5. Lois de *police*. I, 105.

a. Quelles lois sont des lois de *police*? I, 77, 105-107.

(1) T. I, table, p. 578, n° 94 : au lieu de *repose sur*, lisez *repousse*.

(2) T. I, table, p. 578, n° 80 : au lieu de 113, lisez 115.

C. CRITIQUE DE LA DOCTRINE DES STATUTS.

- I. En principe, il n'y a point de lois réelles. I, 122-125.
- II. Les lois sont réelles par exception quand elles concernent l'intérêt social. I, 126, 127.
4. Applications. I, 128-133.
- III. *Histoire des deux principes de la personnalité et de la réalité.* Le principe de la personnalité tend à l'emporter. I, 135-140.

STIPULATIONS (ET PROMESSES).

- I. *Effet des promesses et stipulations à l'égard des héritiers et ayants cause.*
Voir le mot *Promesses et stipulations*, A.
- II. *Des promesses et stipulations pour un tiers.* Voir le mot *Promesses et stipulations*, B.

SUBROGATION A L'HYPOTHÈQUE LÉGALE DE LA FEMME.

Voir le mot *Hypothèque (Transmission)*.

SUBROGATION PERSONNELLE.**A. DÉFINITION ET CARACTÈRE.**

- I. *But de la subrogation et motif pour lequel la loi l'admet.* XVIII, 1, 2.
 1. La subrogation est-elle le *transport* de la créance ou le *transport* des *garanties* attachées à la créance? Doctrine de Merlin. XVIII, 3 (4) -5.
 2. Dans la doctrine du code, la *subrogation* est une *cession fictive*. XVIII, 6. 7.
 - a. Critique de la doctrine fiscale. XVIII, 10.
 - b. Critique de la doctrine qui confond la subrogation avec la cession. XVIII, 8, 9.
 - c. Différences entre la subrogation et la cession. XVIII, 14 (2) -17.
 - d. Comment peut-on savoir s'il y a subrogation ou cession? XVIII, 18.
 3. Différence entre la *subrogation* et la *novation*. XVIII, 205, 208.
 4. Division. XVIII, 10.

B. SUBROGATION CONVENTIONNELLE.**I. Subrogation consentie par le créancier (5).**

1. Qui peut consentir la subrogation et au profit de qui? XVIII, 20-23.
2. *Conditions* requises pour que la subrogation existe. XVIII, 24-26.
3. *Formes*.
 - a. Le code n'en prescrit point. XVIII, 27, 28.
 - b. La loi hypothécaire prescrit la publicité et, par suite, un acte authentique pour que la subrogation puisse être opposée aux tiers. XXIX, 236, 245.
4. Faut-il qu'un *seul et même acte* constate la subrogation et le *payement*? XVIII, 29, 30.

(4) T. XVIII, p. 12, note, ligne 2 : après le mot *dans*, mettez *les*.

(5) T. XVIII, p. 34, n° 45, dernière ligne. Ajoutez (4).

(6) T. XVIII, p. 35, n° 4 : au lieu du mot *débiteurs*, lisez *créanciers*.

(4) Aubry et Rau, t. IV, p. 478, et les auteurs qu'ils citent, note 26. Voyer, *plus loin*, n° 432.

3. *Force probante* de l'acte subrogatoire. XVIII, 31-33.

6. *Effet* de l'acte subrogatoire à l'égard des *tiers*. XVIII, 34, 38.

7. Le subrogé a-t-il un *recours* contre le subrogeant quand la subrogation est nulle? XVIII, 36.

II. Subrogation consentie par le débiteur.

1. Elle est contraire aux principes. *Origine et utilité*. XVIII, 37, 38.

2. Conditions.

a. Il faut un prêt. XVIII, 39, 40.

b. Qui peut consentir cette subrogation? XVIII, 41, 42.

c. Condition de forme. XVIII, 43-46.

d. Déclarations que doivent contenir l'acte d'emprunt et la quittance XVIII, 48-52.

e. Quand les actes doivent-ils être dressés et quand les deniers viennent-ils être payés? XVIII, 53-59.

III. Si le créancier intervient dans le *payement*, y aura-t-il subrogation en vertu du n° 1 ou du n° 2? XVIII, 60.

C. SUBROGATION LÉGALE.

I. Condition et motif de la subrogation légale.

1. Y a-t-il des conditions de forme? XVIII, 64, 65.

a. Doit-elle être rendue publique en vertu de la loi hypothécaire XXIX, 236.

2. Le subrogé peut-il renoncer au bénéfice de la subrogation légale? XVIII, 66.

II. Subrogation établie par l'article 1251, n° 1. XVIII, 67.

1. Tout créancier postérieur peut user de ce droit, XVIII, 68-71.

2. Contre un créancier qui lui est préférable à raison de ses privilèges hypothécaires. XVIII, 72-76.

3. Le créancier doit payer de ses deniers le créancier antérieur. XVIII, 77-80.

4. Preuve de la subrogation. XVIII, 81.

III. Subrogation établie par l'article 1251, 2°. XVIII, 82-84.

1. A qui la subrogation est-elle accordée? XVIII, 85-87.

2. Condition. L'acquéreur doit payer son prix aux créanciers inscrits XVIII, 88-93.

3. Y a-t-il une condition de forme? XVIII, 94.

IV. Subrogation de l'article 1251, n° 3. XVIII, 95.

1. Qui est subrogé? XVIII, 96, 97.

a. La caution. XXVIII, 242-251.

b. Le débiteur solidaire. XVII, 350-363.

c. Le cohéritier. XI, 80-82.

d. Le donataire. XII, 394.

e. Le légataire. XIV, 95.

f. *Quid* de l'usufruitier? VII, 31.

2. Questions d'application. XVIII, 98-104.

3. Que doit prouver celui qui invoque la subrogation? XVIII, 105.

V. Subrogation de l'article 1251, n° 4. XVIII, 106-108.

D. EFFETS DE LA SUBROGATION.**I. A l'égard du subrogé.****1. Droits du subrogé.** XVIII, 109, 114.

a. A-t-il les droits du créancier contre les tiers? XVIII, 110-112.

b. A-t-il l'action en responsabilité contre le notaire? XVIII, 113.

c. Peut-il céder ses droits? XVIII, 130.

2. Il n'y a aucune différence entre la subrogation légale et la subrogation conventionnelle. XVIII, 115.

a. Cette règle souffre-t-elle des exceptions? XVIII, 116-122.

3. Effet de la subrogation à l'égard des cautions et des tiers détenteurs tenus hypothécairement de la dette cautionnée. XVIII, 123-126.**4. Effet de la subrogation entre les tiers détenteurs.** XVIII, 127-129.**II. A l'égard du créancier.****1. La subrogation ne nuit pas au créancier.** XVIII, 131.**2. En cas de paiement partiel, le subrogeant est préféré au subrogé.** XVIII, 132-136.**3. Le subrogeant peut-il céder son droit de préférence?** XVIII, 137.**SUBROGATION RÉELLE.****I. La subrogation réelle est une fiction; donc elle n'existe qu'en vertu de la loi** IX, 187; X, 23. Voir le mot *Action universelle*.**1. Peut-il y avoir une subrogation fondée sur l'équité?** IX, p. 233 et suiv.**II. Quand y a-t-il subrogation réelle?****1. Absence.** L'absent, s'il revient, prend les biens que les envoyés en possession définitive ont acquis en remploi des biens aliénés. II, 236. Il a droit au prix des biens vendus. II, 235.**2. Communauté.**

a. Échange d'un propre. XXI, 354, 355.

b. Remploi d'un propre. XXI, 359, 360.

3. Hypothèques.

a. Le créancier hypothécaire ou privilégié a droit à l'indemnité due au débiteur en cas de perte de la chose grevée d'une hypothèque ou d'un privilège. XXXI, 408.

b. Le créancier hypothécaire a droit au prix non payé des coupes de bois faites par le débiteur. XXX, 230, 231.

4. Régime dotal. Échange de l'immeuble dotal. XXIII, 535-539.**5. Retour successoral.**

a. Le retour s'exerce sur les actions en reprise et sur le prix qui reste dû. IX, 185.

b. Il ne s'exerce pas sur les choses qui remplacent les biens donnés. IX, 187, 191-193.

6. Séparation de patrimoines.

a. S'exerce sur le prix des biens aliénés par l'héritier s'il reste dû X, 23.

b. Il s'exerce sur les biens reçus en échange. X, 24.

SUBROGÉE TUTELLE.**1. La subrogée tutelle est dative.** IV, 421.

1. *Quand* le subrogé tuteur doit-il être nommé? Sanction. IV, 422.
2. *Qui* peut être nommé subrogé tuteur? IV, 424-426.
- II. Causes d'*excuse*, IV, 537; d'*incapacité*, IV, 538-540; d'*exclusion et de destitution*. IV, 541-543.
- III. *Quand finit* la subrogée tutelle. V, 415.

SUBROGÉ TUTEUR.

- I. *Fonctions* du subrogé tuteur. IV, 427.
 1. *Bail des biens du pupille* consenti au tuteur. Le subrogé tuteur passe. V, 408.
 2. Convocation du conseil de famille quand la tutelle est vacante et qu'il s'agit de destituer le tuteur. IV, 482.
 3. *Destitution* du tuteur. Le subrogé tuteur doit la provoquer. IV, 532.
 4. *Donation faite au pupille par le tuteur*. Le subrogé tuteur peut-il l'accepter? XII, 249.
 5. *Emprunt* fait par le tuteur pour payer ce qui lui est dû. Le subrogé tuteur doit intervenir. V, 408.
 6. *Hypothèque légale* du mineur sur les biens du tuteur.
 - a. Le subrogé tuteur peut faire opposition contre les délibérations du conseil de famille sur la spécialisation de l'hypothèque. XXX, 269.
 - b. Il doit prendre inscription sous sa responsabilité. XXX, 305.
 7. *Intérêts du tuteur*. Quand ils sont en opposition avec ceux du mineur, le subrogé tuteur doit agir. V, 408-411.
 - a. Transactions. V, 408.
 8. *Surveillance*.
 - a. Le subrogé tuteur surveille le tuteur. V, 404-406.
 - b. Le tuteur doit fournir des comptes provisoires au subrogé tuteur en vertu de la décision du conseil de famille. V, 421.
- II. Les *incapacités et déchéances* prononcées contre le tuteur ne s'appliquent pas au subrogé tuteur. V, 407.
 1. Il peut acheter les biens du mineur. XXIV, 46.
 2. Il peut recevoir une libéralité du mineur. XI, 535.
 3. Il n'est pas soumis à l'hypothèque légale. XIX, 269.
- III. *Responsabilité* du subrogé tuteur.
 1. Comme gérant. V, 479, 480.
 2. Comme surveillant. V, 476-478.

SUBSTITUTIONS PERMISES.

I. CONDITIONS.

- I. Quelles substitutions sont permises. Règle d'interprétation. XV, 523, 525.
 1. Par qui la substitution peut être faite? XIV, 525, 526.
 2. En faveur de qui? XIV, 527-530.
 3. Conséquences. Nullité. XIV, 531, 532.
- II. Quels *biens* peuvent être substitués. XIV, 533-537.
- III. Dans quelles *formes* doit se faire la substitution. XIV, 538.

B. MESURES CONSERVATOIRES.

- I. Nomination d'un *tuteur*. XIV, 539, 540.
 1. Obligation du grevé. XIV, 540, 541.
 2. Déchéance du tuteur. XIV, 543-547.
- II. *Inventaire*. XIV, 548.
- III. *Vente des meubles*. XIV, 549-553.
- IV. *Emploi des deniers*. XIV, 554-558.
- V. *Publicité* des substitutions. XIV, 557-559; XXIX, 41.
- VI. *Responsabilité* du grevé et du tuteur. XIV, 560, 561.

C. DROITS ET OBLIGATIONS DU GREVÉ.

- I. Droits du grevé avant l'ouverture de la substitution.
 1. Il est propriétaire. Conséquences qui en résultent. XIV, 562-569.
 2. Représente-t-il les appelés en justice? XIV, 570; XX, 114.
 3. La prescription court contre le grevé. Quel est l'effet de la prescription à l'égard des appelés? XIV, 571, 572.
- II. Droits du grevé si la substitution s'ouvre. XIV, 573, 574.
- III. Obligations du grevé. XIV, 575-580.

D. DROITS DES APPELÉS.

1. Avant l'ouverture de la substitution. XIV, 581-583.
2. Ouverture de la substitution. XIV, 584-589.
3. Droits des appelés. XIV, 590-593 (1).

SUBSTITUTIONS PROHIBÉES.

- I. Les *substitutions* de l'ancien régime. Abolies en 1792. XIV, 389
 1. Motifs de la prohibition. XIV, 590-592.
 2. Règle d'interprétation. XIV, 593.

A. CARACTÈRES DES SUBSTITUTIONS FIDÉICOMMISSAIRES.

- I. Il faut *deux libéralités*, XIV, 394-396, l'une en faveur de l'institué, XIV, 397, 398, et l'autre en faveur du substitué. XIV, 399-401.
 1. Le *droit d'élire* le *substitué* n'empêche pas qu'il y ait substitution. XIV, 403, 406.
 2. La *fiducie* n'est pas une substitution. XIV, 402-404: Voir le mot *Fiducie*.
 3. L'*objet* des *deux libéralités* ne doit pas être *identiquement* le même. XIV, 407-409.
 4. La *disposition* de l'*usufruit* et de la *bonne propriété* n'est pas une substitution. XIV, 417-424.
 - a. L'*usufruit* peut-il être *substitué*? XIV, 410-416.
- II. Il faut l'*ordre successif*. XIV, 423-427.
 1. La *substitution vulgaire* n'est pas une substitution. XIV, 428-431.
 2. Les dispositions *conjonctives* ne sont pas des substitutions. XIV, 432-434.

(1) T. XIV, table, p. 704, n° 593 : au lieu de 578, lisez 678.

3. Les *substitutions* faites sous *condition* sont nulles. XIV, 435.
 - a. Quand y a-t-il *substitution conditionnelle*? XIV, 436-439.
4. Les *legs* faits sous *condition* sont-ils des *substitutions*? XIV, 440.
 - a. Legs sous *condition suspensive*. XIV, 441-442.
 - b. Legs sous *condition résolutoire*. XIV, 443 (1) -448.
- III. Il faut charge de rendre à la mort. XIV, 449-453.
 1. Les *fidéicommiss* sont valables. XIV, 454-456.
- IV. Il faut *obligation juridique* de *conserver* et de *rendre*. XIV, 457-459.
 1. La charge peut être virtuelle. XIV, 460.
 - a. Quand la charge est-elle virtuelle? XIV, 461-467.
 - b. Quand la *clause de retour* contient-elle une *substitution*? XIV, 468-474.
 - c. Le *fidéicommiss de residuo* est-il une *substitution*? XIV, 475-480.

B. INTERPRÉTATION DES SUBSTITUTION.

- I. L'*interprétation conjecturale* n'est pas admise. XIV, 486, 487.
 1. En cas de doute il faut maintenir l'acte. XIV, 488, 489.
- II. Quand la *disposition* doit-elle être interprétée comme *substitution vulgaire* quand comme *substitution fidéicommissaire*? XIV, 490-493.
- III. Quand une *disposition* peut-elle être interprétée comme contenant une *substitution* ou *legs* de l'*usufruit* au profit de l'un et de la *nue propriété* au profit de l'autre? XIV, 494-501.
- IV. Quand une *disposition* peut-elle être interprétée comme *disposition conditionnelle*? XIV, 502.
- V. Quand une *disposition* peut-elle valoir comme *fidéicommiss de residuo*? XIV, 503, 504.
- VI. Quand une *disposition* peut-elle valoir comme *disposition conjonctive*, ou *droit d'accroissement*? XIV, 505.

C. CONSÉQUENCES DE LA PROHIBITION.

- I. L'*institution* et la *substitution* sont annulées. XIV, 506.
 1. *Quid* si la *substitution* n'est que *partielle*? XIV, 507-510.
 2. *Quid* si les deux *dispositions* sont distinctes et indépendantes l'une de l'autre? XIV, 511-512.
- II. Des exceptions que reçoit cette règle. XIV, 513-518.
- III. La *substitution* est-elle *nulle* ou *inexistante*? XIV, 519-521.
- IV. *Preuve* de la *substitution*. XIV, 522.

SUBSTITUTION VULGAIRE.

1. Qu'est-ce que la *substitution vulgaire*? Pourquoi la loi l'admet-elle? XIV, 428-430.
2. Peut-elle se faire par *donation entre-vifs*? XIV, 429.
3. Quand contient-elle une *substitution fidéicommissaire*? XIV, 431.
4. *Quid* de la *substitution compendieuse*? XIV, 490-495.

(1) T. XIV, p. 507, ligne 21 : au lieu de *Cornnelly*, lisez *Connelly*.

SUBTILITÉ.

1. Du reproche de *subtilité* que l'on adresse aux jurisconsultes romains. C'est, en réalité, un éloge. Le droit est une science subtile. Exemple des constructions faites par un locataire. V, 413.

SUCCESEURS.

1. Successeurs à *titre particulier*. Ne sont pas tenus des dettes; les successeurs à *titre universel* en sont tenus. XI, 58-61; XIV, 86; XVI, 1. Voir le mot *Promesses et stipulations*.
2. Les successeurs qui succèdent aux biens à *titre de retour* sont-ils des successeurs *particuliers*? IX, 200, 201.
3. Les successeurs *universels* sont représentés dans les jugements par leurs auteurs. XX, 94-96.
4. Quid des successeurs à *titre particulier*? XX, 97-123. Voir le mot *Chose jugée*.
5. *Prescription*. Jonction de possession. Différence entre les successeurs *généraux* et les successeurs à *titre particulier*. XXV, 356-366.
6. *Preuve*. Actes sous seing privé. Date certaine. Quelle foi les actes sous seing privé font-ils à l'égard des successeurs *universels*? XIX, 293-302. Voir le mot *Actes sous seing privé* (*Force probante*).

SUCCESEURS IRRÉGULIERS.

- I. Quels sont les successeurs *irréguliers*? IX, 100.
 1. *Conjoint survivant*. IX, 154-157. Voir ce mot.
 2. *Enfants naturels*. IX, 101-111.
 - a. Droits de l'enfant naturel en concours avec des héritiers légitimes. IX, 112-124.
 - b. Droits de l'enfant naturel appelé à défaut de parents légitimes. IX, 125-130. Voir le mot *Enfants naturels* (*Succession*).
 - c. Des successeurs à l'enfant naturel et aux enfants adultérins et incestueux. IX, 143-153. Voir le mot *Enfants adultérins et incestueux*.
 3. *État*. IX, 158, 159.
 4. *Hospices*. IX, 160, 161. Voir ce mot.
- II. *Acceptation et répudiation*. Prescription du droit héréditaire. IX, 490, 500.
- III. *Acquisition de la propriété et de la possession*.
 1. Les successeurs *irréguliers acquièrent la propriété* comme les héritiers légitimes, *en vertu de la loi*. IX, 209-212, 217, 218.
 2. Les successeurs *irréguliers n'ont pas la saisine*; ils *n'acquièrent la possession* que par le *jugement* qui les envoie en possession. IX, 237-250.
 - a. Conséquences qui en résultent quant à leurs droits. IX, 240-243, 246.
 - b. Conséquence qui en résulte quant à la confusion. XVIII, 493.
 3. *Envoi en possession* des successeurs *irréguliers*. Formalités et garanties prescrites par la loi. IX, 247-237.
 4. *Conséquences de l'envoi*. Droits des successeurs *irréguliers*. IX, 238, 239.

5. A quels successeurs s'appliquent les articles 769-772 ? IX, 260, 261.
6. Droits des successeurs irréguliers en cas de *pétition d'hérédité*.
 - a. Quelle est la situation des successeurs irréguliers quand ils n'ont pas rempli les conditions prescrites par la loi ? IX, 537-540.
 - b. Quant aux fruits, ils sont assimilés aux héritiers légitimes. IX, 533.
 - c. Des actes d'administration et de disposition faits par les successeurs irréguliers. IX, 566, 567.
- IV. Obligations des successeurs irréguliers.
 1. Ils sont *tenus* des *dettes* jusqu'à concurrence des biens qu'ils reçoivent. IX, 244 ; XI, 58-60.
 2. Les successeurs irréguliers peuvent être poursuivis par les créanciers pour la part dont ils sont *tenus* dans les *dettes*. XI, 63.
 - a. Les titres exécutoires contre le défunt le sont-ils contre les successeurs irréguliers ? XI, 76.
 3. Le successeur qui est poursuivi hypothécairement est subrogé aux droits du créancier. XI, 80, 81.
 4. L'héritier saisi qui paye au delà de sa part contributive a un recours contre les successeurs irréguliers. XI, 68, 79, 83.

SUCCESSIONS.

A. HISTOIRE ET THÉORIE.

I Les successions sont-elles de *droit naturel* ? VIII, 468.

1. Doctrine de Chabot et de Siméon. C'est celle du XVIII^e siècle. aboutit au *socialisme*. VIII, 469-472.
2. Le droit de succession est une conséquence du droit de propriété. VIII, 473.
3. Théorie de Domat. C'est la vraie. VIII, 473, 476.

II. Succession *légitime* et *testaments*.

1. Le code suit la doctrine coutumière. VIII, 484. La succession légitime est la règle, la succession testamentaire l'exception. VIII, 477-483.
2. Théorie romaine appréciée par Domat. VIII, 481, 482, 483.

III. La succession *romaine* et la succession *coutumière*. VIII, 483.

1. Le système romain. VIII, 483, 486, 487.
2. Le système coutumier.
 - a. Les droits de la famille. *Paterna paternis*. Copropriété de famille. VIII, 488-491, 495-497.
 - b. Les privilèges. Origine et appréciation. VIII, 492-494, 498-500.
2. *Législation révolutionnaire*.
 - a. L'égalité. Abolition des privilèges. VIII, 501-503.
 - b. Le droit des familles. Loi de nivôse. VIII, 504-507.
3. Le *code civil*. Transaction. Critique. VIII, 508-510.

B. OUVERTURE DES SUCCESSIONS. QUALITÉS REQUISES POUR SUCCÉDER.

1. Les successions s'ouvrent à la mort. VIII, 511.

1. Preuve de la mort.

- a. Le droit commun. VIII, 512, 515.

2. Des *comourants*. Les présomptions. VIII, 514-523.

3. Où les successions s'ouvrent-elles? *Compétence*. VIII, 524-529.

II. Quelles sont les personnes *capables* de succéder. VIII, 530-534.

1. Sont *incapables* :

a. L'enfant non conçu. VIII, 535-540.

b. L'enfant mort-né. VIII, 541-544.

c. L'enfant non viable. VIII, 545 (1)-548.

2. Des *étrangers*.

a. L'ancien droit, le code civil et la nouvelle législation. VIII, 549-553.

b. *Disposition exceptionnelle* de la loi de 1863. VIII, 554 (1).

1. Dans quels cas il y a lieu au *prélèvement*. VIII, 555-559.

2. Dans *quelles successions* le *prélèvement* s'exerce-t-il? VIII, 560-563 (2).

3. *Compétence*. VIII, 567, 568.

III. Quelles sont les personnes *indignes* de succéder. IX, 1-31.

Voir le mot *Indignité*.

C. DES ORDRES DE SUCCESSION.

I. Composition de la famille. IX, 32-33 *bis*.

1. *Preuve* de la *parenté*. IX, 36, 37.

II. *Règles générales* sur les ordres de *succession*.

1. Abolition de la règle *Paterna paternis*. IX, 38.

2. Division par ordres. IX, 39-41.

3. Division par lignes. IX, 42-52. Voir le mot *Lignes*.

III. De la *représentation*. IX, 53-78. Voir ce mot.

IV. *Des divers ordres de succession*.

1. *Premier ordre*. Des descendants.

a. Qui succède? IX, 79. De l'adopté et des descendants de l'adopté. IX, 80-82.

b. Du *partage* par tête et par *souche*. IX, 84.

2. *Deuxième ordre*. Les père et mère, frères et sœurs et leurs descendants.

a. Qui succède? IX, 83-91.

b. Du *partage*. IX, 92, 93.

3. *Troisième ordre*. Ascendants dans les deux lignes.

a. Qui succède? IX, 94

b. *Partage*. IX, 95.

4. *Quatrième ordre*. Ascendants et collatéraux.

a. Qui succède? IX, 96.

b. *Partage*. IX, 97.

5. *Cinquième ordre*. Les collatéraux.

a. Qui succède? IX, 98.

b. *Partage*. IX, 99.

V. *Successeurs irréguliers*. Voir ce mot.

(1) T. VIII, p. 644, ligne 4 du n° 545 : au lieu de 525, lisez 725.

(2) T. VIII, p. 653, n° 2 : au lieu de : de 1863, lisez : du 27 avril 1896.

VI. Successions particulières.

1. Droit des *fondateurs (hospices et instruction)*. IX, p. 194 et 195.
2. Succession à la *propriété littéraire*. IX, p. 191-193.
3. Du *retour successoral*. Voir ce mot.

D. TRANSMISSION DE LA SUCCESSION.**I. Transmission de la propriété.**

1. Système du *droit romain*. IX, 209.
2. Système du *code civil*. IX, 210-213.
3. *Conséquences* du nouveau principe. IX, 214-216.
4. Il s'applique aux successeurs *non saisis*. IX, 217, 218.

II. Transmission de la possession :

1. Aux *héritiers légitimes*. Voir le mot *Saisine*.
2. Aux *successeurs irréguliers*. Voir ce mot.

E. ACCEPTATION ET RÉPUDIATION DES SUCCESSIONS.

I. De l'*acceptation*. Voir les mots *Acceptation (Successions)* et *Bénéfice d'inventaire*.

II. De la *renonciation*. Voir le mot *Renonciation (Successions)*.

F. PRESCRIPTION DU DROIT HÉRÉDITAIRE. IX, 481-500.

Voir le mot *Succession (Droit héréditaire, Prescription)*.

G. DROITS DE L'HÉRITIER.

Voir le mot *Pétition d'hérédité*.

H. OBLIGATIONS DE L'HÉRITIER.

1. *Bénéfice d'inventaire*. Voir ce mot.
2. *Séparation des patrimoines*. Voir ce mot.

I. PARTAGE ET RAPPORT.

Voir ces mots.

K. PAYEMENT DES DETTES ET DIVISION DES CRÉANCES.

Voir les mots *Dettes (Succession)* et *Créances héréditaires*.

SUCCESSION (DÉCLARATION DES DROITS DE).

1. On y doit-comprendre les *droits éteints par confusion*. XVIII, 489.
- II. Les héritiers peuvent-ils comprendre les dettes éteintes par confusion dans le partage pour diminuer les *droits de succession*? XVIII, 489.

SUCCESSION (DROIT HÉRÉDITAIRE. PRESCRIPTION).

I. La *prescription* établie par l'article 789 est celle du droit héréditaire. C'est la doctrine consacrée par la jurisprudence des *cours de Belgique*. IX, 483.

1. De l'opinion qui admet qu'*après trente ans l'héritier est accepté*. IX, 484-486.
2. Système de *Zachariæ*. Critique. IX, 487-490.

III. Application.

1. Première hypothèse. Aucun successeur ne s'est mis en possession. IX, 491-496.

2. Deuxième hypothèse. Des successeurs non appelés à l'hérédité se mettent en possession des biens. IX, 497, 498.

SUCCESSIONS (LÉGITIMES, TESTAMENTAIRES ET CONTRACTUELLES).

I. Rétroactivité.

1. L'hérédité non ouverte ne donne pas de droit. I, 233.
 - a. Questions de non-rétroactivité. I, 237-241.
 - b. Séparation de patrimoines. Par quelle loi est-elle régie? I, 242.
2. L'institution contractuelle donne-t-elle un droit acquis? I, 235.
3. Le legs ne donne pas de droit acquis. I, 236.
4. Rapport. Quelle est la loi qui le régit? I, 243.
5. Réduction. D'après quelle loi s'exerce-t-elle? I, 244-249.

II. Statuts.

1. Les successions constituent-elles un statut réel ou personnel? I, 108, 109.
2. Les articles 907, 908 et 1098 forment-ils un statut réel ou personnel? I, 110, 111, 113.

SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE.

Voir le mot *Bénéfice d'inventaire*.

SUCCESSION FUTURE.

Voir le mot *Pacte successoire*.

SUCCESSION TESTAMENTAIRE.

Voir les mots *Legs* et *Testaments*.

SUCCESSION VACANTE.

- I. Quand les successions sont-elles vacantes? X, 184-188.
 1. Différence entre la succession vacante et la succession en *déshérence*. X, 189-191.
- II. Curateur à la succession vacante. X, 192-197.
 1. Administration du curateur. X, 198-202.
 2. Droits des créanciers. X, 203-205.
 3. Compte. X, 206 (1) -209.
- III. Les frais de succession vacante sont privilégiés. XXIX, 345, 346.

SUGGESTION.

Voir le mot *Captation et suggestion*.

SUICIDE.

1. Démence. Le suicide est-il une preuve de démence? XI, 120.
2. Le suicide prémédité est-il une maladie dans le sens de l'article 1975? XXVII, 281.

SUITE (DROIT DE).

I. Notions générales.

- (4) T. X, n° 237, p. 206, ligne 1 : au lieu de 804, lisez 813.

1. *Droit des créanciers privilégiés et hypothécaires contre le tiers détenteur.* XXXI, 236, 237, 239.
 2. *Conditions requises pour que les créanciers aient le droit de suite.*
 - a. *L'inscription.* XXXI, 240-244.
 - b. *Il faut que la créance soit exigible.* XXXI, 245.
 3. *Quelle est la situation du tiers détenteur poursuivi par les créanciers?* XXXI, 238, 246. Voir les mots *Délaissement* et *Purge*.
 4. *Quid si le débiteur a constitué un droit réel sur l'immeuble hypothéqué ou s'il l'a donné à bail?* XXXI, 247-249.
- II. *Exercice du droit de suite. Conditions.*
1. *Les créanciers ne doivent pas former d'action contre le tiers détenteur.* XXXI, 250.
 2. *Ils doivent faire commandement au débiteur personnel.* XXXI, 252, 256.
 3. *Et sommation au tiers détenteur.* XXXI, 253-255.
 - a. *Péremption du commandement et de la sommation.* XXXI, 257.
 4. *Droit du tiers détenteur. Sa situation après la sommation.* XXXI, 262.
- III. *Des exceptions qui appartiennent au tiers détenteur.*
1. *Des exceptions abolies par le code civil et la loi hypothécaire.* XXXI, 263, 265, 266.
 2. *Le tiers détenteur a l'exception de garantie.* XXXI, 264.
 3. *A-t-il l'exception cedendarum actionum?* XXXI, 267.
 4. *A-t-il le droit de rétention?* XXIX, 299, XXXI, 268.
 5. *Peut-il mettre en cause les autres tiers détenteurs?* XXXI, 269.
- IV. *Du paiement des dettes par le tiers détenteur.* XXXI, 270-274.
- V. *Du délaissement.* Voir ce mot.
- VI. *Effet de l'hypothèque à l'égard du tiers détenteur.*
1. *Quant aux détériorations.* XXXI, 304-305.
 2. *Quant aux impenses faites par le tiers détenteur.* XXXI, 304-309.
 3. *Droit du tiers détenteur quant aux fruits.* XXXI, 310-313.
 4. *Effet de l'expropriation quant aux droits éteints par confusion.* XXXI, 314-316.
 5. *Effet de l'expropriation sur les droits réels concédés par le tiers détenteur.* XXXI, 317, 318.
 6. *Droits du tiers détenteur évincé.* XXXI, 319-321.

SUPERFICIE (DROIT DE).

- I. *Définition et caractères.* VIII, 409-414, 434.
- II. *Comment le droit de superficie s'établit.* VIII, 415-418.
- III. *Droits et charges du superficiaire.* VIII, 419-420.
 1. *Il peut hypothéquer le droit de superficie.* XXX, 214.
- IV. *Droits et obligations du propriétaire.* VIII, 427-429.
- V. *Extinction du droit de superficie.* VIII, 430-433.

SUPPOSITION DE PART.

1. *Quand il y a lieu, pour prévenir la supposition de part, de nommer un curateur au ventre.* IV, 393-395.

SUPPRESSION D'ÉTAT.

1. Compétence exclusive des tribunaux civils. III, 474, 472.
2. L'enfant peut-il demander des dommages-intérêts pour suppression d'état avant le jugement sur la question d'état ? III, 473.

SURENCHÈRE (PURGE).

1. Droit des créanciers inscrits de demander la mise aux enchères de l'immeuble. XXXI, 484-532. Voir le mot *Purge*, V.

SURETÉ PUBLIQUE.

- I. Les conseils communaux peuvent faire des règlements dans l'intérêt de la sûreté publique, VI, 120 :
 1. Sur la clôture des terrains contigus à la voie publique, VI, 119 ;
 2. Sur les constructions. Dans quelles limites ? VI, 120.
 - a. Les règlements peuvent défendre de construire les toits en chaume. Peuvent-ils ordonner la destruction des toits qui sont en chaume ? VI, 131.

Voir le mot *Police communale*.

SURSIS.

1. Contrat d'abandonnement et sursis. Différence. XVIII, 219.
2. De l'incapacité du débiteur qui a obtenu un sursis. V, 379 bis.

SUR VIE.

1. Gains de survie. Voir ce mot.
2. Présomptions de survie en cas de comourants. VIII, 514-523.

SUSPENSION DE LA PRESCRIPTION.

A. CAUSES DE LA SUSPENSION.

- I. La prescription n'est suspendue que dans les cas prévus par la loi. XXXII, 37-39.
 1. L'adage *Contra non valentem agere non currit prescriptio* n'est pas consacré par le code civil. XXXII, 40, 41.
 2. Critique des applications qu'on en fait. XXXII, 42-44.
- II. La prescription ne court pas :
 1. Contre les mineurs. XXXII, 45-52.
 - a. Quand, par exception, la prescription court-elle contre les mineurs ? XXXII, 53.
 2. Contre les interdits. XXXII, 51.
 - a. *Quid des aliénés non interdits ?* XXXII, 52, et des personnes placées sous conseil ? XXXII, 53.
 3. Elle court contre les femmes mariées. XXXII, 54. Sauf dans les cas exceptés par la loi. XXXII, 55-60.
 4. Elle est suspendue entre époux. XXXII, 61-63.
- III. Suspension de la prescription en matière de succession.
 1. Court-elle à l'égard de l'héritier bénéficiaire ? XXXII, 64-67.
 2. Elle court pendant les trois mois et quarante jours pour faire inventaire et délibérer. XXXII, 70.

3. Elle court pendant l'indivision. X, 222 ; XXXII, 74.
4. Elle court contre le créancier d'une succession qui serait usufruitier des biens héréditaires. XXXII, 72.
5. Elle court contre la succession vacante et en sa faveur. XXXII, 6.
- IV. La prescription ne court pas entre les administrateurs et ceux qui administrent le patrimoine. XXXII, 73.

B. EFFETS DE LA SUSPENSION.

1. Quel est l'effet de la suspension de la prescription ? XXXII, 74.
2. Qui peut se prévaloir de la suspension si parmi les copropriétaires cocréanciers il y en a un contre lequel la prescription ne court pas ? XVII, 264 ; XXXII, 74 bis.
3. La suspension de la prescription au profit de l'usufruitier profite-t-elle au nu propriétaire et réciproquement ? XXXII, 75.
4. Ces principes reçoivent exception quand les droits réels ou les obligations sont indivisibles. XVII, 396, 397, 423 ; XXXII, 76.

T

TABLEAUX.

1. Immobilisation par perpétuelle demeure. Condition. V, 469. Par exception. V, p. 572.
2. Tableaux d'église sont hors du commerce. Vente de tableaux de la cathédrale de Gand par des chanoines. V, p. 572, n° 468.
3. Vente de tableaux. Erreur sur la substance de la chose. XV, 492.

TACITE RÉCONDUCTION.

Bail tacite. XXV, 331-330. Voir le mot *Réconduction tacite*.

TAILLES.

Qu'entend-on par tailles ? Force probante des tailles. XIX, 303-308.

TANTUM PRÆSCRIPTUM QUANTUM POSSESSUM.

- I. Sens et portée du principe. XXXII, 343, 346.
 1. Application aux servitudes. VIII, 237.
 2. La cour de cassation en a fait une fausse application aux plantations. VIII, p. 24, n° 13.
- II. Le principe reçoit une exception pour les accessoires. XXXII, 347.
- III. Peut-on prescrire le dessous sans le sol ? XXXII, 348.
- IV. Peut-on prescrire la propriété des arbres sans le sol ? XXXII, 349.

TÉLÉGRAPHE.

- I. Consentement. Offre et acceptation par télégramme.
 1. Jusqu'à quel moment l'offre peut-elle être rétractée ? XV, 476.
 2. Jusqu'à quel moment l'acceptation peut-elle se faire ? XV, 477.
- II. Mandat de vendre par télégraphe. *Quid* s'il y a erreur dans la somme ? 493 ; XXVIII, 59.

TÉMOINS.**I. Qui peut être témoin :**

1. Aux actes de l'état civil? II, 40.
2. A un acte authentique? XIII, 261.
3. A un testament par acte public? XIII, 256-280.
4. A l'acte de suscription d'un testament mystique. XIII, 401, 402.

II Qui peut être témoin en justice? III, 334.

1. *Quid* dans la procédure en divorce? III, 334.

III. De la preuve par témoins. Voir le mot *Preuve testimoniale*.**TERME (CONTRATS).****A. OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES EN GÉNÉRAL.****I Définition et divisions.**

1. Qu'est-ce que le terme? Différence entre l'obligation à terme et l'obligation pure et simple. XVII, 171-173.
2. Du terme certain et du terme incertain. XVII, 174-176.
3. Du terme de droit et du terme de grâce. XVII, 177.
4. Du terme exprès et du terme tacite. XVII, 178.
5. Du terme résolutoire. En quoi il diffère de la condition résolutoire. XVII, 179.

II. En faveur de qui le terme peut-il être stipulé? le débiteur et le créancier y peuvent-ils renoncer? XVII, 180-182.**III. Effet du terme avant son échéance.**

1. Il ne modifie en rien les effets du contrat, dont il retarde seulement l'exécution. XVII, 183.
2. La dette à terme n'est pas exigible, partant non compensable. XVII, 184.
 - a. *Quid* si le débiteur paye? Peut-il répéter? XVII, 185, 186.
 - b. Le créancier ne peut faire aucun acte d'exécution. XVII, 187.
 - c. Il peut faire les actes conservatoires. XVII, 188, 189.
3. Prescription. Tant que le terme n'est pas échu, la prescription est impossible. XXXII, 20, 21.
 - a. *Quid* si le terme est incertain? XXXII, 23.
 - b. *Quid* s'il y a plusieurs termes? XXXII, 24.

IV. Effet du terme après son échéance.

1. La dette devient exigible. A partir de quel moment? XVII, 190-193.
 - a. Le créancier doit-il agir à l'échéance du terme? XVII, 193.
2. Prorogation du terme. N'emporte pas novation. XVIII, 277.
3. Tiers détenteur. Jouit des termes du débiteur personnel et il est soumis au terme stipulé contre le débiteur. XXXI, 470.

V. Déchéance du terme. Le débiteur est déchu du bénéfice du terme :

1. Quand il est en faillite ou en déconfiture. XVII, 194-197.
 - a. *Quid* si la succession est acceptée sous bénéfice d'inventaire? X, 153.
 - b. L'article 1168 est-il applicable quand le terme est illimité? XVII, 198.
 - c. Les créanciers hypothécaires peuvent-ils s'en prévaloir? Quelle est leur situation en cas de faillite du débiteur? XVII, 199, 200.

3. Quand, *par son fait*, il a diminué les *sûretés contractuelles* du créancier. XVII, 201-203 ; XXXI, 471, 472.
 - a. *Quid* si le débiteur ne fournit pas les sûretés promises? XVI, 204.
 - b. *Quid* s'il aliène l'immeuble hypothéqué ou s'il le greève d'un droit réel? XVII, 205 (1) -207.
 - c. *Quid* si l'hypothèque s'éteint par l'adjudication sur licitation? XVII, 208.
 - d. Le débiteur est-il déchu du terme dans les cas prévus par l'article 124 du code de procédure? XVII, 209.
3. *Effet de la déchéance*.
 - a. Entre les parties. XVII, 210-212.
 - b. A l'égard de la caution, XVII, 213, du codébiteur solidaire, XVII, 214, et du tiers détenteur. XVII, 215.

B. HYPOTHÈQUE CONVENTIONNELLE.

Voir ce mot.

1. Le créancier peut demander le *remboursement de la créance* dans les cas de *perte* ou de *dégradation* des *immeubles hypothéqués*. XXV, 516-522.
2. Le créancier peut-il demander un *supplément d'hypothèque*? Quand le débiteur peut-il l'offrir? XXX, 523, 524.

C. RENTES CONSTITUÉES.

Voir ce mot.

- I. Les articles 1912 et 1913 sont une application de l'article 1188. XXV, 4-17.
- II. Les articles 1912 et 1913 sont-ils applicables aux *rentes foncières*? XXV, 61, 62.

TERME (LEGS).

1. Quel est l'effet du terme attaché à un legs? XIII, 532.
2. Quand le terme incertain fait-il condition? XIII, 533, 536.

TERME DE GRACE.

- I. Quand le juge peut accorder un terme au débiteur. XVII, 586-584. Voir le mot *Paiement*, A, VI.
 1. Le terme de grâce n'empêche pas la compensation. XVIII, 412.
- II. Si la résolution est demandée en vertu de la *condition résolutoire tacite*, le juge peut accorder un délai au débiteur. XVII, 133-135.
 1. En cas de bail, le juge a un pouvoir d'appréciation. Il peut ne pas résoudre le bail, d'après les circonstances. XXV, 361, 362.
 2. Il a un pouvoir discrétionnaire si la résolution est demandée pour cause de jouissance, XXV, 264 et 265, ou pour changement de destination. XXV, 268.

(1) T. XVII, p. 218, ligne 5 du n° 205 : au lieu de *consentit*, lisez *consent*.

TERRES VAINES ET VAGUES.

1. Les terres vaines et vagues appartiennent aux communes. VI, 194.
2. En quel sens les lois des 10 et 11 juin 1793 attribuent-elles ces terres aux communes? XXXII, 307.
- 3 Si les communes avaient possédé à titre d'usagères, elles ne peuvent pas invoquer lesdites lois. Critique de la jurisprudence qui considère ces lois comme ayant interverti la possession des communes. XXXII, 320, 321.
4. On applique aux communes le principe que le possesseur précaire ne peut pas prescrire. XXXII, 330.
5. Les communes usagères peuvent prescrire au delà de leur titre. XXXII, 332.

TESTAMENT.

- I. *Définition et caractères.* Voir le mot *Testament (Dispositions testamentaires)*, I.
- II. De la clause pénale en matière de testaments. Voir le même mot, II.
- III. *Formes.* Voir les mots *Testaments (Formes)*, *Testament conjonctif, mystique, olographe, par acte public, privilégié.*
- IV. Nullité. Voir le mot *Testament (Nullité)*.
- V. *Révocation et caducité.* Voir le mot *Testament (Révocation. Caducité)*.

TESTAMENTS (DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES).

- I. Définition et caractères. XI, 102-104. L'acte qui *modifie* un testament est un testament XIII, 178.
 1. Dispositions que le testateur peut faire. XIII, 477-484.
Voir les mots *Legs et Légataires.*
 2. Le testateur peut-il *restreindre* le *droit de propriété* des *héritiers*? Limite des pouvoirs qu'il peut accorder à l'exécuteur testamentaire. XIV, 332, 333, 365-368. Voir le mot *Exécuteur testamentaire.*
 3. Peut-il donner *mandat* de veiller à ce que le prêtre ne pénètre pas chez lui et à ce qu'il soit enterré sans cérémonie religieuse? XXVIII, 88 et 89.
- II. Peut-il *défendre d'attaquer* le *testament*? XI, 474.
 1. La défense est *nulle* quand elle tend à maintenir une *disposition contraire à l'ordre public*. XI, 475-478.
 - a. *Quid* si la disposition porte atteinte à la réserve? XI, 479-481.
 - b. La nullité fondée sur des vices de forme est-elle d'ordre public? XI, 482.
 2. La *clause pénale* est *valable* quand elle tend à garantir des *intérêts privés*. XI, 483, 484.
 - a. Applications. XI, 485, 486.
 3. *Quid* s'il y a des *dispositions licites* et des *dispositions illicites*? XI, 487, 488.

TESTAMENTS (FORMES).

A. GÉNÉRALITÉS.

- I. L'*ancien droit* et le *code civil*. Le code a suivi les coutumes. XIII, 102-104.
- II. Le testament est un *acte solennel*. XI, 102; XII, 105, 106, 109.

III. Testament *conjunctif*. Est nul. XIII, 143-147.1. Il n'y a point de *testament verbal*. XIII, 106-108.2. La *promesse* des *héritiers* d'exécuter les dispositions testamentaires du défunt est-elle *valable*? XIII, 110.3. Le *mandat verbal* concernant un testament est nul. XIII, 111.4. Les *héritiers* ne sont pas admis à prouver par *témoins* que les *dispositions* du défunt ne sont pas l'*expression de sa volonté*. XIII, 112.IV. Destruction du testament. Droits du *légataire*.

1. Il peut agir en vertu des articles 1382 et 1383. XIII, 114, 117-119.

2. Il peut agir en vertu de l'article 1518. XIII, 115, 116.

3. Cas dans lequel la destruction du testament vaut *révocation*. XIII, 117.4. *Quid* si le légataire a *égaré le testament*? XIII, 123.V. *Quid* si le défunt a été empêché de tester? Action en dommages-intérêts. XIII, 122-124.VI. Du testament *incomplet*.1. Le juge peut-il compléter le *testament*? Dans quelle limite? XIII, 125-127.

2. Le juge peut-il interpréter le testament par des preuves extrinsèques? XIII, 128.

3. Le testateur peut-il se référer à d'autres écrits? Sous quelle condition? XIII, 130-133.

4. Le testateur peut-il se référer à une *coutume*? XIII, 136-140.

VII. Sanction des solennités. Nullité. XIII, 141, 142.

VIII. Statut *réel*. Les formes du testament sont-elles un statut *réel*? I, 100.

IX. Testament fait à l'étranger par un Français, ou en France par un étranger.

1. Comment les *étrangers* peuvent-ils tester en France? XIII, 160-161.

2. Comment un Français peut-il tester à l'étranger?

a. Est-ce un statut personnel? XIII, 148.

b. Des testaments authentiques. XIII, 149-167.

c. Des testaments olographes. XIII, 158, 159.

d. Les *consu's* ont-ils le droit de recevoir les testaments des Français. XIII, 163 (1).e. Les *agents diplomatiques* peuvent-ils tester à l'étranger d'après les lois du pays qu'ils représentent? XIII, 164.

f. Exécution des testaments reçus à l'étranger. XIII, 163.

B. TESTAMENT OLOGRAPHE.

I. Définition. Qui peut tester en la forme olographe? XIII, 166-168.

II. Formes.

1. L'écriture par le testateur. XIII, 169-173.

a. Faut-il que le testateur manifeste en termes exprès l'intention de tester? XIII, 170, 177.

b. Les dispositions testamentaires peuvent être faites dans toute espèce d'actes, même par lettre. XIII, 179, 180.

(1) Voir, au mot *Agents diplomatiques*, une correction importante.

- a. Des apostilles, interlignes, renvois et surcharges. XIII, 181-184.
- d. Des ratures. XIII, 183, 186.
- e. *Quid* si le testament est lacéré? XIII, 187.
- 2. La *date*. XIII, 188. Qu'est-ce que la date? XIII, 189, 207-214, 220.
 - a. *Quid* si la date est surchargée? XIII, 190. Incertaine? XIII, 191.
 - b. S'il n'y a pas de date complète et certaine, le testament est nul. XIII, 192.
 - c. Le juge peut-il établir ou rectifier la date par des preuves intrinsèques? XIII, 193-196.
 - d. *Quid* par des preuves extrinsèques? XIII, 197-200.
 - e. *Quid* de l'antidate et de la postdate? XIII, 201-204.
 - f. Comment se fait la preuve de la fausseté de la date? XIII, 205-206.
 - g. Quelles dispositions doivent être datées? XIII, 212-219.
- 3. La *signature*. XIII, 221. Qu'est-ce que la signature? XIII, 222-226.
 - a. Où la signature doit-elle être mise? XIII, 227, 228
- III. *Force probante*.
 - 1. Le testament olographe a la *force probante* d'un *acte sous scing privé*. XIII, 229-232.
 - 2. Le légataire *universel* doit vérifier l'*écriture* si elle est *déniée*. XIII, 233-239.
 - 3. Le testament *reconnu* fait-il foi de sa date? XIII, 240-244.
 - 4. Fait-il foi de sa *date* jusqu'à *inscription de faux* ou jusqu'à *preuve contraire*? XIII, 245-249.

C. TESTAMENT PAR ACTE PUBLIC.

- I. Doit-on appliquer simultanément la *loi de ventôse* et le *code civil*? XIII, 250.
- II. *Capacité et compétence du notaire*. XIII, 251, 252.
- III. *Témoins*.
 - 1. Nombre. XIII, 253-255.
 - 2. Conditions légales de capacité. XIII, 256-262.
 - 3. Incapacités *naturelles* ou *accidentelles*. XIII, 263-268.
 - 4. Incapacités *relatives*. XIII, 269, 270.
 - a. Des légataires et de leurs parents ou alliés. XIII, 271-275.
 - b. Des clercs de notaire. XIII, 276.
 - c. Parents et alliés du testateur. XIII, 277. Du notaire. XIII, 278.
 - d. Domestiques du testateur et des légataires. XIII, 279.
 - e. Les témoins entre eux peuvent-ils être parents ou alliés? XIII, 280.
 - 5. La *capacité putative* des témoins suffit-elle? XIII, 281-286
 - 6. A quelle *époque* les témoins doivent-ils être capables? Preuve. XIII, 287, 288.
 - 7. Effet de l'incapacité. XIII, 289.
- IV. *Les formes*.
 - 1. Les *formalités* de la *loi de ventôse*. XIII, 290-296.
 - 2. *Présence du notaire et des témoins*. XIII, 297-302.
 - 3. *Dictée*. XIII, 303-312.
 - 4. *Écriture*. XIII, 313-319.

5. *Lecture.* XIII, 320-323.

6. *Mentions.* XIII, 324, 333, 336.

a. Qui doit les faire? XIII, 325-327.

b. Les mentions doivent être expresses. XIII, 328-332

c. Peine de nullité. XIII, 334.

7. *Quelles mentions* le notaire doit-il faire?

a. De la dictée. XIII, 337-339.

b. De l'écriture par le notaire. XIII, 340-343.

c. De la lecture au testateur en présence des témoins. XIII, 344-3

8. *Les signatures.* XIII, 337.

a. Signature du testateur. XIII, 338-374.

b. Signature des témoins. XIII, 375-379.

c. Signature du notaire. XIII, 380.

V. *Force probante du testament par acte public.*

1. Il a la *force probante* d'un *acte authentique*.

a. Quand fait-il foi jusqu'à inscription de faux? XIII, 382, 383.

b. Quand le testament ne fait-il foi que jusqu'à preuve contrai
XIII, 384-388.

D. TESTAMENT MYSTIQUE.

I. Qu'est-ce que le testament mystique? But des formalités. XIII, 389, 390.

II. *Formes quand le testateur signe.*

1. Écriture et signature. XIII, 391-393.

2. Clôture. XIII, 394, 395.

3. Présentation du testament au notaire et aux témoins. XIII, 396-402.

4. Acte de suscription.

a. Formes. XIII, 403-406.

b. Mentions que doit contenir l'acte de suscription. XIII, 407-41

5. Unité de contexte. XIII, 416, 417.

III. *Formes* du testament mystique quand le testateur ne signe point. XI
418-420.

IV. *Formes* du testament mystique quand le testateur ne sait pas parler. XI
421-423.

V. Dispositions générales.

1. Il faut savoir lire l'écriture à la main. XIII, 424-427.

2. Le testament nul comme mystique peut-il valoir comme testame
olographe? XIII, 428, 429.

VI. *Force probante* du testament mystique. XIII, 430-434.

E. TESTAMENTS PRIVILÉGIÉS.

I. Qu'entend-on par testament privilégié? XIII, 435.

II. Testament maritime. XIII, 439-441.

III. Testament militaire. XIII, 436-438.

IV. Testament fait en temps de peste. XIII, 442-444.

V. Règles applicables à tous les testaments privilégiés. XIII, 445-448.

F. NULLITÉ DES TESTAMENTS.

I. Le testament nul en la forme est-il annulable ou inexistant? XIII, 449, 45

II. De l'*action en nullité*. XIII, 451-458.III. *Confirmation* du testament.

1. Le testateur ne peut le confirmer. XIII, 459, 460.

2. Les héritiers peuvent-ils confirmer le testament nul en la forme? XIII, 461-465.

3. L'exécution volontaire, dans l'opinion générale, implique confirmation. XIII, 466-468.

a. Quand y a-t-il exécution du testament? XIII, 469-473.

b. Il faut que l'héritier connaisse le vice et qu'il ait l'intention de le réparer. XIII, 474-476.

TESTAMENTS (RÉVOCATION ET CADUCITÉ).

A. RÉVOCATION DES TESTAMENTS.

I. De la révocation par le *disposant*. Droit de révocation. Comment elle se fait. XIV, 175, 176.1. Révocation *expresse*. C'est un acte solennel. Conséquences qui en résultent. XIV, 177-179.a. Révocation par *acte authentique*. XIV, 180-182.b. Révocation par un *testament postérieur*. XIV, 183.

1. Du testament olographe. XIV, 184-187.

2. Du testament authentique. XIV, 188-192.

3. Du cas prévu par l'article 1037. XIV, 193-196.

4. Rétractation de la révocation. XIV, 197-200.

2. Révocation *tacite* par un *legs postérieur incompatible ou contraire*. XIV, 201-203.

a. L'incompatibilité intentionnelle suffit-elle? XIV, 204-206.

b. Règle d'interprétation. XIV, 207, 208.

c. Applications. Le juge ne doit pas juger en droit, mais en se plaçant au point de vue du testateur, étranger à la science du droit. XIV, 209-218.

3. Révocation par la *disposition* que le testateur fait de la *chose léguée*. XIV, 219-229.

a. A quels actes de disposition l'article 1038 s'applique-t-il? XIV, 230-232.

b. *Quid* si le testateur donne la chose au légataire? XIV, 233-237.4. Révocation par la *destruction* du testament. XIV, 238-245.5. Y a-t-il révocation par la *survenance d'enfant*? XIV, 246, 247.

II. Révocation par le fait du légataire.

1. Pour *inexécution des charges*. XIV, 248-254.2. Pour cause d'*ingratitude*.

a. Quelles sont les causes d'ingratitude? XIV, 255-266.

b. Qui peut agir en révocation? XIV, 267-271.

c. Quel est l'effet de la révocation? XIV, 272-274.

B. NULLITÉ ET CADUCITÉ DES LEGS.

I. Quand les legs sont-ils *nuls*? XIV, 275-276.II. Quand les legs sont-ils *caducs*? XIV, 277.

1. Prédéces du légataire. XIV, 278-281.

2. Incapacité ou refus du légataire. XIV, 282.
3. Quand la condition défailloit. XIV, 283.
4. Perte de la chose. XIV, 284-291.
5. *Quid* si les motifs du legs viennent à cesser? XIV, 292.

C. A QUI PROFITENT LA RÉVOCATION, LA NULLITÉ ET LA CADUCITÉ DU L.
XIV, 293-298.

Voir le mot *Accroissement (Droit d')*.

TESTAMENT CONJONCTIF.

1. Le code civil les prohibe. XIII, 143-147.

TEXTE DE LA LOI (INTERPRÉTATION DES LOIS).

- I. Quand le *texte* de la loi est *clair*, il ne faut pas en *éluder la lettre*, sous prétexte d'en *pénétrer l'esprit*. Cette règle, extraite du projet de livre liminaire du code civil, est fondamentale. I, 273.
Voyez la justification de la règle dans mon *Cours élémentaire de droit civil*, Préface, p. 12, § 2.
- II C'est la doctrine de nos anciens auteurs.
 1. Dire de *Pithou* sur l'autorité du texte. XII, p. 61, à la fin.
 2. L'interprète, dit *Demante*, ne peut pas mettre sa volonté, ni même celle qui devrait être, au-dessus de la volonté du législateur, quand elle est formelle. IX, 175, p. 217, *in*.
 3. Le *texte avant tout*, dit *D. molombe*. XII, p. 62, *in*.
 4. C'est le système d'interprétation de *Merlin*; Troplong le lui reproche et l'accuse de matérialisme les auteurs qui s'attachent au texte. X, p. 24 et suiv. Voir les mots *Interprètes*, *Merlin*, *Troplong*.
- III. Mais les auteurs ne restent pas fidèles à cette règle d'interprétation. Ils invoquent le texte quand il est favorable à leur opinion. ils l'écludent quand il les gêne. IX, 175, p. 215, a et p. 212, a. Voir le mot *Principes*.
- IV. Les *meilleurs auteurs* se *trompent* quand ils *négligent le texte*. VIII, p. 370 (*Dupret.*)
- V. De là les *controverses* sans fin qui font de la science du droit une mer douteuse. La plupart de ces controverses ne seraient jamais nées si les interprètes avaient plus de respect pour le *texte*. II, p. 251, *in*; IV, p. n° 47, *in*; X, n° 558 et p. 584 et suiv.
- VI. Ce sont les interprètes qui créent les difficultés en s'écartant du *texte* qui aboutit aussi à s'écarter de l'esprit de la loi. X, 642; XI, 8.
- VII. L'interprétation qui se fonde sur le *texte* n'est point l'interprétation judiciaire comme on le prétend. IX, 180, p. 221 et suiv.
- VIII. Et cette interprétation ne doit pas être une interprétation mécanique. X, p. 184, *in*.
- IX. On doit toujours interpréter les lois par les motifs, c'est-à-dire consulter le *texte* et l'*esprit* de la loi. Voir le mot *Principes*.
- X. Le *respect* du *texte* est le *respect* de la loi, et le respect de la loi est le respect de l'ordre social. XV, 536.

THÉÂTRE.

- I. Les *machines et appareils* d'un théâtre sont immeubles par destination. V, 467.
- II. Les *inconvenients et dommages* que cause le voisinage d'un théâtre peuvent donner lieu à une action en dommages-intérêts. VI, 153.

TIERCE OPPOSITION.

- I. Quand y a-t-il lieu à tierce opposition pour *violation* de la chose jugée? XX, 141.

TIERS.

- I. Les *conventions* et les *jugements* n'ont aucun effet à l'égard des *tiers*. XVI, 371-382; XX, 88-91.
 1. Qui est *tiers* et qui est *partie* en matière de *chose jugée*? XX, 92-130.
- II. Les *contre-lettres* ne peuvent pas être opposées aux tiers. Qui est *tiers*? XIX, 188-190.
- III. *Contre-lettres* en matière de *conventions matrimoniales*. Sous quelle condition elles peuvent être opposées aux tiers. XXI, 102-105.
- IV. La *femme* est-elle un *tiers* à l'égard du *maris*? XXII, 113-116.
- V. *Force probante*.
 1. Actes authentiques. Font foi à l'égard des tiers. XIX, 154.
 2. Actes sous seing privé. Font foi à l'égard des tiers quand ils sont reconnus ou vérifiés. XIX, 277, 278.
 3. Qu'entend-on par *ayant cause* et par *tiers* en matière d'actes sous seing privé? XIX, 292-336.
- VI. *Preuve testimoniale*. Les tiers sont toujours admis à faire prouver par témoins les faits juridiques. XIX, 585-589.
 1. Ainsi que la fraude et la simulation. XIX, 603, 604.
- VII. *Publicité*.
 1. Cession de créances. Comment le cessionnaire est-il saisi à l'égard des tiers?
 - a. Code civil. XXIV, 475-517
 - b. Loi hypothécaire. XXIX, 235-238.
 2. Quels sont les tiers qui peuvent se prévaloir du *défaut d'inscription* de l'hypothèque? XXX, 551-555. et du *défaut de transcription* des actes translatifs ou déclaratifs de droits réels immobiliers? XXIX, 165-194.
- VIII. *Tiers*.
 1. En quel sens les actions en *nullité*, en *résolution* et en *révocation* réagissent contre les tiers. XVII, 118; XIX, 72-80.
 2. La *confirmation* d'un acte nul ne peut leur être opposée. XVIII, 657-659.

TIERS DÉTENTEUR.

- I. Qui est *tiers détenteur*? XXXI, 236.
- II. Ne sont pas *tiers détenteurs* ceux qui sont tenus *personnellement*. XXXI, 287.

1. *Quid* des héritiers quand ils ont payé leur *part héréditaire* d'une dette? XI, 70; XXXI, 288.
2. *Quid* de la *femme commune*? XXXI, 289.
- III. *Quid* si le tiers détenteur a reconnu la dette ou a été condamné en cette qualité? XXXI, 290.
- IV. *Quid* si l'acquéreur s'oblige par son contrat à payer les créanciers inscrits? XXXI, 291, 292.
- V. *Quid* s'il offre aux créanciers de leur payer son *prix*? XXXI, 295.
- VI. Quelle est la *situation* du tiers détenteur? Quels sont ses droits? A-t-il des obligations? Voir le mot *Sutle* (*Droit de*).
- VII. Le tiers détenteur peut opposer la *prescription acquisitive* au débiteur personnel, quelque celui-ci y renonce. XXXII, 215.

TITRE.

- I. Le mot *titre* signifie un *fait juridique*.
 1. En fait de *meubles*, la *possession* vaut *titre*. XXXII, 343.
 2. *Possession*.
 - a. Le possesseur gagne les fruits quand il possède en vertu d'un *titre* dont il ignore les vices. VI, 209-216.
 - b. Il prescrit par dix à vingt ans quand il a un *juste titre* et la *bonne foi*. XXXII, 389, 391.
 3. Les *servitudes* s'acquièrent par *titre*. VIII, 148.
 4. Le *titre putatif* suffit-il pour être *possesseur de bonne foi*? VI, 269, 299, et pour *prescrire*? XXXII, 399, 400.
- II. Le mot *titre* signifie aussi l'*écrit* qui constate le *titre*. XIX, 97, 98.
 1. *Copies de titres*. Force probante. XIX, 369-383.
 2. *Délivrance* de la chose vendue. Se fait par la remise des *titres*. XX, 160, 168, 474.
 3. *Nantissement* d'une créance. Tradition des *titres*. XXVIII, 476-478.
 4. *Paiement*. Le créancier qui a reçu son paiement doit restituer les *titres*. XVII, 597, 598.
 5. *Succession*. Les *titres exécutoires* contre le défunt sont-ils exécutoires contre les héritiers? XV, 75, 76; I, 228.
 6. *Suppression de titre*. L'article 1923 est-il applicable? XXVII, 87.
 7. *Titre nouvel*.
 - a. *Prescription de rentes*. XXXII, 378-382.
 - b. Cette disposition s'applique-t-elle aux *servitudes*? VIII, 153.
 - c. *Droit du créancier hypothécaire*. XXXI, 399.
 8. *Titre récongnitif*. XIX, 386-393. Voir le mot *Acte récongnitif*.
- III. Il ne faut pas confondre le *titre* avec l'*acte*. XIX, 97-101.
- IV. Dans les *actes solennels*, l'*écrit* et le *titre* se confondent, l'*écrit* étant de la même nature que le *titre*. XXXII, 391.

TITRES AU PORTEUR.

1. L'article 2279 s'applique aux *titres au porteur*. XXXII, 568.
2. De la *perte* ou du *vol* des titres au porteur. XXXII, 597-607.

TITRES (DE NOBLESSE).

1. Doivent être mentionnés dans les actes de l'état civil. II, 20.

TOLÉRANCE (MAISONS DE).

1. Les *conventions* pour l'établissement ou l'exploitation de maisons de tolérance ont une *cause illicite*. XVI, 152.
2. Il y a lieu à *action en dommages-intérêts* contre ceux qui les tiennent à raison de l'incommode et du scandale qui en résultent pour le voisinage. VI, 154.

TOLÉRANCE (PRESCRIPTION).

1. Les *actes de tolérances* ne fondent ni *possession* ni *prescription*. XXXII, 297, 298.
 - a. Application à l'article 2270. XXXII, 549, 550.
 - b. Les *servitudes discontinues* ne s'acquièrent pas par la prescription, parce que la possession peut être de tolérance. VIII, 195.

TONTINES.

Les tontines sont-elles des *sociétés civiles*? XXVI, 145.

TOUR DE L'ÉCHELLE (SERVITUDE).

1. La servitude coutumière du *tour de l'échelle* et de l'*investiture* n'existent plus en droit moderne. VIII, 116, 117.
2. Le propriétaire peut acquérir ces droits, soit à titre de propriété, soit à titre de servitude. VIII, 118-120.
3. Les servitudes établies avant le code civil sont-elles maintenues? VIII, 119, p. 153.
4. Quand, en l'absence d'un titre, un propriétaire peut-il réclamer un *passage* sur le fonds de son voisin? Le peut-il à titre d'*équité*? VIII, 121-123.
5. Y a-t-il une *exception* en faveur des *églises*? VIII, 124.

TRADITION (ACQUISITION DE LA PROPRIÉTÉ).

1. La tradition est-elle un mode d'acquiescence à la propriété? VII, 429.
2. Explication de l'article 1141. XVI, 303-300.
3. Explication de l'article 2279. XXXII, 540-543.

TRADITION (CONTRATS RÉELS).

1. La tradition est requise pour la perfection des contrats réels.
 1. Dépôt. XXVII, 69-71.
 2. Nantissement. XXVIII, 435. Gage. XXVIII, 469, 470. Antichrèse. XXVIII, 541.
 3. Prêt. Le commodat et le prêt de consommation. XXVI, 453, 454, 486, 487.

TRADITION (INTERPRÉTATION DES LOIS).

1. Quelle est l'*autorité* de la *tradition* pour l'*interprétation* du code civil?
 1. L'*ancien droit* est abrogé. I, Introduction, 23-27.
 2. Importance que conserve la *tradition* ou l'*histoire* du droit. I, Introduction, 28 et n° 274.
 3. On ne peut invoquer la *tradition* que lorsque le code l'a *maintenue*. III 45, 64; VII, p. 241, à la fin.

- a. La *jurisprudence* est en ce sens. Cour de Paris et cour de cassation. IX, 164, 173, p. 212, a.
4. On ne doit pas invoquer la tradition *contre le texte*. XVI, 366; XXII, 312, a; XXXII, 304. Voir le mot *Troplong*.
5. Ni introduire la *tradition* dans le *code civil*, comme Troplong fait. p. 312, a; XXXII, 304. Voir le mot *Troplong*.
6. Les légistes sont des hommes de tradition. Voir le mot *Jurisconsulte*.
- a. De là l'influence trop grande de la tradition dans la doctrine et la jurisprudence :
- b. La tradition romaine a égaré nos meilleurs jurisconsultes. *Daniels* et la cour de cassation à sa suite. XIX, 73. *Merlin*, traditionnaliste à outrance. II, p. 632, a. Voir *Merlin*.
- Aubry et Rau*, qui invoquent les travaux des romanistes pour introduire dans le code des doctrines qu'ils ignorent. XVII, 317, 318.
- Toullier*, *Demante*, *Troplong*, dans la question des actions par les tuteurs et par les mineurs. XVI, 31-34, 48, 51.
- c. La tradition romaine a égaré la cour de cassation de France dans la matière de la *réserve*. XII, 12 et p. 60-62.
- d. De même les cours de Belgique dans la question des *vues et servitudes*. VIII, 38, 39, 62.
- e. Nos cours ont suivi à tort la tradition coutumière pour la prescription du paiement des arrérages. XXXII, 134.
7. La tradition présente encore un autre danger, c'est son incertitude. XXIII, p. 32 et suiv. Voyez la *Préface* du *Cours élémentaire de droit civil*, p. 38, § IV.
8. La vraie tradition se trouve dans *Domat* et *Pothier*. XV, 420.

TRAITÉS (CONVENTIONS INTERNATIONALES).

- I. Nécessité de traités pour vider le conflit qui résulte de la diversité des lois dans les questions de droit international privé. Exemples :
1. *Aliments*. Si le statut personnel de l'étranger lui donne droit à des aliments et que la loi française les lui refuse. I, p. 130, in.
2. Article 10. I, p. 126, à la fin, et p. 127, a.
3. *Légitimation*. Conflit de la loi française et de la loi anglaise. IV, 12.
4. *Personnes civiles*. Existence-elles à l'étranger et peuvent-elles y exercer leurs droits ? Notamment l'hypothèque légale ? XXX, 238; Invoquer la *prescription* ? XXXII, 12; Recevoir des libéralités ? XI, 196.

TRAITÉS (DE RÉCIPROCITÉ).

- I. Le code suit le principe de *traités de réciprocité* comme condition de l'existence des droits civils accordés aux *étrangers*. I, 413, 432; VIII, 12.
- II. Ce principe, combattu par le Tribunat, a été abandonné, en France et en Belgique, par les lois qui ont aboli le *droit d'aubaine*. I, 428; VIII, 12.

TRAITÉS (TUTELLE).

1. En quel sens la loi défend au *mineur* devenu *majeur* de faire à son ancien tuteur des *traités* sur la gestion de celui-ci. V, 150-151.

2. Qui peut se prévaloir de la nullité? V, 153, 162.
3. Conditions requises pour la *validité* des *traités*. V, 151-152.
4. L'article 472 n'est pas applicable quand il n'y a pas de compte à rendre V, 154.
5. *Effet* de la nullité. V, 164. Le traité peut-il être confirmé? V, 165.
6. *Durée* de la *prescription*. V, 163.
7. *Applications*. Quand il y a traité. Et quand il n'y en a point. V, 156-161.

TRAITEURS.

Sont-ils soumis à la *responsabilité* établie pour les *hôteliers*? XXVIII, 150, 151.
Voir le mot *Dépôt nécessaire*, B, IV.

TRANSACTIONS.

I. Définition et caractères. XXVIII, 322, 323.

1. La transaction doit intervenir sur un droit douteux. XXVIII, 324-326.
2. Chacune des parties doit renoncer à une partie de ses prétentions. XXVIII, 327.
3. C'est un contrat synallagmatique. XXVIII, 328.
4. *Différence* entre la *transaction* et le *compromis*. XXVIII, 329, 330.

II. Conditions requises pour la *validité* des *transactions*.

1. *Consentement*. XXVIII, 331, 332.
 - a. De l'erreur dans la personne. XXVIII, 333, 334.
2. *Capacité de disposer*. XXVIII, 335.
 - a. L'héritier apparent peut-il transiger? XXVIII, 336.
 - b. Ne peuvent pas transiger :
 1. Les administrateurs légaux et conventionnels. XXVIII, 343-352.
 2. Les incapables. XXVIII, 337-341.
 3. Les insolubles. XXVIII, 342-344.
3. *Objet*. Quels *droits* peuvent faire l'objet d'une transaction? XXVIII, 353, 355.
 - a. On ne peut transiger sur des droits qui sont d'*ordre public*, état, XXVIII, 356, 357; mariage, XXVIII, 360; puissance paternelle, XXVIII, 358; *tutelle*. XXVIII, 359.
 - b. *Quid* sur des droits qui sont d'? XXVIII, 361-366.
4. *Formes*. XXVIII, 367, 369.
 - a. Comment se prouve la transaction? Lettres. Témoins. Aveu. Serment. XXVIII, 370, 374-379.
 - b. Des *transactions judiciaires*. XXVIII, 371-373.

III. *Effet* de la transaction.

1. La transaction est *déclarative* des droits sur lesquels elle porte. XXVIII, 393.
 - a. Conséquences du principe. XXVIII, 395 (1) -397; XXI, 297; XXXII, 403.
 - b. Droit fiscal. XXVIII, 398, 399.

(1) T. XXVIII, p. 377, ligne 3 du n° 396 : au lieu de 1851, lisez 1351.

2. Quand la transaction est-elle *translatrice de droits*? XXVIII, 381.
3. De l'*indivisibilité* des transactions. XXVIII, 400-402.
4. La transaction met fin au procès et donne lieu à une *escalogue* à celle qui résulte des *jugements*. XXVIII, 383-387.
- IV. *Interprétation des transactions*. XXVIII, 388-390.
 1. Compétence de la cour de cassation. XXVIII, 391, 392.
 - V. De la *peine* ajoutée à la transaction. XXVIII, 390-393.
- VI. *Nullité des transactions*. XXVIII, 403.
 1. *Vices de consentement*.
 - a. Dol et violence. XXVIII, 404.
 - b. Erreur de droit. XXVIII, 403, 406.
 - c. Erreur sur l'objet. XXVIII, 407.
 - d. Lésion. XXVIII, 408. *Quid* si un partage est fait sous transaction? X, 485-490; XXVIII, 407-410.
 2. Du cas prévu par l'article 2054. XXVIII, 412-417.
 3. Du cas prévu par l'article 2055. XXVIII, 418-419.
 4. Du cas prévu par l'article 2056. XXVIII, 420-422.
 5. Du cas prévu par l'article 2057. XXVIII, 423-425.
 6. *Effet de l'annulation*. XXVIII, 429, 430.

TRANSCRIPTION (FORCE PROBANTE).

- I. Force probante de l'acte transcrit. XIX, 382, 383.

TRANSCRIPTION (MARIAGE).

Les *actes de mariage* reçus à l'étranger doivent être *transcrits* sur les registres de l'état civil en France. Quel est l'objet de cette transcription? III, 34-35.

TRANSCRIPTION (TRANSLATION DE LA PROPRIÉTÉ).

A. GÉNÉRALITÉS.

- I. *Code civil*. Clandestinité des mutations immobilières. XXIX, 5, 6.
 1. Critique de la clandestinité. XXIX, 7-10.
- II. *Loi hypothécaire* du 16 décembre 1851. Prescrit la publicité des mutations intéressant les tiers. La publicité sauvegarde tous les intérêts. XXIX, 11, 12.
- III. *Origines* de la publicité. Les coutumes de nantissement. La législation française. Le code civil. La loi belge et la loi française. XXIX, 13-15. Voir le mot *Publicité*.
- IV. Questions de *rétroactivité*. I, 220, 218 et 219.

B. DES ACTES SOUMIS A LA TRANSCRIPTION.

I. Principe.

1. Il n'y a lieu à transcription que si la loi l'ordonne. XXIX, 51.
 - a. Des actes antérieurs à la loi nouvelle. XXIX, 122, 123.
2. Il faut que la *transmission de la propriété* soit constatée par un acte. Conséquences qui en résultent. XXIX, 52-56.
3. Il faut qu'il s'agisse de droits *immobiliers*. XXIX, 37, 38 (1).

(1): T. XXIX, p. 55, ligne 4: au lieu de 406, lisez 407.

4. Et que les actes soient *entre-vifs*. XXIX, 39-42.

5. Actes intéressant les tiers, qui ne sont pas soumis à la transcription. XXIX, 43.

II. *Actes entre-vifs à titre gratuit*. XXIX, 44 (1) -48.

1. *Quid de l'institution contractuelle?* XXIX, 49-51.

2. *Quid de la donation de l'article 1086?* XXIX, 52.

3. *Quid de la donation entre époux pendant le mariage?* XXIX, 53.

III. *Actes à titre onéreux translatifs de droits réels immobiliers*. XXIX, 54-56 (2).

1. *Actes de résolution volontaire*. XXIX, 106-110 bis.

2. Actes translatifs de *servitudes*, XXIX, 77-81 et d'*usufruit*. VI, 347-351.

3. *Clauses ajoutées au contrat*. XXIX, 111-113.

4. *Contrat de mariage*. XXIX, 72-76.

5. *Dation en paiement*. XXIX, 63-65.

6. *Échange*. XXIX, 66.

7. *Jugements qui constatent une mutation immobilière*. XXIX, 87-91.

8. *Renonciations*. XXIX, 92-100.

9. *Société*. XXIX, 67-69.

10. *Transaction*. XXIX, 70, 71.

11. *Vente immobilière*. XXIX, 57-62.

a. *Quid de la cession d'actions immobilières?* XXIX, 55, 62-66.

IV. *Actes déclaratifs de droits réels immobiliers*. XXIX, 101-105.

V. *Baux*.

1. *Baux de plus de neuf ans*. XXIX, 114 (3) -118.

2. *Baux contenant paiement anticipatif de loyers*. XXIX, 119-121.

C. FORMALITÉS DE LA TRANSCRIPTION.

I. *Actes admis à la transcription*. Principe. XXIX, 124 (4).

1. *Les actes authentiques*, XXIX, 126, et les *jugements*. XXIX, 125.

2. *Les actes sous seing privé antérieurs à la loi*. XXIX, 129.

3. *Les actes sous seing privé reconnus en justice ou devant notaire*. XXIX, 127, 128.

4. *Les procurations authentiques*. XXIX, 130, 131.

5. *Quid de l'autorisation maritale?* XXIX, 132.

6. *Quid des actes reçus à l'étranger?* XXIX, 133.

7. *Le conservateur des hypothèques est-il obligé de transcrire tous les actes qu'on lui présente?* XXIX, 134, 135.

II. *Comment se fait la transcription?* XXIX, 136-144 (5).

(1) T. XXIX, p. 66, ligne 6 du n° 47 : au lieu de 989, lisez 940, et ligne 8 : au lieu de 940 et 941, lisez 941 et 942.

(2) T. XXIX, p. 74, ligne 7 du n° 56 : au lieu de t. V, n° 485 et 595, lisez tome VIII, n° 340-434.

(3) T. XXIX, p. 134, ligne 9. Au lieu de 1429, lisez 1430.

(4) T. XXIX, p. 142, ligne 15 du n° 124, et p. 143, ligne 4 : au lieu de 1583, lisez 1582, et p. 144, ligne 3 : au lieu de *dont*, lisez *donc*.

(5) T. XXIX, p. 168, dernière ligne du n° 144 : au lieu de *épôts*, lisez *dépôts*.

- III. *Quand la transcription peut-elle et quand doit-elle se faire?* XXIX, 147.
- IV. *Qui peut et qui doit faire transcrire?* XXIX, 150-156.
- V. *Registrés. Publicité.* Certificats que le conservateur doit délivrer. 145, 146.

D. EFFET DE LA TRANSCRIPTION.

- I. *L'acte non transcrit n'existe pas à l'égard des tiers.* XXIX, 157-160, 164.
 - 1. Ce principe ne s'applique pas au *bail*. XXIX, 161.
 - 2. Influence du principe quant aux *droits du possesseur*. XXIX, 162.
- II. *Quels sont les tiers qui peuvent se prévaloir du défaut de transcription?* XXIX, 165 (2) -172.
 - 1. *Quid des créanciers chirographaires?* XXIX, 173-181.
- III. *Conflit d'ayants cause d'auteurs différents.* XXIX, 182-184.
- IV. *Quelles sont les personnes qui ne peuvent pas se prévaloir du défaut de transcription?*
 - 1. Les parties et leurs héritiers. XXIX, 185 (3) -188.
 - 2. Les personnes qui sont chargées de faire transcrire. XXIX, 189, 190.
 - 3. Les tiers qui connaissent l'acte non transcrit. XXIX, 191, 192.
 - 4. *Conflit entre possesseurs qui n'ont pas transcrit.* XXIX, 193, 194.
- V. *Quel est l'effet du partage non transcrit?* XXIX, 195-197.
- VI. *Quel est l'effet des baux non transcrits?*
 - 1. Baux de plus de neuf ans. XXIX, 198-204.
 - 2. Baux contenant quittance anticipative. XXIX, 202-204.

E. PUBLICITÉ PAR LA VOIE DE L'INSCRIPTION.

Voir le mot *Inscription*.

TRANSMISSION (DROIT DE).

- 1. De la *transmission de la succession ouverte*. IX, 70. *Acceptée*. IX, 71. Voir le mot *Représentation*.
- 2. La *transmission* est-elle une conséquence de la *saisine*? IX, 723.

TRANSMISSION (DE LA PROPRIÉTÉ).

Voir le mot *Propriété* (*Acquisition et transmission de la*).

TRANSMISSION DE L'HYPOTHÈQUE.

Voir le mot *Hypothèque* (*Transmission de l'*).

TRANSPORT (CESSION).

Voir le mot *Cession de créances*.

TRANSPORT (DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES).

Voir le mot *Voituriers*.

- (4) T. XXIX, p. 186, ligne 15 : au lieu de *transmis*, lisez *transcrit*.
- (2) T. XXIX, table, p. 580, n° 169 : au lieu de 1074, lisez 1070.
- (3) T. XXIX, p. 219, ligne 30 : au lieu de *inscrits*, lisez *transcrits*.

TRAVAIL (LIBERTÉ DU TRAVAIL).**I. Liberté de l'industrie.**

1. Les conventions qui *entravent* la liberté de l'industrie sont inexistantes, comme étant sur cause *illicite*. XVI, 140, 141.

2. Si les conventions ne concernent que l'intérêt des *parties contractantes*, elles sont *valables*. XVI, 142.

II. Liberté de l'ouvrier. Quelles conventions sont valables et quelles conventions sont nulles. XVI, 155-159.

Voir le mot *mausserie* (*Liberté de*).

TRAVAUX PRÉPARATOIRES (DU CODE CIVIL ET DES LOIS EN GÉNÉRAL).

I. Quelle est la valeur, pour l'*interprétation du code civil*, des discussions du conseil d'Etat, des discours des orateurs du gouvernement et du Tribunal, des observations et rapports du Tribunal? I, 275. Voir les mots *Conseil d'Etat* et *Tribunal*.

II. Les travaux préparatoires ne sont pas la loi. II, 365, in.

1. Il ne faut pas transporter dans la loi ce qui a été dit dans les travaux préparatoires. II, 253, p. 321; I, 350-352; XV, 385.

2. Incertitude des travaux préparatoires; on les invoque à l'appui de toutes les opinions. II, p. 535, suiv.

III. Mais les travaux préparatoires aident à interpréter les lois.

1. La cour de cassation de Belgique n'en a tenu aucun compte dans la controverse sur l'article 45 de la loi hypothécaire, à tort, croyons-nous. XXX, 240.

IV Orateurs du gouvernement et du Tribunal.

1. Les *exposés des motifs* ressemblent trop à des *discours* où les phrases tiennent lieu de motifs. XXVIII, 158, p. 149.

2. Erreurs des orateurs du gouvernement.

a. *Bigot-Preameneu* : sur l'article 1138. XVI, 208, 356.

Sur l'article 1325. XIX, 208.

Sur l'article 2238. L'orateur dit le contraire de ce que dit le code. XXXII, 70.

b. Treilhara.

1. Fait dire à la loi ce qu'elle ne dit point. XXVIII, 192.

2. Phrases vides de sens. XXVIII, p. 149.

3. Erreurs des tribuns.

a. *Jaubert*, un des meilleurs, se trompe sur la question des *risques*. XVI, 208; XVIII, 508, p. 319, et sur l'article 1325. XIX, 208.

Il confond la *convention* avec la preuve. XIX, 99.

Il se trompe sur la force probante des présomptions légales. XI, 402 et note 2.

b. Le rapporteur du Tribunal se trompe sur l'essence du *divorce* par consentement mutuel. III, p. 217, note 1.

c. Le rapporteur du Tribunal se trompe sur les *vices rédhibitoires* qui infectent les immeubles. XXIV, 287.

d. La *section de législation* se trompe sur le sens de l'article 315.

6. *Testament olographe*. Force probante. XIII, p. 250 et suiv.

Comparez la *Préface du Cours élémentaire de droit civil*, p. 92-93.

TROUBLE (GARANTIE).

1. Louage.

a. Trouble de fait. XXV, 160-163.

b. Trouble de droit. XXV, 164-169.

2. Garantie du trouble en matière de *succession*. X, 439, 440.

3. *Vente*. Trouble de droit et de fait. XXIV, 218, 219.

TROUPEAU.

1. *Droit de l'usufruitier* quand l'usufruit porte sur un troupeau ou sur des animaux déterminés. VI, 411, 412.

2. *Obligation de l'usufruitier* quant à l'entretien du troupeau. VI, 536.

3. Quand l'usufruit d'un troupeau s'éteint-il? VII, 67, 68.

TUTELLE.

A. ORGANISATION DE LA TUTELLE.

I. Quand les mineurs sont-ils sous tutelle? IV, 363.

1. Y a-t-il lieu à tutelle en cas d'absence de l'un des père et mère? II, 141-150, 219-221.

II. Définition.

1. *Puissance paternelle et tutelle*. IV, 364.

2. Tutelle française et tutelle romaine. IV, 365.

3. La tutelle est d'ordre public. IV, 366.

a. Application aux *conventions matrimoniales*, XXI, 122,

b. Et aux *dons et legs*. Conditions réputées non écrites. XI, 449-451.

III. Diverses espèces de tutelle. IV, 367-370.

1. Garanties du mineur. Contrôle de la tutelle. IV, 371, 372.

IV. Tutelle du survivant des père et mère.

1. Le survivant est tuteur légitime. La mère peut refuser. IV, 374-376.

2. Le père peut nommer un conseil à la mère. IV, 377, 378.

a. Fonctions du conseil. IV, 379-383.

3. *Obligation* imposée à la mère qui se remarie. Pouvoir du conseil de famille. IV, 384-388.

a. *Quid* si la mère ne convoque pas le conseil? IV, 389-392.

4. Du *curateur au ventre*. IV, 393-395.

V. Tutelle testamentaire. Qui peut nommer un tuteur testamentaire? IV, 396-399.

VI. Tutelle des ascendants. IV, 400-405.

VII. Tutelle dative. IV, 406-408. Voir le mot *Conseil de famille*.

VIII. Protutelle. IV, 409-412.

IX. Tutelle des enfants naturels. IV, 413-418.

X. Tuteurs ad hoc. IV, 419, 420.

XI. Subrogé tuteur.

1. Nomination, IV, 421-426.

2. Fonctions. IV, 427.

Voir les mots *Subrogée tutelle* et *Subrogé tuteur*.

XII. *Excuses. Incapacité. Exclusion et destitution.*

1. Qu'est-ce que les *excuses*? Par qui peuvent-elles être invoquées? IV, 494, 495.
 - a. Excuses fondées sur un service public. IV, 496-498.
 - b. Excuses d'intérêt privé. 499-507.
 - c. Excuses de fait. IV. 508. 509.
 - d. *Effet des excuses*. IV, 510-512.
2. *Incapacité*. IV, 513.
 - a. Des causes d'incapacité. IV, 514-517.
 - b. *Effet* de l'incapacité. IV, 518
3. Causes d'*exclusion* et de *destitution*. IV, 519-521.
 - a. Pour quelles causes le tuteur peut être exclu ou destitué. IV, 522-526.
 - b. Qui prononce la destitution? Procédure. IV, 527-534.
 - c. Effet de l'exclusion et de la destitution. IV, 535, 536.
4. Causes d'*excuse*, d'*incapacité*, d'*exclusion* et de *destitution*, quant au conseil de famille et au subrogé tuteur. IV, 537-543.

B. ADMINISTRATION DE LA TUTELLE.

I. Administration de la *personne*. Pouvoir d'éducation et de correction. V, 1-5.II. Administration des biens. *Obligations du tuteur quand il entre en fonctions*. V, 6.

1. Spécialisation de l'hypothèque légale du mineur. V, 7. Voir le mot *Hypothèque légale du mineur*.
 2. Inventaire. V, 8-11. Déclaration du tuteur concernant ses créances contre le pupille. V, 12-14.
 3. Vente de meubles. V, 15-20.
 4. Règlement des dépenses d'éducation et d'entretien. V, 23, 24.
 5. Règlement des frais de gestion. V, 25-27.
 6. Placement de l'excédant des revenus sur les dépenses. Capitalisation des intérêts. V, 28-33.
 7. États de situation. V, 36.
 8. Des exceptions admises en faveur des père et mère. V, 22, 37-39.
- II. *Pouvoir d'administration* du tuteur.
1. Le tuteur n'a qu'un pouvoir d'administration. V, 40-42.
 2. Il peut et doit faire les actes conservatoires. V, 43-44.
 3. Il peut cultiver lui-même, V, 45, ou donner à bail. Durée des baux. V, 46-49.
 4. Le tuteur peut toucher les créances du mineur; il peut et doit payer ses dettes. 50 (1) -54.
 - a. Des créances du mineur contre le tuteur et du tuteur contre le mineur. V, 55-58.
 5. Placement des capitaux et revenus. V, 59-62.
 6. Le tuteur peut-il *disposer* des meubles et droits mobiliers du mineur? V, 21, 63-65.

(1) T. V, Table, p. 655, n° 52. Ajoutez au commencement : Le tuteur peut toucher les créances du mineur.

7. Des actions judiciaires. V, 66-88.

III. Des actes pour lesquels le tuteur a besoin de l'autorisation du conseil de famille.

1. Acceptation d'une donation, V, 79, 80, et d'une succession. V, 70-73.

2. Actions immobilières, V, 81-84. Acquiescement. V, 83. Désistement. V, 86.

3. Bail des biens du mineur. V, 69.

4. Partage. V, 74 (1) -76. Dans quelles formes doit-il se faire? V, 77, 78. Voir le mot *Partage provisionnel*.

IV. Des actes pour lesquels le tuteur a besoin de l'homologation du tribunal.

1. Aliénation des immeubles. V, 87, 90. Dans quelles formes doit-elle se faire? V, 89-92.

2. Emprunt. V, 94, 95.

3. Hypothèque. V, 93.

4. Transaction. V, 96.

V. Actes interdits au tuteur. V, 97-100.

VI. Effet des actes passés par le tuteur.

1. *Rapports* entre le tuteur et le mineur. V, 101.2. *Rapports* entre le mineur et les tiers. V, 102, 103.Voir le mot *Mineurs*, II.

C. SURVEILLANCE DE LA TUTELLE. FONCTIONS DU SUBROGÉ TUTEUR.

I. Surveillance. V, 104-106.

II. Le subrogé tuteur doit agir quand les intérêts du tuteur sont en opposition avec ceux du mineur. V, 108-112.

Voir les mots *Subrogée tutelle* et *Subrogé tuteur*.

F. FIN DE LA TUTELLE ET DE LA SUBROGÉE TUTELLE.

I. Quand finissent la tutelle, la cotutelle et la subrogée tutelle? V, 115-115.

1. Les effets de la tutelle finissent avec la tutelle. V, 116.

2. *Quid* si la tutelle continue de fait? V, 117-120. Voir le mot *Tutelle de fait*.

G. COMPTE DE TUTELLE.

I. Des comptes *provisaires* pendant la durée de la tutelle. V, 121, 123.

II. Du compte définitif.

1. *Qui* doit rendre compte? V, 123-128. Des *frais*. V, 136, 137.III. *Formes* du compte. V, 129-131.IV. *Recettes* et *dépenses*. Justification des dépenses. V, 132-133.V. De la *nullité* et de la *révision* du compte. V, 138, 139.VI. Quels sont les *effets* du compte? V, 140-142.

1. Intérêts du reliquat. V, 143-148.

2. Quand le tuteur a-t-il droit aux intérêts? V, 149.

VII. Des *traités* sur la tutelle.1. Ces *traités* sont *nuls*. V, 150. Quand y a-t-il *traité*? V, 153.2. Sous quelles *conditions* les *traités* sont-ils *valables*? V, 151, 152.(1) T. V, Table, p. 656, n° 74 : au lieu de *tuteur*, lisez : le *conseil de famille*.

3. Applications. Jurisprudence. V, 156-161.
4. Caractère de la nullité. V, 153, 162. Confirmation. V, 163.
5. Durée de la prescription. V, 163.
6. Effets de l'annulation. V, 164.

H. RESPONSABILITÉ DU TUTEUR, DU SUBROGÉ TUTEUR ET DU CONSEIL DE FAMILLE.

- I. De quelle *faute* le tuteur répond-il? V, 166, 167.
 1. Applications. Jurisprudence. V, 168-175.
- II. *Subrogé tuteur*. Il est responsable :
 1. Comme gérant. V, 179, 180.
 2. Comme surveillant. V, 176-178.
- III. *Conseil de famille*. V, 181.
- IV. *Garantie hypothécaire du mineur*. V, 182. Voir le mot *Hypothèque légale du mineur*.
- V. *Durée des actions relatives à la tutelle*.
 1. Prescription spéciale de dix ans. V, 185-188.
 2. Application. Jurisprudence. V, 189-191.

TUTELLE DE FAIT.

- I. Il y a *tutelle de fait* quand la mère remariée gère la tutelle sans avoir convoqué le conseil de famille. IV, 300.
- II. Et quand le tuteur continue à gérer après que la tutelle a cessé. V, 117.
- III. La tutelle de fait est-elle régie par les principes de la tutelle de droit? IV, 373.
 1. Quel est l'effet des actes de la mère remariée et déchue de la tutelle? IV, 391.
 2. Quel est l'effet des actes du tuteur qui gère quand la tutelle a cessé? V, 117-119.
 3. *Quid* de la gestion provisoire des héritiers du tuteur? V, 130.
 4. Le tuteur de fait est-il soumis à l'hypothèque légale? XXX, 304, 278.
 5. *Quid* des incapacités qui frappent le tuteur? XI, 335, 336.

TUTELLE DE L'INTERDIT.

Voir le mot *Interdiction judiciaire*, V

TUTELLE OFFICIEUSE.

- I. Qu'est-ce que la tutelle officieuse? Conduisons requises de la part du tuteur et du mineur. IV, 237, 238.
- II. Effet de la tutelle officieuse. IV, 239-241.
- III. Adoption testamentaire. IV, 242-247.
- IV. Le tuteur officieux est soumis à l'hypothèque légale. XXX, 306.

TUTELLES (ÉTAT DES).

- I. Obligation imposée au greffier pour garantir l'exécution de la loi sur l'hypothèque du mineur. XXX, 321-328. Voir le mot *Hypothèque légale du mineur*.

TUTEURS.

I. *Représentent le mineur dans les actes de la vie civile.* Ce pouvoir est limité par le titre de la *Tutelle* quant à la *personne* du pupille et quant à ses *biens*. A raison de ce pouvoir, le tuteur est soumis à l'hypothèque légale du mineur. Voir les mots *Tutelle*, B (*Administration*), *Hypothèque légale des mineurs*.

1. Le tuteur peut-il intenter l'action en *désaveu*? III, p. 550 et suiv.
2. Le tuteur d'un *interdit* ne peut agir en *divorce*. III, 216.
3. Le tuteur peut-il faire un *aveu* au nom du pupille? XX, 173.
4. Le tuteur ne peut *déferer le serment*, et il ne peut lui être *déferé*. XX, 237 et 240. Sauf le serment de *crédulité*. XX, 249.

II. *Déchéances, prohibitions et incapacités.*

1. Le tuteur doit déclarer, lors de l'inventaire, ce que le mineur lui doit, sous peine de *déchéance*. V, 12-14.
2. Le tuteur ne peut acheter les *biens* du mineur. XXIV, 43-46, 49, 50. Ni une créance à charge du mineur. XXIV, 51-54.
3. Le tuteur est incapable de recevoir du mineur à titre gratuit. XI, 339-338.

TUTEURS AD HOC.

I. Qu'est-ce qu'un *tuteur ad hoc*? Quand y a-t-il lieu à la nomination d'un *tuteur ad hoc*? IV, 419.

1. L'*action en désaveu* est formée contre le tuteur *ad hoc*. III, 453.
2. Le *consentement au mariage* d'un *enfant naturel* non reconnu est donné par un tuteur *ad hoc*. II, 342.
3. La *donation* faite au mineur par son tuteur ou son père doit être acceptée par un tuteur *ad hoc*. XI, 249.
4. *Partage* d'une *succession* où les mineurs ont des *intérêts opposés*. IV, 420.

II. Qui nomme le tuteur *ad hoc*? IV, 420.

III. Le tuteur *ad hoc* n'est pas frappé de l'*hypothèque légale*. XXX, 268.

UNIVERSALITÉ JURIDIQUE.

I. L'article 2279 ne s'applique pas aux *universalités juridiques*. XXXII, 565.
Voir le mot *Action universelle*.

USAGE (DROIT D').

I. Le droit d'usage est un usufruit limité aux besoins de l'usager. VII, 102, 103.

II. Comment s'établit le droit d'usage? VII, 103-107.

1. Le droit d'usage établi par convention doit être transcrit. XXIX, 77.

III. Droits de l'usager. VII, 108 (1) -117.

IV. Obligations de l'usager. VII, 118-123 (2).

V. Extinction de l'usage. VII, 124.

(1) T. VII, p. 130, ligne 3 du n° 141 : au lieu de *l'usufruitier*, lisez *l'usager*.

(2) T. VII, table, p. 678, n° 123 : au lieu de *jugement*, lisez *payement*.

USAGE (DROITS D'USAGE DES COMMUNES).

1. Droits d'usage dans les bois et forêts. VII, 104.
 2. Les communes usagères ne peuvent pas prescrire, parce qu'elles possèdent à *titre précaire*. XXXII, 307 et 330.
 - a. Quand leur titre est-il *interverti*? XXXII, 320, 321, 324, 325.
 - b. Les communes peuvent prescrire *au delà* de leur *titre*. XXXII, 332.
 - c. La commune qui a un *titre* peut-elle invoquer la *présomption de continuité* de l'article 2232? XXXII, 339.
- Voir le mot *Terres vaines et vagues*.

USAGE (DROIT D'USAGE IRRÉGULIER).

- I. Les *parties* peuvent-elles établir, à titre de *droit réel*, un *autre droit d'usage* que celui dont traite le code civil? VII, 108.

USAGES DES LIEUX.

- I. Les *anciens usages* sont abrogés par la loi du 30 ventôse an XII. I, Introduction, n° 25.
- II. Le code civil maintient les usages locaux :
 1. D'abord comme servant à *interpréter* les clauses *ambiguës* d'un contrat, XVI, 505, 508;
 2. Puis pour *suppléer* ce qui n'a pas été convenu expressément. XVI, 509.
 3. L'usage sert à interpréter les *baux*. XXV, 400; et à suppléer les clauses qui n'y sont pas prévues, par exemple en ce qui concerne l'obligation de fumer les terres. XXV, 437, 438.
- III. L'usage tient-il lieu de *convention tacite* en matière de *bail*? XXV, 474-476, et en matière de *prescription*? XXXII, 524, 525, 527.
- IV. Il y a des cas dans lesquels le code maintient les usages anciens; ces usages ont force légale :
 1. En matière de louage. Articles 1736, 1745, 1748, 1754, 1757, 1759, 1762, 1777.
 2. *Servitudes légales*. Article 671, usages constants et reconnus.
Article 674, usages particuliers.
 3. *Usufruit*. Article 590, usage constant des propriétaires.
Article 593, coutumes, usages des propriétaires.
Article 591, usage des anciens propriétaires.
Article 590, usages des lieux.
 4. *Vente*. Article 1648. *Vices rédhibitoires*, *Durée de l'action*.
Voyez tous ces articles dans la table des articles du code civil.

USINES.

Voir les mots *Biez (des usines)*, *Propriété des biez* ;
Rivières (droits des riverains), C, *Cours d'eau artificiels* ;
Rivières non navigables (Pouvoir réglementaire de l'administration,
 IV (*Concessions*)).

USUCAPION.

Voyez le mot *Prescription acquisitive*.

1. L'*emphytéose* s'acquiert-elle par la prescription ? VII, 366.
2. Les *servitudes* s'acquèrent-elles par l'*usucapion* de dix à vingt ans ? VIII, 194.
3. L'*usufruit* s'acquiert par la prescription. VI, 338.
4. Cas où l'*usufruit* s'éteint par l'*usucapion*. VII, 89-91.

USUFRUIT.

A. GÉNÉRALITÉS.

I. Définition. VI, 323.

1. C'est une servitude personnelle. VI, 323-325.
2. Du droit de jouir. Différence entre le *legs d'usufruit* et le *legs des redevances* d'un fonds. VI, 326-327.
3. Conservation de la substance. VI, 328.

II. Sur quels biens l'usufruit peut-il être établi ? VI, 329.

1. Usufruit mobilier et immobilier. VI, 330 (1).
2. Du *quasi-usufruit*. VI, 331.

III. Constitution de l'usufruit.

1. Usufruit légal. VI, 332.

a. Est-il d'ordre public ? XXI, 121.

b. Forme-t-il un statut personnel ? I, 96.

Voir le mot *Usufruit légal des père et mère*.

2. L'usufruit s'établit par *prescription*. VI, 338

3. Il s'établit par la *volonté de l'homme*. VI, 333-336.

a. L'usufruit est-il d'ordre public ? VI, 333.

b. Des legs en usufruit. XIII, 520 ; XIV, 108, 117.

4. L'usufruit peut-il s'établir par *jugement* ? VI, 337.

5. *Durée* de l'usufruit. VI, 332-334.

6. *Interprétation* des actes portant constitution d'usufruit. Jurisprudence VI, 341-345.

IV. *Formes*.

1. Entre les parties. VI, 339, 340.

2. A l'égard des tiers, Code civil et loi hypothécaire belge. VI, 346, 347

a. L'usufruit conventionnel doit être transcrit. VI, 330, 331.

b. L'usufruit légal ne doit pas être transcrit. VI, 348, 349.

V. *Modalités*.

1. Usufruit avec *alternative*. VI, 361.

2. Usufruit *conditionnel*. VI, 359.

3. Usufruit *pur et simple* :

a. Entre-vifs. VI, 353.

b. Par testament. VI, 356-358.

4. Usufruit à *terme*. VI, 360.

B. DROITS DE L'USUFRUITIER.

I. *Actions*.

1. Règle d'interprétation. VI, 361.

(1) T. VI, p. 421, ligne 10 : au lieu de *mobilier*, lisez *immobilier*.

2. Actions personnelles, VI, 362, *confessoire*, VI, 363-364. *possessoire*. VI, 363, 366.
3. Action en *bornage*. VI, 367.
4. Action en *partage provisionnel*. VI, 368.
5. L'usufruitier peut poursuivre les débiteurs. VI, 369.
6. A-t-il les actions en *nullité* ou en *résolution* qui appartiennent au propriétaire? VI, 370.

II. *Droits sur les biens.*

1. Il prend les biens dans l'état où il les trouve. VI, 371. Doit-il maintenir les baux? VI, 373.
2. Il a droit aux accessoires et aux servitudes. VI, 372-374.
3. Quels sont les droits de l'usufruitier sur les biens? VI, 373-382.
4. Il est détenteur précaire et ne peut prescrire. XXXII, 306, 307.

III. *Droit aux fruits. Principes généraux.*

1. Des fruits naturels. Frais de semences et de labours. VI, 383-389.
 - a. L'usufruitier gagne les fruits par la perception. VI, 390-393
2. Des fruits civils.
 - a. L'usufruitier les gagne jour par jour. VI, 394-399.
 - b. *Quid* des fruits civils irréguliers? VI, 400. Revenus des fabriques. VI, 401. Actions dans les sociétés. VI, 402.

IV. *Règles spéciales.*

1. De l'usufruit qui porte sur des animaux ou sur un troupeau. VI, 411, 412.
2. *Bois.*
 - a. Taillis et futaie. VI, 428-433.
 - b. Haute futaie. VI, 434-437.
 - c. *Quid* si l'usufruitier fait une coupe anticipée, ou une coupe qu'il n'avait pas le droit de faire? VI, 438-440.
 - d. Droits de l'usufruitier dans toute espèce de bois. VI, 441-443.
 - e. Droits de l'usufruitier sur les arbres fruitiers, VI, 447 et les pépinières. VI, 446.
3. *Choses consommables.* Droits du quasi-usufruitier. VI, 407-410.
4. *Créances.* VI, 413-415. *Actions à primes.* VI, 427. Droit de bail, VI, 426.
5. *Fonds de commerce.* VI, 417-423.
6. *Meubles* qui se détériorent par l'usage. VI, 403-406.
7. *Mines, minières et carrières.* VI, 448.
 - a. Quand l'exploitation était commencée. VI, 449-451.
 - b. Mines ouvertes pendant l'usufruit. VI, 452-454.
8. *Rente viagère.* VI, 424-427.
9. Usufruit d'un usufruit. VI, 425.

V. *Mode de jouissance de l'usufruitier.*

1. L'usufruitier est administrateur. VI, 453, 456.
2. Il peut donner à bail. VI, 457.
 - a. Durée des baux. Renouvellement. Résiliation. Conditions du bail. VI, 458-463, 468, 469.
 - b. Applications. Jurisprudence. VI, 464-467.
 - c. Question de rétroactivité. I, 222.
3. *Bail des meubles.* VI, 470-473.

4. *Cession de l'usufruit.* VI, 474-476. *Hypothèque de l'usufruit.* XXX, 212
5. L'usufruitier ne peut pas vendre les objets grevés d'usufruit. VI, 479, 480.
 - a. Il peut vendre les fruits pendants. VII, 477, 478.
 - b. Peut-il acquérir une servitude? VIII, 167.
 - c. Peut-il établir une servitude? VIII, 159.
6. L'usufruitier peut-il faire des changements à la chose? VI, 481-484
 - a. A-t-il le droit de construire et de planter? VI, 483, 491.
 - b. Quels sont les droits et obligations de l'usufruitier et du propriétaire à l'expiration de l'usufruit? VI, 486-490.
 - c. L'usufruitier a-t-il le droit de rétention? XXIX, 300.

C. OBLIGATIONS DE L'USUFRUITIER. CHARGES.

I. Obligations de l'usufruitier avant d'entrer en jouissance.

1. L'usufruitier doit faire inventaire des meubles et un état des immeubles. VI, 492-496.
 - a. Quid s'il ne fait pas inventaire? VI, 500-503.
 - b. Et s'il ne fait pas un état des immeubles? VI, 504.
 - c. Le testateur peut-il déroger à la loi? VI, 497-499.
2. L'usufruitier doit donner caution. VI, 505-509. Quid s'il ne donne pas caution? VI, 520-524.
 - a. Dispense accordée par l'acte constitutif. VI, 513-519.
 - b. Exceptions établies par la loi. VI, 510-512.

II. Obligations de l'usufruitier pendant la jouissance.

1. L'usufruitier doit jouir en bon père de famille. VI, 525, 526.
 - a. Répond-il du cas fortuit? VI, 527, 528.
 - b. De l'incendie? VI, 529 (1), 530. Les articles 1302 et 1733 s'appliquent à l'usufruitier. XX, 305.
 - c. Il doit faire les actes conservatoires. VI, 531. Doit-il assurer les bâtiments? VI, 530.
 - d. Obligations concernant la culture. VI, 532.
 - e. Droits du propriétaire contre l'usufruitier. VI, 533, 534.
2. L'usufruitier doit réparer les choses dont il jouit. VI, 535, 536.
 - a. Dispositions spéciales sur les réparations d'entretien. VI, 537-542 (2).
 - b. A partir de quel moment l'usufruitier est-il chargé des réparations? VI, 543-545.
 - c. Le nu propriétaire est tenu des grosses réparations. VI, 546 (3)-550.

(1) Le n° 529 (p. 659 et suiv.) doit être corrigé comme suit :

P. 659, ligne 16 : au lieu de *déroge*, lisez *semble déroger*.

» » ligne 17 : au lieu de *puisque'elle limite*, lisez *en limitant*.

» » ligne 20 : au lieu de *sa disposition étant*, lisez « Si l'on considère la disposition comme ».

P. 660, ligne 1 : au lieu de *n'est*, lisez *ne serait*.

» » ligne 2 : au lieu de *dans les restrictions qu'il apporte aux*, lisez « SWI restreint les ».

(2) T. VI, Tables, p. 717, n° 542, ligne 1. Après le mot *réparations*, ajoutez : *d'entretien*.

(3) T. VI, p. 685, ligne 13 du n° 548 : au lieu de *l'usufruitier*, lisez *le nu propriétaire*.

d. Quand l'usufruitier est-il tenu des grosses réparations? VI, 542, 546.

e. L'usufruitier peut-il se décharger des réparations en abandonnant le fonds? VI, 547.

f. De l'exception prévue par l'article 607. VI, 551.

III. Charges annuelles publiques et privées.

1. L'usufruitier doit supporter celles qui grèvent le *revenu*. VII, 4-5.

2. Les charges qui grèvent la *toute propriété* sont supportées par le nu propriétaire pour le *capital*, et par l'usufruitier pour les *intérêts*. VII, 6-12.

a. *Quid* des droits de mutation? VII, 13.

IV. *Frais des procès*. Quand l'usufruitier les supporte-t-il pour le tout ou à raison de sa jouissance? VII, 14-16.

V. *Paiement des dettes*.

1. Quand l'usufruitier doit-il contribuer au paiement des dettes? VII, 17 (1)-22.

2. Étendue de la contribution. VII, 23-28 (2).

3. Mode de contribution. VII, 29-33.

D. DROITS ET OBLIGATIONS DU NU PROPRIÉTAIRE.

Voir le mot *Nu propriétaire*.

1. *Droit de disposition*. VII, 34-37.

2. De *jouissance*. VII, 38-42.

3. Obligations. VII, 43, 44.

4. *Rapports du nu propriétaire et de l'usufruitier*. VII, 45-49.

E. EXTINCTION DE L'USUFRUIT.

I. Causes d'extinction.

1. *Abus de jouissance*. VII, 79-82.

a. Le juge prononce la déchéance. Il peut ne pas la prononcer. VII, 83, 84.

b. Droits des créanciers de l'usufruitier. VII, 85, 86.

2. *Annulation. Résolution. Révocation* des droits du constituant ou du titre constitutif de l'usufruit. VII, 87, 88.

3. *Consolidation*. VII, 57-59.

4. *Expiration du terme*. VII, 54-56.

5. *Mort* de l'usufruitier. VII, 50-52. *Quid* s'il s'agit d'une *personne dite civile*? VII, 53 (3).

6. *Non-usage*. VII, 60-64.

7. *Perte* de la chose. VII, 63-71.

8. *Renonciation*. VII, 72-78. Voir les mots *Action paulienne*, *Transcription*.

9. *Usucapion*. VII, 89-91.

II. *Conséquences de l'extinction*.

(1) T. VII, p. 29, ligne 5 du n° 21 : au lieu de *la propriété*, lisez *l'usufruit*.

(2) T. VII, Table, p. 674, n° 28 : au lieu de *indirecte*, lisez *directe*.

(3) T. VII, p. 67, ligne 44 du n° 53. Ajoutez, après le mot *propriété* : (art. 619).

334 USUFRUIT LÉGAL DES PÈRE ET MÈRE. — VACANCE (SUCC.).

1. Droits du propriétaire et de l'usufruitier. VII, 92-99.
a. L'usufruitier a-t-il le droit de rétention? XXIX, 300.
2. Effet de l'extinction à l'égard des tiers. VII, 109, 101.

USUFRUIT LÉGAL DES PÈRE ET MÈRE.

- I. C'est un droit pécuniaire. IV, 323.
 1. Il n'est pas d'ordre public. XXI, 121.
 2. Il est d'origine coutumière. IV, 322.
 3. Règle d'interprétation. IV, 324.
- II. A qui appartient-il? IV, 325.
- III. Sur quels biens porte-t-il? IV, 326, 327.
- IV. Droits de l'usufruitier légal. IV, 328, 329.
 1. Peut-il hypothéquer son droit? XXX, 209 bis.
- V. Obligations de l'usufruitier légal. IV, 330-334.
- VI. Fin de l'usufruit légal.
 1. Cas prévu par la loi. IV, 335-342.
 2. L'usufruit cessé par la mort de l'enfant. IV, 343.
 3. Peut-il être révoqué pour *inconduite notoire*? IV, 344.
 4. Peut-il être révoqué pour *inexécution* des obligations de l'usufruitier? IV, 344.
 5. Le survivant des père et mère qui s'exécuse ou qui est destitué de la tutelle peut-il être privé de l'administration des biens dont il conserve l'usufruit? IV, 345.
 6. Quand l'usufruit du père s'éteint, il passe à la mère si celle-ci a l'usufruit légal. IV, 346.

USURE.

1. La loi du 3 septembre 1807 est abrogée en Belgique. XVI, 515, 517.
2. Les dispositions restrictives de l'*anatocisme* sont maintenues. XVI, 340.

Voir les mots *Anatocisme* et *Intérêts*.

USURPATION.

- I. Délit civil.
 1. L'usurpation de nom, de marques de fabrique est un quasi-délit. XX, 495, 496.
 2. De même l'usurpation d'enseignes, et de distinctions accordées à un fabricant. XX, 497, 499.
 3. Ainsi que toute imitation d'un établissement existant, quand elle constitue un fait dommageable. XX, 498.
- II. Pétition d'hérédité. L'usurpateur peut-il se prévaloir de la prescription trentenaire contre le véritable héritier? IX, 519.

V

VACANCE (SUCCESSION)

Voir le mot *Succession vacante*

VAINE PATURE.

Voir le mot *Parcours et vaine pâture*.

VARECH.

1. A qui appartiennent les plantes et herbages connus sous le nom de varech ? VIII, 459.
2. Le droit de recueillir le varech sur les bords de la mer ne constitue pas une *servitude*. VII, 128.

VENTE.

I. *Définition*. Objet de la vente. *Innovation* du code civil. XXIV, 1-4.

1. La *dation en paiement* est assimilée à la *vente*. XXIV, 151-153. Voir le mot *Dation en paiement*.

II. *Conditions* requises pour l'existence ou la validité de la vente. XXIV, 5.

A. LE CONSENTEMENT. XXIV, 6, 7.

1. Des *promesses de vente*. Voir ce mot.

B. CAPACITÉ. QUELLES SONT LES PERSONNES INCAPABLES ? XXIV, 29, 30.

1. La *vente entre époux* est interdite. XXIV, 31, 32.

a. Sauf les exceptions prévues par l'article 1593. XXIV, 33-39.

b. Effet de la *vente entre époux*. XXIV, 40-42.

2. Les *administrateurs et mandataires*.

a. L'article 1596. XXIV, 43-50.

b. L'article 430. XXIV, 51-54.

3. *Magistrats, notaires, officiers ministériels et avocats*. XXIV, 53-63.

C. LE PRIX. XXIV, 66, 67.

1. Le *prix* doit consister en *argent*. XXIV, 68-70.

2. Il doit être *certain et déterminé* par les *parties*. XXIV, 71-78.

3. Le *prix* doit être *sérieux*. XXIV, 79-81.

a. Le *prix* doit-il être en proportion de la valeur de la chose ? XXIV, 82-84.

b. La *vente faite pour une rente viagère* est-elle valable quand le *revenu* des biens vendus égale le *prix* ou lui est supérieur ? XXIV, 85-87.

D. OBJET.

1. *Quid* si la chose avait péri en tout ou en partie lors de la *vente* ? XXIV, 88-92.

2. Quelles *choses* peuvent être vendues ? XXIV, 93-99.

3. *Vente de la chose d'autrui*. Est nulle. XXIV, 100-103.

a. Quand y a-t-il *vente de la chose d'autrui* ? XXIV, 104-110.

b. Qui peut demander la nullité ?

1. L'acheteur. XXIV, 111-114.

2. Le vendeur ne peut pas agir. XXIV, 115, 116.

3. Le propriétaire de la chose a l'action en *revendication*. XXIV, 117.

- c. L'action en nullité se prescrit par dix ans. XXIV, 118.
- d. La nullité se couvre-t-elle
 - 1. Par l'usucapion ? XXIV, 119 ;
 - 2. Par la confirmation ? XXIV, 120 ;
 - 3. Quand le vendeur devient propriétaire ? XXIV, 121.
- e. Effet de la vente. Dommages-intérêts. XXIV, 122-123.

E. FORMES.

- 1. La vente est un contrat non solennel. XXIV, 126, 127.
- 2. Les parties peuvent-elles subordonner l'existence de la vente à la rédaction d'un acte ? XXIV, 128-130.

III. Effets de la vente.

- 1. Risques et transport de la propriété. XXIV, 131-135.
- 2. De la vente au compte, à la mesure ou au poids. XXIV, 136-139.
- 3. De la vente à l'essai. XXIV, 148-150.
- 4. De la vente des choses que l'on est dans l'usage de goûter. XXIV, 140-147.

IV. Obligations du vendeur. Règle d'interprétation. XXIV, 154-156.

- 1. *Délivrance*. XXIV, 158, 159.
 - a. Comment elle se fait
 - 1. Pour les immeubles, XXIV, 160-162 ;
 - 2. Pour les effets mobiliers, XXIV, 163-167 ;
 - 3. Pour les choses incorporelles. XXIV, 168.
 - b. Où et quand doit se faire la délivrance. XXIV, 169-172.
 - c. Droit de l'acheteur quand le vendeur ne fait pas la délivrance. XXIV, 173-180.
 - d. Dans quel état la chose doit-elle être délivrée ? XXIV, 181-186.
 - e. Délivrance de la contenance. XXIV, 187, 188, 198-200.
 - 1. Quand la vente se fait à tant la mesure. XXIV, 189-192.
 - 2. Quand la vente ne se fait pas à tant la mesure. XXIV, 193-197.
 - 3. De la durée des actions. XXIV, 201-207.
- 2. *Garantie*. Voir les mots *Garantie (Vente)* et *Vices rédhibitoires*.

V. Obligations de l'acheteur.

- 1. Les *frais de la vente* sont à sa charge. XXIV, 308 (1).
- 2. Il doit prendre *livraison* de la chose. XXIV, 309-317.
- 3. Il doit payer le *prix*. XXIV, 318-320.
 - a. Quand peut-il suspendre le paiement du prix ? XXIV, 321-331.
 - b. Quand doit-il les intérêts du prix ? XXIV, 332-333.
 - c. *Prescription des intérêts*. XXXII, 449, 450.
- 4. Du *droit de résolution* quand l'acheteur ne paye pas le prix. XXIV, 338-342.
 - a. *Privilège* du vendeur. XXX, 2-18, 71 et 76. Voir les mots *Privilèges immobiliers* et *Privilèges (Conservation)*.
 - e. Du *droit de résolution* et du *privilege*. Dispositions de la loi hypo-

(1) T. XXIV, Table, p. 623, n° 308 : ajoutez, après le mot *acheteur* : *des frais*.

thécalre. XXX, 120-145. Voir le mot *Privilèges immobiliers (Privilège et Résolution)*.

c. *L'action en résolution* est-elle un *accessoire du prix*? La communauté qui profite du prix a-t-elle l'action en résolution? XXI, 282, 293.

5. Du *pacte commissaire*. XXIV, 343-352. Voir ce mot.

6. *Effet de la résolution* :

a. Entre les parties. XXIV, 353-357.

b. A l'égard des tiers :

1. Dans les ventes immobilières. XXIV, 358-364.

2. Dans les ventes mobilières. XXIV, 365-368.

VI. *Nullité et résolution de la vente*. XXIV, 369-372.

1. *Annulation de la vente*. XXIV, 373-375.

a. *Rescision de la vente pour cause de lésion*. Voir le mot *Lésion (Vente)*.

2. *Résolution de la vente*. XXIV, 376-378.

Voir le mot *Rachat (Pacte de)*.

VII. De la *licitation*. Voir ce mot.

VIII. *Cession de créances*. Voir ce mot.

IX. *Cession de droits litigieux*. Voir le mot *Retrait litigieux*.

X. *Cession d'une hérédité*. Voir ce mot.

VENTE COMMERCIALE.

1. L'article 1453 est-il applicable aux ventes commerciales? XVI, 335.

2. L'article 1657 est-il applicable aux ventes commerciales? XXIV, 312 bis.

VENTES FAITES D'AUTORITÉ DE JUSTICE.

1. L'article 1684 n'est applicable qu'aux ventes qui doivent être faites par autorité de justice. XXIV, 426.

2. Il en est de même de l'article 1649. XXIV, 288.

VENTE DE DROITS SUCCESSIFS.

Voir le mot *Vente d'une hérédité*.

VENTE FORCÉE.

1. Les règles sur la *délivrance de la contenance* s'appliquent-elles aux ventes forcées? XXIV, 198.

Voir les mots *Expropriation pour cause d'utilité publique* et *Saisie*.

VÉRIFICATION D'ÉCRITURE.

1. Quand y a-t-il lieu à vérification d'écriture? XIX, 268, 270.

Voir le mot *Actes sous seing privé (Force probante)*.

2. Le créancier à terme peut-il demander la reconnaissance de l'écriture ou la vérification en justice? XVII, 189.

VERS À SOIE.

1. Sont-ils *immeubles par destination*? V, 449.

VEUVE (DROITS DE LA).**I. Communauté légale.****1. Droit d'accepter ou de renoncer.** XXII, 361-368.

Voir les mots *Acceptation (de la communauté)* et *Renonciation (à la communauté)*.

2. Droits particuliers de la veuve commune en biens.

a. Aliments. XXII, 437-440.

b. Deuil. XXII, 433, 436.

c. Habitation. XXII, 441-444.

II. Régime dotal.

1. Aliments pendant l'année du deuil. XXIII, 580.

2. Deuil et habitation. XXIII, 581.

3. Intérêts de la dot. XXIII, 571.

III. *Succession.* Pourquoi les auteurs du *code* n'ont pas maintenu les droits que le *droit romain* et les *coutumes* donnaient à la *veuve*. Incroyable légèreté de Treilhard. IX, 154, 155.

VIABILITÉ.

I. Qu'est-ce que la viabilité? Pourquoi la viabilité est-elle une condition de l'exercice des droits? VIII, 545, 546.

II. *Désaveu.* Le mari ne peut désavouer l'enfant quand il n'est pas viable. III, 378, 380.

III. *Révocation des donations pour survenance d'enfant.* L'enfant doit être viable. XIII, 61.

IV. *Successions.* L'enfant non viable ne succède pas. VIII, 546.

1. Qui doit prouver la non-viabilité? et comment se fait la preuve? VIII, 547, 548.

VICES DE CONSENTEMENT.

1. En matière de *contrats*. XV, 484-530.

Voir les mots *Dol*, *Erreur*, *Lésion*, *Violence*.

2. En matière de *dispositions à titre gratuit*. XI, 127-138.

Voir le mot *Dispositions à titre gratuit*.

3. En matière de *mariage*. II, 289-303. Voir le mot *Mariage*.

4. En matière de *transactions*. XXVIII, 404-411.

5. *Preuve testimoniale.* Les vices de consentement se prouvent par témoins. XIX, 580-589.

VICES (DÉFAUTS DE LA CHOSE).

1. *Bail.* Le bailleur répond des vices qui empêchent l'usage de la chose. XXV, 114-122. Voir le mot *Louage de biens*.

2. *Commodat.* Quand le prêteur est-il tenu de la garantie à raison des vices de la chose? XXVI, 483.

3. *Dépôt.* Le déposant est tenu de la garantie des vices. XXVII, 130.

4. *Prêt.* Le prêteur répond des vices. XXVI, 501.

VICES REDHIBITOIRES.

I. L'*obligation* qui incombe au *vendeur* à raison de ces *vices* est-elle une *garantie*? XXIV, 277.

- II. Différence entre les *vices rédhibitoires* et l'*erreur* sur les *qualités substantielles* de la chose. XXIV, 278.
- III. Quels vices sont *rédhibitoires*? XXIV, 280-286.
 - 1. Lois portées en France et en Belgique sur les *vices rédhibitoires* de certains *animaux domestiques*. XXIV, 279.
- IV. Dans *quelles ventes* a lieu la garantie des vices rédhibitoires? XXIV, 287.
- V. *Effet* de la garantie.
 - 1. L'acheteur a *deux actions*. XXIV, 288-291.
 - 2. De l'action rédhibitoire et des *dommages-intérêts* dont le vendeur est tenu. XXIV, 292-298.
 - 3. De l'action en garantie. XXIV, 299-304.
 - 4. Quand la garantie cesse-t-elle? XXIV, 305-307.

VIE.

- I. *Absence*. Droits subordonnés à la vie de l'absent. II, 232-239.
- II. *Rente viagère*. Le créancier doit prouver qu'il vivait lors de l'échéance des arrérages. Comment se fait cette *preuve*? XXVII, 290.
- III. *Succession*. La vie se présume-t-elle? VIII, 543.
 - 1. Comment se fait la *preuve* de la vie? VIII, 544

VIEILLESSE.

- 1. Quand la *vieillesse* est-elle une cause d'incapacité de disposer à *titre gratuit*? XI, 426.

VIGNERONS.

Ne sont pas soumis à la formalité du *bon*. XIX, 253.

VILIS MOBILIJUM POSSESSIO.

- 1. D'Argentré dit que c'était un *dictum populaire*. I, 119.
- 2. Le *dictum* a influé sur le droit. Différences entre les meubles et les immeubles maintenues par le code, bien que le *dictum* n'existe plus. V, 525-528; XXVIII, 188.
- 3. Ces différences n'ont plus de raison d'être. I, 120; V, 529.

VILLES.

- 1. Qu'entend-on par *villes* et par *faubourgs* dans l'article 683? VII, 497.
Voir le mot *Campagnes*.

VIOLENCE.

- 1. Vice de consentement dans les *contrats*. XV, 311-321.
- 2. Différence entre la violence qui vicie les *contrats pécuniaires* et la violence qui vicie le *mariage*. II, 299-303.
- 3. La violence vicie la *possession* invoquée comme fondement de la prescription. XXXII, 283-288.

VOIE PARÉE.

- 1. Qu'entend-on par *clause de voie parée*? Sous *quelles conditions* est-elle valable? XXX, 539; XXXI, 87.
- 2. La clause peut-elle être opposée au tiers détenteur? XXXI, 239.

VOIES CONCEDEES.

1. Les *voies concédées* donnent au concessionnaire un droit analogue à la propriété, mais différent de la propriété définie par l'article 544. VI, 29-35.

VOIES D'EXECUTION.

1. Les voies d'exécution, quoique légales, constituent un délit civil quand il y a *abus du droit*. XX, 414.

VOIES FERRÉES.

Voir le mot *Chemins de fer*.

VOIES DE NULLITÉ. N'ONT POINT DE LIEN EN FRANCE.

Adage de l'ancien droit français. Quel en est le sens? XXVIII, 526.

VOIES PUBLIQUES.

- I. *Prescription*. Les voies publiques et leurs dépendances sont imprescriptibles. XXXII, 242-245.
- II. *Règlement*. Les conseils communaux peuvent-ils faire des *règlements* sur la clôture des terrains contigus à la voie publique? VI, 119.
- III. *Servitudes*. Les droits que les riverains exercent sur la voie publique sont des servitudes d'une nature spéciale. VII, 131, 132.
 1. Ces servitudes donnent droit à une indemnité quand la *voie* est *supprimée*. VII, 133, 135. Qui la paye? VII, 136.
 2. Il n'y a pas lieu à *expropriation* pour *cause d'utilité publique*. VII, 134.
 3. Il n'y a pas même lieu à une *indemnité* quand les riverains ont fait une entreprise sur la voie publique par *tolérance*. VII, 135.

VOIRIE.

Servitudes établies dans l'intérêt de la *voirie*. VII, 463-467 bis.

VOITURES.

- I. *L'imprudence des conducteurs*, quand elle occasionne un dommage aux passants, constitue un *quasi-délit*. XX, 468.
 1. *Quid* s'il y a *faute de la personne lésée*? XX, 489. Voir le mot *Délits*.

VOITURIERS PAR TERRE ET PAR EAU.

- I. Qu'entend-on par *voituriers*? En quel sens le code s'occupe-t-il du *transport*? XXV, 518.
- II. Comment se *forme* le *contrat* de transport? XXV, 519.
- III. *Preuve* du contrat.
 1. La preuve testimoniale est-elle admise? XXV, 520; XIX, 569.
 2. Preuve d'après le droit commun. XIX, 569; XXV, 521, 522.
- IV. *Privilège* des *voituriers*. XXIX, 512-516.
- V. *Responsabilité* des *voituriers*.
 1. Le *voiturier* répond de la *perte* et du *vol*. XXV, 523-526.
 2. *Etendue* de la responsabilité. Que doit rembourser le *voiturier*? XXV, 527-533.

5. Responsabilité en cas de *retard* dans le *transport*. XX, 594, 603, 604
VI. Du *transport* par *chemin de fer*.

1. Les *tarifs-règlements* n'ont qu'une *force conventionnelle*. XXV, 535, 536.

2. En quel sens ils peuvent déroger au *code civil*. XXV, 537-544.

a. Les parties peuvent-elles stipuler que l'*Etat* ne répondra pas de sa *faute*? XXV, 545-548.

b. Quel est le sens des clauses de *non-garantie* et d'*irresponsabilité* qui se trouvent dans le *règlement-tarif*? XXV, 549.

VII. Des *règlements des compagnies*.

1. D'après la *législation belge*. XXV, 550.

2. D'après la *loi française*. XXV, 551-555.

VOL.

I. *Dépôt*. Obligation du *dépositaire* d'une chose volée. XXVII, 120.

II. *Détournement* commis par un héritier ou la *veuve commune*. Est un vol quand il a lieu après la *renonciation*. IX, 330; XXII, 386.

III. *Responsabilité*. L'aubergiste et le *voiturier* répondent du vol. XXVII, 141-162; XXV, 526. Voir le mot *Dépôt nécessaire*, IV et V.

IV. *Revendication* des choses volées. XXXII, 577-596.

• Voir le mot *Possession (Meubles)*.

V. *Vol de titres au porteur* Droit du propriétaire. XXXII, 597-607.

• Voir le même mot.

VOLEUR.

1. Le *voleur* est toujours en *démence*. XVIII, 525.

VUES ET JOURS.

I. Qu'entend-on par *jours* et par *vues*? VIII, 35.

1. Les *jours* et *vues* constituent-ils une *servitude*?

a. *Théorie romaine*. VIII, 56.

b. *Théorie coutumière*. VIII, 57.

c. Les auteurs du *code* ont suivi la *coutume de Paris*. VII, 58 et 59.

d. La *tradition romaine* a égaré *Merlin* et les *cours de Belgique*. VIII, 58, 59, 62.

2. Le *code* distingue les *jours* et *vues de droit* et les *jours* et *vues de servitude*. VIII, 39.

II. Des *jours* et *vues de droit*.

1. Celui qui pratique dans son mur des *jours* ou *vues de droit* n'acquiert pas de *servitude* sur le *fonds du voisin*. VIII, 40 (1).

2. Restrictions que la *loi* apporte au *droit de pratiquer des jours*. VIII, 51-53, et des *vues* dans son mur. VIII, 54-58.

3. Quand ces restrictions sont-elles applicables? VIII, 44-50

(1) T. VIII, p. 62, ligne 23: au lieu de *le mur soit bouché*, mettez: *les jours soient bouchés*; p. 62, note 2, les citations sont celles du *manuscrit*, au lieu d'être celles du *texte imprimé*. Il faut mettre: t. VII, p. 593, n° 515-521.

4. Celui qui requiert la mitoyenneté d'un mur peut-il demander que les jours et les vues soient bouchés ? VII, 817.

III. Des jours et vues de servitude. VIII, 89.

1. Quand y a-t-il servitude de jours ou de vues ? 60, 61 (1).

a. Critique de la jurisprudence contraire des cours de Belgique.
VIII, 38, 39, 62.

2. Conséquences de l'acquisition de la servitude. VIII, 63 (2) -66.

ZACHARIE.

Voir la *Préface* de mon *Cours élémentaire*, p. 106. Comparez mon t. II, p. 642, a

(1) T. VIII, p. 83, ligne 4 du n° 64 : au lieu de *sont*, lisez *ne sont pas*.

(2) T. VIII, p. 89, ligne 2 du n° 63 : au lieu de *droit*, lisez *servitude*.

TABLE

DES ARTICLES DU CODE NAPOLEON AVEC RENVOI AUX VOLUMES ET AUX NUMEROS OU L'ARTICLE EST EXPLIQUE OU RAPPELE.

Les chiffres *romains* indiquent le *volume*, les chiffres *arabes* le *numero* du *volume*. On peut savoir la *page* où se trouve le *numero* en recourant aux *Tables des matieres* de *chaque volume*.

Articles.

- Titre préliminaire.** Le titre préliminaire est incomplet. Voyez la Table alphabétique aux mots *Abrogation et Interprétation (des lois)*.
- 1** *Lois.* Définition. I, 2-3 Sanction. I, 6, 7. Promulgation I, 8-13. Publication. I, 16-29. Les lois françaises et hollandaises non publiées en Belgique n'y ont aucune force obligatoire. I, p. 61, note 1; VI, 429 XXIX, 317.
- 2** I, 141-249. Voir le développement dans la Table alphabétique, au mot *Rétroactivité*.
- 3** I, 73-140. Voir le développement dans la Table alphabétique, au mot *Statuts personnels et statuts réels*.
- 4 et 5** I, 250-267. Voir le développement dans la Table alphabétique, au mot *Application de la loi*.
- 6** I, 34-72. Voir le développement dans la Table alphabétique, aux mots *Autorité de la loi, Nullités*. Comparez, dans Table, les mots *Ordre public et Bonnes mœurs*.
- Livre I. Des personnes.** I, 287-316. Des personnes civiles. Voyez ce mot dans la Table.
- Titre I. Jouissance des droits civils.** Distinction des droits politique et civils. I, 317, 318.
- 7** I, 319.
- 8** I, 320. Comparez I, 408-415.
- 9** Qui est Français? Voir la Table, au mot *Français*.
1. Principes généraux. I, 320-323.
 2. De l'enfant légitime né d'un Français. I, 326-327
 3. De l'enfant naturel. I, 328-331.
 4. De l'enfant né d'un étranger en France. I, 332-339.

Articles.	
10	I, 326, 340-347. On acquiert encore la qualité de Français 1. Par la <i>naturalisation</i> . I, 330-353. 2. Par la <i>réunion d'un territoire</i> . I, 354-366. De ceux qui ont deux patries et de ceux qui n'en ont pas. I, 367-373.
11	I, 405-453.
12	I, 348, 349.
13	I, 454-459. Comparez II, 68.
14	I, 456, 457.
15	I, 459. Procès que les étrangers ont entre eux. I, 455, 440- 445. Voir la Table alphabétique, au mot <i>Etrangers</i> , II, 4.
16	I, 458, 459
17	I, 374-391.
18	I, 392, 393
19	I, 395-397. <i>Quid des enfants ?</i> I, 398.
20	I, 399, 400.
21	I, 394.
22-33	Ces articles concernent la <i>mort civile</i> , abolie en Belgique et en France. I, 401-403. L' <i>interdiction légale</i> du code pénal de 1810 est aussi abolie. I, 404.
Titre II. Actes de l'état civil.	<i>Sécularisation des actes de l'état civil</i> . II, 1-8.
34	II, 27.
35	II, 17-20.
36-39	II, 24-27.
40-44	II, 15.
45	II, 16. De la preuve résultant des actes de l'état civil. II, 35-42.
46	II, 43-53.
47	II, 9; I, 80.
48	II, 10, 11.
49	II, 24, 28.
50-52	II, 28.
53	II, 28.
54	II, 27.
55-61	II, 53.
62	II, 50-61.
62, 64	II, 418-422.
65	II, 423.
66, 67	II, 388, 393-395.
68, 69	II, 396.
70-73	II, 424.
73	II, 319, 320.
74	II, 423.
75	II, 426, 427.
76	II, 428, 429.
77-98	II, 62, 63.

Art. les.	
99	II, 29-52, 54. Des actes <i>irréguliers</i> sont-ils <i>nuls</i> ? II, 21, 22. Quand sont-ils inexistants? II, 22-27. Comparez le mot <i>Actes inexistants</i> dans la Table alphabétique
100	II, 53.
101	II, 29.
Titre III. Domicile.	Domicile politique et domicile civil se confondent d'après la législation belge. II, 72.
102	II, 65-72. Toute personne a un domicile. A défaut de domicile connu, la résidence le remplace. II, 73, 76
103	II, 78, 79.
104	II, 80.
105	II, 81, 82.
106-109	Caractères du <i>domicile légal</i> II, 83. 98, 99.
106, 107	II, 90-95.
108	Domicile légal de la <i>femme mariée</i> . II, 84, 85. Domicile légal du <i>mineur</i> ou <i>domicile d'origine</i> . II, 75, 74, 77, 86. <i>Quid</i> du <i>mineur émancipé</i> ? II, 87. Domicile légal de l' <i>interdit</i> . II, 89. Domicile de la <i>tutelle</i> . IV, 117-151
109	II, 96, 97.
110	II, 100-102; VIII, 524-529.
111	II, 110-113.
Titre IV. Absents.	Législation. II, 114, 115. Théorie <i>légale</i> et théorie <i>extra-légale</i> de l'absence. II, 110-155. L' <i>absence</i> met-elle fin au <i>mandat</i> ? XXVIII, 82. Peut-on <i>représenter</i> un absent? II, 255. Le <i>réservataire absent</i> est-il compté pour calculer le <i>montant</i> de la <i>réserve</i> ? II, 251.
112	II, 154-141.
113	II, 142.
114	II, 158, 159.
115	II 151-158.
116, 117	II, 159, 160.
118	II, 161.
119	II, 161.
120	II, 162, 163. Sur quels biens porte l'envoi? II, 166, 167. Les <i>créanciers</i> des héritiers <i>présomptifs</i> peuvent-ils exercer leurs droits? II, 187.
121, 122	II, 155, 156.
123	II, 164, 165.
124	II, 200-218.
125	II, 168, 169. <i>Pouvoir des envoyés</i> . II, 175-189. Baux. XXV, 49. (Comparez le mot <i>Administrateur judiciaire</i> .) <i>Rapports</i> des envoyés provisoires <i>entre eux</i> et <i>avec les tiers</i> . II, 195-198.
126	II, 170-174.
127	II, 190-194.
128	II, 178-186. Les envoyés provisoires peuvent <i>hypothéquer</i>

Articles.	
	sous les conditions prescrites pour les <i>mineurs</i> . XXX 485. Ils ne peuvent <i>transiger</i> . XXVIII, 346.
129	II, 199, 222-231.
130	II, 242-244.
131, 132	II, 232-237.
133	II, 238, 239. <i>Droits des collatéraux</i> . II, 240, 241.
134	II, 188. De la <i>prescription</i> contre l'absent. II, 189.
135-138	II, 252-259.
139	II, 143, 144, 245-251.
140	II, 200-203.
141-143	II, 145-150.
Titre V. <i>Mariage</i> .	Sécularisation du mariage. Constitution belge. II, 260-268.
144 et suiv.	Distinction entre les conditions requises pour l' <i>existence</i> du mariage et celles qui sont requises pour sa <i>validité</i> . II, 269-280. Comparez le mot <i>Actes inexistant</i> , dans la Table alphabétique.
144, 145	II, 281-284.
146	II, 277, 278, 285-288. Vices du consentement. II, 289-303. Promesses de mariage. II, 304-310.
147	II, 360-362.
148, 149	II, 311-315.
150	II, 316-318. Comment le consentement doit être donné. II, 319-322. Voir art. 73.
151	II, 323, 324.
152, 153	II, 327, 328.
154	II, 329-333. Quand les actes respectueux sont-ils <i>nuls</i> ou <i>inexistants</i> ? II, 334-340.
155	II, 325, 326.
156, 157	II, 345.
158	II, 341, 345.
159	II, 342, 345.
160	II, 343, 344, 345.
Empêchements au mariage.	II, 346. Notions de la <i>parenté</i> et de l' <i>alliance</i> . II, 347-353. Voyez les articles 735-738.
161	II, 354. Empêchement produit par l' <i>adoption</i> . II, 359. Voyez art. 348. Effets des empêchements. II, 373.
162	II, 355.
163	II, 356, 357.
164	II, 358. Des empêchements résultant du <i>divorce</i> . II, 366, 367. Voyez les articles 295, 297, 298. De la <i>femme veuve divorcée</i> . II, 363, 364. Voir art. 228. Du <i>service militaire</i> . II, 368. De la <i>prétrise</i> . II, 369. <i>Mort civile</i> . II, 371. <i>Interdiction légale</i> . II, 372.
165	II, 409-417.
166-168	II, 420-422.
169	II, 419.
170	III, 20-33

Articles.	
171	III, 34-38.
Des oppositions.	Fondement du droit d'opposition. II, 374. Qui peut former opposition. II, 375.
172	II, 376.
173	II, 377-379.
174	II, 380-384, 386
175	II, 385. Le <i>ministère public</i> peut-il former opposition? II, 387.
176	II, 388-395.
177, 178	Effet de l'opposition. Voyez art. 68. <i>Mainlevée volontaire</i> de l'opposition. II, 397. <i>Mainlevée judiciaire</i> . II, 398-402. Du <i>jugement</i> de mainlevée. II, 403-406.
179	II, 407, 408.
Nullité du mariage.	Des mariages civils et de l'effet des nullités. II, 430-439. Des mariages <i>inexistants</i> . II, 440-447
180	II, 448-450.
181	II, 451-454.
182	II, 455-460.
183	II, 461-466.
184	<i>Impuberté</i> . II, 467. Voyez articles 183 et 186. <i>Bigamie</i> . II, 472, 473. <i>Inceste</i> . II, 474. <i>Clandestinité</i> . II, 475-480. <i>Incompétence de l'officier public</i> . II, 481-483. Y a-t-il d'autres causes de nullité? II, 484-486. Les nullités absolues peuvent-elles se couvrir? II, 499, 500.
185	II, 468-470.
186	II, 471.
187	II, 487-494.
188, 189	II, 472, 473.
190	II, 495-498.
191	II, 475-483.
192, 193	II, 478.
194-196	III, 1-7.
197	III, 8-15.
198, 199, 200	III, 16-19.
201, 202	II, 501-513.
203	III, 30-45.
204	III, 45.
205-211	Obligation <i>alimentaire</i> . III, 46-51. Des conjoints. III, 52-57. Voir les articles 212, 214. Voir, dans la Table alphabétique, les mots <i>Aliments</i> , <i>Aliments (Dette alimentaire entre non parents)</i> , <i>Aliments (Pension dotale) et Aumône dotale</i> .
205-207	III, 58, 59. Des parents <i>naturels</i> . III, 60-63.
208-211	Conditions. III, 69-72. <i>Comment</i> les aliments sont prestés. III, 73, 74. Les <i>débiteurs</i> sont-ils tenus <i>concurrentement</i> ? III, 64, 65. Leur obligation est-elle <i>indivisible et solidaire</i> ? III, 66-68. Quand <i>cesse</i> l'obligation <i>alimentaire</i> ? III, 75-78. <i>Répétition</i> des aliments. III, 79-81.

Articles.	
212-214	III, 84-94.
215-226. Incapacité de la femme mariée.	Quel est le fondement de l'incapacité? III, 95, 96. Qu'est-ce l'autorisation maritale? III, 111, 112.
215	III, 102-108. Formes de l'autorisation. III, 138, 139, 141.
216	III, 109, 110.
217	III, 97-101, 117-125.
218, 219	III, 126, 140. Des cas dans lesquels le juge ne peut pas autoriser. III, 133-137.
220	III, 116.
221	III 135.
222	III, 130-132, 127.
223	III, 113-116.
224	III, 128, 129. Le mari intéressé peut-il autoriser sa femme? III, 131.
225	III, 154-169. Effets de l'autorisation : 1. A l'égard de la femme. III, 142-150. 2. A l'égard du mari. III, 151-153. Du défaut d'autorisation. Nullité. III, 154-164. Confirmation. III, 165-169.
226	III, 99. Des autres actes extrajudiciaires que la femme peut faire sans autorisation III, 98, 100 et 101. Des instances judiciaires pour lesquelles la femme ne doit pas être autorisée. III, 104-108.
227. Dissolution du mariage.	III, 170.
228.	II, 365-365.
229 et suiv. Du divorce.	Justification du divorce. III, 171-176. Causes du divorce. III, 177, 178.
229, 230	III, 179-185.
231, 232	III, 196, 197.
233	III, 177, 273-276.
234, 235	Qui peut intenter l'action en divorce? III, 216, 217. Compétence. III, 221-225.
236, 237, 238	Procédure Elle est réglée par le code civil. III, 221, 222. Remise de la requête au président. III, 224-227.
239, 240	III, 228.
241, 242	III, 229.
243, 244	III, 230.
245-247	III, 231, 232.
248	III, 228, 242.
249-253	III, 233-239.
256-258	III, 240-244.
259-260	III, 243.
261	Cette cause de divorce est abrogée par le code pénal belge III, 197.
262, 263	III, 245-249.
264-266	III, 250, 251.

Articles.	
267-271	III, Mesures provisoires. III, 252, 253. Voir le mot <i>Action paulienne</i> dans la Table alphabétique.
267.	III, 254-256.
268, 269	III, 257-259. Provision alimentaire. III, 260-264.
270	III, 265-269.
271	III, 253.
272-274	III, 208-215. Demande reconventionnelle en divorce. III, 270-272.
275-277	III, 277.
278	III, 278.
279	III, 279, 280. .
280	III, 281.
281-288	III, 282, 284.
289, 290	III, 283.
291-293	III, 285.
294	III, 286.
295-305	Effets du divorce. III, 287, 288.
295-298	III, 289-292.
299, 300	III, 301-307.
301	III, 308-312.
302-304	III, 293-296.
305	III, 297-300.
306 et suiv. Séparation de corps.	Principe d'interprétation. Est-il vrai que la séparation de corps est le divorce des catholiques? III, 313, 344.
306, 307	III, 314-317.
307	<i>Mesures provisoires</i> . III, 318-326. <i>Procédure</i> . III, 327-343. Voir Table alphabétique au mot <i>Séparation de corps</i> .
308-314	<i>Effets</i> de la séparation de corps : 1. Quant aux <i>époux</i> . III, 344-349. 2. Quant aux <i>enfants</i> . III, 350. 3. Quant aux <i>biens</i> . III, 351-356. 4. Cessation de la séparation de corps. III, 357, 358.
310	III, 198-200, 223.
311	III, 351. Voir les articles 1448-1452.
Titre VII.	De la paternité et de la filiation. III, 359-362.
312	III, 361, 363-366.
313	III, 367-369 (<i>Impuissance accidentelle</i>). III, 370-376 (<i>Impossibilité morale de cohabiter</i>). III, 377, 378 (<i>Fins de non-recevoir</i>).
314	III, 379-385.
315	III, 386-389.
316-318	1. Principes généraux sur les <i>actions</i> concernant la <i>filiation</i> . III, 426-430. 2. De l' <i>action en désaveu</i> . III, 431-459, 390, 391. Voir Table alphabétique au mot <i>Désaveu</i> . 3. De l' <i>action en contestation de légitimité</i> . III, 460-463.

Articles.	
Preuves de la filiation	
légitime.	III, 392, 390, 361.
319	III, 393-402.
330-332	III, 403-413.
323-325	III, 414-425.
326-330	1. Des <i>questions d'état</i> . III, 426-430. 2. De l' <i>action en réclamation d'état</i> . a. A qui elle appartient. III, 464-470. b. Compétence. III, 471-477. 3. De l' <i>action en contestation d'état</i> . III, 482-486. 4. De la <i>chose jugée</i> en matière d'état. III, 487-493.
Des enfants naturels	Principes généraux. III, 362; IV, 1-3. De l' <i>état</i> des enfants naturels. IV, 20-23.
331, 332	IV, 164-186. Voir Table alphabétique au mot <i>Légitimation</i> .
333	IV, 187-189.
334	1. Preuves <i>légales</i> de la filiation naturelle. IV, 4, 5. 2. Preuves extralégales admises par la doctrine et la jurisprudence. IV, 6-19. 3. De la <i>reconnaissance volontaire</i> . a. Qui peut reconnaître? IV, 26-34. b. Capacité. IV, 35-41. c. <i>Quand</i> la reconnaissance peut-elle se faire? IV, 42, 43. d. Formes. IV, 44-57. e. Conséquence de l'inobservation des conditions. Reconnaissance <i>inexistante</i> . IV, 58-61. (Comparez le mot <i>Actes inexistantes</i> dans la Table alphabétique.) Reconnaissance <i>nulle</i> . IV, 62-71. Reconnaissance <i>non sincère</i> . IV, 72-83. <i>Effet</i> de la reconnaissance. IV, 84-87.
335	IV, 136-163. Voir, dans la Table alphabétique, le mot <i>Enfants adultérins et incestueux</i> .
336	IV, 27-34.
337	IV, 128-133.
338	IV, 121-127. Voyez les articles 756-766, 908, et, dans la Table alphabétique, le mot <i>Enfants naturels</i> .
339	IV, 72-83.
340	IV, 488-500.
341	IV, 101-120.
342	IV, 150-154.
Titre VIII. Adoption.	Histoire. Motifs. IV, 190-193.
343, 344	IV, 194-202.
345, 346	IV, 194, 200, 203-211.
347, 348	IV, 248-250, 252-253; II, 350.
349	IV, 251.
350	IV, 254; IX, 80-83.
351, 352	IX, 162-166, 167, 168, 177-179, 181-203.
353	IV, 212, 213, 215, 216.

Articles.	
334-336	IV, 217.
337, 338	IV, 218-221.
339	IV, 222, 214.
360	IV, 223.
	Des cas où l'adoption est <i>inexistante</i> ou <i>nulle</i> pour <i>inobservation des conditions</i> prescrites par la loi. IV, 224-236. Comparez le mot <i>Actes inexistants</i> dans la Table alphabétique.
361-364	IV, 237, 238.
364	IV, 239.
365	IV, 240.
366	IV, 242-247.
367	IV, 239.
368	IV, 241.
369	IV, 241.
370	IV, 240.
Titre IX. Puissance paternelle.	Qu'est-ce que la <i>puissance paternelle</i> ? Notions historiques. IV, 253-260.
371	IV, 270.
372, 373	IV, 261-269. Jusqu'à quand dure la puissance paternelle? IV, 289-295.
374	IV, 271-274.
375	IV, 275.
376, 377	IV, 276.
378	IV, 283-288.
379	IV, 281.
380	IV, 277.
381	IV, 282-284.
382	IV, 278-280.
383	IV, 347-358.
384-387	Usufruit légal. Origine. Motifs. Principe d'interprétation. IV, 322-324.
384	IV, 325-329. Des père et mère <i>naturels</i> ? IV, 360.
385	IV, 330-334.
386	Fin de l'usufruit légal. Causes de déchéance IV, 335-346.
387	IV, 326.
Titre X: 388	IV, 361-365.
389	IV, 296-321. Des père et mère <i>naturels</i> . IV, 339.
390	<i>Tutelle</i> . Notions générales. IV, 364-373. Tutelle du survivant des père et mère. IV, 374-376.
391, 392	IV, 377-383.
393	IV, 393-395.
394	IV, 376.
395, 396	IV, 384-392.
397-401	IV, 396-399.
402-404	IV, 400-405.
405	IV, 406-408. Tutelle des <i>enfants naturels</i> . IV, 413-418. Tuteurs <i>ad hoc</i> . IV, 419-420.

Articles.	
406	IV, 452, 453, 454.
407	IV, 428-436.
408	IV, 437-440.
409	IV, 441-443.
410	IV, 444-446. Du <i>domicile de la tutelle</i> . IV, 447-451. Des causes d' <i>excuse</i> , d' <i>incapacité</i> , d' <i>exclusion</i> et de <i>destitution</i> quant au conseil de famille. IV, 537-543.
411-414	IV, 453-458.
415, 416	IV, 459-464. Du <i>recours</i> contre les <i>délibérations</i> du conseil. IV, 465-493. (Comparez le mot <i>Actes inexistant</i> dans la Table alphabétique.) <i>Responsabilité</i> du conseil de famille. V, 181.
417	IV, 409-412.
418	V, 6.
419	V, 120.
420	IV, 421, 427; V, 104-112.
421, 422	IV, 422-425.
423	IV, 424-426.
424	V, 113.
425	V, 115.
426	IV, 537-540. Responsabilité du subrogé tuteur. V, 170-180.
427-441	Théorie des <i>excuses</i> . IV, 494, 495.
427-431	IV, 496-498.
432	IV, 499-501.
433	IV, 502-503.
434	IV, 504.
435	IV, 505, 506.
436, 437	IV, 507. Y a-t-il d'autres causes d' <i>excuse</i> ? IV, 508, 509.
438-441	IV, 510-512.
442	IV, 513-518.
443	Causes d' <i>exclusion</i> et de <i>destitution</i> . IV, 519-521. Condamnation pénale. IV, 522.
444	IV, 523-526.
445	IV, 541-543.
446-449	IV, 527-534. <i>Effet</i> de l' <i>exclusion</i> et de la <i>destitution</i> . IV, 535, 536.
450	I. Administration de la <i>personne</i> . V, 1-4. Voir art. 468. II. Administration des biens. 1. Prohibition d' <i>acheter</i> et de se porter <i>cessionnaire</i> . V, 97; XXIV, 43-45, 51-54. 2. A quelles conditions le <i>tuteur</i> peut prendre les <i>biens</i> du mineur à <i>baill</i> . V, 69. 3. <i>Pouvoir d'administration</i> . V, 40-68. 4. De l' <i>effet</i> des <i>actes</i> passés par le tuteur. V, 101-103. 5. Les <i>actes réguliers</i> faits par le tuteur peuvent-ils être attaqués par le mineur pour cause de lésion? XVI, 24-34.

Articles	
	6. Les actes irréguliers sont nuls et donnent lieu à une action en nullité. XVI. 35-42.
	7. Responsabilité du tuteur. V, 166-175.
	8. <i>Hypothèque légale du mineur</i> V, 182.
451	V, 8-14. <i>Spécialisation de l'hypothèque légale du mineur.</i> V, 7; XXX, 283-285.
452	V, 15-21.
453	V, 22.
454	V, 25-27, 37, 38,
455, 456	V, 28-33, 39.
457-460	V, 87-93.
461	V, 70-73.
462	V, 72; IX, 450-456.
463	V, 79, 80.
464	V, 81-86.
465, 466	V, 74-78; IX, 275, 276, 282-287 (partage provisionnel); IX, 308, 309 (formes). Voyez art. 840.
467	V, 96. Actes <i>interdits</i> au tuteur. V, 97-100.
468	V, 5.
469-475	<i>Fin de la tutelle et conséquences qui en résultent.</i> V, 113-120.
469	V, 123-128.
470	V, 56, 121, 122
471	<i>Frais.</i> V, 156, 157. <i>Recettes et dépenses.</i> V, 152-155.
472	V, 150-165.
473	V, 129-131. De la <i>révision</i> et de la <i>nullité du compte.</i> V, 138, 139. <i>Effet du compte.</i> V, 140-142.
474	V, 143-149.
475	V, 183-191; II, 584
<i>Émancipation.</i>	V, 192-194.
476	V, 195, 196.
477	V, 197-204.
478, 479	V, 205-207.
480	Du <i>curateur.</i> V, 208-211. <i>Compte de tutelle.</i> V, 223.
481	<i>Effets de l'émancipation.</i>
	1. Quant à la <i>personne du mineur.</i> V, 212.
	2. Quant aux biens. V, 213.
	3. Des actes que le mineur peut <i>faire seul.</i> V, 214-222
	4. Actes pour lesquels le <i>mineur</i> doit être <i>assisté</i> de son <i>curateur.</i> V, 223-229.
482-484	V, 230-236. Actes <i>interdits</i> au mineur. V, 237. Quand le mineur peut demander la <i>réduction</i> de ses engagements. V, 222. Quand il en peut demander la <i>nullité</i> ou la <i>rescision.</i> V, 222, 229, 236
485, 486	V, 238-245.
487	V, 234.

Articles	
Titre XII. <i>Interdiction.</i>	V. 246-248. Des aliénés colloqués sans être interdits. V, 390-405. Voir le mot <i>Aliénés séquestrés</i> dans la Table alphabétique.
488	IV, 361-363.
489	V, 249-252.
490	V, 253-257, 259. <i>Contre qui l'action est-elle formée ?</i> V, 260.
491	V, 258.
492	V, 261, 262.
493	V, 263.
494, 495	V, 264-267.
496	V, 268, 269. <i>Enquête.</i> V, 275, 276.
497	V, 270-274.
498	V, 277-280, 282.
499	V, 338, 339.
500	V, 281, 282.
501	V, 283-285.
502	V, 304-310.
503	V, 311-322.
504	V, 323-328.
	Les articles 502-504 s'appliquent-ils aux <i>donations et testaments</i> ? XI, 107-110.
505	V, 286, 287, 289, 290.
506	V, 288.
507	V, 291-292.
508	V, 293.
509	V, 294.
510	V, 294-296.
511	V, 297-299. <i>Influence de l'interdiction sur le mariage et la puissance paternelle.</i> V, 300-303 bis.
512	V, 329-335.
513-515	<i>Conseil judiciaire.</i> V, 336, 337
513	V, 338, 339, 340, 341. Effets de la mise sous conseil.
	1. Quant aux <i>époux</i> . V, 358, 359.
	2. Incapacité des personnes mises sous conseil. V, 358-376.
	3. <i>Donations et testaments.</i> XI, 111-113. Voir le mot <i>Conseil judiciaire</i> dans la Table alphabétique.
514, 515	V, 312-350. <i>Mainlevée du jugement.</i> V, 377-379.
Livre II. Titre I.	
516	Principes différents qui régissent les meubles et les immeubles. V, 525-529.
517	V, 406, 407.
518	V, 408-418.
519	V, 409. Voir art. 531.
520, 521	V, 419, 420. <i>Quid si l'incorporation vient à cesser ?</i> V, 421-432.
522-525	De l' <i>immobilisation par destination</i> . V, 433-441. Conséquences de l' <i>immobilisation</i> . V, 472-475.

Articles	
522	V, 445.
523	V, 409.
524	V, 442-468. Voir le mot <i>Immeubles</i> (<i>Distinction des biens</i>), C.
525	V, 469-471. Quand cesse l'immobilisation par destination? V, 476. Appréciation de la classification des immeubles. V, 477-482.
526	V, 483-495. Voir le mot <i>Immeubles</i> , D.
527	V, 497.
528	V, 498.
529	V, 499-508, 511-513. Voir le mot <i>Mobilier</i> , 1, 2
530	V, 509, 510; XXVII, 2, 38-67.
531, 533	V, 498.
533-536	V, 514-524.
537	VI, 3, 4, 70. Des principes qui régissent le domaine <i>public</i> et le domaine <i>privé</i> de l'État. VI, 50-61.
538	VI, 5-14, 28, 36, 37. <i>Quid des rivières non navigables?</i> VI, 15-27. <i>Quid des mines concédées?</i> VI, 29-33.
539	VI, 38.
540	VI, 36.
541	VI, 49.
542	Du domaine <i>public</i> des communes et des provinces. VI, 63- 67. Du domaine <i>privé</i> des communes et des provinces. VI, 68. Des <i>biens</i> des établissements <i>publics</i> . VI, 69. Des <i>biens</i> des particuliers. VI, 70, 71.
543	VI, 72-86.
Titre II. De la Propriété.	La propriété est-elle de droit naturel? VI, 87-99.
544, 545	1. Définition et caractères de la propriété. VI, 100-103. 2. De la propriété révocable. VI, 104-113. 3. Des restrictions que reçoit le droit de propriété. VI, 114- 131. a. Dans un intérêt général. VI, 132-133. b. Restrictions qui résultent du conflit des droits privés VI, 136-138.
546	4. Actions qui naissent de la propriété. VI, 136. De la re- vendication. 157-181. VI, 182, 183. 1. De l' <i>accessoire</i> et du <i>principal</i> . VI, 184, 185. Biez des usines. VI, 186-189. 2. Des francs-bords. VI, 190, 191. 3. Des <i>présomptions</i> de propriété. VI, 192-193.
547, 548	VI, 196-202. Voir le mot <i>Fruits</i> , dans la Table alphabé- tique.
549, 550	VI, 203-207. 1. Du possesseur de bonne foi. VI, 208-227. 2. Du possesseur de mauvaise foi. VI, 228-241.
551	Classification.

Articles.	
532	VI, 245-249.
533	VI, 250-258.
534	VI, 259-261.
535	VI, 262-270.
	1. A quels possesseurs s'applique l'article 535. VI, 271-275.
	2. Des indemnités dues au possesseur. VI, 276-280.
536, 537	VI, 281-295.
538	VI, 289; VII, 241-253.
539	VI, 296-300.
560-562	VI, 301-305.
563	VI, 306-308. De l'inondation. VI, 309.
564	VI, 310-311.
565	VI, 312, 313.
566-569	VI, 314, 315.
570-572	VI, 316-318.
573-574	VI, 319.
575-577	VI, 320-322.
Titre III. 578	VI, 323-328.
579	VI, 332-338.
580	VI, 333-362. <i>Durée</i> de l'usufruit. VI, 333-354.
581	VI, 329-331. <i>Formes</i> :
	1. Entre les parties. VI, 339-345.
	2. A l'égard des tiers. VI, 346-351.
582	VI, 371-375, 376-382. <i>Actions</i> qui appartiennent à l'usufruitier. VI, 362-370.
583, 584	VI, 197-199.
585	VI, 383-389, 390-393.
586	VI, 394-402.
587	VI, 407-410.
588	VI, 424-427.
	1. De l'usufruit de <i>créances</i> . VI, 413-416.
	2. De l'usufruit d'un fonds de commerce. VI, 417-423.
589	VI, 403-406. Usufruit des <i>animaux</i> . VI, 411, 412
590-592	VI, 428-440. <i>Pépinières</i> . VI, 446.
593	VI, 441-445.
594	VI, 447.
595	VI, 455-473. <i>Cession</i> . VI, 474-480.
596	VI, 373.
597	VI, 374.
598	VI, 448-454.
599	VII, 38-44. Droit de <i>disposition</i> du propriétaire. VII, 34-37. <i>Rapports</i> du nu propriétaire et de l'usufruitier. VII, 45-49.
600	VI, 371, 492-504.
601-604	VI, 505-524. L'usufruitier doit jouir en bon père de famille. VI, 525-534.
605, 606	VI, 535-550.

Articles.	
607	VI, 551.
608	VII, 1-5.
609	VII, 6-13.
610	VII, 22.
611, 612	VII, 17-33. <i>Paiement des legs.</i> XIV, 117.
613	VII, 14-16.
614	VI, 528, 526.
615, 616	VI, 411, 412, 535, 536.
617	Extinction de l'usufruit. <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Mort de l'usufruitier.</i> VII, 50-53. 2. <i>Expiration du terme.</i> VII, 54-56. 3. <i>Consolidation.</i> VII, 57-59. 4. <i>Non-usage.</i> VII, 60-64. 5. <i>Perte de la chose.</i> VII, 65-71. 6. <i>Renonciation.</i> VII, 72-78. 7. <i>Résolution.</i> VII, 87, 88.
618	VII, 79-86.
619	VII, 53.
620	VII, 53.
621	VII, 33.
622	VII, 78.
623	VII, 67-69.
624	VII, 65, 66, 68. <i>Conséquences de l'extinction de l'usufruit.</i> <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Droit du propriétaire.</i> VII, 92-99. 2. <i>Effet de l'extinction à l'égard des tiers.</i> VII, 100, 101.
De l'usage.	VII, 102-104.
625	VII, 103-107, 124.
626	VII, 118.
627	VII, 119.
628	VII, 108.
629, 630	VII, 109-112.
631	VII, 113-117, 119.
632	VII, 110.
633	VII, 109.
634	VII, 113-115, 117, 119.
635	VII, 120-123.
636	VII, 104.
Titre IV. <i>Servitudes.</i>	
637	<ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Définition.</i> VII, 123. 2. <i>Caractères.</i> VII, 127-157. 3. <i>Servitude. Propriété et copropriété.</i> VII, 158-169. 4. <i>Principe d'interprétation.</i> VII, 175-177.
638	VII, 126.
639	VII, 170-174.
640	VII. <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Servitudes concernant les cours d'eau.</i> VII, 351-353. 2. <i>Article 640.</i> VII, 337-374.

Articles.	
	3. Lois de 1848 et de 1851. VII, 375-416 <i>bis</i> ; VII, 394
641, 642	1. Propriété. VII, 178-185.
	2. Droits des <i>propriétaires inférieurs</i> . VII, 186-189.
	<i>a. Titre</i> . VII, 190-194.
	<i>b. Destination du père de famille</i> . VII, 195-196. <i>Prescription</i> . VII, 197-206. <i>Effet</i> . VII, 207-209.
643	VII, 210-222.
	I. Des <i>eaux pluviales</i> . VII, 223-240.
	II. Des <i>étangs</i> . VII, 241-257.
	III. <i>Eaux courantes</i> .
	1. <i>Rivières navigables</i> . VII, 258-267.
	2. <i>Rivières non navigables</i> . VII, 268-270.
644	VII. Qui est <i>riverain</i> ? 271-275. Droit du riverain dont l'eau borde l'héritage. 276-283. Droit du riverain dont l'eau traverse l'héritage, 286-292. Règles communes à tous les riverains, 293-299. Des <i>conventions</i> entre les riverains, 300-305. <i>Prescription</i> , 306-313.
645	VII. <i>Pouvoir réglementaire</i> :
	1. De l' <i>autorité administrative</i> . VII, 314-334.
	2. Des tribunaux. VII, 335-353.
646	VII, 417-439. Voir le mot <i>Bornage</i> dans la Table al, habetlique.
647	VII, 440-442.
648	VII, 443-456.
649	VII, 457, 458.
650	VII, 459-467 <i>bis</i> .
651, 652	VII, 468-479.
653	VII, 494, 495, 524-529, 530-533.
654	VII, 534-537. De la <i>prescription</i> . VII, 538-540.
655	VII, 541-545.
656	VII, 546-550.
657	VII, 551-554.
658-660	VII, 555-563.
661	VII, 564-523.
662	VII, 554, 566-568.
663	VII, 497-503.
664	VII, 487-493. Comparez t. VII, 480-486, 162-169.
665	VII, 295, p. 354.
666-668	VII, 569-573.
669	VII, 574, 575.
670	VII, 576-581.
671, 672	VIII, 1-24.
673	VII, 583, 584. Principes communs aux fossés et aux haies. VII, 585, 586.
674	VIII, 25-34.
675	VII, 566-568.
676-680	1. Les <i>vues et jours</i> sont ils une <i>servitude</i> ? Théorie romaine.

Articles.

- Théorie coutumière. Doctrine du code civil. VII, 35-39
2. Des *jours et vues de droit*. VII, 40-58.
3. Des *jours et vues de servitude*. VII, 58-66.
- 681 VII, 67-72.
- 682-685 1. Le *passage en cas d'enclave* est une *servitude*. VIII, 73-91.
2. Sur quels *fonds* le passage peut-il être réclamé? VIII, 92-94
3. De l'*indemnité*. VIII, 95-98.
4. De la *prescription* en matière d'*enclave*. VIII, 99-107 bis.
5. *Effets* de la *servitude* d'*enclave*. VIII, 108, 109.
6. *Extinction* de la *servitude*. VIII, 110-115.
7. Du *tour de l'échelle* et de l'*investison*. VIII, 116-124.
- 686 VIII, 219-224; VII, 144-151. Des *servitudes personnelles*. VI, 523 325; VII, 102, 103.
- 687 VIII, 125. *Servitudes positives et négatives*. VIII, 143.
- 688 VIII, 126-134.
- 689 VIII, 135-142.
- 690-694 VIII, 144.
- I. Du *titre*. VIII, 145-153. Qui peut *constituer* une *servitude*? VIII, 156-163. Qui peut *acquérir* une *servitude*? VIII, 164-170. *Modalité*. VIII, 171.
- II. *Destination du père de famille*. VIII, 172-183, 190, 191. Du cas prévu par l'article 694. VIII, 184-189.
- III. *Prescription*. VIII, 192-201. *Conditions* de la *prescription*. VIII, 202-206. *Prescription des chemins publics* au profit des *communes*. VIII, 207-218.
- 695 VIII, 151 153.
- 696-699 I. Du *mode d'exercer* les *servitudes*.
1. Du *titre*. *Interprétation*. VIII, 225-234.
2. *Destination du père de famille*. VIII, 235.
3. *Possession*. VIII, 236-238.
- II. *Droits des propriétaires du fonds dominant*.
1. Des *ouvrages nécessaires* à la *servitude* (art. 697-699). VIII, 239-247.
2. Des *servitudes accessoires* (art. 696). VIII, 248-255.
- 700 VIII, 278-284. Comparez VIII, 250-262.
- 701 VIII, 267 277.
- 702 VIII, 263-266.
- Actions* qui naissent de la *servitude*. *Prouve*. VIII, 285-288.
- 703, 704 VIII, 289-298.
- 705 VIII, 299-303.
- 706, 707 VIII, 304-319.
- 708 VIII, 325 332.
- 709, 710 VIII, 320-324.
- Causes d'extinction* non prévues par la section IV:
1. *Expiration du temps*. VIII, 333.
2. *Résolution du titre constitutif* de la *servitude*. VIII, 334.

Articles.

3. *Révocation des droits du constituant.* VIII, 333.4. *Renonciation.* VIII, 336-338.5. *Expropriation pour utilité publique.* VIII, 339.Appendice au livre II. *Emphytéose.*I. *Origine.* VIII, 340-345.II. *Caractères.* VIII, 340-352.III. *L'emphytéose et le bail.* VIII, 353-360. *L'emphytéose et l'usufruit.* VIII, 361.IV. *Comment l'emphytéose s'établit.* VIII, 362-369.V. *Droits de l'emphytéote.* VIII, 370-381.VI. *Obligations de l'emphytéote.* VIII, 382-390.VII. *Droits et obligations du propriétaire.* VIII, 391-395.VIII. *Extinction de l'emphytéose.* VIII, 396-408.*Superficie.*I. *Définition. Caractères. Etablissement.* VIII, 409-418, 434.II. *Droits et obligations du superficiaire.* VIII, 419-426.III. *Droits et obligations du propriétaire.* VIII, 427-429.IV. *Extinction.* VIII, 430-433.

Livre III. 711, 712. VIII, 433-437.

713 VI, 39-41; VIII, 438-460.

714 VI, 1.

715 VIII, 438-446.

716 VIII, 447-457.

717 VIII, 461-467. Voir les articles 2279 et 2280.

Titre II. *Successions.*I. *Les successions sont-elles de droit naturel? Théorie de Domat.* VIII, 468-476.II. *De la succession légitime et des testaments.* VIII, 477-484.III. *De la succession romaine et de la succession coutumière.* VIII, 485-500.IV. *Législation révolutionnaire.* VIII, 501-507.V. *Code civil.* VIII, 508-510.

718, 719 VIII, 511-515.

720-722 VIII, 514-525.

723 Classification. Où les successions s'ouvrent-elles? VIII, 524-529.

724 I. *Transmission de la propriété et de la possession de l'hérédité.* IX, 207, 208.II. *Transmission de la propriété.* IX, 209-218.III. *Transmission de la possession. Saisine.* IX, 219-236.IV. *Voir les articles 769-773.*725 VIII, 533-538. *Effet de l'incapacité.* IX, 10, 11.726 I. *Le droit d'aubaine, le code civil et les lois nouvelles.* VIII, 549-553: 1. 405-453.II. *Dispositions exceptionnelles de la loi de 1865.* VIII, 554-568.

727, 728 IX, 1-9.

Articles.	
729	Effet de l'indignité. IX, 12-29.
730	IX, 30, 31, 72.
731	IX, 39-41.
732	IX, 38.
733, 734	IX, 42-50, 52.
735-738	II, 347-383; IX, 32-33 <i>bis</i> . <i>Preuve de la parenté</i> . IX, 36, 37
739	IX, 53-56.
740	IX, 57-59.
741	IX, 62-64.
742	IX, 60, 61.
743	IX, 73-78; X, 562.
744	1. Qui peut représenter? IX, 63-68. 2. Qui peut être représenté? IX, 69-72.
745	IX, 79-84.
746	IX, 94, 95.
747	I. Des cas où il y a lieu au <i>retour successoral</i> . IX, 162-166. II. L'ascendant donateur. IX, 171-173, 177-179, 181-183, 185, 187-193, 194-209.
748, 749	IX, 83-90.
750	IX, 89-91.
751	IX, 86-88.
752	IX, 92-93.
753	IX, 96-99.
754	IX, 97.
755	IX, 51.
756-760	Histoire du droit des enfants naturels. 1. L'ancien droit. IX, 101-104. 2. Le code civil. IX, 105-110. 3. L'enfant naturel a-t-il une réserve? Voir article 913.
756	IX, 108, 109, 129, 130.
757, 758	IX, 111-126.
759	IX, 127, 128.
760	XI, 37-44.
761	IX, 131-140.
762-764	IX, 141-144.
765	IX, 145-153.
766	IX, 162-166, 174-176, 180, 181-203.
767	IX, 154-157.
768	IX, 158, 159. <i>Déshérence et vacance de la succession</i> . X, 189-191.
Annexe.	I. Droit de succession des <i>hospices</i> . IX, 160, 161. <i>Droit des fondateurs</i> . IX, p. 194, 195. II. <i>Instruction</i> . Droit des <i>fondateurs</i> . IX, p. 195. III. <i>Succession à la propriété littéraire</i> . IX, p. 191, 192.
769-773	Transmission de la <i>possession</i> aux <i>successors irréguliers</i> . IX, 237-261. Comparez art. 724.

Articles.	
774, 775	I. Qu'est-ce que l'acceptation? IX, 262, 263, 277, 372-376. II. <i>Conditions</i> requises pour la <i>validité</i> de l'acceptation. IX, 378-383.
776	IX, 284-287. Le mari commun en biens peut-il accepter une succession échue à la femme? XXI, 434-441.
777	IX, 340-349.
778	I. Acceptation <i>expresse</i> . IX, 288-298. II. Tacite. IX, 299-345 <i>ter</i> .
779	IX, 308-318 <i>bis</i> .
780	IX, 321-327.
781, 782	IX, 70, 374.
783	I. Droit de l'héritier acceptant d'attaquer l'acceptation. IX, 330-363. II. Droits des créanciers et ayants cause. IX, 364. III. Conséquence de l'annulation ou de la rescision. IX, 363-368.
784	I. <i>Conditions</i> requises pour la renonciation. IX, 421-426. II. <i>Formes</i> . IX, 427-432.
785	IX, 433-437.
786	Droit d'accroissement : 1. Des <i>héritiers légitimes</i> . IX, 438-444. 2. Des <i>successeurs spéciaux</i> . IX, 445, 446. 3. Des <i>successeurs irréguliers</i> . IX, 447, 448.
787	IX, 71.
788	I. Des cas où la renonciation est <i>inexistante</i> . IX, 461-467. II. Des cas où elle est <i>nulle</i> . IX, 468-472. III. Droits des <i>créanciers</i> . IX, 473-480.
789	IX, 481-500.
790	Révocation de la renonciation. I. Cas de l'article 790. IX, 449-456.
791	II. Renonciation <i>conditionnelle</i> . IX, 457-460. IX, 418-420. Voir l'article 1130 et, dans la Table, le mot <i>Pacte successoire</i> .
792	IX, 334-345 <i>ter</i> .
Droits et actions des	<i>héritiers et successeurs irréguliers</i> . IX, 501-502. <i>Pétition d'hérédité</i> . IX, 503-567. Voir ce mot dans la Table alphabétique.
Bénéfice d'inventaire.	I. <i>Caractère</i> . Motif. IX, 369-372. II. Des cas où l'acceptation bénéficiaire est forcée. IX, 373-376.
793	IX, 377-380.
794	IX, 381-386.
795-799	IX, 264-276.
800	IX, 385, 387-391.
801	I. <i>Déchéance</i> du bénéfice d'inventaire. IX, 334-345 <i>ter</i> , 387. II. De la <i>renonciation</i> au bénéfice d'inventaire. IX, 392-414 III. <i>Effet</i> de la <i>déchéance</i> et de la <i>renonciation</i> . IX, 415-417

Articles. 802	I. Le <i>bénéfice d'inventaire</i> empêche les <i>effets</i> de la <i>confusion des patrimoines</i> . X, 1, 2. II. De la <i>séparation des patrimoines</i> qui résulte de l'acceptation <i>bénéficiaire</i> . X, 78-89. III. Conséquences. IX, 90-100. IV. Du droit d' <i>abandonner les biens aux créanciers</i> . IX, 103-110. V. L'héritier <i>bénéficiaire</i> ne peut pas <i>renoncer</i> . IX, 111-116.
803	X, 101, 102, 117-122, 124. 1. L'héritier <i>bénéficiaire</i> <i>représente-t-il les créanciers</i> ? X, 130-134. 2. <i>Droits des créanciers</i> . X, 135-140. 3. <i>Étendue</i> du pouvoir d'administration. X, 141-144. 4. <i>Compte</i> de l'héritier <i>bénéficiaire</i> . X, 174-183.
804	X, 123.
805-806	Liquidation. I. <i>Récouvrement des créances</i> . X, 145, 146. II. <i>Vente des meubles</i> . X, 147-150. III. <i>Vente des immeubles</i> . X, 151, 152.
807	X, 123-129.
808, 809	Payement des créanciers et légataires. X, 153-155. 1. Des créanciers <i>hypothécaires</i> . X, 156. 2. Des créanciers <i>chirographaires</i> a. S'il y a des <i>oppositions</i> . X, 157-163. b. S'il n'y a pas d'opposition. X, 164-170. 3. Des <i>légataires</i> . X, 171-173.
810	X, 180, 181. Les frais sont-ils <i>privilegiés</i> ? XXIX, 343, 344.
811	X, 184-188. <i>Vacance et déshérence</i> . X, 189-191.
812	X, 192-195.
813, 814	I. <i>Obligations du curateur</i> . X, 196, 197. II. <i>Administration</i> . X, 198-205. III. <i>Compte</i> . X, 206-209. IV. Les <i>frais de curatelle</i> sont-ils <i>privilegiés</i> ? XXIX, 343, 346.
Partage. 815	Les règles du chapitre VI sont générales. X, 210, 211. I. <i>Droits des héritiers</i> pendant l' <i>indivision</i> . X, 212-218. II. <i>Obligations</i> des héritiers pendant l' <i>indivision</i> . X, 219-224. III. De l' <i>héritier administrateur</i> . X, 225, 226. IV. Fin de l' <i>indivision</i> (art. 815). X, 227-238. V. <i>Dérogation</i> à l'article 815. Par <i>convention</i> , X, 237-242, et par <i>testament</i> . X, 243, 244.
816	X, 260-269.
817, 818	I. De la <i>capacité</i> requise pour former l' <i>action en partage</i> . X, 245-251 <i>bis</i> . II. <i>Qui</i> peut intenter l' <i>action</i> ? X, 252-255. III. Contre <i>qui</i> l' <i>action</i> doit-elle être intentée? X, 256-259.

Artic. n.	
818	X, 251, 280. Voir art. 840.
819	I. <i>Conditions intrinsèques</i> du partage. X, 288-293. II. Partage <i>conventionnel</i> et <i>judiciaire</i> . X, 294-300. III. <i>Formes</i> du partage <i>conventionnel</i> , X, 301-306, et <i>judiciaire</i> . X, 307-309.
820, 821	I. Partage fait en justice. X, 310-312. II. Formalités <i>préliminaires</i> . X, 313-315 III. <i>Droits des créanciers</i> . X, 323-329. Voir art. 882.
822	VIII, 524-529; X, 314.
823	X, 299, 314, 323.
824, 825	X, 316-318.
826, 827	X, 319-323.
828-830	X, 324-329. Rapport des <i>dons</i> . Voir art. 831-834. Rapport des <i>dettes</i> . X, 633-642.
831-836	X, 330-340.
837	X, 325.
838	X, 307-309 <i>bis</i> , 294-299.
839	X, 308, 309 <i>bis</i> .
840	I. Qu'entend-on par partage <i>provisionnel</i> ? X, 270. II. Partage <i>provisionnel volontaire</i> . X, 271-274. III. Partage <i>provisionnel légal</i> . X, 275-281. IV. Effets du partage <i>provisionnel légal</i> . X, 282-287.
841	X, 341-392. Voir le mot <i>Retrait successoral</i> , dans la Table alphabétique
842	X, 339.
Rapport.	X, 546-552.
843-850	I. <i>Qui doit le rapport</i> ? X, 553-556 <i>bis</i> . II. Il faut être <i>donataire</i> ou <i>légataire</i> . Explication des articles 847 et 849. X, 557-564. III. Il faut venir à la succession du donateur. X, 565, 566. IV. De la <i>dispense</i> de rapport. X, 567-583.
851	1. Toute <i>libéralité</i> est sujette à rapport. X, 593. 2. Les <i>donations par acte</i> . X, 594, 595. 3. Les <i>dons manuels</i> . X, 596, 597. 4. Les <i>frais d'établissement</i> . X, 598, 599. 5. <i>Paiement des dettes</i> de l'héritier. X, 600-602.
852	X, 623-627..
853	X, 607-612.
854	X, 613-619. <i>Donations indirectes</i> . X, 603-606. De quoi est-il dû, rapport, en cas de <i>donation indirecte</i> ? X, 620-622.
855	XI, 12.
856	X, 628-633. Rapport des <i>legs</i> . X, 634. Rapport des <i>dettes</i> . X, 635-642.
857	X, 584-587 <i>bis</i> . De l' <i>action en rapport</i> . X, 588-592.
858	XI, 1-4.
859, 860	1. Rapport des <i>donations immobilières</i> . Se fait en nature. XI, 11-13.

Articles	
	2. Quand il <i>peut</i> se faire en moins prenant. XI, 25, 26. Quand il <i>doit</i> se faire en moins prenant. XI, 27, 28. Conséquence. XI, 29, 32.
861-863	XI, 14-22.
864	XI, 29.
865	XI, 23-24.
866	XII, 193. Voir art. 924.
867	XI, 19. Voir le mot <i>Rétention</i> dans la Table alphabétique.
868, 869	XI, 3-10. Dispositions générales dans le cas où le rapport se fait en moins prenant. XI, 33-36.
870-876	I. Division des <i>créances</i> . XI, 43-54. Voyez art. 1220. II. Qui est <i>tenu</i> des dettes. XI, 53-61. III. Du paiement des dettes. XI, 62-70. IV. De la contribution aux dettes. XI, 77-79. 1. Dettes <i>hypothécaires</i> . XI, 80-82. 2. Dettes <i>chirographaires</i> . XI, 83-88.
877	XI, 75, 76.
878-881	I. Objet de la <i>séparation des patrimoines</i> . X, 1, 2. II. <i>Qui</i> peut demander la séparation. X, 3-9. III. <i>Contre qui</i> la séparation est-elle demandée? X, 10-14. <i>Comment?</i> X, 15-19. IV. Sur <i>quels biens</i> la séparation s'exerce-t-elle? X, 20- 24 <i>bis</i> . V. <i>Conditions</i> . <i>Meubles</i> . X, 25-27. VI. <i>Immeubles</i> . X, 28-38 (art. 880 et loi hypothécaire, art. 39). VII. De la <i>renonciation</i> au droit de séparation. X, 39-54 (art. 879). VIII. Effets de la séparation. 1. Entre les <i>créanciers</i> de la succession. X, 53-61. 2. Entre les créanciers du <i>défunt</i> et ceux de l' <i>héritier</i> . X, 62-69. 3. A l'égard de l' <i>héritier</i> . X, 70-74.
882	I. Droit des créanciers de <i>provoquer</i> le partage. X, 519- 523. II. Droit d' <i>opposition</i> . X, 524-529. III. Droit des créanciers <i>opposants</i> . X, 530-533.
883	IV. Droit des créanciers non opposants. X, 536-545. I. Le partage est <i>déclaratif</i> de propriété. X, 393-402. II. Conséquences du principe. X, 403-414. III. A quels actes s'applique l'article 883. X, 415-431. IV. Limites du principe. X, 432-435. V. Le principe de l'article 883 et celui de l'article 1220. XI, 49-54.
884	X, 436-443.
885	X, 446-452.
886	Quand la garantie cesse. X, 453-458.

Articles.	
<i>Résolution et rescision du partage.</i>	I. <i>Résolution du partage.</i> X, 459-462. II. <i>Partages inexistants.</i> X, 463-466. III. <i>Nullité du partage.</i> 1. <i>Incapacité.</i> X, 467. 2. <i>Vices de consentement.</i> X, 468-474 (art. 887). 887 Rescision pour cause de lésion. X, 475-479. 888 X, 480-490. 889 X, 491-494 890 1. <i>De l'action en nullité ou en rescision.</i> X, 495-498. II. <i>Estimation de la lésion.</i> X, 499-502. 891 III. <i>Du droit établi par l'article 891.</i> X, 503-508. IV. <i>Effet de l'annulation.</i> X, 509-513. 892 V. <i>Confirmation des partages seuls.</i> X, 514, 515. VI. <i>Confirmation des partages en cas de lésion.</i> X, 516-518. Titre II. Donations et testaments. De la <i>faculté de tester</i> d'après le <i>droit romain</i> et d'après les <i>coutumes.</i> Le code civil. XI, 89-93. 893 XI, 96-98 (de la <i>donation à cause de mort</i>). 894 XI, 99-101. 895 XI, 102. 896 I. <i>Abolition des substitutions.</i> Règle d'interprétation. XIV, 389-395. II. <i>Caractères des substitutions prohibées.</i> XIV, 394-483. Voir la Table, au mot <i>Substitution.</i> III. <i>Interprétation des substitutions.</i> XIV, 486-503. IV. <i>Conséquences de la prohibition.</i> XIV, 522-526. 897 XIV, 523. 898 XIV, 428-431. 899 XIV, 410-424. 900 I. <i>Motif et étendue du principe.</i> XI, 427-434. II. <i>Des conditions impossibles.</i> XI, 435-438. III. <i>Des conditions contraires aux lois.</i> XI, 459-490. IV. <i>Des conditions contraires aux bonnes mœurs.</i> XI, 491-503. V. <i>De la cause en matière de donations et testaments.</i> XI, 506-511. VI. <i>Des conditions réputées non écrites, dans les libéralités faites aux personnes civiles.</i> XI, 265-280. Voir la Table, au mot <i>Conditions réputées non écrites.</i> Capacité. Principe d'interprétation. XI, 105. 901 XI, 106-140. Voir le mot <i>Dispositions à titre gratuit</i> , dans la Table alphabétique. 902 XI, 105. A quelle époque doit exister la <i>capacité</i> de <i>disposer</i> ? XI, 373-387. 903, 904 XI, 141-152. 905 XI, 153. Des <i>faillis</i> . XI, 154. Des <i>religieuses hospitalières</i> . XI, 155. Des <i>incapacités abolies</i> . Mort civile. Interdiction légale. Etrangers. XI, 156. 906 I. <i>Des enfants non conçus.</i> XI, 157-160.

Articles.	
	II. Des <i>associations libres</i> et notamment des <i>congrégations religieuses</i> . XI, 161-185.
	Voir, dans la Table, le mot <i>Associations religieuses</i> .
	III. A quelle époque doit exister la <i>capacité</i> de disposer et de recevoir ? XI, 373-394.
907	XI, 329-338.
908	XI, 360-372.
909	I. Les médecins. XI, 339-356.
	II. Les ministres du culte. XI, 357-358 bis.
	III. Les officiers maritimes. XI, 369.
910	L'article 910 est la seule disposition que le code contient sur les libéralités faites aux <i>personnes</i> dites <i>civiles</i> . Les auteurs ne traitent pas la matière qui est cependant d'une grande importance (XI, 186). La jurisprudence laisse beaucoup à désirer; elle est administrative plutôt que judiciaire. Les vrais principes, à notre avis, ont été établis par le ministère libéral de 1847. Nous avons essayé de combler la lacune. Voyez le mot <i>Personne civile</i> dans la Table alphabétique.
	I. De l'incapacité des <i>gens de mainmorte</i> . XI, 187-196.
	II. Quelles sont les personnes civiles capables de recevoir ?
	XI, 197, 198.
	1. Libéralités faites pour l' <i>enseignement</i> . XI, 199-207.
	2. Libéralités faites pour la <i>bienfaisance publique</i>
	XI, 208-229.
	3. Libéralités faites pour le <i>culte</i> . XI, 230-254.
	III. Droits des <i>fondateurs</i> . XI, 255-262.
	IV. <i>Conditions réputées non écrites</i> . XI, 263-280.
	V. De l' <i>autorisation</i> . XI, 281-306.
	VI. Des <i>personnes incertaines</i> . XI, 307-323.
	VII. De la <i>faculté d'être</i> . XI, 326-328.
911	XI, 388-420.
912	XI, 136.
Quotité disponible.	I. <i>Disponible et réserve</i> . XII, 1-8.
	II. <i>Nature de la réserve</i> . XII, 9-14.
	III. Ceux qui renoncent à la succession n'ont plus droit à la réserve. XII, 36-39.
913, 914	XII, 15-23.
915	XII, 24-39.
916	XII, 9. <i>Quid de l'enfant naturel</i> ? XII, 40-52. <i>Quid des père et mère naturels</i> ? XII, 53.
917	XII, 154-160.
918	XII, 116-136.
919	XII, 5.
920	XII, 54, 55.
921	I. <i>Qui peut exercer l'action en réduction</i> ? XII, 137-141.
	II. <i>Quand les réservataires peuvent-ils agir</i> ? XII, 142-143

TABLE DES ARTICLES (922-945).

	III. Sous quelles conditions ? XII, 144-150. Voyez l'article 917
	IV. Fins de non-recevoir.
	1. <i>Renonciation</i> . XII, 161-166.
	2. <i>Prescription</i> . XII, 167-169.
922	I. Formation de la <i>masse</i> . XII, 56.
	II. Biens qui existent dans la <i>succession</i> . XII, 57-61.
	III. Biens <i>donnés entre-vifs</i> . XII, 62-83.
	IV. <i>Estimation des biens</i> . XII, 86-102
	V. <i>Imputation des libéralités</i> . XII, 104-115 Voir l'article 918.
923	I. Des libéralités sujettes à réduction, XII, 170-173.
	II. Dans quel ordre se fait la réduction ? XII, 174-191.
924	XII, 192-193.
925	XII, 175.
926	XII, 176-178, 183-191.
927	XII, 179-181.
928, 929	XII, 202-203. Restitution des <i>fruits</i> . XII, 206-211. Indemnités. XII, 212-214.
930	XII, 215, 216.
<i>Donations.</i>	Conditions requises pour l' <i>existence</i> ou pour la <i>validité</i> des donations. XII, 217-229.
<i>Solennité.</i> 931.	XII, 230-236.
932	XII, 237, 258. <i>Notification</i> de l'acceptation. XII, 264-269. <i>Effet</i> de l'acceptation ou du <i>défaut d'acceptation</i> . XII, 256-263.
933	XII, 239-242.
934	XII, 243, 244.
935	XII, 245-251. <i>Quid des prodigues et des faibles d'esprit</i> ? XII, 252.
936	XII, 253, 254.
937	XII, 255. Voir l'article 910.
<i>Exception à la solennité.</i>	Exceptions légales et extralégales. XII, 274-276.
	<i>Dons manuels</i> . XII, 274-301. Voir le mot <i>Don manuel</i> dans la table.
	<i>Donations déguisées</i> . XII, 302-332.
	<i>Donations mutuelles</i> , XII, 342, 343; <i>onéreuses</i> , XII, 339-341; <i>rémunératoires</i> . XII, 333-338.
	<i>Arrangements de famille</i> . XII, 344, 345.
	<i>Libéralités faites en l'acquit d'une dette naturelle</i> . XII, 355-362.
	<i>Renonciations</i> . XII, 336-354.
938	XII, 363-365.
939-942	XII, 366-371; XXIX, 44-53.
943-946	Du principe que <i>donner et retenir ne vaut</i> . XII, 407-412
943	XII, 413-429.
944	XII, 430-435.
945	XII, 434-439.

Articles.	
946	XII, 440-445.
947	Voir les articles 1081 et suivants.
948	XII, 372-386.
949, 950	XII, 446-448.
951	XII, 449-466.
952	XII, 467-479.
<i>Action en nullité.</i>	XII, 480-484.
Obligation du donateur et du donataire.	Le donateur doit-il garantir? XII, 387-398. Le donataire doit-il payer les dettes du donateur si la donation comprend tous les biens présents? Peut-il être chargé des dettes? XII, 399-406.
953	XII, 485-486.
954	XII, 487-520. Voir, dans la Table alphabétique, le mot <i>Révocation des donations</i> , A, I.
955	XIII, 1-13.
956, 957	XIII, 24-36.
958	XIII, 37-52.
959	XIII, 14-23.
960, 961	XIII, 53-80. Voir, dans la Table alphabétique, le mot <i>Révocation des donations</i> , A, III.
962-963	I. Effet de la révocation. XIII, 81-83. II. Effet de la révocation entre les parties. XIII, 86-90. III. Effet de la révocation à l'égard des tiers. XIII, 91-95.
966	XIII, 96-101.
Testaments.	La faculté de tester est-elle de droit naturel? XII, 89-95.
967	XIII, 102-104. I. Testament verbal. XIII, 103-112. II. Destruction du testament. XIII, 113-124. III. Testament incomplet. 1. Cas dans lesquels le testament peut être complet. XIII, 125-129. 2. Le testateur peut-il se référer à d'autres écrits? XIII, 130-135. 3. Le testateur peut-il se référer à une coutume? XIII, 136-140.
968	XIII, 143-147.
969	XIII, 105, 104.
970	XIII, 166-249. Voir, dans la Table, le mot <i>Testament (Formes)</i> , B.
971	XIII, 250-289. Voir, dans la Table, le mot <i>Testament (Formes)</i> , C.
971-975	1. Les formalités de la loi de ventôse. XIII, 290-296. 2. Présence du notaire et des témoins. XIII, 297-302. 3. Dictée. XIII, 303-313. 4. Écriture. XIII, 313-319. 5. Lecture. XIII, 320-323. 6. Les mentions. XIII, 324-336.

Articles.

7. *Les signatures.* XIII, 357-379.
 8. *Force probante* du testament par acte public. XIII, 381-388.
- 976 XIII, 389-417. Voir, dans la Table, le mot *Testament (Formes)*, D.
- 977 XIII, 418-420.
- 978 XIII, 424-427.
- 979 XIII, 421-423.
- 980 XIII, 401-402. *Nullité* du testament mystique. XIII, 428, 429. *Force probante.* XIII, 430-454.
- Testaments privilégiés. XIII, 435.
- 981-984 XIII, 436-438.
- 985-987 XIII, 442-444.
- 988-997 XIII, 439-441; XI, 359.
- 999 XIII, 448-448.
- 1000 I. Comment un Français peut-il tester à l'étranger? XIII, 148-159.
 II. Comment un étranger peut-il tester en France? XIII, 160-162.
 III. Des testaments reçus par les consuls. XIII, 163, 164. Voir, dans la Table, le mot *Consul*.
- 1001 I. Nullité. XIII, 141, 142, 449, 450.
 II. De l'action en nullité. XIII, 451-460.
 III. De la confirmation par le testateur. XIII, 459, 460; par les héritiers. XIII, 461-476.
- 1002 I. *Qualification des legs.* XIII, 477-484.
 II. *Conditions du legs. Désignation du légataire.* XIII, 485-490.
 III. Sens des mots *enfants*. XIII, 491-493; *neveux*, XIII, 494-495; *cousins*. XIII, 496-504.
- 1003 XIII, 505-520.
- 1004-1008 I. *Transmission de la propriété.* XIV, 1-4.
 1. *Acceptation.* XIII, 530-533.
 2. *Renonciation.* XIII, 534-539.
 II. *Transmission de la possession.*
 1. Quand les légataires ont-ils la *saisine*? XIV, 5-15.
 III. *Légataires institués par un testament olographe ou mystique.* XIV, 14, 15.
 1. *Présentation et dépôt du testament.* XIV, 16-20.
 2. *Envoi en possession.* XIV, 21-31.
 3. *Des mesures conservatoires.* XIV, 32-38.
 IV. Des légataires non saisis.
 1. *Demande en délivrance.* XIV, 39-61.
 2. *Effets de la délivrance.* XIV, 62-63.
 3. *Des fruits.* XIV, 66-77.
- 1009 I. *Payement des dettes.* XIV, 86-89; XII, 178.
 II. *Payement du legs.* XIV, 107-125.
 III. *Explication de l'article 1009.* XIV, 110, 111.

Articles	
1010-1013	I. Legs à titre universel. XIII, 521-524. II. Comment les légataires acquièrent la <i>propriété</i> . XIV, 1-4. III. Comment ils acquièrent la <i>possession</i> . <i>Délivrance</i> . XIV, 39-61. Effets de la délivrance. XIV, 62-63. Des <i>fruits</i> . XIV, 66-77, 81. IV. Payement des dettes. XIV, 86-92.
1012	V. Payement des legs. XIV, 112-123.
1014	I. Legs à titre particulier. XIII, 525-531. II. Transmission de la <i>propriété</i> . XIV, 1-4. III. Transmission de la <i>possession</i> . <i>Délivrance</i> . XIV, 39-61. Effets de la <i>délivrance</i> . XIV, 62-65.
1015	Des <i>fruits</i> . XIV, 78-83.
1016	XIV, 61.
1017	XIV, 107, 108, 118. <i>Actions</i> qui naissent des legs. XIV, 171-174. Les légataires n'ont plus d'hypothèque légale. XXX, 543.
1018	XIV, 140, 141.
1019	XIV, 142-146.
1020	XIV, 147.
1021	XIV, 127-135. Comparez l'article 1423.
1022	XIV, 148-150. Legs d'un <i>fait</i> . XIV, 151.
1023	XIV, 164. I. Règles générales d'interprétation. XIV, 152-163. II. Applications. XIV, 164-170.
1024	XIV, 93-99.
1025	XIV, 332-331.
1026, 1027	XIV, 332-331.
1028	XIV, 325.
1029	XIV, 327.
1030	XIV, 326.
1031	I. <i>Scellés et inventaire</i> . XIV, 353-358 II. <i>Vente des biens</i> . XIV, 363-368. III. <i>Exécution du testament</i> . XIV, 369-362. IV. <i>Payement des legs</i> . XIV, 369-371. V. <i>Payement des dettes</i> . XIV, 372-374. VI. <i>Compte</i> . XIV, 385-388.
1032	Quand <i>finit</i> l'exécution testamentaire? XIV, 381-384.
1033	XIV, 375-380.
1034	XIV, 387.
1035	I. <i>Révocation par le testateur</i> . XIV, 175, 176. II. <i>Révocation expresse</i> . XIV, 177-179.
1036	III. Par acte <i>authentique</i> . XIV, 180-182. IV. Par <i>testament</i> . XIV, 183-192 (art. 1036). V. <i>Rétractation</i> de la révocation. XIV, 197-200. VI. <i>Révocation tacite</i> . XIV, 201-218.
1037	XIV, 193-196.

Articles.	
1038	I. Révocation <i>tacite</i> par la <i>disposition</i> de la chose <i>légée</i> XIV, 219-237. II. Révocation par la <i>destruction</i> du <i>testament</i> . XIV, 238-245. III. Y a-t-il révocation pour <i>survenance d'enfant</i> ? XIV, 246-247.
1039	XIV, 277-280; XIII, 503.
1040, 1041	XIV, 291; XIII, 532-545. <i>Quid</i> si le legs est fait sous condi- tion <i>suspensive</i> et que la <i>condition défaille</i> ? XIV, 285.
1042	XIV, 284-291. <i>Quid</i> si les <i>motifs</i> du legs viennent à <i>cesser</i> ? XIV, 292.
1043	I. <i>Renonciation</i> . XIII, 554-559. II. <i>Incapacité</i> . XI, 157-262.
1044, 1045	I. <i>A qui profite la révocation</i> , la <i>nullité</i> et la <i>caducité</i> des legs? XIV, 299-302. II. Quand y a-t-il lieu au <i>droit d'accroissement</i> ? XIV, 303-312. III. <i>Conditions</i> requises pour que l'accroissement se fasse. 313-321.
1046, 1047	I. Révocation pour cause d' <i>inexécution des charges</i> . XIV, 248-254; XIII, 546-549. II. Révocation pour cause d' <i>ingratitude</i> . XIV, 255-274.
1048-1074	XIV, 523, 524.
1048-1052	I. Par qui et en faveur de qui les substitutions permises peuvent-elles se faire? XIV, 525-530. II. Les dispositions qui dépassent les termes des articles 1048 et suivants sont nulles. XIV, 531, 532. III. <i>Quels biens</i> peuvent être substitués? XIV, 533-536. IV. <i>Formes</i> . XIV, 537.
1053	XIV, 584-589.
1054	XIV, 574.
1055-1057	XIV, 538-547.
1058-1061	XIV, 548.
1062-1064	XIV, 549-553.
1065-1068	XIV, 554-556.
1069-1072	XIV, 557-559.
1073	XIV, 560.
1074	XIV, 561. <i>Droits du grevé</i> avant l'ouverture de la substitu- tion, XIV, 562-572; et après l'ouverture. XIV, 573, 574. <i>Obligations du grevé</i> . XIV, 575-580. <i>Droits des appelés</i> avant l'ouverture de la substitution, XIV, 581-583, et après l'ouverture. XIV, 590-593.
1075	XV, 1-3. Pour les détails de cette matière, voyez, dans la Table alphabétique, le mot <i>Partage d'ascendant</i> .
1076	I. <i>Formes</i> . XV, 14-30. II. <i>Conditions intrinsèques</i> du <i>partage</i> considéré comme <i>acte de disposition</i> :
1077	1. Du <i>partage-donation</i> . XV, 31-52. 2. Du <i>partage-testament</i> . XV, 53-59.

Articles.	
	III. <i>Conditions du partage considéré comme acte de répartition des biens.</i> XV, 60-70.
	IV. <i>Effet du partage :</i>
	1. <i>Comme acte de disposition.</i> XV, 74-80.
	2. <i>Comme acte de distribution.</i> XV, 81-92.
1078	XV, 93-104.
1079, 1080	1. <i>De la rescision pour cause de lésion.</i> XV, 106-140.
	2. <i>De la réduction pour atteinte à la réserve.</i> XV, 141-159.
1081	XV, 172-176.
1082	1. <i>De l'institution contractuelle.</i> XV, 177-185.
	2. <i>Conditions.</i> XV, 186-211.
	3. <i>Effets de l'institution.</i> XV, 212-217.
	4. <i>Promesse d'égalité.</i> XV, 248-253.
1084, 1085	<i>De la donation des biens présents et à venir.</i> XV, 254-284.
	Voyez, sur l' <i>institution contractuelle</i> , la Table, au mot <i>Donation par contrat de mariage en faveur des époux.</i>
1086	XV, 282-284.
1087	XV, 160-164.
1088	XV, 165-171.
1089	XV, 244, 264, 293, 294.
1090	XV, 295-297.
1091	XV, 298-300.
1092	XV, 301-308.
1093	XV, 309-312.
1094	XV, 341-358.
	1. <i>Du concours des deux disponibles.</i> XV, 350-371.
	2. <i>De la réduction.</i> XV, 372-380.
1095	XV, 345.
1096, 1097	XV, 313-340.
1098	XV, 381-403.
1099	XX, 404-408.
1100	XV, 409-413. <i>De l'action en nullité.</i> XV, 414-416.
Titre III. Obligations conventionnelles.	Sources. XV, 417-422.
1101	XV, 423-430.
1102, 1103	XV, 431-435.
1104	XV, 436-439; XXVII, 192 (art. 1964).
1105, 1106	XV, 440-442.
1107	<i>Contrats nommés et innomés.</i> XV, 443, 444.
	1. <i>Contrats réels et consensuels.</i> XV, 445.
	2. <i>Contrats solennels et non solennels.</i> XV, 446-449.
1108	<i>Des conditions requises pour l'existence et pour la validité des contrats.</i> XV, 450-465. Comparez le mot <i>Actes inexistantes</i> , dans la Table alphabétique, et voyez les mots <i>Action en nullité</i> , D, II; <i>Confirmation</i> , II; <i>Prescription</i> , B, III, 2.

Articles.	
Consentement.	
	I. <i>Qui doit consentir ?</i> XV, 466, 467. .
	II. <i>Offre et acceptation.</i> XV, 468-481.
	III. <i>Consentement exprès ou tacite.</i> XV, 482, 483.
1109	XV, 484, 486.
1110	XV, 486-510.
1111-1115	XV, 511-521.
1116	XV, 522-530.
1117	XV, 510, 521, 524.
1118	XV, 485.
1119	XV, 531-538.
1120	XV, 539-550.
1121	XV, 551-572.
1122	XVI, 1-18.
1123	XVI, 19.
1124	XVI, 20-23. Voir les articles 1305-1312, 1314. Des <i>faillies</i> . XVI, 60, 61. Des <i>Établissements publics</i> ou des <i>personnes</i> dites <i>civiles</i> . XVI, 62-64. Des <i>associations non reconnues</i> et, notamment, des <i>congrégations religieuses</i> . XVI, 65-75.
1125	XVIII, 553-557.
1126-1129	XVI, 75-79. Des <i>faits</i> . XV, 80-82.
1130	XVI, 83-106.
1131	I. Qu'entend-on par <i>cause</i> ? XVI, 107-111. II. Quand l'obligation est-elle <i>sans cause</i> ? XVI, 112-119, ou sur <i>fausse cause</i> ? XVI, 120-123. III. De la <i>cause illicite</i> . XVI, 124-156. IV. Cette théorie s'applique-t-elle aux <i>donations</i> et <i>testaments</i> ? XI, 506-511. <i>Libéralités</i> faites à un <i>enfant naturel</i> , XI, 566, ou à des <i>enfants adultérins ou incestueux</i> . IV, 159, 160.
1132	XVI, 165-176.
1133	XVI, 157-164.
1134	XVI, 178-180, 183-186.
1135	XVI, 181, 182, 505. Voir les articles 1382 et 1383.
1136	I. De l'obligation de <i>donner</i> et de l'obligation de <i>faire</i> . XVI, 187-193. II. De l'obligation de <i>délivrance</i> . XVI, 194-196.
1137	XVI, 215-232.
1138	I. Des <i>risques</i> . XVI, 205-212. II. <i>Translation de la propriété</i> : 1. Entre les parties. XVI, 354-359. 2. A l'égard des <i>tiers</i> . XVI, 360-362.
1139	XVI, 233-249.
1140	XVI, 560-562.
1141	XVI, 363-370.
1142-1145	I. De l'obligation de <i>faire</i> . XVI, 188-193. II. <i>Exécution forcée de l'obligation de faire</i> . XVI, 197-204

Articles.	
1146-1155	Il y a des principes spéciaux pour les <i>dommages-intérêts</i> résultant des <i>délits</i> et des <i>quasi-délits</i> . XVI, 250. Voyez les articles 1382 et 1583.
1146, 1147	XVI, 251-256, 279-281.
1148	XVI, 257-278.
1149-1151	XVI, 282-297.
1152	XVI, 298-304.
1153	XVI, 305-337.
1154	XVI, 338-349.
1155	XVI, 350-353.
1156-1164	XVI, 500-501. Voir, dans la Table, le mot <i>Interprétation des conventions</i> .
1156	XVI, 502-503.
1157	XVI, 506.
1158	XVI, 507.
1159	XVI, 508.
1160	XVI, 509.
1161	XVI, 510.
1162	XVI, 511.
1163	XVI, 512.
1164	XVI, 513.
1165	XVI, 571-382.
1166	XVI, 383-450. Voir, dans la Table, le mot <i>Créanciers</i> (<i>Droit des créanciers</i>), 1166.
1167	XVI, 451-499. Voir, dans la Table, le mot <i>Action paulienne</i> .
1168	XVII, 52-58.
1169-1171	XVII, 51-54. Conditions <i>positives</i> et <i>négligentes</i> .
1172, 1173	XVII, 59-50.
1174	XVII, 55-66.
1175	XVII, 68-72.
1176, 1177	XVII, 73-75.
1178	XVII, 76, 77.
1179	XVII, 78-86.
1180	XVII, 89, 90.
1181	XVII, 87-95.
1182	XVII, 96-99. Effet de la condition suspensive quand elle défailit. XVII, 100. Effet de la condition suspensive quand elle s'accomplit. XVII, 101, 102. Voir l'article 1179.
1183	XVII, 103-121. Voir l'article 1179.
1184	XVII, 122-155. Du pacte commissaire. XVII, 156-170. Comparez les articles 1912, 1913 (XXVII, 14-16) et 1977 (XXVII, 309).
1185, 1186	XVII, 183-193.
1187	XVII, 180-182.
1188	XVII, 194-215. Comparez l'article 113 de la loi hypothécaire. XXXI, 471, 472.
1189	XVII, 216, 217, 220-225 Obligations <i>alternatives</i> et obliga-

Articles.	
	Obligations <i>conjonctives</i> . XVII, 224, 225. Obligations <i>facultatives et alternatives</i> . XVII, 224, 225 et XXI, 229.
1190	XVII, 231-244.
1191	XVII, 233.
1192	XVII, 218.
1193-1196	XVII, 219, 245-250.
1197-1199	I. Quand y a-t-il <i>solidarité</i> entre <i>cocréanciers</i> ? XVII, 251-256. II. <i>Droits des cocréanciers solidaires</i> . XVII, 257-271. III. Obligations des créanciers. XVII, 272.
1200-1202	I. Quand y a-t-il <i>solidarité</i> entre <i>codébiteurs</i> ? XVII, 275-276. II. De la <i>solidarité conventionnelle</i> . XVII, 277-286. III. De la <i>solidarité légale</i> . XVII, 287-293. IV. Y a-t-il une <i>solidarité imparfaite</i> ? XVII, 313-317.. V. Y a-t-il <i>solidarité</i> en matière de <i>délits civils</i> ? XVII, 318-325.
1203, 1204	XVII, 295-298.
1205	XVII, 311, 312, 327, 328.
1206	XVII, 304-308, 327, 328.
1207	XVII, 310, 327, 328.
1208	XVII, 299-308.
1209	I. De l' <i>extinction totale</i> de l'obligation <i>solidaire</i> . XVII, 320-333. II. <i>Extinction partielle</i> . 1. <i>Confusion</i> . XVII, 336-337. 2. <i>Compensation</i> . XVII, 338, 339. 3. <i>Remise de la dette</i> . XVII, 340-343.
1210	XVII, 344-347.
1211	XVII, 348-349.
1212	XVII, 350-353.
1213	XVII, 354, 353.
1214	XVII, 356-362.
1215	XVII, 363.
1216	XVII, 364, 365.
1217	XVII, 366-369, 372-376
1218	XVII, 370, 377-380.
1219	XVII, 399-406.
1220	XVII, 381-383.
1221	XVII, 371, 407-423.
1222, 1223	XVII, 389-395.
1224, 1225	XVII, 384-388. Effet de l' <i>indivisibilité</i> : 1. Quant à la <i>prescription</i> . XVII, 396 et 397. 2. Quant à la <i>chose jugée</i> . XX, 122.
1226	XVII, 424-426, 431-433.
1227	XVII, 427-430.
1228	XVII, 443-450.

Articles.	
1229	XVII, 458-461.
1230	XVII, 434-442.
1231	XVII, 451-457.
1232, 1233	XVII, 462-468.
1234	XVII, 469-475.
1235	XVII, 476-477. Obligations naturelles. XVII, 1-31. Voir, dans la Table, le mot <i>Obligation naturelle</i> .
1236	XVII, 478-491.
1237	XVII, 492.
1238	XVII, 493-504.
1239	XVII, 511-539.
1240	XVII, 543-548.
1241	XVII, 546-542.
1242	XVII, 549-554.
1243	XVII, 555, 556.
1244	XVII, 566-584.
1245	XVII, 538. Dettes d'argent. XVII, 559-563. Voir la Table au mot <i>Banque Nationale</i> .
1246	XVII, 558.
1247	I. <i>Quand le paiement doit-il se faire?</i> XVII, 585, 586. Et <i>où?</i> XVII, 587-594.
1248	XVII, 293, 296.
1249	I. <i>Effet du paiement.</i> XVII, 597-599. II. <i>Subrogation.</i> XVIII, 1-10. III. <i>Subrogation et cession.</i> XVIII, 11-18.
1250	XVIII, 20-36. (Subrogation consentie par le <i>créancier</i> .) XVIII, 37-60. (Subrogation consentie par le <i>débiteur</i> .)
1251	XVIII, 61-108. Voir, dans la Table, le mot <i>Subrogation personnelle</i> .
1252	Effets de la subrogation. XVIII, 109-157.
1253, 1254	I. <i>Quand y a-t-il lieu à imputation?</i> XVII, 600-602. II. De l'imputation faite par le <i>débiteur</i> . XVII, 603-610.
1255	XVII, 611-613.
1256	XVII, 614-631.
1257	XVIII, 138-145. <i>Effet des offres indépendamment de la consignation.</i> XVIII, 193-199. <i>Effet des offres réelles suivies de consignation.</i> XVIII, 200-211.
1258	XVIII, 146-178.
1259	XVIII, 179-184. De la nullité des offres. XVIII, 185-188.
1260	XVIII, 212-214.
1261	XVIII, 204-207.
1262, 1263	XVIII, 208-210.
1264	XVIII, 189, 190. Dettes de choses indéterminées. XVIII, 191, 192.
1265, 1266	XVIII, 215-228. Du <i>sursis</i> . V, 379 <i>bis</i> ; XVIII, 219.
1267	XVIII, 229-233.

Articles.	
1268-1270	XVIII, 254-241.
1271	XVIII, 242-263. Voyez art. 1274.
1272	XVIII, 255-258.
1273	XVIII, 259-263.
1274	Des diverses espèces de novations. I. De la novation objective. XVIII, 264-293. II. De la novation par substitution d'un nouveau créancier XVIII, 294-300. III. De la novation par substitution d'un nouveau débiteur. XVIII, 301-310.
1275, 1276	XVIII, 311-321.
1277	XVIII, 309.
1278-1280	XVIII, 322-332.
1281	XVIII, 324-327.
1282, 1283	I. Comment se fait la remise de la dette. XVIII, 333-339. II. Cas dans lesquels la loi présume la libération. XVIII, 340-349. III. Objet de la présomption. XVIII, 350-354. IV. Force probante de la présomption. XVIII, 355-367.
1284	XVIII, 375-378.
1285	XVII, 340-343; XVIII, 368, 369.
1286	XVIII, 348.
1287	XVIII, 370-373.
1288	XVIII, 374.
1289	XVIII, 379, 380.
1290	XVIII, 381-387. De la compensation facultative. XVIII, 468-472.
1291	XVIII, 388-418. De la compensation judiciaire ou de la re-convention. XVIII, 473-483.
1292	XVIII, 412.
1293	XVIII, 437-439, 444-483.
1294	XVIII, 419-427, 430-436; XVII, 536, 539.
1295	XVIII, 428, 466, 467.
1296	XVIII, 440.
1297	XVIII, 505.
1298	XVIII, 429, 441-443.
1299	XVIII, 437-467.
1300	XVIII, 484-490.
1301	I. Des cas dans lesquels il y a confusion. XVIII, 500-504. II. Effet de la confusion. XVIII, 505-507.
1302	XVIII, 508-525; XX, 506.
1303	XVIII, 511-512.
1304	I. Y a-t-il une différence entre l'action en nullité et l'action en rescision? XVIII, 526-530. II. Des obligations annulables. XVIII, 531-534. III. De la rescision pour cause de lésion. XVIII, 535. 1. Les mineurs ne peuvent pas attaquer, pour cause de

Articles.

- lésion, les actes faits par leur tuteur, dans la limite de ses attributions.* XVI, 24-34.
2. Ils peuvent demander la nullité des actes que le tuteur a faits sans observer les formalités prescrites par la loi. XVI, 35-41.
3. On applique la même distinction quant aux actes que le mineur ferait avec autorisation du tuteur. XVI, 42, 43.
- IV. De la prescription de l'action en nullité. XIX, 1-60 ; XXXII, 49. Voir, dans la Table, le mot *Action en nullité*.
- 1305 I. Des actes faits par le mineur seul. Quand peut-il agir en nullité et quand peut-il agir en rescision pour lésion ? XVI, 45-53.
- II. Quand les mineurs émancipés peuvent-ils agir en rescision pour cause de lésion ? XVI, 56-59.
- III. De l'action en rescision pour lésion. XVIII, 536-544. Effet de la rescision. XVIII, 551.
- IV. De l'action en nullité des mineurs. XVIII, 552-557.
- 1306 XVIII, 539. Le mineur n'est pas restituable contre les engagements qu'il se forme sans consentement. XVIII, 550.
- 1307 XVIII, 547. Le mineur peut-il agir en restitution contre un mineur ? XVIII, 545.
- 1308 XVIII, 548.
- 1309 XVIII, 549. Voyez art. 1306.
- 1310 XVIII, 546.
- 1311 Voyez art. 1305. De la confirmation. XVIII, 538-668. Voyez art. 1337-1340.
- 1312 I. Effet de l'annulation.
1. Entre les parties. XIX, 61-71.
2. A l'égard des tiers. XIX, 72-80
- 1313 XV, 485 ; XVII, 533.
- 1314 XVI, 29.
- 1315 XIX, 90-95.
- 1316 XIX, 81-89.
- 1317 I. Titre et acte. *Fin juridique et preuve.* XIX, 96-101
- II. Du titre authentique. XIX, 102-115.
- 1318 XIX, 116-129.
- 1319 XIX, 130-166, 194, 195 Voir, dans la Table, le mot *Acte authentique, C.*
- 1320 XIX, 167-181.
- 1321 XIX, 182-193.
- 1322 XIX, 271-278.
- 1323, 1324 XIX, 267-270.
- 1325 I. Des formes de l'acte sous seing privé, en général. XIX, 196-206.
- II. De l'acte constatant des conventions synallagmatiques. XIX, 207-237.

Articles.

- 1326 XIX, 238-266.
 1327 XIX, 252.
 1328 I. De la *date certaine*. XIX, 270-291.
 II. Des *ayants cause* et des *tiers*. XIX, 292-331.
 III. Les *quittances* ne sont pas soumises à l'article 1382.
 XIX, 332-336.
 1329 XIX, 337-340.
 1330 XIX, 341-343.
 1331 XIX, 344-354, 355, 356.
 1332 XIX, 357-364.
 1333 XIX, 365-368.
 1334 XIX, 369-371.
 1335 XIX, 372-381.
 1336 XIX, 382, 383. Mention de l'enregistrement. XIX, 384, 385.
 1337 XIX, 386-393.
 1338 I. De la *confirmation*. XVIII, 558-565. Voir ce mot dans la Table.
 II. *Quelles obligations* peuvent être confirmées. XVIII, 564-604.
 III. *Conditions* requises pour la confirmation. XVIII, 605-611.
 IV. Confirmation *expresse*. XVIII, 613-619.
 V. Confirmation *tacite*. XVIII, 620-647.
 VI. *Preuve* de la confirmation. XVIII, 648-652.
 VII. Effet de la confirmation.
 1. Entre les *parties*. XVIII, 653-656.
 2. A l'égard des *tiers*. XVIII, 657-668.
 1339 XVIII, 583-591.
 1340 XVIII, 592-598, 644-646.
 1341 XIX, 394-438, 469-483. Voir, dans la Table, le mot *Preuve testimoniale*. Première et deuxième règle.
 1342 XIX, 439-441, 457.
 1343 XIX, 442, 450-452.
 1344 XIX, 443-449.
 1345 XIX, 458-461.
 1346 XIX, 462-468.
 1347 XIX, 484-543. Voir, dans la Table, le mot *Preuve testimoniale* (*Exceptions*), A.
 1348 XIX, 544-604. Voir, dans la Table, le mot *Preuve testimoniale* (*Exceptions*), B.
 1349 XIX, 605-607.
 1350 XIX, 608-612.
 1351 XX, 1-154. Voir, dans la Table, le mot *Chose jugée*.
 1352 XIX, 613-623.
 1353 XIX, 624-659.
 1354 XX, 155-159.
 1355 XX, 217-221.

Articles.	
1356	XX, 160-216. Voir, dans la Table, le mot <i>Aveu</i> , lii.
1357	XX, 222-229.
1358	XX, 230-247.
1359	XX, 248-254.
1360	XX, 252, 253-261.
1361	XX, 270, 271.
1362	XX, 262-269.
1363	XX, 272-275.
1364	XX, 263.
1365	XX, 276-278.
1366	XX, 279.
1367, 1368	XX, 280-298.
1368	XX, 294.
1369	XX, 299-304.
1370	XX, 305-307.
1371	XX, 308, 309.
1372	XX, 310-325, 326. De l'action <i>de in rem verso</i> . XX, 323-340. Voir ce mot dans la Table.
1373	XX, 327, 328.
1374	XX, 314.
1375	XX, 329-332.
1376, 1377	XX, 341-355. Voir, dans la Table, le mot <i>Paiement indû</i> .
1377	XX, 350, 356-364.
1378	I. <i>Qui a le droit d'agir? Et que doit prouver le demandeur?</i> XX, 365-369. II. <i>Obligations de celui qui a reçu la chose indûment.</i> XX, 370-374.
1379	XX, 375-379.
1380	XX, 377.
1381	XX, 380-383.
1382, 1383	XX, 384-549. Voir, dans la Table, le mot <i>Délit et quasi-délit</i> .
1384	XX, 550-624. Voir, dans la Table, le mot <i>Responsabilité du fait d'autrui</i> .
1385	XX, 625-638.
1386	XX, 639-646.
1387	XXI, 1-6.
1388-1389	XXI, 114-156. Voir, dans la Table, le mot <i>Contrat de mariage</i> .
1390	XXI, 137-141.
1391	XXI, 3.
1392, 1393	XXI, 146-152; XXIII, 455-458.
1394	XXI, 43-46, 57-65. <i>Publicité</i> du contrat de mariage. XXI, 106-111. Frais. XXI, 112, 113.
1395	XXI, 64-88.
1396, 1397	XXI, 89-103.
1398	I. <i>Capacité de se marier</i> . XXI, 7-12.

TABLE DES ARTICLES (1399-1428).

- II. Capacité de contracter. XXI, 43-42. Voir, dans la Table, le mot *Contrat de mariage*.
De la nullité des conventions matrimoniales. XXI, 142-143
- 1399 XXI, 208, 209.
1400 XXI, 189-207.
1401 XXI, 210-261. Voir, dans la Table, le mot *Communauté légale (Actif)*.
Voir l'article 1404; I.
- 1402 XXI, 273, 274.
1403 XXI, 254-256 (coupes de bois); 251-253 (carrières et mines).
1404 Des propres. XXI, 276
I. Des propres mobiliers. XXI, 277-288.
II. Des immeubles dont les époux avaient la propriété avant le mariage. XXI, 289-307.
- III. Propres de succession. XXI, 305-309.
- 1405 XXI, 269-272, 310-314.
1406 XXI, 315-322.
1407 XXI, 324-328.
1408 XXI, 323-333. Voir, dans la Table, le mot *Retrait d'indivision*.
I. Dettes qui entrent dans le passif de la communauté. XXI, 392-490.
II. Dettes qui n'y entrent pas. XXI, 481-491.
Voir, dans la Table, le mot *Communauté légale (Passif)*.
- 1410 XXI, 409-417.
1411 I. Qui peut accepter les successions échues à la femme? XXI, 434-441.
II. Droits des créanciers. XXI, 442-444.
III. Successions mobilières. XXI, 445-450.
- 1412, 1413 XXI, 451-453; XXII, 74.
1414-1417 XXI, 456-467.
1418 XXI, 468.
1419 XXI, 428, 430; XXII, 69-90.
1420 XXI, 450; XXII, 100-112. La femme est-elle un tiers à l'égard du mari? XXII, 113-116.
1421 XXII, 1-9. Restrictions que reçoit le pouvoir absolu du mari. XXII, 58-48.
Des actions qui appartiennent au mari. XXII, 49-53.
XXII, 10-32.
1423 XXII, 53-57.
1424, 1425 XXII, 54-59.
1426 XXII, 60-68.
1427 XXII, 84-90; XXI, 431.
1428 I. Influence de la communauté sur le patrimoine du mari. XXII, 117-116.
II. Le mari a l'administration légale des biens de la femme. XXII, 121-171.

Articles.	
	III. Droits de la femme. XXII, 172-175. Voir, dans la Table, le mot <i>Communauté (Administration des biens de la femme)</i> .
1429, 1430	XXII, 134-145.
1431	XXII, 91-99.
1432	XXII, 78.
1433	XXII, 445-470. Voir, dans la Table, le mot <i>Récompense</i> .
1434-1435	XXII, 359-391. Voir, dans la Table, le mot <i>Remploi</i> .
1436	I. Comment s'exercent les récompenses. XXII, 487, 488. II. <i>Montant des récompenses dues à la communauté</i> . XXII, 476-486.
1437	XXII, 471-486.
1438, 1439	XXI, 156-179. Voir, dans la Table, le mot <i>Dot</i> .
1440	XXI, 180-188.
1441	XXII, 176, 194-197.
1442	XXII, 177-195.
1443	XXII, 197-258. Voir, dans la Table, le mot <i>Séparation de biens judiciaire</i> .
1444, 1445	Procédure. XXII, 259-241. I. La <i>demande</i> . XXII, 242-244. II. Le <i>jugement</i> . XXII, 245-248. III. L' <i>exécution du jugement</i> . XXII, 249-257. IV. <i>Nullité pour défaut d'exécution</i> . XXII, 258-265. V. <i>Rétroactivité de la séparation</i> . XXII, 356-382.
1446	XXII, 201-207.
1447	XXII, 264-275.
1448	I. <i>Dissolution de la communauté</i> . XXII, 274-277. II. <i>Contribution aux charges</i> . XXII, 278-285.
1449	XXII, 286-324. Voir, dans la Table, le mot <i>Séparation de biens judiciaire</i> .
1450	XXII, 325-335.
1451	XXII, 353-360.
1452	XXII, 275.
1453	XXII, 361-368.
1454	XXII, 369-382.
1455	XXII, 388-394.
1456-1459	XXII, 395-420.
1460	XXII, 382-387.
1461	XXII, 421-428.
1462	Abrogé, la mort civile étant abolie en Belgique et en France.
1463	XXII, 406-411.
1464	XXII, 418, 419.
1465	XXII, 434-444.
1466	XXII, 428, 430-433.
1467	XXII, 489-497.
1468	XXII, 472, 481. Voir l'article 1474.
1469	XXII, 498-505.

Articles.	
1470	XXII, 498-503.
1471	XXII, 504-515.
1472	XXII, 516-542.
1473	XXII, 490-503.
1474	I. <i>Formation de la masse.</i> XXIII, 1-9. II. <i>Partage.</i> XXIII, 19. Voyez l'article 1476.
1475	XXII, 422-427, 429-433.
1476	XXIII, 10-18.
1477	XXIII, 20-39.
1478-1480	XXII, 543-548.
1481	XXII, 435, 436.
1482	XXIII, 40.
1483	XXIII, 64-80.
1484-1487	I. De l' <i>obligation</i> du <i>payement</i> des <i>dettes</i> . XXIII, 41-43 1. Du <i>mari</i> . XXIII, 44-54. 2. De la <i>femme</i> . XXIII, 55-63. Voir l'article 1483. II. De la <i>contribution</i> aux <i>dettes</i> . XXIII, 88-93.
1488	XXIII, 81-83.
1489	XXIII, 84-87.
1490	XXIII, 96.
1491	XXIII, 97.
1492	XXIII, 98-100, 106-109.
1493	XXIII, 101-102.
1494	XXIII, 110-113.
1495	XXIII, 103-105, 114.
1496	XXIII, 403-410.
1497	XXIII, 115-119.
1498	XXIII, 120-201. Voir, dans la Table, le mot <i>Acquêts</i> (<i>Communauté d'</i>).
1499	XXIII, 172-189.
1500	XXIII, 202-250. Voir, dans la Table, le mot <i>Réalisation</i> (<i>Clause de</i>).
1501	XXIII, 229-234.
1502	XXIII, 241-244.
1503	XXIII, 240.
1504	XXIII, 182-185, 219.
1505	XXIII, 251-256.
1506, 1507	XXIII, 257-276.
1508	XXIII, 277-286.
1509	XXIII, 287-290.
1510	XXIII, 291-310.
1511	XXIII, 225-228, 232, 233, 311, 312.
1512	XXIII, 297.
1513	XXIII, 313-325.
1514	XXIII, 326-344.
1515	XXIII, 345-355.
1516	XXIII, 349, 350.

Articles.	
1517	XXIII, 356.
1518	XXIII, 357-360.
1519	XXIII, 363.
1520, 1521	XXIII, 361-366.
1522, 1523	XXIII, 367-372.
1524	XXIII, 373-378.
1525	XXIII, 379-388.
1526	XXIII, 389-402.
1527	XXIII, 403-410.
1528	XXIII, 118; XXI, 198.
1529	XXIII, 411.
1530	XXIII, 412-427.
1531	XXIII, 428-430, 437.
1532	XXIII, 432-434, 436.
1533	XXIII, 432-441.
1534	XXIII, 431.
1535	XXIII, 413.
1536	XXIII, 442-448.
1537	XXIII, 449-451.
1538	XXIII, 446.
1539	XXIII, 452, 453.
1540	XXIII, 454; XXI, 156-179. Voir, dans la Table, le mot <i>Dot</i> .
1541	XXIII, 459-462.
1542	XXIII, 463-466.
1543	XXIII, 467.
1544-1546	Voir l'article 1540.
1547	XXI, 184-188.
1548	XXI, 180-183.
1549	XXIII, 472-487.
1550	XXIII, 485.
1551-1553	XXIII, 488-493.
1554	XXIII, 494-511. De la dot mobilière. XXIII, 540-547.
1555, 1556	XXIII, 521-525.
1557	XXIII, 516-520.
1558	XXIII, 524-531. Des obligations contractées par la femme dotale. XXIII, 548-552.
1559	XXIII, 535-539.
1560	XXIII, 501-511.
1561	XXIII, 512-515.
1562	XXIII, 435.
1563	XXIII, 535-539.
1564 et 1565	XXIII, 575, 576.
1566	XXIII, 566-568.
1567	XXIII, 569.
1568	XXIII, 570.
1569	XXIII, 560-565.
1570, 1571	XXIII, 571-574, 580, 581

Articles.	
1572	XXIII, 579.
1573	XXIII, 577, 578.
1574	XXIII, 582, 583.
1575	XXIII, 590.
1576	XXIII, 584-588.
1577-1580	XXIII, 588.
1581	XXIII, 591.
1582	XXIV, 1-5, 126-130. <i>Dation en paiement.</i> XXIV, 151-153.
1583	XXIV, 132, 133.
1584	XXIV, 131, 134, 135.
1585, 1586	XXIV, 136-139.
1587	XXIV, 140-147.
1588	XXIV, 148-150.
1589	XXIV, 6-25.
1590	XXIV, 26-28.
1591	XXIV, 66-87.
1592	XXIV, 74-78.
1593	XXIV, 308.
1594	XXIV, 29, 30.
1595	XXIV, 31-42.
1596	XXIV, 43-54.
1597	XXIV, 55-68.
1598	XXIV, 93-99.
1599	XXIV, 100-125.
1600	XXIV, 98. Voir les articles 1130, 701.
1601	XXIV, 88-92.
1602	XXIV, 154-156.
1603	XXIV, 157.
1604	XXIV, 158, 159.
1605	XXIV, 160-162.
1606	XXIV, 163-167.
1607	XXIV, 168. Voir l'article 1689.
1608	XXIV, 169, 170.
1609	XXIV, 169.
1610	XXIV, 173-179.
1611	XXIV, 180.
1612, 1613	XXIV, 171, 172.
1614	XXIV, 181, 182.
1615	XXIV, 183-186.
1616	XXIV, 187, 188.
1617, 1618	XXIV, 189-192.
1619, 1620	XXIV, 193-197.
1621	XXIV, 197.
1622	XXIV, 201-207.
1623	XXIV, 198. Dispositions générales sur la <i>délivrance de la contenance.</i> XXIV, 198-200.
1624	XXIV, 131.

Articles.	
1625	XXIV, 208.
1626	XXIV, 209-233.
1627	XXIV, 233.
1628	XXIV, 234-256.
1629	XXIV, 237-261.
1630	XXIV, 234-245.
1631, 1632	XXIV, 238, 239.
1633	XXIV, 246, 247.
1634, 1635	XXIV, 248, 249.
1636, 1637	XXIV, 250-252.
1638	XXIV, 263-276.
1639	XXIV, 242.
1640	XXIV, 262, 263.
1641-1643	XXIV, 277-288.
1644	XXIV, 289-293.
1645	XXIV, 294-298.
1647	XXIV, 305-307.
1648	XXIV, 299-304.
1649	XXIV, 288.
1650, 1651	XXIV, 318, 319.
1652	XXIV, 332-333.
1653	XXIV, 321-331.
1654	XXIV, 336-340.
1655	XXIV, 341-342.
1656	XXIV, 343-352. <i>Effet de la résolution.</i> XXIV, 353-368.
1657	XXIV, 309-317.
1658	XXIV, 369-378.
1659	XXIV, 379-383.
1660, 1661	XXIV, 384-387.
1662	XXIV, 418, 419.
1663	XXIV, 386.
1664	I. <i>Comment le vendeur exerce-t-il son droit?</i> XXIV, 396-400.
	II. <i>De l'action de rachat.</i> XXIV, 410-415.
1665, 1666	XXIV, 388-391. Voir l'article 1751. <i>Droits du vendeur.</i> XXIV, 392-395.
1667	XXIV, 412.
1668-1671	XXIV, 413, 414.
1672	XXIV, 415.
1673	XXIV, 401-409, 416, 417.
1674	XXIV, 420-432.
1675	XXIV, 433-435.
1676	XXIV, 444-445.
1677	XXIV, 436, 437.
1678-1680	XXIV, 438, 439.
1681	XXIV, 446, 447. <i>Droits et obligations des tiers passagers.</i> XXIV, 443, 454, 455.

Articles	
1682	XXIV, 448-455.
1683	XXIV, 421.
1684	XXIV, 426.
1685	XXIV, 442.
1686	XXIV, 456, 459, 460.
1687	XXIV, 458.
1688	XXIV, 457.
1689	XXIV, 461-474.
1690	XXIV, 475-506.
1691	XXIV, 507-528.
1692	XXIV, 529-537.
1693	XXIV, 538-553.
1694	XXIV, 554-565.
1695	XXIV, 560.
1696, 1697	XXIV, 565-578.
1698	XXIV, 579, 580.
1699	XXIV, 581-606.
1700	XXIV, 586-596.
1701	XXIV, 607-610.
1702	XXIV, 611.
1703	XXIV, 611.
1704	XXIV, 619-621.
1705	XXIV, 622-627.
1706	XXIV, 613.
1707	XXIV, 612, 614-618.
1709-1712	XXV, 1, 96-98.
1713	I. <i>Objet du louage. Différence entre le louage et la venue.</i> XXV, 2-8. II. <i>Le droit du preneur est un droit de créance.</i> XXV, 9-50. III. <i>Différence entre le louage et l'usufruit.</i> XXV, 51-54. IV. <i>Conditions requises pour l'existence ou la validité du bail.</i> XXV, 55-65.
1714	XXV, 66-67.
1715, 1716	XXV, 68-95.
1717	XXV, 186-254. Voir l'article 1763. <i>Droits du preneur</i> 1. <i>Du droit de jouir.</i> XXV, 170-174. 2. <i>Des plantations, constructions et améliorations faites par le preneur.</i> XXV, 175-185.
1718	XXV, 42-54.
1719	XXV, 99-106, 123-137. <i>Des entraves apportées à la jouissance du preneur par des tiers, sans qu'il y ait voie de fait ni trouble de droit.</i> XXV, 147-158.
1720	XXV, 107-115.
1721	XXV, 114-122.
1722	XXV, 401-420.
1723	XXV, 143-146.
1724	XXV, 138-142.

Articles.

1723-1727	XXV, 139-169.
1728	XXV, 233-262.
1729	XXV, 263-268.
1730, 1731	XXV, 269-273.
1732	XXV, 274, 275.
1733	XXV, 276-291.
1734	XXV, 292-294. De la <i>responsabilité</i> quand le propriétaire <i>habite la maison</i> . XXV, 295-301 <i>bis</i> . Des cas où les articles 1733 et 1734 ne reçoivent pas leur application. XXV, 302-311.
1735	XXV, 275.
1736-1737	Causes non prévues par le code qui font cesser le bail. <i>Eviction</i> . XXV, 381. <i>Annulation</i> . XXV, 382. <i>Résolution</i> . XXV, 383, 384. <i>Expropriation</i> . XXV, 385. Conséquences. XXV, 386-387.
1738, 1737	XXV, 313-330.
1738-1740	XXV, 331-330.
1740	XXV, 345-350.
1741	I. <i>Condition résolutoire tacite</i> . XXV, 354-362. II. <i>Condition résolutoire expresse</i> . XXV, 363-380. III. <i>Résolution par le consentement des parties</i> . XXV, 351-353. IV. <i>Perte de la chose</i> . XXV, 401-420.
1742	XXV, 318.
1743	XXV, 388-393. Résulte-t-il de l'article 1743 que le bail est un droit réel? XXV, 9-30.
1744	XXV, 394-396.
1745-1747	XXV, 398, 399
1748	XXV, 396 <i>bis</i> , 397.
1749	XXV, 400.
1750	XXV, 398.
1751	XXV, 396.
1752	I. Définition des <i>baux à loyer</i> et des <i>baux à ferme</i> . XXV, 421, 422. II. De l'obligation de garnir. XXV, 423-426.
1753	XXV, 201-204.
1754-1756	XXV, 427-429.
1757	XXV, 430.
1758	XXV, 431.
1759	XXV, 345-350. Voyez les articles 1738 et 1739.
1760	XXV, 379.
1761, 1762	XXV, 433, 434.
1763, 1764	XXV, 477-483.
1765	XXV, 443.
1766	XXV, 433-442.
1767	XXV, 443.
1768	XXV, 444.

Articles.	
1769	XXV, 445-464.
1770	XXV, 459.
1771	XXV, 463-467.
1772, 1773	XXV, 468, 469.
1774	XXV, 470-475.
1775	XXV, 476.
1776	XXV, 476, 545-560. Voyez les articles 1758 et 1759.
1777, 1778	XXV, 446-484.
1779	XXV, 484-486.
1780	XXV, 487-497.
1781	XXV, 496-506. Fin du louage de service. 507-517.
1782	XXV, 518, 524-535.
1783	XXV, 519.
1784	XXV, 535.
1785	XXV, 520-522.
1786	XXV, 518. Du transport par chemin de fer. XXV, 534-555
1787-1799	<i>Devis et marchés.</i> XXVI, 1-3.
1787	XXVI, 5.
1788	XXVI, 6-8.
1789	XXVI, 9-10.
1790	XXVI, 11-12, 14, 16.
1791	XXVI, 13, 15.
1792	XXVI, 23-64.
1793	XXVI, 65-75.
1794	XXVI, 17-19.
1795	XXVI, 20.
1796	XXVI, 21-24.
1797	XXVI. Voyez l'article 1584.
1798	XXVI, 76-82.
1799	XXVI, 77.
1800-1803	XXVI, 83-85.
1804	XXVI, 86, 87.
1805	XXVI, 86.
1806	XXVI, 89.
1807, 1808	XXVI, 89-93.
1809	XXVI, 90.
1810	XXVI, 91-93.
1811	XXVI, 94-96.
1812	XXVI, 97-102.
1813	XXVI, 103.
1814	XXVI, 104.
1815	XXVI, 105, 106.
1816	XXVI, 107.
1817	XXVI, 108, 109.
1818	XXVI, 110, 111.
1819, 1820	XXVI, 112, 113.
1821	XXVI, 114.

Articles.	
1822	XXVI, 115-118.
1823	XXVI, 119.
1824	XXVI, 120.
1825	XXVI, 116, 117.
1826	XXVI, 115.
1827	XXVI, 122.
1828	XXVI, 123, 124.
1829	XXVI, 125.
1830	XXVI, 121.
1831	XXVI, 126-130.
1832	XXVI, 134-185. Des sociétés d'agrément. XXVI, 186-192. Des associations religieuses. XXVI, 193-207.
1833	XXVI, 156-169.
1834	XXVI, 170-180.
1835	XXVI, 230. Des sociétés civiles et commerciales. XXVI, 208-229.
1836	XXVI, 251.
1837	XXVI, 232-237.
1838	XXVI, 238, 239.
1839	XXVI, 240.
1840	XXVI, 241, 242.
1841	XXVI, 243.
1843, 1844	XXVI, 263. Voir article 1868.
1845	XXVI, 244-248.
1846	XXVI, 249, 250, 256-258.
1847	XXVI, 251, 252.
1848	XXVI, 259-262.
1849	XXVI, 263-265.
1850	XXVI, 255-258.
1851	XXVI, 166-269. De l'apport de jouissance. XXVI, 270-276
1852	XXVI, 277-280.
1853	XXVI, 281-284, 297-300.
1854	XXVI, 296.
1855	XXVI, 285-295.
1856-1868	XXVI, 301-313.
1859	XXVI, 314-325.
1860	XXVI, 326-328.
1861	XXVI, 329-342.
1862	XXVI, 343-345, 348-350.
1863	XXVI, 351-353. Droits des créanciers : 1. De la société. XXVI, 357-361. 2. Des associés. XXVI, 354-356.
1864	XXVI, 346, 347.
1865	XXVI, 362, 363.
1865, 1 ^o et 1866	XXVI, 364-374.
1865, 2 ^o et 1867	XXVI, 372-374.
1865, 3 ^o et 1868	XXVI, 375-383, 392, 430, 431.

Articles.	
1863, 4 ^e	XXVI, 384-391, 393.
1865, 5 ^e , 1869 et 1870	XXVI, 394-399.
1871	XXVI, 400-406.
1872	XXVI, 407-418.
<i>Annexe.</i>	I. <i>Des sociétés charbonnières.</i> XXVI, 419-431.
	II. <i>De la communauté.</i> XXVI, 432-450.
1873	XXVI, 208.
1874	XXVI, 451-454.
1875	XXVI, 455, 456. <i>Qui peut consentir un prêt.</i> XXVI, 458, 459. <i>Preuve.</i> XXVI, 462.
1876	XXVI, 457.
1877	XXVI, 461.
1878	XXVI, 460.
1879	XXVI, 455, p. 463.
1880	XXVI, 471.
1881	XXVI, 463-470.
1882	XXVI, 472-474.
1883	XXVI, 475.
1884	XXVI, 463, 464.
1885	Voir article 1293.
1886	XXVI, 465.
1887	XXVI, 476.
1888	XXVI, 477, 478, 481. Droits du prêteur et actions qui lui appartiennent. XXVI, 484.
1889	XXVI, 479.
1890	XXVI, 482.
1891	XXVI, 483.
1892	XXVI, 485-487. <i>Gratuité.</i> XXVI, 489. <i>Capacité.</i> XXVI, 492- 500.
1893	XXVI, 488.
1894	XXVI, 490, 491.
1895	XXVI, 509.
1896, 1897	XXVI, 510.
1898	XXVI, 501.
1899	XXVI, 502.
1900	XXVI, 503.
1901	XXVI, 504.
1902	XXVI, 505.
1903	XXVI, 506-508.
1904	XXVI, 511.
1905	XXVI, 512-517. <i>Quid si l'emprunteur ne paye pas les inté- rêts?</i> XXVI, 521.
1906	XXVI, 522, 523.
1907	XXVI, 524, 525, 527-530. <i>Loi belge.</i> XXVI, 526; XVI, 307
1908	XXVI, 518-520.
1909	XXVII, 1, 3-9.

Art. les.	
1910	Voir article 1968.
1911	XXVII, 10-13.
1912, 1913	XXVII, 14-37.
1914	Voir articles 1968 et suivants.
1915	XXVII, 68-75.
1916	XXVII, 76.
1917	XXVII, 77.
1918	XXVII, 78-79.
1919	XXVII, 69-71.
1920	XXVII, 80.
1921	XXVII, 81.
1922	XXVII, 82.
1923	XXVII, 86-90.
1924	XXVII, 91-94.
1925, 1926	XXVII, 83-85.
1927	XXVII, 95-97.
1928	XXVII, 98-99.
1929	XXVII, 100.
1930	XXVII, 101-103.
1931	XXVII, 104.
1932	XXVII, 105, 106.
1933	XXVII, 107.
1934	XXVII, 108.
1935	XXVII, 109.
1936	XXVII, 110-112.
1937	XXVII, 113-114.
1938	XXVII, 120.
1939	XXVII, 117, 118, 119.
1940	XXVII, 115.
1941	XXVII, 116.
1942, 1943	XXVII, 123, 124.
1944	XXVII, 121, 122.
1945	XXVII, 125.
1946	XXVII, 126, 127.
1947	XXVII, 128-130.
1948	XXVII, 131.
1949	XXVII, 132-134.
1950	Voir article 1348.
1951	XXVII, 135. Voir article 1348.
1952	XXVII, 136-140.
1953	XXVII, 141-162.
1954	XXVII, 142.
1955	XXVII, 163, 164.
1956	XXVII, 165.
1957, 1958	XXVII, 166-168.
1959	XXVII, 168.
1960	XXVII, 169, 170.

ERRATA.

TOME XXXI.

- P. 132, ligne 19 : au lieu de *cription*, lisez *scription*.
P. 335, note : au lieu de 21, lisez 15
P. 509, 2^e ligne du 535 : au lieu de 2189, lisez 2186.

TOME XXXII.

- P. 33, ligne 26 : effacez *c'est*.
P. 207, ligne 2 : après *opposer*, mettez *la*.
P. 335, note 1 : au lieu de 16, lisez 6.

TOME XXXIII.

- P. 106, ligne 5 : au lieu de *Préjudice*, lisez *Préjudice*.
P. 110, ligne 7 : au lieu de « XXI 67 », lisez « XXI, 67 ».
P. 135, ligne 4, au mot *Destination du père de famille* : au lieu de 21, lisez 14
P. 154, au mot *Donation onéreuse*, V : après *onéreuse*, ajoutez *est*.
P. 201, à la fin de la page, V, ajoutez n^o 93-100.
P. 203, au mot *Frais de justice*, I : au lieu de XIX, lisez XXIX.
P. 312, au mot *Notoriété*, I : à la fin de la ligne, au lieu de 424, 1, lisez 424.
P. 349, VI. 2, d : ajoutez, après le mot *a*, un.
P. 393, E. I. 1 : au lieu de 452, lisez 451.
P. 269, 6^e ligne : au lieu de 7,847, lisez 5,847.

Articles.	
2051	XXVIII, 386.
2052	XXVIII, 383-392, 405, 406, 408-410.
2053	XXVIII, 407, 404.
2054	XXVIII, 412-417.
2055	XXVIII, 418, 419.
2056	XXVIII, 420-422.
2057	XXVIII, 423-425. <i>Annulation.</i> XXVIII, 426-428. <i>Rédemption.</i> XXVIII, 429, 430.
2058	XXVIII, 411.
2059-2070	XXVIII, 431-434.
2071	XXVIII, 435-437.
2072	XXVIII, 438.
Du gage.	<i>Conditions requises pour la validité du gage.</i> XXVIII, 439-445.
2073	XXVIII, 493.
2074	XXVIII, 446-457.
2075	XXVIII, 458-468.
2076	XXVIII, 469-487.
2077	XXVIII, 445.
2078	XXVIII, 509-522.
2079	XXVIII, 493-498.
2080	XXVIII, 523-526.
2081	XXVIII, 499.
2082	XXVIII, 500-508.
2083	XXVIII, 503.
2084	XXVIII, 457, 490, 491.
2085	XXVIII, 537, 535-540. <i>Capacité.</i> XXVIII, 550-554. <i>Possession.</i> XXVIII, 541, 542. <i>De l'antichrèse déguisée.</i> XXVIII, 543, 544. <i>Droit aux fruits.</i> XXVIII, 545-551.
2086	XXVIII, 548.
2087	XXVIII, 552-555.
2088	XXVIII, 556-560.
2089	XXVIII, 547.
2090	XXVIII, 529, 554.
2091	XXVIII, 561-582.
Loi hypothécaire.	XXIX, 1-5.
1	I. <i>Du principe de publicité.</i> XXIX, 4-50. II. <i>Actes soumis à la transcription.</i> XXIX, 31-123. III. <i>Effet de la transcription.</i> XXIX, 157-204.
2	XXIX, 124-135. I. <i>Comment se fait la transcription?</i> XXIX, 124-149. II. <i>Qui peut et qui doit transcrire?</i> XXIX, 150-156
3, 4	XXIX, 205-234.
5	XXIX, 235-253.
6	XXIX, 254-266.
7 et 8 (2092 et 2093)	XXIX, 267-285.
9 (2094)	<i>Du droit de rétention.</i> XXIX, 284-302.

Articles.	
10	XXXI, 409-413.
11 (2120)	XXIX, 321.
12 (2095)	XXIX, 303-304, 314.
13 (2096)	XXIX, 303-310.
14 (2097)	XXIX, 311.
15 (2098)	XXIX, 320.
16 (2099)	XXIX, 312-313, 318, 319.
17	XXIX, 322-333.
18 (2100)	XXIX, 334.
19 (2101)	XXIX, 335-378.
20 (2102) 1°	XXIX, 379-446.
» 2°	XXIX, 447-453.
» 3°	XXIX, 507. Voir les articles 2075-2078.
» 4°	XXIX, 435-470.
» 5°	XXIX, 471-504.
» 6°	XXIX, 505-511.
» 7°	XXIX, 512-516.
» 8°	XXIX, 517-520.
21-26	XXIX, 521-542.
21	XXIX, 523.
22	XXIX, 524-526.
23	XXIX, 528-533.
24	XXIX, 534-536.
25	XXIX, 527.
26	XXIX, 541-542. <i>Concours de privilèges ayant le même rang.</i> XXIX, 537-540.
27 (2103) 1°	XXX, 1-18.
» 2°	XXX, 19-22.
» 3°	XXX, 23-35.
» 4°	XXX, 26-41.
» 5°	XXX, 42-57. Du rang des privilèges immobiliers. XXX, 58-65.
28	XXX, 120-145.
29 (2106)	XXX, 66-70.
30-34	XXX, 71-77. <i>But et effet de la transcription.</i> XXX, 78-96.
35	XXX, 97-100.
36	XXX, 101-103.
37	XXX, 104, 105.
38	XXX, 106-115.
39	Voir les articles 878-881.
40	XXX, 117-119.
Appendice.	<i>Privilèges établis par des lois spéciales.</i> XXX, 146-160.
41 (2114)	I. <i>Introduction historique.</i> XXX, 161-172. II. <i>Définition et caractères de l'hypothèque</i> XXX, 173-186.
42 (2115)	XXX, 187.
43 (2116)	XXX, 188.
44 (2117)	XXX, 189. <i>Abolition de l'hypothèque judiciaire.</i> XXX, 190, 191. <i>Hypothèque testamentaire.</i> XXX, 541-545.

Articles.	
45 (2118)	XXX, 192-220. <i>Effet de l'hypothèque sur les droits du prêteur.</i> XXX, 221-242.
46 (2119)	XXX, 193.
47 (2121)	XXX, 243-259.
48 (2122)	XXX, 416-422.
49-51	XXX, 260-302, 308-311.
52, 53	XXX, 303, 306.
54	XXX, 307.
55-57	Voir tome V, n° 53.
58, 59	XXX, 312-314.
60	XXX, 315-320
61	V, 53.
62	V, 53.
63	XXX, 321-332.
64	XXX, 333-353, 360-372.
64 et 65	XXX, 373-393.
66	XXX, 376.
67	XXX, 377, 394-399.
68-70	XXX, 400-403.
71	De la <i>transmission des privilèges et hypothèques et de la subrogation à l'hypothèque légale de la femme.</i> XXXI, 322-356.
72	XXX, 404-412. De la preuve des droits de la femme. XXX, 413-415.
73 (2124)	XXX, 461-474, 488-490.
74 (2125)	XXX, 475-482.
75 (2126)	XXX, 483-487.
76 (2127)	XXX, 423-433.
77 (2128)	XXX, 456-460.
78 (2129)	XXX, 497-515.
79 (2131)	XXX, 516-524.
80 (2132)	XXX, 525-537. <i>Modalité.</i> XXX, 538-540.
81 (2134)	XXX, 546-555.
82 (2146)	XXXI, 1-30.
83 (2147)	XXXI, 31-65, 81-87.
84	XXXI, 88-90.
85	XXXI, 93-100.
86 (2149)	XXXI, 57.
87 (2151)	XXXI, 66-80.
88 (2162)	XXXI, 51-53.
89 (2153)	XXXI, 91-92.
90 (2154)	XXXI, 101-146.
91 (2155)	XXXI, 39, 40; XXIV, 308.
92 (2157)	XXXI, 147-152. <i>Radiation volontaire.</i> XXXI, 153-173. <i>Radiation forcée.</i> XXXI, 179-186, 195-198. <i>De la réduction.</i> XXXI, 199-202.
93 (2158)	XXXI, 203-221.

Articles.	
93 (2158)	XXXI, 203-221.
94 (2159)	XXXI, 187-194.
95 (2160)	XXXI, 174-186. <i>Effet de la radiation et de la réduction.</i> XXXI, 222-235.
96 (2161)	XXXI, 236-269.
97-99 (2167-2169)	XXXI, 258, 270-274.
100 (2172)	XXXI, 275-295.
101 (2173)	XXXI, 290. <i>Effet du délaissement.</i> XXXI, 296-300.
102 (2174)	XXXI, 276, 277.
103 (2175)	XXXI, 301-309.
104 (2176)	XXXI, 310-313.
105 (2177)	XXXI, 317-318.
106 (2178)	XXXI, 319-321.
107 (2179)	Voir les articles 109 et suivants.
108 (2180) 1°	XXXI, 357-371.
» 2°	XXXI, 372-380.
» 3°	XXXI, 381.
» 4°	XXXI, 385.
» 5°	XXXI, 384-402.
» 6°	XXXI, 382. <i>Résolution.</i> XXXI, 403. <i>Consolidation.</i> XXXI, 404, 405. <i>Perte de la chose.</i> XXXI, 406-408. Voir l'ar- ticle 10.
109 (2182)	XXIX, 163; XXXI, 414-439.
110 (2185)	XXXI, 440-461.
111	XXXI, 416-418.
112	XXXI, 457-461.
113	XXXI, 462-479.
114	XXXI, 480-483.
115 (2185)	XXXI, 484-532.
116 (2186)	XXXI, 553-562 <i>bis</i>
117 (2187)	XXXI, 537-532.
118 (2188)	XXXI, 530.
119 (2189)	XXXI, 542.
120 (2190)	XXXI, 532-534.
121 (2191)	XXXI, 549.
122 (2192)	XXXI, 563-572.
123	XXIX, 167.
124	XXXI, 573-577, 588, 589; XXIX, 113.
125	XXXI, 588.
126 (2200)	XXXI, 581.
127 (2196)	XXXI, 582, 583, 583-587; XXIX, 116.
128 (2197)	XXXI, 592-612.
129 (2198)	XXXI, 600-602.
130 (2199)	XXXI, 581.
131 (2201)	XXXI, 590, 591.
132 (2202)	XXXI, 613.
133 (2203)	XXXI, 592, 613.

Articles.

134 (2204)	XXXI, 611.
<i>Dispositions transitoires</i> (art. 1-14)	XXXI, 613-621.
Dispositions additionnelles.	Code civil, art. 76, n° 10. II, 429; XXI, 109. Code civil, art. 79. XXX, 284. Code civil, art. 470. V, 56. Article 1 additionnel. Concerne le droit fiscal. Article 2 additionnel. XXX, 253. Article 3 additionnel. XXX, 261.
2204-2218	Renvoi à la procédure.
2219	XXXII, 1-6.
2220	XXXII, 183-187.
2221	XXXII, 188-193.
2222	XXXII, 194-203. <i>Effet de la renonciation.</i> XXXII, 204-208. Voyez art. 2225.
2223	XXXII, 173, 174.
2224	XXXII, 175-182.
2225	XXXII, 211-220.
2226	XXXII, 221-259. Voir art. 2232.
2227	XXXII, 11-13.
2228	I. <i>Définition et caractère de la possession.</i> XXXII, 260-265. II. <i>Acquisition et conservation de la possession.</i> XXXII, 266-272.
2229	III. <i>Conditions requises pour que la possession puisse servir de base à la prescription.</i> XXXII, 273-298. IV. <i>La possession détermine l'étendue de la prescription.</i> XXXII, 345-349.
2231	XXXII, 342, 343.
2232	XXXII, 296.
2233	XXXII, 283-285.
2234	XXXII, 337-340.
2235	XXXII, 356-366.
2236	XXXII, 299-308.
2237	XXXII, 309-311.
2238	XXXII, 315-326.
2239	XXXII, 312, 313.
2240	XXXII, 327-332.
2241	XXXII, 333-335.
2242	XXXII, 77, 78.
2243	XXXII, 79-84.
2244	XXXII, 85-117.
2245	XXXII, 102-105.
2246	XXXII, 97.
2247	XXXII, 94-101.
2248	XXXII, 118, 119-136.
2249, 2250	XXXII, 137-159.
2251	XXXII, 37-44.

Articles.	
2252	XXXII, 45-50, 51-53. Voir articles 1663, 1676.
2253	XXXII, 61-63.
2254	XXXII, 54.
2255	XXXII, 55; XXIII, 512-515.
2256	XXXII, 56-60.
2257	XXXII, 16-38.
2258	XXXII, 64-69.
2259	XXXII, 70. Comparez XXXII, 71 et 72
2260	XXXII, 350.
2261	XXXII, 351. Comparez XXXII, 352-355
2262	XXXII, 367-371. <i>Prescription extinctive.</i> XXXII, 372-377. Prescription acquisitive. XXXII, 383-385.
2263	XXXII, 378-382.
2264	XXXII, 374.
2265	XXXII, 386-437.
2266	XXXII, 420.
2267	XXXII, 391-398.
2268	XXXII, 414, 415.
2269	XXXII, 416, 417.
2270	XXVI, 20-31, 47-50 bis
2271	XXXII, 504-512.
2272	XXXII, 494-497, 498, 499-503.
2273	XXXII, 487-492.
2274	XXXII, 521-526, 530-537, 170-172.
2275	XXXII, 513-530.
2276	XXXII, 481-486.
2277	XXXII, 431-480.
2278	XXXII, 538, 539.
2279	XXXII, 540-607.
2280	XXXII, 587-593.
2281	XXXII, 608-616.

FIN.







